

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CII

1930

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2349. — Perse et Suède :	
Traité d'établissement, de commerce et de navigation, avec protocole final. Signés à Téhéran, le 10 mai 1929	9
N° 2350. — France et Norvège :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'exonération réciproque de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéficiaires réalisés par les entreprises de navigation maritime. Paris, le 2 juin 1930	27
N° 2351. — Japon et Pérou :	
Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Lima, le 30 septembre 1924, et échange de notes y relatif, de la même date	33
N° 2352. — Allemagne et Grande-Bretagne, et Irlande du Nord :	
Accord concernant la liquidation des biens allemands, signé à Londres, le 28 décembre 1929, et échange de notes y relatif, de la même date	49
N° 2353. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, et Pays-Bas :	
Accord entre l'Administration des Postes du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et l'Administration des Postes de Surinam, concernant l'échange de colis grevés de remboursement, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 7 janvier, et à Paramaribo, le 10 février 1930	67
N° 2354. — États-Unis d'Amérique, Brésil, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Norvège, Pays-Bas et Chine :	
Accord relatif aux tribunaux chinois dans le « Settlement » international de Shanghai, signé à Nankin, le 17 février 1930, et échange de notes y relatif de la même date	87

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CII

1930

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 2349. — Persia and Sweden :	
Treaty of Establishment, Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Teheran, May 10, 1929	9
No. 2350. — France and Norway :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax of Profits accruing from the Business of Shipping. Paris, June 2, 1930	27
No. 2351. — Japan and Peru :	
Treaty of Amity, Commerce and Navigation, signed at Lima, September 30, 1924, and Exchange of Notes relating thereto of the same date	33
No. 2352 — Germany and Great Britain and Northern Ireland :	
Agreement regarding the Liquidation of German Properties, signed at London, December 28, 1929, and Exchange of Notes relating thereto of the same date	49
No. 2353. — Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands :	
Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of Surinam for the Exchange of Parcels subject to Trade Charges, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, January 7, and at Paramaribo, February 10, 1930... ..	67
No. 2354. — United States of America, Brazil, Great Britain and Northern Ireland, Norway, the Netherlands and China :	
Agreement relating to the Chinese Courts in the International Settlement at Shanghai, signed at Nanking, February 17, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date	87

	Pages
N° 2355. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Accord provisoire pour la réglementation de la pêche dans les eaux baignant les côtes septentrionales du territoire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, avec protocoles. Signés à Londres, le 22 mai 1930	103
N° 2356. — France et Pays-Bas :	
Traité d'arbitrage et de conciliation, et protocole. Signés à Genève, le 10 mars 1928 ...	109
N° 2357. — Suisse et Tchécoslovaquie :	
Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à Genève, le 20 septembre 1929	123
N° 2358. — Danemark et Égypte :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Le Caire, le 7 mai 1930	137
N° 2359. — États-Unis d'Amérique et Canada :	
Echange de notes comportant un accord portant réglementation des communications radiotélégraphiques échangées entre les stations expérimentales privées des deux pays. Washington, les 2 octobre 1928 et 29 décembre 1928, et 12 janvier 1929	143
N° 2360. — Autriche, Italie, Pologne, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant le règlement de diverses catégories de pensions qui n'ont pas été réglées par la Convention de Rome en date du 6 avril 1922, avec déclarations additionnelles. Signée à Vienne, le 30 novembre 1923	153
N° 2361. — Autriche, Italie, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant le règlement des pensions provinciales, communales et de districts. Signée à Vienne, le 30 novembre 1923	183
N° 2362. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Accord additionnel à la Convention du 30 novembre 1923 conclue entre l'Autriche, l'Italie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et la Tchécoslovaquie, concernant le règlement des pensions provinciales, communales et de districts. Signée à Vienne, le 3 février 1929	191
N° 2363. — Égypte et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Le Caire, le 7 juin 1930	207
N° 2364. — Belgique et Etat libre d'Irlande :	
Arrangement pour l'échange des mandats de poste. Signé à Dublin, le 24 septembre 1929	213

	Page
No. 2355. — Great Britain and Northern Ireland and Union of Soviet Socialist Republics :	
Temporary Agreement for the Regulation of the Fisheries in Waters contiguous to the Northern Coasts of the Territory of the Union of Soviet Socialist Republics, with Protocols. Signed at London, May 22, 1930	103
No. 2356. — France and the Netherlands :	
Treaty of Arbitration and Conciliation, with Protocol. Signed at Geneva, March 10, 1928	109
No. 2357. — Switzerland and Czechoslovakia :	
Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Geneva, September 20, 1929	123
No. 2358. — Denmark and Egypt :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Cairo, May 7, 1930	137
No. 2359. — United States of America and Canada :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement governing Radio Communications between private experimental Stations. Washington, October 2, 1928, December 29, 1928, and January 12, 1929	143
No. 2360. — Austria, Italy, Poland, Roumania, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia :	
Convention concerning the Settlement of various Classes of Pensions which were not regulated by the Rome Convention of April 6, 1922, with Additional Declarations. Signed at Vienna, November 30, 1923	153
No. 2361. — Austria, Italy, Roumania, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia :	
Convention regulating Provincial, Communal and District Pensions. Signed at Vienna, November 30, 1923	183
No. 2362. — Austria and Czechoslovakia :	
Agreement supplementing the Convention concluded on November 30, 1923, between Austria, Italy, Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia, establishing Rules for Provincial, Communal and District Pensions. Signed at Vienna, February 3, 1929	191
No. 2363. — Egypt and Sweden :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Cairo, June 7, 1930	207
No. 2364. — Belgium and Irish Free State :	
Agreement for the Exchange of Money Orders. Signed at Dublin, September 24, 1929 ...	213

	Pages
N° 2365. — Estonie et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Arrangement concernant le concours réciproque des tribunaux des deux pays en matière civile, avec protocole final. Signés à Tallinn, le 20 janvier 1930	225
N° 2366. — États-Unis d'Amérique et Estonie :	
Traité d'arbitrage. Signé à Tallinn, le 27 août 1929	233
N° 2367. — États-Unis d'Amérique et Estonie :	
Traité de conciliation. Signé à Tallinn, le 27 août 1929	239
N° 2368. — Afghanistan, Union Sud-Africaine, Albanie, Allemagne, États-Unis d'Amérique, etc. (Union Postale Universelle.) :	
Convention postale universelle, avec protocole final, règlement d'exécution et protocole final, et dispositions concernant le transport de la poste aux lettres par voie aérienne, avec protocole final. Signés à Londres, le 28 juin 1929	245

	Page
No. 2365. — Estonia and Union of Soviet Socialist Republics :	
Agreement concerning reciprocal Judicial Assistance in Civil Matters, with Final Protocol. Signed at Tallinn, January 20, 1930	225
No. 2366. — United States of America and Estonia :	
Treaty of Arbitration. Signed at Tallinn, August 27, 1929... ..	233
No. 2367. — United States of America and Estonia :	
Treaty of Conciliation. Signed at Tallinn, August 27, 1929	239
No. 2368. — Afghanistan, Union of South Africa, Albania, Germany, United States of America, etc, (Universal Postal Union.) :	
Universal Postal Convention, with Final Protocol, Detailed Regulations and Final Pro- tocol, and Provisions relating to the Conveyance of Letter Post by Air, with Final Protocol. Signed at London, June 28, 1929	245

N° 2349.

PERSE ET SUÈDE

Traité d'établissement, de commerce
et de navigation, avec protocole
final. Signés à Téhéran, le 10 mai
1929.

PERSIA AND SWEDEN

Treaty of Establishment, Commerce
and Navigation, with Final Pro-
tocol. Signed at Teheran, May
10, 1929.

N^o 2349. — TRAITÉ¹ D'ÉTABLISSEMENT, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'EMPIRE DE PERSE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A TÉHÉРАН, LE 10 MAI 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède et le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 14 juin 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, d'une part, et SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE, d'autre part, également animés du désir de régler les conditions de l'établissement des ressortissants suédois en Perse et des ressortissants persans en Suède, ainsi que de développer l'activité économique et les relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité d'établissement, de commerce et de navigation et ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence M. Carl Gerhard VON HEIDENSTAM, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Téhéran ;

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE :

Son Excellence Mirza Mohamed Ali Khan FARZINE, gérant de son Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux Etats contractants pourront librement pénétrer sur le territoire de l'autre Etat, quitter ce territoire à tout moment, y voyager, y séjourner, et s'y établir, à condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur sur ledit territoire. Ils y jouiront de la plus constante protection des lois et autorités territoriales pour leurs personnes, biens, droits et intérêts et ne seront pas, sous les rapports visés au présent article, traités moins avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Il est entendu toutefois que les dispositions ci-dessus ne restreignent en rien le droit de chacun des deux Etats contractants de refuser, dans des cas déterminés, aux ressortissants de l'autre Etat, soit en vertu d'une sentence judiciaire, soit dans l'intérêt de la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ou de l'ordre public, ou pour des motifs d'assistance publique ou de police sanitaire ou des mœurs, l'autorisation de séjourner dans le pays.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 26 mai 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2349. — TREATY ² OF ESTABLISHMENT, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE PERSIAN EMPIRE AND SWEDEN. SIGNED AT TEHERAN, MAY 10, 1929.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place June 14, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, of the one part, and HIS MAJESTY THE SHAH OF PERSIA, of the other part, being equally desirous of regulating the conditions of the establishment of Swedish nationals in Persia and of Persian nationals in Sweden, and of promoting economic activity and commercial relations between the two countries, have resolved to conclude a Treaty of Establishment, Commerce and Navigation, and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency M. Carl Gerhard von HEIDENSTAM, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Teheran ;

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency Mirza Mōhamēd Ali Khan FARZINE, Head of the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The nationals of each of the two Contracting States shall be free to enter the territory of the other State, leave it at any time, travel, reside and establish themselves therein, on condition that they comply with the laws and regulations in force in the said territory. They shall enjoy therein to the fullest extent the protection of the laws and of the authorities of the territory for their persons, property, rights and interests, and shall not, in respect of the matters provided for in this Article, be treated less favourably than the nationals of the most favoured nation.

It shall, however, be understood that the foregoing provisions shall not in any way restrict the right of either of the Contracting States in certain cases to refuse authorisation to reside in the country to nationals of the other State on account of a legal sentence or in the interests of the internal or external safety of the State, or of public order, or for reasons of public welfare, public health or morality.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, May 26, 1930.

Article 2.

Les ressortissants de chacun des deux Etats contractants auront, sur le territoire de l'autre Etat, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, le droit d'acquérir et de posséder des biens mobiliers et immobiliers, d'en disposer par vente, donation, transfert, contrat de mariage, legs ou succession ou par tout autre moyen. Ils auront aussi la liberté d'exporter les biens ainsi acquis, et ne seront pas soumis, sous les rapports précités, à des impôts, droits, redevances ou restrictions autres ou plus élevés que ceux qui sont applicables aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les ressortissants de chacun des deux Etats contractants jouiront sur le territoire de l'autre, en ce qui concerne l'exercice de toute espèce de commerce et d'industrie, des mêmes privilèges, exonérations et faveurs de toute nature que ceux qui sont ou seront reconnus aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils auront aussi le droit de se livrer, aux mêmes conditions et dans la même étendue que les ressortissants de la nation la plus favorisée, à tout métier ou profession dont l'exercice n'est pas et ne sera pas réservé aux nationaux, ou qui ne fait pas ou ne fera pas l'objet d'un monopole de l'Etat ou concédé par l'Etat.

Article 4.

Les ressortissants de chacun des deux Etats contractants ne seront soumis, sur le territoire de l'autre, quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, ainsi que pour l'exercice de tout genre de commerce ou d'industrie, à aucune charge, taxe ou impôt direct ou indirect autre ou plus élevé que ceux qui sont ou seront perçus des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les ressortissants de chacun des deux Etats contractants jouiront, sur le territoire de l'autre Etat, en tout ce qui concerne la protection de leurs personnes et de leurs biens par les tribunaux et les autorités, du même traitement que les nationaux.

Ils auront notamment libre accès, sans entrave aucune, aux tribunaux et pourront ester en justice dans les mêmes conditions que les nationaux. Les questions relatives à la caution *judicatum solvi*, à l'assistance judiciaire gratuite, à la communication des actes judiciaires et extrajudiciaires et à l'extradition sont à régler par des conventions spéciales entre les Hautes Parties contractantes.

En matière de statut personnel, les ressortissants suédois en Perse et les ressortissants persans en Suède resteront soumis aux dispositions de leurs lois nationales.

Article 6.

Les habitations ainsi que tout autre immeuble de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre, ne pourront faire l'objet de visites domiciliaires et de perquisitions que dans les conditions et les formes prescrites par les lois, décrets et règlements applicables aux nationaux ; de même il ne sera point permis d'examiner ni d'inspecter les livres, papiers ou comptes qui s'y trouvent, sauf dans les conditions et les formes précitées.

Article 2.

The nationals of each of the two Contracting States, in the territory of the other State, shall have the right to acquire and possess movable and immovable property and to dispose of it by sale, gift, transfer, marriage contract, bequest or succession, or in any other manner, under the same conditions as the nationals of the most favoured nation. They shall also have the right to export property thus acquired, and shall not be subject in the above respect to taxes, dues, charges or restrictions other or higher than those applicable to the nationals of the most favoured nation.

Article 3.

With regard to the exercise of all kinds of trade and industry, the nationals of each of the two Contracting States shall enjoy, in the territory of the other, the same privileges, exemptions and favours of all kinds as those granted, or which may hereafter be granted, to the nationals of the most favoured nation. They shall also have the right, on the same conditions and to the same extent as the nationals of the most favoured nation, to engage in any trade or profession, the exercise of which is not at any time reserved to nationals, or which is not at any time the object of a State monopoly or concession.

Article 4.

The nationals of each of the two Contracting States shall not be subject in the territory of the other, either as regards their person, property, rights and interests, or as regards the exercise of any kind of trade or industry, to any charges, direct or indirect taxes or imposts, other or higher than those which are or may hereafter be imposed on the nationals of the most-favoured nation.

Article 5.

The nationals of each of the two Contracting States, shall enjoy, in the territory of the other State, the same treatment as nationals in everything that concerns the protection of their persons and property by the courts of justice and authorities.

In particular they shall have free access, without any hindrance whatsoever, to the courts of justice, and may appear before the courts as plaintiffs or defendants under the same conditions as nationals. Questions relating to *cautio judicatum solvi*, free legal aid and the communication of judicial and extra-judicial acts and to extradition shall be regulated by special conventions between the High Contracting Parties.

As regards their personal status Swedish nationals in Persia and Persian nationals in Sweden shall remain subject to the provisions of their national laws.

Article 6.

The dwellings and any other immovable property of either of the Contracting States in the territory of the other may not be subjected to domiciliary visits and searches, except under the conditions and forms prescribed by the laws, decrees and regulations applicable to nationals; similarly, any, books, papers or accounts found therein shall not be examined or inspected except under the above-mentioned conditions and forms.

Article 7.

Les ressortissants de l'un des Etats contractants ne pourront, sur le territoire de l'autre, être expropriés de leurs biens, ni privés même temporairement de la jouissance de leurs biens, que dans les conditions et moyennant les indemnités prévues par la loi locale à l'égard des nationaux.

Article 8.

Les ressortissants de chacun des deux Etats contractants seront exemptés, en temps de paix comme en temps de guerre, sur le territoire de l'autre Etat, de tous emprunts forcés ou dons nationaux, ainsi que de toutes autres contributions, de quelque nature qu'elles soient, qui pourraient être imposées pour des besoins de guerre.

Ils seront également exemptés de tout service militaire personnel et obligatoire et de toute taxe ou redevance perçue en lieu et place dudit service. En ce qui concerne les réquisitions et toutes autres prestations analogues pour les besoins de la force armée, ils ne seront traités, sous aucun rapport, moins avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 9.

Les sociétés anonymes et autres sociétés ayant un objet commercial et un but lucratif — y compris les sociétés commerciales, industrielles, financières, de transport et d'assurance — qui ont leur siège sur le territoire de l'un des Etats contractants, y ont été légalement constituées et y sont légalement reconnues comme jouissant de sa nationalité seront également reconnues sur le territoire de l'autre Etat et y auront le droit d'ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour se défendre. Elles jouiront à tous égards, et spécialement en ce qui concerne le droit de se livrer à leurs opérations, d'acquérir et de posséder des biens mobiliers ou immobiliers et d'en disposer, ainsi que relativement à l'impôt, du même traitement que les sociétés de la nation la plus favorisée.

De plus, les stipulations des articles 5 à 8, relatives aux ressortissants des deux Etats, s'appliqueront également, par analogie, aux sociétés visées au présent article.

Article 10.

Les Etats contractants n'établiront ni ne maintiendront des prohibitions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation réciproque de leurs marchandises, qui ne s'appliqueraient pas, dans les mêmes conditions, à l'importation ou à l'exportation des marchandises similaires dans le commerce avec tout autre pays.

Ne seront toutefois pas censées déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, les prohibitions ou restrictions établies ou maintenues :

- a) Pour des raisons d'ordre public ou de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ;
- b) Pour des raisons de santé publique ou en vue d'assurer la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes nuisibles ou les parasites, ou de parer à la dégénérescence ou à l'extinction des plantes utiles ;
- c) Concernant l'exportation des armes, des munitions ou du matériel de guerre ;
- d) Concernant les produits qui font ou pourront faire l'objet d'un monopole d'Etat ou concédé par l'Etat.

Article 11.

I. En ce qui concerne les droits d'entrée et tous autres droits et taxes, quelle qu'en soit la nature, qui sont perçus à l'importation des marchandises, chacun des deux Etats contractants s'engage à

Article 7.

The nationals of either of the Contracting States in the territory of the other may not be expropriated or deprived even temporarily of the enjoyment of their property, except under the conditions and on payment of the compensation prescribed by the local laws in respect of nationals.

Article 8.

The nationals of each of the two Contracting States shall be exempt, in times of peace and war, in the territory of the other State, from all forced loans or national gifts and from all other contributions of any nature whatever which may be imposed for war requirements.

They shall also be exempt from any personal compulsory military service and from any tax or charge levied in lieu of the said service. In the matter of requisitions and any other analogous contributions for the needs of the armed forces, they shall not be treated in any respect less favourably than the nationals of the most favoured nation.

Article 9.

Joint stock companies and other companies having a commercial object and working for profit, including commercial, industrial, financial, transport and insurance companies, which have their place of business in the territory of one of the Contracting States, and are legally constituted and legally recognised as enjoying therein the nationality of that State shall also be recognised in the territory of the other State and shall have the right in that State of appearing before the courts either as plaintiffs or defendants. In all respects, and particularly as regards the right to carry on their operations, to acquire and possess movable or immovable property and to dispose of it, and also as regards taxation, they shall enjoy the same treatment as the companies of the most favoured nation.

In addition, the provisions of Articles 5-8 concerning the nationals of the two States shall also apply, by analogy, to the companies referred to in the present Article.

Article 10.

The Contracting States shall not establish or maintain prohibitions or restrictions on the importation into or exportation from each other's territory of the goods of the other State that would not be applied under the same conditions to the importation or exportation of similar goods in trade with any other country.

Prohibitions or restrictions established or maintained for the following reasons shall not, however, be considered as infringements of the principle of most-favoured-nation treatment.

- (a) Reasons of public order or of the internal or external safety of the State ;
- (b) Reasons of public health or in order to ensure the protection of animals or useful plants against diseases, noxious insects or parasites, or to prevent the degeneration or extinction of useful plants ;
- (c) Reasons concerning the exportation of arms, ammunition or war material ;
- (d) Concerning products which are or may hereafter be the object of a State monopoly or concession.

Article 11.

I. In respect of import duties and any other dues and taxes of any kind whatever imposed on the importation of goods, each of the two Contracting States undertakes to give simultaneously

faire bénéficier les produits naturels ou fabriqués de l'autre Etat, immédiatement et sans conditions, des droits de douane, coefficients, surtaxes ou impositions d'entrée généralement quelconques qu'il applique ou pourra appliquer à l'égard des produits similaires de la nation la plus favorisée.

2. Les deux Etats s'accordent réciproquement aussi le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les droits de sortie et tous autres droits ou taxes perçus à l'exportation de marchandises.

3. Ils se garantissent réciproquement, en outre, le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne le régime douanier et les formalités douanières, les draw-backs, l'entreposage des marchandises, leur traitement dans les entrepôts et les droits ou taxes y afférents, ainsi que pour les modes de vérification et d'analyse des marchandises, les conditions de paiement des droits et taxes, l'interprétation des tarifs et l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou transitées.

Article 12.

Les deux Etats contractants sont d'accord d'appliquer dans leur commerce réciproque, en ce qui concerne les certificats d'origine, les dispositions de la Convention¹ internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923.

La légalisation des certificats d'origine émanant d'une autorité douanière ou d'une chambre de commerce dûment habilitée à cet effet ne sera pas requise. Dans les cas où ils seraient délivrés par toute autre autorité ou institution, le gouvernement du pays de destination pourra exiger qu'ils soient légalisés par son représentant diplomatique ou consulaire compétent au lieu d'expédition. Ladite légalisation s'effectuera sans frais.

Les autorités du pays destinataire pourront exiger la traduction en français des certificats d'origine.

Article 13.

Les droits ou taxes intérieurs, quelle que soit leur dénomination, qui grèvent ou pourront grever sur le territoire de l'un des Etats contractants, au profit de l'Etat, des provinces, des communes ou des corporations, la fabrication, la préparation, le transport, l'achat, la vente ou la consommation d'un produit, ne pourront sous aucun prétexte frapper les produits de l'autre Etat plus lourdement que les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Article 14.

Pour tout ce qui concerne les marques de fabrique ou de commerce, les personnes et sociétés qui exercent en Suède le commerce ou l'industrie jouiront en Perse, à condition de remplir les formalités prescrites par la législation de ce pays, de la même protection que celle qui y est ou y sera accordée aux commerçants et industriels établis en Perse.

De même, les personnes et sociétés qui exercent en Perse le commerce ou l'industrie jouiront en Suède pour tout ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce et à condition de remplir les formalités prescrites dans la législation de ce pays, de la même protection que celle qui y est ou y sera accordée aux commerçants et industriels établis en Suède.

Toutefois les dispositions du présent article ne pourront pas être invoquées par l'un ou l'autre des Etats contractants pour prétendre à une protection des marques susvisées plus étendue ou de plus longue durée que celle accordée dans le pays d'origine.

Article 15.

Les deux Etats contractants se garantissent réciproquement en tout ce qui concerne le transit sur leurs territoires, des personnes, bagages, marchandises de toute nature, envois et moyens de

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 391 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; et vol. XCII, page 370, de ce recueil.

and unconditionally to the natural or manufactured products of the other State the advantage of Customs duties, coefficients, surtaxes or any import dues whatever which are applied, or may hereafter be applied, in respect of similar products of the most favoured nation.

2. The two States shall also grant to each other most-favoured-nation treatment in respect of export duties and any other dues or taxes imposed on the exportation of goods.

3. They also guarantee each other most-favoured-nation treatment in respect of Customs treatment and formalities, drawbacks, the bonding of goods, their treatment in bonded warehouses, and of the dues or taxes applicable thereto, also in respect of the methods of testing and analysing goods, conditions of payment for dues and taxes, interpretation of tariffs and dispatch in bond of imported or exported goods or goods in transit.

Article 12.

In respect of certificates of origin, the two Contracting States agree to apply in their mutual trade the provisions of the International Convention¹ for the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923.

Certificates of origin, issued by a Customs authority or a Chamber of Commerce duly qualified for this purpose, shall not require to be legalised. Should they be issued by any other authority or institution, the Government of the country of destination may require that they be legalised by its competent diplomatic or consular representative at the place of dispatch. The said legalisation shall be effected free of cost.

The authorities of the country of destination may require a French translation of the certificates of origin.

Article 13.

Internal dues or taxes of any description whatever which are or may hereafter be imposed, in the territory of one of the Contracting States, for the benefit of the State, provinces, communes or corporations, on the manufacture, preparation, transport, purchase, sale or consumption of a product, may not, under any pretext, be applied in a more onerous manner to the products of the other State than to similar products of the most favoured nation.

Article 14.

In respect of manufacturers' or trade marks, the persons and companies carrying on trade or industry in Sweden shall enjoy in Persia the same protection as is or may hereafter be accorded to merchants and manufacturers established in Persia, provided they fulfil the formalities prescribed by the laws of the latter country.

Similarly, persons and companies carrying on trade or industry in Persia shall enjoy in Sweden, in respect of manufacturers' or trade marks, the same protection as is or shall hereafter be accorded to merchants and manufacturers established in Sweden, provided they fulfil the formalities prescribed by the laws of the latter country.

The provisions of the present Article may not, however, be relied upon by either of the Contracting States in order to claim protection for the above-mentioned marks more extensive or of longer duration than that granted in the country of origin.

Article 15.

The two Contracting States guarantee each other most-favoured-nation treatment in everything that concerns transit in their territories of persons, luggage, goods of all kinds, consignments and

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 391 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; and Vol. XCII, page 370, of this Series.

transport de toute nature, le traitement de la nation la plus favorisée. Ne seront toutefois pas censées déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée les prohibitions ou restrictions établies ou maintenues conformément à des principes d'application générale :

- 1^o Pour des raisons d'ordre public ou de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ;
- 2^o Pour des raisons de santé publique ou en vue d'assurer la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes nuisibles ou les parasites, ou de parer à la dégénérescence ou à l'extinction des plantes utiles.

Article 16.

Les négociants, fabricants et autres industriels, ressortissants de l'un des Etats contractants, ainsi que leurs voyageurs de commerce, jouiront sur le territoire de l'autre Etat pour tout ce qui concerne leur activité, notamment en matière d'imposition et de facilités douanières accordées pour les échantillons, du même traitement que les négociants, fabricants, industriels et voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée.

Dans le cas où la production d'une carte de légitimation serait exigée des voyageurs de commerce par l'un des Etats contractants, les dispositions de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923, devront être appliquées à cet égard. Toutefois, le visa d'une autorité consulaire ou autre ne sera pas exigible.

Article 17.

Les navires suédois et leurs cargaisons jouiront en Perse, et les navires persans et leurs cargaisons jouiront en Suède, du même traitement que les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons, quels que soient le lieu de départ et le lieu de destination desdits navires, quelles que soient aussi la provenance et la destination de leurs cargaisons.

Il est fait exception aux stipulations du présent article pour le cabotage et pour les faveurs accordées ou qui pourraient être accordées dans l'un des deux pays à la pêche nationale et à ses produits.

L'admission des navires de guerre d'une des Hautes Parties contractantes dans les eaux de l'autre n'est pas visée par la présente convention et reste aussi réglée par la législation de cette Partie.

Article 18.

La nationalité des navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'un des Etats contractants, seront reconnus par l'autre Etat, conformément aux arrangements spéciaux qui pourront être conclus entre les deux Etats.

Article 19.

Si un navire de l'un des deux Etats contractants a échoué ou naufragé dans les eaux de l'autre Etat, le navire et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements des pays respectifs accordent dans des circonstances analogues aux navires nationaux et à leurs cargaisons. Il sera donné, dans la même mesure qu'aux nationaux, aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour eux-mêmes que pour le navire et sa cargaison.

Les marchandises sauvées d'un navire échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure.

means of transport of all kinds. Prohibitions or restrictions established or maintained, in accordance with principles of general application, shall not, however, be considered as infringing the principle of most-favoured-nation treatment, if imposed :

- (1) For reasons of public order or of the internal or external safety of the State ;
- (2) For reasons of public health or in order to ensure the protection of animals or useful plants against diseases, noxious insects or parasites, or to prevent the degeneration or extinction of useful plants.

Article 16.

Merchants, manufacturers, and other industrials, nationals of either of the Contracting States, together with their commercial travellers, shall enjoy the same treatment in the territory of the other State, in everything that concerns their activities, particularly in the matter of taxation and Customs facilities accorded for samples, as the merchants, manufacturers, industrials and commercial travellers of the most favoured nation.

In case commercial travellers are required to produce an identity card by either of the Contracting States, the provisions of the International Convention for the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923, shall be applied in this respect. No visa of any consular authority shall, however, be required.

Article 17.

Swedish vessels and their cargoes shall enjoy in Persia, and Persian vessels and their cargoes shall enjoy in Sweden, the same treatment as the vessels and cargoes of the most favoured nation, whatever the place of departure and destination of the said vessels and whatever the origin and destination of their cargoes may be.

The coasting trade and the favours granted or which may hereafter be granted in either of the two countries to the national fisheries and their products shall be excepted from the provisions of the present Article.

The admission of war vessels of either of the High Contracting Parties into the waters of the other shall be excepted from the provisions of the present Convention and shall be regulated by the laws of that Party.

Article 18.

The nationality of vessels shall be recognised by both parties in accordance with documents and certificates issued for this purpose by the competent authorities of the respective States in accordance with the laws and regulations of each country.

Tonnage measurement certificates, and other documents relating to tonnage, issued by either of the Contracting States, shall be recognised by the other State in conformity with special arrangements which may be concluded between the two States.

Article 19.

If a vessel of either of the two Contracting States has stranded or been wrecked in the waters of the other State, the vessel and its cargo shall enjoy the same favours and immunities as are granted by the laws and regulations of the respective countries in similar circumstances to national vessels and their cargoes. Aid and assistance shall be rendered to the captain and crew in the same measure as to nationals, both as regards their persons and the vessel and cargo.

Goods saved from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duty unless they pass in for internal consumption.

Article 20.

Les Etats contractants se reconnaissent réciproquement le droit pour chacun d'eux de nommer des représentants consulaires dans la capitale et dans les principales villes où de pareils agents étrangers sont généralement admis à résider.

Les représentants consulaires nommés par l'un des Etats contractants jouiront, à condition de réciprocité, sur le territoire de l'autre Etat, de tous les privilèges, exemptions, immunités et droits qui appartiennent ou qui pourront ultérieurement être reconnus aux représentants consulaires d'une tierce Puissance.

Article 21.

Pour autant qu'elles visent le traitement de la nation la plus favorisée, les stipulations du présent traité ne seront pas applicables :

- a) Aux faveurs que l'un des Etats contractants a accordées ou pourra accorder par la suite à des Etats limitrophes, en vue de faciliter le trafic frontalier ;
- b) Aux faveurs accordées ou qui pourront être accordées par la Suède au Danemark ou à la Norvège, ou à ces deux pays, tant que les mêmes faveurs n'auront été accordées à aucun autre Etat ;
- c) Aux engagements que l'une des Hautes Parties a contractés ou contractera en vertu d'une union douanière.

Article 22.

Le présent traité sera ratifié de part et d'autre selon les dispositions constitutionnelles propres à chacune des Hautes Parties contractantes et l'échange des ratifications aura lieu aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera applicable pendant cinq ans. Si aucun des deux Etats contractants n'a fait connaître à l'autre Etat, six mois avant l'expiration du délai susdit, son intention de mettre fin au traité, celui-ci serait prorogé par tacite reconduction et ne cesserait ses effets qu'après un délai de six mois à compter de la date de sa dénonciation par l'un des Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, rédigé en deux exemplaires, et y ont apposé leurs sceaux.

TÉHÉRAN, le dix mai mil neuf cent vingt-neuf.

(Signé) Carl G. VON HEIDENSTAM.

(Signé) M. FARZINE.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 10 juin 1930.

Le Chef des Archives :

Carl Sandgren.

Article 20.

The Contracting States grant to each other the right to appoint consular representatives in the capital and principal towns where such foreign agents are usually permitted to reside.

The consular representatives appointed by either of the Contracting States shall enjoy in the territory of the other State, on conditions of reciprocity, all the privileges, exemptions, immunities and rights which are or may hereafter be accorded to consular representatives of a third Power.

Article 21.

In so far as the provisions of the present Treaty refer to most-favoured-nation treatment, they shall not be applicable :

- (a) To favours granted, or which may hereafter be granted, by either of the Contracting States to adjacent States with a view to facilitating frontier traffic ;
- (b) To favours granted, or which may hereafter be granted, by Sweden to Denmark or Norway or to both these countries, so long as the same favours are not granted to any other State ;
- (c) To obligations which either of the High Parties has contracted or may contract in virtue of a Customs union.

Article 22.

The present Treaty shall be ratified by both parties according to the constitutional provisions of each of the High Contracting Parties and the exchange of ratifications shall take place as soon as possible.

It shall come into effect fifteen days after the exchange of ratifications and shall remain in force for five years. If neither of the two Contracting States notifies the other State, six months before the expiry of this period, of its intention to terminate the treaty, it shall be prolonged by tacit agreement, and shall only cease to have effect six months after the date of its denunciation by either of the States.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereunto affixed their seals.

TEHERAN, *May the tenth, one thousand nine hundred and twenty-nine.*

(Signed) Carl G. VON HEIDENSTAM.

(Signed) M. FARZINE.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer le présent Traité d'établissement, de commerce et de navigation, les plénipotentiaires des deux Etats contractants sont convenus, en outre, des dispositions suivantes, qui feront corps avec le traité même :

Ad article premier.

Les stipulations de l'article premier ne porteront aucune atteinte aux dispositions qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays concernant les passeports ni aux prescriptions qui ont été ou pourront être édictées par les Etats contractants concernant le droit pour les étrangers de prendre du travail sur leurs territoires respectifs. Au surplus aucune disposition du Traité d'établissement de commerce et de navigation ne saurait empêcher chacune des Hautes Parties contractantes de prendre en tout temps des dispositions pour régler ou interdire l'immigration sur son territoire, pourvu qu'elles ne constituent pas une mesure de discrimination particulièrement dirigée contre tous les ressortissants de l'autre Etat.

Ad articles 4 et 9.

Les stipulations du présent traité, relatives au traitement de la nation la plus favorisée, ne pourront être invoquées par l'un ou l'autre des deux Etats contractants pour réclamer le bénéfice du traitement appliqué au point de vue fiscal, en vue d'éviter la double imposition, dans les rapports de l'autre Etat contractant avec un Etat tiers, en vertu d'une convention spéciale ayant pour objet la répartition du droit d'imposition en ce qui concerne certaines matières imposables.

Ad article 9.

Il reste entendu que les dispositions du présent traité ne sauraient autoriser à réclamer les privilèges spéciaux accordés en Perse à des sociétés dont les conditions d'activité y sont réglées par des concessions spéciales.

D'autre part, les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes dont les conditions d'activité sur le territoire de l'autre sont réglées par des concessions spéciales n'auront pas le droit, pour les points prévus par l'acte de concession, de réclamer des avantages accordés en vertu des traités et conventions en vigueur ou découlant du régime de la nation la plus favorisée.

Ad article 20.

Les représentants consulaires nommés par l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre ne pourront pas exercer leurs fonctions avant d'avoir reçu l'exequatur de la part du Gouvernement de l'autre Haute Partie et dans les formes adoptées par celui-ci.

Le Gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de retirer l'exequatur en notifiant au préalable par la voie diplomatique ses motifs, sans avoir en aucun cas à les justifier ni à subordonner sa décision à l'agrément de l'autre Partie.

Fait à Téhéran, le dix mai mil neuf cent vingt-neuf.

(Signé) Carl G. VON HEIDENSTAM.

(Signé) M. FARZINE.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 10 juin 1930.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the present Treaty of Establishment, Commerce and Navigation, the Plenipotentiaries of the two Contracting States have further agreed on the following provisions which shall form part of the Treaty.

Ad Article 1.

The provisions of Article 1 shall not affect the provisions which are or may at any time be in force in either of the two countries regarding passports, nor the provisions which have been or may hereafter be issued by the Contracting States regarding the right of foreigners to obtain employment in their respective territories. Moreover, no provision of the Treaty of Establishment, Commerce and Navigation shall preclude either of the High Contracting Parties from taking measures at any time for regulating or prohibiting immigration into its territory, provided they do not constitute a discriminating measure particularly directed against all the nationals of the other State.

Ad Articles 4 and 9.

The provisions of the present Treaty regarding most-favoured-nation treatment may not be relied upon by either of the Contracting States to claim the advantage of treatment applied in fiscal matters in the relations of the other Contracting State with a third State, with a view to avoiding double taxation in pursuance of a special convention for the purpose of allocating the right of taxation on certain taxable matters.

Ad Article 9.

It is understood that the provisions of the present Treaty shall not give the right to claim special privileges granted in Persia to companies whose conditions of work are regulated by special concessions.

On the other hand, the companies of either of the High Contracting Parties, whose conditions of work in the territory of the other are regulated by special concessions, shall not be entitled, in respect of points provided for in the deed of concession, to claim advantages granted in virtue of treaties and conventions in force or derived from the most-favoured-nation clause.

Ad Article 20.

The consular representatives appointed by either of the High Contracting Parties in the territory of the other may not exercise their functions before receiving the exequatur from the Government of the other High Party in the form adopted by the latter.

The Government of each of the High Contracting Parties reserves the right to withdraw the exequatur by previously notifying its motives through diplomatic channels, without being obliged in any case to justify them or to subordinate its decision to the agreement of the other party.

Done at Teheran, May the tenth, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(Signed) Carl G. VON HEIDENSTAM.

(Signed) M. FARZINE.

DÉCLARATION

Communiquée par le Ministre des Affaires étrangères de Suède, le 8 décembre 1930.

MOSCOU, le 26 mai 1930.

Les soussignés s'étant réunis en date de ce jour en vue de procéder en qualité de plénipotentiaires à l'échange des instruments de ratification du Traité d'établissement, de commerce et de navigation entre l'Empire de Perse et le Royaume de Suède, conclu à Téhéran, le 10 mai 1929, sont d'accord pour constater par la présente :

1^o Que la rubrique du deuxième alinéa du Protocole final audit traité doit avoir pour teneur « Ad articles 4 et 9 et non Ad articles 3 et 9 »,

2^o Que les mots « les habitations ainsi que tout autre immeuble de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre » de l'article 6 dudit traité visent aussi les habitations ou tout autre immeuble possédés ou occupés par des ressortissants de l'un des Etats contractants.

(Signé) Aligolikhhan ANSARI.
*Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire de Perse à Moscou.*

(Signé) Carl G. VON HEIDENSTAM.
*Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Suède à Téhéran.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DECLARATION

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, December 8, 1930.

Moscow, May 26, 1930.

The undersigned, having met this day to exchange, as Plenipotentiaries, the instruments of ratification of the Treaty of Establishment, Commerce and Navigation between the Persian Empire and the Kingdom of Sweden, concluded at Teheran on May 10, 1929, have agreed :

(I) That the heading of the second paragraph of the final Protocol should read " Ad Articles 4 and 9 " and not " Ad Articles 3 and 9 " ;

(II) That the words " les habitations ainsi que tout autre immeuble de l'un des Etats Contractants sur le territoire de l'autre " in Article 6 of the said Treaty cover also dwellings and any other immovable property owned or occupied by nationals of either of the Contracting States.

(Signed) Aligolikhan ANSARI.
*Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary of Persia at Moscow.*

(Signed) Carl G. VON HEIDENSTAM.
*Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Sweden at Teheran.*

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2350.

FRANCE ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exonération réciproque de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices réalisés par les entreprises de navigation maritime. Paris, le 2 juin 1930.

FRANCE AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax of Profits accruing from the Business of Shipping. Paris, June 2, 1930.

N^o 2350. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN ET FRANÇAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXONÉRATION RÉCIPROQUE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU EN CE QUI CONCERNE LES BÉNÉFICES RÉALISÉS PAR LES ENTREPRISES DE NAVIGATION MARITIME. PARIS, LE 2 JUIN 1930.

Texte officiel français, communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 16 juin 1930.

I.

LÉGATION DE NORVÈGE.

PARIS, le 2 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux négociations qu'au nom de mon gouvernement j'ai eu l'honneur d'avoir avec Votre Ministère au sujet de l'exonération réciproque des taxes sur les bénéfices réalisés par les entreprises de navigation maritimes, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement norvégien est prêt à mettre en vigueur l'accord indiqué ci-après, si le Gouvernement français veut bien faire de son côté une déclaration identique.

Le Gouvernement norvégien s'engage à ne percevoir aucun impôt assis sur les bénéfices réalisés par les navires de mer portant pavillon français appartenant à des particuliers ou des sociétés établies hors du territoire de la Norvège.

En conséquence, l'impôt sur le revenu institué par les lois fiscales du 18 août 1911, N^{os} 8 et 9, ne pourra en aucun cas être appliqué auxdites entreprises françaises.

Le Gouvernement français, de son côté, s'engage à ne percevoir aucun impôt assis sur les bénéfices réalisés en France par les navires de mer portant pavillon norvégien appartenant à des particuliers ou à des sociétés établis hors de France.

En conséquence, les entreprises de navigation norvégiennes seront exemptées en France de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre premier de la loi du 31 juillet 1917 et de l'impôt sur le revenu prévu par la loi du 29 juin 1872 et le décret du 6 décembre suivant.

Le présent accord produira effet à partir du 1^{er} avril 1930.

¹ En vigueur à partir du 1^{er} avril 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2350. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE NORWEGIAN AND FRENCH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME TAX OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING. PARIS, JUNE 2, 1930.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place June 16, 1930.

I.

NORWEGIAN LEGATION.

PARIS, June 2, 1930.

SIR,

With reference to the negotiations which I have had the honour to conduct in the name of my Government with your Ministry concerning reciprocal exoneration from taxation on profits made by maritime navigation undertakings, I have the honour to inform you that the Norwegian Government is prepared to put into force the agreement set forth below, should the French Government be prepared to make an identical declaration on its side.

The Norwegian Government undertakes to levy no tax assessed on profits made by sea-going vessels flying the French flag and belonging to private persons or to companies established outside Norwegian territory.

In consequence, the income tax established by fiscal laws Nos. 8 and 9 of August 18, 1911, shall in no case be due from the said French undertakings.

The French Government on its side undertakes to levy no tax assessed on profits made in France by sea-going vessels flying the Norwegian flag and belonging to private persons or to companies established outside France.

In consequence, Norwegian shipping undertakings shall be exempted in France from the tax on industrial and commercial profits established by Chapter 1 of the Law of July 31, 1917, and from the income tax provided for by the Law of June 29, 1872, and the Decree of December 6 of the same year.

The present agreement shall take effect as from April 1, 1930.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² In force as from April 1st, 1930.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître aussitôt que possible la réponse du Gouvernement français.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Son Excellence
Monsieur Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

(Signé) F. Wedel JARLSBERG.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 12 juin 1930.

*Pour le Ministre,
Le Chef de la 1^{re} Division
des Affaires politiques et commerciales,
O. Tostrup.*

II.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, le 2 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre lettre du 2 de ce mois, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français est prêt à mettre en vigueur l'accord contenu dans votre communication précitée et ainsi conçu :

Le Gouvernement norvégien s'engage à ne percevoir aucun impôt assis sur les bénéfices réalisés par les navires de mer portant pavillon français appartenant à des particuliers ou des sociétés établis hors du territoire de la Norvège.

En conséquence l'impôt sur le revenu institué par les lois fiscales du 18 août 1911, Nos 8 et 9, ne pourra en aucun cas être appliqué auxdites entreprises françaises.

Le Gouvernement français, de son côté, s'engage à ne percevoir aucun impôt assis sur les bénéfices réalisés en France par les navires de mer portant pavillon norvégien appartenant à des particuliers ou à des sociétés établis hors de France.

En conséquence, les entreprises de navigation norvégienne seront exemptées en France de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre 1^{er} de la loi du 31 juillet 1917 et de l'impôt sur le revenu prévu par la loi du 29 juin 1872 et le décret du 6 décembre suivant.

Le présent accord produira effet à partir du 1^{er} avril 1930.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Monsieur le baron
de Wedel Jarlsberg,
Ministre de Norvège,
Paris.

(Signé) A. BRIAND.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 12 juin 1930.

*Pour le Ministre,
Le Chef de la 1^{re} Division
des Affaires politiques et commerciales,
O. Tostrup.*

I should be very much obliged if you would inform me as soon as possible of the reply of the French Government.

I have the honour to be, etc.,

His Excellence
Monsieur Briand,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

(Signed) F. Wedel JARLSBERG.

II.

FRENCH REPUBLIC.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, *June 2, 1930.*

SIR,

In reply to your letter of the 2nd instant, I have the honour to inform you that the French Government is prepared to put into force the agreement contained in your above-mentioned communication, and reading as follows :

The Norwegian Government undertakes to levy no tax assessed on profits made by sea-going vessels flying the French flag and belonging to private persons or to companies established outside Norwegian territory.

In consequence, the income tax established by fiscal laws Nos. 8 and 9 of August 18, 1911, shall in no case be due from the said French undertakings.

The French Government on its side undertakes to levy no tax assessed on profits made in France by sea-going vessels flying the Norwegian flag and belonging to private persons or to companies established outside France.

In consequence, Norwegian shipping undertakings shall be exempted in France from the tax on industrial and commercial profits established by Chapter 1 of the Law of July 31, 1917, and from the income tax provided for by the Law of June 29, 1872, and the Decree of December 6 of the same year.

The present agreement shall take effect from April 1st, 1930.

I have the honour to be, etc.,

Monsieur le Baron
de Wedel Jarlsberg,
Norwegian Minister,
Paris.

(Signed) A. BRIAND.

N° 2351.

JAPON ET PÉROU

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Lima, le 30 septembre 1924, et échange de notes y relatif, de la même date.

JAPAN AND PERU

Treaty of Amity, Commerce and Navigation, signed at Lima, September 30, 1924, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

No. 2351. — TREATY¹ OF AMITY, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN JAPAN AND PERU. SIGNED AT LIMA, SEPTEMBER 30, 1924.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le directeur du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 19 juin 1930.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU, being equally animated by a desire to strengthen the relations of amity and good understanding which happily exist between the two nations and to facilitate and extend the commercial relations between the two countries, have resolved to conclude a Treaty of Amity, Commerce and Navigation, and have for that purpose named their respective Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

Seizaburo SHIMIZU, Jushii, a Member of the Third Class of the Imperial Order of the Rising Sun, His Imperial Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the seat of the Government of the Republic of Peru ; and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU :

Doctor D. César A. Elguera, Minister for Foreign Affairs ;

Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, and found them in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

There shall be firm and perpetual peace and amity between the Empire of Japan and the Republic of Peru, and their respective subjects and citizens.

Article II.

Each of the two High Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, Pro-Consuls, and Consular Agents in all the ports, cities and places of the other where similar consular officers of other nations are permitted to reside.

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, Pro-Consuls and Consular Agents may exercise all functions, and shall enjoy all privileges, exemptions and immunities which are, or may hereafter be, granted to consular officers of any European or North-American nation.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tokio, le 19 février 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2351. — TRAITÉ ² D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, ENTRE LE JAPON ET LE PÉROU. SIGNÉ A LIMA, LE 30 SEPTEMBRE 1924.

English and Spanish official texts communicated by the Director of the Imperial Japanese League of Nations Office. The registration of this Treaty took place June 19, 1930.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU, également animés du désir de resserrer les relations d'amitié et de bonne entente qui existent heureusement entre les deux nations et de faciliter et développer leurs relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation et ont, à cette fin, désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Seyzaburo SHIMIZU, Jushii, dignitaire de 3^{me} classe de l'Ordre impérial du Soleil Levant, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté impériale au siège du Gouvernement de la République du Pérou ; et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU :

Le D^r D. César A. ELGUERA, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura paix et amitié constantes et perpétuelles entre l'Empire du Japon et la République du Pérou, ainsi qu'entre leurs sujets et citoyens respectifs.

Article II.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls, proconsuls et agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre Partie où sont autorisés à résider les officiers consulaires similaires d'autres nations.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls, proconsuls et agents consulaires pourront exercer toutes les fonctions et jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être ultérieurement accordés aux officiers consulaires d'une autre nation européenne ou nord-américaine.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tokio, February 19, 1930.

Article III.

There shall be between the territories of the High Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation.

The subjects and citizens, respectively, of each of the High Contracting Parties shall have the right to come freely and securely with or without their ships and cargoes to all places, ports, exclusively national rivers, and straits in the territories of the other, where subjects or citizens of any European or North-American nation are permitted so to come; they may remain and reside at all the places or ports where subjects or citizens of any European or North-American nation are permitted to remain and reside. They may there hire and occupy houses, manufactories, warehouses, shops and premises, and may there lease land for residential, commercial, industrial and other lawful purposes; and they may there carry on their commerce and manufacture, and may there trade by wholesale or retail in all kinds of products, manufactures and merchandise of lawful commerce.

They shall in all that relates to the pursuit of their industries, callings, professions and educational studies be placed in all respects upon the same footing as the subjects or citizens of any European or North-American nation.

They shall be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable or immovable, which the laws of the country permit or shall permit the subjects or citizens of any European or North-American nation to acquire and possess, subject always to the conditions and limitations prescribed in such laws. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, under the same conditions which are or shall be established with regard to native subjects or citizens. They shall also be permitted, on compliance with the laws of the country, freely to export the proceeds of the sale of their property and their goods in general without being subjected as foreigners to other or higher duties than those to which the subjects or citizens of the country would be liable under similar circumstances.

Article IV.

The dwellings, warehouses, manufactories and shops of the subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the territories of the other, and all premises appertaining thereto used for lawful purposes, shall be respected. It shall not be allowable to proceed to make a domiciliary visit to, or a search of, any such buildings and premises, or to examine or inspect books, papers or accounts, except under the conditions and with the forms prescribed by the laws for native subjects or citizens.

Article V.

No other or higher duties shall be imposed on the importation into Peru of any article, the produce or manufacture of the territories of His Majesty the Emperor of Japan, from whatever place arriving; and no other or higher duties shall be imposed on the importation into the territories of His Majesty the Emperor of Japan of any article, the produce or manufacture of Peru, from whatever place arriving, than on the like article produced or manufactured in any European or North-American country; nor shall any prohibition be maintained or imposed on the importation of any article, the produce or manufacture of the territories of either of the High Contracting Parties, into the territories of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like article, being the produce or manufacture of any European or North-American country. This last provision is not applicable to the sanitary and other prohibitions occasioned by the necessity of protecting the safety of persons, or of cattle, or of plants useful to agriculture.

Article III.

Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les territoires des Hautes Parties contractantes.

Les sujets et citoyens respectifs de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit de pénétrer librement et en toute sécurité, avec ou sans leurs navires et cargaisons, dans tous les lieux, ports, fleuves exclusivement nationaux, et détroits des territoires de l'autre Partie, où sont autorisés à pénétrer les sujets ou citoyens de toute nation européenne ou nord-américaine ; ils pourront séjourner et résider dans tous les lieux ou ports où sont autorisés à séjourner et à résider les sujets ou citoyens de toute nation européenne ou nord-américaine. Ils pourront y louer et y occuper des maisons, usines, entrepôts, magasins et locaux, et y prendre des terrains à bail, à l'effet d'y résider ou de les utiliser pour des fins commerciales ou industrielles, ou bien à toutes autres fins licites ; ils pourront y exercer leur négoce ou industrie et s'y livrer au commerce, en gros ou au détail, de toutes espèces de produits, articles manufacturés et marchandises du commerce licite.

Pour tout ce qui concerne l'exercice de leurs industries, emplois, professions, ainsi que pour leurs études, ils seront placés, à tous égards, sur le même pied que les sujets ou citoyens de toute nation européenne ou nord-américaine.

Ils auront toute liberté d'acquérir et de posséder les biens de toute nature, mobiliers ou immobiliers, que les lois du pays permettent ou permettront ultérieurement aux sujets ou citoyens de toute nation européenne ou nord-américaine d'acquérir et de posséder, toutefois, aux conditions, et dans les limites prescrites par ces lois. Ils pourront disposer de ces biens par voie de vente, d'échange de donation, de mariage, de testament, ou de toute autre façon, dans les mêmes conditions que celles qui sont ou seront ultérieurement établies pour les sujets ou citoyens nationaux. Ils pourront également, en se conformant aux lois du pays, exporter librement le produit de la vente de leurs biens et de leurs marchandises en général, sans être astreints, en leur qualité d'étrangers, au paiement de droits autres ou plus élevés que ceux dont les sujets ou citoyens du pays seraient passibles dans des circonstances analogues.

Article IV.

Les habitations, entrepôts, usines et magasins des sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes, situés dans les territoires de l'autre Partie, et tous les locaux en dépendant, qui servent à des fins licites, seront respectés. Il sera interdit de procéder à des visites domiciliaires ou à des perquisitions dans l'un quelconque de ces bâtiments ou locaux et d'examiner ou d'inspecter des livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois à l'égard des sujets ou citoyens nationaux.

Article V.

Tous les produits naturels ou manufacturés des territoires de Sa Majesté l'Empereur du Japon, importés au Pérou, et tous les produits naturels ou manufacturés du Pérou, importés dans les territoires de Sa Majesté l'Empereur du Japon, quelle qu'en soit la provenance, n'acquitteront pas de droits autres ou plus élevés que ceux dont sont passibles les mêmes produits naturels ou manufacturés de tout autre pays européen ou nord-américain ; de même, les articles, produits naturels ou manufacturés des territoires de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes ne pourront, à leur importation dans les territoires de l'autre Partie, être frappés de prohibitions qui ne s'appliquent pas également aux mêmes articles, produits ou fabriqués dans tout autre pays européen ou nord-américain. Cette dernière disposition n'est pas applicable aux prohibitions d'ordre sanitaire ou autres déterminées par la nécessité de protéger les personnes, le bétail ou les plantes utiles à l'agriculture.

Article VI.

No other or higher duties or charges shall be imposed in the territories of either of the High Contracting Parties on the exportation of any article to the territories of the other than such as are, or may be, payable on the exportation of the like article to any European or North-American country; nor shall any prohibition be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the High Contracting Parties to the territories of the other which shall not equally extend to the exportation of the like article to any European or North-American country.

Article VII.

In all that relates to transit, warehousing, bounties, facilities, drawbacks, re-exports and transit duties, the subjects, citizens, merchandise and shipping of each of the High Contracting Parties, shall, in the territories of the other, be placed in all respects upon the same footing as the subjects, citizens, merchandise and shipping of European or North-American nations.

Article VIII.

Limited liability and other companies and associations, commercial, industrial and financial, already or hereafter to be organized in accordance with the laws of either High Contracting Party, and registered in the territories of such Party, are authorised, in the territories of the other, to exercise their rights and appear in the Courts either as plaintiffs or defendants, subject, to the laws of such other Party.

With regard to the admission for exercising their commerce and industry in the territories of the other High Contracting Party, those companies and associations shall enjoy the same rights which are, or may hereafter be, accorded to the companies and associations legally recognized by any European or North-American country.

Article IX.

All articles which are or may be legally imported into the ports of the territories of His Majesty the Emperor of Japan in Japanese vessels may likewise be imported into those ports in Peruvian vessels, without being liable to any other or higher duties or charges of whatever denomination than if such articles were imported in Japanese vessels; and reciprocally, all articles which are or may be legally imported into the ports of Peru in Peruvian vessels may likewise be imported into those ports in Japanese vessels, without being liable to any other or higher duties or charges of whatever denomination than if such articles were imported in Peruvian vessels. Such reciprocal equality of treatment shall take effect without distinction, whether such articles come directly from the place of origin or from any other place.

In the same manner, there shall be perfect equality of treatment in regard to exportation, so that the same export duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed in the territories of either of the High Contracting Parties on the exportation of any article which is or may be legally exported therefrom, whether such exportation shall take place in Japanese vessels or in Peruvian vessels, and whatever may be the place of destination, whether a port of either of the High Contracting Parties or of any third Power.

Article X.

No other or higher duties or charges on account of tonnage, light or harbour dues, pilotage, quarantine, salvage in case of damage, or any other similar or corresponding duties or charges

Article VI.

Les articles des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes ne seront pas soumis, lorsqu'ils seront exportés dans ceux de l'autre Partie, à des droits ou charges autres ou plus élevées que ceux qu'acquittent ou pourront acquitter ultérieurement les mêmes articles, à leur exportation dans tout pays européen ou nord-américain ; de même, l'exportation de tout article des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre ne sera frappé d'aucune prohibition qui ne s'étende également à l'exportation du même article à destination de tout pays européen ou nord-américain.

Article VII.

Pour tout ce qui concerne le transit, l'entreposage, les primes, facilités, drawbacks, réexportations et droits de transit, les sujets, citoyens, marchandises et navires de chacune des Hautes Parties contractantes seront placés à tous égards, dans les territoires de l'autre Partie, sur le même pied que les sujets, citoyens, marchandises et navires des pays européens ou nord-américains.

Article VIII.

Les sociétés anonymes et autres sociétés et associations commerciales, industrielles et financières qui ont été constituées, ou pourraient l'être, ultérieurement, conformément aux lois de l'une des Hautes Parties contractantes, et enregistrées dans les territoires de cette Partie, seront autorisées, dans les territoires de l'autre Partie, à exercer leurs droits et à ester en justice, en qualité de demandeur ou de défendeur, à condition de se conformer aux lois de cette autre Partie.

En ce qui concerne l'admission à l'exercice de leur commerce et industrie dans les territoires de l'autre Partie contractante, ces sociétés et associations jouiront de droits égaux à ceux qui sont ou pourront être ultérieurement accordés aux sociétés et associations légalement reconnues par tout pays européen ou nord-américain.

Article IX.

Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports des territoires de Sa Majesté l'Empereur du Japon à bord de navires japonais, pourront également y être importés à bord de navires péruviens sans être soumis à des droits ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que si leur importation avait lieu à bord de navires japonais ; réciproquement, tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports du Pérou à bord de navires péruviens, pourront également y être importés à bord de navires japonais, sans être soumis à des droits ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que si leur importation avait lieu à bord de navires péruviens. Cette égalité réciproque de traitement sera appliquée sans distinction, que ces articles viennent directement du lieu d'origine ou de tout autre lieu.

Il y aura, de même, parfaite égalité de traitement pour l'exportation, de telle sorte que les mêmes droits de sortie seront payés, et les mêmes primes et drawbacks seront accordés, dans les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, à l'exportation de tout article qui peut ou pourra ultérieurement en être légalement exporté, que cette exportation se fasse à bord de navires japonais ou de navires péruviens, et quel que puisse être le lieu de destination, soit un port de l'une des Hautes Parties contractantes, soit un port d'une tierce Puissance.

Article X.

Les navires péruviens, dans les ports, fleuves ou détroits du Japon, et les navires japonais, dans les ports, fleuves ou détroits de la République du Pérou, ne seront passibles de droits ou taxes

of whatever nature or under whatever denomination levied in the name or for the profit of Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments, shall be imposed in any of the ports, rivers or straits of Japan on vessels of the Republic of Peru, or in any of the ports, rivers or straits of the Republic of Peru on vessels of Japan, than are or may hereafter be payable in like cases in the same ports, rivers and straits on vessels of European or North-American nations.

Article XI.

In all that regards the stationing, loading and unloading of vessels in the ports, basins, docks, roadsteads, harbours or rivers of the territories of the two countries, no privilege shall be granted to national vessels, which shall not be equally granted to vessels of the other country; the intention of the High Contracting Parties being that in this respect also the respective vessels shall be treated on the footing of perfect equality.

Article XII.

The coasting trade of both the High Contracting Parties is excepted from the provisions of the present Treaty, and shall be regulated according to the laws, ordinances and regulations of Japan and of Peru, respectively.

A Japanese vessel laden in a foreign country with cargo destined for two or more ports in the territories of Peru and a Peruvian vessel laden in a foreign country with cargo destined for two or more ports in the territories of His Majesty the Emperor of Japan, may discharge a portion of her cargo at one port, and continue her voyage to the other port or ports of destination where foreign trade is permitted, for the purpose of landing the remainder of her original cargo there, subject always to the laws and customs regulations of the two countries.

Article XIII.

All vessels which, according to Japanese law, are to be deemed Japanese vessels, and all vessels which, according to Peruvian law, are to be deemed Peruvian vessels, shall, for the purpose of this Treaty, be deemed Japanese and Peruvian vessels, respectively.

Article XIV.

Any ship-of-war or merchant-vessel of either of the High Contracting Parties, which may be compelled by stress of weather or, by reason of any other distress to take shelter in a port of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary supplies and to put to sea again, paying only those dues payable by national vessels. In case, however, the master of a merchant-vessel should be under the necessity of disposing of a part of his cargo in order to defray the expenses, he shall be bound to conform to the Regulations and Tariffs of the place to which he may have come.

If any ship-of-war or merchant-vessel of one of the High Contracting Parties should run aground or be wrecked upon the coasts of the other, the local authorities shall inform the Consul-General, Consul, Vice-Consul, or Consular Agent of the district of the occurrence, or if there be no such consular officers, they shall inform the Consul-General, Consul, Vice-Consul, or Consular Agent of the nearest district.

All proceedings relative to the salvage of Japanese vessels wrecked or cast on shore in the territorial waters of Peru shall take place in accordance with the laws of Peru; and, reciprocally, all measures of salvage relative to Peruvian vessels wrecked or cast on shore in

de tonnage, de phare ou de port, de pilotage, de quarantaine, de sauvetage en cas d'avaries ou de tous autres droits ou charges similaires ou équivalentes, quelle qu'en soit la nature et sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit de l'État, de fonctionnaires publics, de particuliers, de sociétés ou d'établissements que si, dans des cas semblables, les mêmes droits et charges sont ou deviennent ultérieurement applicables aux navires de pays européens ou nord-américains, dans les mêmes ports, fleuves et détroits.

Article XI.

Pour tout ce qui concerne le stationnement, le chargement et le déchargement des navires dans les ports, bassins, docks, rades, havres ou fleuves des territoires des deux pays, il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilège qui ne soit également accordé aux navires de l'autre pays, les Hautes Parties contractantes désirant que, sous ce rapport également, les navires des deux pays soient placés sur un pied de parfaite égalité.

Article XII.

Les dispositions du présent traité ne s'appliqueront pas au cabotage des Hautes Parties contractantes, lequel sera régi par les lois, ordonnances et règlements japonais et péruviens, respectivement.

Un navire japonais ayant embarqué dans un pays étranger une cargaison destinée à deux ou plusieurs ports des territoires du Pérou, ou un navire péruvien ayant embarqué dans un pays étranger une cargaison destinée à deux ou plusieurs ports des territoires de Sa Majesté l'Empereur du Japon, pourra en débarquer une partie dans un de ces ports et continuer son voyage vers l'autre port, ou les autres ports de destination où est autorisé le commerce avec l'étranger, afin d'y débarquer le reste de sa cargaison primitive, à condition de se conformer toujours aux lois et règlements douaniers des deux pays.

Article XIII.

Tous les navires qui, selon la législation japonaise, sont réputés navires japonais, et tous les navires qui, selon la législation péruvienne, sont réputés navires péruviens, seront, aux fins du présent traité, considérés respectivement comme navires japonais et péruviens.

Article XIV.

Tout navire de guerre ou navire marchand de l'une des deux Parties contractantes qui, par suite du mauvais temps, ou de tout autre motif de détresse, sera forcé de s'abriter dans un des ports de l'autre partie, pourra librement y réparer ses avaries, se procurer tous les approvisionnements nécessaires et reprendre la mer, en ne payant que les droits applicables aux navires du pays. Toutefois, au cas où le capitaine d'un navire marchand se trouverait contraint de vendre une partie de sa cargaison afin de subvenir à ses dépenses, il devra se conformer aux règlements et tarifs du lieu où il se sera réfugié.

Si un navire de guerre ou un navire marchand appartenant à l'une des Hautes Parties contractantes s'échoue ou fait naufrage sur les côtes de l'autre pays, les autorités locales en aviseront le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire du district où s'est passé l'événement, ou, s'il n'y a pas de fonctionnaire consulaire dans ce district, le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire du district le plus proche.

Toutes les mesures relatives au sauvetage de navires japonais naufragés ou échoués dans les eaux territoriales du Pérou, seront prises conformément aux lois péruviennes ; réciproquement, toutes mesures de sauvetage relatives aux navires péruviens naufragés ou échoués dans les eaux

the territorial waters of His Majesty the Emperor of Japan, shall take place in accordance with the laws, ordinances and regulations of Japan.

Such stranded or wrecked ship or vessel, and all parts thereof, and all furnitures and appurtenances belonging thereunto, and all goods and merchandise saved therefrom, including those which may have been cast into the sea, or the proceeds thereof, if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked ship or vessel, shall be given up to the owners or their agents, when claimed by them. If such owners or agents are not on the spot, the same shall be delivered to the respective Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents upon being claimed by them within the period fixed by the laws, ordinances and regulations of the country, and such consular officers, owners or agents shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the case of a wreck of a national vessel.

The goods and merchandise saved from the wreck shall be exempt from all the duties of the Customs unless cleared for consumption, in which case they shall pay the ordinary duties.

When a ship or vessel belonging to the subjects or citizens of one of the High Contracting Parties is stranded or wrecked in the territories of the other, the respective Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents shall be authorized, in case the owner or master or other agent of the owner is not present, to lend their official assistance in order to afford the necessary assistance to the subjects or citizens of the respective States. The same rule shall apply in case the owner, master or other agent is present, but requires such assistance to be given.

Article XV.

His Imperial Majesty's subjects and Japanese merchant-vessels resorting to Peru or, to the territorial waters thereof shall, so long as they there remain, be subject to the laws and jurisdiction of Peru; and, in the same manner, citizens of the Republic of Peru as well as Peruvian merchant-vessels resorting to Japan or to the territorial waters thereof shall be subject to the laws of Japan and to the jurisdiction of His Imperial Majesty's Courts. It is understood, however, that the provisions of this Article do not extend to matters relating exclusively to the internal discipline of the merchant-vessels of either Contracting Party in the ports or territorial waters of the other.

Article XVI.

The subjects and citizens of each of the High Contracting Parties shall, in the territories of the other, reciprocally receive and enjoy the same full and perfect protection for their persons and property that is granted to native subjects or citizens, and they shall have free and open access to the Courts of Justice in said countries, respectively, for the prosecution and defence of their just rights; and they shall, equally, with native subjects or citizens, be at liberty to employ advocates, attorneys or agents to represent them before such Courts of Justice.

They shall not be compelled under any pretext whatsoever, to pay any charges or taxes other or higher than those that are, or may be, paid by native subjects or citizens.

Article XVII.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military services, whether in the army, navy, national guard or militia; from all contributions imposed in lieu of personal service; and from all forced loans and military requisitions or contributions unless imposed on them equally with native subjects or citizens as owners, lessees or occupiers of immovable property.

territoriales de Sa Majesté l'Empereur du Japon seront prises conformément aux lois, ordonnances et règlements japonais.

Tout navire ou bateau ainsi échoué ou naufragé, ainsi que toutes ses parties, tous ses appareils et agrès, et tous les objets et marchandises sauvés, y compris ceux qui auraient pu être jetés à la mer ou, le cas échéant, le produit de leur vente, et enfin tous les papiers trouvés à bord du navire échoué ou naufragé, seront remis aux armateurs ou à leurs agents lorsque ceux-ci les réclameront. Si les armateurs ou les agents ne se trouvent pas sur place, il en sera fait remise aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des pays respectifs, lorsque ceux-ci en feront la demande dans le délai fixé par les lois, ordonnances et règlements du pays ; les fonctionnaires consulaires, armateurs ou agents n'acquitteront que les dépenses encourues pour la conservation des biens ainsi que les frais de sauvetage ou autres qui eussent été dus en cas de naufrage d'un navire du pays.

Les objets et marchandises sauvés du naufrage seront exonérés de tous droits de douane à moins qu'ils ne soient dédouanés en vue de la consommation intérieure, auquel cas ils acquitteront les droits ordinaires.

Si un navire ou bateau appartenant aux sujets ou citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes s'échoue ou fait naufrage dans les territoires de l'autre, les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des pays respectifs seront autorisés, au cas où l'armateur, le capitaine ou tout autre représentant de l'armateur ne serait pas présent, à intervenir en leur qualité officielle afin de prêter l'assistance nécessaire aux sujets ou citoyens des Etats respectifs. La même règle sera applicable au cas où l'armateur, le capitaine, ou tout autre représentant, tout en étant présent, requerrait cette assistance.

Article XV.

Les sujets de Sa Majesté impériale et les navires marchands japonais se rendant au Pérou ou dans les eaux territoriales péruviennes seront soumis, aussi longtemps qu'ils y séjourneront, aux lois et à la juridiction du Pérou ; de même, les citoyens de la République du Pérou, ainsi que les navires marchands péruviens se rendant au Japon ou dans les eaux territoriales japonaises y seront soumis aux lois du Japon et à la juridiction des tribunaux de Sa Majesté impériale. Il est entendu, toutefois, que les dispositions du présent article ne s'étendront pas aux questions ayant trait exclusivement à la discipline intérieure des navires marchands de chacune des Parties contractantes, dans les ports ou eaux territoriales de l'autre Partie.

Article XVI.

Les sujets et citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, à titre réciproque, dans les territoires de l'autre Partie, d'une protection et d'une sécurité constantes et complètes pour leurs personnes et leurs biens, égales à celle qui est accordée aux sujets ou citoyens nationaux ; ils auront libre accès aux tribunaux desdits pays respectivement, pour y exercer et défendre leurs justes droits et seront libres, comme les sujets ou citoyens nationaux, d'employer des avocats, avoués ou mandataires pour les représenter devant ces tribunaux.

Ils ne seront pas astreints, sous quelque prétexte que ce soit, au paiement de redevances ou impôts autres ou plus élevés que ceux qu'acquittent ou pourront acquitter ultérieurement les sujets ou citoyens nationaux.

Article XVII.

Les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes seront exemptés, dans les territoires de l'autre Partie, de tout service militaire obligatoire dans l'armée, la marine, la garde nationale ou la milice, de toute contribution imposée en remplacement du service personnel, ainsi que de tous emprunts forcés et réquisitions ou contributions militaires, à moins que ces charges ne leur soient imposées au même titre qu'aux sujets ou citoyens nationaux, en leur qualité de propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles.

In the above respects the subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other less favourable treatment than that which is or may be accorded to subjects or citizens of any European or North-American nation.

Article XVIII.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territories of the other the same protection as native subjects or citizens in regard to patents, trademarks and designs, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Article XIX.

The High Contracting Parties hereby agree that any favour, privilege or immunity whatever in matters relating to commerce, navigation or industry, and to entry, travel or residence in their territories which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant to the subjects or citizens of any European or North-American nation, shall be extended to the subjects or citizens of the other Contracting Party, gratuitously, if the concession in favour of that European or North-American nation shall have been gratuitous, and on the same or equivalent conditions if the concession shall have been conditional, it being their intention that the economical relations of the High Contracting Parties shall be placed in all respects on the equitable and reciprocal footing.

Article XX.

The present Treaty shall go into operation immediately after the exchange of ratifications, and shall continue in force for five years after such exchange. In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other twelve months before the expiration of the said period, of its intention to terminate the Treaty, it shall continue operative until the expiration of one year from the date on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it.

Article XXI.

The present Treaty shall be signed in quadruplicate in the Spanish¹ and English languages and in case there should be found any discrepancy between the two texts, it will be decided in conformity with the English text, which is binding upon both Governments.

Article XXII.

The present Treaty shall be ratified by His Majesty the Emperor of Japan and by His Excellency the President of Peru, in accordance with the Constitution of each country and the ratifications shall be exchanged either at Tokio or Lima, as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty and hereunto affixed their respective seals.

Done in quadruplicate at Lima this thirtieth day of the ninth month of the thirteenth year of Taisho, corresponding to the thirtieth day of September of the year one thousand nine hundred and twenty-four.

(L. S.) S. SHIMIZU.

(L. S.) César A. ELGUERA.

¹ Seul, le texte anglais a été envoyé au Secrétariat de la Société des Nations.

En ce qui concerne les obligations indiquées ci-dessus, les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes ne devront pas être soumis, dans les territoires de l'autre Partie, à un traitement moins favorable que celui dont bénéficier ou pourront bénéficier ultérieurement les sujets ou citoyens de toute nation européenne ou nord-américaine.

Article XVIII.

Les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre Partie, de la même protection que les sujets ou citoyens de celle-ci en ce qui concerne les brevets d'invention, marques de commerce et dessins, à condition d'accomplir les formalités prescrites par la loi.

Article XIX.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que pour ce qui concerne le commerce, la navigation ou l'industrie, ainsi que l'entrée, la circulation ou le séjour dans leurs territoires, tous les privilèges, faveurs ou immunités que l'une des deux Parties contractantes a effectivement accordés ou pourrait ultérieurement accorder aux sujets ou citoyens d'une nation européenne ou nord-américaine, seront étendus aux sujets ou citoyens de l'autre Partie contractante, à titre gratuit, si la concession en a été faite gratuitement à cette nation européenne ou nord-américaine, et aux mêmes conditions ou à des conditions équivalentes, si cette concession a été faite à titre conditionnel, les deux Parties désirant que leurs relations économiques soient soumises à tous égards à un régime d'égalité réciproque.

Article XX.

Le présent traité prendra effet dès qu'auront été échangés les ratifications, et restera ensuite en vigueur pendant cinq ans. Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes n'aurait pas signifié à l'autre, douze mois avant l'expiration de ladite période son intention d'y mettre fin, il restera applicable jusqu'à l'expiration d'une année à partir de la date à laquelle l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Article XXI.

Le présent traité sera signé en quatre exemplaires, rédigés en langues espagnole¹ et anglaise ; toute divergence constatée entre les deux textes, sera réglée d'après le texte anglais qui fera obligation pour les deux Etats.

Article XXII.

Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté l'Empereur du Japon et par Son Excellence le Président du Pérou, conformément à la constitution de chacun des deux pays, et les ratifications seront échangées à Tokio ou à Lima, dès que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leur sceau.

Fait en quatre exemplaires à Lima ce trentième jour du neuvième mois de la treizième année de Taisho, correspondant au trente septembre mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) S. SHIMIZU.

(L. S.) César A. ELGUERA.

¹ The English text only has been sent to the Secretariat of the League of Nations.

EXCHANGED NOTES

RELATIVE TO THE TREATY OF AMITY, COMMERCE
AND NAVIGATION BETWEEN JAPAN AND PERU.

I.

LIMA, 30th September, 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to paragraph 3 of Article 3 of the Treaty of Amity, Commerce and Navigation signed this day between Japan and Peru, I have the honour, on behalf of my Government, to communicate to Your Excellency, in order to avoid any possible misunderstanding in the future that any facilities granted or to be granted by either High Contracting Party to the subjects or citizens of any other country with regard to the exercise of professions by virtue of any special agreements which may provide for the mutual recognition of the validity of any titles or certificates conferred by the countries concerned, such as the "Convention on mutual recognition of validity of Academic Titles and Certificates of Studies between Peru and Spain" signed April 9th, 1904, and the "Convention relative to the Free Exercise of the Medical Profession between Japan and Mexico" signed April 26th, 1917, shall not be included in the privileges to be extended to the subjects or citizens of the High Contracting Parties "upon the same footing as the subjects or citizens of any European or North-American nation", stipulated in the said article.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

S. SHIMIZU.

His Excellency
Monsieur César A. Elguera,
Minister for Foreign Affairs,
Lima.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF AU TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET
DE NAVIGATION ENTRE LE JAPON ET LE PÉROU.

I.

LIMA, le 30 septembre 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au troisième alinéa de l'article 3 du traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu ce jour entre le Japon et le Pérou, j'ai l'honneur, au nom de mon gouvernement, de faire connaître à Votre Excellence, en vue d'éviter, dans l'avenir, tout malentendu possible, que les facilités qui ont été ou seront ultérieurement accordées par chacune des Hautes Parties contractantes aux sujets ou citoyens de tout autre pays, quant à l'exercice de professions en vertu de conventions spéciales instituant la reconnaissance réciproque de la validité de titres ou diplômes conférés par les pays en question telles que la « Convention concernant la reconnaissance réciproque de la validité des titres académiques et des diplômes d'études entre le Pérou et l'Espagne », signée le 9 avril 1904, et la « Convention relative au libre exercice de la profession médicale entre le Japon et le Mexique » signée le 26 avril 1917, ne seront pas comprises dans les privilèges qui doivent s'étendre aux sujets ou citoyens des Hautes Parties contractantes placés « sur le même pied que les sujets ou citoyens de toute nation européenne ou nord-américaine », et qui se trouvent stipulés dans ledit article.

Je saisis cette occasion, etc.

S. SHIMIZU.

A Son Excellence
Monsieur Cesar A. Elguera,
Ministre des Affaires étrangères,
Lima.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LIMA, 30 de Setiembre de 1924.

SEÑOR MINISTRO :

Tengo la honra de avisar a Vuestra Excelencia recibo de su atenta nota de hoy, en la que a nombre de su Gobierno y con referencia al párrafo 3 del artículo 3º del Tratado de Amistad, Comercio y Navegacion, suscrito en la fecha entre el Perú y el Japon, se sirve comunicarme que, con el propósito de evitar futuros malentendidos, queda establecido que cualquiera clase de facilidades concedidas o por concederse con relación al ejercicio de profesiones por cualquiera de las Altas Partes Contratantes a los súbditos o ciudadanos de algún otro país, en virtud de acuerdos o convenios especiales que estipulen el reconocimiento mutuo de los títulos o certificados académicos otorgados por los países interesados como son la « Convención sobre el reconocimiento mutuo de validez de Títulos Académicos y Certificados de estudios », suscrita entre el Peru y España el 9 de Abril de 1904, y la « Convencion relativa al libre ejercicio de la profesión de Medicina », suscrita entre el Japon y México el 26 de Abril de 1917, no se considerarán incluidas en los privilegios que se conceden a los ciudadanos o súbditos de las Altas Partes Contractantes « sobre la misma base en que están comprendidos los súbditos y ciudadanos de las naciones europeas y norteamericana » y que han sido estipulados en dicho artículo.

En respuesta, cúmpleme manifestar a Vuestra Excelencia la perfecta conformidad de mi Gobierno con la aclaración que se hace por medio de estas notas.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi alta y distinguida consideración.

César A. ELGUERA.

Al Excelentísimo
Señor Seizaburo Shimizu,
Enviado Extraordinario
y Ministro Plenipotenciario
del Japon,
Ciudad.

¹ TRADUCTION.

LIMA, le 30 septembre 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de votre note en date de ce jour par laquelle, au nom de votre gouvernement et en vous référant au troisième alinéa de l'article 3 du Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu ce jour entre le Pérou et le Japon,

¹ TRANSLATION.

LIMA, September 30, 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day in which, on behalf of your Government and with reference to paragraph 3 of Article 3 of the Treaty of Amity, Commerce and Navigation signed this day between Peru and Japan, you inform me that,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

vous avez bien voulu me faire connaître, en vue d'éviter, dans l'avenir tout malentendu, qu'il est convenu que toutes facilités qui ont été ou seront ultérieurement accordées par chacune des Hautes Parties contractantes aux sujets ou citoyens de tout autre pays, quant à l'exercice de professions en vertu de Conventions spéciales instituant la reconnaissance réciproque de la validité de tous titres ou diplômes conférés par les pays en question, — telles que la « Convention concernant la reconnaissance réciproque de la validité des titres académiques et des diplômes d'études entre le Pérou et l'Espagne », signée le 9 avril 1904, et la « Convention relative au libre exercice de la profession médicale entre le Japon et le Mexique », signée le 26 avril 1917, — ne seront pas comprises dans les privilèges qui doivent s'étendre aux sujets ou citoyens des Hautes Parties contractantes placés « sur le même pied que les sujets ou citoyens de toute nation européenne ou nord-américaine », et qui se trouvent stipulés dans ledit article.

En réponse, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que mon gouvernement est entièrement d'accord quant à la déclaration formulée dans ladite note.

Je saisis cette occasion, etc.

César A. ELGUERA.

Son Excellence
Monsieur Seizaburo Shimizu,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire du Japon,
Lima.

in order to avoid any possible misunderstanding in the future, any facilities granted or to be granted by either High Contracting Party to the subjects or citizens of any other country with regard to the exercise of professions, by virtue of any special agreements which may provide for the mutual recognition of the validity of academic titles or certificates conferred by the countries concerned, such as the "Convention on Mutual Recognition of Validity of Academic Titles and Certificates of Studies" between Peru and Spain, signed April 9, 1904, and the "Convention relative to the Free Exercise of the Medical Profession" between Japan and Mexico, signed April 26, 1917, shall not be included in the privileges to be extended to the citizens or subjects of the High Contracting Parties "upon the same footing as the subjects or citizens of any European or North American nation" stipulated in the said Article.

In reply I have the honour to inform Your Excellency that my Government is entirely in agreement with the explanation given in these Notes.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

César A. ELGUERA.

His Excellency
Señor Seizaburo Shimizu,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of Japan,
Lima.

N° 2352.

**ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Accord concernant la liquidation des
biens allemands, signé à Londres,
le 28 décembre 1929, et échange
de notes y relatif, de la même date.

**GERMANY
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Agreement regarding the Liquidation
of German Properties, signed at
London, December 28, 1929, and
Exchange of Notes relating thereto
of the same date.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 2352. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GERMAN GOVERNMENT IN REGARD TO THE LIQUIDATION OF GERMAN PROPERTIES. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 28, 1929.

No 2352. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DER REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHES UND DER DEUTSCHEN REGIERUNG BEZÜGLICH DER LIQUIDATION DEUTSCHEN EIGENTUMS. GEZEICHNET IN LONDON AM 28. DEZEMBER 1929.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 juin 1930.

English and German official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place June 19, 1930.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN and NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH being desirous subject to the conditions hereinafter contained to give effect to the recommendation contained in the Report dated the 7th June, 1929, of the Committee of Experts that the Allied Governments make no further use from the date of the acceptance of the Experts' Report of their rights to seize, retain and liquidate property rights and interests of German nationals or companies controlled by them in so far as not already liquid or liquidated or finally disposed of, and of concluding an agreement for that purpose the undersigned duly authorised by their respective Governments have agreed upon the following articles :

Article I.

The Government of the United Kingdom will, subject to the provisions and stipulations con-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 28 décembre 1929.

Da DIE REGIRUNG DES DEUTSCHEN REICHS und DIE REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHES VON GROSSBRITANNIEN UND NORD-IRLAND den Wunsch hegen, im Rahmen der nachstehenden Bedingungen die in dem Bericht des Sachverständigenkomitees vom 7. Juni 1929 enthaltene Empfehlung, dass die alliierten Regierungen vom Tage der Annahme des Sachverständigenberichts ab von ihrem Rechte, Güter, Rechte und Interessen der deutschen Reichsangehörigen oder der von ihnen abhängigen Gesellschaften zu beschlagnahmen, zurückzubehalten und zu liquidieren, soweit sie nicht bereits liquide oder liquidiert sind oder soweit darüber nicht endgültig verfügt worden ist, nicht mehr Gebrauch machen sollen, durchzuführen und zu diesem Zwecke ein Abkommen abzuschliessen, sind die unterzeichneten, von ihren Regierungen gehörig bevollmächtigten Vertreter über folgende Bestimmungen übereingekommen :

Artikel I.

Die Regierung des Vereinigten Königreichs wird den ursprünglichen deutschen Berechtigten

¹ The exchange of ratifications took place at London, December 28, 1929.

tained in the following articles, release and where necessary re-transfer to the original German owners, or to the persons deriving title through them, the property rights and interests originally belonging to them and now subject to the charge created in pursuance of the Treaty of Versailles in so far as such property rights and interests shall not be already liquid or liquidated or finally disposal of, on the date on which this Agreement comes into force.

Article 2.

There shall be no abrogation or modification of the right to seize, retain and liquidate or charge German property rights and interests but the release of the property rights and interests affected by this Agreement shall be effected by the Government of the United Kingdom handing over or transferring to the original owner (which expression shall wherever used in this Agreement include the person or persons deriving title through him) the particular property right or interest concerned in each case. In any case of doubt or difficulty as to who is entitled the Government of the United Kingdom may demand a warranty of title by the German Government and withhold release of the property until the German Government have undertaken fully to indemnify them against any claim in respect thereof.

Article 3.

There shall be excluded from the provisions of this Agreement all property rights and interests which on the date on which this Agreement comes into force are the subject-matter of any suit, action or legal proceedings commenced before the 1st May, 1929, and still pending in the United Kingdom or elsewhere in which it is disputed that such property rights or interests are subject to the charge or to seizure, retention or liquidation.

oder ihren Rechtsnachfolgern die Güter, Rechte und Interessen, die ihnen ursprünglich gehörten und nun der auf Grund des Vertrags von Versailles eingeführten Belastung unterliegen, vorbehaltlich der in den folgenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen und Vereinbarungen, freigeben und erforderlichenfalls zurückübertragen, soweit diese Güter, Rechte und Interessen am Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens nicht bereits liquide oder liquidiert sind oder darüber noch nicht endgültig verfügt worden ist.

Artikel 2.

Das Recht, deutsche Güter, Rechte und Interessen zu beschlagnahmen, zurückzubehalten und zu liquidieren oder zu belasten, wird nicht aufgehoben oder abgeändert. Die Freigabe der von diesem Abkommen betroffenen Güter, Rechte und Interessen erfolgt vielmehr in der Weise, dass die Regierung des Vereinigten Königreichs dem ursprünglichen Berechtigten (worunter überall in diesem Abkommen auch dessen Rechtsnachfolger zu verstehen sind) in jedem Einzelfalle das in Betracht kommende Gut, Recht oder Interesse aushändigt oder überträgt. Wenn über die Person des Berechtigten Zweifel bestehen oder die Feststellung des Berechtigten auf Schwierigkeiten stösst, kann die Regierung des Vereinigten Königreichs von der Deutschen Regierung eine Bescheinigung über die Berechtigung verlangen und die Freigabe des Gegenstandes solange verweigern, bis die Deutsche Regierung die Verpflichtung übernommen hat, sie gegenüber jedem Anspruch in Bezug auf den in Betracht kommenden Gegenstand in vollem Umfange schadlos zu halten.

Artikel 3.

Die Bestimmungen dieses Abkommens finden keine Anwendung auf diejenigen Güter, Rechte und Interessen, die am Tage seines Inkrafttretens den Gegenstand eines vor dem 1. Mai 1929 begonnenen und innerhalb oder ausserhalb des Vereinigten Königreichs noch anhängigen Prozesses oder gerichtlichen Verfahrens bilden, in dem bestritten wird, dass die in Betracht kommenden Güter, Rechte und Interessen der Belastung oder der Beschlagnahme, Zurückbehaltung oder Liquidation unterliegen.

Article 4.

Any particular property, right or interest may be excluded if the original owner shall in writing address a request to this effect to the Administrator of German Property in the United Kingdom. Such request must be made prior to the release of the said property, right or interest. In such case, if the said property, right or interest would, but for such request, have been released under the terms of this Agreement, the net proceeds thereof if subsequently realised by the Administrator shall be paid over to the original owner or his representatives.

Article 5.

Property rights and interests which at the date on which this Agreement comes into force have been sold or realised, or are the subject-matter of an Agreement for sale or realisation entered into by the Administrator of German Property in the United Kingdom (which expression shall wherever used in this Agreement include the Custodian in the United Kingdom or other official charged with the administration of ex-enemy property) or of a judgment in legal proceedings given in favour of the Administrator of German Property in the United Kingdom are included in the above-mentioned expression "liquid or liquidated or finally disposed of."

Article 6.

Property rights and interests in respect of which the Administrator of German Property in the United Kingdom shall prior to the May 1st, 1929, have issued a certificate under the Treaty of Peace Order, 1919 (as amended), that such property is subject to the charge created by the Order in Council and have required the person or corporation in possession or control thereof or from whom the same is due to hand over or transfer the same to him are included in the above-mentioned expression "liquid or liquidated or finally disposed of."

Artikel 4.

Jedes Gut, Recht oder Interesse kann von der Freigabe ausgeschlossen werden, wenn der ursprüngliche Berechtigte dies schriftlich bei dem Verwalter deutschen Vermögens im Vereinigten Königreich beantragt. Ein solcher Antrag muss vor der Freigabe des in Betracht kommenden Guts, Rechts oder Interesses gestellt werden. In diesem Falle werden, sofern das in Betracht kommende Gut, Recht oder Interesse ohne Stellung des Antrags nach den Bestimmungen dieses Abkommens freizugeben wäre, die von dem Verwalter daraufhin erzielten Reinerlöse an den ursprünglichen Berechtigten oder seine Vertreter ausgezahlt werden.

Artikel 5.

Güter, Rechte und Interessen, die am Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens verkauft oder sonst in Geld umgesetzt waren oder den Gegenstand eines auf einen Verkauf oder eine andere Umsetzung in Geld gerichteten Vertrages, der durch den Verwalter deutschen Vermögens (worunter überall in diesem Abkommen der Custodian im Vereinigten Königreich oder ein anderer mit der Verwaltung ehemals feindlichen Vermögens betrauter Beamter zu verstehen ist) abgeschlossen worden ist, oder einer zugunsten des Verwalters deutschen Vermögens im Vereinigten Königreich ergangenen gerichtlichen Entscheidung bilden, gelten im Sinne dieses Abkommens als Güter, Rechte und Interessen, die « liquide oder liquidiert sind oder über die endgültig verfügt worden ist. »

Artikel 6.

Güter, Rechte und Interessen, über die der Verwalter deutschen Vermögens im Vereinigten Königreich vor dem 1. Mai 1929 auf Grund der « Treaty of Peace Order 1919 » und ihrer Ergänzungen eine Bescheinigung darüber ausgefertigt hat, dass sie der durch die « Order in Council » angeordneten Belastung unterliegen, und deren Aushändigung oder Übertragung er von der physischen Person oder Körperschaft verlangt hat, die als Besitzer oder Gewalthaber oder als Schuldner in Betracht kommt, gelten im Sinne dieses Abkommens als Güter, Rechte und Interessen, die « liquide oder liquidiert sind oder über die endgültig verfügt worden ist. »

Article 7.

The arrangements now in force between the Administrator of German Property in the United Kingdom and certain of the German Banks with regard to the clearing and allocation of the depots in the United Kingdom formerly held by or on behalf of such Banks shall continue in force except that in lieu of credits being given in favour of the said German Banks for the value of the securities comprised in such depots and not realised at the date on which this Agreement comes into force the actual securities themselves shall be handed over.

Article 8.

The arrangement in force under which the Administrator of German Property in the United Kingdom hands over to the representative of the German Clearing Office on behalf of the former owner unrealised securities which are deemed by the Administrator to be valueless shall continue in force and the German Government shall keep the Government of the United Kingdom indemnified in respect of any claims for loss arising after the handing over of such securities to the said representative, or arising by reason of such securities not being subsequently transmitted to the true owner.

Article 9.

Before, and as a condition of, releasing or transferring any specific property, right or interest, the Government of the United Kingdom will be entitled to charge and be paid out of the property or the proceeds thereof the legal costs and other expenses incurred in connexion with the said property right and interest including the authorised fee of 2 per cent. on the value thereof to cover the services of the Custodian in the United Kingdom of Enemy Property and/or the Department in the United Kingdom for the Administration of German Property.

Artikel 7.

Die zur Zeit geltenden Vereinbarungen zwischen dem Verwalter deutschen Vermögens im Vereinigten Königreich und gewissen deutschen Banken über die Bereinigung und Zuteilung der in England früher von den in Betracht kommenden Banken oder für ihre Rechnung unterhaltenen Depots bleiben mit der Massgabe in Kraft, dass an Stelle der Erteilung von Gutscheften zugunsten der genannten deutschen Banken für den Wert der in diesen Depots enthaltenen und am Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens noch nicht in Geld umgesetzten Wertpapiere diese Wertpapiere selbst ausgehändigt werden.

Artikel 8.

Die geltende Vereinbarung, auf Grund deren der Verwalter im Vereinigten Königreich dem Vertreter des deutschen Ausgleichsamts noch nicht in Geld umgesetzte Wertpapiere, die von dem Verwalter als wertlos angesehen werden, zur Aushändigung an die früheren Eigentümer übergibt, bleibt in Kraft, und die Deutsche Regierung wird die Regierung des Vereinigten Königreichs gegenüber jedem Anspruch schadlos halten, der auf einem nach der Aushändigung an den genannten Vertreter eintretenden Verlust dieser Wertpapiere oder darauf beruht, dass diese Wertpapiere nach der Aushändigung nicht an den rechtmässigen Eigentümer weitergeleitet worden sind.

Artikel 9.

Vor der Freigabe oder der Übertragung jedes einzelnen Guts, Rechts oder Interesses ist die Regierung des Vereinigten Königreichs berechtigt, als Bedingung hierfür den Vermögensgegenstand oder seine Erlöse mit den gesetzlichen Kosten und anderen Auslagen, die für das in Betracht kommende Gut, Recht oder Interesse entstanden sind, einschliesslich der gesetzlichen Gebühr von 2 % des Wertes für die Dienstleistungen des Verwalters feindlichen Vermögens im Vereinigten Königreich bzw. der Dienststelle im Vereinigten Königreich für die Verwaltung des deutschen Vermögens zu belasten und diese Beträge aus diesem Gegenstand oder seinen Erlösen zu entnehmen.

Article 10.

The Government of the United Kingdom will, as from the date on which this Agreement comes into force, permit German nationals, the owners of rights of industrial, literary or artistic property in respect of which licences have been granted under the special measures taken during the war or in respect of which there have been licences or assignments subject to the conditions imposed in pursuance of Article 1 (XX) of the Treaty of Peace Order 1919, as amended, to have the full benefit of those rights without prejudice, however, to the rights of any existing licensees or assignees under the said licences or assignments and will take all necessary steps to give effect to the foregoing, and will not impose after the date on which this Agreement comes into force any further limitation, condition, or restrictions in pursuance of the said Article 1 (XX) or Article 306 (5) (6) and (7) of the Treaty of Versailles subject only to the exercise of the right of the Government of the United Kingdom to impose such limitations, conditions or restrictions as may be considered necessary for national defence or in the public interest. Any indemnities or royalties that may arise under paragraph (6) of Article 306 in the event of the application of the provisions of the preceding paragraph shall be paid to the German nationals entitled thereto and no longer dealt with as provided in paragraph (6).

Article 11.

Nothing herein contained shall affect the duties, powers and jurisdiction of the Anglo-German Mixed Arbitral Tribunal. Debts falling within Article 296 of the Treaty of Versailles shall be excluded from the scope of this Agreement and continue to be dealt with under the Clearing procedure. Debts which should have been claimed under Article 296, but for which no claim has been put forward by the German Clearing Office, if recovered by the Administrator of German Property in the United Kingdom subsequently to the date on which this Agree-

Artikel 10.

Vom Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens ab wird die Regierung des Vereinigten Königreichs denjenigen deutschen Reichsangehörigen, die gewerbliche, literarische oder künstlerische Schutzrechte besitzen, an denen Lizenzen durch während des Krieges ergriffene Sondermassnahmen begründet worden sind oder die den Gegenstand von Lizenzen oder Übertragungen bilden, welche den auf Grund des Artikels 1 (XX) der « Treaty of Peace Order, 1919 », und ihrer Ergänzungen auferlegten Bedingungen unterworfen sind, den vollen Genuss dieser Rechte einräumen, jedoch unbeschadet der Rechte der gegenwärtigen Inhaber der genannten Lizenzen oder der gegenwärtig auf Grund der genannten Übertragungen verfügungsberechtigten Personen; sie wird alle hierzu erforderlichen Schritte ergreifen. Ferner wird sie nach dem Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens den Berechtigten keine weiteren Begrenzungen, Bedingungen oder Einschränkungen unter Berufung auf den genannten Artikel 1 (XX) oder den Artikel 306 Abs. 5, 6 und 7, des Vertrags von Versailles auferlegen, unter Vorbehalt der Ausübung des Rechts der Regierung des Vereinigten Königreichs zur Auferlegung solcher Begrenzungen, Bedingungen und Einschränkungen, die im Interesse der Landesverteidigung oder des Gemeinwohls notwendig erscheinen. Alle Entschädigungen oder Vergütungen, die gemäss Abs. 6 von Art. 306 für den Fall der Anwendung des vorhergehenden Absatzes zu gewähren sind, werden den berechtigten deutschen Reichsangehörigen ausgezahlt und nicht weiter nach den Bestimmungen des Abs. 6 behandelt werden.

Artikel 11.

Keine Bestimmung dieses Abkommens berührt die Pflichten, Befugnisse und die Zuständigkeit des deutsch-englischen Gemischten Schiedsgerichts. Forderungen, die unter Artikel 296 des Vertrags von Versailles fallen, unterliegen nicht den Bestimmungen dieses Abkommens und werden auch in Zukunft im Ausgleichsverfahren geregelt. Forderungen, die in der Form des Artikels 296 hätten geltend gemacht werden müssen, aber nicht durch das deutsche Ausgleichsamt, geltend gemacht worden sind, werden, falls sie von dem Verwalter deutschen

ment comes into force, shall, subject to the provisions of Articles 3 and 5 hereof, and subject to deduction of the usual charges and fees for collection, be treated as if they were German property, rights and interests to be released under this Agreement.

Article 12.

In giving effect to the releases herein provided for the Government of the United Kingdom will proceed with due expedition and will endeavour to release as much property coming within the terms of this Agreement as may be reasonably possible within twelve months after the final coming into force of the Experts' Plan.

Article 13.

The property rights and interests covered by this Agreement shall be confined to such property rights and interests as were on the 10th January, 1920, within the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, or within the territory of any British Colony or Protectorate or any Mandated area administered by the Government of the United Kingdom.

Article 14.

The present Agreement shall be a final settlement of all questions and claims relating to the retention and liquidation of German property, rights and interests, or the proceeds thereof, in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, or in the territory of any British Colony or Protectorate or any Mandated area administered by the Government of the United Kingdom which became subject to exceptional war measures and/or to the rights of retention, liquidation and charge pursuant to the provisions of the Treaty of Versailles. The proceeds of liquidation of German property rights and interests not released under the present Agreement or otherwise and not already credited shall be credited as heretofore by the

Vermögens im Vereinigten Königreich nach dem Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens einbezogen werden, vorbehaltlich der Bestimmungen der Artikel 3 und 5 des Abkommens, unter Abzug der üblichen Belastungen und Gebühren für die Einziehung wie deutsche Güter, Rechte und Interessen, die auf Grund dieses Abkommens freizugeben sind, behandelt.

Artikel 12.

Bei der Durchführung der in diesem Abkommen vorgesehenen Freigaben wird die Regierung des Vereinigten Königreichs mit der gebotenen Beschleunigung verfahren und bemüht sein, von dem unter die Bestimmungen dieses Abkommens fallenden Vermögen so viel innerhalb von 12 Monaten nach dem endgültigen Inkrafttreten des Sachverständigenplans freizugeben, wie nach vernünftiger Beurteilung möglich sein sollte.

Artikel 13.

Als unter dieses Abkommen fallende Güter, Rechte und Interessen gelten nur solche Güter, Rechte und Interessen, die sich am 10. Januar 1920 im Vereinigten Königreich von Grossbritannien und Nord-Irland oder in dem Gebiete einer britischen Kolonie oder eines britischen Protektorats oder innerhalb eines von der Regierung des Vereinigten Königreichs verwalteten Mandatsgebiets befanden.

Artikel 14.

Dieses Abkommen bildet eine endgültige Regelung aller Fragen und Ansprüche in Bezug auf die Zurückbehaltung und Liquidation deutscher Güter, Rechte und Interessen oder ihrer Erlöse in dem Vereinigten Königreich von Grossbritannien und Nord-Irland oder in dem Gebiet einer britischen Kolonie oder eines britischen Protektorats oder innerhalb eines von der Regierung des Vereinigten Königreichs verwalteten Mandatsgebiets, die durch ausserordentliche Kriegsmassnahmen betroffen worden sind bzw. dem Rechte der Zurückhaltung, Liquidation und Belastung auf Grund der Bestimmungen des Vertrags von Versailles unterliegen.

Die noch nicht gutgeschriebenen Erlöse aus der Liquidation sämtlicher deutschen Güter

Clearing Office in the United Kingdom to the German Clearing Office.

Rechte und Interessen, die nach diesem Abkommen nicht freigegeben werden, sind auch in Zukunft von dem Ausgleichsamt im Vereinigten Königreich dem deutschen Ausgleichsamt gutzuschreiben.

Article 15.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force after the exchange of ratifications on the same date as the Experts' Plan. The exchange of ratifications shall be effected at the same time as the exchange of the ratifications concerning the Treaties or Conventions which may be concluded in respect of the Experts' Plan.

Done in duplicate at London in the English and German languages, this 28th day of December, 1929.

(Signed) DANIEL WILLIAMS.

Artikel 15.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden und nach Austausch der Ratifikationsurkunden gleichzeitig mit dem Sachverständigenplan in Kraft treten.

Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll gleichzeitig mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden für die Verträge oder Abkommen, die in Bezug auf den Sachverständigenplan geschlossen werden, erfolgen.

Ausgefertigt in London in doppelter Urschrift in deutscher und englischer Sprache, am 28. Dezember 1929.

(Gez.) DIECKHOFF.

(Gez.) A. V. FRIEDBERG.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

MR. DANIEL WILLIAMS TO DR. DIECKHOFF.

LONDON, December 28, 1929.

SIR,

With reference to the Agreement concluded this day between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Reich relative to the release of German property consequent upon the acceptance of the Experts' Report, I have the honour on the instructions of the Government of the United Kingdom to inform you as follows :

1. As to Article 1 of the Agreement, as you are aware, instructions were given that as from the 1st September, 1929, no further sales or liquidations of German property rights and interests in the territories covered by the Agreement should be initiated. Although the date referred to in Article 1 of the Agreement for the purpose of ascertaining the property rights and interests to be released is the date of the Agreement taking effect, it is the intention of the Government of the United Kingdom that all German property rights and interests which on the 1st September, 1929, were not liquid or liquidated or finally disposed of and which do not come within any of the reservations contained in the Agreement shall be released including the net proceeds of any of such property rights or interests as may have been sold since the said date.

2. With regard to the expression " liquid or liquidated or finally disposed of, " I desire to place on record that it emerged in the course of the discussions leading up to the Agreement that the mere fact of a Vesting Order regarding any particular property having

been made by the Government of the United Kingdom was not considered by that Government as bringing such vested property within the above expression, and further, that the Government of the United Kingdom did not consider that ordinary commercial debts not falling under Article 296 of the Treaty which had not been collected by the British Authorities came within the said expression.

3. With reference to Article 7, I am instructed to state with regard to the securities agreed to be handed over under that Article that in case it should be the fact that any securities which would have come within the Article have been sold subsequently to the 31st August, 1929, the net proceeds of sale of the securities shall be handed over in lieu of the securities themselves.

4. Similarly in regard to Article 10, although the provisions of that Article do not come into operation until the date on which this agreement comes into force, I am instructed to state that it is the intention of the Government of the United Kingdom that any royalties falling due after the 31st August, 1929, shall be released to the German nationals concerned, and in regard to Article 11, that it is their intention that the debts therein referred to as recovered by the Administrator subsequently to the date on which this Agreement comes into force shall include such debts (if any) if recovered since the 31st August, 1929.

5. With reference to Article 11, I am instructed to confirm the understanding arrived at in the course of our discussions, namely that the practice which has hitherto existed with regard to claims before the Mixed Arbitral Tribunal shall continue as heretofore.

6. In regard to Egypt and the Sudan, I am instructed to refer to the Divesting Notices of the 13th February, 1926, and the 21st October, 1926, published in the Official Journal of the Egyptian Government for the 22nd February, 1926, and in the Sudan Government Gazette for the 15th November, 1926, respectively, which notices were mentioned in the course of the recent discussions, and to state that there remain no further property rights or interests of German nationals in these countries available for release.

7. With reference to the German-owned securities which are the subject matter of legal proceedings now pending in the United States of America between the Public Trustee in the United Kingdom and the Alien Property Custodian in the United States and certain German nationals, I am instructed to confirm that which was stated in the course of the recent negotiations, namely, that on the final adoption of the Experts' Plan, and on receiving a satisfactory indemnity, which it is understood has been provisionally agreed between the representatives of the parties to those proceedings at a sum of £52,000, the Government of the United Kingdom will be prepared to cause the necessary steps to be taken for the withdrawal of the said proceedings and for the waiver of all claims to the said securities.

8. In conclusion I am instructed to confirm that the Government of the United Kingdom, actuated by their desire to fall in so far as possible with the request of the German Delegation that the reservations of property should be restricted to the lowest possible limit, have decided that the property rights and interests, particulars of which are set out in the schedule¹ signed by the Administrator of German Property in the United Kingdom and annexed to this letter, shall be struck out from the approximate lists of reserved property rights and interests previously supplied to the German Delegation at their request, and that such scheduled property rights and interests shall be released to the German nationals interested or those claiming under them.

I have, etc.

Daniel WILLIAMS.

¹ Not printed.

II.

DR. DIECKHOFF TO MR. DANIEL WILLIAMS.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

GERMAN EMBASSY.

LONDON, den 28. Dezember 1929.

LONDON, December 28, 1929.

SEHR GEEHRTER HERR,

SIR,

Ich habe die Ehre, den Empfang Ihres gefälligen Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, das Sie an mich im Auftrage Ihrer Regierung im Zusammenhang mit dem heute geschlossenen Abkommen zwischen der Regierung des Deutschen Reichs und der Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland betreffend die Freigabe deutschen Eigentums gerichtet haben.

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of to-day's date which, on the instructions of your Government, you addressed to me in connexion with the Agreement concluded this day between the Government of the German Reich and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland relative to the release of German property.

Ich habe von Ihren Bemerkungen zu einzelnen Artikeln des Abkommens Kenntnis genommen und bestätige, dass die Vereinbarungen unseren mündlichen Besprechungen entsprechen.

I have taken note of your observations on certain articles of the Agreement and I confirm that the conclusions correspond to our verbal conversations.

Zu Artikel 1 des Abkommens habe ich davon Kenntnis genommen, dass Instruktionen gegeben worden sind, dass vom 1. September 1929 ab keine weiteren Verkäufe oder Liquidationen deutscher Güter, Rechte und Interessen eingeleitet werden sollen. Ich habe ferner davon Kenntnis genommen, dass, wenn auch das Datum für die Freigabe der Tag des Inkrafttretens des Abkommens ist, die Britische Regierung beabsichtigt, dass alle deutschen Güter, Rechte und Interessen, die am 1. September 1929 nicht liquide oder liquidiert sind, oder über die nicht endgültig verfügt worden ist und die nicht unter irgend einen der Vorbehalte fallen, die in dem Abkommen enthalten sind, freigegeben werden sollen einschliesslich der Reinerlöse solchen Vermögens, das etwa seit dem 1. September verkauft sein sollte. Ich habe weiter davon Kenntnis genommen, dass der Ausdruck « liquide » oder « liquidiert » oder « endgültig verfügt » nicht einschliessen soll, Eigentum hinsichtlich dessen eine Vesting Order ergangen ist und dass die Britische Regierung der Ansicht ist, dass der obige Ausdruck nicht einschliesst gewöhnliche kommerzielle Forderungen, die nicht unter

With regard to Article 1 of the Agreement, I have noted that instructions have been given that as from the 1st September, 1929, no further sales or liquidations of German property, rights and interests should be initiated. I have further noted that although the date for the release is the date of the Agreement taking effect, it is the intention of the British Government that all German property, rights and interests which on the 1st September, 1929, were not liquid or liquidated or finally disposed of and which do not come within any of the reservations contained in the Agreement shall be released, including the net proceeds of any of such property rights or interests as may have been sold since September 1st. I have further taken note that the expression "liquid" or "liquidated" or "finally disposed of" is not to include property in respect of which a Vesting Order has been issued, and that the British Government consider that the above expression does not include ordinary commercial debts not falling under Article 296 of the Treaty of Versailles which have not yet been collected by the British authorities. I have further noted

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

Artikel 296 des Vertrages von Versailles fallen, die von den britischen Behörden noch nicht eingezogen sind. Ich habe weiter davon Kenntnis genommen, dass bei Wertpapieren, die nach Artikel 7 des Abkommens ausgehändigt werden müssen, die aber nach dem 31. August 1929 verhauf worden sind, die Verkaufserlöse der Wertpapiere an Stelle der Wertpapiere ausgeliefert werden sollen, und dass ferner Abgaben (Royalties) trotzdem Artikel 10 erst mit dem Inkrafttreten des Abkommens in Wirksamkeit tritt, an die deutschen Berechtigten insoweit ausgezahlt werden sollen, als sie nach dem 31. August 1929 fällig werden, und dass in Artikel 11 des Abkommens erwähnte Forderungen insoweit freigegeben werden sollen, als sie etwa nach dem 31. August 1929 eingezogen sein sollten.

Zu Artikel 11 des Abkommens beehre ich mich zu bestätigen, dass die Praxis, die bisher hinsichtlich der Klagen vor dem Schiedsgericht bestanden hat, wie bisher fortgesetzt werden soll.

Ich habe weiter davon Kenntnis genommen, dass in Agypten und dem Sudan deutsche Güter, Rechte und Interessen für Freigabe nicht mehr vorhanden sind.

Ich bestätige Ihre Ausführungen hinsichtlich der Wertpapiere deutschen Besitzes, über die Prozesse zwischen dem amerikanischen Alien Property Custodian und dem Public Trustee im Vereinigten Königreich einerseits und gewissen deutschen Staatsangehörigen andererseits schweben. Die Regierung des Vereinigten Königreichs ist bei endgültiger Annahme des Sachverständigen-Planes und gegen Empfang einer zufriedenstellenden Entschädigung, die voläufig auf £52.000.0.0 vereinbart worden ist, bereit, die erforderlichen Massnahmen zu treffen, dass die genannten Prozesse zurückgezogen werden, und dass ihre Ansprüche hinsichtlich dieser Wertpapiere fallen gelassen werden.

Ich habe weiter davon Kenntnis genommen, dass die in der Ihrem Schreiben beigefügten Liste aufgeführten Fälle von den Fällen gestrichen worden sind, hinsichtlich deren Sie die Freigabe ausgeschlossen haben und dass die in der Ihrem Schreiben anliegenden Liste aufgeführten deutschen Güter, Rechte und Interessen den berechtigten deutschen Staatsangehörigen freigegeben werden sollen.

Ich habe, etc.

DIECKHOFF.

that, in the case of securities which have to be handed over under Article 7 of the Agreement but which have been sold subsequently to the 31st August, 1929, the proceeds of sale of the securities shall be handed over in lieu of the securities, and further, that, although Article 10 only takes effect on the coming into force of the Agreement, any royalties falling due after the 31st August, 1929, shall be paid to the German nationals concerned, and that any debts, referred to in Article 11 of the Agreement, which were recovered after the 31st August, 1929, shall be released.

As regards Article 11 of the Agreement, I have the honour to confirm that the practice which has hitherto existed with regard to claims before the Mixed Arbitral Tribunal shall continue as heretofore.

I have further noted that in Egypt and the Sudan there remain no further German property, rights or interests available for release.

I confirm your observations with regard to German owned securities which are the subject matter of legal proceedings now pending between the Alien Property Custodian in the United States and the Public Trustee in the United Kingdom on the one hand and certain German nationals on the other. On the final adoption of the Experts' Plan, and against the receipt of a satisfactory indemnity which has been provisionally agreed at a sum of £52,000, the Government of the United Kingdom will be prepared to cause the necessary steps to be taken for the withdrawal of the said proceedings and for the waiver of their claims in respect of these securities.

I have further noted that the cases specified in the schedule attached to your letter have been struck out from the cases in respect of which you have excluded release and that the German property, rights and interests specified in the schedule attached to your letter shall be released to the German nationals concerned.

I have, etc.

DIECKHOFF.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2352. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ALLEMAND CONCERNANT LA LIQUIDATION DES BIENS ALLEMANDS. SIGNÉ A LONDRES, LE 28 DÉCEMBRE 1929.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND, animés du désir de donner suite, sous réserve, des conditions à la recommandation contenue dans le rapport du Comité d'experts en date du 7 juin 1929 et invitant les gouvernements alliés à cesser, à partir de la date de l'adoption du rapport des experts, de faire usage de leur droit de saisir, retenir et liquider les biens, droits et intérêts des ressortissants allemands et des sociétés sous la dépendance de ressortissants allemands, pour autant que lesdits biens, droits et intérêts ne sont pas encore liquides ou liquidés, ou qu'il n'en n'a pas encore été disposé définitivement, ont décidé de conclure un accord à cette fin et les soussignés, dûment autorisés par leur gouvernement respectif, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Sous réserve des dispositions et stipulations contenues dans les articles ci-après, le Gouvernement du Royaume-Uni libérera et remettra, le cas échéant, aux propriétaires allemands primitifs ou à leurs ayants droit les biens, droits et intérêts leur ayant appartenu primitivement et actuellement grevés du privilège établi en vertu du Traité de Versailles, pour autant que lesdits biens, droits et intérêts ne seront pas liquides ou liquidés, ou qu'il n'en aura pas été disposé définitivement à la date où le présent accord entrera en vigueur.

Article 2.

Le droit de saisir, retenir et liquider les biens, droits et intérêts allemands ou de les grever, ne sera ni abrogé ni modifié, mais le Gouvernement britannique effectuera la libération des biens, droits et intérêts visés par le présent accord en remettant ou transférant le bien, droit ou intérêt au propriétaire primitif (expression qui comprendra, toutes les fois qu'il en sera fait usage dans le présent accord, les ayants-droit dudit propriétaire). En cas de doute ou de difficulté sur le point de savoir quel est l'ayant-droit, le Gouvernement du Royaume-Uni pourra exiger du Gouvernement allemand une attestation du titre de l'ayant-droit et s'abstenir de libérer le bien en question jusqu'à ce que le Gouvernement allemand ait pris l'engagement de garantir entièrement le Gouvernement du Royaume-Uni contre réclamation concernant ledit bien.

Article 3.

Les dispositions du présent accord ne s'appliquent à aucun des biens, droits et intérêts qui, à la date à laquelle le présent accord entrera en vigueur, feront l'objet, dans le Royaume-Uni

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ou ailleurs, d'un procès, d'une action ou d'une instance engagés antérieurement au 1^{er} mai 1929 et encore en suspens, où l'on conteste le droit de grever, saisir, retenir ou liquider lesdits biens, droits et intérêts.

Article 4.

La libération pourra ne pas être appliquée à tout bien, droit ou intérêt dont le propriétaire primitif aura demandé l'exclusion par voie de requête écrite adressée à l'administrateur des biens allemands dans le Royaume-Uni. Cette demande devra être faite antérieurement à la libération dudit droit, bien ou intérêt. Dans ce cas et si ledit bien, droit ou intérêt, en l'absence de cette demande, eût dû être libéré aux termes du présent accord, le produit net dudit bien, si l'administrateur procède ultérieurement à la réalisation de ce bien, sera versé au propriétaire primitif ou à ses représentants.

Article 5.

Les biens, droits et intérêts qui, à la date à laquelle le présent accord entrera en vigueur, auront été vendus ou réalisés ou dont la vente ou la réalisation, à la même date, auront fait l'objet d'un contrat conclu par l'administrateur des biens allemands dans le Royaume-Uni (expression qui toutes les fois qu'il en sera fait usage dans le présent accord, comprendra le Custodian du Royaume-Uni, ou tout autre fonctionnaire chargé de l'administration des biens ex-ennemis) ou d'un jugement judiciaire rendu en faveur de l'administrateur des biens allemands dans le Royaume-Uni, sont compris dans l'expression précitée « liquides, liquidés, ou dont il a été disposé définitivement. »

Article 6.

Les biens, droits et intérêts relativement auxquels l'administrateur des biens allemands dans le Royaume-Uni aura émis antérieurement au 1^{er} mai 1929 un certificat en vertu du « Treaty of Peace Order 1919 » (texte amendé), établissant que lesdits biens, droits et intérêts sont grevés du privilège créé par l'« Order in Council » et invité la personne ou la société qui les détient, les contrôle ou en est débitrice, à les lui remettre, ou à les lui transférer, sont compris dans l'expression précitée « liquides, liquidés, ou dont il a été disposé définitivement. »

Article 7.

Les arrangements actuellement en vigueur entre l'administrateur des biens allemands dans le Royaume-Uni et certaines banques allemandes concernant la façon dont le solde net des dépôts détenus autrefois dans le Royaume-Uni par lesdites banques ou pour leur compte, sera arrêté et attribué, demeureront en vigueur sous la réserve qu'au lieu de créditer lesdites banques allemandes, du montant des valeurs comprises dans ces dépôts et non réalisées à la date où le présent accord entrera en vigueur, on remettra les valeurs elles-mêmes.

Article 8.

L'arrangement en vigueur aux termes duquel l'administrateur des biens allemands dans le Royaume-Uni remet au représentant de l'Office allemand de compensation agissant au nom de l'ancien propriétaire les valeurs non réalisées que l'administrateur considère sans valeur, demeurera en vigueur et le gouvernement allemand garantira le Gouvernement du Royaume-Uni contre toute réclamation résultant de la perte de ces valeurs après leur remise audit représentant ou du fait que ces valeurs, une fois transmises, n'ont pas été remises à leur véritable propriétaire.

Article 9.

Le Gouvernement du Royaume-Uni est autorisé à ne libérer ou transférer un bien, droit ou intérêt déterminé qu'à la condition de grever ce bien, droit et intérêt des frais de justice et autres dépens occasionnés par ledit bien, droit ou intérêt, y compris la taxe légale s'élevant à 2 % de la valeur dudit bien, droit ou intérêt, destinée à rémunérer les services, soit du Custodian, soit de l'office chargé dans le Royaume-Uni de la gestion des biens allemands, soit de ces deux autorités.

Article 10.

A partir de la date à laquelle le présent accord entrera en vigueur, le Gouvernement du Royaume-Uni autorisera les ressortissants allemands possédant des droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, pour lesquels des licences ont été accordées en vertu des mesures spéciales prises pendant la guerre ou qui ont fait l'objet de licences ou de cessions de droits assujetties aux conditions imposées en vertu de l'article 1 (XX) du « Treaty of Peace Order 1919 » dans son texte amendé, à jouir intégralement de ces droits, sans préjudice, toutefois, des droits des détenteurs ou des cessionnaires actuels de ces licences ; le Gouvernement du Royaume-Uni prendra toutes mesures utiles en vue de donner effet aux dispositions ci-dessus et n'imposera, à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent accord, aucune nouvelle limitation, condition ou restriction en vertu dudit article premier (XX) ou de l'article 306, alinéa 5, 6 et 7 du Traité de Versailles, sous la seule réserve que le Gouvernement du Royaume-Uni continuera à exercer le droit d'imposer toutes limitations, conditions ou restrictions qui pourront être estimées nécessaires pour la défense nationale ou dans l'intérêt public. Toute indemnité ou redevance qui pourrait être due en vertu de l'alinéa 6 de l'article 306, en cas d'application des dispositions du paragraphe qui précède, sera versée aux ressortissants allemands qui y auront droit et cessera de recevoir l'affectation prévue à l'alinéa 6

Article 11.

Aucune disposition du présent accord ne modifiera les obligations, les pouvoirs et la compétence du Tribunal arbitral mixte anglo-allemand. Les dettes relevant de l'article 296 du Traité de Versailles ne seront pas régies par les dispositions du présent accord et seront réglées comme auparavant par voie de compensation. Les dettes qui auraient dû être réclamées en vertu de l'article 296, mais qui n'ont fait l'objet d'aucune réclamation de la part de l'Office de compensation allemand, si elles sont recouvrées par l'administrateur des biens allemands dans le Royaume-Uni postérieurement à la date à laquelle le présent accord entrera en vigueur, seront traitées comme des biens, droits et intérêts allemands devant être libérés en vertu du présent accord, sous réserve des dispositions des articles 3 et 5 de l'accord et déduction faite des charges et taxes habituelles de recouvrement.

Article 12.

En procédant aux libérations prévues dans le présent accord, le Gouvernement du Royaume-Uni agira avec toute la promptitude désirable ; il s'efforcera de libérer, dans les douze mois qui suivront l'entrée en vigueur définitive du plan des experts, autant de biens visés par les termes du présent accord qu'il sera raisonnablement possible de le faire.

Article 13.

Ne seront considérés comme biens, droits et intérêts visés par le présent accord, que les biens, droits et intérêts qui se trouvaient le 10 janvier 1920 sur le territoire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'une colonie ou d'un protectorat britannique ou d'un territoire sous mandat administré par le Gouvernement du Royaume-Uni.

Article 14.

Le présent accord constitue un règlement définitif de toutes les questions et réclamations relatives à la rétention et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands ou du produit d'usdits biens, droits et intérêts qui se trouvaient dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ou sur le territoire de toute colonie ou protectorat britannique ou de tout territoire sous mandat administré par le gouvernement du Royaume-Uni, et auxquels ont été appliqués, soit des mesures exceptionnelles de guerre, soit le droit de rétention, de liquidation et de constitution de privilège établi par les dispositions du Traité de Versailles, soit ces deux ordres de mesures. Le produit de la liquidation des biens, droits et intérêts allemands non libérés en vertu du présent accord (ou autrement)¹, dont l'Office allemand n'a pas encore été crédité, sera porté, comme auparavant, au crédit de l'Office de compensation allemand par les soins de l'Office de compensation du Royaume-Uni.

Article 15.

Le présent accord sera ratifié et entrera en vigueur, après échange des instruments de ratification, à la même date que le plan des experts.

L'échange des instruments de ratification s'effectuera en même temps que l'échange des instruments de ratification relatifs aux traités ou conventions qui pourront être conclus pour donner suite au plan des experts.

Fait en double expédition, à Londres, en langues anglaises et allemande, le 28 décembre 1929

(Signé) Daniel WILLIAMS.

(Signé) DIECKHOFF.

(Signé) A. v. FRIEDBERG.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

NOTE ADRESSÉE PAR M. DANIEL WILLIAMS AU D^r DIECKHOFF.

LONDRES, le 28 décembre 1929.

MONSIEUR,

Me référant à l'accord conclu ce jour, entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement du Reich, relativement à la libération des biens allemands, résultant de l'adoption du rapport des experts, j'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement du Royaume-Uni, de vous informer de ce qui suit :

1^o En ce qui concerne l'article premier de l'accord, des instructions ont été données, comme vous le savez, pour qu'il ne soit procédé, à partir du 1^{er} septembre 1929, à aucune nouvelle vente ou liquidation des biens, droits et intérêts allemands sur les territoires visés par l'accord. Bien que la date mentionnée à l'article premier de l'accord en vue de déterminer les biens, droits et intérêts qui doivent être libérés, soit la date de l'entrée en vigueur de l'accord, le Gouvernement du Royaume-Uni a l'intention de libérer tous les biens, droits et intérêts, allemands qui n'étaient pas liquides ou liquidés ou dont il n'avait pas été disposé définitivement au premier septembre 1929, et qui ne tombent pas sous le coup des réserves formulées dans l'accord, y compris le produit net de tous les biens, droits ou intérêts qui auraient pu être vendus depuis la date précitée.

¹ Ne figure pas dans le texte allemand.

2° Quant à l'expression « liquides ou liquidés ou dont il a été disposé définitivement », je désire qu'il soit pris acte du fait que les discussions qui ont précédé l'accord ont fait ressortir que le simple établissement, par le Gouvernement du Royaume-Uni, d'un « Vesting order » (envoi en possession) pour un bien particulier, n'est pas considéré, par ce gouvernement, comme faisant rentrer le bien ainsi dévolu dans la catégorie définie par l'expression ci-dessus et, de plus, que le Gouvernement du Royaume-Uni ne considère pas que ladite expression s'applique aux dettes commerciales ordinaires qui ne sont pas visées à l'article 296 du Traité de Versailles et qui n'ont pas été recouvrées par les autorités britanniques.

3° Me référant à l'article 7, je suis chargé de déclarer, en ce qui concerne les titres qu'il est convenu de remettre en vertu dudit article, que dans le cas où des valeurs, auxquelles ledit article devrait s'appliquer, auraient été vendues postérieurement au 31 août 1929, le produit net de la vente de ces valeurs serait remis aux lieu et place des valeurs elles-mêmes.

4° En ce qui concerne l'article 10, je suis chargé de déclarer pareillement, bien que les dispositions de cet article ne deviennent opérantes qu'à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent accord, que le Gouvernement du Royaume-Uni a l'intention de libérer au profit des ressortissants allemands intéressés, toute redevance dont le paiement est dû après le 31 août 1929; en ce qui concerne l'article 11, le Gouvernement du Royaume-Uni a également l'intention de comprendre parmi les dettes qui sont mentionnées dans cet article comme recouvrées par l'Administrateur postérieurement à la date à laquelle le présent accord entrera en vigueur, les dettes qui auraient été recouvrées après le 31 août 1929.

5° En ce qui concerne l'article 11, je suis chargé de confirmer l'accord intervenu au cours de nos discussions, par lequel nous sommes convenus de maintenir, comme auparavant, la pratique suivie jusqu'ici à l'égard des réclamations portées devant le Tribunal arbitral mixte.

6° En ce qui concerne l'Égypte et le Soudan, je suis chargé de me référer aux avis d'expropriation du 13 février 1926 et du 21 octobre 1926, publiés respectivement dans le Journal officiel du Gouvernement égyptien, numéro du 22 février 1926, et dans la Gazette du Gouvernement du Soudan, numéro du 15 novembre 1926, avis qui ont été mentionnés au cours des récentes discussions, et de déclarer qu'il ne reste plus, dans ces pays, aucun bien, droit ou intérêt de ressortissants allemands, susceptible d'être libéré.

7° En ce qui concerne les valeurs appartenant à des ressortissants allemands et faisant l'objet d'une instance encore pendante aux États-Unis d'Amérique entre le « Public Trustee » du Royaume-Uni et l'« Alien Property Custodian » des États-Unis, d'une part, et certains ressortissants allemands, d'autre part, je suis chargé de confirmer ce qui a été déclaré au cours des récentes négociations, à savoir que, dès l'adoption définitive du plan des experts, et au reçu d'une indemnité satisfaisante — que les représentants des parties audit procès auraient convenu provisoirement de fixer à 52.000 livres sterling, — le Gouvernement du Royaume-Uni sera disposé à prendre les mesures nécessaires pour se désister de ladite instance et pour abandonner toutes réclamations concernant lesdites valeurs.

8° Enfin, je suis chargé de confirmer que le Gouvernement du Royaume-Uni, animé du désir de faire droit, dans la mesure du possible, à la demande de la délégation allemande, qui voudrait voir ramener aux limites les plus étroites le nombre des biens réservés, a décidé de rayer des listes approximatives de biens, droits et intérêts réservés, fournies antérieurement à la délégation allemande, sur sa demande, les biens, droits et intérêts dont le détail figure sur la liste¹ signée par l'administrateur des biens allemands dans le Royaume-Uni et jointe à la présente lettre, et de remettre aux ressortissants allemands intéressés ou à leurs ayants cause les biens, droits et intérêts qui figurent sur cette liste.

Recevez, etc.

(Signé) Daniel WILLIAMS.

¹ Non reproduite.

II.

NOTE DU D^r DIECKHOFF A M. DANIEL WILLIAMS.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

LONDRES, le 28 décembre 1929.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre communication datée de ce jour que vous m'avez adressée d'ordre de votre gouvernement, au sujet de l'accord conclu en date de ce jour entre le Gouvernement du Reich allemand et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, concernant la libération des biens allemands.

J'ai pris connaissance des remarques que vous avez formulées à l'égard de certains articles de l'accord et je confirme que les arrangements stipulés concordent avec nos conversations orales.

En ce qui concerne l'article premier de l'accord, je note que des instructions ont été données pour qu'il ne soit procédé, à partir du 1^{er} septembre 1929, à aucune nouvelle vente ou liquidation de biens, droits et intérêts allemands. De plus, je note que, bien que la date convenue pour la libération des biens soit la date de l'entrée en vigueur de l'accord, le Gouvernement britannique a l'intention de libérer tous les biens, droits et intérêts allemands qui n'étaient pas liquides ou liquidés ou dont il n'avait pas été disposé définitivement au 1^{er} septembre 1929 et qui ne tombent pas sous le coup des réserves formulées dans l'accord, y compris le produit net de tous les biens, droits ou intérêts qui auraient pu être vendus depuis le 1^{er} septembre. En outre, je note que l'expression « liquides » ou « liquidés » ou « dont il a été disposé définitivement » ne doit pas comprendre les biens ayant fait l'objet d'un « Vesting order » et que le Gouvernement britannique estime que l'expression précitée ne comprend pas les dettes commerciales ordinaires qui ne sont pas visées par l'article 296 du Traité de Versailles et qui n'ont pas été recouvrées par les autorités britanniques. Je note ensuite que, pour les valeurs qui doivent être restituées en vertu de l'article 7 de l'accord, mais qui ont été vendues postérieurement au 31 août 1929, le produit de la vente de ces valeurs sera remis aux lieux et places des valeurs elles-mêmes et que, de plus, bien que l'article 10 ne devienne opérant qu'à partir de l'entrée en vigueur du présent accord, les redevances (*royalties*) seront versées aux ayants-droit allemands, lorsque le paiement en sera dû après le 31 août 1929, et que les dettes mentionnées à l'article 11 de l'accord seront libérées pour autant qu'elles auront été recouvrées après le 31 août 1929.

En ce qui concerne l'article 11 de l'accord, j'ai l'honneur de vous confirmer que la pratique suivie jusqu'à présent à l'égard des revendications portées devant le Tribunal arbitral continuera à être suivie comme auparavant.

Je prends note également qu'il n'existe plus, en Egypte et au Soudan, de biens, droits et intérêts susceptibles d'être libérés.

Je confirme vos déclarations relatives aux valeurs appartenant à des ressortissants allemands et faisant l'objet d'une instance entre l'« Alien Property Custodian » américain et le « Public Trustee » du Royaume-Uni, d'une part, et certains ressortissants allemands, d'autre part. Le Gouvernement du Royaume-Uni est prêt, lors de l'adoption définitive du plan des experts, et au reçu d'une indemnité satisfaisante fixée provisoirement à 520 000 livres sterling, à prendre les mesures nécessaires pour se désister de ladite instance et pour abandonner ses réclamations concernant lesdites valeurs.

Je constate, en outre, que les cas désignés dans la liste jointe à votre communication ont été rayés de la liste des cas que vous aviez exceptés de la libération et que les biens, droits et intérêts allemands, qui figurent à la liste jointe à votre communication, seront libérés et remis aux ayants-droit allemands.

Recevez, etc.

DIECKHOFF.

N° 2353.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PAYS-BAS**

Accord entre l'Administration des Postes du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et l'Administration des Postes de Surinam concernant l'échange de colis grevés de remboursement, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 7 janvier, et à Paramaribo, le 10 février 1930.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND THE NETHERLANDS**

Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of Surinam for the Exchange of Parcels subject to Trade Charges, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, January 7, and at Paramaribo, February 10, 1930.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

No. 2353. — AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF SURINAM FOR THE EXCHANGE OF PARCELS SUBJECT TO TRADE CHARGES. SIGNED AT LONDON, JANUARY 7, AND AT PARAMARIBO, FEBRUARY 10, 1930.

N^o 2353. — OVEREENKOMST TUSCHEN DE POSTADMINISTRATIE VAN SURINAME EN DE POSTADMINISTRATIE VAN HET VEREENIGDE KONINKRIJK VAN GROOT BRITANNIE EN NOORD-IERLAND BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN POSTPAKKETTEN BELAST MET VERREKENING. GETEEKEND TE LONDEN 7 JANUARI 1930 EN TE PARAMARIBO 10 FEBRUARI 1930.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 juin 1930.

English and Dutch official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place June 19, 1930.

Article 1.

In this Agreement and in the Detailed Regulations appended thereto the expression "the United Kingdom" means Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

Artikel 1.

In deze Overeenkomst en in het daarbij behorende Reglement van Uitvoering wordt onder het Vereenigde Koninkrijk tevens verstaan Groot-Brittannië en Noord-Ierland, de Kanaal-eilanden en het eiland Man.

Article 2.

Between the United Kingdom and Surinam there shall be a regular exchange by way of British Guiana of parcels subject to the collection of Trade Charges.

Artikel 2.

Tusschen het Vereenigde Koninkrijk en Suriname zal door bemiddeling van Britsch Guyana eene geregelde uitwisseling van verrekenpakketten plaats vinden.

Article 3.

1. The maximum amount of a Trade Charge in the case of parcels for delivery in the United

Artikel 3.

1. Het maximum verrekenbedrag van pakketten, bestemd voor het Vereenigde Konin-

Kingdom shall be fixed at £40 per parcel, and, in the case of parcels for delivery in Surinam, at fl.480 per parcel.

2. In calculating the amount of a Trade Charge fractions of a penny or of a cent shall be ignored.

Article 4.

1. Each of the two contracting Postal Administrations shall have the power to fix the special fee to be levied in its own country from the sender of a parcel subject to a Trade Charge. This fee shall not exceed : —

(a) 2½d. for each £1 or fraction of £1 to be collected, in the case of parcels posted in the United Kingdom.

(b) 10 cents for each fl.10 or fraction of fl.10 to be collected, in the case of parcels posted in Surinam.

2. Each Administration shall communicate to the other the special fee fixed in its service by virtue of the preceding paragraph, as well as any alteration subsequently made in it.

3. This fee shall be shared between the Postal Administration of the country of origin and that of the country of destination in the manner prescribed in the Detailed Regulations.

Article 5.

1. In addition to the special fee fixed by the preceding Article, the Postal Administration of the country in which a parcel subject to a Trade Charge is posted may collect a posting fee from the sender, and the Postal Administration of the country of destination of a parcel subject to a Trade Charge may collect a delivery fee from the addressee.

2. The posting fee shall not exceed :

(a) In the case of a parcel posted in the United Kingdom, 2d. per parcel.

(b) In the case of a parcel posted in Surinam, 15 cents per parcel.

krijk is bepaald op £40 per pakket en van die, bestemd voor Suriname, op 480 gulden per pakket.

2. Bij het berekenen van een verrekenbedrag, zullen gedeelten van een penny of van een cent worden verwaarloosd.

Artikel 4.

1. Elke administratie heeft de bevoegdheid het bijzondere recht te bepalen dat in haar eigen land van den afzender van een verrekenpakket geheven zal worden. Dit recht zal niet hooger mogen zijn dan :

(a) 2½d. voor elke £ of gedeelte van een £ van het in te vorderen bedrag van pakketten, ter post bezorgd in het Vereenigde Koninkrijk.

(b) f 0.10 voor iedere 10 gulden of gedeelte van 10 gulden van het in te vorderen bedrag van pakketten, ter post bezorgd in Suriname.

2. De Administraties zullen elkander mededeeling doen van het, krachtens de vorige paragraaf, door haar voor haren dienst vastgestelde bijzondere recht, zoomede van alle veranderingen, welke daarin in het vervolg mochten aangebracht.

3. Dit recht zal gedeel worden tusschen het land van oorsprong en dat van bestemming op de wijze, in het Reglement van Uitvoering voorgescreven.

Artikel 5.

1. Behalve het bijzondere recht, vastgesteld in het vorige artikel, mag de Postadministratie van het land, waar het verrekenpakket ter post is bezorgd, van den afzender een aanbiedingsrecht en de Postadministratie van het land van bestemming van den geadresseerde een uitreikingsrecht heffen.

2. Het aanbiedingsrecht zal niet hooger mogen zijn dan :

(a) voor pakketten, ter post bezorgd in het Vereenigde Koninkrijk 2d. per pakket.

(b) voor pakketten, ter post bezorgd in Suriname, 15 cents per pakket.

3. The delivery fee shall not exceed :

- (a) In the case of a parcel delivered in the United Kingdom, 4d. per parcel.
 (b) In the case of a parcel delivered in Surinam, 25 cents per parcel.

4. Each of the two Postal Administrations shall communicate to the other the special fees fixed in its service by virtue of this Article, as well as any alterations subsequently made in them.

5. These fees shall be retained by the Administration which collects them.

Article 6.

The amounts of Trade Charges collected shall be liquidated by means of Trade Charge Money Orders, which shall be issued free of all charges. The amount of a Trade Charge Money Order which cannot be delivered shall remain at the disposal of the country of origin of the parcel on which the Trade Charge is payable.

Article 7.

1. The loss of a parcel subject to a Trade Charge shall entail responsibility upon the postal service in the same conditions as are in force for parcels not subject to Trade Charges.

2. After the delivery of a parcel, the Postal Administration of the country of destination shall be responsible for the amount of the Trade Charge, unless it can prove that the parcel and the relative Despatch Note did not, when transmitted to its service, bear the indications prescribed on the Detailed Regulations for parcels subject to Trade Charges.

Nevertheless, an application as to the disposal of the amount of a Trade Charge shall only be entertained if made within a year of the posting of the parcel.

Article 8.

The sender of a parcel posted under this arrangement may not have the amount of the Trade Charge cancelled or altered after posting.

3. Het uitreikingsrecht zal niet hooger mogen zijn dan :

- (a) voor pakketten uitgereikt in het Vereenigde Koninkrijk 4d. per pakket.
 (b) voor pakketten uitgereikt in Suriname 25 cents per pakket.

4. De Postadministraties zullen elkander mededeeling doen van de bijzondere rechten, die voor haren dienst, krachtens dit artikel, zijn vastgesteld, zoomede van alle wijzigingen, welke in het vervolg daarin mochten worden aangebracht.

5. Deze rechten zullen worden behouden door de Administratie, die ze int.

Artikel 6.

De ingevorderde verrekenbedragen zullen worden vereffend door middel van Verrekeningspostwissels, welke vrij zijn van alle rechten. Voor het geval een verrekeningspostwissel niet mocht kunnen worden uitbetaald, zal het bedrag er van ter beschikking blijven van de Postadministratie van het land van oorsprong van het pakket, waarop het verrekenbedrag is betaalbaar gesteld.

Artikel 7.

1. Bij verlies van een verrekenpakket zal de aansprakelijkheid van den postdienst geregeld worden op de wijze, voor deze aangelegenheid bepaald voor gewone pakketten.

2. Na de uitreiking van een pakket is de Postadministratie van het land van bestemming verantwoordelijk voor het verrekenbedrag, tenzij zij kan bewijzen, dat op het pakket en op de adreskaart, bij ontvangst in haren dienst, de in het Reglement van Uitvoering voorgeschreven aanwijzingen ontbraken. Niettemin zal eene reclame betrekkelijk een verrekenbedrag alleen ontvankelijk zijn, indien zij is ingediend binnen een jaar na de ter post bezorging van het pakket.

Artikel 8.

Het is aan den afzender van een pakket, ter post bezorgd ingevolge deze Overeenkomst, niet toegestaan om na de ter post bezorging het verrekenbedrag op te heffen of daarin wijziging te brengen.

Article 9.

The two contracting Postal Administrations undertake to admit parcels subject to Trade Charges in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charges collected on such parcels shall be drawn up and settled directly between the Postal Administrations of the country of origin and the country of destination of the parcels subject to Trade Charges.

Article 10.

The two contracting Postal Administrations shall be empowered to fix by common consent the measures of detail necessary for ensuring the performance of the present Agreement and to modify them from time to time in accordance with the needs of the service.

Article 11.

This Agreement shall come into force on a date to be agreed upon between the two Postal Administrations. It shall remain in force until the expiry of one year from the date on which either Administration shall give notice to the other of its intention to terminate it.

Done in duplicate at London, the 7th day of January 1930, and at Paramaribo, the 10th day of February 1930.

(Signed) H. B. LEES-SMITH.

Artikel 9.

De beide contracteerende Postadministraties komen overeen om over hunne diensten transitpakketten, belast met verrekening, toe te laten. Evenwel zullen de rekeningen, betrekking hebbende op de ingevorderde verrekenbedragen van dusdanige pakketten, opgemaakt en aan-gezuiverd worden tusschen de Postadministraties van herkomst en van bestemming der verrekenpakketten.

Artikel 10.

De beide contracteerende Postadministraties zijn bevoegd om, in gemeen overleg, de noodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze overeenkomst en om daarin van tijd tot tijd wijzigingen aan te brengen, in overeenstemming met de eischen van den dienst.

Artikel 11.

Deze overeenkomst zal van kracht worden op een door de Postadministraties overeen te komen tijdstip. Zij zal van kracht blijven tot het verstrijken van één jaar, gerekend van af den datum, waarop één der Administratiën aan de andere haar verlangen zal hebben medegedeeld, om ze te beëindigen.

Gedaan in tweevoud te Paramaribo op den 10n Februari 1930, en te Londen op den 7n Januari 1930.

De Administrateur van Financiën, daartoe gemachtigd bij resolutie van den Gouverneur van Suriname van 30 Juni 1927 No. 1877.

(Signed) PREY.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF SURINAM FOR THE EXCHANGE OF PARCELS SUBJECT TO TRADE CHARGES.

Article I.

1. On parcels subject to Trade Charges, and on the Despatch Notes relating to them, the word " Remboursement " shall be written or printed boldly beside the address, and after it the amount of the Trade Charge shall be shown in Latin characters, in the money of the country of origin, without erasure or correction, even if certified.

2. Each parcel subject to a Trade Charge must be accompanied by a separate Despatch Note.

3. Each parcel subject to a Trade Charge and the relative Despatch Note shall bear an orange, coloured label with the word *Remboursement* in Latin characters.

4. The sender of a parcel posted under this arrangement may request, at the time of posting, that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative shall be admissible. If the sender avails himself of this facility, his request shall be entered on the cover of the parcel and on the back of the relative Despatch Note. In the absence of a definite request for abandonment, a parcel which is not deliverable at the original address (or at the alternative address, if one is furnished) shall be returned to the sender without previous notification and at his expense.

Article II.

Every parcel subject to a Trade Charge shall be entered as such by the Post Office of the

REGLEMENT

VAN UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST TUSCHEN DE POSTADMINISTRATIE VAN SURINAME EN DE POSTADMINISTRATIE VAN HET VEREENIGDE KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIE EN NOORD-IERLAND BETREKKELIJK DE UITWISSELING VAN POSTPAKKETTEN BELAST MET VERREKENING.

Artikel I.

1. Op verrekenpakketten en op de daarbij behorende adreskaarten wordt het woord " Remboursement " duidelijk geschreven of gedrukt, naast het adres geplaatst, gevolgd door het verrekenbedrag in latijnsch schrift, in de munt van het land van oorsprong. Raderingen of verbeteringen zijn niet toegelaten, zelfs als zij gewaarmerkt zouden zijn.

2. Elk verrekenpakket moet vergezeld zijn van een afzonderlijke adreskaart.

3. De verrekenpakketten, zowel als de daarbij behorende adreskaarten, zullen voorzien zijn van een oranjekleurig etiket, waarop het woord *Remboursement* in latijnsche letters vermeld is.

4. De afzender van een pakket, ter post bezorgd ingevolge deze Overeenkomst, kan, bij de aanbieding er van, verklaren, dat hij, bij onbestelbaarheid van het pakket aan den geadresseerde, er afstand van doet, of verzoeken, dat het uitgereikt wordt aan een tweede adres in het land van bestemming. Geen andere wijze van beschikking over het pakket is toegelaten. Indien de afzender gebruik maakt van een der vorengenoemde bevoegdheden, zal hiervan op den omslag van het pakket en op den rug van de adreskaart worden melding gemaakt. Bij ontstentenis van eene bepaalde verklaring van den afzender, dat hij, in geval van onbestelbaarheid van het pakket ervan afstand doet, zal een pakket, dat noch aan het oorspronkelijke adres noch aan het tweede, door hem opgegeven adres bestelbaar is, zonder voorafgaande kennisgeving en op zijne kosten aan hem worden teruggezonden.

Artikel II.

Elk verrekenpakket zal, als zoodanig door, het postkantoor van het land van herkomst

country of origin on the parcel bill of the mail in which the parcel is despatched.

Article III.

1. Every parcel subject to a Trade Charge shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form in conformity with, or analogous to, the specimen B annexed to the present Agreement. This Money Order form, which shall be attached to the Despatch Note, shall bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the country of origin, and shall show, as a general rule, the sender of the parcel as payee of the Order. Each of the two Postal Administrations may, however, have the Orders relating to the parcels originating in its service addressed to the Offices of origin of the parcels or to other Offices.

2. Entries in pencil shall not be allowed on Trade Charge Money Orders.

Article IV.

Except by contrary agreement between the contracting Postal Administrations, the amounts of the Trade Charge Orders shall be converted into the currency of the country of destination by the Postal Administration of that country, which shall use for this purpose the same rate of conversion as it uses for the conversion of ordinary Money Orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article V.

1. Immediately after collecting a Trade Charge the Office of destination, or any other Office designated by the Postal Administration of the country of destination, shall fill in the part "Indications de Service" of the Trade Charge Order form, and, after impressing it with its datestamp, return it to the country of origin.

2. Trade Charge Money Orders shall be paid under the conditions determined by each Administration, with a view to ensuring the payment of the amounts to the senders of the parcels.

ingeschreven worden op de Advieslijst der postpakketten van de mail, waarmede het pakket wordt verzonden.

Artikel III.

1. Elk verrekenpakket zal vergezeld gaan van een Verrekeningspostwissel formulier in overeenstemming met of gelijkloidend aan het aan deze Overeenkomst gehechte model B. Dit formulier, dat aan de adreskaart wordt gehecht, vermeldt het verrekenbedrag in de munt van het land van herkomst en zal als algemeenen regel den afzender van het pakket als geadresseerde van den wissel aanduiden. Elke Postadministratie heeft evenwel het recht om te verlangen, dat de verrekeningspostwissels, betrekking hebbende op pakketten, afkomstig van haren dienst, toegezonden worden aan de kantoren van herkomst van de pakketten of aan andere kantoren.

2. Aanteekeningen in potloodschrift, zijn op verrekeningspostwissels niet toegelaten.

Artikel IV.

Tenzij tusschen de contracteerende Postadministratiën anders wordt overeengekomen, zullen de bedragen van de Verrekeningspostwissels door de Postadministratie van het land van bestemming herleid worden in de munt van dit land. Voor deze herleiding zal dezelfde maatstaf gelden als die, gebruikelijk voor de herleiding van de gewone postwissels, die het afgeeft op het land van oorsprong van de pakketten.

Artikel V.

1. Onmiddellijk nadat het verrekenbedrag geïnd is, zal door het kantoor van bestemming de Postadministratie van het land van bestemming is aangewezen, de bestemde ruimte voor of door eenig ander kantoor, dat daarvoor door « Indications de Service » van het verrekeningspostwisselformulier worden ingevuld en de verrekeningspostwissel, na voorzien te zijn van den dagstempel, teruggezonden worden naar het land van herkomst.

2. Verrekeningspostwissels worden betaald op de wijze, bepaald door iedere Administratie ten einde de Betaling van de bedragen aan de afzenders der pakketten te verzekeren.

Article VI.

1. Parcels subject to the collection of Trade Charges may be re-directed if the new country of destination maintains with that of origin an exchange of Trade Charge parcels. The parcels shall, in case of re-direction, be accompanied by the Trade Charge Order forms made out in the service of the country of origin. The Postal Administration of the new country of destination shall act in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it.

2. In case of an application for re-direction to a country which does not maintain with that of origin an exchange of Trade Charge parcels, the parcel shall be treated as one which cannot be delivered.

Article VII.

1. Trade Charge Order forms relating to parcels which, for any reason whatever, are returned to origin shall be cancelled by the Office which returns the parcels, and shall be annexed to the Despatch Notes.

2. When Trade Charge Order forms are mislaid, lost or destroyed before the collection of the Trade Charge, the Office of destination shall prepare duplicates entering thereon those particulars which the despatching Office would have furnished.

3. Trade Charge Money Orders mislaid, lost or destroyed after the collection of the Trade Charge shall likewise be replaced by duplicates, or by authorities to pay, after proof by the two Offices that the Orders have not been paid or refunded.

Article VIII.

1. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of validity fixed by the Agreement concluded between the two contracting

Artikel VI.

1. Verrekenpakketten kunnen worden doorgezonden naar een ander land, indien dit nieuwe land van bestemming met het land van oorsprong een dienst tot uitwisseling van verrekenpakketten onderhoudt. De pakketten zullen bij doorzending vergezeld gaan van de verrekeningspostwisselformulieren, opgemaakt door den dienst van herkomst. De Postadministratie van het nieuwe land van bestemming zal ten aanzien van de verrekening van het verrekenbedrag handelen alsof het pakket rechtstreeks aan dat kantoor was gezonden.

2. In geval van een verzoek om doorzending naar een land, dat geen dienst tot uitwisseling van verrekenpakketten met het land van oorsprong onderhoudt, zal met het pakket gehandeld worden, zooals is voorgeschreven voor onbestelbare pakketten.

Artikel VII.

1. Verrekeningspostwisselformulieren, betrekking hebbende op pakketten, die, onverschillig om welke reden, naar het kantoor van oorsprong worden teruggezonden, zullen onbruikbaar worden gemaakt (cancelled) door het land, dat ze terugzendt en gehecht worden aan de betrekkelijke adreskaarten.

2. Wanneer verrekeningspostwisselformulieren in het ongereede zijn geraakt, of verloren of vernietigd zijn vóór de invordering van het verrekenbedrag heeft plaats gevonden, zal het kantoor van bestemming daarvan duplicaten opmaken en daarin opnemen de gegevens, welke het kantoor van afzending mocht hebben verstrekt.

3. Verrekeningspostwissels, die in het ongereede zijn geraakt of verloren of vernietigd zijn, nadat het verrekenbedrag is geïnd, worden eveneens vervangen door duplicaten, of door machtigingen tot betaling, nadat de twee kantoren de zekerheid hebben verkregen, dat de wissels niet uitbetaald of vergoed zijn.

Artikel VIII.

1. Verrekeningspostwissels, waarvan de uitreiking aan de rechthebbenden niet mogelijk is geweest binnen den geldigheidsduur, vastgesteld in de tusschen de beide contracteerende

Postal Administrations for the exchange of Money Orders shall, at the expiration of the period of validity, be receipted by the Administration of the country of payment, and shall be claimed from the Administration which issued them.

2. Trade Charge Money Orders which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within the period of validity fixed by the Agreement concluded between the two Administrations for the exchange of Money Orders, shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Administration which issued the Orders, as soon as it has been able to ascertain that the originals have not been paid within the period of validity. They shall be receipted by the Administration of the country of destination, and claimed by it in the first account rendered after their receipt.

3. The Administration issuing a Trade Charge Money Order shall notify the other Administration of the amount of the Order if not claimed within the period of validity.

Article IX.

1. Trade Charge Money Orders of which payment cannot be effected for one of the following reasons :

- (i) Incorrect, insufficient, or doubtful description of the name or residence of the payees ;
- (ii) Differences or omissions of names or amounts ;
- (iii) Erasures or alterations of the entries ;
- (iv) Omission of stamps, signatures or other service indications ;
- (v) Use of irregular forms ;

shall be corrected by the Office which has issued them.

2. For this purpose, the Orders shall be returned as soon as possible, officially registered, to the Office of origin by the Office of destination.

Postadministraties gesloten Postwisselovereenkomst, zullen, bij het verstrijken van den geldigheidsduur, voor voldaan geteekend worden door de Administratie van het land van betaling en ingevorderd worden van de Administratie van afgifte.

2. Verrekeningspostwissels, welke zijn uitgeleerd aan den rechthebbende, doch waarvan het bedrag niet door hem is in ontvangst genomen binnen den geldigheidsduur, vastgesteld in de tusschen de beide Administraties gesloten Postwisselovereenkomst, zullen worden vervangen door machtigingen tot uitbetaling. Deze machtigingen tot uitbetaling zullen worden opgemaakt door de Administratie van afgifte van de wissels, zoodra de zekerheid is verkregen, dat de oorspronkelijke wissels niet zijn uitbetaald binnen den geldigheidsduur. Zij zullen voor voldaan geteekend worden door de Administratie van bestemming en opgevorderd worden bij de eerste afrekening na ontvangst.

3. De Administratie die een Verrekeningspostwissel afgeeft, zal, voor het geval het bedrag van dezen wissel niet binnen den geldigheidsduur is ingevorderd, hiervan aan de andere Administratie kennisgeven.

Artikel IX.

1. Verrekeningspostwissels, waarvan de betaling niet kan plaats vinden om een van de navolgende redenen, t. w. :

- (i) Onjuiste, onvoldoende of twijfelachtige omschrijving van den naam of de woonplaats van den rechthebbende ;
- (ii) Verschillen of weglatingen van namen of bedragen ;
- (iii) Radeeringen of veranderingen van het geschrevene ;
- (iv) Ontbreken van stempels, handteekeningen of andere dienstaanwijzingen ;
- (v) Gebruik van andere dan de voorgeschreven formulieren ;

zullen worden verbeterd door het kantoor van afgifte.

2. Tot dat doel zullen de wissels, ambtshalve aangeteekend, zoo spoedig mogelijk aan het kantoor van herkomst door het kantoor van bestemming worden teruggezonden.

Article X.

1. The settlement relative to Trade Charge Money Orders paid by each of the two Postal Administrations on behalf of the other shall be effected by means of supplements (specimen A annexed) to the detailed Accounts of Money Order transactions between the two Administrations.

2. In the Trade Charge accounts, which shall be accompanied by the paid and receipted Trade Charge Money Orders, the orders shall be entered in alphabetical sequence of the Offices of issue and in numerical sequence of their issue at those Offices. At the end of the account the Administration which has drawn it up shall deduct from the total sum of its credit a half percent., representing the share of the other Administration in the Trade Charge fee.

3. The total of the Trade Charge Account shall be included in the detailed Money Order Account for the same period, and settled as part of the General Account in respect of Money Orders. The verification of the Trade Charge Accounts shall be effected according to the provisions of the Agreement governing the exchange of Money Orders between the two Administrations.

Article XI.

The present Regulations shall be brought into operation on the day on which the Agreement comes into force. They shall have the same duration as the Agreement.

Done in duplicate at London, the 7th day of January 1930, and at Paramaribo, the 10th day of February 1930.

(Signed) H. B. LEES-SMITH.

Artikel X.

1. De vereffening van verrekeningspostwissels, door de eene Administratie ten behoeve van de andere uitbetaald, zal geschieden door middel van suppletiestaten, opgemaakt overeenkomstig het hieraangehechte model A, en gevoegd bij de gespecificeerde rekeningen betreffende den postwisseldienst tusschen de beide Administratiën.

2. De verrekeningsrekeningen zullen vergezeld gaan van de betaalde en voor ontvangst geteekende verrekeningspostwissels, welke op de rekening ingeschreven worden in alfabetische volgorde van de kantoren van afgifte en in volgorde van de nummers van afgifte op die kantoren. Aan het slot van de rekening zal de Administratie, die deze heeft opgemaakt, van het credit-totaal een half procent aftrekken vormende dit bedrag het gedeelte van het recht, dat aan de andere Administratie toekomt.

3. Het totaal van de verrekeningsrekening zal opgenomen worden in de gespecificeerde postwisselrekening over hetzelfde tijdvak en vereffend worden als een deel van de Algemeene postwisselrekening. Het onderzoek naar de juistheid der rekening van de verrekeningspostwissels zal geschieden overeenkomstig de bepalingen van de Postwisselovereenkomst tusschen de beide Administratiën.

Artikel XI.

Dit Reglement zal in werking treden op den dag waarop de Overeenkomst in werking treedt. Het zal denzelfden duur hebben als de Overeenkomst.

Gedaan in tweevoud te Paramaribo op den 10n Februari 1930, en te Londen op den 7m Januari 1930.

De Administrateur van Financiën, daartoe gemachtigd bij resolutie van den Gouverneur van Suriname van 30 Juni No. 1877.

(Signed) PREY.

B.

COUPON
 (May be detached by the Payee.)
 (Peut être détaché par le destinataire.)
 of (du)
 INTERNATIONAL TRADE
 CHARGE
 MONEY ORDER
 (Mandat de remboursement international)

for the sum of
 (de la somme de)
 £ : s. : d.

for the parcel
 (pour le colis)

No. { posted (déposé)

on the (le) } 192.

at (à)

(par) } M

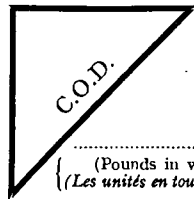
addressed to
 (à l'adresse de)

M

POST OFFICE OF
 (Administration des Postes)

GREAT BRITAIN
 de la Grande-Bretagne)

INTERNATIONAL TRADE CHARGE MONEY ORDER.
 (Mandat de remboursement international.)



for the sum of } £ _____ s. : _____ d. (In figures. Not to include a fraction of a penny.)

_____ pounds _____ shillings _____ pence
 (Pounds in words) (For the parcel) No. _____
 (Les unités en toutes lettres) (Pour le colis)

Date Stamp

of Office of posting

Payable to } _____
 (Payable à)

Address } _____
 (Adresse)

Country } _____
 (Pays du destinataire)

SERVICE INSTRUCTIONS (Indications de Service)

to be filled up by the Office which delivers the parcel after the collection of the Trade Charge.
 (à remplir par l'Office destinataire du colis après l'encaissement du montant du remboursement)

Number for Order (Numéro d'émission) } _____
 Date of issue (Date d'émission) } _____
 Office of issue (Bureau d'émission) } _____
 Country of issue (Pays d'émission) } _____
 Signature of issuing officer (Signature de l'Agent) } _____

Good for (Bon pour)
 £ _____ s. _____ d.
 the equivalent of (soit)

 (Currency of the country of destination of the parcel.)
 (Monnaie du pays destinataire du colis.)

(Date stamp of issuing office)

(Timbre du bureau d'émission)

This Trade Charge Money Order must be returned to }
 (Le présent mandat de remboursement doit être envoyé à)

The Controller, Money Order Department.
 LONDON, ENGLAND.

P.P. 72 (Revd. 44214/24).

RECEIPT OF PAYEE.

(Quittance du destinataire.)

RECEIVED THE SUM INDICATED ON THE OTHER SIDE.

(Reçu la somme indiquée d'autre part.)

Place }
(Lieu) }

Date } 193.....
(Le) }

Signature of the Payee }
(Signature du destinataire) }

Date Stamp of Office of Payment.

(Timbre du bureau payeur.)



¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2353. — ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE SURINAM, CONCERNANT L'ÉCHANGE DE COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT. SIGNÉ A LONDRES, LE 7 JANVIER, ET A PARAMARIBO, LE 10 FÉVRIER 1930.

Article premier.

Dans le présent accord et dans le règlement d'application qui y est joint, le terme « Royaume-Uni » vise la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les Iles anglo-normandes et l'île de Man.

Article 2.

Entre le Royaume-Uni et Surinam, il est institué, via la Guyane britannique, un échange régulier de colis grevés de remboursement.

Article 3.

1. Le montant maximum du remboursement est fixé à £40 par colis, en ce qui concerne les colis livrables dans le Royaume-Uni, et à 480 florins par colis, pour ce qui est des colis livrables à Surinam.
2. En calculant le montant du remboursement, on ne tiendra pas compte des fractions d'un penny ou d'un cent.

Article 4.

1. Chacune des deux administrations postales contractantes aura le droit de fixer la taxe spéciale que devra acquitter, dans son propre pays, l'expéditeur d'un colis grevé de remboursement. Cette taxe ne dépassera pas :

- a) 2 ½ pence par £1 ou fraction de £1 à percevoir, en ce qui concerne les colis mis à la poste dans le Royaume-Uni.
- b) 10 cents par 10 florins ou fraction de 10 florins à percevoir, en ce qui concerne les colis mis à la poste à Surinam.

2. Chaque administration fera connaître à l'autre la taxe spéciale applicable dans ses services en vertu du paragraphe précédent, ainsi que toutes modifications ultérieures apportées à cette taxe.

3. Ladite taxe sera partagée entre l'administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination de la façon prévue par le Règlement d'application.

Article 5.

1. Outre la taxe spéciale, fixée par l'article précédent, l'administration postale du pays dans lequel un colis grevé de remboursement est mis à la poste, peut exiger de l'expéditeur le paiement

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

d'une taxe d'expédition, et l'administration postale du pays de destination d'un colis grevé de remboursement peut exiger du destinataire le paiement d'une taxe de livraison.

2. La taxe d'expédition ne dépassera pas :

- a) 2 pence par colis, en ce qui concerne les colis mis à la poste dans le Royaume-Uni ;
- b) 15 cents par colis, en ce qui concerne les colis mis à la poste à Surinam.

3. La taxe de livraison ne dépassera pas :

- a) 4 pence par colis, en ce qui concerne les colis livrés dans le Royaume-Uni ;
- b) 25 cents par colis, en ce qui concerne les colis livrés à Surinam.

4. Chacune des deux administrations postales fera connaître à l'autre les taxes spéciales applicables dans ses services en vertu du présent article, ainsi que toutes modifications ultérieures apportées à cette taxe.

5. Ces taxes sont acquises à l'administration qui les perçoit.

Article 6.

Les sommes perçues à titre de remboursement seront liquidées au moyen de mandats de remboursement, qui seront émis gratuitement. Le montant d'un mandat de remboursement qui ne pourra pas être payé, restera à la disposition de l'administration postale du pays d'origine du colis grevé de remboursement.

Article 7.

1. La perte d'un colis grevé de remboursement engagera la responsabilité de l'administration postale dans les mêmes conditions que la perte d'un colis non grevé de remboursement.

2. Après la livraison d'un colis, l'administration postale du pays de destination sera responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que le colis et le bulletin d'expédition y afférents ne portaient pas, au moment où ils ont été transmis à l'Administration en question les indications prescrites par le règlement d'application pour les colis grevés de remboursement.

Toutefois, il ne sera donné suite à des réclamations concernant le versement du montant du remboursement que si lesdites réclamations sont formulées dans l'année qui suivra l'expédition du colis.

Article 8.

L'expéditeur d'un colis, mis à la poste conformément au présent accord, ne pourra demander, après l'expédition, ni la suppression ni la modification du montant du remboursement.

Article 9.

Les deux administrations postales contractantes conviennent d'admettre dans leurs services le transit de colis grevés de remboursement. Les comptes afférents aux remboursements perçus sur lesdits colis seront établis et réglés directement entre l'administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination des colis grevés de remboursement.

Article 10.

Les deux administrations postales contractantes auront le droit de prendre, d'un commun accord, les mesures de détail nécessaires pour assurer l'exécution du présent accord, et de les modifier de temps à autre, selon les besoins du service.

Article II.

Le présent accord entrera en vigueur à la date que les deux Administrations postales contractantes fixeront d'un commun accord. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir du jour où l'une des deux administrations aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 7 janvier 1930, et à Paramaribo, le 10 février 1930.

L'Administrateur des Finances ayant reçu pouvoir à cet effet en vertu d'une décision du Gouverneur de Surinam, en date du 30 juin 1927, N° 1877.

(Signé) H. B. LEES-SMITH.

(Signé) PREY.

RÈGLEMENT D'APPLICATION

DE L'ACCORD INTERVENU ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE SURINAM, CONCERNANT L'ÉCHANGE DE COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT.

Article premier.

1. Sur les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents, devra être écrit ou imprimé de façon nette et apparente, à côté de l'adresse, le mot « Remboursement » et, après ce mot, sera indiqué en caractères latins le montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine, sans grattage ni corrections, même certifiés.

2. Chaque colis grevé de remboursement devra être accompagné d'un bulletin d'expédition distinct.

3. Chaque colis grevé de remboursement et le bulletin d'expédition y afférent devront être pourvus d'une étiquette de couleur orange portant le mot « Remboursement » en caractères latins.

4. L'expéditeur d'un colis mis à la poste sous le régime institué par le présent accord, peut demander, au moment de l'expédition, que, dans le cas où le colis ne pourrait pas être livré à l'adresse indiquée, il devra *a)* être considéré comme abandonné ; *b)* être présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune alternative ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande sera inscrite sur l'emballage du colis et au verso du bulletin d'expédition y afférent. Si l'expéditeur n'a pas demandé formellement que le colis soit éventuellement considéré comme abandonné, tout colis qui ne peut être remis à l'adresse primitive (ni à la seconde adresse s'il en est indiqué une) sera renvoyé à l'expéditeur, sans notification préalable et à ses frais.

Article II.

Tout colis grevé de remboursement sera inscrit comme tel par le bureau de poste du pays d'origine sur le bordereau d'expédition du courrier par lequel le colis est expédié.

Article III.

1. Tout colis grevé de remboursement sera accompagné d'un mandat de remboursement conforme ou analogue au modèle B annexé au présent accord. Ce mandat de remboursement, qui

devra être fixé au bulletin d'expédition, portera l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine, et mentionnera, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Chacune des deux Administrations des Postes pourra toutefois demander que les mandats afférents aux colis qui proviennent de ses services soient adressés aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux.

2. Aucune inscription au crayon ne sera admise sur les mandats de remboursement.

Article IV.

Sauf arrangement contraire entre les administrations postales contractantes, le montant des mandats de remboursement sera converti dans la monnaie du pays de destination par l'administration des postes de ce pays, qui appliquera à cet effet le même taux de conversion que pour la conversion des mandats-poste ordinaires tirés sur le pays d'origine des colis.

Article V.

1. Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'administration des postes du pays de destination, remplira la colonne « Indications de service » du mandat de remboursement et renverra ce dernier au pays d'origine, après y avoir apposé le timbre à date.

2. Les mandats de remboursement seront payés dans les conditions que fixera chaque administration aux fins d'assurer le paiement des sommes dues aux expéditeurs des colis.

Article VI.

1. Les colis grevés de remboursement pourront être acheminés vers une autre destination, s'il existe entre le nouveau pays de destination et le pays d'origine un service d'échange de colis grevés de remboursement. En cas d'acheminement sur une nouvelle destination, les colis devront être accompagnés des mandats de remboursement établis par les services du pays d'origine. L'administration des postes du nouveau pays de destination assurera le règlement du remboursement comme si le colis lui avait été expédié directement.

2. Si l'intéressé demande que le colis soit acheminé sur un pays qui n'entretient pas avec le pays d'origine un service d'échange de colis grevés de remboursement, le colis sera traité comme un colis dont la livraison ne peut pas être assurée.

Article VII.

1. Les formulaires des mandats de remboursement afférents à des colis qui, pour une raison quelconque, sont renvoyés au lieu d'origine, seront annulés par le bureau qui effectue leur renvoi et seront annexés aux bulletins d'expédition.

2. Lorsque des mandats de remboursement sont égarés, perdus ou détruits avant l'encaissement du montant du remboursement le bureau de destination établira des doubles, en y inscrivant toute les mentions qu'aurait fournies le bureau d'expédition.

3. Les mandats de remboursement égarés, perdus ou détruits après l'encaissement du montant du remboursement, seront également remplacés par des doubles, ou par des ordres de paiement, dès que les deux bureaux auront établi que les mandats n'ont été ni payés ni remboursés.

Article VIII.

1. Les mandats de remboursement qu'il n'aura pas été possible de délivrer aux bénéficiaires avant l'expiration du délai de validité fixé par l'accord conclu entre les deux administrations postales contractantes au sujet de l'échange des mandats-poste, seront, à l'expiration du délai de validité, acquittés par l'administration du pays de paiement, et celle-ci en demandera le remboursement à l'administration qui a émis lesdits mandats.

2. Les mandats de remboursement qui ont été délivrés aux bénéficiaires et dont ceux-ci n'auront pas réclamé le paiement avant l'expiration du délai de validité fixé par l'accord conclu entre les deux administrations au sujet de l'échange des mandats-poste, seront remplacés par des ordres de paiement. Ces ordres de paiement seront établis par l'administration qui a émis les mandats, aussitôt qu'elle aura été en mesure d'établir que les originaux n'ont pas été payés dans le délai de validité. Ils seront acquittés par l'administration du pays de destination qui en demandera le remboursement dans le premier décompte qu'elle établira après réception desdits ordres de paiement.

3. Si le montant d'un mandat de remboursement n'a pas été réclamé à l'expiration du délai de validité, l'administration qui a émis ledit mandat de remboursement en informera l'autre administration.

Article IX.

1. Les mandats de remboursement dont le paiement ne peut pas être assuré pour l'une des raisons suivantes :

I^o Parce que le nom ou le domicile des bénéficiaires a été indiqué d'une manière inexacte, insuffisante ou douteuse ;

II^o Parce que les noms ou les montants sont différents ou ont été omis ;

III^o Parce que des mentions ont été grattées ou modifiées ;

IV^o Parce qu'on a omis d'apposer des timbres ou des signatures ou d'autres indications de service ;

V^o Parce que des formulaires irréguliers ont été employés, seront rectifiés par le bureau qui a émis lesdits mandats de remboursement.

2. A cet effet, le bureau de destination renverra les mandats au bureau d'origine, aussitôt que possible, sous pli officiellement recommandé.

Article X.

1. Le règlement des comptes relatifs aux mandats de remboursement payés par chacune des deux administrations des postes pour le compte de l'autre, sera effectué au moyen de décomptes supplémentaires (modèle A ci-annexé), joints aux décomptes détaillés des mandats-poste échangés entre les deux administrations.

2. Dans les décomptes des remboursements, qui devront être accompagnés des mandats payés et dûment acquittés, les mandats seront énumérés dans l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et d'après les numéros d'ordre qui y ont été inscrits par ces bureaux lors de l'émission. A la fin du décompte, l'administration qui l'aura établi, déduira du total des sommes à son crédit $\frac{1}{2}$ % représentant la part qui revient à l'autre administration au titre de la taxe de remboursement.

3. Le total du décompte des mandats de remboursement sera porté dans le décompte détaillé des mandats-poste relatif à la même période et réglé en même temps que le décompte général des mandats-poste. La vérification des mandats de remboursement sera effectuée conformément aux dispositions de l'accord que les deux administrations ont conclu au sujet de l'échange des mandats-poste.

Article XI.

Le présent règlement entrera en vigueur le même jour que l'accord. Il restera en vigueur aussi longtemps que ce dernier.

Fait, en double exemplaire, à Londres, le 7 janvier 1930, et à Paramaribo, le 10 février 1930.

L'Administrateur des Finances ayant reçu pouvoir à cet effet en vertu d'une décision du Gouverneur de Surinam, en date du 30 juin, N^o 1877.

(Signé) H. B. LEES-SMITH.

(Signé) PREY.

N° 2354.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, BRÉSIL,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD, NORVÈGE,
PAYS-BAS ET CHINE

Accord relatif aux tribunaux chinois dans le
" Settlement " international de Shanghai,
signé à Nankin, le 17 février 1930, et
échange de notes y relatif de la même date.

UNITED STATES OF AMERICA,
BRAZIL, GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
NORWAY, THE NETHERLANDS
AND CHINA

Agreement relating to the Chinese Courts in
the International Settlement at Shanghai,
signed at Nanking, February 17, 1930,
and Exchange of Notes relating thereto of
the same date.

No. 2354. — AGREEMENT BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE BRAZILIAN, NETHERLANDS, NORWEGIAN AND UNITED STATES GOVERNMENTS AND THE CHINESE GOVERNMENT RELATING TO THE CHINESE COURTS IN THE INTERNATIONAL SETTLEMENT AT SHANGHAI. SIGNED AT NANKING, FEBRUARY 17, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 juin 1930.

Article 1.

From the date on which the present Agreement comes into force, all former rules, agreements, exchanges of notes, *etcetera*, having special reference to the establishment of a Chinese court in the International Settlement at Shanghai shall be abolished.

Article 2.

The Chinese Government shall, in accordance with Chinese laws and regulations relating to the judiciary and subject to the terms of the present Agreement, establish in the International Settlement at Shanghai a District Court (*Ti Fang Fa Yuan*) and a Branch High Court (*Kao Teng Fa Yuan Fen Yuan*). All Chinese laws and regulations, substantive as well as procedural, which are now in force or which may hereafter be duly enacted and promulgated shall be applicable in the Courts, due account being taken of the Land Regulations and Bye-Laws of the International Settlement, which are applicable pending their adoption and promulgation by the Chinese Government, and of the terms of the present Agreement.

Judgments, decisions and rulings of the Branch High Court are subject to appeal, according to Chinese law, to the Supreme Court of China.

Article 3.

The former practice of Consular deputies or Consular officials appearing to watch proceedings or to sit jointly in the Chinese court now functioning in the International Settlement shall be discontinued in the Courts established under the present Agreement.

Article 4.

When any person is arrested by the municipal or judicial police, he shall, within twenty-four hours, exclusive of holidays, be sent to the Courts established under the present Agreement to be dealt with, failing which he shall be released.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2354. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LES GOUVERNEMENTS DU BRÉSIL, DES PAYS-BAS, DE LA NORVÈGE ET DES ÉTATS-UNIS, ET LE GOUVERNEMENT CHINOIS, CONCERNANT LES TRIBUNAUX CHINOIS DANS LE SETTLEMENT INTERNATIONAL DE SHANGHAI. SIGNÉ A NANKIN, LE 17 FÉVRIER 1930.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place June 19, 1930.

Article premier.

Sont abolis, à partir de l'entrée en vigueur du présent accord, tous les règlements, accords, échanges de notes, etc., antérieurs, ayant spécialement trait à l'établissement d'un Tribunal chinois dans le Settlement international de Changhaï.

Article 2.

Le Gouvernement chinois établira dans le Settlement international de Changhaï un Tribunal de district (*Ti Fang Fa Yuan*) et un Tribunal supérieur subsidiaire (*Kao Teng Fa Yuan Fen Yuan*), conformément aux lois et règlements chinois concernant l'administration judiciaire, et sous réserve des dispositions du présent accord. Tous les lois et règlements chinois, de fond comme de procédure, actuellement en vigueur ou susceptibles d'être ultérieurement adoptés et promulgués, seront applicables dans les tribunaux ; toutefois, il sera fait état des règlements et ordonnances du Settlement international, qui seront applicables en attendant leur adoption et leur promulgation par le Gouvernement chinois, ainsi que des dispositions du présent accord.

Les jugements, décisions et ordonnances du tribunal supérieur subsidiaire sont susceptibles d'appel, conformément à la législation chinoise, devant la Cour suprême de Chine.

Article 3.

La pratique antérieure, d'après laquelle des suppléants consulaires ou des fonctionnaires consulaires surveillaient la procédure ou siégeaient conjointement au tribunal chinois fonctionnant actuellement dans le Settlement international, prendra fin dans les tribunaux établis en vertu du présent accord.

Article 4.

Toute personne arrêtée par la police municipale ou judiciaire devra être traduite dans les vingt-quatre heures, non compris les jours fériés, devant les tribunaux établis en vertu du présent accord, pour y être jugée, faute de quoi elle sera remise en liberté.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

The Courts established under the present Agreement shall each have a certain number of procurators to be appointed by the Chinese Government, who shall hold inquests and autopsies (*Chien Yen*) within the jurisdiction of these Courts and shall otherwise perform their functions in accordance with Chinese law in all cases involving the application of Articles 103 to 186 of the Chinese Criminal Code, except where the Municipal Police of the International Settlement or the party concerned has already initiated prosecution, provided that all preliminary investigations conducted by the procurator shall be held publicly and counsel for the accused shall have the right to be present and heard.

In other cases arising within the jurisdiction of the Courts, the Municipal Police or the party concerned shall prosecute. The procurator shall have the right to express his views in court in all criminal cases in which the prosecution is initiated by the Municipal Police or the party concerned.

Article 6.

All judicial processes, such as summonses, warrants, orders, *etcetera*, shall be valid only after they have been signed by a judge of the Courts established under the present Agreement, whereupon they shall be served or executed by the judicial police or, as provided below, by the process-servers thereof.

No person found in the International Settlement shall be handed over to the extra-Settlement authorities without a preliminary investigation in court at which counsel for the accused shall have the right to be present and heard, except in the case of requests emanating from other modern law courts when the accused may be handed over after his identity has been established by the Court.

All judgments, decisions and rulings of the Courts shall be executed as soon as they become final as a result of the judicial procedure in force in the said Courts. Whenever necessary, the Municipal Police shall render any assistance within their power as may be requested of them.

The process-servers of the Courts shall be appointed by the Presidents of the Courts respectively and their duties shall be to serve all summonses and deliver other documents of the Courts in connexion with civil cases. For the execution of judgments in civil cases, the process-servers shall be accompanied by the judicial police. The officers and members of the judicial police of the Courts shall be appointed by the President of the Branch High Court upon recommendation of the Municipal Council and shall be subject to dismissal by the President of that Court upon cause shown. Their services will also be terminated by the President at the request of the Municipal Council upon cause shown. They shall wear the uniform designed by the Chinese judicial authorities, and shall be subject to the orders and direction of the Courts and faithful to their duties.

Article 7.

The House of Detention for civil cases and the Women's Prison attached to the Chinese court now functioning in the International Settlement at Shanghai shall be transferred from that court to the Courts established under the present Agreement and shall be supervised and administered by the Chinese authorities.

All prisoners now serving sentences in the prisons attached to the Chinese court now functioning in the International Settlement and those sentenced by the Courts established under the present Agreement shall, at the discretion of the said Courts, serve their sentences either in such prisons in the Settlement or in Chinese prisons outside the Settlement, except that offenders against the Police Offences Code and the Land Regulations and Bye-Laws and persons under arrest awaiting trial shall serve their periods of detention in the Settlement. The prisons in the Settlement shall be operated, as far as practicable, in conformity with Chinese prison regulations and shall be subject to inspection, from time to time, by officers appointed by the Chinese judicial authorities.

Article 5.

A chaque tribunal établi en vertu du présent accord seront attachés un certain nombre de procureurs, nommés par le Gouvernement chinois, qui procéderont aux enquêtes et autopsies (*Chien Yen*) dans le ressort du tribunal et qui s'acquitteront par ailleurs de leurs fonctions, conformément à la législation chinoise, dans toutes les affaires comportant l'application des articles 103 à 186 du Code pénal chinois, sauf si la police municipale du Settlement international ou la partie intéressée a déjà engagé les poursuites ; toutefois, toutes les enquêtes préliminaires effectuées par les procureurs devront avoir lieu publiquement, et le défenseur de l'accusé aura le droit d'y assister et d'être entendu.

Pour les autres affaires relevant de la compétence des tribunaux, les poursuites seront intentées par la police municipale ou par la partie intéressée. Le procureur aura le droit de formuler ses conclusions en justice dans toutes les affaires criminelles où les poursuites sont engagées par la police municipale ou la partie intéressée.

Article 6.

Les actes de procédure, tels que assignations, mandats, ordonnances, etc. ne seront valables qu'après avoir été revêtus de la signature d'un juge des tribunaux établis en vertu du présent accord ; après quoi ils seront signifiés ou exécutés par la police judiciaire, ou, comme il est dit ci-après, par les huissiers desdits tribunaux.

Nulle personne trouvée dans le Settlement international ne pourra être remise à des autorités extérieures sans une enquête préliminaire en justice, à laquelle le défenseur de l'accusé aura le droit d'assister et d'être entendu, sauf en cas de requêtes émanant d'autres tribunaux, organisés selon les principes du droit moderne, l'accusé pouvant alors être transféré, son identité une fois établie par le tribunal.

Tous les jugements, décisions et ordonnances des tribunaux seront exécutés dès qu'ils seront devenus définitifs par suite de la procédure judiciaire en vigueur dans lesdits tribunaux. Le cas échéant, la police municipale fournira toute l'assistance en son pouvoir, qui pourra lui être demandée.

Les huissiers des tribunaux seront nommés respectivement par les présidents des tribunaux ; leurs fonctions consisteront à signifier toutes assignations et à délivrer les autres actes de procédure en matière civile. Pour l'exécution des jugements en matière civile, les huissiers seront accompagnés par la police judiciaire. Les fonctionnaires et les membres de la police judiciaire des tribunaux seront nommés par le président du Tribunal supérieur subsidiaire, sur la recommandation du Conseil municipal, et pourront être révoqués par le président dudit tribunal pour un motif dûment établi. Le président pourra également mettre fin à leurs services, sur la demande du Conseil municipal, pour un motif dûment établi. Ils seront revêtus de l'uniforme prescrit par les autorités judiciaires chinoises ; ils seront soumis aux ordres et aux directives des tribunaux, et devront s'acquitter loyalement de leurs fonctions.

Article 7.

La maison de détention pour les affaires civiles et la prison pour femmes, qui sont rattachées au tribunal chinois fonctionnant actuellement dans le Settlement international de Changhaï, seront transférées dudit tribunal aux tribunaux établis en vertu du présent accord et seront soumises à la surveillance et à l'administration des autorités chinoises.

Tous les prisonniers qui purgent actuellement leur peine dans les prisons rattachées au tribunal chinois fonctionnant actuellement dans le Settlement international, ainsi que les prisonniers condamnés par les tribunaux établis en vertu du présent accord, pourront, à la discrétion des tribunaux, purger leur peine soit dans lesdites prisons du Settlement, soit dans des prisons chinoises situées hors du Settlement ; toutefois, les personnes qui auront contrevenu au Code des délits de police et aux Règlements locaux, ainsi que les personnes en prison préventive, seront détenues dans le Settlement. Les prisons du Settlement fonctionneront, autant que possible, conformément aux règlements relatifs aux prisons chinoises, et seront soumises à l'inspection périodique de fonctionnaires désignés par les autorités judiciaires chinoises.

Persons sentenced to death by the Courts established under the present Agreement shall be sent to the Chinese authorities outside of the Settlement for execution of such sentence.

Article 8.

Foreign lawyers duly qualified will be admitted to practise in the Courts established under the present Agreement in all cases in which a foreigner is a party, provided such foreign lawyer can only represent the foreign party concerned. The Municipal Council may also be represented in the same manner by duly qualified lawyers, Chinese or foreign, in any proceedings in which the Council is complainant or plaintiff or the Municipal Police is the prosecutor.

In other cases or proceedings in which the Council considers the interests of the Settlement to be involved, it may be represented by a duly qualified lawyer, Chinese or foreign, who may submit to the Court his views in writing during proceedings and who may, if he deems necessary, file a petition in intervention in accordance with the provisions of the Code of Civil Procedure.

Foreign lawyers who are entitled to practise under this Article in the above-mentioned Courts shall apply to the Ministry of Justice for lawyers' certificates and shall be subject to Chinese laws and regulations applicable to lawyers, including those governing their disciplinary punishment.

Article 9.

Four permanent representatives shall be appointed, two by the Chinese Government and two by the Governments of the other Powers signatory to the present Agreement, who together shall seek to reconcile such differences of opinion regarding the interpretation or application of the present Agreement as may be referred to them by the President of the Branch High Court or by the authorities of the signatory foreign Powers, provided that their Report shall have no binding force upon either party except by mutual consent, it being understood that no judgments, decisions, rulings or orders of the Courts, as such, shall be referred to the aforesaid representatives for consideration.

Article 10.

The present Agreement and the attached Notes shall enter into effect on April 1st, 1930, and shall continue in force for a period of three years from that date, provided that they may be extended for an additional period upon mutual consent of the parties thereto.

NANKING, *February 17, 19th Year R. C. (1930).*

On behalf of the Minister for Foreign Affairs :
HSU MO.

On behalf of the Brazilian Chargé d'Affaires :
J. DE PINTO DIAS.

In the name of the American Minister :
Joseph E. JACOBS.

On behalf of His Britannic Majesty's Minister :
W. MEYRICK HEWLETT.

On behalf of the Norwegian Minister :
L. GRÖNVOLD.

On behalf of the Netherlands Chargé d'Affaires :
F. E. H. GROENMAN.

Seal of Waichiaopu.

Les personnes condamnées à mort par les tribunaux établis en vertu du présent accord, seront envoyées aux autorités chinoises extérieures, aux fins d'exécution de la sentence.

Article 8.

Les hommes de loi étrangers, dûment qualifiés, seront admis à exercer auprès des tribunaux établis en vertu du présent accord dans toutes les affaires où un étranger est partie, sous réserve, toutefois, que l'homme de loi en question ne pourra représenter que la partie étrangère intéressée. Le conseil municipal pourra également être représenté de la même manière par des hommes de loi chinois ou étrangers, dûment qualifiés, dans toute cause où il est plaignant ou demandeur, et dans toute cause où les poursuites sont intentées par la police municipale.

Dans les autres affaires où il estimera que les intérêts du Settlement sont en jeu, le conseil pourra être représenté par un homme de loi chinois ou étranger, dûment qualifié, qui pourra soumettre au tribunal ses conclusions écrites au cours de la procédure et, le cas échéant, former une requête en intervention, conformément aux dispositions du Code de procédure civile.

Les hommes de loi étrangers, qui auront le droit d'exercer en vertu du présent article auprès des tribunaux susmentionnés, demanderont au Ministère de la Justice la délivrance de certificats pertinents, et seront soumis aux lois et règlements chinois applicables aux hommes de loi, y compris les règlements disciplinaires.

Article 9.

Il sera procédé à la désignation de quatre représentants permanents, deux, nommés par le Gouvernement chinois et deux, par les gouvernements des autres Puissances signataires du présent accord. Ces représentants travailleront en commun à résoudre les divergences d'opinions relatives à l'interprétation ou à l'application du présent accord, qui pourront leur être soumises par le président du tribunal supérieur subsidiaire ou par les autorités des Puissances étrangères signataires ; toutefois, leur rapport n'aura force obligatoire pour l'une ou l'autre partie que par consentement mutuel, et il est formellement entendu qu'aucun jugement, décision ou ordonnance des tribunaux, en tant que tels, ne seront soumis à l'examen des représentants susmentionnés.

Article 10.

Le présent accord et les notes y annexées prendront effet le 1^{er} avril 1930 et resteront en vigueur pendant une période de trois ans à partir de cette date ; toutefois, ils pourront être prorogés par consentement mutuel des parties.

NANKIN, le 17 février 1930.

(19^e année R. C.)

Pour le Ministre des Affaires étrangères :

Hsu Mo.

Pour le chargé d'Affaires du Brésil :

J. DE PINTO DIAS.

Au nom du Ministre des Etats-Unis :

Joseph E. JACOBS.

Pour le Ministre de Sa Majesté britannique :

W. Meyrick HEWLETT.

Pour le Ministre de Norvège :

L. GRÖNVOLD.

Pour le Chargé d'Affaires des Pays-Bas :

F. E. H. GROENMAN.

Sceau du Waichiaopu.

EXCHANGE OF NOTES.

THE BRITISH, BRAZILIAN, NETHERLANDS, NORWEGIAN AND UNITED STATES REPRESENTATIVES
TO DR. WANG.

NANKING, *February 17, 1930.*

SIR,

With reference to the Agreement which we have signed to-day concerning the establishment of a District Court and a Branch High Court in the International Settlement at Shanghai, we have the honour to request your confirmation of our understanding on the following points :

(1) It is understood that the Courts established under the present Agreement shall exercise jurisdiction over civil and criminal cases as well as police offences and inquests in the International Settlement at Shanghai, provided that the jurisdiction of the said Courts over persons shall be the same as that of other Chinese Courts and provided that their territorial jurisdiction shall be the same as that of the Chinese court now functioning in the International Settlement at Shanghai, except (a) mixed criminal cases arising on private foreign property outside the limits of the Settlement and (b) mixed civil cases arising in areas surrounding the Settlement.

(2) It is understood that the present practice regarding the respective jurisdiction of the Chinese court now functioning in the International Settlement and the Court existing in the French Concession shall be followed, pending a definite arrangement between the Chinese Government and the authorities concerned.

(3) It is understood that as far as practicable Chinese shall be recommended by the Municipal Council to serve as officers and members of the judicial police of the Courts established under the present Agreement. It is further understood that among the officers of the judicial police appointed by the President of the Branch High Court under Article 6 of the present Agreement, there will be one to be designated by the Municipal Council, to whom will be allotted by the President an office on the Court premises and who will make an entry of all judicial processes of the Courts, such as summonses, warrants orders and judgments, for the purpose of service or execution in accordance with the provisions of the above-mentioned Article.

(4) It is understood that the establishment of the Courts provided for in the present Agreement in no way affects the validity of judgments rendered by the Chinese court now functioning in the International Settlement and its predecessor, and that such judgments shall be considered as final and valid except where an appeal has been lawfully taken or reserved. It is further understood that the judgments of the Courts established under the present Agreement shall be on the same footing as regards validity as the judgments of all other Chinese Courts.

(5) It is understood that the present Agreement does not in any way affect or prejudice any future negotiations regarding the status of extra-Settlement roads.

(6) It is understood that the sum of sixty thousand dollars (\$60,000) now on deposit with the Bank of China to the credit of the present Chinese court in the International Settlement shall be maintained by the Chinese Government to the credit of the new Courts established under the present Agreement.

(7) It is agreed that in accordance with Chinese law, there shall be maintained by the Court established under the present Agreement a storage room for articles confiscated by the Courts, which remain the property of the Chinese Government, it being understood

ÉCHANGE DE NOTES

LES REPRÉSENTANTS DE L'EMPIRE BRITANNIQUE, DU BRÉSIL, DES PAYS-BAS, DE LA NORVÈGE
ET DES ETATS-UNIS AU D^r WANG.

NANKIN, le 17 février 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous référant à l'accord que nous avons signé ce jour, concernant l'établissement d'un tribunal de district et d'un tribunal supérieur subsidiaire dans le Settlement international de Changhaï, nous avons l'honneur de vous demander confirmation de notre accord sur les points suivants :

1. Il est entendu que les tribunaux établis en vertu du présent accord auront compétence en matière civile et criminelle, ainsi que pour les délits de police et les enquêtes dans le Settlement international de Changhaï ; toutefois, la compétence desdits tribunaux à l'égard des personnes sera la même que celle des autres tribunaux chinois, et leur compétence territoriale sera la même que celle du tribunal chinois fonctionnant actuellement dans le Settlement international de Changhaï, sauf en ce qui concerne : a) les affaires criminelles mixtes, relatives aux biens étrangers privés, en dehors des limites du Settlement, b) les affaires civiles mixtes dans les zones qui entourent le Settlement.

2. Il est entendu que la pratique actuelle concernant la compétence respective du tribunal chinois fonctionnant actuellement dans le Settlement international et du tribunal existant dans la concession française, devra être suivie, en attendant un arrangement définitif entre le Gouvernement chinois et les autorités intéressées.

3. Il est entendu que le conseil municipal recommandera, autant que cela sera possible, des chinois comme fonctionnaires et comme membres de la police judiciaire des tribunaux établis en vertu du présent accord. Il est entendu, en outre, que, parmi les fonctionnaires de la police judiciaire nommés par le président du tribunal supérieur subsidiaire en vertu de l'article 6 du présent accord, il y en aura un, désigné par le conseil municipal, auquel le président assignera un bureau dans les locaux du tribunal et qui enregistrera tous les actes de procédure des tribunaux, tels qu'assignations, mandats, ordonnances et jugements, pour qu'ils soient signifiés ou exécutés conformément aux dispositions de l'article précité.

4. Il est entendu que l'établissement des tribunaux prévus par le présent accord ne porte aucunement atteinte à la validité des jugements rendu par le tribunal chinois fonctionnant actuellement dans le Settlement international et par son prédécesseur ; lesdits jugements seront considérés comme définitifs et valides, sauf si un appel a été interjeté ou reste ouvert conformément à la loi. En outre, il est entendu que les jugements des tribunaux établis en vertu du présent accord seront assimilés, au point de vue de la validité, à ceux de tous les autres tribunaux chinois.

5. Il est entendu que le présent accord ne porte aucunement atteinte aux négociations susceptibles d'être entreprises ultérieurement au sujet du régime des routes et chemins situés hors du Settlement et ne préjuge en aucune manière lesdites négociations.

6° Il est entendu que le Gouvernement chinois conservera au crédit des nouveaux tribunaux établis en vertu du présent accord la somme de soixante mille dollars (\$ 60.000) présentement déposée à la Banque de Chine au crédit du tribunal chinois actuel du Settlement international.

7° Il est convenu que, conformément à la législation chinoise, les tribunaux établis en vertu du présent accord conserveront un magasin destiné aux objets confisqués par les tribunaux, qui demeurent la propriété du Gouvernement chinois, étant entendu que

that confiscated opium and instruments for the smoking and preparation thereof shall be burned publicly in the International Settlement every three months and that the Municipal Council may present to the Presidents of the Courts for transmission to the Ministry of Justice such suggestions as it may desire to make regarding the disposal of confiscated arms.

(8) It is understood that upon the coming into force of the present Agreement, all cases pending in the Chinese court now functioning in the International Settlement shall be dealt with in the Courts established under the present Agreement in accordance with the procedure in force in the latter Courts, provided that the proceedings in mixed cases shall, as far as practicable, be continued from the point where they are taken over and concluded within a period of twelve months, which period may be extended at the discretion of the Courts when the circumstances in any case so warrant.

We avail ourselves, etc.

On behalf of the Brazilian Chargé d'Affaires :

J. DE PINTO DIAS.

In the name of the American Minister :

Joseph E. JACOBS.

On behalf of His Britannic Majesty's Minister :

W. Meyrick HEWLETT.

On behalf of the Norwegian Minister :

L. GRÖNVOLD.

On behalf of the Netherlands Chargé d'Affaires :

F. E. H. GROENMAN.

DR. WANG TO SIR MILES LAMPSON.

NANKING, February 17, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note referring to the Agreement which we have signed to-day concerning the establishment of a District Court and a Branch High Court in the International Settlement at Shanghai, in which you request my confirmation of the following points :

(1) It is understood that the Courts established under the present Agreement shall exercise jurisdiction over civil and criminal cases as well as police offences and inquests in the International Settlement at Shanghai, provided that the jurisdiction of the said Courts over persons shall be the same as that of other Chinese Courts and provided that their territorial jurisdiction shall be the same as that of the Chinese court now functioning in the International Settlement at Shanghai, except (a) mixed criminal cases arising on private foreign property outside the limits of the Settlement and (d) mixed civil cases arising in areas surrounding the Settlement.

(2) It is understood that the present practice regarding the respective jurisdictions of the Chinese court now functioning in the International Settlement and the Court existing in the French Concession shall be followed, pending a definite arrangement between the Chinese Government and the authorities concerned.

(3) It is understood that as far as practicable Chinese shall be recommended by the Municipal Council to serve as officers and members of the judicial police of the Courts

l'opium, ainsi que les instruments destinés à le fumer et à le préparer, qui auront été confisqués, seront brûlés publiquement tous les trois mois dans le Settlement international et que le conseil municipal pourra soumettre aux présidents des tribunaux, pour transmission au Ministère de la Justice, toutes propositions qu'il pourrait désirer concernant le sort des armes confisquées.

8° Il est entendu qu'à partir de l'entrée en vigueur du présent accord, toutes les affaires en instance devant le tribunal chinois fonctionnant actuellement dans le Settlement international seront jugées par les tribunaux établis en vertu du présent accord, conformément à la procédure en vigueur dans ces tribunaux ; toutefois, dans les affaires mixtes, l'instance devra, autant que possible, être reprise en son état lors du transfert et être terminée dans un délai de douze mois, susceptible d'être prorogé à la discrétion des tribunaux lorsque les circonstances d'une affaire quelconque justifient cette prorogation.

Veillez agréer, etc.

Pour le Chargé d'Affaires du Brésil :

J. DE PINTO DIAS.

Au nom du Ministre des Etats-Unis :

Joseph E. JACOBS.

Pour le Ministre de Sa Majesté britannique :

W. Meyrick HEWLETT.

Pour le Ministre de Norvège :

L. GRÖNVOLD.

Pour le Chargé d'Affaires des Pays-Bas :

F. E. H. GROENMANN.

LE DR. WANG A SIR MILES LAMPSON.

NANKIN, le 17 février 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note relative à l'accord que nous avons signé ce jour concernant l'établissement d'un tribunal de district et d'un tribunal supérieur subsidiaire dans le Settlement international de Changhaï, par laquelle vous me demandez confirmation des points suivants :

1° Il est entendu que les tribunaux établis en vertu du présent accord auront compétence en matière civile et criminelle, ainsi que pour les délits de police et les enquêtes dans le Settlement international de Changhaï ; toutefois, la compétence desdits tribunaux à l'égard des personnes sera la même que celle des autres tribunaux chinois, et leur compétence territoriale sera la même que celle du tribunal chinois fonctionnant actuellement dans le Settlement international de Changhaï, sauf en ce qui concerne : a) les affaires criminelles mixtes relatives aux biens étrangers privés, en dehors des limites du Settlement, b) les affaires civiles mixtes dans les zones qui entourent le Settlement.

2° Il est entendu que la pratique actuelle concernant la compétence respective du tribunal chinois fonctionnant actuellement dans le Settlement international et du tribunal existant dans la concession française, devra être suivie, en attendant un arrangement définitif entre le Gouvernement chinois et les autorités intéressées.

3° Il est entendu que le conseil municipal recommandera, autant que cela sera possible, des chinois comme fonctionnaires et comme membres de la police judiciaire

established under the present Agreement. It is further understood that among the officers of the judicial police appointed by the President of the Branch High Court under Article 6 of the present Agreement, there will be one to be designated by the Municipal Council, to whom will be allotted by the President an office on the Court premises and who will make an entry of all judicial processes of the Courts, such as summonses, warrants, orders and judgments, for the purpose of service or execution in accordance with the provisions of the above-mentioned Article.

(4) It is understood that the establishment of the Courts provided for in the present Agreement in no way affects the validity of judgments rendered by the Chinese court now functioning in the International Settlement and its predecessor, and that such judgments shall be considered as final and valid except where an appeal has been lawfully taken or reserved. It is further understood that the judgments of the Courts established under the present Agreement shall be on the same footing as regards validity as the judgments of all other Chinese Courts.

(5) It is understood that the present Agreement does not in any way affect or prejudice any future negotiations regarding the status of extra-Settlement roads.

(6) It is understood that the sum of sixty thousand dollars (\$60,000) now on deposit with the Bank of China to the credit of the present Chinese court in the International Settlement shall be maintained by the Chinese Government to the credit of the new Courts established under the present Agreement.

(7) It is agreed that in accordance with Chinese law, there shall be maintained by the Courts established under the present Agreement a storage room for articles confiscated by the Courts, which remain the property of the Chinese Government, it being understood that confiscated opium and instruments for the smoking and preparation thereof shall be burned publicly in the International Settlement every three months and that the Municipal Council may present to the Presidents of the Courts for transmission to the Ministry of Justice such suggestions as it may desire to make regarding the disposal of confiscated arms.

(8) It is understood that upon the coming into force of the present Agreement, all cases pending in the Chinese court now functioning in the International Settlement shall be dealt with in the Courts established under the present Agreement in accordance with the procedure in force in the latter Courts, provided that the proceedings in mixed cases shall, as far as practicable, be continued from the point where they are taken over and concluded within a period of twelve months, which period may be extended at the discretion of the Courts when the circumstances in any case so warrant.

In reply I have the honour to confirm the understanding of the points as quoted above. I avail myself, etc.

Hsu Mo,

On behalf of the Minister for Foreign Affairs.

DECLARATION.

THE BRITISH, BRAZILIAN, NETHERLANDS, NORWEGIAN AND UNITED STATES REPRESENTATIVES
TO DR. WANG.

NANKING, CHINA, *February 17, 1930.*

EXCELLENCY,

With reference to the agreement which we have signed to-day establishing a new Chinese judicial system in the International Settlement at Shanghai, we desire to point out that such

des tribunaux établis en vertu du présent accord. Il est entendu, en outre, que parmi les fonctionnaires de la police judiciaire nommés par le président du tribunal supérieur subsidiaire en vertu de l'article 6 du présent accord, il y en aura un, désigné par le conseil municipal, auquel le président assignera un bureau dans les locaux du tribunal et qui enregistrera tous les actes de procédure des tribunaux, tels qu'assignations, mandats, ordonnances et jugements, pour qu'ils soient signifiés ou exécutés conformément aux dispositions de l'article précité.

4° Il est entendu que l'établissement des tribunaux prévus par le présent accord ne porte aucunement atteinte à la validité des jugements rendus par le tribunal chinois fonctionnant actuellement dans le Settlement international et par son prédécesseur ; lesdits jugements seront considérés comme définitifs et valides, sauf si un appel a été interjeté ou reste ouvert conformément à la loi. En outre, il est entendu que les jugements des tribunaux établis en vertu du présent accord seront assimilés, au point de vue de la validité, à ceux de tous les autres tribunaux chinois.

5° Il est entendu que le présent accord ne porte aucunement atteinte aux négociations susceptibles d'être entreprises ultérieurement au sujet du régime des routes et chemins situés hors du Settlement, et ne préjuge en aucune manière lesdites négociations.

6° Il est entendu que le Gouvernement chinois conservera au crédit des nouveaux tribunaux établis en vertu du présent accord la somme de soixante mille dollars (\$ 60.000) présentement déposée à la Banque de Chine au crédit du tribunal chinois actuel du Settlement international.

7° Il est convenu que, conformément à la législation chinoise, les tribunaux établis en vertu du présent accord conserveront un magasin destiné aux objets confisqués par les tribunaux, qui demeurent la propriété du Gouvernement chinois, étant entendu que l'opium, ainsi que les instruments destinés à le fumer et à le préparer, qui auront été confisqués, seront brûlés publiquement tous les trois mois dans le Settlement international et que le Conseil municipal pourra soumettre aux présidents des tribunaux, pour transmission au Ministère de la Justice, toutes propositions qu'il pourrait désirer, concernant le sort des armes confisquées.

8° Il est entendu qu'à partir de l'entrée en vigueur du présent accord, toutes les affaires en instance devant le tribunal chinois fonctionnant actuellement dans le Settlement international seront jugées par les tribunaux établis en vertu du présent accord, conformément à la procédure en vigueur dans ces tribunaux ; toutefois, dans les affaires mixtes, l'instance devra, autant que possible, être reprise dans son état, lors du transfert et être terminée dans un délai de douze mois, susceptible d'être prorogé à la discrétion des tribunaux lorsque les circonstances d'une affaire quelconque justifient cette prorogation.

En réponse, j'ai l'honneur de vous confirmer mon accord sur les points précités.
Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre des Affaires étrangères :
HSU MO.

DÉCLARATION

LES REPRÉSENTANTS DE L'EMPIRE BRITANNIQUE, DU BRÉSIL, DES PAYS-BAS, DE LA NORVÈGE
ET DES ETATS-UNIS AU D^r WANG.

NANKIN, Chine, le 17 février 1930.

EXCELLENCE,

Nous référant à l'accord que nous avons signé ce jour, établissant un nouveau système judiciaire chinois dans le Settlement international de Changhaï, nous désirons souligner que ledit

Agreement cannot in any way affect or invalidate rights guaranteed to the Powers concerned and to their nationals under existing treaties between such Powers and China and we accordingly reserve our full rights in this regard.

We further reserve the right to object to the enforcement in the International Settlement of any future Chinese laws that affect or in any way invalidate the Land Regulations or Bye-Laws of the International Settlement or that may be considered prejudicial to the maintenance of peace and order within this area.

We avail, etc.

On behalf of the Brazilian Chargé d'Affaires :

J. DE PINTO DIAS.

In the name of the American Minister :

Joseph E. JACOBS.

On behalf of His Britannic Majesty's Minister :

W. MEYRICK HEWLETT.

On behalf of the Norwegian Minister :

L. GRÖNVOLD.

On behalf of the Netherlands Chargé d'Affaires :

F. E. H. GROENMAN.

accord ne peut en aucune manière porter atteinte aux droits garantis aux Puissances intéressées et à leurs ressortissants, en vertu des traités actuellement en vigueur entre ces Puissances et la Chine, ni infirmer lesdits droits, et, en conséquence, nous réservons à cet égard tous nos droits.

Nous nous réservons, en outre, le droit de faire objection à l'application dans le Settlement international, de toutes les lois chinoises futures qui pourraient porter atteinte aux règlements et ordonnances du Settlement international ou infirmer d'une manière quelconque lesdits règlements et ordonnances, ou qui pourraient être jugées nuisibles au maintien de l'ordre public dans ce Settlement.

Veillez agréer, etc.

Pour le Chargé d'Affaires du Brésil :

J. DE PINTO DIAS.

Au nom du Ministre des Etats-Unis :

Joseph E. JACOBS.

Pour le Ministre de Sa Majesté Britannique :

W. Meyrick HEWLETT.

Pour le Ministre de Norvège :

L. GRÖNVOLD.

Pour le Chargé d'Affaires des Pays-Bas :

F. E. H. GROENMAN.

N° 2355.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Accord provisoire pour la réglementation de la pêche dans les eaux baignant les côtes septentrionales du territoire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, avec protocoles. Signés à Londres, le 22 mai 1930.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND UNION OF
SOVIET SOCIALIST REPUBLICS**

Temporary Agreement for the Regulation of the Fisheries in Waters contiguous to the Northern Coasts of the Territory of the Union of Soviet Socialist Republics, with Protocols. Signed at London, May 22, 1930.

No. 2355. — TEMPORARY AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED KINGDOM AND OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, FOR THE REGULATION OF THE FISHERIES IN WATERS CONTIGUOUS TO THE NORTHERN COASTS OF THE TERRITORY OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT LONDON MAY 22, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 juin 1930.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and the GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, being mutually desirous to conclude as soon as possible a formal Convention for the regulation of the fisheries in waters contiguous to the Northern coasts of the territory of the Union of Soviet Socialist Republics, have meanwhile decided to conclude the following temporary Agreement to serve as a *modus vivendi* pending the conclusion of a formal Convention :

Article 1.

1. The Government of the Union of Soviet Socialist Republics agree that fishing boats registered at the ports of the United Kingdom may fish at a distance of from 3 to 12 geographical miles from low water mark along the Northern coasts of the Union of Soviet Socialist Republics and the islands dependent thereon, and will permit such boats to navigate and anchor in all waters contiguous to the Northern coasts of the Union of Soviet Socialist Republics.

2. As regards bays, the distance of 3 miles shall be measured from a straight line drawn across the bay in the part nearest the entrance, at the first point where the width does not exceed 10 miles.

3. As regards the White Sea, fishing operations by fishing boats registered at the ports of the United Kingdom may be carried on to the north of Latitude 68° 10' North, outside a distance of 3 miles from the land.

4. The waters to which this temporary Agreement applies shall be those lying between the meridians of 32° and 48° of East Longitude.

Article 2.

Nothing in this temporary Agreement shall be deemed to prejudice the views held by either contracting Government as to the limits in international law of territorial waters.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2355. — ACCORD PROVISOIRE ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI ET DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES POUR LA RÉGLEMENTATION DE LA PÊCHE DANS LES EAUX BIGNANT LES CÔTES SEPTENTRIONALES DU TERRITOIRE DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES. SIGNÉ A LONDRES, LE 22 MAÏ 1930.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place June 19, 1930.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, désireux, de part et d'autre, de conclure aussitôt que possible une convention en bonne et due forme pour le règlement des pêcheries dans les eaux baignant les côtes septentrionales du territoire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ont dans l'intervalle décidé de conclure l'accord temporaire ci-après pour servir de *modus vivendi*, en attendant la conclusion d'une convention en bonne et due forme :

Article premier.

1. Le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes convient que les bateaux de pêche immatriculés dans les ports du Royaume-Uni sont autorisés à pêcher à une distance de trois à douze milles géographiques à partir de la laisse de basse mer le long du littoral nord de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et des îles qui en dépendent, et permettra à ces bateaux de naviguer et de mouiller dans toutes les eaux baignant les côtes septentrionales du territoire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

2. En ce qui concerne les baies, la distance de trois milles sera mesurée à partir d'une ligne droite tirée à travers la baie dans la partie la plus proche de l'entrée, au premier point où la largeur ne dépasse pas 10 milles.

3. En ce qui concerne la Mer Blanche, les opérations de pêche des bateaux de pêche immatriculés dans les ports du Royaume-Uni pourront s'effectuer au nord du 68° 10' de latitude nord, à une distance de plus de trois milles de la terre.

4. Les eaux auxquelles s'applique le présent accord temporaire seront celles qui sont comprises entre le 32° et le 48° de longitude est.

Article 2.

Aucune disposition du présent accord temporaire ne sera considérée comme préjugéant les vues de l'une ou de l'autre partie contractante quant aux limites des eaux territoriales, au point de vue du droit international.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

The present temporary Agreement comes into force on this day and shall remain in force until the conclusion and coming into force of a formal Convention for the regulation of the fisheries in waters contiguous to the Northern coasts of the territory of the Union of Soviet Socialist Republics, subject, however, to the right of either contracting Government at any time to give notice to the other to terminate this Agreement, which shall then remain in force until the expiration of six months from the date on which such notice is given.

In witness whereof the undersigned have signed the present Agreement, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, in the English language, the twenty-second day of May, One Thousand Nine Hundred and Thirty.

A translation shall be made into the Russian language as soon as possible and agreed upon between the Contracting Parties.

Both texts shall then be considered authentic for all purposes.

(L. S.) Arthur HENDERSON.
G. SOKOLINOFF.

PROTOCOL TO ARTICLE 1 (1).

The permission accorded by the Government of the Union of Soviet Socialist Republics in paragraph (1) of Article 1 of the present temporary Agreement to fishing boats registered at the ports of the United Kingdom to navigate and anchor in all waters contiguous to the Northern coasts of the Union of Soviet Socialist Republics shall not be deemed to entitle such fishing boats to navigate or anchor in inland waters or in other waters of the Union of Soviet Socialist Republics which are or may be closed to foreign vessels in general.

Done at London, the twenty-second day of May, One Thousand Nine Hundred and Thirty.

(L. S.) Arthur HENDERSON.
G. SOKOLINOFF.

PROTOCOL TO ARTICLE 1 (4).

The Government of the United Kingdom adhere to their view as to the right of fishing boats registered at the ports of the United Kingdom to fish in waters to which the present temporary Agreement does not apply and reserve the right to reopen the question of the limits specified in paragraph (4) of Article 1 of the present Agreement in the negotiations for the formal Convention referred to in the preamble to the present Agreement.

Done at London, the twenty-second day of May, One Thousand Nine Hundred and Thirty.

(L. S.) Arthur HENDERSON.
G. SOKOLINOFF.

Article 3.

Le présent accord temporaire entre en vigueur à la date de ce jour et restera en vigueur jusqu'à la conclusion et à l'entrée en vigueur d'une convention en bonne et due forme pour la réglementation des pêcheries dans les eaux baignant les côtes septentrionales du territoire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, sous réserve, toutefois, que chacune des Parties contractantes aura le droit à un moment quelconque, de notifier à l'autre Partie la cessation du présent accord qui restera, alors, en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date de cette notification.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Londres, en langue anglaise, le vingt-deux mai mil neuf cent trente.

Une traduction sera établie en langue russe aussitôt que possible et acceptée, d'un commun accord, par les Parties contractantes.

Les deux textes seront alors considérés comme faisant foi à toutes fins utiles.

(L. S.) A. HENDERSON.
G. SOKOLINOFF.

PROTOCOLE A L'ARTICLE 1 (1).

L'autorisation accordée par le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à l'alinéa 1 de l'article premier du présent accord temporaire aux bateaux de pêche immatriculés dans les ports du Royaume-Uni, et en vertu de laquelle il leur est permis de naviguer et de mouiller dans toutes les eaux baignant les côtes septentrionales du territoire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ne sera pas considérée comme donnant le droit à ces bateaux de mèche de naviguer ou de mouiller dans les eaux intérieures ou dans telles autres eaux de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, qui sont ou pourront être fermées aux navires étrangers en général.

Fait à Londres, le vingt-deux mai mil neuf cent trente.

(L. S.) A. HENDERSON.
G. SOKOLINOFF.

PROTOCOLE A L'ARTICLE 1 (4).

Le Gouvernement du Royaume-Uni maintient son point de vue quant au droit, pour les navires de pêche immatriculés dans les ports du Royaume-Uni, de pêcher dans les eaux auxquelles ne s'applique pas le présent accord temporaire et se réserve le droit de rouvrir la question des limites spécifiées à l'alinéa 4 de l'article premier du présent accord, lors des négociations en vue de la convention en bonne et due forme mentionnée dans le préambule au présent accord.

Fait à Londres, le vingt-deux mai mil neuf cent trente.

(L. S.) A. HENDERSON.
G. SOKOLINOFF.

N° 2356.

FRANCE ET PAYS-BAS

Traité d'arbitrage et de conciliation,
et protocole. Signés à Genève, le
10 mars 1928.

**FRANCE
AND THE NETHERLANDS**

Treaty of Arbitration and Concilia-
tion, with Protocol. Signed at
Geneva, March 10, 1928.

N° 2356. — TRAITÉ¹ D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A GENÈVE, LE 10 MARS 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 23 juin 1930.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, s'inspirant des relations d'amitié qui unissent heureusement le peuple néerlandais et le peuple français,

Considérant la Convention² d'arbitrage conclue entre les Pays-Bas et la France, le 6 avril 1904, prorogée³ le 29 décembre 1909, et restée en vigueur jusqu'à ce jour.

Désireux d'y substituer des dispositions permettant d'assurer dorénavant, conformément aux progrès du Droit des gens, le règlement pacifique, dans tous les cas, des différends et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à diviser les deux pays,

Ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, député, ancien président du Conseil, ministre des Affaires étrangères ;
M. Henri FROMAGEOT, juriconsulte du Ministère des Affaires étrangères, commandeur de la Légion d'honneur ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectivement reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à ne rechercher, dans aucun cas, autrement que par voie pacifique le règlement des litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre la France et les Pays-Bas et qui n'auraient pu être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 10 mars 1930.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXIV, page 305.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 756.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2356. — ARBITRATION TREATY² BETWEEN FRANCE AND NETHERLANDS. SIGNED AT GENEVA, MARCH 10, 1928.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Treaty took place June 23, 1930.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, inspired by the friendly relations which happily unite the Netherlands nation and the French nation,

Having regard to the Arbitration Convention³ concluded between the Netherlands and France on April 6, 1904, which was renewed⁴ on December 29, 1909, and has remained in force until the present time,

Desiring to substitute therefor provisions making it possible henceforth, in conformity with the progress of international law, to ensure in all cases the pacific settlement of any disputes or conflicts of whatever nature which may arise between the two countries,

Have resolved to conclude a Treaty for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Aristide BRIAND, Deputy, former President of the Council, Minister for Foreign Affairs ;
M. Henri FROMAGEOT, Legal Adviser to the Ministry of Foreign Affairs, Commander of the Legion of Honour ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties reciprocally agree that in no case will they seek the settlement, otherwise than by pacific means, of disputes or conflicts of whatever nature they may be which may arise between France and the Netherlands and which it has been impossible to settle, in a reasonable time, by the normal methods of diplomacy.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, March 10, 1930.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 1085.

⁴ *British and Foreign State Papers*, Vol. 102, page 611.

Article 2.

Tous les litiges, de quelque nature qu'ils soient, ayant pour objet un droit allégué par une des Hautes Parties contractantes et contesté par l'autre, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à la Cour permanente de Justice internationale soit à un tribunal arbitral, ainsi qu'il est prévu ci-après. Il est entendu que les litiges ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 13 du Pacte de la Société des Nations.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale et avant toute procédure arbitrale, le litige pourra être d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite *Commission permanente de conciliation*, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

Si, dans le cas d'un des litiges visés à l'article 2, les deux Parties n'ont pas eu recours à la Commission permanente de conciliation ou si celle-ci n'a pas réussi à concilier les Parties, le litige sera soumis d'un commun accord par voie de compromis soit à la Cour de Justice internationale qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un tribunal arbitral qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le choix de la juridiction, sur les termes du compromis ou, en cas de procédure arbitrale, sur la désignation des arbitres, l'une ou l'autre d'entre elles, après un préavis d'un mois, aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le litige devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne pourra être soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 6.

Toutes questions sur lesquelles les Hautes Parties contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, questions dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et dans tous les cas de leur présenter un rapport.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après un préavis d'un mois, la question à ladite commission.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 2.

All disputes of every kind relating to a right asserted by one of the High Contracting Parties and contested by the other which it has not been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy shall be submitted for decision either to the Permanent Court of International Justice or to an arbitral tribunal, as laid down hereafter. It is agreed that the disputes referred to above shall include, in particular, those mentioned in Article 13 of the Covenant of the League of Nations.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

Article 3.

Before any resort is made to procedure before the Permanent Court of International Justice or to arbitration, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted with a view to amicable settlement to a permanent international commission, styled the *Permanent Conciliation Commission*, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

If, in the case of one of the disputes referred to in Article 2, the two Parties have not had recourse to the Permanent Conciliation Commission or if the latter has failed to bring the Parties to an agreement, the dispute shall, by Common consent be submitted by means of a special agreement either to the Permanent Court of International Justice, which shall decide under the conditions and in accordance with the procedure laid down in its Statute, or to an arbitral tribunal, which shall decide under the conditions and in accordance with the procedure laid down in the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Failing agreement between the Parties as to the choice of jurisdiction, the terms of the special agreement or, in the case of arbitration procedure, the choice of the arbitrators, either Party shall, after giving one month's notice, be entitled to take the dispute, by means of an application, direct before the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, the matter in dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 6.

All questions on which the High Contracting Parties shall differ without being able to reach an amicable solution by means of the normal methods of diplomacy, the settlement of which cannot be attained by means of a judicial decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which no procedure has been laid down in a treaty or convention in force between the Parties, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission, whose duty it shall be to propose to the Parties an acceptable solution and in any case to present a report.

Failing agreement between the Parties as to the application to be made to the Commission, either Party shall, after giving one month's notice, be entitled to submit the question direct to the said Commission.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Dans tous les cas, s'il y a contestation entre les Parties sur la question de savoir si le différend a ou non la nature d'un litige visé dans l'article 2 et susceptible de ce chef d'être résolu par un jugement, cette contestation sera, préalablement à toute procédure devant la Commission permanente de conciliation, soumise à la décision de la Cour permanente de Justice internationale, d'accord entre les Hautes Parties contractantes, ou, à défaut d'accord, à la requête de l'une d'entre elles.

Article 7.

A défaut d'arrangement devant la Commission permanente de conciliation dans les cas visés à l'article 6, les Hautes Parties contractantes membres de la Société des Nations gardent la faculté, conformément au Pacte de la Société des Nations, de porter les affaires, qui seraient susceptibles d'entraîner une rupture ou de troubler la paix, devant le Conseil de la Société des Nations qui procédera conformément au Pacte.

Article 8.

La Commission permanente de conciliation prévue par le présent traité sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu aussi rapidement que possible et dans un délai qui ne devra pas excéder trois mois, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou de quelque empêchement permanent ou temporaire en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Confédération suisse serait, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 10.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président dans les conditions prévues, selon les cas, par les articles 3 et 6.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 11.

Dans un délai de quinze jours à compter de la date où l'une des Hautes Parties contractantes aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des

In all cases, if there is a disagreement between the Parties as to whether the dispute is or is not a dispute of the character referred to in Article 2, and therefore capable of being settled by a judicial decision or award, such disagreement shall, before any procedure before the Permanent Conciliation Commission, be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice by agreement between the High Contracting Parties or, failing agreement, on the application of either Party.

Article 7.

Failing any settlement before the Permanent Conciliation Commission in the cases referred to in Article 6, the High Contracting Parties who are Members of the League of Nations retain the right, in conformity with the Covenant of the League of Nations, to bring matters likely to lead to a rupture or to disturb international peace before the Council of the League of Nations, which shall proceed in conformity with the Covenant.

Article 8.

The Permanent Conciliation Commission mentioned in the present Treaty shall be composed of five members, who shall be appointed as follows, that is to say : the High Contracting Parties shall each nominate a commissioner chosen from among their respective nationals, and shall appoint, by common agreement, the other three commissioners from among the nationals of third Powers ; those three commissioners must be of different nationalities, and the High Contracting Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

The commissioners are appointed for three years, and their mandate is renewable. Their appointment shall continue until their replacement, and in any case until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other permanent or temporary cause shall be filled within the shortest possible time and in any case within three months, in the manner fixed for the nominations.

Article 9.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months from the exchange of the ratifications of the present Treaty.

If the nomination of the members to be appointed by common agreement should not have taken place within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the President of the Swiss Confederation shall, in the absence of other agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article 10.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President, as provided for, according to the circumstances, in Articles 3 and 6.

The request, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other Party.

Article 11.

Within fifteen days from the date when one of the High Contracting Parties shall have brought a dispute before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the examination

Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en ferait immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 12.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cet effet toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable, et, s'il y a lieu, leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un rapport qui en constatera le résultat et dont un exemplaire sera remis à chacune des Parties.

Les Parties ne seront jamais liées par les considérations de fait, de droit ou autres auxquelles la commission se sera arrêtée.

Sous réserve de la disposition de l'article 6, alinéa 3, les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 13.

A moins de stipulations spéciales contraires, la Commission permanente de conciliation règlera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 14.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 15.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas publier le résultat des travaux de la commission sans s'être préalablement consultées.

Article 16.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

of the particular dispute, replace its commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party ; the latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date when the notification reaches it.

Article 12.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it and, if necessary, lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its labours, the Commission shall draw up a report stating the result thereof and a copy of this report shall be delivered to each Party.

The Parties shall never be bound by the considerations of fact or law or any other considerations accepted by the Commission.

Subject to the provisions of Article 6, paragraph 3, the labours of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the Commission shall have been notified of the dispute.

Article 13.

Failing any special provisions to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 14.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at the place selected by its President.

Article 15.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

The High Contracting Parties undertake not to publish the result of the Commission's work without previously consulting each other.

Article 16.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission on its side shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Government.

Article 17.

Sauf dispositions contraires du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La commission ne pourra prendre de décision portant sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoqués et si le président et deux membres au moins sont présents. Dans le cas où trois membres seulement et le président seraient présents, la voix du président sera définitive.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à assurer à celle-ci l'assistance de leurs autorités compétentes, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles et à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la commission de procéder sur leur territoire à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 19.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale.

Article 20.

Dans tous les cas, et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut¹ ou, selon le cas, le Tribunal arbitral, indiqueront dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises ; la Commission permanente de conciliation pourra, s'il y a lieu, agir de même après entente entre les Parties.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements qui seraient proposés par la Commission permanente de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte de quelque nature qu'il soit susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 21.

Le présent traité reste applicable entre les Hautes Parties contractantes, encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 22.

Si quelque contestation venait à surgir entre les Hautes Parties contractantes relativement à l'interprétation du présent traité, cette contestation serait portée devant la Cour permanente de Justice internationale, suivant la procédure prévue dans l'article 4, alinéa 2.

Article 23.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; et vol. C, page 153, de ce recueil.

Article 17.

Unless otherwise provided in the present Treaty the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

The Commission shall not take any decision relating to the substance of the dispute unless all the members have been duly convened and the President and at least two members are present. In the event of only three members and the President being present, the President shall have a casting vote.

Article 18.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the labours of the Permanent Conciliation Commission and particularly to ensure it the assistance of their competent authorities, to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information and to take the necessary measures to allow the Commission to proceed in their territory to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 19.

During the labours of the Permanent Conciliation Commission, each commissioner shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, each of which shall contribute an equal share.

Article 20.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute¹, or, according to the circumstances, the arbitral tribunal, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The Permanent Conciliation Commission may, if necessary, act in the same way after agreement between the Parties.

The High Contracting Parties undertake respectively to abstain from all measures likely to affect prejudicially the execution of the decision or the arrangements proposed by the Permanent Conciliation Commission, and in general to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 21.

The present Treaty continues applicable as between the High Contracting Parties even when other Powers are also interested in the dispute.

Article 22.

Should any dispute arise between the High Contracting Parties concerning the interpretation of the present Treaty, such dispute shall be brought before the Permanent Court of International Justice in accordance with the procedure laid down in Article 4, paragraph 2.

Article 23.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at The Hague as soon as possible.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; and Vol. C, page 153, of this Series.

Article 24.

Le présent traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal d'arbitrage, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

Article 25.

Dès l'entrée en vigueur du présent traité, la Convention d'arbitrage conclue entre la France et les Pays-Bas le 6 avril 1904 et prorogée par la Convention du 29 décembre 1909, sera considérée comme abrogée.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Genève en double exemplaire le dix mars mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) A. BRIAND.

(L. S.) Henri FROMAGEOT.

PROTOCOLE

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour reconnaître que la disposition de l'article premier du Traité d'arbitrage signé en date de ce jour, tout en étant applicable à des litiges d'une origine antérieure à sa conclusion, ne saurait justifier la présentation ou le renouvellement de réclamations relatives à des faits anciens, qui appartiennent au passé et qui ne sont actuellement l'objet d'aucune contestation entre les deux gouvernements.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) A. BRIAND.

(L. S.) Henri FROMAGEOT.

Article 24.

The present Treaty shall enter into force as soon as the ratifications have been exchanged and shall remain in force for a period of ten years as from its entry into force. If it has not been denounced six months before the expiration of this period, it shall be deemed to be tacitly renewed for further successive periods of five years.

If, on the expiration of the present Treaty, any proceedings whatsoever in virtue of this Treaty are pending before the Permanent Conciliation Commission, the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal, such proceedings shall be continued until they are duly completed.

Article 25.

As soon as the present Treaty enters into force, the Arbitration Convention concluded between France and the Netherlands on April 6, 1904, and renewed by the Convention of December 29, 1909, shall be deemed to be abrogated.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Geneva in two copies on the tenth day of March, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) A. BRIAND.

(L. S.) Henri FROMAGEOT.

PROTOCOL.

The High Contracting Parties agree that the provision of Article 1 of the Arbitration Treaty signed on this day's date, whilst applicable to disputes that arose prior to its conclusion, cannot justify the presentation or renewal of claims relating to former events, which belong to the past and which are not at present the subject of any dispute between the two Governments.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) A. BRIAND.

(L. S.) Henri FROMAGEOT.

N° 2357.

**SUISSE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Traité de conciliation, de règlement
judiciaire et d'arbitrage. Signé à
Genève, le 20 septembre 1929.

**SWITZERLAND
AND CZECHOSLOVAKIA**

Treaty of Conciliation, Judicial
Settlement and Arbitration. Signed
at Geneva, September 20, 1929.

N° 2357. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION, DE RÉGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE ENTRE LA SUISSE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 20 SEPTEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse et le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 24 juin 1930.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié existant entre les deux pays et de contribuer au maintien de la paix générale en donnant, dans leurs rapports réciproques, la plus large application possible aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, notamment par son article 13, se fondant sur l'article 21 du même Pacte, ont résolu de conclure un traité général de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, et ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Giuseppe MOTTA, conseiller fédéral, chef du département politique fédéral ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Edvard BENEŠ, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tous différends, de quelque nature qu'ils soient, au sujet desquels les Parties contractantes se contesteront réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires seront soumis pour jugement, soit à la Cour permanente de justice internationale, soit à un tribunal arbitral, ainsi qu'il est prévu ci-après.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut² de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 2.

Si, d'après la législation intérieure de l'une des parties, le différend relève, quant à son objet, de la compétence des autorités judiciaires ou administratives de celle-ci, il ne sera soumis aux

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 7 juin 1930.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; et vol. C, page 153, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2357. — TREATY² OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN SWITZERLAND AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 20, 1929.

French official text communicated by the Swiss Federal Council and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place June 24, 1930.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of strengthening the ties of friendship existing between the two countries and of contributing to the maintenance of general peace by applying to the fullest extent, in the relations between the two countries, the principles embodied in the Covenant of the League of Nations, particularly in Article 13 thereof, and founding themselves on Article 21 of that Covenant,

Have decided to conclude a General Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration and, for that purpose, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Giuseppe MOTTA, Federal Councillor, Head of the Federal Political Department ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Edvard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

All disputes of every kind with regard to which the Contracting Parties are in conflict as to their respective rights, and which it may not be possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision either to the Permanent Court of International Justice, or to an arbitral tribunal, as laid down hereinafter.

It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 36 of the Statute³ of the Permanent Court of International Justice.

Article 2.

If, according to the municipal law of one of the Parties, the occasion of the dispute falls within the competence of the judicial or administrative authorities of such Party, the matter in dispute

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Berne, June 7, 1930.

³ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; and Vol. C, page 153, of this Series.

procédures prévues par le présent traité qu'après décision définitive rendue, dans des délais raisonnables, par l'autorité compétente.

La partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente convention devra notifier à l'autre partie son intention, dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

Article 3.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou avant toute procédure arbitrale, le différend devra, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, être soumis, à fin de conciliation, à une commission permanente dite « Commission permanente de conciliation ».

Article 4.

La Commission permanente de conciliation comprendra cinq membres et sera constituée comme suit : Les Parties contractantes nommeront, chacune, un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le président de la commission. Ces trois commissaires ne devront ni être ressortissants des parties, ni avoir leur domicile sur leur territoire, ou se trouver à leur service. Ils devront être, tous trois, de nationalité différente.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelques autres empêchements, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Au cas où l'un des membres désignés en commun de la Commission de conciliation serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant, qui siégera temporairement à sa place. Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 5 du présent traité.

Article 5.

La Commission de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, il sera procédé aux nominations conformément à l'article 45 de la Convention¹ de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 6.

La Commission de conciliation sera saisie, par voie de requête adressée à son président, par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule Partie, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

shall not be submitted for settlement by the methods laid down in the present Treaty until a decision with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent authority.

In such a case, the Party which desires to resort to the procedures laid down in the present Convention must notify the other Party of its intention within a period of one year from the date of the aforementioned decision.

Article 3.

Before any resort is had to procedure before the Permanent Court of International Justice or to arbitration, the dispute shall, at the request of either Party, be submitted with a view to amicable settlement to a permanent commission styled the " Permanent Conciliation Commission ".

Article 4.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members and shall be constituted as follows : The Contracting Parties shall each appoint a commissioner of its own choosing, and shall appoint, by agreement, the other three commissioners and, from among the latter, the President of the Commission. These three commissioners may not be nationals of the Parties, nor may they have their domicile in the territory or be employed in the service of the Parties. They must all three be of different nationality.

The commissioners are appointed for three years, and their mandate is renewable. Their appointment shall continue until their replacement and, in any case, until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the appointments.

Should one of the members of the Conciliation Commission jointly designated be temporarily unable to take part in the work of the Commission owing to illness or any other circumstance, the Parties shall appoint a substitute by agreement to take his place for the time being. If such appointment has not been made within three months from the date on which the seat became temporarily vacant, the procedure laid down in Article 5 of the present Treaty shall be followed.

Article 5.

The Conciliation Commission shall be constituted within six months from the entry into force of the present Treaty.

If the appointment of the commissioners to be designated by common agreement should not have been made within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the appointments shall be made in conformity with the procedure laid down in Article 45 of the Hague Convention¹ of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 6.

Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President of the Commission by the two Parties acting in agreement, or, in default thereof, by one or other of the Parties.

The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable solution.

If the application emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay by that Party to the other Party.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 7.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification d'une demande de conciliation à la Commission de conciliation, chacune des Parties pourra remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière qui fait l'objet du différend. La Partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même, dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission.

Article 8.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtra convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 9.

Sauf accord contraire entre les Parties, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 10.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 11.

Les travaux de la commission de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 12.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission. Elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtra utile.

Article 7.

Within fifteen days from the date on which the Conciliation Commission has received an application for conciliation, either Party may replace its own commissioner by a person possessing special competence in the matter which forms the subject of the dispute. The Party making use of this right shall immediately notify the other Party; the latter shall in such case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which the notification reaches it.

Either Party shall be entitled to appoint a substitute forthwith to replace temporarily the permanent member designated by it if such member is prevented for a time by illness or any other circumstance from taking part in the Commission's work.

Article 8.

The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down the period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a *procès-verbal* stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement, and, if necessary, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been given cognisance of the dispute.

Article 9.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 10.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall meet at the place selected by its President.

Article 11.

The work of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 12.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission. They may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

La commission aura, de son côté la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugera utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 13.

Sous réserve de l'article 9 du présent traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La commission ne pourra prendre des décisions sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoqués et si le président et deux autres membres au moins sont présents.

Article 14.

Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder, sur leur territoire et selon leur législation, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 15.

Pendant la durée des travaux de la commission, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Parties contractantes.

Chacune des Parties supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission.

Article 16.

A défaut de conciliation devant la Commission de conciliation, le différend sera soumis, par voie de compromis, à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour de Justice internationale.

Toutefois, les Parties auront toujours la liberté de convenir que le différend sera déféré à un tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 17.

Tous les différends, autres que ceux visés à l'article premier, qui viendraient à s'élever entre les Parties contractantes et ne pourraient être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis à la Commission permanente de conciliation. Il sera procédé, dans ce cas, conformément aux articles 6 à 15 du présent traité.

Article 18.

Si les Parties ne peuvent être conciliées, le litige sera, à la requête d'une seule des parties, soumis pour décision à un tribunal arbitral qui, à défaut d'autre accord entre les Parties, sera

The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 13.

Subject to the provisions of Article 9 of the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

The Commission may not take a decision on the substance of the dispute unless all the members have been duly summoned and the President and at least two other members are present.

Article 14.

The Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory, and in accordance with their law, to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 15.

During the proceedings of the Commission, each Commissioner shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the Contracting Parties.

Each Party shall pay its own expenses and shall pay half the joint expenses of the Commission.

Article 16.

In the event of no amicable agreement being reached before the Conciliation Commission the dispute shall be submitted by means of a special agreement to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure laid down by its Statute.

If the Parties cannot agree on the terms of the special agreement, either of them may, on the expiration of one month's notice, bring the dispute direct before the Court of International Justice by means of an application.

Nevertheless, the Parties shall be entitled at any time to agree that the dispute shall be submitted to an arbitral tribunal under the conditions and according to the procedure laid down in the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 17.

All disputes, other than those referred to in Article 1, which may arise between the Contracting Parties and which it is not possible to settle, in a reasonable time, by the normal methods of diplomacy, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission. In that case, the procedure provided for in Articles 6 to 15 of the present Treaty shall apply.

Article 18.

In the event of no agreement being reached between the Parties, the dispute shall, at the request of either Party, be submitted for decision to an arbitral tribunal which, in the absence

composé de cinq membres désignés, pour chaque cas particulier, suivant la méthode prévue, aux articles 4 et 5 du présent traité, en ce qui concerne la Commission de conciliation.

Les Parties se réservent, toutefois, la faculté de soumettre le litige, d'un commun accord, à la Cour permanente de Justice internationale, laquelle statuera *ex aequo et bono*.

Article 19.

Lorsqu'il y aura lieu à arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du litige, ainsi que les modalités de la procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai ci-dessus prévu, il y sera obligatoirement suppléé conformément à la procédure indiquée au titre IV de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Dans le cas où le litige serait soumis à la Cour permanente de Justice internationale, il sera procédé conformément aux dispositions du Statut de cette Cour.

Article 20.

Les Parties s'engagent à s'abstenir, durant le cours d'une procédure ouverte en vertu des dispositions du présent traité, de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable, soit à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale, soit aux arrangements proposés par la Commission permanente de conciliation, et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Dans tous les cas et, notamment, si la question au sujet de laquelle les parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour de justice ou le Tribunal arbitral constitué d'un commun accord indiqueront, dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires devront être prises. Les Parties s'engagent à se conformer aux mesures provisoires ainsi indiquées.

Si la Commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux Parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

Article 21.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la partie lésée, une satisfaction équitable.

Article 22.

Les dispositions du présent traité ne s'appliquent pas aux différends nés de faits qui sont antérieurs à son entrée en vigueur et appartiennent au passé.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Parties contractantes seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

of agreement to the contrary between the Parties, shall consist of five members appointed for each particular case according to the method laid down in Articles 4 and 5 of the present Treaty for the constitution of the Conciliation Commission.

Nevertheless, the Parties reserve the right to submit the dispute, by common agreement, to the Permanent Court of International Justice, which shall give a decision *ex aequo et bono*.

Article 19.

Should recourse be had to arbitration between the Contracting Parties, the latter undertake to conclude, within three months from the date on which either Party shall have addressed to the other a request for arbitration, a special agreement concerning the subject of the dispute and the details of the procedure.

If this special agreement cannot be concluded within the time stipulated above, resort must be had instead to the procedure laid down in Chapter IV of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the dispute is submitted to the Permanent Court of International Justice, the procedure laid down in the provisions of the Statute of the said Court shall apply.

Article 20.

The Parties undertake to refrain during the course of any procedure opened in virtue of the provisions of the present Treaty from all measures likely to affect prejudicially either the execution of the judicial or arbitral decision or the arrangements proposed by the Permanent Conciliation Commission, and, in general, to refrain from any act whatsoever which might aggravate or extend the dispute.

In all cases, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Court of Justice or arbitral tribunal constituted by common agreement shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The Parties undertake to conform to the provisional measures thus laid down.

If the dispute is brought before the Conciliation Commission, the latter may recommend to the Parties the adoption of such provisional measures as it considers suitable.

Article 21.

If, in a judicial decision or arbitral award, it is declared that a decision given or a measure enjoined by a court of law or any other authority of one of the Parties to the dispute is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the decision or measure in question to be annulled, the Parties agree that the judicial decision or arbitral award shall grant the injured Party equitable satisfaction.

Article 22.

The provisions of the present Treaty shall not apply to disputes arising out of events prior to its entry into force and belonging to the past.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 23.

Tous différends relatifs à l'interprétation et à l'application du présent traité seront soumis, par voie de simple requête, à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 24.

Le présent traité sera ratifié dans le plus bref délai possible et les instruments de ratification en seront échangés à Berne.

Le traité est conclu pour une durée de dix ans, à compter de la date de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de dix ans, et ainsi de suite.

Si une procédure de conciliation ou une procédure judiciaire est pendante lors de l'expiration du présent traité, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent traité ou de toute autre convention que les parties seraient convenues de lui substituer.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait en double exemplaire, à Genève, le vingt septembre mil neuf cent vingt-neuf.

(Signé) MOTTA.

(Signé) BENEŠ.

Pour copie conforme :

Berne, le 23 juin 1930.

Le Chancelier de la Confédération,
Kaesling.

Pour copie conforme :

Praha, le 1 juillet 1930.

D^r Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

Article 23.

All disputes relating to the interpretation and application of the present Treaty shall be submitted to the Permanent Court of International Justice by a simple application.

Article 24.

The present Treaty shall be ratified as early as possible and the instruments of ratification shall be exchanged at Berne.

The Treaty is concluded for a period of ten years reckoned from the date of the exchange of ratifications. Unless denounced six months before the expiry of that period, it shall remain in force for a further period of ten years, and similarly thereafter.

If a procedure for conciliation or a judicial procedure is pending at the time of the expiry of the present Treaty, it shall pursue its course in conformity with the provisions of the present Treaty or of any other convention which the Parties may have agreed to substitute therefor.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in duplicate at Geneva, the twentieth day of September, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(Signed) MOTTA.

(Signed) BENEŠ.

N° 2358.

DANEMARK ET ÉGYPTÉ

Echange de notes comportant un
arrangement commercial provisoire.
Le Caire, le 7 mai 1930.

DENMARK AND EGYPT

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Cairo, May 7, 1930.

N° 2358. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS
DANOIS ET ÉGYPTIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT COM-
MERCIAL PROVISOIRE. LE CAIRE, LE 7 MAI 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 24 juin 1930.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
N° 1.5/I (16)

LE CAIRE, le 7 mai 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux pourparlers engagés au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre le Danemark et l'Égypte, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires du Danemark importés en Égypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexpédition ou au transit. Provisoirement, le tarif le plus favorable sans surtaxe sera appliqué aux produits qui seront importés en Égypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Égypte des arrangements commerciaux.

Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve du régime accordé aux produits soudanais ou qui serait appliqué de part et d'autre aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales.

Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que Votre Excellence aura bien voulu me confirmer l'accord de son gouvernement. Il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois.

Je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères p. i.
(Signé) M. B. BARAKAT.

Son Excellence,
Monsieur N. P. Arnstedt,
Envoyé extraordinaire
et ministre plénipotentiaire
de Danemark.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2358. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND EGYPTIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. CAIRO, MAY 7, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place June 24, 1930.

I.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT FOR POLITICAL
AND COMMERCIAL MATTERS.

No. 1/5.I (16).

CAIRO, May 7, 1930.

SIR,

Referring to the negotiations entered into for the conclusion of a Provisional Commercial Agreement between Denmark and Egypt, I have the honour to inform Your Excellency that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all agricultural and industrial products of Danish origin imported into Egypt and intended for consumption, re-exportation or transit. The most favourable Customs tariff, without surtaxes, will be applied provisionally to products imported into Egypt through countries which have no commercial agreement with Egypt.

The said treatment is granted on condition of complete reciprocity and subject to a reservation in regard to the treatment accorded to Sudan products or which may be applied by either of the Parties to products from certain neighbouring countries under local agreements.

The present agreement will come into force as soon as Your Excellency has informed me of Your Government's consent. It may be denounced by either of the Contracting Parties on giving three month's notice.

I have, etc.

(Signed) M. B. BARAKAT,
Acting Minister for Foreign Affairs.

To His Excellency,
M. N. P. Arnstedt,
Danish Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK
EN EGYPTÉ.

LE CAIRE, le 7 mai 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N° 5/1 (16) du 7 de ce mois, ainsi conçue :

« Monsieur le Ministre,

» Me référant aux pourparlers engagés au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre le Danemark et l'Egypte, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires du Danemark importés en Egypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexpédition ou au transit. Provisoirement, le tarif le plus favorable sans surtaxe sera appliqué aux produits qui seront importés en Egypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Egypte des arrangements commerciaux.

» Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve du régime accordé aux produits soudanais ou qui serait appliqué de part et d'autre aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales.

» Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que Votre Excellence aura bien voulu me confirmer l'accord de son gouvernement. Il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois.

» Je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères p. i.

(Signé) M. B. BARAKAT. »

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur les bases ci-dessus mentionnées à condition toutefois que l'Egypte n'invoque pas la disposition précitée pour réclamer les avantages que le Danemark a accordés ou pourrait accorder à l'Islande, à la Norvège ou à la Suède ou à ces trois pays, tant que lesdits avantages ne seront pas accordés à d'autres Etats que ceux déjà mentionnés.

La disposition précitée ne sera pas appliquée au Groenland où le commerce et la navigation sont réservés à l'Etat danois.

En ajoutant que par cette réponse l'Arrangement commercial provisoire entre l'Egypte et le Danemark s'est effectué, je saisis l'occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Danemark,

(Signé) N. P. ARNSTEDT.

Son Excellence,

Mohamed Bahi Ed Dine Barakat Bey,
Ministre des Affaires étrangères p. i.,
Le Caire.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,

*Secrétaire général au Ministère
des Affaires étrangères.*

II.

ROYAL DANISH LEGATION
IN EGYPT.

CAIRO, May 7, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter No. 5/I (16) of the 7th instant, as follows :

“ Referring to the negotiations entered into for the conclusion of a Provisional Commercial Agreement between Denmark and Egypt, I have the honour to inform Your Excellency that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all agricultural and industrial products of Danish origin imported into Egypt and intended for consumption, re-exportation or transit. The most favourable Customs tariff without surtaxes will be applied provisionally to products imported into Egypt through countries which have no commercial agreement with Egypt.

The said treatment is granted on condition of complete reciprocity and subject to a reservation in regard to the treatment accorded to Sudan products or which may be applied by either of the Parties to products from certain neighbouring countries under local agreements.

“ The present Agreement will come into force as soon as Your Excellency has informed me of Your Government's consent. It may be denounced by either of the Contracting Parties on giving three months notice.

“ I have, etc.

(Signed) M. B. BARAKAT,
Acting Minister for Foreign Affairs. ”

In reply I beg to confirm to Your Excellency my Government's assent to the above-mentioned conditions, provided however, that Egypt shall not be able to invoke the above-mentioned arrangement in order to claim advantages which Denmark has accorded or may in future accord to Iceland, Norway or Sweden or to these three countries in so far as these advantages are not granted to other countries than those named.

The above-mentioned arrangement shall not be applied to Greenland where commerce and navigation are reserved to the Danish State.

I would add that in virtue of the present reply the provisional Commercial Agreement between Egypt and Denmark is effected, and I have, etc.

(Signed) N. P. ARNSTEDT,
Danish Minister.

To His Excellency,
Mohammed Bahi Ed Dine Barakat Bey,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Cairo.

N° 2359.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CANADA**

Echange de notes comportant un accord portant réglementation des communications radiotélégraphiques échangées entre les stations expérimentales privées des deux pays. Washington, les 2 octobre 1928 et 29 décembre 1928, et 12 janvier 1929.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND CANADA**

Exchange of Notes constituting an Arrangement governing Radio Communications between private experimental Stations. Washington, October 2, 1928, December 29, 1928, and January 12, 1929.

No. 2359. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND OF CANADA CONSTITUTING AN ARRANGEMENT GOVERNING RADIO COMMUNICATIONS BETWEEN PRIVATE EXPERIMENTAL STATIONS. WASHINGTON, OCTOBER 2, AND DECEMBER 29, 1928, AND JANUARY 12, 1929.

Texte officiel anglais communiqué par le " Advisory Officer " du Canada auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 26 juin 1930. Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 30 mai 1929.

I.

No. 147.

2 October, 1928.

SIR,

I have the honour to inform you that I have been instructed by the Secretary of State for External Affairs to approach you concerning the negotiation of an Agreement between His Majesty's Government in Canada and the Government of the United States governing radio communications between private experimental stations in the two countries.

The General Regulations annexed to the International Radiotelegraph Convention¹ signed at Washington on November 25, 1927, and approved by His Majesty's Government in Canada, define the conditions under which communications shall be exchanged between Private Experimental Stations (termed Amateur Stations in Canada) of different countries. The relevant provisions in this connection set down under Article 6 of the General Regulations, read as follows :

Article 6.

PRIVATE EXPERIMENTAL STATIONS.

1. The exchange of communications between private experimental stations of different countries shall be forbidden if the Administration of one of the interested countries has given notice of its opposition to this exchange.

2. When this exchange is permitted the communications must, unless the interested countries have entered into other agreements among themselves, be carried on in plain language and be limited to messages bearing upon the experiments and to remarks of a private nature for which, by reason of their unimportance, recourse to the public telegraph service might not be warranted.

¹ Vol. LXXXIV, page 97 ; vol. XCII, page 412 ; vol. XCVI, page 205 ; et vol. C, page 249, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2359. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET DU CANADA COMPORTANT UN ACCORD PORTANT RÉGLEMENTATION DES COMMUNICATIONS RADIOTÉLÉGRAPHIQUES ÉCHANGÉES ENTRE LES STATIONS EXPÉRIMENTALES PRIVÉES DES DEUX PAYS. WASHINGTON, LES 2 OCTOBRE ET 29 DÉCEMBRE 1928, ET 12 JANVIER 1929.

*English official text communicated by the Canadian Advisory Officer accredited to the League of Nations.
The registration of this Exchange of Notes took place June 26, 1930.
This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, May 30, 1929.*

I.

N^o 147.

Le 2 octobre 1928.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures m'a chargé d'aborder avec vous la question de la négociation d'un accord entre le Gouvernement de Sa Majesté au Canada et le Gouvernement des Etats-Unis portant réglementation des communications radiotélégraphiques échangées entre les stations expérimentales privées des deux pays.

Le Règlement général annexé à la Convention² radiotélégraphique internationale signée à Washington le 25 novembre 1927 et approuvée par le Gouvernement de Sa Majesté au Canada, détermine les conditions d'après lesquelles pourra s'effectuer l'échange de communications entre les stations expérimentales privées (appelées au Canada stations d'amateurs) des différents pays. Les dispositions qui s'appliquent sous ce rapport et qui se trouvent à l'article 6 du règlement général sont ainsi conçues :

Article 6.

STATIONS EXPÉRIMENTALES PRIVÉES.

1. L'échange de communications entre stations expérimentales privées de pays différents est interdit, si l'administration de l'un des pays intéressés a notifié son opposition à cet échange.

2. Lorsque cet échange est permis, les communications doivent, à moins que les pays intéressés n'aient pris d'autres arrangements entre eux, s'effectuer en langage clair et se limiter aux messages ayant trait aux expériences et à des remarques d'un caractère personnel pour lesquelles, en raison de leur manque d'importance, le recours au service télégraphique public ne saurait entrer en considération.

¹ Traduction du Gouvernement canadien.¹ Translation of the Canadian Government.² Vol. LXXXIV, page 97 ; Vol. XCII, page 412 ; Vol. XCVI, page 205 ; and Vol. C, page 249, of this Series.

Canadian Private Experimental Stations (Amateur) have in the past and are, until the 1st January, 1929, when the new regulations become effective, authorised to exchange certain messages within Canada and with other countries which permit it. Such messages are restricted to those coming within the following general headings, viz :

(1) Messages that would not normally be sent by any existing means of electrical communication and on which no tolls must be charged.

(2) Messages from other Radio stations in isolated points not connected by any regular means of electrical communication ; such messages to be handed to the local office of the Telegraph Company by the Amateur receiving station for transmission to final destination, e.g., messages from Expeditions in remote points such as the Arctic, etc.

(3) Messages handled by Amateur Stations in cases of emergency, e.g. floods, etc., where the regular electrical communication systems become interrupted ; such messages to be handed to the nearest point on the established commercial telegraph system remaining in operation.

Formal application has now been made to His Majesty's Government in Canada by Canadian Amateurs requesting that they be permitted to handle messages coming within the classes above outlined with the United States of America and that an Agreement be entered into in this connection, as provided for under Article 6, paragraph 2 of the General Regulations annexed to the Radiotelegraph Convention of Washington, 1927.

It may here be added that the same Agreement is desired with the Philippine Islands, which it is understood will adhere to the Convention through the United States.

I therefore have the honour to request that you may be good enough to inform me whether the competent authorities of the Government of the United States and of the Philippine Islands are prepared to enter into an agreement with His Majesty's Government in Canada as proposed above.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your most obedient, humble servant.

(Signed) Vincent MASSEY.

The Honourable Frank B. Kellogg,
Secretary of State of the United States,
Washington, D.C.

II.

FOR CANADIAN LEGATION.

December 29, 1928.

SIR,

I have the honour to refer to your note of October 2, 1928, in which you ask whether this Government is prepared to enter into an arrangement with His Majesty's Government in Canada, in accordance with paragraph 2 of Article 6 of the General Regulations annexed to the International Radio Convention of November 25, 1927, which would permit Canadian private experimental stations in Canada to handle certain classes of radio messages with the United States and the Philippine Islands after January 1, 1929.

I take pleasure in informing you that the Government of the United States accepts the proposal contained in your note of October 2, last, with the understanding that it will be reciprocal and that the messages to be exchanged will be restricted to those coming within the following general headings :

(1) Messages that would not normally be sent by any existing means of electrical communication and on which no tolls must be charged.

Les stations expérimentales privées canadiennes (amateurs) ont été par le passé et sont, jusqu'au 1^{er} janvier 1929, alors que les nouveaux règlements entrent en vigueur, autorisées à échanger certains messages dans les limites du Canada avec d'autres pays qui le permettent. Ces messages sont limités à ceux qui sont définis sous les titres généraux suivants :

1^o Les messages qui ne seraient pas normalement transmis par aucune voie existante de communication électrique et sur lesquels aucune taxe ne sera perçue.

2^o Les messages émanant d'autres stations radiotélégraphiques qui ne sont reliées par aucune voie régulière de communication électrique. Ces messages devront être remis au bureau local de la compagnie de télégraphe par la station d'amateurs réceptrice pour y être transmis à la destination finale comme, par exemple, des messages venant d'expéditions en pays lointains tels que l'Arctique, etc.

3^o Les messages transmis par des stations d'amateurs en cas d'urgence tels qu'inondations, etc., où les réseaux réguliers de communications électriques sont interrompus ; ces messages devront être portés au point le plus rapproché du réseau établi de télégraphe commercial pouvant être utilisé.

Une requête formelle présentée au Gouvernement de Sa Majesté au Canada par les amateurs canadiens demandant qu'ils soient autorisés à échanger des messages appartenant aux catégories ci-dessus énumérées, avec les États-Unis d'Amérique, et, qu'à cet effet, un accord soit conclu tel que prévu à l'article 6, alinéa 2, du règlement général annexé à la Convention radiotélégraphique de Washington, 1927.

On pourrait ajouter ici que la conclusion d'un tel accord avec les îles Philippines serait souhaitable, lesquelles il est entendu adhéreront à la convention par l'intermédiaire des États-Unis.

J'ai donc l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire savoir si les autorités compétentes des États-Unis et des îles Philippines seraient disposées à conclure un accord avec le Gouvernement de Sa Majesté au Canada dans le sens indiqué plus haut.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Vincent MASSEY.

L'Honorable Frank B. Kellog,
Secrétaire d'Etat des États-Unis,
Washington, D. C.

II.

POUR LA LÉGATION DU CANADA.

Le 29 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 2 octobre 1928, par laquelle vous demandez si ce gouvernement serait disposé à conclure un arrangement avec le Gouvernement de Sa Majesté au Canada aux termes de l'alinéa 2 de l'article 6 du règlement général annexé à la Convention radiotélégraphique internationale du 25 novembre 1927, en vue de permettre aux stations expérimentales privées au Canada d'échanger certaines catégories de radiotélégrammes avec les États-Unis et les îles Philippines après le 1^{er} janvier 1929.

Je suis heureux de vous informer que le Gouvernement des États-Unis accepte la proposition dont fait mention votre note du 2 octobre dernier, avec l'entente qu'elle sera réciproque et que les messages échangés seront limités à ceux qui sont définis sous les titres généraux suivants :

1^o Les messages qui ne seraient pas normalement transmis par aucune voie existante de communication électrique et sur lesquels aucune taxe ne sera perçue.

(2) Messages from other radio stations in isolated points not connected by any regular means of electrical communication ; such messages to be handed to the local office of the Telegraph Company by the amateur receiving station for transmission to final destination, e.g., messages from expeditions in remote points such as the Arctic, etc.

(3) Messages handled by amateur stations in cases of emergency e.g. floods, etc., where the regular electrical communication systems become interrupted ; such messages to be handed to the nearest point on the established commercial telegraph system remaining in operation.

This Government interprets the first stipulation above set forth to mean that tolls shall not be accepted by amateurs for messages handled by them and that they shall not compete with commercial radio stations or telegraph lines.

It is the desire of this Government that the arrangement shall apply to the United States and its territories and possessions, including Alaska, the Hawaiian Islands, Porto Rico, the Virgin Islands, the Panama Canal Zone and the Philippine Islands.

This Government considers also that this arrangement should be subject to termination by either Government on sixty days' notice to the other Government, by a further arrangement between the two Governments dealing with the same subject, or by the enactment of legislation in either country inconsistent therewith.

I shall be glad to have you inform me whether these additional provisions are acceptable to your Government. If so, the arrangement will be considered to be effective as of January 1, 1929.

Accept, Sir, the renewed assurance of my highest consideration.

(Signed) Frank B. KELLOGG.

The Honourable
Vincent Massey,
Minister of the Dominion of Canada.

III.

No. 7.

12 January, 1929.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of December 29, 1928, concerning the proposal of His Majesty's Government in Canada to enter into an agreement with the Government of the United States in accordance with paragraph 2 of Article 6 of the General Regulations annexed to the International Radio Convention of November 25, 1927, which would permit Canadian private experimental stations in Canada to handle certain classes of radio messages with the United States and the Philippine Islands after January 1, 1929.

It is noted that the Government of the United States accepts the proposal contained in my note Number 147 of October 2, 1928, with the understanding that it will be reciprocal and that the messages to be exchanged will be restricted to those coming within the general headings described in that note.

It is noted also that the Government of the United States interprets the first stipulation set forth in the enumeration of general headings which have just been mentioned to mean that tolls shall not be accepted by amateurs for messages handled by them and that they shall not compete with commercial radio stations or telegraph lines.

His Majesty's Government in Canada observes that it is the desire of the Government of the United States that the arrangement shall apply to the United States and its territories and possessions including Alaska, the Hawaiian Islands, Porto Rico, the Virgin Islands, the Panama Canal Zone and the Philippine Islands.

2° Les messages émanant d'autres stations radiotélégraphiques qui ne sont reliées par aucune voie régulière de communication électrique. Ces messages devront être remis au bureau local de la compagnie de télégraphe par la station d'amateurs réceptrice pour y être transmis à la destination finale, comme, par exemple, des messages venant d'expéditions en pays lointains tels que l'Arctique, etc.

3° Les messages transmis par des stations d'amateurs en cas d'urgence tels qu'inondations, etc., où les réseaux réguliers de communications électriques sont interrompus ; ces messages devront être portés au point le plus rapproché du réseau établi de télégraphe commercial pouvant être utilisé.

L'interprétation que ce gouvernement tire du premier dispositif ci-dessus énoncé est à l'effet que les amateurs ne devront percevoir aucune taxe sur les messages qu'ils transmettront eux-mêmes et qu'ils ne feront aucune concurrence aux stations radiotélégraphiques ou aux réseaux télégraphiques commerciaux.

C'est le désir du Gouvernement des Etats-Unis que l'arrangement dont il s'agit s'applique aux Etats-Unis et à ses territoires et possessions, y compris l'Alaska, les îles Hawaïennes, le Porto-Rico, les îles Vierges, la zone du Canal de Panama et les îles Philippines.

Le Gouvernement des Etats-Unis estime qu'il sera loisible à l'un ou à l'autre des gouvernements de dénoncer ledit arrangement soit par un préavis de soixante jours donné à l'autre gouvernement, soit par la conclusion d'un autre arrangement concernant le même sujet ou soit par l'établissement d'une loi par l'un ou par l'autre des pays qui serait contraire aux dispositions dudit arrangement.

Je serais heureux d'apprendre de vous si ces dispositions supplémentaires sont acceptables à votre gouvernement. Le cas échéant, l'arrangement deviendrait exécutoire à dater du 1^{er} janvier 1929.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) Frank B. KELLOGG.

L'Honorable Vincent Massey,
Ministre du Dominion du Canada.

III.

N° 7.

WASHINGTON, D. C. le 12 janvier 1929.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 29 décembre 1928 au sujet de la proposition du Gouvernement de Sa Majesté au Canada en vue de conclure un accord avec le Gouvernement des Etats-Unis, conformément aux dispositions de l'alinée 2 de l'article 6 du règlement général annexé à la Convention radiotélégraphique internationale du 25 novembre 1927, qui permettrait aux stations expérimentales privées au Canada d'échanger avec les Etats-Unis et les îles Philippines, après le 1^{er} janvier 1929, certaines catégories de radiotélégrammes.

Le Gouvernement du Canada constate que le Gouvernement des Etats-Unis accepte la proposition qui fait l'objet de ma note N° 147 du 2 octobre 1928, avec l'entente qu'elle sera réciproque et que les messages échangés seront limités à ceux qui sont définis sous les titres généraux énumérés dans ladite note.

Il constate également que l'interprétation que le Gouvernement des Etats-Unis tire du premier dispositif énoncé dans l'énumération des titres généraux précités, est à l'effet que les amateurs ne devront percevoir aucune taxe sur les messages qu'ils transmettront eux-mêmes et qu'ils ne feront aucune concurrence aux stations radiotélégraphiques ou aux réseaux télégraphiques commerciaux.

Le Gouvernement de Sa Majesté au Canada prend note du désir du Gouvernement des Etats-Unis à l'effet que l'arrangement dont il s'agit s'appliquera aux Etats-Unis et à ses territoires et possessions, y compris l'Alaska, les îles Hawaïennes, le Porto-Rico, les îles Vierges, la zone du Canal de Panama et les îles Philippines.

It is observed also that the Government of the United States considers that this arrangement should be subject to termination by either Government on sixty days' notice to the other Government, by a further arrangement between the two Governments dealing with the same subject, or by the enactment of legislation in either country inconsistent therewith.

I have been instructed to inform you that these additional provisions are acceptable to His Majesty's Government in Canada and that, in consequence, the arrangement will be considered to be effective as of January 1, 1929.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your most obedient, humble servant.

(Signed) Vincent MASSEY.

The Honourable Frank B. Kellogg,
Secretary of State of the United States,
Washington, D.C.

Certified to be a true copy of the original :

O. D. Melon,

For the Secretary of State for External Affairs.

Il prend également note que le Gouvernement des Etats-Unis estime qu'il sera loisible à l'un ou à l'autre des gouvernements de dénoncer ledit arrangement soit par un préavis de soixante jours donné à l'autre gouvernement, soit par la conclusion d'un autre arrangement concernant le même sujet ou soit par l'établissement d'une loi par l'un ou par l'autre des pays qui serait contraire aux dispositions dudit arrangement.

Je suis chargé de vous faire savoir que ces dispositions supplémentaires sont acceptables au Gouvernement de Sa Majesté au Canada et que, par conséquent, l'arrangement deviendra exécutoire à compter du 1^{er} janvier 1929.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) Vincent MASSEY.

L'Honorable Frank B. Kellog,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis,
Washington, D. C.

Certifié une traduction fidèle
du texte original anglais.

J. A. Leblanc,
*Traducteur au Ministère des Affaires
extérieures du Canada.*

N° 2360.

**AUTRICHE,
ITALIE, POLOGNE, ROUMANIE,
ROYAUME DES
SERBES, CROATES ET SLOVÈNES
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant le règlement de diverses catégories de pensions qui n'ont pas été réglées par la Convention de Rome en date du 6 avril 1922, avec déclarations additionnelles. Signée à Vienne, le 30 novembre 1923.

**AUSTRIA,
ITALY, POLAND, ROUMANIA,
KINGDOM OF THE
SERBS, CROATS AND SLOVENES
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention concerning the Settlement of various Classes of Pensions which were not regulated by the Rome Convention of April 6, 1922, with Additional Declarations. Signed at Vienna, November 30, 1923.

N° 2360. — CONVENTION¹ ENTRE L'AUTRICHE, L'ITALIE, LA POLOGNE, LA ROUMANIE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE CONCERNANT LE RÉGLEMENT DE DIVERSES CATÉGORIES DE PENSIONS, QUI N'ONT PAS ÉTÉ RÉGLÉES PAR LA CONVENTION² DE ROME EN DATE DU 6 AVRIL 1922. SIGNÉE A VIENNE LE 30 NOVEMBRE 1923.

Texte officiel français communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 26 juin 1930.

Voulant conclure une convention à cet effet, les Hautes Parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le D^r Victor KIENBÖCK, ministre fédéral des Finances ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Antonio Chiaramonte BORDONARO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. le D^r Zbigniew SMOLKA, juge à la Cour suprême administrative, chef de la Section de Liquidation à la Légation de la République polonaise à Vienne ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. J. NISTOR, ministre d'Etat ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

MM. Ivan ROUPNIK, D^r en droit et Conseiller Supérieur des Finances ; et
Milan CVETNITCH, Résident supérieur des Chemins de fer d'Etat ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Bohumil VLASÁK, premier chef de section au Ministère des Finances ;

Lesquels, ayant déposé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit :

¹ Entrée en vigueur le 12 mai 1930.

² Vol. XX, page 11, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2360. — CONVENTION ² BETWEEN AUSTRIA, ITALY, POLAND, ROUMANIA, THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND CZECHOSLOVAKIA CONCERNING THE SETTLEMENT OF VARIOUS CLASSES OF PENSIONS WHICH WERE NOT REGULATED BY THE ROME CONVENTION ³ OF APRIL 6, 1922. SIGNED AT VIENNA, NOVEMBER 30, 1923.

French official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic, The registration of this Convention took place June 26, 1930.

The High Contracting Parties, desiring to conclude a convention for the above purpose, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Dr. Victor KIENBÖCK, Federal Finance Minister ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Antonio Chiaramonte BORDONARO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

Dr. Zbigniew SMOLKA, Judge of the Supreme Administrative Court, Head of the Liquidation Section of the Legation of the Polish Republic at Vienna ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. J. NISTOR, Minister of State ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. Ivan ROUPNIK, Doctor of Laws and Higher Counsellor, for Finance ; and
M. Milan CVETNITCH, Chief Inspector of State Railways ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Bohumil VLASÁK, First Head of Section at the Ministry of Finance ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force May 12, 1930.

³ Vol. XX, page 11, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

PREMIÈRE PARTIE

RÈGLEMENT DES CONDITIONS DES ANCIENS EMPLOYÉS D'ETAT ET MILITAIRES AUTRICHIENS QUI N'ONT PAS ÉTÉ ADMIS AU SERVICE D'UNE DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES.

Article premier.

Le service actif des anciens employés civils d'Etat et des militaires autrichiens qui à la date du 3 novembre 1918 n'avaient pas encore été mis à la retraite et qui n'ont pas été admis au service d'aucune des Hautes Parties contractantes est considéré comme terminé à la date du 3 novembre 1918 ou à la date ultérieure à partir de laquelle ils ont été mis à la retraite par l'Etat ou avec l'assentiment de l'Etat à la charge duquel ils se trouvent aux termes des stipulations suivantes.

Article 2.

Les personnes mentionnées à l'article premier toucheront à partir du 1^{er} décembre 1923, des pensions de la part de la Haute Partie contractante dont la personne en question est devenue ressortissante en vertu du Traité de Saint-Germain, soit de plein droit, soit par option, soit par réclamation, en tant que d'après les dispositions de l'ancien Empire d'Autriche, en vigueur à la date du 3 novembre 1918, ils avaient, en raison de leurs années de service, à calculer sans égard à leur capacité de service, à l'époque de la cessation de leur service actif, droit à une pension ou à une indemnisation à titre de renvoi (*Abfertigung*).

En tout cas sont exceptés ceux :

1^o Qui ont refusé le service dans l'Etat dont il sont devenus ressortissants ou qui n'ont pas fait la déclaration de loyauté (prêté le serment) qui leur a été officiellement demandée ; ou

2^o Qui ont abandonné leur service ; ou

3^o Qui, par leur propre faute, ne se sont pas conformés à une sommation soit générale ; soit spéciale, à se rendre au service ou de présenter une déclaration à cet effet ; ou

4^o Dont l'admission au service a été refusée pour des raisons d'intérêt public.

Le montant des pensions est fixé par l'Etat qui prend à sa charge la pension respective.

Article 3.

Les pensions ou allocations des survivants des personnes mentionnées à l'article premier et des survivants auxquels une pension ou allocation n'avait pas encore été allouée, à la date du 3 novembre 1918, sont, à partir du 1^{er} décembre 1923, à la charge de la Haute Partie contractante à laquelle, selon les dispositions précédentes, incomberait la charge des pensions des employés respectifs, sauf le cas où la veuve (l'orphelin) aurait acquis la nationalité d'une autre Partie contractante en vertu de Traité de Saint-Germain soit de plein droit, soit par option, soit par réclamation. Dans ce cas les pensions ou allocations seront à la charge de cette dernière Partie contractante.

Quant à la fixation du montant des pensions ou allocations, sera appliquée la disposition de l'article 2, alinéa 3.

Article 4.

Le paiement des pensions à des personnes résidant à l'étranger peut être subordonné à la condition, que la partie intéressée transfère son domicile dans l'Etat dont elle a acquis la nationalité.

PART I.

RULES GOVERNING THE TREATMENT OF FORMER AUSTRIAN GOVERNMENT EMPLOYEES AND SOLDIERS WHO HAVE NOT BEEN RECEIVED INTO THE SERVICE OF ANY OF THE HIGH CONTRACTING PARTIES.

Article 1.

The period of active service of former Austrian Government employees and of Austrian soldiers, who, on November 3, 1918, had not yet been pensioned off, and who have not been received into the service of any of the High Contracting Parties, shall be deemed to be terminated as from November 3, 1918, or from the subsequent date on which they were pensioned off by or with the consent of the State on which they constitute a charge according to the following provisions.

Article 2.

As from December 1, 1923, the persons referred to in Article 1 shall draw pensions from the respective High Contracting Parties of which they have, in virtue of the Treaty of Saint-Germain, become nationals, whether of right, by option or by claim, in so far as, under the rules of the former Austrian Empire in force on November 3, 1918, they were entitled to a pension or discharge indemnity (*Abfertigung*) on the termination of their period of active service or service with the colours, by reason of their years of service and irrespective of their capacity for service.

This provision shall in no case apply to persons who

- (1) Have refused to enter the service of the State of which they have become a national, or who have not made the declaration of loyalty (taken the oath) officially demanded of them, or
- (2) Have left the service, or
- (3) Have, through their own fault, failed to comply with a summons, whether general or special, to enter or report themselves for service, or
- (4) Have in the public interest been refused admission to the service:

The amounts of the pensions shall be fixed by the respective States which undertake to pay them.

Article 3.

Pensions or allowances of surviving dependents of the persons referred to in Article 1, and of surviving dependents to whom, on November 3, 1918, no pension or allowance had yet been granted, shall, as from December 1, 1923, be payable by the High Contracting Party which, according to the foregoing provisions, would be responsible for the pensions of the respective employees, unless the widow (or orphan) has, in virtue of the Treaty of Saint-Germain, acquired the nationality of another Contracting Party, whether of right, by option or by claim. In such cases the pensions or allowances shall be payable by the latter Contracting Party.

With regard to the fixing of the amount of the pensions or allowances, Article 2, paragraph 3 shall apply.

Article 4.

Payment of pensions to persons residing abroad may be made contingent upon transfer of domicile by the party concerned to the State the nationality of which he has acquired. In exceptional

Néanmoins, l'Etat intéressé peut consentir dans des cas exceptionnels et s'il est prouvé que le rapatriement du retraité rencontre des difficultés pour d'autres motifs ayant une importance particulière, à ce que le paiement des pensions soit fait à l'étranger. Le paiement des pensions peut être subordonné à des conditions distinctement précisées. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures pour faciliter le rapatriement des retraités.

Article 5.

Les dispositions des articles premier à 4 seront à appliquer aux employés des administrations communes de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, y compris l'administration provinciale de la Bosnie et de l'Herzégovine, qui n'ont pas été admis au service d'une des Hautes Parties contractantes et qui à la date du 3 novembre 1918 n'étaient pas encore mis à la retraite, ainsi qu'aux pensions de ces employés et de leurs survivants, à condition que ces employés (survivants) eussent été, à la date du 3 novembre 1918, sujets de l'ancien Empire d'Autriche.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à payer les pensions revenant d'après cette convention aux personnes qui tombent sous le coup de la présente convention, à la suite d'une requête à présenter dans le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention ; dans les paiements on portera en compte les avances, subventions ou autres paiements effectués à partir du 1^{er} décembre 1923 par l'importe quelle Haute Partie contractante.

Les paiements effectués jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité de Saint-Germain sont à considérer comme étant réciproquement compensés, même s'ils ont été effectués sur la base d'accords entre certaines des Hautes Parties contractantes.

En tant que certaines des Hautes Parties contractantes n'auraient pas renoncé, par des accords bilatéraux à conclure, au remboursement, les paiements (avances, subventions) éventuellement effectués à partir de l'entrée en vigueur du Traité de Saint-Germain (16 juillet 1920) par un autre Etat que celui qui d'après les dispositions précédentes est chargé du paiement à partir du 1^{er} décembre 1923, sont à rembourser par l'Etat débiteur à l'Etat qui a effectué le paiement. Le paiement doit être diminué ou suspendu à la demande, notifiée en temps utile, par l'Etat à la charge duquel il est fait. La monnaie dans laquelle seront effectués la compensation réciproque et le remboursement desdits paiements, ainsi que le taux de change, seront fixés par les accords à conclure entre les Etats intéressés.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne portent pas atteinte à des conventions particulières déjà existantes à ce sujet.

Article 7.

En cas de contestations entre les Hautes Parties contractantes au sujet de la nationalité de personnes qui tombent sous le coup de la présente convention les Hautes Parties contractantes s'engagent à continuer provisoirement les paiements courants jusqu'à ce que la nationalité de la personne en question soit établie, sauf remboursement par l'Etat dont l'ayant-droit aura acquis la nationalité.

A la demande de l'ayant-droit ou de l'Etat intéressé la contestation sera soumise dans le délai d'un an au tribunal arbitral compétent pour les questions de nationalité.

Article 8.

Les dispositions précédentes des articles 1 à 7 ne portent pas atteinte aux lois et règlements intérieurs en ce qui concerne les relations entre chacune des Hautes Parties contractantes et ses propres ressortissants.

cases, however, and if it is proved that the pensioner's repatriation would be difficult for other and specially important reasons, the State concerned may agree to pay the pension abroad. Payment of pensions may be made contingent upon clearly specified conditions. The High Contracting Parties agree to take steps to facilitate the repatriation of pensioners.

Article 5.

Articles 1-4 shall apply to employees of the common administrations of the former Austro-Hungarian Monarchy, including the provincial administration of Bosnia and Herzegovina, who have not been received into the service of any of the High Contracting Parties, and who, on November 3, 1918, had not yet been pensioned off, and also to the pensions of such persons or of their surviving dependents, provided that the said persons (or their surviving dependents) were, on November 3, 1918, subjects of the former Austrian Empire.

Article 6.

The High Contracting Parties undertake to pay the pensions due under the present Convention to the persons to whom it relates, on application being made within one year from the entry into force of the Convention ; loans, grants or other payments effected on or after December 1, 1923, by any of the High Contracting Parties shall be duly taken into account in respect of such payments.

Payments made before the entry into force of the Treaty of Saint-Germain shall be regarded as being set-off and finally settled even if made on the basis of agreements between certain of the High Contracting Parties.

Unless certain of the High Contracting Parties waive, under future bilateral agreements, their right to a refund, any payments (loans, grants) made after the entry into force of the Treaty of Saint-Germain (July 16, 1920) by a State other than that which, under the foregoing provisions, is responsible for payment as from December 1, 1923, are to be refunded by the debtor State to the State that made such payment. Payment must be reduced or suspended at the duly notified request of the State from which payment is due. The currency in which the said payments shall be set-off and the balance refunded, and the rate of exchange to be employed, shall be fixed by agreement between the States concerned.

The provisions of the foregoing paragraph are without prejudice to any existing special Conventions on the subject.

Article 7.

In the event of disputes arising between the High Contracting Parties with regard to the nationality of persons to whom the present Convention applies, the High Contracting Parties undertake to continue the current payments provisionally until the nationality of the person in question has been established, subject to repayment by the State the nationality of which the person entitled has acquired.

At the request of the person entitled or of the State concerned, the dispute shall be submitted, within one year, to the arbitral tribunal having jurisdiction in questions of nationality.

Article 8.

The foregoing provisions of Articles 1-7 shall be without prejudice to municipal laws and regulations regarding the relations between the respective High Contracting Parties and their own nationals.

II^{me} PARTIERÈGLEMENT DES CONDITIONS DES EMPLOYÉS DE LA COUR ET DES EMPLOYÉS DE L'ANCIENNE
CHANCELLERIE DU CABINET (KABINETTSKANZLEI).

Article 9.

Aux employés civils des administrations de l'ancienne Cour ainsi qu'aux employés de l'ancienne Chancellerie du Cabinet (*Kabinettskanzlei*), auxquels des pensions étaient déjà assignées ou dues ainsi qu'à leurs survivants, seront appliquées dans un sens approprié les dispositions de la Convention conclue à Rome le 6 avril 1922 entre l'Autriche, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie concernant les pensions qui étaient assignées par l'ancien Gouvernement d'Autriche.

En ce qui a égard aux employés pas encore mis à la retraite le 3 novembre 1918 et qui n'ont pas été admis au service d'une des Hautes Parties contractantes seront appliquées dans un sens approprié les dispositions de la première partie de la présente convention.

Le premier et le second alinéa du présent article n'ont trait qu'aux personnes qui, à la date du 3 novembre 1918, étaient ressortissants de l'ancien Empire d'Autriche.

Le règlement des pensions et allocations des anciens employés effectifs de l'administration des biens fidéicommissaires de l'ancienne famille souveraine d'Autriche-Hongrie ou d'une de ses lignes est réservé à des accords particuliers à conclure entre les Etats intéressés.

III^{me} PARTIEA. RÈGLEMENT DES CONDITIONS DE DROIT DES EMPLOYÉS DES ANCIENS CHEMINS DE FER
D'ÉTAT IMPÉRIAUX ROYAUX.

Article 10.

Aux pensions (y compris les *Provisionen*), allocations de grâce, indemnisations à titre de renvoi et indemnités de vie chère qui, à la date du 3 novembre 1918 étaient déjà assignées ou qui étaient dues, seront appliquées dans un sens approprié les dispositions de la Convention conclue le 6 avril 1922 à Rome entre l'Autriche, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie concernant les pensions qui étaient assignées par l'ancien Gouvernement d'Autriche.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à continuer provisoirement de payer, pour compte de l'Etat respectif, les pensions des employés et de leurs survivants mentionnées au 1^{er} alinéa, jusqu'à la date, aussi rapprochée que possible, à laquelle l'Etat en question se chargera définitivement du paiement de ces pensions.

Les dispositions contenues à l'article 6, alinéas 2, 3 et 4 de la partie première seront également appliquées aux paiements (pensions, avances, subventions) dont il est question au premier alinéa du présent article.

Article 11.

En ce qui a égard aux employés pas encore mis à la retraite le 3 novembre 1918 et qui n'ont pas été admis au service d'une des Hautes Parties contractantes seront appliquées, dans un sens approprié les dispositions de la partie première de la présente convention.

PART II.

RULES GOVERNING THE TREATMENT OF COURT EMPLOYEES AND EMPLOYEES OF THE FORMER
"CABINET OFFICE" (*Kabinettskanzlei*).*Article 9.*

In the case of civil employees of the administrations of the former Court, and of employees of the former "Cabinet Office" (*Kabinettskanzlei*), to whom pensions had already been awarded or were due, and also of surviving dependents of such employees, the provisions of the Convention concluded at Rome on April 6, 1922, between Austria, Czechoslovakia, Italy, Poland, Roumania and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, regarding the pensions awarded by the former Austrian Government, shall apply *mutatis mutandis*.

With regard to employees who had not yet been pensioned off on November 3, 1918, and who have not been received into the service of any of the High Contracting Parties, the provisions of Part I of the present Convention shall apply *mutatis mutandis*.

The first and second paragraphs of the present Article shall apply only to persons who, on November 3, 1918, were nationals of the former Austrian Empire.

The rules governing the pensions and allowances of former active employees of the administration for the property held in trust for the former sovereign family of Austria-Hungary, or for any branches of that family, shall be established by special agreements to be concluded between the States concerned.

PART III.

A. RULES GOVERNING THE TREATMENT DUE AS OF RIGHT TO EMPLOYEES OF THE FORMER
IMPERIAL AND ROYAL STATE RAILWAYS.*Article 10.*

In the case of pensions (including "*Provisionen*") bounties, discharge indemnities and cost-of-living allowances which, on November 3, 1918, had already been awarded or were due, the provisions of the Convention concluded at Rome on April 6, 1922, between Austria, Czechoslovakia, Italy, Poland, Roumania and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, regarding the pensions awarded by the former Austrian Government, shall apply *mutatis mutandis*.

The High Contracting Parties undertake to continue provisionally to pay, on behalf of the State concerned, the pensions referred to in paragraph 1 of employees or their surviving dependents, until the date, which should be as early as possible, on which the State in question permanently assumes responsibility for the payment of such pensions.

Part I, Article 6, paragraphs 2, 3 and 4, shall also apply to the payments (pensions, loans, grants) mentioned in the first paragraph of the present Article.

Article 11.

Part I of the present Convention shall apply *mutatis mutandis* to employees who, on November 3, 1918, had not yet been pensioned off, and who have not been received into the service of any of the High Contracting Parties.

Article 12.

Les dispositions des articles 10 et 11 seront également appliquées aux employés (survivants) des anciens chemins de fer provinciaux de la Bosnie et de l'Herzégovine et des anciens chemins de fer militaires impériaux et royaux de Banjalouka-Doberlin, en tant que ces personnes étaient à la date du 3 novembre 1918 ressortissants de l'ancien Empire d'Autriche. La répartition des fonds existant auprès de ces chemins de fer reste à régler par un accord à passer entre tous les Etats intéressés.

**B. RÉPARTITION DES FONDS DE PRÉVOYANCE DE L'ANCIENNE ADMINISTRATION DES CHEMINS DE FER
D'ÉTAT IMPÉRIAUX ROYAUX.***Article 13.*

Seront répartis d'après l'état qui résulte de l'inventaire ci-annexé formant une partie intégrante de la présente convention les biens des fonds suivants :

- 1^o Pensionsinstitut für Beamte und Unterbeamte der k. k. österreichischen Staatsbahnen ;
- 2^o Provisionsinstitut für Diener and Hilfsbedienstete der k. k. österreichischen Staatsbahnen ;
- 3^o Pensionsfond der ehemaligen k. k. priv. Kaiser Ferdinand-Nordbahn (Abteilung A) ;
- 4^o Pensionsfond der ehemaligen k. k. priv. Kaiser Ferdinands-Nordbahn (Abteilung B) ;
- 5^o Pensionsinstitut der ehemaligen k. k. priv. Böhmischen Nordbahn (Pensionsfond A) ;
- 6^o Pensionsinstitut der ehemaligen k. k. priv. Böhmischen Nordbahn (Pensionsfond B) ;
- 7^o Pensionsfond für die aus dem Dienste der priv. österreichisch-ungarischen Staatseisenbahngesellschaft in den Dienst der k. k. österreichischen Staatsbahnen übernommenen Beamten ;
- 8^o Provisionsfond für die aus dem Dienste der priv. österreichisch-ungarischen Staatseisenbahngesellschaft in den Dienst der k. k. österreichischen Staatsbahnen übernommenen Unterbeamten, Diener, Manipulantinnen und Arbeiter ;
- 9^o Pensionsinstitut der ehemaligen k. k. priv. österr. Nordwestbahn ;
- 10^o Pensionsinstitut der ehemaligen k. k. priv. Südnorddeutschen Verbindungsbahn.

Article 14.

Après avoir constaté que la valeur des fonds mentionnés à l'article précédent ne suffit pas à couvrir la charge des pensions, les Hautes Parties contractantes ont convenu de répartir ces fonds en proportion de la charge des pensions attribuées à chaque Etat par cette convention, charge qui ne peut être fixée qu'approximativement.

Article 15.

A l'effet de cette répartition les propriétés immobilières appartenant à tous ces fonds, ainsi que les droits et obligations y inscrits seront attribués à celle des Hautes Parties contractantes sur le territoire de laquelle ils se trouvent.

Les créances des fonds seront attribuées à celles des Hautes Parties contractantes sur le territoire desquelles se trouve le domicile ou le siège du débiteur.

Article 12.

Articles 10 and 11 shall also apply to employees (or their surviving dependents) of the former provincial railways of Bosnia and Herzegovina and of the former Imperial and Royal Banjaluka-Doberlin Military Railway, if on November 3, 1918, such persons were subjects of the former Austrian Empire. The apportionment of the funds belonging to these railways shall be settled by agreement among all the States concerned.

B. APPORTIONMENT OF THE PROVIDENT FUND OF THE FORMER ADMINISTRATION OF THE IMPERIAL AND ROYAL STATE RAILWAYS.

Article 13.

The assets of the following funds shall be apportioned in accordance with the annexed inventory, which forms an integral part of the present Convention :

- (1) Pensionsinstitut für Beamte und Unterbeamte der k. k. österreichischen Staatsbahnen.
- (2) Provisionsinstitut für Diener und Hilfsbedienstete der k. k. österreichischen Staatsbahnen.
- (3) Pensionsfond der ehemaligen k. k. priv. Kaiser Ferdinand-Nordbahn (Abteilung A).
- (4) Pensionsfond der ehemaligen k. k. priv. Kaiser Ferdinands-Nordbahn (Abteilung B).
- (5) Pensionsinstitut der ehemaligen k. k. priv. Böhmisches Nordbahn (Pensionsfond A).
- (6) Pensionsinstitut der ehemaligen k. k. priv. Böhmisches Nordbahn (Pensionsfond B).
- (7) Pensionsfond für die aus dem Dienste der priv. österreichisch-ungarischen Staatseisenbahngesellschaft in den Dienst der k. k. österreichischen Staatsbahnen übernommenen Beamten.
- (8) Provisionsfond für die aus dem Dienste der priv. österreichisch-ungarischen Staatseisenbahngesellschaft in den Dienst der k. k. österreichischen Staatsbahnen übernommenen Unterbeamten, Diener, Manipulantinnen und Arbeiter.
- (9) Pensionsinstitut der ehemaligen k. k. priv. österr. Nordwestbahn.
- (10) Pensionsinstitut der ehemaligen k. k. priv. Südnorddeutschen Verbindungsbahn.

Article 14.

Having noted that the value of the funds mentioned in the foregoing Article is not sufficient to meet the cost of the pensions, the High Contracting Parties have agreed to apportion these funds *pro rata* to the cost — which can be fixed only approximately — of the pensions assigned to each State by the present Convention.

Article 15.

For the purposes of this apportionment, the immovable properties forming part of all these funds, together with the rights and obligations pertaining thereto, shall be assigned to the High Contracting Party in the territory of which they are respectively situated.

Claims in respect of the funds shall be assigned to the High Contracting Party in the territory of which the debtor's domicile or head office is situated.

Les créances et dettes entre les divers fonds à répartir et les créances et dettes entre un fonds à répartir et l'ancien trésor impérial royal seront considérées comme annulées.

Article 16.

D'après cette attribution la quote-part du Royaume d'Italie dans la répartition des fonds est couverte entièrement, celles des autres Hautes Parties contractantes sont couvertes en partie, à l'exception du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sur le territoire duquel n'est situé aucun des immeubles en question.

Par conséquent seront répartis les titres, y compris ceux qui ont été lotis, mais pas encore réalisés avant le 15 octobre 1923, chaque catégorie de titres séparément, en nature entre les Etats respectifs d'après la clef suivante :

Autriche	2,5 %
Pologne	13,0 %
Roumanie	4,0 %
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	13,0 %
Tchécoslovaquie	67,5 %

Si, d'après cette clef de répartition quelques titres restaient indivisibles, la répartition de ces valeurs indivisibles — en tant que leur compensation n'aura pas lieu par un échange réciproque — sera effectuée entre lesdits Etats sur la base du produit de vente réel de ces soldes indivisibles.

La répartition sera effectuée par une commission à convoquer à Vienne dans le délai d'un mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention, commission dans laquelle tous les Etats participants à la répartition des titres seront représentés.

Les titres lotis après le 15 octobre 1923 ou, le cas échéant, le produit de leur réalisation en monnaie originale seront répartis d'après la clef de répartition susdite. Les coupons échus après le 15 octobre 1923 ou le produit de leur réalisation en monnaie originale seront attribués à l'Etat qui touche le titre même.

Article 17.

Le produit de la réalisation des titres lotis et réalisés jusqu'au 15 octobre 1923 ainsi que l'argent comptant, seront attribués à la République d'Autriche. De même le produit des coupons de tous les titres — en tant que ces coupons auront été réalisés jusqu'au 15 octobre 1923 — et les titres d'emprunt de guerre seront attribués à l'Autriche.

Par contre la République d'Autriche se charge de l'obligation de régler elle seule l'emprunt de compte courant au montant de 12 millions de couronnes, emprunt contracté auprès de la Caisse de Prêts de guerre à l'occasion de la souscription de l'emprunt de guerre, de dégager complètement les titres lombardés pour cet emprunt et de les mettre, grevés d'aucune charge, à la disposition pour la répartition.

Article 18.

La République tchécoslovaque cédera les rentes-papier, rentes-argent et rentes d'investissement de l'ancien Empire d'Autriche, qui, d'après la clef de répartition susdite, devraient lui échoir, par moitié au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et par moitié à la République d'Autriche en échange pour d'autres titres revenant à ces deux derniers Etats et à choisir d'un commun accord. Dans les mêmes conditions, la République polonaise cédera à la République d'Autriche les rentes-papier et rentes d'investissement revenant à la Pologne, également en échange pour d'autres titres échéant à l'Autriche.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à délivrer aux Etats auxquels des immeubles ou des créances sont attribués tous les documents et tous les écrits y relatifs qu'elle possède.

Claims and debts as between the various funds to be apportioned and claims and debts as between any of these funds and the former Imperial and Royal Treasury shall be deemed to be cancelled.

Article 16.

Under this assignment, Italy's share in the apportionment of the funds is met in full, and those of the other High Contracting Parties are met in part, except the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, in the territory of which none of the immovable property in question is situated.

The securities, including those allotted but not realised by October 15, 1923, shall therefore be apportioned, each class of security separately, *in natura* among the respective States according to the following scale :

Austria	2.5%
Czechoslovakia	67.5%
Poland	13.0%
Roumania	4.0%
The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	13.0%

If, according to this scale of apportionment, some securities remain indivisible, such indivisible surplus amounts shall — in so far as they have not been offset by mutual exchange — be apportioned among the said States on the basis of the proceeds from the actual sale of the surpluses in question.

The securities shall be apportioned by a commission, on which all the States participating in the apportionment shall be represented, and which shall be convened at Vienna within one month from the entry into force of the present Convention.

Securities allotted after October 15, 1923, or, in the case of such securities which have had to be realised, the proceeds of their realisation in the original currency, shall be apportioned according to the above-mentioned scale. Coupons which fell due after October 15, 1923, or the proceeds of their realisation in the original currency, shall be assigned to the State receiving the security itself.

Article 17.

The proceeds of the realisation of securities allotted and realised before October 15, 1923, and also the cash in hand, shall be assigned to the Austrian Republic. Similarly, the proceeds of the coupons of all the securities — in so far as such coupons have been realised before October 15, 1923 — and the war loan bonds shall be assigned to Austria.

The Austrian Republic, on the other hand, undertakes sole responsibility for the settlement of the current account loan, amounting to 12 million crowns, contracted with the War Loan Office at the time of the subscription of the war loan, to redeem in full the securities assigned to that loan and to hand them over, free from all charges, for apportionment.

Article 18.

The Czechoslovak Republic shall transfer the paper and silver "rentes" and "investment rentes" of the former Austrian Empire which, according to the above-mentioned scale of apportionment, should accrue to it, to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the Austrian Republic in equal portions, in exchange for other securities due to the latter two States, such securities to be selected by joint agreement. Similarly, the Polish Republic shall transfer to the Austrian Republic the paper "rentes" and "investment rentes" due to Poland, also in exchange for other securities accruing to Austria.

Article 19.

The High Contracting Parties undertake to deliver to the State to which immovable property or claims are assigned all documents and papers relating thereto in their possession.

Le Gouvernement fédéral d'Autriche accordera gratuitement l'autorisation d'exporter les titres à délivrer aux autres Hautes Parties contractantes et pourvoira, s'il y a lieu, à l'annulation de l'estampillage autrichien.

Article 20.

Par la présente convention les fonds à répartir sont considérés comme liquidés.

IV^{me} PARTIE

CLAUSES FINALES.

Article 21.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se délivrer mutuellement, à l'occasion de la remise de la charge des pensions, les actes et les documentations nécessaires y respectifs et à conserver pendant trente années à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention, les livres et écrits globaux de ce genre.

Elles conviennent, en outre, de se prêter mutuellement assistance en vue de l'exécution de la présente convention, de correspondre en la matière directement par voies des départements centraux compétents sans l'intermédiaire des missions diplomatiques, de permettre aux organes désignés des Etats intéressés la consultation et inspection, respectivement la faculté de faire des copies des actes et de fournir les renseignements nécessaires par la voie la plus courte.

Article 22.

La présente convention sera ratifiée le plus tôt possible.

Chaque Etat adressera sa ratification au Gouvernement autrichien, par le soin duquel il en sera donné avis à tous les autres Etats signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement autrichien.

La présente convention entrera en vigueur après ratification de toutes les Hautes Parties contractantes, à la date de la déposition de la dernière ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait à Vienne, le trente novembre mil neuf cent vingt-trois en un seul exemplaire français qui restera déposé dans les archives du Gouvernement d'Autriche et dont les expéditions authentiques seront remises à chacun des Etats signataires.

Pour l'Autriche :

D^r KIENBÖCK.

Pour l'Italie :

A. Ch. BORDONARO.

Pour la Pologne :

D^r Zbigniew SMOLKA.

Pour la Roumanie :

Vu le protocole du 30 novembre 1923 annexé au projet de convention entre l'Autriche, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie,

The Austrian Federal Government shall grant a free authorisation to export the securities to be delivered to the other High Contracting Parties and shall, if necessary, arrange for cancellation of the Austrian stamping.

Article 20.

The funds to be apportioned shall be deemed to be liquidated by the present Convention.

PART IV.

FINAL CLAUSES.

Article 21.

The High Contracting Parties undertake to deliver to each other, at the time of transfer of the responsibility for payment of pensions, the necessary instruments and documents relating thereto and to preserve the books and collected papers of this kind for thirty years from the entry into force of the present Convention.

They further agree to assist each other in applying the present Convention to carry out their correspondence for that purpose direct through the central departments concerned and not through the diplomatic missions, to allow the organs appointed by the States concerned to consult, inspect and make copies of the instruments, and to furnish the necessary particulars through the most expeditious channels.

Article 22.

The present Convention shall be ratified as soon as possible.

Each State shall send its ratification to the Austrian Government, which shall notify all the other signatory States of such ratification.

The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Austrian Government.

The present Convention shall enter into force when ratified by all the High Contracting Parties, on the date of the deposit of the last ratification.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Vienna, on November the thirtieth, one thousand nine hundred and twenty-three, in a single French copy, which shall be deposited in the archives of the Austrian Government, and certified true copies of which shall be delivered to each of the signatory States.

For Austria :

Dr. KIENBÖCK.

For Italy :

A. Ch. BORDONARO.

For Poland :

Dr. Zbigniew SMOLKA.

For Roumania :

Having regard to the Protocol of November 30, 1923, annexed to the draft Convention between Austria, Czechoslovakia, Italy, Poland, Roumania, and the Kingdom of the Serbs, Croats and

concernant le règlement de diverses catégories de pensions ainsi qu'au projet de convention entre l'Autriche, l'Italie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie, concernant le règlement des pensions provinciales, communales et de districts, le soussigné, J. NISTOR, ministre d'Etat, déclare signer et signe ces deux textes de convention, en précisant que les dispositions contenues dans les conventions ne pourront constituer aucune entrave pour le Gouvernement royal roumain d'établir par sa législation intérieure les conditions à remplir par les requérants pour pouvoir prétendre la reconnaissance d'un droit à la pension ainsi que le quantum de la pension à servir.

VIENNE, le 26 juillet 1924.

J. NISTOR.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

D^r Ivan ROUPNIK, M. CVETNITCH.

Pour la Tchécoslovaquie :

D^r Bohumil VLASÁK.

DÉCLARATIONS ADDITIONNELLES DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

1^o Les Hautes Parties contractantes se déclarent prêtes à examiner avec la plus grande bienveillance les requêtes tendant à obtenir le paiement de la pension à l'étranger tout en tenant compte de la situation particulière des requérants, même dans le cas où une requête antérieure aurait été rejetée.

2^o a) La délégation italienne déclare, que le Gouvernement italien examinera avec toute bienveillance les questions relatives à l'acquisition de la nationalité italienne des employés visés par la convention précédente à l'égard desquels les demandes d'option ou réclamation n'ont pas encore été décidées.

b) Les Hautes Parties contractantes se déclarent prêtes à passer des accords bilatéraux tendant à régler le traitement à faire aux employés qui ont été renvoyés, pour raison de la non-acquisition de la ressortissance de l'Etat, auprès duquel ils ont prêté quelques années de service après le 3 novembre 1918.

Pour l'Autriche :

D^r KIENBÖCK.

Pour l'Italie :

A. Ch. BORDONARO.

Pour la Pologne :

D^r Zbigniew SMOLKA.

Pour la Roumanie :

J. NISTOR.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

D^r Ivan ROUPNIK, M. CVETNITCH.

Pour la Tchécoslovaquie :

D^r Bohumil VLASÁK.

Slovenes, establishing rules for various classes of pensions, and also to the draft Convention between Austria, Czechoslovakia, Italy, Poland, Roumania and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, establishing rules for provincial, communal and district pensions, I, the undersigned, J. NISTOR, Minister of State, declare that I sign and do sign these two Conventions, stipulating that the provisions thereof shall in no way debar the Royal Roumanian Government from prescribing by its municipal laws the conditions that applicants must fulfil in order to claim recognition of the right to a pension, and also the amount of the pension to be granted.

VIENNA, July 26, 1924.

J. NISTOR.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Dr. IVAN ROUPNIK, M. CVETNITCH.

For Czechoslovakia :

Dr. BOHUMIL VLASÁK.

ADDITIONAL DECLARATIONS OF THE HIGH CONTRACTING PARTIES.

1. The High Contracting Parties declare themselves ready to give most favourable consideration to applications for payment of pensions abroad, with due reference to the special position of the claimants, even in cases where a previous application has been refused.

2. (a) The Italian Delegation [declares that the Italian Government will give most favourable consideration to questions concerning the acquisition of Italian nationality by the employees referred to in the foregoing Convention in connection with whose option or claim no decision has yet been taken.

(b) The High Contracting Parties declare themselves ready to conclude bilateral agreements establishing rules for the treatment of employees who, though they remained in service for some years after November 3, 1918, did not acquire the nationality of the State they served, and were on that account discharged by that State.

For Austria :

Dr. KIENBÖCK.

For Italy :

A. Ch. BORDONARO.

For Poland :

Dr. Zbigniew SMOLKA.

For Roumania :

J. NISTOR.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Dr. IVAN ROUPNIK, M. CVETNITCH.

For Czechoslovakia :

Dr. BOHUMIL VLASÁK.

VERMÖGENSVERZEICHNIS.

GROUPE I^{er}.

TITRES DE VALEUR A L'EXCLUSION DES TITRES LOTIS ET RÉALISÉS A LA DATE DU 15 OCTOBRE 1923, EN OUTRE A L'EXCLUSION DES EMPRUNTS DE GUERRE.

N ^o	Noms des titres	Nombre	Valeur nominale Couronnes	Avec coupon du	Evaluation resp. cours du 15/X 1923	Valeur selon évaluation resp. cours Couronnes autrichiennes
1	4 % öst. Goldrente strfr.		fl. or 453.300 fl. or	1/10/19	p. 50 fl. or 18.000 p. 50 fl. or	163.080.000
	<i>Obligation de la dette publique</i>					
2	4 % K. E.-Bahn in Gold, strfr.		196.800	1/1/24	50.000	196.800.000
3	4 % K. R.-Bahn, strfr.		605.200	1/1/24	3.300	19.971.600
4	4 % Pilsen-Priesener Bahn		6.000	1/7/19	143.000	8.580 000
5	4 % Nordwest-Bahn, öst. und Süd-nordd. Verb.-Bahn.		3.320.400	1/7/19	118.000	3.918.072.000
6	4 % C. L.-Bahn, galiz.		1.024.800	1/7/19	1.500	15.372.000
7	5 1/4 % Fr. J.-Bahn in fl.		5.324.000	1/7/19	106.000	5.643.440.000
	<i>Lettres hypothécaires</i>					
8	4 % der Pester ung. Commercial-Bank, 50jähr., in fl.		220.000	1/2/24	400	888.000
9	4 1/2 % der galiz. Aktien-Hyp.-Bank, 50jähr., in fl.		2.000	1/11/23	1.000	20.000
10	4 % der öst.-ung. Bank, 50j., in fl.		330.000	—	100	330.000
11	4 % der oberöst. Landes-Hyp.-Anst., in fl.		4.000	1/11/23	90	3.600
12	4 % der allg. öst. Bod.-Cred.-Anst., 50j., in fl. und K.		1.269.000	1/4/24	150	1.903.500
13	4 % der Böhm. Hyp.-Bank, 57j.		610.000	1/2/24	175.000	1.067.500.000
14	4 % der Böhm. Hyp.-Bank, 42 1/2j.		274.000	1/11/23	180.000	493.200.000
15	4 % d. galiz. Landesbank, 57 1/2j.		619.000	31/12/23	1.000	6.190.000
16	4 % d. galiz. Bod.-Cred.-Ver., 56jähr.		20.000	31/12/23	1.000	200.000
17	5 % Akt. abgest. d. K. E.-Bahn, III. Em. (Salzburg-Tirol)	2	800	1/1/24	p. titre 6.000	12.000
18	— Gewinthscheine der 4 % Präm.-Schuldver. der Ung. Hyp.-Bank	26	—	—	700	18.200
19	— Gewinthscheine der 3 % Präm.-Schuldver. der Allg. öst. Boden-Credit-Anstalt, Em. 1880	83	—	—	650	53.950
20	— Ung. Präm.-Anl. v. J. 1870, in fl.	I	200	—	200	200
		I	100	—	100	100
21	4 % Galiz. Landesbank, v. J. 1893	I	43.900	1/11/19	200	87.800
22	4 % Eisenbahn-Schuldsch. der Böhm. Landesbank, 78 jähr.		224.200	1/3/24	155.000	347.510.000
23	4 % Eisenbahn-Oblig. d. galiz. Landesbank, 57 1/2jähr.		689.000	1/4/24	500	3.445.000
24	4 % Wr. Verk. Anlg. Anl., Em. I, II und 1900.		4.607.800	1/4/24	110	5.068.580

LIST OF ASSETS.

GROUP I.

SECURITIES WITH THE EXCEPTION OF THOSE ALLOTTED AND REALISED BY OCTOBER 15, 1923,
AND ALSO OF WAR LOAN BONDS.

No.	Titles of Securities	Number	Nominal Value in Crowns	Date of Coupon	Estimate according to exchange rates on 15/X 1923	Estimated value in Austrian crowns
I	4 % öst. Goldrente strfr.		gold fl. 453,300	1/10/19	p. 50 gold fl. 18,000	163,080,000
	<i>Public Debt Bonds.</i>		gold fl.		p. 50 gold fl.	
2	4 % K. E.-Bahn in Gold, strfr. . .		196,800	1/1/24	50,000	196,800,000
3	4 % K. R.-Bahn, strfr.		605,200	1/1/24	3,300	19,971,600
4	4 % Pilsen-Priesener Bahn		6,000	1/7/19	143,000	8,580,000
5	4 % Nordwest-Bahn, öst. und Süd-nordd. Verb.-Bahn		3,320,400	1/7/19	118,000	3,918,072,000
6	4 % C. L.-Bahn, galiz.		1,024,800	1/7/19	1,500	15,372,000
7	5 ¼ % K. Fr. J.-Bahn in fl.		5,324,000	1/7/19	106,000	5,643,440,000
	<i>Mortgage Securities</i>					
8	4 % der Pester ung. Commercial-Bank 50jähr., in fl.		220,000	1/2/24	400	888,000
9	4 ½ % der galiz. Aktien-Hyp.-Bank, 50jähr., in fl.		2,000	1/11/23	1,000	20,000
10	4 % der öst.-ung. Bank, 50j., in fl. .		330,000	—	100	330,000
11	4 % der oberöst. Landes-Hyp.-Anst., in fl.		4,000	1/11/23	90	3,600
12	4 % der allg. öst. Bod.-Cred.-Anst., 50j., in fl. und K		1,269,000	1/4/24	150	1,903,500
13	4 % der Böhm. Hyp.-Bank, 57j.		610,000	1/2/24	175,000	1,067,500,000
14	4 % der Böhm. Hyp.-Bank, 42 ½j.		274,000	1/11/23	180,000	493,200,000
15	4 % d. galiz. Landesbank, 57 ½j.		619,000	31/12/23	1,000	6,190,000
16	4 % d. galiz. Bod.-Cred.-Ver., 56jähr.		20,000	31/12/23	1,000	200,000
17	5 % Akt. abgest. d. K. E.-Bahn, III. Em. (Salzburg-Tirol)	2	800	1/1/24	p. security 6,000	12,00
18	— Gewinthscheine der 4 % Präm.-Schuldver. der Ung. Hyp.-Bank	26	—	—	700	18,200
19	— Gewinthscheine der 3 % Präm.-Schuldver. der Allg. öst. Boden-Credit-Anstalt, Em. 1880	83	—	—	650	53,950
20	— Ung. Präm.-Anl. v. J. 1870, in fl	I	200	—	200	200
		I	100	—	100	100
21	4 % Galiz. Landesanal. v. J. 1893	I	43,900	1/11/19	200	87,800
22	4 % Eisenbahn-Schuldsch. der Böhm. Landesbank, 78jähr.		224,200	1/3/24	155,000	347,510,000
23	4 % Eisenbahn-Oblig. d. galiz. Landesbank, 57 ½jähr.		689,000	1/4/24	500	3,445,000
24	4 % Wr. Verk. Anlg. Anl., Em. I, II und 1900.		4,607,800	1/4/24	110	5,068,580

N°	Noms des titres	Nombre	Valeur nominale Couronnes	Avec coupon du	Evaluation resp. cours du 15/X 1923	Valeur selon évaluation resp. cours Couronnes autrichiennes
25	4% Anlehen d. Stadt Lemberg v. J. 1896.		70.000	1/11/19	200	140.000
26	4% Kommunal-Oblig. der galiz. Landesbank, IV. Em. (.)		80.000	1/4/24	200	160.000
27	4% Kommunal-Schuldsch. der Böhm. Landesbank, 78jähr.		1.136.000	1/2/24	175.000	1.988.000.000
<i>Rentes</i>						
28	4% einh. konv. strfr. Kronenrente Mai-November		3.010.100	1/11/19		3.010.100
29	4% öst. Kronenrente März-September einh. konv. strfr. Kronenrente		11.560.900	1/3/20		11.560.900
30	4% Jänner-Juli		1.554.600	1/7/19		1.554.600
31	4% einh. konv. strfr. Kronenrente Juni-Dezember		361.200	1/6/19		361.200
32	4.2% einh. Silberrente.		140.000	1/10/19		140.000
33	4% ung. strfr. Kronenrente		255.700	1/6/19		255.700
34	3½% öst. Investitionsrente		64.000	1/8/19		64.000
35	4.2% einh. Notenrente		703.000	1/2/20		703.000
<i>Priorités</i>						
36	4% der K. F.-Nordbahn in fl.		11.015.600	1	85.000	9.363.260.000
37	4% der K. Fr. J.-Bahn, Em. 1884 in fl.		40.000	1/4/19	95.000	38.000.000
38	4% der Südnordd. Verb.-Bahn Em. 1892 in fl.		182.800	1/7/19	135.000	246.780.000
39	4% der Buschtährader Eisenbahn, Em. 1896		544.800	1/4/24	135.000	735.480.000
40	3% der Dux-Bodenb. Eisenbahn, Em. 1893		170.000	1/1/24	110.000	187.000.000
41	5% der Südbahn-Ges. in Gold		190.000	1/7/19	p. 50 fl. or 130.000	494.000.000
42	4% der Pilsen-Priesener Bahn in fl.		126.900	1/7/19	140.000	177.660.000
43	4% der Albrechtsbahn		24.000	1/5/19	1.200	288.000
44	4% der K. E.-Bahn in Mark		Mk. 24.000	1/4/24	—	—
45	3½% der öst. Nordwestbahn		2.467.400	2	85.000	2.097.290.000
46	4% der öst. Nordwestbahn		76.000	1/4/19	95.000	72.200.000
47	4% der Mähr.-schles. Zentralb.		1.672.800	1/7/19	120.000	2.007.360.000
48	4% der ung.-galiz. Eisenbahn, Em. 1887 in fl.		30.000	1/7/19	50.000	15.000.000
49	3½% der ung.-galiz. Eisenbahn, Em. 1870, konv.		1.001.200	1/9/19	50.000	500.600.000
50	3½% der ung.-galiz. Eisenb., Em. 1878, konv.		22.000	1/9/19	50.000	11.000.000

¹ Em. 1891 avec coupons du 1/4/1919.

» 1887 » » 1/5/1919.

» 1888 } » » 1/6/1919.

» 1904 } » » 1/6/1919.

» 1898 » » 1/8/1919.

» 1886 » » 1/9/1919.

² lit. A avec coupons du 1/9/1919.

» B » » 1/5/1919.

No.	Titles of Securities	Number	Nominal Value in Crowns	Date of Coupon	Estimate according to exchange rates on 15/X 1923	Estimated value in Austrian crowns
25	4 % Anlehen d. Stadt Lemberg v. J. 1896		70,000	1/11/19	200	140,000
26	4 % Kommunal-Oblig. der galiz. Landesbank, IV. Em.		80,000	1/4/24	200	160,000
27	4 % Kommunal-Schuldsch. der Böhm. Landesbank, 78jähr.		1,136,000	1/2/24	175,000	1,988,000,000
<i>Rentes</i>						
28	4 % einh. konv. strfr. Kronenrente Mai-November		3,010,100	1/11/19		3,010,100
29	4 % öst. Kronenrente März-September		11,560,900	1/3/20		11,560,900
30	4 % einh. konv. strfr. Kronenrente Jänner-Juli		1,544,600	1/7/19		1,544,600
31	4 % einh. konv. strfr. Kronenrente Juni-Dezember		361,200	1/6/19		361,200
32	4.2 % einh. Silberrente		140,000	1/10/19		140,000
33	4 % ung. strfr. Kronenrente		255,700	1/6/19		255,700
34	3 ½ % öst. Investitionsrente		64,000	1/8/19		64,000
35	4.2 % einh. Notenrente		703,000	1/2/20		703,000
<i>Preference Shares.</i>						
36	4 % der K. F.-Nordbahn in fl.		11,015,600	¹	85,000	9,363,260,000
37	4 % der K. Fr. J.-Bahn, Em. 1884 in fl		40,000	1/4/19	95,000	38,500,000
38	4 % der Südnordd. Verb.-Bahn Em. 1892 in fl.		182,800	1/7/19	135,000	246,780,000
39	4 % der Buschtährader Eisenbahn, Em. 1896		544,800	1/4/24	135,000	735,480,000
40	3 % der Dux-Bodenb. Eisenbahn, Em. 1893		170,000	1/1/24	110,000	187,000,000
41	5 % der Sudbahn-Ges. in Gold		p. gold fl.	1/7/19	p. 50 gold fl.	
42	4 % der Pilsen Priesener Bahn in fl.		190,000	1/7/19	130,000	494,000,000
43	4 % der Albrechtsbahn		126,900	1/7/19	140,000	177,660,000
44	4 % der K. E.-Bahn in Mark		24,000	1/5/19	1,200	288,000
45	4 % der K. E.-Bahn in Mark		Mk. 24,000	1/4/24	—	—
45	3 ½ % der öst. Nordwestbahn		2,467,400	²	85,000	2,097,290,000
46	4 % der öst. Nordwestbahn		76,000	1/4/19	95,000	72,200,000
47	4 % der Mähr.-schles. Zentralb.		1,672,800	1/7/19	120,000	2,007,360,000
48	4 % der ung.-galiz. Eisenbahn, Em. 1887 in fl.		30,000	1/7/19	50,000	15,000,000
49	3 ½ % der ung.-galiz. Eisenbahn, Em. 1870, konv.		1,001,200	1/9/19	50,000	500,600,000
50	3 ½ % der ung.-galiz. Eisenb., Em. 1878, konv.		22,000	1/9/19	50,000	11,000,000

¹ Issued in 1891 with coupons dated 1/4/1919.

» 1887 » » » 1/5/1919.

» 1888 } » » » 1/6/1919.

» 1904 } » » » 1/6/1919.

» 1898 » » » 1/8/1919.

» 1886 » » » 1/9/1919.

² Series A with coupons dated 1/9/1919.

» B » » » 1/5/1919.

N ^o	Noms des titres	Nombre	Valeur nominale Couronnes	Avec coupon du	Evaluation resp. cours du 15/X 1923	Valeur selon évaluation resp. cours Couronnes autrichiennes
51	3 ½ % der ung.-galiz. Eisenb., Em. 1903		131.000	1/9/19	50.000	65.500.000
52	4 % der Vorarlbergerb. in fl.		66.000	1/3/24	110	72.600
53	4 % der Bregenzerwaldbahn		2.908.800	1/2/24	100	2.908.800
54	4 % d. Lemberg-Czernowitz-Jassy Eisenb., Em. 1884		180.600	1/5/19	20.000	36.120.000
55	4 % d. Lemberg-Czernowitz-Jassy Eisenb., Em. 1894		614.800	1/7/19	20.000	122.960.000
56	4 % der Czernowitz-Nowosilietza Bahn (Bukow. Lb.)		175.600	1/7/19	12.000	21.072.000
57 ^a	3.6 % der Lemberg-Czernowitz-Jassy Eisenb., Em. 1884		45.000	1/5/19	18.000	8.100.000
58	4 % der Lokalb. Eisenerz-Vordernberg in fl.		1.150.800	1/1/24	110	1.265.880
59	4 % der Lokalbahn Absdorf-Stockerau		1.031.600	1/2/24	85	876.860
60	4 % der Kaschau-Oderberger Bahn, Em. 1889, gem. Str.		1.536.000	1/1/24	125.000	1.920.000.000
61	4 % der Kaschau-Oderberger Bahn, Em. 1889, öst. Str.		20.000	1/1/24	125.000	25.000.000
62	4 % der Böhm. Westb., Em. 1895		1.274.400	1/7/19	140.000	1.784.160.000
63	4 % der Böhm. Westb., Em. 1885		12.000	1/7/19	135.000	16.200.000
64	4 % der galiz. C. L.-Bahn in fl.		1.385.200	1/7/19	5.000	69.260.000
65	4 % der Mähr. Grenzbahn		1.720.800	1/9/19	135.000	2.323.080.000
						36.240.190.170

GROUPE II

IMMEUBLES.

a) Immeubles situés sur le territoire de la République d'Autriche.

- Wien : I., Hegelgasse 7
Lothringerstrasse 3 } maison de rapport.
Brandstätte 4
Elisabethstrasse et Nibelungengasse (Schillerhof), bureau.
Gauer mann gasse 2 et 4, office.
- IV., Mayerhofgasse 11, maison de rapport.
- IX., Franz Josephbahnstrasse 1 et 3, maison de rapport, appartements pour salariés.
Universitätsstrasse 10, maison de rapport.
- Krems a. d. Donau : Maison d'habitations pour employés.
- Innsbruck : Viaduktgasse 27 et 29, maisons d'habitations pour employés.
- Villach : Tirolerstrasse 6-12, 4 maisons d'habitations pour employés.
- Klagenfurt : Jesserniggstrasse 31 et 33, maisons d'habitations pour employés.
- Knittelfeld : Roseggerstrasse, maison d'habitations pour employés.
- Wien : XIII., Hackingerstrasse 39 et 39a } maisons d'habitations pour salariés prises en location
XIX., Eisenbahnstrasse 15 et 15a } contre remboursement des frais de construction au syndicat d'entrepreneurs en constructions et habitations d'utilité publique à Vienne, XIII., conformément au tableau d'amortissement.
Eisenbahnstrasse 11 et 13 }
- IV., Gusshausstrasse 19 (y compris une terre à Eckartsau), maison de rapport.
- VII., Neubaugürtel 14/16 et Stollgasse 10/12, trois maisons de rapport, en partie bureaux.

No.	Titles of Securities	Number	Nominal Value in Crowns	Date of Coupon	Estimate according to exchange rates on 15/X 1923	Estimated value in Austrian crowns
51	3 ½% der ung.-galiz. Eisenb., Em. 1903		131,000	1/9/19	50,000	65,500,000
52	4% der Vorarlbergerb. in fl.		66,000	1/3/24	110	72,600
53	4% der Bregenzerwaldbahn		2,908,800	1/2/24	100	2,908,800
54	4% d. Lemberg-Czernowitz-Jassy Eisenb., Em. 1884		180,600	1/5/19	20,000	36,120,000
55	4% d. Lemberg-Czernowitz-Jassy Eisenb., Em. 1894		614,800	1/7/19	20,000	122,960,000
56	4% der Czernowitz-Nowosilietza Bahn (Bukow. Lb)		175,600	1/7/19	12,000	21,072,000
57	3.6% der Lemberg-Czernowitz-Jassy Eisenb., Em. 1884		45,000	1/5/19	18,000	8,100,000
58	4% der Lokalb. Eisenerz-Vordernberg in fl.		1,150,800	1/1/24	110	1,265,880
59	4% der Lokalbahn Absdorf-Stockerau		1,031,600	1/2/24	85	876,860
60	4% der Kaschau-Oderberger Bahn, Em. 1889, gem. Str.		1,536,000	1/1/24	125,000	1,920,000,000
61	4% der Kaschau-Oderberger Bahn, Em. 1889, öst. Str.		20,000	1/1/24	125,000	25,000,000
62	4% der Böhm. Westb., Em. 1895		1,274,400	1/7/19	140,000	1,784,160,000
63	4% der Böhm. Westb., Em. 1885		12,000	1/7/19	135,000	16,200,000
64	4% der galiz. C. L.-Bahn in fl.		1,385,200	1/7/19	5,000	69,260,000
65	4% der Mähr. Grenzbahn		1,720,800	1/9/19	135,000	2,323,080,000
						36,240,190,170

GROUP II.

IMMOVABLE PROPERTY.

(a) Immovable property in the territory of the Austrian Republic.

- Vienna : I., Hegelgasse 7
Lothringerstrasse 3 } revenue-producing houses.
Brandstätte 4
Elisabethstrasse and Nibelungengasse (Schillerhof) office.
Gauermanngasse 2 and 4, office.
- IV., Mayerhofgasse 11, revenue-producing house.
- IX., Franz Josephbahnstrasse 1 and 3, revenue-producing house, workmen's flats.
Universitätsstrasse 10, revenue-producing house.
- Krems a. d. Donau : Dwelling-house for employees.
- Innsbruck : Viaduktgasse 27 and 29, dwelling-houses for employees.
- Villach : Tirolerstrasse 6-12, 4 dwelling-houses for employees.
- Klagenfurt : Jesserniggstrasse 31 and 33, dwelling-houses for employees.
- Knittelfeld : Roseggerstrasse, dwelling-houses for employees.
- Vienna : XIII., Hackingerstrasse 39 and 39a } workmen's dwelling-houses leased in consideration of
XIX., Eisenbahnstrasse 15 and 15a } the refunding of the building expenses to the syndicate
Eisenbahnstrasse 11 and 13 } of contractors for buildings and dwellings of public
utility at Vienna, XIII., in accordance with the
amortisation schedule.
- IV., Gusshausstrasse 19 (including land at Eckartsau), revenue-producing house.
- VII., Neubaugürtel 14/16 and Stollgasse 10/12, three revenue-producing houses, partly offices.

- XV., Felberstrasse 14/16
 XIV., Nobilegasse 28 (Sturzgasse 19)
 XX., Klosterneuburgerstrasse 115/117
 Brigittenuerlände 134/136
 Verlängerte Engerth- und Leystrasse } maisons d'habitations pour salariés.
 XIII., Hackingerstrasse 55/59, 4 maisons d'habitations pour salariés louées au syndicat d'entrepreneurs en constructions.
 XIV., Sturzgasse 17, maison d'habitation pour salariés.
 St. Pölten : 2 établissements pour colonies avec 36 maisons d'habitations pour salariés, terrains vagues.
 Brunn bei Pöchlarn : 3 maisons d'habitations pour salariés.
 Krems a. d. Donau : 3 maisons d'habitations pour salariés.
 Attnang-Puchheim : 1 maison d'habitations pour salariés.
 Linz, commune de Lustenau : 17 maisons d'habitations pour salariés.
 Wels : 2 maisons d'habitations pour salariés.
 Innsbruck : 4 maisons d'habitations pour salariés, Andreas Hoferstrasse 53/55, Staatsbahnstrasse 2/4, Sonnenburgstrasse 20/22.
 4 maisons d'habitations pour salariés, Staatsbahnstrasse 12/18.
 Bischofshofen : 2 maisons d'habitations pour salariés.
 Landeck : Terrains vagues.
 St. Veit a. d. Glan : 1 maison d'habitations pour salariés, C.-N^o 45.
 5 maisons d'habitations pour salariés, C.-N^o 114/118.
 Knittelfeld : 3 maisons d'habitations pour salariés, Judenburgstrasse 209 et Murvorstadt, Hauptstrasse 132/133.
 Ainbach : Domaine rural.
 Villach : 16 maisons d'habitations pour salariés aux Meerbothgründen.
 Klagenfurt : Maison d'habitations pour salariés.
 Leitendorf bei Leoben : 5 maisons d'habitations pour salariés.
 Zell am See : Terrains vagues.
 Wien : II., Zirkusgasse 47, maison de rapport.
 Nordbahnstrasse 50, bâtiment pour l'administration.
 Haberhof, Mühlfeldgasse 15 } offices.
 Mühlfeldgasse 16 }
 Praterstrasse 68, maison de rapport.
 Grosse Mohregasse 25, maison de rapport.
 Grosse Pfarrgasse 28-30, maison de rapport.
 Kaiser Josephstrasse 32 et Aloisgasse 5, maisons de rapport (en partie office).
 Taborstrasse 22 } maisons de rapport.
 Novaragasse 31 }
 Holzhausergasse 1, maison de rapport (en partie office).
 XXI., 14 maisons d'habitations pour salariés, C.-N^o 1473, Immen-, Kuenburg-, Gerichts- und Bahnsteggasse.
 I., Schwarzenbergplatz 3, office.
 XI., 11 maisons d'habitations Laaerberggasse, Geisselbergstrasse, Pensionsgasse, Hauffgasse, loués à un syndicat d'entrepreneurs en construction 9 parcelles.
 II., Taborstrasse 68-70, office.

b) Immeubles situés sur le territoire du Royaume d'Italie.

- Trieste : Maisons d'habitations pour salariés, Chiarbola inferiore.
 Un bâtiment d'école.
 Pola : 2 maisons d'habitations pour salariés.

c) Immeubles situés sur le territoire de la République polonaise.

- Kraków : 1 maison d'habitation pour employés, ulica Blich N^o 6.
 Lwów : 1 bâtiment pour l'administration avec adaption et dépendance, ulica Krasickich 2-4.
 1 maison d'habitations pour employés, ulica Sapiehy et Głęboka.
 Nouveau bâtiment pour l'administration, ulica Zygmuntowska.
 Dépendance pour employés, ulica Zygmuntowska.
 Przemyśl : Maison d'habitations pour salariés, ulica Krasiniewskiego 13, 13a et 13b.
 Nowy Sącz : 2 établissements pour colonies avec 6 maisons à appartements simples et 96 maisons à appartements doubles.

- XV., Felberstrasse 14/16
 XIV., Nobilegasse 28 (Sturzgasse 19)
 XX., Klosterneuburgerstrasse 115/117
 Brigittenauerlände 134/136
 Verlängerte Engerth- and Leystrasse } workmen's dwelling-houses.
- XIII., Hackingerstrasse 55/59, 4 workmen's dwelling-houses leased to the syndicate of building contractors.
- XIV., Sturzgasse 17, workmen's dwelling-house.
- St. Pölten : 2 settlements with 36 dwelling-houses for officials, waste ground.
 Brunn bei Pöchlarn : 3 workmen's dwelling-houses.
 Krems a. d. Donau : 3 workmen's dwelling-houses.
 Attnang-Puchheim : 1 workmen's dwelling-house.
 Linz, commune of Lustenau : 17 workmen's dwelling-houses.
 Wels : 2 workmen's dwelling-houses.
 Innsbruck : 4 workmen's dwelling-houses, Andreas Hoferstrasse 53/55, Staatsbahnstrasse 2/4, Sonnenburgstrasse 20/22.
 4 workmen's dwelling-houses, Staatsbahnstrasse 12/18.
 Bischofshofen : 2 workmen's dwelling-houses.
 Landeck : Waste ground.
 St. Veit a. d. Glan : 1 workmen's dwelling-house, C.-N^o 45.
 5 workmen's dwelling-houses, C.-N^o 114/118.
 Knittelfeld : 3 workmen's dwelling-houses, Judenburgstrasse 209 and Murvorstadt, Hauptstrasse 132/133.
- Ainbach : Country estate.
 Villach : 16 workmen's dwelling-houses at the Meerbothgründen.
 Klagenfurt : workmen's dwelling-house.
 Leitendorf bei Leoben : 5 workmen's dwelling-houses.
 Zell am See : Waste ground.
 Vienna : II., Zirkusgasse 47, revenue-producing house.
 Nordbahnstrasse 50, building for the administration.
 Haberhof, Mühlfeldgasse 15 } offices.
 Mühlfeldgasse 16 }
 Praterstrasse 68, revenue-producing house.
 Grosse Mohregasse 25, revenue-producing house.
 Grosse Pfarrgasse 28-30, revenue-producing house.
 Kaiser Josephstrasse 32 and Aloisgasse 5, revenue-producing house (partly office).
 Taborstrasse 22 } revenue-producing houses.
 Novaragasse 31 }
 Holzhausergasse 1, revenue-producing house (partly office).
- XXI., 14 workmen's dwelling-houses, C.-N^o 1473, Immen-, Kuenburg-, Gerichts- and Bahnsteggasse.
 I., Schwarzenbergplatz 3, office.
 XI., 11 dwelling-houses Laareberggasse, Geisselbergstrasse, Pensionsgasse, Hauffgasse, leased to a syndicate of building contractors, 9 lots.
 II., Taborstrasse 68-70, office.
- (b) Immovable property situated in the territory of the Kingdom of Italy.
- Trieste : Workmen's dwelling-houses, Chiarbola inferiore.
 One school-building.
 Pola : 2 workmen's dwelling-houses.
- (c) Immovable property situated in the territory of the Polish Republic.
- Craców : 1 dwelling-house for employees, ulica Blich N^o 6.
 Lwów : 1 building for the administration with annex and outbuilding, ulica Krasickich 2-4.
 1 dwelling-house for employees, ulica Sapielhy and Gleboka.
 New building for the administration, ulica Zygmuntowska.
 Outbuilding for employees, ulica Zygmuntowska.
- Przemysł : Workmen's dwelling-house, ulica Krasinskiego 13, 13a and 13b.
 Nowy Sacz : 2 settlements containing 6 houses with single flats and 96 houses with double flats.

- Kraków : Maisons d'habitations pour salariés, ulica Blich 7-9 et ulica Dwernickiego 2.
 Lwów : Maison d'habitations pour salariés, ulica Grodecka 131 et aile de jonction.
 Maison d'habitations pour salariés, ulica Grodecka 127.
 Tarnopol : 3 maisons d'habitations pour salariés.
 Chodorów : 2 maisons d'habitations pour salariés.
 Stanisławów : Maison d'habitations pour salariés.
 Maison d'habitations pour employés.
 bâtiment pour l'administration.
 Dziedzice : 1 maison d'habitations pour employés, C.-N° 482.
 Zebrydowice : 1 maison d'habitations pour employés, C.-N° 231.
 Zabierzów : 1 maison d'habitations pour employés, C.-N° 159.
 Szczakowa : 1 maison d'habitations pour salariés à doubles appartements, C.-N° 359-360.
 Krakow : 2 maisons d'habitations pour salariés à double appartement, C.-N° 342 a et b,
 et 352 a et b.
 1 maison d'habitations pour employés, C.-N° 361a } près de l'avant-gare.
 3 maisons d'habitations pour salariés, C.-N° 362-364 }
 3 maisons d'habitations pour salariés, C.-N° 162a, b et c, ulica Bosacka.
 1 maison d'habitations pour employés, C.-N° 361b, ulica Lubicz.
 Oświęcim : 5 maisons d'habitations pour salariés.
 Bielsko : 1 maison d'habitations pour employés à double appartements, C.-N° 306, 307, ulica Franziszk
 Jozsefa.
 3 maisons d'habitations pour salariés, C.-N° 308-310, Gorne Przedmieście.

d) Immeubles situés sur le territoire du Royaume de Roumanie.

- Cernăuți : 3 maisons d'habitations pour employés, strada Gării.
 3 maisons d'habitations pour salariés, strada Clucucica.
 1 maison d'habitations pour salariés, strada Caliceanca.
 1 maison d'habitations pour salariés, près de la gare de Cernăuți (jardin public).

e) Immeubles situés, sur le territoire de la République tchécoslovaque.

- Praha : Bâtiment pour l'administration, Hooverova 6, (resp. Hybernská 46).
 2 maisons de rapport, Hooverova 2/4, resp. Bolzánova 9.
 Plzeň : Bâtiment pour l'administration.
 10 maisons d'habitations pour salariés, V., Lobežská, C.-N° 676/7.
 Rybáře près Karlovy Vary : maison d'habitations pour salariés, C.-N° 348.
 Louny : 2 établissements pour colonie, C.-N° 784-820 et 900-952.
 Chomutov : 2 maisons d'habitations pour salariés, C.-N° 1307/08.
 Záběhlice : Terrains vagues, parcelles N° 232 du N° d'inscription 1586.
 Praha-Bubna : Etablissement pour colonie.¹
 Břeclava : 4 maisons d'habitations pour salariés, C.-N° 876-879.
 Mor.-Ostrava-Privoz : 4 maisons d'habitations pour salariés, C.-N° 1009-1012.
 3 maisons d'habitations pour salariés à doubles appartements, C.-N° 744-749.
 Bohumin : 2 maisons d'habitations pour salariés à doubles appartements, C.-N° 394-397.
 1 maison d'habitation pour employés, C.-N° 171.
 4 maisons d'habitations pour salariés, C.-N° 172-175.
 Přešov : 1 maison d'habitation pour employés, C.-N° 1625.
 2 maisons d'habitations pour salariés, C.-N° 1604-1605.
 2 maisons d'habitations pour employés, C.-N° 1696-1697.
 6 maisons d'habitations pour salariés, C.-N° 1826-1831.
 Olomouc : 1 maison d'habitations pour employés, C.-N° 263.
 4 maisons d'habitations pour salariés, C.-N° 152-154.
 Hulín : 1 maison d'habitations pour salariés, C.-N° 494.
 Česká Lipa : 1 maison d'habitations pour salariés, C.-N° 844, y compris la parcelle N° d'inscription
 1388/2.
 Benešov : Terrains vagues.

¹ Grevé d'un emprunt hypothécaire accordé par la caisse d'épargne de Bohême à Prague, dont l'état tel qu'il a été porté sur les livres, le 31 octobre 1918, est de 645,099.56 couronnes.

- Craców : Workmen's dwelling-houses, ulica Blich 7-9 and ulica Dwernickiego 2.
 Lwów : Workmen's dwelling-house, ulica Grodecka 131 and annex.
 Workmen's dwelling-houses, ulica Grodecka 127.
 Tarnopol : 3 workmen's dwelling-houses.
 Chodorów : 2 workmen's dwelling-houses.
 Stanisławów : Workmen's dwelling-houses.
 Dwelling-houses for employees.
 Building for the administration.
 Dziedzice : 1 dwelling-house for employees, C.-N^o 482.
 Zebrzydowice : 1 dwelling-house for employees, C.-N^o 231.
 Zabierzów : 1 dwelling-house for employees, C.-N^o 159.
 Szczakowa : 1 workmen's dwelling-house with double flats, C.-N^o 359-360.
 Craców : 2 workmen's dwelling-houses with double flats, C.-N^o 342*a* and *b*, and 352 *a* and *b*.
 1 dwelling-house for employees, C.-N^o 361*a* } in the neighbourhood of the station.
 3 workmen's dwelling-houses, C.-N^o 362-364 }
 3 workmen's dwelling-houses, C.-N^o 162*a*, *b* and *c*, ulica Bosacka.
 1 dwelling-house for employees, C.-N^o 361*b*, ulica Lubicz.
 Oświęcim : 5 workmen's dwelling-houses.
 Bielsko : 1 dwelling-house for employees with double flats, C.-N^o 306, 307, ulica Franziszka Jozsefa.
 3 workmen's dwelling-houses, C.-N^o 308-310, Górne Przedmieście.
- (*d*) Immovable property situated in the territory of the Kingdom of Roumania.
- Cernăuți : 3 dwelling-houses for employees, strada Gării.
 3 workmen's dwelling-houses, strada Clucucica.
 1 workmen's dwelling-house, strada Caliceanca.
 1 workmen's dwelling-house, near the station of Cernăuți (public gardens).
- (*e*) Immovable property situated in the territory of the Czechoslovak Republic.
- Prague : Building for the administration, Hooverova 6 (Hybernská 46).
 2 revenue producing houses, Hooverova 2/4 (Bolžanova 9).
 Plzeň : Building for the administration.
 10 workmen's dwelling houses, V., Lobežská, C. N^o 676/7.
 Rybáře near Karlovy Vary : workmen's dwelling house, C. N^o 348.
 Louny : 2 settlements, C. N^o 784-820 and 900-952.
 Chomutov : 2 workmen's dwelling houses, C. N^o 1307/08.
 Záběhlce : Waste ground, lots No. 232 with entry No. 1586.
 Prague Bubna : Settlement.¹
 Břeclava : 4 workmen's dwelling houses, C.-N^o 876-879.
 Mor.-Ostrava-Privoz : 4 workmen's dwelling-houses, C.-N^o 1009-1012.
 3 workmen's dwelling-houses with double flats, C.-N^o 744-749.
 Bohumin : 2 workmen's dwelling-houses with double flats, C.-N^o 394-397.
 1 dwelling-house for employees, C.-N^o 171.
 4 workmen's dwelling-houses, C.-N^o 172-175.
 Přerov : 1 dwelling-house for employees, C.-N^o 1625.
 2 workmen's dwelling-houses, C.-N^o 1604-1605.
 2 dwelling-houses for employees, C.-N^o 1696-1697.
 6 workmen's dwelling-houses, C.-N^o 1826-1831.
 Olomouc : 1 dwelling house for employees, C.-N^o 263.
 4 workmen's dwelling-houses, C.-N^o 152-154.
 Hulín : 1 workmen's dwelling-house, C.-N^o 494.
 Česká Lipa : 1 workmen's dwelling-house, C.-N^o 844, including the lot entered as No. 1388/2.
 Benešov : Waste ground.

¹ Subject to a mortgage loan granted by the Bohemian Savings Bank of Prague, which loan was entered in the registers on October 31st, 1918, at 645,099.56 crowns.

Střekov : 1 maison d'habitations pour employés et salariés.
4 maisons d'habitations pour employés et salariés.
Liberec : 1 maison d'habitations pour employés, C.-N° 611/III.
Terrains vagues.
Děčín : 4 maisons d'habitations pour salariés.
Trutnov : 2 maisons d'habitations pour salariés.

GROUPE III

CRÉANCES

sauf les créances envers le Trésor impérial royal et les chemins de fer d'Etat impériaux royaux autrichiens et sauf les créances entre les fonds intéressés eux-mêmes.

Emprunts et créances vis-à-vis des différents débiteurs dans différents Etats successeurs d'un montant total d'après l'état du 31 octobre 1918.

anciennes couronnes austro-hongroises : 4.671.563,70.

Střekov : 1 dwelling-house for employees and workmen.
4 dwelling-houses for employees and workmen.
Liberec : 1 dwelling-house for employees, C.-N° 611/III.
Waste ground.
Děčín : 4 workmen's dwelling-houses.
Trutnov : 2 workmen's dwelling-houses.

GROUP III.

CLAIMS

other than claims in respect of the Imperial and Royal Treasury and the Austrian Imperial and Royal State Railways, and claims as between the funds concerned themselves.

Loans and claims in respect of the various debtors in the different Succession States, amounting, according to the statement of October 31, 1918, to

4,671,563.70 former Austro-Hungarian crowns.

N° 2361.

AUTRICHE, ITALIE,
ROUMANIE,
ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention concernant le règlement
des pensions provinciales, commu-
nales et de districts. Signée à
Vienne, le 30 novembre 1923.

AUSTRIA, ITALY,
ROUMANIA,
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES
AND CZECHOSLOVAKIA

Convention regulating Provincial,
Communal and District Pensions.
Signed at Vienna, November 30,
1923.

N^o 2361. — CONVENTION ¹ ENTRE L'AUTRICHE, L'ITALIE, LA ROUMANIE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVENES ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES PENSIONS PROVINCIALES, COMMUNALES ET DE DISTRICTS. SIGNÉE A VIENNE, LE 30 NOVEMBRE 1923.

Texte officiel français communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche et le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 26 juin 1930.

Voulant conclure une convention à cet effet, les Hautes Parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le docteur Victor KIENBÖCK, ministre fédéral des Finances ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Antonio Chiamonte BORDONARO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. J. NISTOR, ministre d'Etat ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Ivan ROUPNIK, docteur en droit et conseiller supérieur des Finances, et Milan CVETNITCH, résident supérieur des Chemins de Fer d'Etat ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le docteur Bohumil VLASÁK, premier chef de section au Ministère des Finances ;

Lesquels, ayant déposé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

Les pays, districts et communes de l'ancien Empire d'Autriche qui se trouvent entièrement sur le territoire d'un des Etats contractants respectivement les successeurs légaux desdits corps moraux, conféreront et payeront les pensions et les autres allocations de retraite prévues par les règlements relatifs à leurs propres fonctionnaires et instituteurs publics qui seraient devenus ressortissants d'une autre Partie contractante en vertu des Traités de Paix dans le même montant et

¹ Entrée en vigueur entre l'Autriche, l'Italie, la Roumanie et la Yougoslavie le 12 mai 1930, en vertu de l'article 15, et entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie le 8 mai 1930, conformément à l'article II de l'Accord additionnel signé à Vienne le 3 février 1929. (Voir N^o 2362, page 191, de ce volume.)

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2361. — CONVENTION² BETWEEN AUSTRIA, ITALY, ROUMANIA, THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND CZECHOSLOVAKIA, REGULATING PROVINCIAL, COMMUNAL AND DISTRICT PENSIONS. SIGNED AT VIENNA, NOVEMBER 30, 1923.

French official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 26, 1930.

The High Contracting Parties, desiring to conclude a convention for this purpose, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Doctor Victor KIENBŮCK, Federal Finance Minister ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Antonio Chiaramonte BORDONARO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. J. NISTOR, Minister of State ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. Ivan ROUPNIK, Doctor of Laws and Higher Councillor for Finance, and M. Milan CVETNITCH, Chief Inspector of State Railways ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Doctor Bohumil VLASÁK, First Head of Section at the Ministry of Finance :

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The provinces, districts and communes of the former Austrian Empire lying wholly within the territory of one of the Contracting States, or the legal successors of the said corporate bodies, shall grant and pay the pensions and superannuation allowances prescribed by the regulations in respect of their own officials and State teachers who have become nationals of another Contracting Party in virtue of the Treaties of Peace, the amounts payable and the rules applicable being the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force between Austria, Italy, Roumania and Yugoslavia May 12, 1930, in virtue of Article 15, and between Austria and Czechoslovakia May 8, 1930, in accordance with Article II of the Additional Agreement signed at Vienna, February 3, 1929. (See No. 2362, page 191, of this Volume.)

selon les mêmes normes que pour les fonctionnaires pensionnés devenus ressortissants de l'Etat où sont sis les susdits corps moraux. Cela s'appliquera également aux fonctionnaires qui perdraient leur place seulement à la suite de l'acquisition d'une nouvelle nationalité par effet des Traités de Paix, en tant qu'ils n'auraient pas été admis à un service public comme fonctionnaire soit d'Etat, soit provincial, soit de district, soit communal dans le territoire de l'Etat, dont ils ont acquis la nationalité.

Article 2.

Le paiement des pensions et des autres allocations de retraite dans les circonscriptions des pays, districts et communes divisés par suite des Traités de Paix, sera mis à la charge de l'administration de la partie de la circonscription à laquelle le pensionné appartient à la suite de l'acquisition de la nationalité par effet des Traités de Paix. Si le pensionné avait acquis la nationalité d'une autre Partie contractante que celle à laquelle sont revenues les parties de circonscriptions, la charge de la pension incombe à la partie de la circonscription dans laquelle l'ayant-droit a fait service pendant le plus grand nombre d'années de service à calculer pour la fixation de la pension, sauf des accords particuliers tendant à simplifier les paiements par voie de compensation mutuelle.

Article 3.

Au cas où par l'application de la disposition (article) précédente, résulterait pour l'administration d'une des deux parties de la circonscription divisée une imposition supérieure à la quote-part proportionnelle qui, sur base de l'article 204 du Traité de Saint-Germain, sera fixée pour les dettes publiques, on tiendra compte de cette surimposition dans la répartition définitive des charges revenant à ladite partie de la circonscription administrative divisée.

Article 4.

Au cas où, après le 3 novembre 1918, des pensions de ce genre seraient payées par une autre autorité que celle compétente d'après ce qui précède, ces paiements entre les Parties contractantes, respectivement entre les corps moraux respectifs seront considérés comme réciproquement compensés.

La présente convention ne porte nulle atteinte aux conventions déjà passées ou à passer entre les différentes Parties contractantes.

Article 5.

Cette convention sera ratifiée le plus tôt possible.

Chaque Etat adressera sa ratification au Gouvernement autrichien, par le soin duquel il en sera donné avis à tous les autres Etats signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement autrichien.

La présente convention entrera en vigueur après ratification de toutes les Hautes Parties contractantes, à la date de la déposition de la dernière ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait à Vienne, le trente novembre mil neuf cent vingt-trois en un seul exemplaire français qui restera déposé dans les archives du Gouvernement d'Autriche et dont les expéditions authentiques seront remises à chacun des Etats signataires.

Pour l'Autriche :

Dr. KIENBÖCH.

Pour l'Italie :

A. Ch. BORDONARO.

Pour la Roumanie : Vu le Protocole du 30 novembre 1923, annexé au projet de Convention entre l'Autriche, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes

same as in the case of pensioned officials who have become nationals of the respective States in which the above-mentioned corporate bodies are situated. The same provision shall apply to officials who lose their posts solely as a result of their having acquired a new nationality under the Treaties of Peace, whenever such officials have not been received into a public service, whether as Government, provincial, district or communal officials, in the territory of the State the nationality of which they have acquired.

Article 2.

In the local areas of the provinces, districts and communes divided as a result of the Treaties of Peace, pensions and superannuation allowances shall be payable by the administrative authorities of the division of the area to which the pensioner belongs as a result of his having acquired the nationality in question under the Treaties of Peace. Should the pensioner have acquired the nationality of a Contracting Party other than that to which the divisions of the areas have been allocated, the pension shall be payable by the division of the area in which the person entitled served during the largest proportion of the years of service to be reckoned in fixing the amount the pension, without prejudice, however, to any special agreements for the simplification of payments by clearing.

Article 3.

If, through the application of the foregoing provision (Article), the administrative authorities of either of the divisions of the local area have to pay an amount greater than the quota that, under Article 204 of the Treaty of Saint-Germain, is to be fixed for the public debts, such excess payment shall be taken into account when the final charges devolving upon the said division of the administrative area are determined.

Article 4.

Should pensions of this kind be paid after November 3rd, 1918, by an authority other than that responsible for them under the foregoing provisions, such payments as between the Contracting Parties, or as between the respective corporate bodies, shall be deemed to be set-off.

The present Convention shall be without prejudice to any existing or future conventions between the different Contracting Parties.

Article 5.

The present Convention shall be ratified as soon as possible.

Each State shall send its ratification to the Austrian Government, which shall notify all the other signatory States of such ratification.

The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Austrian Government.

This present Convention shall enter into force when ratified by all the High Contracting Parties, on the date of the deposit of the last ratification.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Vienna, on November the thirtieth, one thousand nine hundred and twenty-three, in a single French copy, which shall be deposited in the archives of the Austrian Government, and certified true copies of which shall be delivered to each of the signatory States.

For Austria :

Dr. KIENBÖCK.

For Italy :

A. Ch. BORDONARO.

For Roumania : Having regard to the Protocol of November 30, 1923, annexed to the draft Convention between Austria, Czechoslovakia, Italy, Poland, Roumania, and the Kingdom of the

et la Tchécoslovaquie, concernant le règlement de diverses catégories de pensions ainsi qu'un projet de Convention entre l'Autriche, l'Italie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie concernant le règlement des pensions provinciales, communales et de districts, le soussigné J. NISTOR, ministre d'Etat, déclare signer et signe ces deux textes de convention, en précisant que les conventions ne pourront constituer aucune entrave pour le Gouvernement royal roumain d'établir par sa législation intérieure les conditions à remplir par les requérants pour pouvoir prétendre la reconnaissance d'un droit à la pension ainsi le quantum de la pension à servir.

Le 26 juillet 1924.

J. NISTOR.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Dr. Ivan ROUPNIK.

M. CVETNITCH.

Pour la Tchécoslovaquie :

Dr. Bohumil VLASÁK.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 30 avril 1930.

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

Serbs, Croats and Slovenes, establishing rules for various classes of pensions, and also to the draft Convention between Austria, Czechoslovakia, Italy, Roumania, and the Kingdom of the Serbs Croats and Slovenes, establishing rules for provincial, communal and district pensions, I, the undersigned, J. NISTOR, Minister of State, declare that I sign, and do sign these two draft Conventions stipulating that the said Conventions shall in no way debar the Royal Roumanian Government from prescribing by its municipal laws the conditions that applicants must fulfil in order to claim recognition of the right to a pension, and also the amount of the pension to be granted.

July 26, 1924.

J. NISTOR.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Dr. Ivan ROUPNIK.

M. CVETNITCH.

For Czechoslovakia :

Dr. Bohumil VLASAK.

N° 2362.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord additionnel à la Convention du 30 novembre 1923 conclue entre l'Autriche, l'Italie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie, concernant le règlement des pensions provinciales, communales et de districts. Signée à Vienne, le 3 février 1929.

2

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement supplementing the Convention concluded on November 30, 1923, between Austria, Italy, Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia, establishing Rules for Provincial, Communal and District Pensions. Signed at Vienna, February 3, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2362. — ZUSATZÜBEREINKOMMEN ¹ ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK ZUM ÜBEREINKOMMEN VOM 30. NOVEMBER 1923 ZWISCHEN ÖSTERREICH, ITALIEN, RUMÄNIEN, DEM KÖNIGREICHE DER SERBEN, KROATEN UND SLOWENEN UND DER TSCHECHOSLOWAKEI, BETREFFEND DIE REGÉLUNG DER PENSIONEN DER LÄNDER, GEMEINDEN UND BEZIRKE. GEZEICHNET IN WIEN, AM 3. FEBRUAR 1929.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque, communiqués par le Chancelier fédéral de la République d'Autriche et le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 juin 1930.

In der Absicht, zum Übereinkommen ² vom 30. November 1923 zwischen Österreich, Italien, Rumänien, dem Königreiche der Serben, Kroaten und Slowenen und der Tschechoslowakei, betreffend die Regelung der Pensionen der Länder, Gemeinden und Bezirke, im Sinne des Artikels 4, Absatz 2, dieses Übereinkommens ergänzende Bestimmungen zu vereinbaren, haben die Hohen Vertragsschliessenden Teile zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Dr. Otto JUCH, Sektionschef im Bundesministerium für Finanzen ;

DER PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK :

Herrn Dr. Josef HLADKÝ, Ministerialrat im Finanzenministerium ;

Welche nach Vorweisung ihrer gut und richtig befundenen Vollmachten übereingekommen sind, wie folgt :

Artikel I.

1. Behufs einverständlicher Beseitigung von Schwierigkeiten, die sich bei Durchführung des Artikels 2, erster Satz, des Übereinkommens in Ansehung einer Anzahl von Landes-, Bezirks- und Gemeindenspenseparteien des ehemaligen Kronlandes Niederösterreich ergeben haben, wird vereinbart :

Die Bezahlung der Ruhe- und Versorgungsgenüsse der im Verzeichnisse A genannten Parteien obliegt den in Betracht kommenden Körperschaften der Tschechoslowakischen Republik.

Die Bezahlung der Ruhe- und Versorgungsgenüsse der im Verzeichnisse B genannten Parteien obliegt den in Betracht kommenden Körperschaften der Republik Österreich.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 8 mai 1930 et l'accord est entré en vigueur à la même date.

² Voir page 183, de ce volume.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

No. 2362. — DODATEČNÁ ÚMLUVA¹ MEZI ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU A REPUBLIKOU RAKOUSKOU K ÚMLUVĚ ZE DNE 30. LISTOPADU 1923² MEZI RAKOUSKEM, ITALIÍ, RUMUNSKEM, KRÁLOVSTVÍM SRBŮ, CHORVATU A SLOVINCŮ A ČESKOSLOVENSKEM O ÚPRAVĚ PENÍ ZEMSKÝCH, OBECNÍCH A OKRESNÍCH, PODEPSANÁ VE VÍDNI, DNE 3. ÚNORA 1929.

German and Czechoslovak official texts, communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place June 26, 1930.

V úmyslu, sjednati k úmluvě ze dne 30. listopadu 1923² mezi Rakouskem, Itálií, Rumunskem královstvím Srbů, Chorvatů a Slovinců a Československem o úpravě pení zemských, obecních a okresních dodatečná ustanovení podle článku 4., odstavec 2., této úmluvy Vysoké Smluvní Strany jmenovaly svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

Pana Dra Josefa HLADKÉHO, ministerského radu v ministerstvu financí ;

SPOLKOVÝ PRESIDENT REPUBLIKY RAKOUSKÉ :

Pana Dra Ottu JUCHA, odborového přednostu ve spolkovém ministerstvu financí ;

Kterí, předloživše své plné moci a shledavše je dobrými a správnými, dohodli se takto :

Článek I.

1. Aby byly ve vzájemném souhlasu odstraněny obtíže, které se při provádění článku 2., první věta, úmluvy vyskytly u jistého počtu zemských, okresních a obecních pensistů bývalé korunní země Dolních Rakous, bylo smloueno :

Placení odpočivných a zaopatřovacích požitků osob jmenovaných v seznamu A bude převzato příslušnými korporacemi na území republiky Československé.

Placení odpočivných a zaopatřovacích požitků osob jmenovaných v seznamu B bude převzato příslušnými korporacemi na území republiky Rakouské.

¹ The exchange of ratifications took place at Vienna, May 8, 1930, and the Agreement came into force on the same date.

² See page 183, of this Volume.

2. Es ist wohl verstanden, dass die Verpflichtung der in Betracht kommenden Körperschaften zur tatsächlichen Bezahlung der Ruhe- und Versorgungsgenüsse bei jeder einzelnen der in den Verzeichnissen A und B genannten Personen davon bedingt ist, dass sie die Staatsbürgerschaft eines der beiden Vertragsteile kraft der Friedensverträge erlangt hat und dass, davon abgesehen, der Flüssigmachung nicht etwa sonstige Vorschriften über den Erwerb und Verlust der Ansprüche auf Ruhe- und Versorgungsgenüsse entgegenstehen.

3. Die Bestimmung des zweiten Satzes des Artikels 2 des Übereinkommens bleibt unberührt.

Artikel II.

Die im Artikel 4, Absatz 1, des Übereinkommens vom 30. November 1923 vorgesehene gegenseitige Ausgleichung gilt für alle Zahlungen bis zum Ende des Monats, in dem das erwähnte Übereinkommen und das gegenwärtige Zusatzübereinkommen in Kraft treten. Bis zu diesem Zeitpunkte etwa schon vollzogene Rückersätze sind jedoch nicht rückzuvorgüten.

Artikel III.

Das oben angeführte Übereinkommen vom 30. November 1923 wird ohne Rücksicht auf die Bestimmung des Artikels 5, Absatz 4, im Verhältnis zwischen der Republik Österreich und der Tschechoslowakischen Republik mit der Hinterlegung der Ratifikationsurkunden durch die Republik Österreich und die Tschechoslowakische Republik in Kraft treten.

Artikel IV.

Das gegenwärtige Zusatzübereinkommen wird ratifiziert werden und gleichzeitig mit dem Übereinkommen vom 30. November 1923 in Kraft treten.

Der Austausch der Ratifikationsurkunden wird in Wien stattfinden.

Urkund dessen haben die obengenannten Bevollmächtigten das gegenwärtige Zusatzübereinkommen unterzeichnet.

Geschehen in Wien, am 3. Februar 1929, in deutscher und tschechoslowakischer Sprache — beide Texte sind authentisch — in zwei Gleichschriften, wovon je eine jedem der beiden Vertragsstaaten übergeben wird.

Für die Republik Österreich :

Dr. Otto JUCH.

Für die Republik Tschechoslowakei :

Dr. Josef HLADKÝ.

2. Rozumí se, že podmínkou pro povinnost příslušných korporací ke skutečnému placení odpočivných a zaopatřovacích požitků jest u každé jednotlivé osoby jmenované v seznamu A a B, že nabyla podle mírových smluv státní příslušnosti k jedné z obou smluvních stran a, nehledě k tomu, že tomuto placení neodporují snad ostatní předpisy o nabytí a ztrátě nároků na odpočivné a zaopatřovací požitky.

3. Ustanovení druhé věty článku 2. úmluvy není dotčeno.

Článek II.

Vzájemné vyrovnání stanovené v článku 4., odstavec 1., úmluvy ze dne 30. listopadu 1923 platí o všech platbách provedených do konce měsíce, ve kterém zmíněná úmluva a tato dodatečná úmluva stanou se účinnými. Náhrady až do zmíněného dne snad již provedené nebudou se však vraceti.

Článek III.

Shora zmíněná úmluva ze dne 30. listopadu 1923 stane se účinnou mezi Československou republikou a republikou Rakouskou bez ohledu na ustanovení článku 5., odstavec 4., složením ratifikačních listin Československou republikou a republikou Rakouskou.

Článek IV.

Tato dodatečná úmluva bude ratifikována a stane se účinnou zároveň s úmluvou ze dne 30. listopadu 1923.

Ratifikační listiny budou vyměněny ve Vídni.

Čemuž na důkaz zmocněnci svrchu jmenovaní podepsali tuto dodatečnou úmluvu.

Dáno ve Vídni, dne 3. února 1929 v jazyku československém a německém — oba texty jsou autentické — ve dvou stejnopisech, z nichž po jednom obdrží každý z obou smluvních států.

Za republikou Rakouskou :

Dr. Otto JUCH.

Za republikou Československou :

Dr. Josef HLADKÝ.

VERZEICHNIS A.

1. Sophie Brinda, Oberlehrerswitwe.
2. Franz Czerwenka, Lehrer.
3. Aloisia Eckert, Schulleiterswitwe.
4. Wilhelmine Fischer, Lehrerin.
5. Ida Freysinger, Lehrerin.
6. Pauline Gallé, Obergärtnerswitwe.
7. Marie Ille, Lehrerin.
8. August Kamprath, Ackerbauschuldirektor.
9. Katharina Keck, Strassenmeisterswitwe.
10. Mathilde Kocholaty, Pflegerin.
11. Alois Kunze, Lehrer.
12. Marie Lang, Lehrerin.
13. Anna Lohwasser, Lehrerin.
14. Theresia Mahr, Schuldirektorswitwe.
15. Adelheid Müller, Lehrerin.
16. Wilhelmine Müller, Gemeindearzteswitwe.
17. Rosalia Nechesleba, Hausmeisterswitwe.
18. Leopoldine Nemetz, Lehrerin.
19. Regina Neugebauer, Lehrerin.
20. Rudolf Patzl, Lehrer.
21. Franz Pekar, Bürgerschuldirektor.
22. Magdalena Rebl, Strasseneinräumerswitwe.
23. Josefa Dunner, Lehrerin.
24. Karl Schrom, Strasseneinräumer.
25. Auguste Sedlak, Lehrerswitwe.
26. Marie Spinar, Lehrerin.
27. Anna Stefan, Pflegerin.
28. Leopold Steiner, Schuldiener.
29. Katharina Strobl, Strasseneinräumerswitwe.
30. Antonie Stupka, Lehrerin.
31. Paula Teichmann, Lehrerin.
32. Marie Trawnitzek, Lehrerin.
33. Marie Wincor, Oberlehrerswitwe.
34. Otto Zacharias, Fachlehrer.
35. Martina Zoder, Handarbeitslehrerin.

Dr. JUCH.

Dr. HLADKY.

VERZEICHNIS B.

1. Emilie Baertl, Handarbeitslehrerin.
2. Hildegard Beranek, Lehrerin.
3. Karoline Bernert, Traktpflegerin.
4. Helene Beza, Pflegerin.
5. Franz Bogner, Bezirksbeamter.
6. Veronika Haider, Strasseneinräumerswitwe.
7. Josef Hampel, Oberlehrer.
8. Karl Hein, Oberlehrer.
9. Marie Hentschl, Lehrerin.
10. Marie Hillisch, Pflegerin.
11. Dr. Christoph Honcák, Gemeindearzt.
12. Anna Huss, Lehrerin.
13. Josef Huttarsch, Oberlehrer.
14. Karl Kassal, Lehrer.
15. Theodor Kaufmann, Lehrer.

SEZNAM A.

1. Žofie Brindová, vdova po nadučiteli.
2. František Červenka, učitel.
3. Aloisie Eckertová, vdova po správci školy.
4. Vilemína Fischerová, učitelka.
5. Ida Freysingerová, učitelka.
6. Paulina Galleová, vdova po vrchním zahradníku.
7. Marie Illeová, učitelka.
8. August Kamprath, ředitel rolnické školy.
9. Kateřina Kecková, vdova po cestmistru.
10. Mathilda Kocholatá, ošetřovatelka.
11. Alois Kunze, učitel.
12. Marie Langová, učitelka.
13. Anna Lohwasserová, učitelka.
14. Terezie Mahrová, vdova po řediteli školy.
15. Adelaida Müllerová, učitelka.
16. Vilemína Müllerová, vdova po obecním lékaři.
17. Rosalie Nejezchlebové, vdova po domovníku.
18. Leopoldina Němcová, učitelka.
19. Regina Neugebauerová, učitelka.
20. Rudolf Patzl, učitel.
21. František Pekař, ředitel občanské školy.
22. Magdalena Reblová, vdova po cestáři.
23. Josefa Dunnerová, učitelka.
24. Karel Schrom, cestař.
25. Augusta Sedláková, vdova po učiteli.
26. Marie Špinarová, učitelka.
27. Anna Stefanová, ošetřovatelka.
28. Leopold Steiner, školník.
29. Kateřina Stroblová, vdova po cestáři.
30. Antonie Stupková, učitelka.
31. Paula Teichmannová, učitelka.
32. Marie Trávníčková, učitelka.
33. Marie Wincorová, vdova po nadučiteli.
34. Otto Zacharias, odborný učitel.
35. Martina Zoderová, učitelka ručních prací.

Dr. JUCH.

Dr. HLADKÝ.

SEZNAM B.

1. Emilie Baertlová, učitelka ručních prací.
2. Hildegarda Beránková, učitelka.
3. Karolina Bernertová, ošetřovatelka.
4. Helena Bezaová, ošetřovatelka.
5. František Bogner, okresní úředník.
6. Veronika Haiderová, vdova po cestáři.
7. Josef Hampel, nadučitel.
8. Karel Hein, nadučitel.
9. Marie Hentschlová, učitelka.
10. Marie Hillischová, ošetřovatelka.
11. Dr. Christoph Honcák, obecní lékař.
12. Anna Hussová, učitelka.
13. Josef Huttarsch, nadučitel.
14. Karel Kassal, učitel.
15. Theodor Kaufmann, učitel.

16. Peter Kotrba, Strasseneinräumer.
17. Anna Krammer, Oberlehrerswitwe.
18. Olga Kroboth, Lehrerin.
19. Anna Jelinek, Lehrerin.
20. Marie Marzelli, Lehrerin.
21. Alois Neumann, Lehrer.
22. Anna Neumann, Handarbeitslehrerin.
23. Franz Pelz, Oberlehrer.
24. Friedrich Pillert, Bezirkssekretär.
25. Eustach Pimmer, Lehrer.
26. Theresia Plangger, Oberlehrerswitwe.
27. Hedwig Pöschko, Oberlehrerswitwe.
28. Helene Radziszewski, Lehrerin.
29. Anna Šebek, Gärtnerswitwe.
30. Rochus Schinzel, Pfleger.
31. Antonie Schmidt, Lehrerin.
32. Eleonore Schubart, Lehrerin.
33. Ottilie Werth, Lehrerin.
34. Ludmilla Wschetetzka, Ackerbauschuldirektorswitwe.
35. Friedrich Zimmermann, Fachlehrer.

Dr. JUCH.

Dr. HLADKÝ.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 30 avril 1930.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

16. Petr Kotrba, cestář.
17. Anna Krammerová, vdova po nadučiteli.
18. Olga Krobothová, učitelka.
19. Anna Jelinková, učitelka.
20. Marie Marzellinová, učitelka.
21. Alois Neumann, učitel.
22. Anna Neumannová, učitelka ručních prací.
23. František Pelz, nadučitel.
24. Bedřich Pillert, okresní tajemník.
25. Eustach Pimmer, učitel.
26. Terezie Planggerová, vdova po nadučiteli.
27. Hedwig Pöschková, vdova po nadučiteli.
28. Helena Radziszewska, učitelka.
29. Anna Šebeková, vdova po zahradníku.
30. Rochus Schinzel, ošetřovatel.
31. Antonie Schmidtová, učitelka.
32. Eleonora Schubartová, učitelka.
33. Ottilie Werthová, učitelka.
34. Ludmilla Wschetetzková, vdova po řediteli rolnické školy.
35. Bedřich Zimmermann, odborný učitel.

Dr. JUCH.

Dr. HLADKÝ.

¹ TRADUCTION.

N^o 2362. — ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, ADDITIONNEL A LA CONVENTION DU 30 NOVEMBRE 1923 CONCLUE ENTRE L'AUTRICHE, L'ITALIE, LA ROUMANIE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE, CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES PENSIONS PROVINCIALES, COMMUNALES ET DE DISTRICTS. SIGNÉ A VIENNE, LE 3 FÉVRIER 1929.

En vue de convenir des dispositions complémentaires à la Convention du 30 novembre 1923, conclue entre l'Autriche, l'Italie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie, concernant le règlement des pensions des pays, des communes et des districts, au sens de l'article 4, paragraphe 2 de ladite convention, les Hautes Parties contractantes ont nommé pour plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le D^r Otto JUCH, chef de section au Ministère fédéral des Finances ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Josef HLADKÝ, conseiller ministériel au Ministère des Finances ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. En vue de régler amiablement les difficultés qu'a provoquées l'exécution de l'article 2, première phrase, de la convention, en ce qui concerne un certain nombre de titulaires de pensions du pays, de districts et de communes de l'ancien Kronland de Basse-Autriche, il est convenu que :

Le paiement des retraites et pensions dues aux personnes mentionnées dans la liste A, incombe aux collectivités intéressées de la République tchécoslovaque.

Le paiement des retraites et pensions dues aux personnes mentionnées dans la liste B, incombe aux collectivités intéressées de la République d'Autriche.

2. Il est bien entendu que les collectivités intéressées ne sont tenues de payer effectivement lesdites retraites et pensions à chacune des personnes mentionnées dans les listes A et B que dans la mesure où la personne en question a acquis la nationalité d'une des deux Parties contractantes en vertu des traités de paix et que si, en outre, aucune autre prescription relative à l'acquisition et à la perte des droits à la retraite et à la pension ne s'oppose à la liquidation desdites retraites et pensions.

3. La disposition de la deuxième phrase de l'article 2 de la convention reste sans changement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2362. — AGREEMENT BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC SUPPLEMENTING THE CONVENTION CONCLUDED ON NOVEMBER 30, 1923, BETWEEN AUSTRIA, ITALY, ROUMANIA, THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND CZECHOSLOVAKIA, ESTABLISHING RULES FOR PROVINCIAL, COMMUNAL AND DISTRICT PENSIONS. SIGNED AT VIENNA, FEBRUARY 3, 1929.

In order to establish by joint agreement provisions supplementing the Convention concluded on November 30, 1923, by Austria, Italy, Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia establishing rules for provincial, communal and district pensions, in conformity with Article 4, second paragraph, of the said Convention, the High Contracting Parties have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Otto JUCH, Chief of Section at the Federal Ministry of Finance ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Josef HLADKÝ, Ministerial Councillor at the Ministry of Finance ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following :

Article I.

1. With a view to the amicable settlement of difficulties which have arisen in connection with the execution of Article 2, first sentence, of the Convention with reference to a number of persons in receipt of provincial district, and communal pensions from the former Crown Province (*Kronland*) of Lower Austria, it is agreed as follows :

The payment of pensions and allowances to the persons mentioned in List A shall devolve upon the corporations concerned in the Czechoslovak Republic.

The payment of pensions and allowances to the persons mentioned in List B shall devolve upon the corporations concerned in the Austrian Republic.

2. It is understood that the corporations concerned will not be liable for the actual payment of pensions or allowances to any person mentioned in Lists A and B unless such person has acquired the nationality of one of the two Contracting Parties in virtue of the Treaties of Peace, or in any case if the payment of the said pensions or allowances is debarred by any other provisions regarding the acquisition or loss of claims to pensions and allowances.

3. The provision laid down in the second sentence of Article 2 of the Convention shall remain intact.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

La compensation réciproque, prévue par l'article 4, alinéa premier de la Convention du 30 novembre 1923, est applicable à tous les paiements effectués jusqu'à la fin du mois de l'entrée en vigueur de la dite convention et du présent Accord additionnel. Toutefois, les sommes qui auraient été déjà remboursées à cette date ne seront pas restituées.

Article III.

La Convention précitée du 30 novembre 1923 entrera en vigueur, entre la République d'Autriche et la République tchécoslovaque, le jour du dépôt des instruments de ratification par la République d'Autriche et par la République tchécoslovaque, nonobstant la disposition de l'article 5, paragraphe 4.

Article IV.

Le présent Accord additionnel sera ratifié, et entrera en vigueur en même temps que la Convention du 30 novembre 1923.

L'échange des instruments de ratification aura lieu à Vienne.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent accord additionnel.

Fait à Vienne, le 3 février 1929, en langues allemande et tchécoslovaque, — les deux textes faisant également foi, — en deux exemplaires identiques, dont un sera remis à chacun des deux Etats contractants.

Pour la République d'Autriche :

(Signé) Dr Otto JUCH.

Pour la République tchécoslovaque :

(Signé) Dr Josef HLADKÝ.

LISTE A

1. Sophie Brinda, veuve d'un professeur.
2. Franz Czerwenka, instituteur.
3. Aloisia Eckert, veuve d'un directeur d'école.
4. Wilhelmine Fischer, institutrice.
5. Ida Freysinger, institutrice.
6. Pauline Gallé, veuve d'un jardinier en chef.
7. Marie Ille, institutrice.
8. August Kamprath, directeur d'une école d'agriculture.
9. Katharina Keck, veuve d'un agent voyer.
10. Mathilde Kocholaty, infirmière.
11. Alois Kunze, instituteur.
12. Marie Lang, institutrice.
13. Anna Lohwasser, institutrice.
14. Theresia Mahr, veuve d'un directeur d'école.
15. Adelheid Müller, institutrice.
16. Wilhelmine Müller, veuve d'un médecin communal.
17. Rosalia Nechesleba, veuve d'un concierge.
18. Leopoldine Nemetz, institutrice.

Article II.

The setting-off provided for in Article 4, first paragraph, of the Convention of November 30, 1923, shall apply to all payments effected by the end of the month in which the aforesaid Convention and the present supplementary Convention come into force ; but sums already repaid by that date shall not be refunded.

Article III.

The aforesaid Convention of November 30, 1923, shall, notwithstanding Article 5, fourth paragraph thereof, come into force as between the Austrian Republic and the Czechoslovak Republic on the date on which the instruments of ratification are deposited by the Austrian Republic and by the Czechoslovak Republic.

Article IV.

The present supplementary Agreement shall be ratified and shall come into force simultaneously with the Convention of November 30, 1923.

The exchange of the instruments of ratification shall take place at Vienna.

In faith whereof the aforesaid Plenipotentiaries have signed the present Supplementary Agreement.

Done at Vienna on February 3, 1929, in the German and Czechoslovak languages — both texts being authentic — in duplicate, one copy being delivered to each of the Contracting States.

On behalf of the Austrian Republic :

Dr. Otto JUCH.

On behalf of the Czechoslovak Republic :

Dr. Josef HLADKÝ.

LIST A.

1. Sophie Brinda, widow of senior schoolmaster.
2. Franz Czerwenka, schoolmaster.
3. Aloisia Eckert, widow of school manager.
4. Wilhelmine Fischer, schoolmistress.
5. Ida Freysinger, schoolmistress.
6. Pauline Gallé, widow of head-gardener.
7. Marie Ille, schoolmistress.
8. August Kamprath, headmaster of agricultural school.
9. Katharina Keck, widow of foreman in Roads Department.
10. Mathilde Kocholaty, nurse.
11. Alois Kunze, schoolmaster.
12. Marie Lang, schoolmistress.
13. Anna Lohwasser, schoolmistress.
14. Theresia Mahr, widow of headmaster.
15. Adelheid Müller, schoolmistress.
16. Wilhelmine Müller, widow of parish doctor.
17. Rosalia Nechesleba, widow of caretaker.
18. Leopoldine Nemetz, schoolmistress.

19. Regina Neugebauer, institutrice.
20. Rudolf Patzl, instituteur.
21. Franz Pekar, directeur d'un établissement d'enseignement primaire.
22. Magdalena Rebl, veuve d'un employé de la voirie.
23. Josefa Dunner, institutrice.
24. Karl Schrom, employé de la voirie.
25. Auguste Sedlak, veuve d'un instituteur.
26. Marie Spinar, institutrice.
27. Anna Stefan, infirmière.
28. Leopold Steiner, domestique d'établissement scolaire.
29. Katharina Strobl, veuve d'un employé de la voirie.
30. Antonie Stupka, institutrice.
31. Paula Teichmann, institutrice.
32. Marie Trawnitzek, institutrice.
33. Marie Wincor, veuve d'un professeur.
34. Otto Zacharias, professeur spécialisé.
35. Martina Zoder, maîtresse de travaux manuels.

D^r JUCH.D^r HLADKÝ.

LISTE B

1. Emilie Baertl, maîtresse de travaux manuels.
2. Hildegard Beranek, institutrice.
3. Karoline Bernert, infirmière.
4. Helene Beza, infirmière.
5. Franz Bogner, fonctionnaire de district.
6. Veronika Haider, veuve d'un employé de la voirie.
7. Josef Hampel, professeur.
8. Karl Hein, professeur.
9. Marie Hentschl, institutrice.
10. Marie Hillisch, infirmière.
11. D^r Christoph Honcak, médecin communal.
12. Anna Huss, institutrice.
13. Josef Huttarsch, professeur.
14. Karl Kassal, instituteur.
15. Theodor Kaufmann, instituteur.
16. Peter Kotrba, employé de la voirie.
17. Anna Krammer, veuve d'un professeur.
18. Olga Kroboth, institutrice.
19. Anna Jelinek, institutrice.
20. Marie Marzellan, institutrice.
21. Alois Neumann, instituteur.
22. Anna Neumann, maîtresse de travaux manuels.
23. Franz Pelz, professeur.
24. Friedrich Pillert, secrétaire de district.
25. Eustach Pimmer, instituteur.
26. Theresia Plangger, veuve d'un professeur.
27. Hedwig Pöschko, veuve d'un professeur.
28. Helene Radziszewski, institutrice.
29. Anna Šebek, veuve d'un jardinier.
30. Rochus Schinzel, infirmier.
31. Antonie Schmidt, institutrice.
32. Eleonore Schubart, institutrice.
33. Ottilie Werth, institutrice.
34. Ludmilla Wschetetzka, veuve d'un directeur d'école d'agriculture.
35. Friedrich Zimmermann, professeur spécialisé.

D^r JUCH.D^r HLADKÝ.

19. Regina Neugebauer, schoolmistress.
20. Rudolf Patzl, schoolmaster.
21. Franz Pekar, headmaster of higher elementary school.
22. Magdalena Rebl, widow of street cleaner.
23. Josefa Dunner, schoolmistress.
24. Karl Schrom, streetcleaner.
25. Auguste Sedlak, widow of schoolmaster.
26. Maric Spinar, schoolmistress.
27. Anna Stefan, nurse.
28. Leopold Steiner, school attendant.
29. Katharina Strobl, widow of street cleaner.
30. Antonie Stupka, schoolmistress.
31. Paula Teichmann, schoolmistress.
32. Marie Trawnitzek, schoolmistress.
33. Marie Wincor, widow of senior schoolmaster.
34. Otto Zacharias, teacher of special subjects.
35. Martina Zoder, teacher of handicrafts.

Dr. JUCH.

Dr. HLADKÝ.

LIST B.

1. Emilie Baertl, teacher of handicrafts.
2. Hildegard Beranek, schoolmistress.
3. Karoline Bernert, district nurse.
4. Helene Beza, nurse.
5. Franz Bogner, district official.
6. Veronika Haider, widow of street cleaner.
7. Josef Hampel, senior schoolmaster.
8. Karl Hein, senior schoolmaster.
9. Marie Hentschl, schoolmistress.
10. Marie Hillisch, nurse.
11. Dr. Christoph Honcák, parish doctor.
12. Anna Huss, schoolmistress.
13. Josef Huttarsch, senior schoolmaster.
14. Karl Kassal, schoolmaster.
15. Theodor Kaufmann, schoolmaster.
16. Peter Kotrba, street cleaner.
17. Anna Krammer, widow of senior schoolmaster.
18. Olga Kroboth, schoolmistress.
19. Anna Jelinek, schoolmistress.
20. Marie Marzellan, schoolmistress.
21. Alois Neumann, schoolmaster.
22. Anna Neumann, teacher of handicrafts.
23. Franz Pelz, senior schoolmaster.
24. Friedrich Pillert, district clerk.
25. Eustach Pimmer, schoolmaster.
26. Theresia Plangger, widow of senior schoolmaster.
27. Hedwig Pöschko, widow of senior schoolmaster.
28. Helene Radziszewski, schoolmistress.
29. Anna Sebek, widow of gardener.
30. Rochus Schinzel, male nurse.
31. Antonie Schmidt, schoolmistress.
32. Eleonore Schubart, schoolmistress.
33. Ottilie Werth, schoolmistress.
34. Ludmilla Wschetetzka, widow of headmaster of agricultural school.
35. Friedrich Zimmermann, teacher of special subjects.

Dr. JUCH.

Dr. HLADKÝ.

N° 2363.

ÉGYPTE ET SUÈDE

Échange de notes comportant un
arrangement commercial provi-
soire. Le Caire, le 7 juin 1930.

EGYPT AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Cairo, June 7, 1930.

N^o 2363. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS
ÉGYPTIEN ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT COM-
MERCIAL PROVISOIRE. LE CAIRE, LE 7 JUIN 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 27 juin 1930.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o I.19/2 (20).

LE CAIRE, le 7 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux pourparlers engagés entre nous au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre la Suède et l'Égypte, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires de Suède importés en Égypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit. Provisoirement, ledit traitement sera appliqué aux produits qui seront importés en Égypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Égypte des arrangements commerciaux.

Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve, en ce qui concerne l'Égypte, du régime accordé aux produits soudanais ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales et, en ce qui concerne la Suède, du régime accordé à certains pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontière, et en outre du régime accordé ou qui serait accordé au Danemark ou à la Norvège, ou à ces deux pays, tant que les mêmes faveurs n'auront pas été accordés à aucun autre Etat.

Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que Votre Excellence aura bien voulu me confirmer l'accord de son gouvernement. Il pourra être dénoncé par chacune des deux Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois.

Je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères :

(Signé) Wacyf BOUTROS GHALI.

Son Excellence
Monsieur H. de Bildt,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Suède.

Certifiée pour copie conforme ;
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 21 juin 1930.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2363. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE EGYPTIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. CAIRO, JUNE 7, 1930.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place June 27, 1930.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

N^o I. 19/2 (20).

CAIRO, June 7, 1930.

SIR,

With reference to our conversations regarding the conclusion of a provisional commercial arrangement between Sweden and Egypt, I have the honour to inform you that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil and of industry originating in Sweden and imported into Egypt, intended either for consumption or for re-exportation or transit. The said treatment will be applied provisionally to products imported into Egypt through countries which have no commercial agreements with Egypt.

This treatment is granted on condition of absolute reciprocity, with the exception, so far as Egypt is concerned, of the treatment granted to Sudanese products or to that which may be accorded to the products of certain adjacent countries in virtue of regional agreements, and, so far as Sweden is concerned, of the treatment granted to certain adjacent countries with a view to facilitating frontier traffic, and also to that which has been or may at any time be accorded to Denmark or Norway or to both these countries, provided that the same favours are not granted to any other State.

The present arrangement will come into force as soon as I hear from Your Excellency that your Government agrees thereto. It may be denounced by either of the Contracting States subject to three months notice.

I have the honour, etc.

(Signed) Wacyf BOUTROS GHALI.
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
M. H. de Bildt,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of Sweden.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LÉGATION ROYALE DE SUÈDE
EN ÉGYPTÉ.

N° 41.

Le CAIRE, le 7 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence de ce jour ainsi conçue :

« Me référant aux pourparlers engagés entre nous au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre la Suède et l'Égypte, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires de Suède importés en Égypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit. Provisoirement, ledit traitement sera appliqué aux produits qui seront importés en Égypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Égypte des arrangements commerciaux.

» Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve, en ce qui concerne l'Égypte, du régime accordé aux produits soudanais ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales et, en ce qui concerne la Suède, du régime accordé à certains pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontière, et en outre du régime accordé ou qui serait accordé au Danemark ou à la Norvège, ou à ses deux pays, tant que les mêmes faveurs n'auront pas été accordées à aucun autre Etat.

» Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que Votre Excellence aura bien voulu me confirmer l'accord de son gouvernement. Il pourra être dénoncé par chacune des deux Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois. »

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon Gouvernement sur les bases ci-dessus, en ajoutant que par cette réponse l'arrangement commercial provisoire entre l'Égypte et la Suède s'est effectué.

Je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Suède :

(Signé) H. DE BILDT.

Son Excellence
Wacyf Boutros Ghali Pacha,
Ministre des Affaires étrangères,
Le Caire.

Certifiée pour copie conforme ;
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 21 juin 1930.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

II.

ROYAL SWEDISH LEGATION
IN EGYPT.

No. 41.

CAIRO, June 7, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter of today's date which is worded as follows :

“ With reference to our conversations regarding the conclusion of a provisional commercial arrangement between Sweden and Egypt, I have the honour to inform you that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil and of industry originating in Sweden and imported into Egypt, and intended either for consumption or for re-exportation or transit. The said treatment will be applied provisionally to products imported into Egypt through countries which have no commercial agreements with Egypt.

This treatment is granted on condition of absolute reciprocity, with the exception, so far as Egypt is concerned, of the treatment granted to Sudanese products or to that which may be accorded to the products of certain adjacent countries in virtue of regional agreements, and, so far as Sweden is concerned, of the treatment granted to certain, adjacent countries with a view to facilitating frontier traffic, and also of that which has been or may at any time be accorded to Denmark or Norway or to both these countries, provided that the same favours are not granted to any other State.

The present arrangement will come into force as soon as I hear from Your Excellency that your Government agrees thereto. It may be denounced by either of the Contracting States subject to three months' notice.”

In reply, I have the honour to confirm to Your Excellency my Government's agreement with the above principles and to add that by this reply the provisional commercial arrangement between Egypt and Sweden has come into effect.

I have the honour, etc.,

(Signed) H. DE BILDT,
Swedish Minister.

His Excellency
Wacyf Boutros Ghali Pasha,
Minister for Foreign Affairs,
Cairo.

N° 2364.

**BELGIQUE
ET ÉTAT LIBRE D'IRLANDE**

Arrangement pour l'échange des
mandats de poste. Signé à Dublin,
le 24 septembre 1929.

**BELGIUM
AND IRISH FREE STATE**

Agreement for [the] Exchange of
Money Orders. Signed at Dublin,
September 24, 1929.

N° 2364. — ARRANGEMENT¹ POUR L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE. SIGNÉ A DUBLIN, LE 24 SEPTEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 28 juin 1930.

LE GOUVERNEMENT BELGE et LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, désirant faciliter les envois de fonds entre la Belgique et l'Etat libre d'Irlande, se sont mis d'accord, à cet effet, sur les dispositions suivantes :

Article premier.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

L'échange des mandats de poste entre l'Etat libre d'Irlande, d'une part, la Belgique, d'autre part, est régi par les dispositions du présent arrangement.

Article 2.

VERSEMENTS ET PAYEMENTS.

Le montant des mandats doit être versé par les déposants contre récépissé et payé aux bénéficiaires soit en numéraire, soit en papier monnaie ayant cours légal dans le pays où s'effectue l'opération, sous réserve, pour chaque administration, de tenir compte, le cas échéant, de la différence de cours.

Article 3.

TAUX DE CONVERSION.

L'office d'origine détermine lui-même le taux de conversion de sa monnaie en monnaie du pays de destination ; il peut modifier ce taux chaque fois qu'il en reconnaît la nécessité.

Chacune des Administrations contractantes doit communiquer à l'autre le taux de conversion adopté et ses modifications éventuelles.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Dublin, le 18 mars 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2364. AGREEMENT² CONCERNING THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN THE KINGDOM OF BELGIUM AND THE IRISH FREE STATE. SIGNED AT DUBLIN, SEPTEMBER 24, 1929.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place June 28, 1930.

THE BELGIAN GOVERNMENT and THE GOVERNMENT OF THE IRISH FREE STATE, desiring to facilitate the transmission of money between Belgium and the Irish Free State, have agreed, for that purpose, on the following provisions.

Article 1.

PRELIMINARY PROVISIONS.

The exchange of Postal Money Orders between the Irish Free State, on the one hand, and Belgium, on the other, is governed by the provisions of the present Agreement.

Article 2.

PURCHASES AND PAYMENTS.

The amount of the Money Order must be paid in by the remitter against a receipt, and paid to the payee either in coin or in paper money legally current in the country in which the transaction is carried out, it being understood that each Administration shall, if necessary, make due allowance for any difference in the exchange value.

Article 3.

RATE OF CONVERSION.

The office of origin itself fixes the rate of conversion of its money into the currency of the country of destination. Whenever it considers necessary, it may alter this rate.

Each contracting Administration must communicate to the other the rate of conversion decided upon and any subsequent alterations therein.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Dublin, March 18, 1930.

Article 4.

MONTANT MAXIMUM.

Le montant maximum des mandats est fixé à 40 livres sterling, ou à l'équivalent de cette somme en monnaie belge.

Ce maximum pourra être modifié par entente entre les deux administrations.

Article 5.

TAXES.

Il est perçu, pour chaque envoi de fonds, une taxe d'émission fixée par l'administration du pays d'origine et qui est à la charge de l'expéditeur.

Sous réserve des dispositions de l'article 14 ci-après, cette taxe appartient à l'administration qui émet le mandat. Chaque administration communique à l'autre son tarif d'émission, ainsi que les modifications éventuelles.

Article 6.

FRANCHISE DE DROIT.

Sont exempts de droit les mandats relatifs au service postal échangés entre les deux Administrations contractantes ou entre les bureaux qui en relèvent.

Il en est de même des mandats expédiés ou reçus par des prisonniers de guerre, des belligérants internés et par les bureaux de renseignements établis pour ces prisonniers ou internés dans les pays belligérants ou dans les pays neutres.

Article 7.

MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES.

1. Les mandats peuvent être transmis par le télégraphe ; ils sont qualifiés, en ce cas, de mandats télégraphiques et restent soumis à la limitation de somme prévue à l'article 4.

2. Les dispositions des règlements télégraphiques internationaux relatives à la transmission et à la remise des télégrammes ordinaires, aux indications de service taxées, admises dans les relations belgo-irlandaises, ainsi qu'au remboursement éventuel des taxes télégraphiques et à leur répartition sont applicables aux mandats télégraphiques.

3. L'expéditeur d'un mandat télégraphique peut ajouter au texte du mandat une communication particulière pour le destinataire, pourvu qu'il en paie la taxe d'après le tarif.

4. L'expéditeur d'un mandat télégraphique doit payer le droit ordinaire des mandats et la taxe du télégramme. En outre, l'Administration irlandaise se réserve le droit de percevoir, sur l'expéditeur de chaque mandat télégraphique, une taxe supplémentaire dont le montant est fixé et conservé par cette administration. Celle-ci renseigne l'Administration belge sur le montant de la taxe supplémentaire adoptée.

Article 8.

AVIS DE PAYEMENT.

L'expéditeur d'un mandat ordinaire ou télégraphique peut obtenir par la voie postale unique ment, un avis de paiement du titre en versant, au moment de l'émission et au profit exclusif de

Article 4.

MAXIMUM AMOUNT.

The maximum amount for Money Orders is fixed at 40 pounds sterling, or at the equivalent of this sum in Belgian money.

This maximum may be altered by agreement between the two Administration.

Article 5.

CHARGES.

For the issue of every Money Order there is collected a charge, fixed by the Administration of the country of origin and to be paid by the remitter.

Subject to the provisions of Article 14 below, this charge shall accrue to the Administration issuing the Order. Each Administration shall communicate to the other its rates for such charges and any subsequent alterations therein.

Article 6

EXEMPTION FROM CHARGES.

Money Orders issued in connection with the Postal Service and exchanged between the two contracting Administrations, or between offices belonging to those Administrations, are exempt from all charges.

The same applies to Money Orders sent by or to prisoners of war, interned belligerents, and the enquiry offices established for such prisoners or internees in belligerent or in neutral countries.

Article 7.

TELEGRAPH MONEY ORDERS.

1. Money Orders may be transmitted by telegraph ; such Orders are called Telegraph Money Orders, and are, like other Money Orders, subject to the limitation of amount laid down in Article 4.

2. The provisions of the international Telegraph Regulations relating to the transmission and delivery of ordinary telegrams, and to the service instructions subject to payment allowed in the communications between Belgium and the Irish Free State, as well as those relating to the refund, in certain cases, of telegraph charges and the distribution of such charges, also apply to Telegraph Money Orders.

3. The remitter of a Telegraph Money Order may add to the text of the Order a private message for the payee, provided that he pays the charge at the usual rate.

4. The remitter of a Telegraph Money Order must pay the ordinary charge for a Money Order and the charge for the telegram. The Irish Administration also reserves the right to collect from the remitter of every Telegraph Money Order a supplementary charge, the amount of which shall be fixed and retained by that Administration. It shall notify the Belgian Administration of the amount of the supplementary charge decided upon.

Article 8.

ADVICE OF PAYMENT.

The remitter of an ordinary or Telegraph Money Order may obtain, exclusively by post, an advice of payment of the Order by paying in advance, at the time of issue and to the exclusive

l'administration du pays d'origine, une taxe fixe égale à celle qui est perçue dans ce pays pour les avis de réception des objets recommandés.

Les demandes d'avis de paiement peuvent aussi être formulées postérieurement au dépôt des fonds pendant toute la période de validité des titres augmentée d'un délai complémentaire d'un an ; une double taxe peut alors être exigée du réclamant.

Article 9.

PAYEMENT.

Le paiement et, s'il y a lieu, la remise des mandats aux destinataires sont effectués conformément aux dispositions réglementaires en vigueur dans les pays de destination.

Article 10.

DURÉE DE VALIDITÉ DES MANDATS. PRESCRIPTION.

Les mandats sont valables jusqu'à l'expiration du douzième mois qui suit celui de leur émission. Passé ce délai, le montant en est remis à la disposition de l'office d'origine.

Les sommes encaissées par chacune des administrations dont le montant n'a pas été réclamé par les ayants-droit dans les délais prévus par les lois et règlements du pays d'émission des titres, sont définitivement acquises à l'administration de ce pays.

Article 11.

RETRAIT DES MANDATS, MODIFICATIONS D'ADRESSE.

L'expéditeur d'un mandat ordinaire ou télégraphique peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aussi longtemps que le destinataire n'a pas pris livraison en Belgique soit du titre lui-même, soit du montant de ce titre, et dans l'Etat libre d'Irlande du montant du titre. Toutefois, ce droit ne s'exerce que dans les délais fixés par l'article 10 du présent arrangement.

Article 12.

RÉEXPÉDITION DES MANDATS.

En cas de changement de résidence du bénéficiaire, les mandats ordinaires ou télégraphiques peuvent être réexpédiés, par la voie postale ou par la voie télégraphique à la demande de l'expéditeur ou du destinataire, soit dans l'intérieur du pays de destination, soit sur un pays entretenant avec le pays de la destination primitive un échange de mandats.

L'administration de ce dernier pays détermine elle-même les conditions de réexpédition des mandats.

Article 13.

RESPONSABILITÉS.

Les sommes versées pour être converties en mandats sont, dans le délai de prescription, garanties aux déposants jusqu'au moment où les mandats ont été régulièrement payés.

Pour dégager sa responsabilité, l'office de paiement doit être en mesure d'établir que l'opération a eu lieu dans les conditions prescrites par ses règlements intérieurs.

profit of the Administration of the country of origin, a fixed charge equal to that which is made in that country for acknowledgments for receipt of registered articles.

Applications for advice of payment may also be made subsequent to the deposit of the amount during the whole period of validity of the Money Order, plus one year; in such cases, the applicant may be required to pay a double charge

Article 9.

PAYMENT.

Payment and, if necessary, delivery of the Money Order to the payee are effected in accordance with the regulations in force in the country of destination.

Article 10.

PERIOD OF VALIDITY OF MONEY ORDERS. LAPSE OF MONEY ORDERS.

Money Orders are valid until the expiration of the twelfth month which follows that in which they are issued. After this period, the amount of the Order is placed at the disposal of the office of origin.

Amounts received by either of the Administrations, which are not claimed by the entitlees within the period prescribed by the laws and regulations of the country in which the Order was issued, become the absolute property of the Administration of that country.

Article 11.

WITHDRAWAL OF MONEY ORDERS, ALTERATIONS OF ADDRESS.

The remitter of an ordinary or Telegraph Money Order may cause it to be withdrawn or alter its address, so long as the Order itself or its amount, in the case of Belgium, and the amount of the Order, in the case of the Irish Free State, have not been delivered to the payee.

This right may, however, only be exercised within the period laid down in Article 10 of the present Agreement.

Article 12.

RE-TRANSMISSION OF MONEY ORDERS.

In the event of a change in the payee's address, an ordinary or Telegraph Money Order may be re-transmitted, by post or telegraph, at the request of the remitter or of the payee, either within the country of destination, or to a country maintaining a Money Order Service with the original country of destination.

The Administration of the last mentioned country itself fixes the terms for the re-transmission of the Order.

Article 13.

LIABILITY.

Amounts paid in for the purpose of being converted into Money Orders are, within the prescribed period, guaranteed to the depositors until the Orders are duly paid.

In order to be able to free itself from liability, the office of payment must be able to prove that payment was made under the conditions laid down by its internal regulations.

Passé le délai prévu au deuxième alinéa de l'article 8, les administrations ne sont plus responsables des paiements sur faux acquit.

Dans le cas de faux mandats télégraphiques ou d'erreurs dans la transmission des télégrammes-mandats, lorsqu'il est impossible d'établir les responsabilités, ou en cas de fraudes ou d'erreurs commises pendant la transmission des titres sur les lignes télégraphiques de pays intermédiaires, les pertes éventuelles incombent par moitié à chacune des Administrations contractantes.

Article 14.

ATTRIBUTIONS DE TAXES.

L'administration qui a délivré les mandats ordinaires ou télégraphiques, tient compte à celle qui en a effectué le paiement d'un droit d'un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) du montant total des titres payés, abstraction faite des mandats en franchise de droit.

Le taux de cette redevance peut être modifié par entente entre les deux administrations.

Article 15.

MANDATS EN TRANSIT.

Chaque administration a la faculté d'utiliser l'entremise de l'autre administration pour les envois de fonds à destination des pays ou colonies avec lesquels cette dernière entretient des échanges directs de mandats-poste.

L'administration intermédiaire est autorisée à percevoir, pour son propre compte, un droit de commission supplémentaire qui est prélevé sur le montant des mandats.

Ce droit reste acquis à l'administration intermédiaire, même dans le cas où les fonds doivent être remboursés à l'envoyeur.

Les mandats en transit ne sont pas susceptibles de transmission par voie télégraphique. Ils ne peuvent faire l'objet de demandes d'avis de paiement.

Article 16.

COMPTES GÉNÉRAUX.

Un compte général récapitulatif des sommes que se doivent les deux offices est établi, pour chaque période trimestrielle, par l'administration créditrice. Ce compte qui est communiqué, en double exemplaire, à l'administration débitrice, doit faire ressortir le solde dans la monnaie du pays créateur.

A cet effet, le montant de la créance la plus faible est converti dans la monnaie de la créance la plus forte en prenant pour base de la conversion le cours moyen officiel du change dans le pays débiteur pendant la période à laquelle le compte se rapporte. Chaque administration enverra à l'autre, à la fin de chaque trimestre, un relevé avec indication de ce cours du change pendant le trimestre.

Article 17.

LIQUIDATION.

Les comptes sont soldés par l'office débiteur au plus tard quinze jours après réception du compte général reconnu exact.

En cas de non paiement du solde d'un compte dans ce délai, le montant en est productif d'intérêts, à dater du jour de l'expiration dudit délai jusqu'au jour où le paiement a lieu. Ces intérêts seront calculés à raison de sept pour cent l'an (7 %).

When the period prescribed in Article 8, paragraph 2, has expired, the Administrations are no longer liable for payments made against false signatures.

In the case of false Telegraph Money Orders or mistakes in the transmission of Telegraph Money Orders, when it is impossible to establish with whom responsibility rests, or in the event of fraud or mistakes committed during the transmission of Orders by the telegraph systems of intermediary countries, any losses incurred are borne in equal shares by the contracting Administrations.

Article 14.

APPORTIONMENT OF CHARGES.

The Administration which issues the ordinary or Telegraph Money Orders credits the Administration which pays them with an allowance of one half per cent ($\frac{1}{2}$ %) of the total amount of the Orders paid, less the amount of Orders issued free of charge.

The rate of this allowance may be altered by agreement between the two Administrations.

Article 15.

MONEY ORDERS IN TRANSIT.

Each Administration may transmit money through the other Administration to countries or colonies with which the latter maintains a direct Postal Money Order Service.

The intermediary administration is authorised to collect, on its own account, as commission, a supplementary charge which is deducted from the amount of the Order.

This charge is retained by the intermediary Administration even should the amount of the Order have to be refunded to the sender.

Money Orders in transit may not be transmitted by telegraph, and applications for advice of payment of such Orders are not allowed.

Article 16.

GENERAL ACCOUNTS.

A general account setting forth the amounts owed by each of the two Offices to the other is drawn up, for each quarter, by the creditor Administration. This account, which is communicated in duplicate to the debtor Administration, must show the balance in the currency of the creditor country.

For this purpose, the amount of the smaller credit is converted into the currency of the country having the larger credit, the basis of conversion being the mean of the official rates of exchange in the debtor country during the period to which the account relates. At the end of each quarter, each Administration shall send to the other a statement showing this mean rate during the quarter.

Article 17.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

The accounts are settled by the debtor country within fifteen days at the latest after receipt of the general account acknowledged correct.

In the event of non-payment of the balance of an account within this period, the amount of such balance bears interest from the date of the expiration of the said period until the date on which payment is made. This interest is calculated at the rate of seven per cent (7 %) per annum.

*Article 18.*MODIFICATIONS ÉVENTUELLES DES RÈGLES CONCERNANT LES COMPTES GÉNÉRAUX
ET LEUR LIQUIDATION.

Les règles posées par les articles 16 et 17 peuvent être modifiées par entente entre les Administrations contractantes toutes les fois qu'il sera jugé opportun.

Article 19.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Les deux administrations règlent, d'un commun accord, les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution du présent arrangement. Ces mesures peuvent être modifiées d'un commun accord en cas de nécessité.

Article 20.

SUSPENSION DU SERVICE.

Chacune des deux administrations peut, dans des circonstances extraordinaires qui seraient de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement et d'une manière totale ou partielle, le service des mandats, à condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'autre administration.

Article 21.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement sera mis à exécution à partir du jour dont conviendront les administrations des postes des deux pays.

L'arrangement demeurera en vigueur jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait avisé l'autre, au moins six mois à l'avance, de son intention d'en faire cesser les effets.

Le présent arrangement devra être ratifié et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

Fait, en double original, à Dublin, le vingt-quatrième jour du mois de septembre mil neuf cent vingt-neuf, à midi.

(L. S.) (Signé) M. GOOR.

(L. S.) (Signé) J. P. WALSH.

*Article 18.*POSSIBLE AMENDMENT OF THE REGULATIONS REGARDING THE GENERAL ACCOUNTS
AND THE SETTLEMENT OF THESE ACCOUNTS.

Whenever considered expedient, the regulations laid down in Articles 16 and 17 may be amended by agreement between the contracting Administrations.

Article 19.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

The two Administrations fix, by joint agreement, the measures of detail and routine necessary for ensuring the execution of the present Agreement. These measures may, in case of need, be modified by joint agreement.

Article 20.

SUSPENSION OF THE SERVICE.

Either of the two Administrations may, under exceptional circumstances which justify the measure, suspend the Money Order Service temporarily, either in whole or in part, provided that it immediately notifies the other Administration, if necessary by telegraph, of such suspension.

Article 21.

PUTTING INTO EFFECT AND DURATION OF THE AGREEMENT.

The present Agreement shall be put into effect on the day to be agreed upon by the Postal Administrations of the two countries.

The Agreement shall remain in force until one of the Contracting Parties notifies the other, at least six months in advance, of its intention to cease to apply it.

The present Agreement must be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible.

Done, in duplicate, at Dublin, on September the twenty-fourth, one thousand, nine hundred and twenty-nine, at noon.

(L. S.) (Signed) M. GOOR.

(L. S.) (Signed) J. P. WALSHE.

N° 2365.

**ESTONIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Arrangement concernant le concours
réciproque des tribunaux des deux
pays en matière civile, avec pro-
tocolé final. Signés à Tallinn, le
20 janvier 1930.

**ESTONIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Agreement concerning reciprocal
Judicial Assistance in Civil Mat-
ters, with Final Protocol. Signed
at Tallinn, January 20, 1930.

N^o 2365. — ARRANGEMENT ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES CONCERNANT LE CONCOURS RÉCIPROQUE DES TRIBUNAUX DES DEUX PAYS EN MATIÈRE CIVILE. SIGNÉ A TALLINN, LE 20 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 28 juin 1930.

LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, d'une part, et L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, d'autre part, en vue de conclure un arrangement sur le concours réciproque des tribunaux des deux pays en matière civile, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. J. LATTIK, ministre des Affaires étrangères ;

LE COMITÉ EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

M. A. PETROVSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Estonie ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Dans les rapports entre les deux Etats contractants, en matière civile, la signification d'actes et l'exécution des commissions rogatoires concernant l'accomplissement d'un acte de procédure ou d'un autre acte judiciaire, seront régies par les dispositions suivantes.

Article 2.

La signification d'actes aura lieu à la suite d'une demande, adressée par le consul de l'Etat requérant en Estonie — au Ministère de la Justice et de l'Intérieur et dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes au président du tribunal d'arrondissement (*okružnoi sud*).

La transmission des commissions rogatoires aura lieu par la voie diplomatique.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la demande de signification ou la commission rogatoire devront être transmises à l'autorité compétente, et l'autorité requérante devra en être immédiatement avisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 28 mai 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2365. — AGREEMENT ² BETWEEN THE REPUBLIC OF ESTONIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS CONCERNING RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE IN CIVIL MATTERS. SIGNED AT TALLINN, JANUARY 20, 1930.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place June 28, 1930.

THE REPUBLIC OF ESTONIA, of the one part, and THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, of the other part, with a view to concluding an agreement on mutual judicial assistance between the two countries in civil matters, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

M. J. LATTIK, Minister for Foreign Affairs,

THE EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. A. PETROVSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics in Estonia,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

In the relations between the two contracting States in civil matters, the service of documents and the execution of *commissions rogatoires* concerning the carrying out of a summons or other legal instrument shall be governed by the following provisions.

Article 2.

Documents shall be served in compliance with a request addressed by the consul of the applicant State — in Estonia, to the Ministry of Justice and the Interior, and in the Union of Soviet Socialist Republics, to the President of the district court (*okružnoi sud*).

Commissions rogatoires shall be transmitted through the diplomatic channel.

Should the authority applied to be without jurisdiction, the application for service or the *commission rogatoire* must be transmitted to the competent authority, and the authority making application must be immediately notified thereof.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, May 28, 1930.

Article 3.

Les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être rédigées dans la langue de l'Etat requérant. Il devra y être joint une traduction russe ou estonienne, suivant les cas, certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté, ou commis officiellement, de l'Etat requérant ou de l'Etat requis.

Le nombre et le contenu des actes à signifier ou des annexes aux commissions rogatoires devront être indiqués sommairement dans les demandes de signification et dans les commissions rogatoires. La disposition du deuxième alinéa de l'article 5 reste applicable.

Les pièces prouvant que la signification a été faite, ou indiquant le motif pour lequel elle n'a pas été faite, les réponses aux demandes et les actes dressés pour donner suite aux commissions rogatoires, ne seront accompagnées d'une traduction que si l'Etat requérant en exprime le désir et rembourse les frais de traduction.

Article 4.

Les demandes de signification et les commissions rogatoires devront désigner l'autorité requérante ainsi que le nom et la qualité des Parties. Les demandes de signification devront, en outre, indiquer l'adresse du destinataire et la nature de l'acte à signifier.

Pour les demandes de signification, il sera fait usage des formulaires, que les Etats contractants se communiqueront l'un à l'autre.

Article 5.

La signification se fera par les soins de l'autorité compétente de l'Etat requis. Cette autorité, sauf les cas prévus au deuxième alinéa, pourra se borner à effectuer la signification par la remise de l'acte au destinataire qui l'accepte volontairement.

Si l'acte à signifier est rédigé dans la langue de l'Etat requis ou est accompagné d'une traduction certifiée conforme, comme il est prévu à la deuxième phrase de l'alinéa premier de l'article 3, l'autorité requise, si l'autorité requérante en exprime le désir, fera signifier l'acte en question dans la forme prescrite par sa législation intérieure pour l'exécution de significations analogues, ou dans une forme spéciale pourvu qu'elle ne soit pas contraire à cette législation.

Article 6.

La preuve de la signification se fera au moyen, soit d'un récépissé daté et légalisé, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis, constatant le fait, la forme et la date de la signification.

L'autorité requise retournera ces attestations par la voie mentionnée à l'alinéa premier de l'article 2.

Article 7.

Chacun des Etats contractants aura la faculté de faire effectuer les significations à ses propres ressortissants se trouvant sur le territoire de l'autre Etat, par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires, sans avoir recours à des mesures de contrainte.

Article 8.

L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire a été adressée, sera tenu d'y satisfaire en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution des commissions des autorités de l'Etat requis. Les formes à suivre seront également celles qui sont établies par les lois de l'Etat requis ; toutefois il sera déféré à la demande de l'autorité requérante, tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que la partie intéressée soit en état d'y assister.

Article 3.

Requests for service and *commissions rogatoires* must be drawn up in the language of the applicant State. There must be attached thereto a Russian or Estonian translation, as the case may be, certified correct by a diplomatic or consular agent of the applicant State, or by a sworn or official translator of the applicant State or the State applied to.

Requests for service and *commissions rogatoires* must state briefly the number and contents of the documents to be served or of the annexes to the *commissions rogatoires*. Article 5, paragraph 2, shall however apply.

Documents proving that service has been effected, or stating the reason on account of which it has not been effected, replies to requests and documents drawn up to give effect to *commissions rogatoires* shall only be accompanied by a translation if the applicant State so desires and refunds the costs of translation.

Article 4.

Requests for service and *commissions rogatoires* must indicate the authority making application, and the names and status of the parties. Requests for service must also state the address of the recipient and the nature of the document to be served.

For requests for service, the forms to be communicated by each contracting State to the other shall be used.

Article 5.

The competent authority of the State applied to shall be responsible for effecting service. Except in the cases specified in paragraph 2, such authority may limit its action to effecting service by the transmission of the document to the recipient if he is willing to accept it.

If the document to be served is drawn up in the language of the State applied to or accompanied by a translation certified correct, as specified in Article 3, paragraph 1, second sentence, the authority applied to shall, if the applicant authority so desires, serve the document in question in the manner prescribed by its municipal law for the service of similar documents, or in a special form which is not incompatible with such law.

Article 6.

Proof of service shall be furnished either by a dated and legalised receipt, or by a certificate from the authority of the State applied to, setting forth the fact, the manner and the date of service.

The authority applied to shall return such certificates through the channel specified in Article 2, paragraph 1.

Article 7.

Each of the contracting States shall be entitled to have documents served on its own nationals in the territory of the other State through its diplomatic or consular agents, without the application of any compulsion.

Article 8.

It shall be incumbent upon the judicial authority to which the *commission rogatoire* has been addressed to give effect to it by the use of the same compulsory measures as in the execution of "commissions" emanating from the authorities of the State applied to. The procedure to be followed shall in like manner be that prescribed by the law of the State applied to; a request by the applicant authority that a special procedure be followed shall, however, be complied with if the procedure in question is not incompatible with such law.

The applicant authority shall, if it so desires, be informed of the time when and the place where the proceedings will take place, in order that the interested party may be able to be present.

Article 9.

L'exécution des demandes de signification et des commissions rogatoires pourra être refusée si l'Etat sur le territoire duquel cette exécution doit avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

S'il y a doute sur l'authenticité d'une commission rogatoire, son exécution pourra être différée jusqu'à ce que le doute ait été dissipé.

Article 10.

L'exécution des demandes de signification et des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes, droits de timbre ou frais de quelque nature que ce soit, exception faite des indemnités versées aux témoins et aux experts.

Ces indemnités, ainsi que les frais éventuels de traduction visés au troisième alinéa de l'article 3, seront remboursées, dans chaque cas particulier, au moment de la restitution du dossier.

Article 11.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient, à l'occasion d'une demande de signification ou d'une commission rogatoire, seront réglées par la voie diplomatique.

Article 12.

Le présent arrangement qui est rédigé en double expédition française sera ratifié et l'échange des ratifications en sera effectué à Moscou aussitôt que faire se pourra, et il entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de sa ratification.

Le présent arrangement est conclu pour une durée de cinq ans. Si à l'expiration de ce délai, aucune des Parties contractantes ne déclare son intention d'y mettre fin, il restera en vigueur un an à compter de la date où l'une des Parties contractantes informera l'autre de son intention de le dénoncer.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent arrangement et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Tallinn, le vingt janvier mil neuf cent trente.

(L. S.) J. LATTIK.

(L. S.) A. PETROVSKI.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de l'arrangement concernant le concours réciproque des tribunaux des deux pays en matière civile, conclu en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante qui fait partie intégrante de l'arrangement :

Ad Article 2.

Les dispositions de l'alinéa premier de l'article 2 seront applicables aussi dans les cas où la signification des pièces aura lieu à la suite d'une demande adressée par le représentant diplomatique de l'Etat requérant.

Fait à Tallinn, le vingt janvier mil neuf cent trente.

J. LATTIK.

A. PETROVSKI.

Article 9.

The execution of requests for service and of *commissions rogatoires* may be refused if the State in whose territory it is to be effected considers it such as to compromise its sovereignty or safety.

Should there be any doubt as to the authenticity of a *commission rogatoire*, execution of the *commission* may be delayed until the doubt has been removed.

Article 10.

No fees, stamp duties or charges of any kind shall be payable in respect of the execution of requests for service and *commissions rogatoires*, with the exception of allowances to witnesses and experts.

Such allowances, and also the costs of translation referred to in Article 3, paragraph 3, if any, shall be paid, in each particular case, at the time that the " dossier " is returned.

Article 11.

Any difficulties that may arise in connection with a request for service or a *commission rogatoire* shall be settled through the diplomatic channel.

Article 12.

The present Agreement, drawn up in duplicate in French, shall be ratified and the exchange of the ratifications shall take place at Moscow as soon as possible. It shall enter into force one month after the exchange of the instruments of ratification.

The present Agreement is concluded for a period of five years. If on the expiration of this period neither of the Contracting Parties declares that it intends to terminate it, it shall remain in force for one year from the date on which either Contracting Party notifies the other of its intention to denounce it.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Tallinn on January the twentieth, one thousand nine hundred and thirty.

(L. S.) J. LATTIK.

(L. S.) A. PETROVSKI.

FINAL PROTOCOL.

At the time of signing the Agreement concerning mutual judicial assistance between the two countries in civil matters, concluded on this day's date, the undersigned Plenipotentiaries made the following declaration, which forms an integral part of the Agreement.

Ad Article 2.

The provisions of Article 2, paragraph 1, shall also apply in cases where service of the documents is effected in compliance with a request addressed by the diplomatic representative of the applicant State.

Done at Tallinn on January the twentieth, one thousand nine hundred and thirty.

J. LATTIK.

A. PETROVSKI.

N° 2366.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ESTONIE

Traité d'arbitrage. Signé à Tallinn,
le 27 août 1929.

UNITED STATES OF AMERICA
AND ESTONIA

Treaty of Arbitration. Signed at
Tallinn, August 27, 1929.

N^o 2366. — TREATY ¹ OF ARBITRATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND ESTONIA. SIGNED AT TALLINN, AUGUST 27, 1929.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 30 juin 1930.
Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 20 août 1930.*

The HEAD of the ESTONIAN REPUBLIC and the PRESIDENT of the UNITED STATES of AMERICA Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations that have always existed between the two nations ;

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them ; and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated for ever the possibility of war among any of the Powers of the world ;

Have decided to conclude a treaty of arbitration and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE HEAD of the ESTONIAN REPUBLIC :

Mr. J. LATTIK, Minister for Foreign Affairs,

THE PRESIDENT of the UNITED STATES of AMERICA :

Mr. F. W. B. COLEMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated to one another their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 18 juin 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2366. — TRAITÉ ² D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ESTONIE. SIGNÉ A TALI INN, LE 27 AOUT 1929.

English official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place June 30, 1930.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, August 20, 1930.

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, décidés à prévenir autant qu'il est en leur pouvoir toute interruption dans les relations pacifiques qui ont toujours existé entre les deux nations,

Désireux d'affirmer à nouveau leur adhésion à la politique qui consiste à soumettre à une décision impartiale toutes les contestations susceptibles d'un règlement judiciaire, qui pourraient survenir entre eux, et

Soucieux par leur exemple, non seulement de manifester qu'ils condamnent la guerre comme instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles, mais encore de hâter le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des différends entre les nations aura écarté pour toujours la possibilité de guerre entre les puissances du monde,

Ont décidé de conclure un traité d'arbitrage et ont désigné à cette fin pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. J. LATTIK, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. F. W. B. COLEMAN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tout différend portant sur des affaires internationales dans lequel des Parties contractantes se trouvent engagées du que l'une fait valoir un droit à l'égard de l'autre, en vertu d'un traité ou autrement, qui n'aura pu être réglé par la voie diplomatique non plus que par renvoi à une commission de conciliation appropriée et qui comporte de par sa nature une décision judiciaire c'est-à-dire est susceptible d'être réglé par l'application des principes du droit et de l'équité, devra

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Washington, June 18, 1930.

shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention¹ of October 18, 1907 or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organization of such tribunal if necessary, define its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

The special agreement in each case shall be made on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof, and on the part of Estonia in accordance with its constitutional laws.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which

- (a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties,
- (b) Involves the interests of third Parties ;
- (c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine ;
- (d) Depends upon or involves the observance of the obligations of Estonia in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Article III.

The present treaty shall be ratified by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof and by Estonia in accordance with its constitutional laws.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith thereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the English language and hereunto affix their seals.

Done at Tallinn the twenty-seventh day of August in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) J. LATTIK.

(L. S.) F. W. B. COLEMAN.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

être soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la Convention¹ du 18 octobre 1907 ou à tout autre tribunal compétent, ainsi qu'il en sera décidé, dans chaque cas d'espèce, par compromis. Celui-ci pourvoira, le cas échéant, à l'organisation du tribunal, définira ses pouvoirs, exposera la ou les questions en litige et déterminera les questions à résoudre.

Ce compromis spécial sera conclu, dans chaque cas, en ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique, par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et, en ce qui concerne l'Estonie, conformément à ses lois constitutionnelles.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne pourront être invoquées dans tout différend dont l'objet

- a)* Relève de la juridiction nationale de l'une des Hautes Parties contractantes,
- b)* Touche aux intérêts de tierces Puissances ;
- c)* Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des Etats-Unis au sujet des questions américaines, communément désignée sous le nom de Doctrine de Monroë ;
- d)* Dépend de l'observation ou touche à l'observation des obligations qui incombent à l'Estonie en vertu du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat, et par l'Estonie, conformément à ses lois constitutionnelles.

Les instruments de ratification seront échangés à Washington aussitôt que faire se pourra et le traité prendra effet à la date de l'échange des instruments de ratification. Il demeurera alors en vigueur sans limite de durée tant qu'il n'aura pas été dénoncé, sous réserve d'un préavis d'un an notifié par écrit par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Tallinn, le vingt-septième jour d'août de l'année mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) J. LATTIK.

(L. S.) F. W. B. COLEMAN.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

N° 2367.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ESTONIE**

Traité de conciliation. Signé à Tallinn, le 27 août 1929.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND ESTONIA**

Treaty of Conciliation. Signed at Tallinn, August 27, 1929.

No. 2367. — TREATY¹ OF CONCILIATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND ESTONIA. SIGNED AT TALLINN, AUGUST, 27 1929.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 30 juin 1930.
Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 20 août 1930.*

The Head of the ESTONIAN REPUBLIC and the PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous to strengthen the bonds of amity that bind them together and also to advance the cause of general peace, have resolved to enter into a treaty for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

Mr. J. LATTIK, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. F. W. B. COLEMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in proper form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article I.

Any disputes arising between the Government of Estonia and the Government of the United States of America, of whatever nature they may be, shall, when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting Parties do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a permanent International Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Article ; and they agree not to declare war or begin hostilities during such investigation and before the report is submitted.

Article II.

The International Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows : One member shall be chosen from each country, by the Government thereof ; one member shall be chosen by each Government from some third country ; the fifth member shall be chosen by

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 18 juin 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2367. — TRAITÉ ² DE CONCILIATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ESTONIE. SIGNÉ A TALLINN, LE 27 AOUT 1929.

English official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place June 30, 1930.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, August 20, 1930.

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de resserrer les liens d'amitié qui unissent leurs deux pays, ainsi que de servir la cause de la paix générale, ont décidé de conclure un traité à cette fin et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. J. LATTIK, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. F. W. B. COLEMAN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tout différend qui s'élèverait entre le Gouvernement d'Estonie et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, de quelque nature qu'il soit, devra, lorsque la procédure diplomatique ordinaire aura échoué et que les Hautes Parties contractantes n'auront pas recours à la décision d'un tribunal compétent, être soumis, aux fins d'enquête et de rapport, à une commission internationale permanente constituée comme il est prescrit à l'article suivant : les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas déclarer la guerre et de ne pas engager d'hostilités pendant le cours de cette enquête et avant la présentation du rapport.

Article II.

La Commission internationale sera composée de cinq membres désignés comme suit : un membre sera choisi dans chaque pays par le gouvernement de ce pays, un membre sera choisi par chacun des gouvernements parmi les ressortissants d'une tierce Puissance, le cinquième membre sera

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Washington, June 18, 1930.

common agreement between the two Governments, it being understood that he shall not be a citizen of either country. The expenses of the Commission shall be paid by the two Governments in equal proportions.

The International Commission shall be appointed within six months after the exchange of ratifications of this treaty ; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

Article III.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its services to that effect and in such case it shall notify both Governments and request their cooperation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the Permanent International Commission with all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall limit or extend the time by mutual agreement. The report shall be prepared in triplicate ; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

Article IV.

The present treaty shall be ratified by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by Estonia in accordance with its constitutional laws.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith thereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the English language and hereunto affix their seals.

Done at Tallinn the twenty-seventh day of August in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) J. LATTIK.

(L. S.) F. W. B. COLEMAN.

choisi d'un commun accord par les deux gouvernements, étant entendu qu'il ne sera ressortissant ni de l'un ni de l'autre pays. Les dépenses de la commission seront réparties par fractions égales entre les deux gouvernements.

La Commission internationale sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des instruments de ratification du présent traité, et il sera pourvu aux vacances conformément à la procédure prescrite pour la nomination des premiers membres.

Article III.

Au cas où les Hautes Parties contractantes ne réussiraient pas à régler un différend par la voie diplomatique et n'auraient pas recours à la décision d'un tribunal compétent, elles devront immédiatement soumettre ce différend à la Commission internationale, aux fins d'enquête et de rapport. Toutefois, la Commission internationale a la faculté, en vertu d'une décision unanime, d'offrir spontanément ses services à cet effet; dans ce cas, elle en avisera les deux gouvernements et les invitera à l'aider dans son enquête.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à donner à la Commission internationale permanente tous les moyens et toutes les facilités qui lui seront nécessaires pour mener son enquête et pour établir son rapport.

Le rapport de la commission devra être terminé dans l'année qui suivra la date à laquelle elle aura déclaré son enquête ouverte, à moins que les Hautes Parties contractantes ne limitent ou ne prolongent ce délai d'un commun accord. Le rapport sera établi en triple expédition, une copie sera remise à chaque gouvernement et la troisième sera conservée par la commission dans ses archives.

Les Hautes Parties contractantes se réservent pleine liberté d'action quant à l'objet du différend, après la présentation du rapport de la commission.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat, et par l'Estonie, conformément à ses lois constitutionnelles.

Les instruments de ratification seront échangés à Washington aussitôt que faire se pourra, et le traité prendra effet à la date de l'échange des instruments de ratification. Il demeurera alors en vigueur sans interruption aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé, sous réserve d'un préavis d'un an, notifié par écrit, par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double exemplaire, rédigé en anglais, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Tallinn, le vingt-septième jour d'août de l'année mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) J. LATTIK.

(L. S.) F. W. B. COLEMAN.

N° 2368.

AFGHANISTAN,
UNION SUD AFRICAINE, ALBANIE,
ALLEMAGNE,
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, etc.

(Union postale universelle.)

Convention postale universelle, avec protocole final, règlement d'exécution et protocole final, et dispositions concernant le transport de la poste aux lettres par voie aérienne, avec protocole final. Signés à Londres, le 28 juin 1929.

AFGHANISTAN,
UNION OF SOUTH AFRICA,
ALBANIA, GERMANY,
UNITED STATES OF AMERICA, etc.

(Universal Postal Union.)

Universal Postal Convention, with Final Protocol, Detailed Regulations and Final Protocol, and Provisions relating to the Conveyance of Letter Post by Air, with Final Protocol. Signed at London, June 28, 1929.

CONVENTION — TABLE DES MATIÈRES.

CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

TABLE DES MATIÈRES

TITRE I

DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

CHAPITRE PREMIER.

ORGANISATION ET RESSORT DE L'UNION.

Art.		Pages
1.	Constitution de l'Union	254
2.	Adhésions nouvelles. Procédure	256
3.	Convention et Arrangements de l'Union	256
4.	Règlements d'exécution	256
5.	Traités et arrangements spéciaux. Unions restreintes...	256
6.	Législation intérieure	256
7.	Relations exceptionnelles	258
8.	Colonies, Protectorats, etc.	258
9.	Ressort de l'Union	258
10.	Arbitrages	260
11.	Sortie de l'Union. Cessation de participation aux Arrangements	260

CHAPITRE II.

CONGRÈS. CONFÉRENCES. COMMISSIONS.

12.	Congrès	260
13.	Ratifications. Mise à exécution et durée des Actes des congrès	262
14.	Congrès extraordinaires	262
15.	Règlement des congrès	262
16.	Conférences	262
17.	Commissions	262

CHAPITRE III.

PROPOSITIONS DANS L'INTERVALLE DES RÉUNIONS.

18.	Introduction des propositions	262
19.	Examen des propositions	264
20.	Conditions d'approbation	264
21.	Notification des résolutions	264
22.	Exécution des résolutions	266

CONVENTION — TABLE OF CONTENTS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

UNIVERSAL POSTAL CONVENTION.

TABLE OF CONTENTS.

PART I.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

CHAPTER I.

ORGANISATION AND EXTENT OF THE UNION.

Art.	Page
1. Constitution of the Union	255
2. New adhesions. Procedure	257
3. Convention and Agreements of the Union	257
4. Detailed Regulations	257
5. Special Treaties and Agreements. Restricted Unions... ..	257
6. Internal laws	257
7. Exceptional relations	259
8. Colonies, Protectorates, etc.	259
9. Extent of the Union	259
10. Arbitration	261
11. Withdrawal from the Union. Cessation of participation in the Agreements	261

CHAPTER II.

CONGRESSES. CONFERENCES. COMMITTEES.

12. Congresses	261
13. Ratifications. Entry into force and duration of the Acts of Congresses	263
14. Extraordinary Congresses	263
15. Standing Orders of Congresses	263
16. Conferences	263
17. Committees	263

CHAPTER III.

PROPOSALS MADE BETWEEN MEETINGS.

18. Introduction of proposals	263
19. Examination of proposals	265
20. Conditions of approval	265
21. Notification of decisions	265
22. Execution of decisions... ..	267

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

CONVENTION — TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE IV.

DU BUREAU INTERNATIONAL.

Art.	Pages
23. Attributions générales	266
24. Dépenses du Bureau international	266

TITRE II

RÈGLES D'ORDRE GÉNÉRAL

CHAPITRE UNIQUE.

25. Liberté de transit	268
26. Interdiction de taxes non prévues	268
27. Suspension temporaire de service	268
28. Monnaie-type	268
29. Equivalents	268
30. Formules. Langue	270
31. Cartes d'identité	270

TITRE III

DISPOSITIONS CONCERNANT LES CORRESPONDANCES POSTALES

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

32. Objets de correspondance	270
33. Taxes et conditions générales	272
34. Affranchissement	274
35. Taxe en cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement	274
36. Surtaxes	276
37. Taxes spéciales	276
38. Objets passibles de droits de douane	276
39. Contrôle douanier	276
40. Droit de dédouanement	276
41. Droits de douane et autres droits non postaux	276
42. Envois francs de droits	276
43. Annulation des droits de douane	278
44. Envois exprès	278
45. Interdictions	278
46. Modalités d'affranchissement	280
47. Franchise postale	282
48. Coupons-réponse	282
49. Retrait. Modification d'adresse... ..	282
50. Réexpédition. Rebuts	282
51. Réclamations	284

CHAPITRE II.

ENVOIS RECOMMANDÉS.

52. Taxes	284
53. Avis de réception	286
54. Etendue de la responsabilité	286
55. Exceptions au principe de la responsabilité	286
56. Cessation de la responsabilité	286
57. Paiement de l'indemnité	288
58. Délai de paiement	288
59. Détermination de la responsabilité	288
60. Remboursement de l'indemnité à l'office expéditeur	290

CONVENTION — TABLE OF CONTENTS.

CHAPTER IV.

INTERNATIONAL BUREAU.

Art.	Page
23. General functions	267
24. Expenses of the International Bureau	267

PART II.

GENERAL REGULATIONS.

CHAPTER I.

25. Freedom of transit	269
26. Prohibition of unauthorised charges... ..	269
27. Temporary suspension of service	269
28. Monetary standard	269
29. Equivalents	269
30. Forms. Language	271
31. Identity Cards	271

PART III.

PROVISIONS REGARDING CORRESPONDENCE.

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS.

32. Definition of correspondence	271
33. Rates of postage and general conditions	273
34. Prepayment	275
35. Charge on unpaid or insufficiently prepaid correspondence	275
36. Surtaxes	277
37. Special charges	277
38. Articles liable to Customs duty	277
39. Customs control	277
40. Customs clearance fee	277
41. Customs and other non-postal charges	277
42. Correspondence for delivery free of charges	277
43. Cancellation of Customs duty	279
44. Express packets	279
45. Prohibitions	279
46. Methods of prepayment	281
47. Exemptions from postage	283
48. Reply coupons	283
49. Withdrawal of correspondence. Alteration of address	283
50. Redirection. Undelivered correspondence	283
51. Enquiries... ..	285

CHAPTER II.

REGISTERED ARTICLES.

52. Charges	285
53. Advice of delivery	287
54. Responsibility	287
55. Exceptions in respect of responsibility	287
56. Cessation of responsibility	287
57. Payment of compensation	289
58. Period for payment	289
59. Fixing of responsibility	289
60. Repayment of compensation to the despatching Office	291

CONVENTION — TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE III.

ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Art.	Pages
61. Taxes et conditions. Liquidation	290
62. Annulation ou réduction du montant du remboursement	292
63. Responsabilité en cas de perte de l'envoi	292
64. Garantie des sommes encaissées régulièrement	292
65. Indemnité en cas de non-encaissement, d'encaissement insuffisant ou frauduleux	292
66. Sommes encaissées régulièrement. Indemnités. Paiement et recours	294
67. Délai de paiement	294
68. Détermination de la responsabilité	294
69. Remboursement des sommes avancées	294
70. Mandats de remboursement et bulletins de versement	294
71. Bonification de la taxe et du droit de remboursement	296

CHAPITRE IV.

ATTRIBUTION DES TAXES. FRAIS DE TRANSIT ET D'ENTREPÔT.

72. Attribution des taxes	296
73. Frais de transit	296
74. Frais d'entrepôt	298
75. Exemption de frais de transit	298
76. Services extraordinaires	298
77. Paiements et décomptes	300
78. Echange de dépêches closes avec des bâtiments de guerre	300

DISPOSITIONS DIVERSES.

79. Inobservation de la liberté de transit	300
80. Engagements	300

DISPOSITIONS FINALES.

81. Mise à exécution et durée de la convention	302
---	-----

PROTOCOLE FINAL DE LA CONVENTION

I. Retrait. Modification d'adresse	312
II. Equivalents. Limites maxima et minima	312
III. Dépôt de correspondances à l'étranger	312
IV. Once avoirdupois	314
V. Coupons-réponse	314
VI. Droit de recommandation	314
VII. Services aériens	314
VIII. Frais spéciaux de transit par le Transsibérien	314
IX. Frais spéciaux de transit par l'Uruguay	316
X. Frais d'entrepôt	316
XI. Protocole laissé ouvert aux pays non représentés	316
XII. Protocole laissé ouvert aux pays représentés pour signatures et adhésions	316
XIII. Délai pour la notification des adhésions	316
XIV. Commission préparatoire	316

CONVENTION — TABLE OF CONTENTS.

CHAPTER III.

CASH ON DELIVERY PACKETS.

Art.		Page
61.	Charges and conditions. Settlement	291
62.	Cancellation or reduction of the amount of the trade charge	293
63.	Responsibility in case of loss of the packet	293
64.	Sums duly collected. Guarantee	293
65.	Compensation in case of failure to collect, or of insufficient or fraudulent collection... ..	293
66.	Sums duly collected. Compensation. Payments and claims	295
67.	Period for payment	295
68.	Fixing of responsibility	295
69.	Repayment of sums advanced	295
70.	Trade charge money orders and transfer notes	295
71.	Division of the Cash on Delivery charge and fee	297

CHAPTER IV.

ALLOCATION OF POSTAGE COLLECTIONS, TRANSIT AND WAREHOUSING CHARGES.

72.	Allocation of postage collections	297
73.	Transit rates	297
74.	Warehousing charges	299
75.	Exemption from transit charges	299
76.	Extraordinary services... ..	299
77.	Payment and accounting	301
78.	Exchange of closed mails with ships of war	301

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

79.	Freedom of transit: non-observance	301
80.	Undertakings	301

FINAL PROVISIONS.

81.	Entry into force and duration of the Convention	303
-----	--	-----

FINAL PROTOCOL.

I.	Withdrawal of correspondence. Modification of address	313
II.	Equivalents: maximum and minimum limits	313
III.	Posting of correspondence abroad	313
IV.	Ounce, avoirdupois	315
V.	Reply coupons	315
VI.	Registration fee	315
VII.	Air services	315
VIII.	Special rates by the Trans-Siberian Railway	315
IX.	Special rates for Uruguay	317
X.	Warehousing charges	317
XI.	Protocol left open to the countries not represented	317
XII.	Protocol left open to the countries represented for signatures and adhesions	317
XIII.	Period for the notification of adhesions	317
XIV.	Preparatory Committee (<i>Commission Préparatoire</i>)	317

CONVENTION.

UNION POSTALE UNIVERSELLE.

N° 2368. — CONVENTION ¹ POSTALE UNIVERSELLE CONCLUE ENTRE L'AFGHANISTAN, L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, L'ENSEMBLE DES POSSESSIONS INSULAIRES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AUTRES QUE LES ILES PHILIPPINES, LES ILES PHILIPPINES, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, LA COMMONWEALTH DE L'Australie, L'Autriche, LA BELGIQUE, LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CANADA, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTE, L'ÉQUATEUR, L'ESPAGNE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTONIE, L'ÉTHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LE ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-

¹ DÉPOTS DES RATIFICATIONS :

Communiquées par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, les 28 août et 14 novembre 1930.

CANADA	18 décembre 1929.	INDE	17 juillet 1930.
PAYS-BAS	3 janvier 1930.	HONGRIE	17 juillet 1930.
NORVÈGE	5 février 1930.	UNION DES RÉPUBLIQUES	
ISLANDE... ..	5 mars 1930.	SOVIÉTISTES SOCIALISTES	22 juillet 1930.
DANEMARK	6 mars 1930.	Estonie	23 juillet 1930.
SUÈDE	12 mars 1930.	SIAM	25 juillet 1930.
Etats-Unis d'Amérique	5 avril 1930.	INDES NÉERLANDAISES ET	
MEXIQUE	16 avril 1930.	COLONIES NÉERLANDAISES	
SUISSE	21 avril 1930.	EN AMÉRIQUE	3 janvier 1930.
BELGIQUE	13 mai 1930.	POSSESSIONS INSULAIRES DES	
CONGO BELGE	13 mai 1930.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	
TUNISIE.	2 juin 1930.	AUTRES QUE LES ILES PHI-	
AUTRICHE	13 juin 1930.	LIPPINES	5 avril 1930.
ESPAGNE	16 juin 1930.	COLONIES ESPAGNOLES ...	16 juin 1930.
SARRE	17 juin 1930.	HEDJAZ ET NEDJED	7 juillet 1930.
FINLANDE	23 juin 1930.	LUXEMBOURG	6 août 1930.
ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN	26 juin 1930.	NOUVELLE - ZÉLANDE ET	
MAROC	4 juillet 1930.	SAMOA OCCIDENTAL... ..	9 août 1930.
AUSTRALIE	9 juillet 1930.	ITALIE	10 septembre 1930.

S'étend à Papoua et les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.

En attendant le dépôt de l'instrument de ratification de l'Égypte, la Convention a été mise en application par le Gouvernement égyptien à partir du 1^{er} juillet 1930.

ADHÉSION :

PARAGUAY 29 juin 1930.

CONVENTION.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

No. 2368. — UNIVERSAL POSTAL CONVENTION¹ CONCLUDED BETWEEN AFGHANISTAN, THE UNION OF SOUTH AFRICA, ALBANIA, GERMANY, UNITED STATES OF AMERICA, THE WHOLE OF THE ISLAND POSSESSIONS OF THE UNITED STATES OF AMERICA OTHER THAN THE PHILIPPINE ISLANDS, THE PHILIPPINE ISLANDS, ARGENTINE REPUBLIC, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, AUSTRIA, BELGIUM, THE COLONY OF THE BELGIAN CONGO, BOLIVIA, BRAZIL, BULGARIA, CANADA, CHILE, CHINA, REPUBLIC OF COLOMBIA, REPUBLIC OF COSTA RICA, REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, THE FREE CITY OF DANZIG, DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, ECUADOR, SPAIN, THE WHOLE OF THE SPANISH COLONIES, ESTONIA, ETHIOPIA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, THE FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES OF INDO-CHINA, THE WHOLE OF THE OTHER FRENCH COLONIES, THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, GREECE, GUATEMALA, REPUBLIC OF

¹ RATIFICATIONS :

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, August 28, and November 14, 1930.

CANADA	December 18, 1929,	INDIA	July 17, 1930.
THE NETHERLANDS	January 3, 1930.	HUNGARY	July 17, 1930.
NORWAY	February 5, 1930.	UNION OF SOVIET SOCIALIST	
ICELAND	March 5, 1930.	REPUBLICS	July 22, 1930.
DENMARK	March 6, 1930.	ESTONIA	July 23, 1930.
SWEDEN	March 12, 1930.	SIAM	July 25, 1930.
UNITED STATES OF AMERICA	April 5, 1930.	NETHERLANDS INDIES AND	
MEXICO... ..	April 16, 1930.	NETHERLANDS COLONIES	
SWITZERLAND	April 21, 1930.	IN AMERICA	January 3, 1930.
BELGIUM	May 13, 1930.	INSULAR POSSESSIONS OF THE	
BELGIAN CONGO	May 13, 1930.	UNITED STATES OF AME-	
TUNIS	June 2, 1930.	RICA OTHER THAN THE	
AUSTRIA	June 13, 1930.	PHILIPPINE ISLANDS ...	April 5, 1930.
SPAIN	June 16, 1930.	SPANISH COLONIES	June 16, 1930.
SAAR	June 17, 1930.	HEJAZ AND NEJD	July, 7, 1930.
FINLAND	June 23, 1930.	LUXEMBURG	August 6, 1930.
VATICAN CITY STATE... ..	June 26, 1930.	NEW ZEALAND AND WESTERN	
MOROCCO	July 4, 1930.	SAMOA	August 9, 1930.
AUSTRALIA	July 9, 1930.	ITALY	September 10, 1930.

Covering Papua and the mandated Territories of New Guinea and Nauru.

Pending the deposit of the instrument of ratification by Egypt, the Convention has been applied by the Egyptian Government as from July 1, 1930.

ACCESSION :

PARAGUAY June 29, 1930.

CONVENTION.

BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, LA GRÈCE, LE GUA-TÉMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, LE ROYAUME DE HEDJAZ ET DE NEDJDE ET DÉPENDANCES, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'INDE BRITANNIQUE, L'IRAK, L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, L'ISLANDE, L'ITALIE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA LETTONIE, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE MEXIQUE, LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN, LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, L'URUGUAY, L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN, YÉMEN ET LES ÉTATS-UNIS DE VENEZUELA. SIGNÉE A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations, et le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} juillet 1930.

TITRE I

DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

CHAPITRE I

ORGANISATION ET RESSORT DE L'UNION.

*Article premier.**Constitution de l'Union.*

Les pays entre lesquels est conclue la présente convention forment, sous la dénomination d'Union postale universelle, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des correspondances.

CONVENTION.

HAITI, THE KINGDOM OF HEJAZ AND NEJD AND DEPENDENCIES, HONDURAS, HUNGARY, BRITISH INDIA, IRAQ, THE IRISH FREE STATE, ICELAND, ITALY, THE WHOLE OF THE ITALIAN COLONIES, JAPAN, CHOSEN (KOREA), THE WHOLE OF THE OTHER JAPANESE DEPENDENCIES, LATVIA, REPUBLIC OF LIBERIA, LITHUANIA, LUXEMBURG, MOROCCO (EXCEPT THE SPANISH ZONE), MOROCCO (SPANISH ZONE), MEXICO, NICARAGUA, NORWAY, NEW ZEALAND, REPUBLIC OF PANAMA, PARAGUAY, NETHERLANDS, DUTCH EAST INDIES, DUTCH COLONIES IN AMERICA, PERU, PERSIA, POLAND, PORTUGAL, PORTUGUESE COLONIES IN AFRICA, PORTUGUESE COLONIES IN ASIA AND OCEANIA, ROUMANIA, REPUBLIC OF SAN MARINO, THE REPUBLIC OF SALVADOR, TERRITORY OF THE SARRE, KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, SIAM, SWEDEN, SWITZERLAND, CZECHOSLOVAKIA, TUNIS, TURKEY, THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, URUGUAY, THE STATE OF THE CITY OF THE VATICAN, YEMEN, AND UNITED STATES OF VENEZUELA. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne, His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations, and the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place July 1st, 1930.

PART I.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

CHAPTER I.

ORGANISATION AND EXTENT OF THE UNION.

*Article I.**Constitution of the Union.*

The countries between which the present Convention is concluded form, under the title of the Universal Postal Union, a single postal territory for the reciprocal exchange of correspondence.

CONVENTION.

L'Union postale a également pour objet d'assurer l'organisation et le perfectionnement des divers services postaux internationaux.

*Article 2.**Adhésions nouvelles. Procédure.*

Tout pays est admis en tout temps à adhérer à la convention.

La demande d'adhésion doit être notifiée par voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse et par celui-ci aux gouvernements de tous les pays de l'Union.

*Article 3.**Convention et Arrangements de l'Union.*

Le service de la poste aux lettres est réglé par les dispositions de la convention.

D'autres services, tels que ceux, notamment, des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, des colis postaux, des mandats de poste, des virements postaux, des valeurs à recouvrer et des abonnements aux journaux et écrits périodiques, font l'objet d'arrangements entre pays de l'Union.

Ces arrangements sont obligatoires seulement pour les pays qui y ont adhéré.

L'adhésion à un ou plusieurs de ces arrangements est soumise aux dispositions de l'article précédent.

*Article 4.**Règlements d'exécution.*

Les administrations de l'Union arrêtent d'un commun accord, dans des règlements d'exécution, les mesures d'ordre et de détail nécessaires à l'exécution de la convention et des arrangements.

*Article 5.**Traités et arrangements spéciaux. Unions restreintes.*

1. Les pays de l'Union ont le droit de maintenir et de conclure des traités, ainsi que de maintenir et d'établir des Unions restreintes, en vue de la réduction des taxes ou de toute autre amélioration des relations postales.

2. De leur côté, les administrations sont autorisées à prendre entre elles les arrangements nécessaires au sujet des questions qui n'intéressent pas l'ensemble de l'Union, sous réserve de ne pas y introduire des dispositions moins favorables que celles prévues par les actes de l'Union. Elles peuvent, notamment, en ce qui concerne les objets de correspondance, s'entendre entre elles pour l'adoption de taxes réduites dans un rayon limitrophe.

*Article 6.**Législation intérieure.*

Les stipulations de la convention et des arrangements de l'Union ne portent pas atteinte à la législation de chaque pays dans tout ce qui n'est pas expressément prévu par ces actes.

CONVENTION.

It is also the object of the Postal Union to secure the organisation and improvement of the various international postal services.

*Article 2.**New adhesions. Procedure.*

Any country is allowed at any time to adhere to the Convention.

A request for adhesion must be notified diplomatically to the Government of the Swiss Confederation, and by the latter to the Governments of all the countries of the Union.

*Article 3.**Convention and Agreements of the Union.*

The letter post is governed by the provisions of the Convention.

Other services, such as those relating to insured letters and boxes, postal parcels, money orders, transfers to and from postal cheque accounts, collection of bills, drafts, etc., and subscriptions to newspapers and periodicals, form the subject of Agreements between countries of the Union.

These Agreements are binding only upon the countries which have adhered to them.

Adhesion to one or more of these Agreements is subject to the provisions of the foregoing Article.

*Article 4.**Detailed Regulations.*

The Administrations of the Union draw up, by mutual agreement, in the form of Detailed Regulations, the detailed rules necessary for the carrying out of the Convention and the Agreements.

*Article 5.**Special Treaties and Agreements. Restricted Unions.*

1. Countries of the Union have the right to maintain and to conclude treaties, as well as to maintain and to establish restricted Unions, with a view to the reduction of postage rates or to any other improvement of postal relations.

2. Moreover, Administrations are authorised to make with one another any necessary agreements on the subject of questions which do not concern the Union generally, provided that conditions less favourable than those laid down by the Acts of the Union are not introduced. In the letter post, for example, they may conclude mutual arrangements for the adoption of lower rates of postage within a zone on either side of their frontiers.

*Article 6.**Internal Laws.*

The provisions of the Convention and of the Agreements of the Union do not override the legislation of any country as regards anything which is not expressly covered by these Acts.

CONVENTION.

*Article 7.**Relations exceptionnelles.*

Les administrations qui desserviraient certains territoires non compris dans l'Union seront tenues d'être les intermédiaires des autres administrations. Les dispositions de la convention et de son règlement sont applicables à ces relations exceptionnelles.

*Article 8.**Colonies, Protectorats, etc.*

Sont considérés comme formant un seul pays ou une seule administration de l'Union, suivant le cas, au sens de la convention et des arrangements en ce qui concerne, notamment, leur droit de vote aux congrès, aux conférences et, dans l'intervalle, entre les réunions, ainsi que leur contribution aux dépenses du Bureau international de l'Union postale universelle :

- 1° L'ensemble des Possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique, autres que les Iles Philippines et comprenant Hawaï, Porto-Rico, Guam, et les Iles Vierges des Etats-Unis d'Amérique ;
- 2° Les Iles Philippines ;
- 3° La Colonie du Congo belge ;
- 4° L'ensemble des Colonies espagnoles ;
- 5° L'Algérie ;
- 6° Les Colonies et Protectorats français de l'Indochine ;
- 7° L'ensemble des autres Colonies françaises ;
- 8° L'ensemble des Colonies italiennes ;
- 9° Le Chosen ;
- 10° L'ensemble des autres dépendances japonaises ;
- 11° Les Indes néerlandaises ;
- 12° Les Colonies néerlandaises en Amérique ;
- 13° Les Colonies portugaises de l'Afrique ;
- 14° Les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie.

*Article 9.**Ressort de l'Union.*

Sont considérés comme appartenant à l'Union postale universelle :

- a) Les bureaux de poste établis par des pays de l'Union dans les pays étrangers à l'Union ;
- b) La Principauté de Liechtenstein, comme relevant de l'Administration des Postes de Suisse ;
- c) Les Iles Féroë et le Groenland, comme faisant partie du Danemark ;
- d) Les Possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, comme faisant partie de l'Espagne ;
- e) Les vallées d'Andorre, comme desservies par l'Administration des Postes espagnoles et l'Administration des Postes françaises ;
- f) La Principauté de Monaco, comme relevant de l'Administration des Postes de France ;
- g) Walfisch-Bay, comme faisant partie de l'Union de l'Afrique du Sud ; Basutoland, comme relevant de l'Administration des Postes de l'Union de l'Afrique du Sud.

CONVENTION.

*Article 7.**Exceptional Relations.*

Administrations which provide a service with certain territories not included in the Union will be required to be the intermediaries of the other Administrations. The provisions of the Convention and its Detailed Regulations apply to these exceptional relations.

*Article 8.**Colonies, Protectorates, etc.*

The following are considered as forming a single country or Administration of the Union as the case may be, within the meaning of the Convention or of the Agreements so far as concerns, in particular, their right to vote at a Congress or Conference, and in the interval between meetings as well as their contribution to the expenses of the International Bureau of the Universal Postal Union :

- (1^o) The whole of the island possessions of the United States of America, except the Philippine Islands, and comprising Hawaii, Porto-Rico, Guam, and the Virgin Islands of the United States of America ;
- (2) The Philippine Islands ;
- (3) The Colony of the Belgian Congo ;
- (4) The whole of the Spanish Colonies ;
- (5) Algeria ;
- (6) The French Colonies and Protectorates in Indo-China ;
- (7) The whole of the other French Colonies ;
- (8) The whole of the Italian Colonies ;
- (9) Chosen (Korea) ;
- (10) The whole of the other Japanese Dependencies ;
- (11) The Dutch East Indies ;
- (12) The Dutch Colonies in America ;
- (13) The Portuguese Colonies in Africa ;
- (14) The Portuguese Colonies in Asia and Oceania.

*Article 9.**Extent of the Union.*

1. The following are considered as belonging to the Universal Postal Union :

- (a) Post offices established by Union countries in countries outside the Union ;
- (b) The Principality of Liechtenstein, as subordinate to the Postal Administration of Switzerland ;
- (c) The Farøe Islands and Greenland, as forming part of Denmark ;
- (d) The Spanish possessions on the North Coast of Africa, as forming part of Spain ;
- (e) The Valleys of Andorra, as served by the Postal Administrations of Spain and France ;
- (f) The Principality of Monaco, as subordinate to the Postal Administration of France ;
- (g) Walfisch Bay, as forming part of the Union of South Africa ; Basutoland, as subordinate to the Postal Administration of the Union of South Africa.

CONVENTION.

*Article 10.**Arbitrages.*

1. En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union relativement à l'interprétation de la convention et des arrangements ou de la responsabilité dérivant, pour une administration, de l'application de ces actes, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

Au cas où l'un des offices en désaccord ne donnerait pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois, ou de neuf mois pour les pays éloignés, le Bureau international pourra, sur la demande qui lui en sera faite, provoquer à son tour la désignation d'un arbitre par l'office défaillant ou en désigner un lui-même, d'office.

2. La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

3. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre administration également désintéressée dans le litige.

A défaut d'une entente sur le choix, cette administration est désignée par le Bureau international parmi les membres de l'Union non proposés par les arbitres.

4. Les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des offices exécutant l'arrangement qui donne lieu au litige.

*Article 11.**Sortie de l'Union. Cessation de participation aux Arrangements.*

Chaque Partie contractante a la faculté de se retirer de l'Union ou de cesser sa participation aux arrangements moyennant avertissement donné un an à l'avance par son gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

CHAPITRE II.

CONGRÈS. CONFÉRENCES. COMMISSIONS.

*Article 12.**Congrès.*

1. Les délégués des pays de l'Union se réunissent en congrès au plus tard cinq ans après la date de mise à exécution des actes du congrès précédent en vue de les soumettre à revision ou de les compléter, s'il y a lieu.

Chaque pays se fait représenter au congrès par un ou plusieurs délégués plénipotentiaires munis, par leur gouvernement, des pouvoirs nécessaires. Il peut, au besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre pays. Toutefois, il est entendu qu'une délégation ne peut être chargée que de la représentation de deux pays, y compris celui qui l'a primitivement accréditée.

Dans les délibérations, chaque pays dispose d'une seule voix.

2. Chaque congrès fixe le lieu de la réunion du congrès suivant. Celui-ci est convoqué par les soins du gouvernement du pays dans lequel il doit avoir lieu, après entente avec le Bureau international. Ce gouvernement est également chargé de la notification à tous les gouvernements des pays de l'Union des décisions prises par le congrès.

CONVENTION.

*Article 10.**Arbitration.*

1. In case of disagreement between two or more members of the Union as to the interpretation of the Convention and the Agreements, or as to the responsibility imposed on an Administration by the application of these Acts, the question in dispute is decided by arbitration. To that end, each of the Administrations concerned chooses another member of the Union not directly interested in the matter.

If one of the Offices in disagreement does not take any action on a proposal for arbitration within a period of six months, or of nine months in the case of distant countries, the International Bureau, on a request to that effect, may call on the defaulting Administration to appoint an arbitrator, or may appoint one officially.

2. The decision of the arbitrators is given on an absolute majority of votes.

3. In case of an equality of votes, the arbitrators choose, with the view of settling the difference, another Administration with no interest in the question in dispute.

Failing an agreement in the choice, this Administration is appointed by the International Bureau from among the members of the Union not proposed by the arbitrators.

4. The arbitrators may not be appointed from among Administrations which do not participate in the Agreement concerning which the dispute has arisen.

*Article 11.**Withdrawal from the Union. Cessation of participation in the Agreements.*

Each contracting party is free to withdraw from the Union or to cease to participate in the Agreements by notice given one year in advance by its Government to the Government of the Swiss Confederation.

CHAPTER II.

CONGRESSES. CONFERENCES. COMMITTEES.

*Article 12.**Congresses.*

1. Delegates of the countries of the Union meet in Congress not later than five years after the date of the entry into force of the Acts of the preceding Congress with the view of revising or of completing them as necessary.

Each country is represented at the Congress by one or several plenipotentiary delegates furnished by their Government with the necessary powers. It may, if it so desires, be represented by the delegation of another country. But it is understood that one delegation can undertake the representation of two countries only, including the country it primarily represents.

In the deliberations each country has one vote only.

2. Each Congress settles the place of meeting of the next Congress. The Government of the country in which it is to take place is responsible, in consultation with the International Bureau, for convening the Congress, and also for notifying to all the Governments of the countries of the Union the decisions taken by the Congress.

CONVENTION.

*Article 13.**Ratifications. Mise à exécution et durée des Actes des congrès.*

Les actes des congrès sont ratifiés aussitôt que possible et les ratifications sont communiquées au gouvernement du pays, siège du congrès, et par ce gouvernement aux gouvernements des pays contractants.

Dans le cas où une ou plusieurs des Parties contractantes ne ratifieraient pas l'un ou l'autre des actes signés par elles, ceux-ci n'en seraient pas moins valables pour les Etats qui les auront ratifiés.

Ces actes sont mis à exécution simultanément et ont la même durée.

Dès le jour fixé pour la mise à exécution des actes adoptés par un congrès, tous les actes du congrès précédent sont abrogés.

*Article 14.**Congrès extraordinaires.*

Lorsque la demande en est faite ou approuvée par les deux tiers au moins des pays contractants, un congrès extraordinaire est réuni après entente avec le Bureau international.

Les règles édictées aux articles 12 et 13 sont applicables aux délégations, aux délibérations et aux actes des congrès extraordinaires.

*Article 15.**Règlement des congrès.*

Chaque congrès arrête le règlement nécessaire à ses travaux et à ses délibérations.

*Article 16.**Conférences.*

Des conférences chargées de l'examen de questions purement administratives peuvent être réunies à la demande des deux tiers au moins des administrations de l'Union.

Elles sont convoquées après entente avec le Bureau international.

Les conférences arrêtent leur règlement.

*Article 17.**Commissions.*

Les commissions chargées par un congrès ou une conférence de l'étude d'une ou de plusieurs questions déterminées sont convoquées par le Bureau international après entente, le cas échéant, avec l'administration du pays où ces commissions doivent se réunir.

CHAPITRE III

PROPOSITIONS DANS L'INTERVALLE DES RÉUNIONS.

*Article 18.**Introduction des propositions.*

Dans l'intervalle des réunions, toute administration a le droit d'adresser aux autres administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant la convention, son règlement et leurs protocoles finals.

CONVENTION.

*Article 13.**Ratifications. Entry into Force and duration of the Acts of Congresses.*

The Acts of Congresses shall be ratified as soon as possible and the ratifications shall be communicated to the Government of the country in which the Congress was held, and by that Government to the Governments of the contracting countries.

If one or more of the contracting parties do not ratify one or other of the Acts signed by them, these Acts are not less binding on the States which have ratified them.

These Acts come into force simultaneously and have the same duration.

From the date fixed for the entry into force of the Acts adopted by a Congress, all the Acts of the preceding Congress are repealed.

*Article 14.**Extraordinary Congresses.*

When a request to that effects is made or approved by at least two-thirds of the contracting countries, an extraordinary Congress is held, after arrangement with the International Bureau.

The regulations laid down by Articles 12 and 13 apply equally to the delegations, to the deliberations and to the Acts of Extraordinary Congresses.

*Article 15.**Standing Orders of Congresses.*

Each Congress draws up the standing orders for its work and deliberations.

*Article 16.**Conferences.*

Conferences for the consideration of purely administrative questions may be held at the request of at least two-thirds of the Administrations of the Union.

They are convened after arrangement with the International Bureau.

Conferences draw up their own standing orders.

*Article 17.**Committees.*

Committees charged by a Congress or a Conference with the examination of one or more particular questions are convened by the International Bureau after arrangement with the Administration of the country where these Committees are to sit.

CHAPTER III.

PROPOSALS MADE BETWEEN MEETINGS.

*Article 18.**Introduction of Proposals.*

In the interval between meetings, any Administration has the right to address to the other Administrations, through the medium of the International Bureau, proposals concerning the Convention, its Detailed Regulations, and the Final Protocols of both.

CONVENTION.

Le même droit est accordé aux administrations des pays participant aux arrangements en ce qui concerne ces arrangements, leurs règlements et leurs protocoles finals.

Pour être mises en délibération, toutes les propositions introduites par une administration dans l'intervalle des réunions doivent être appuyées par au moins deux autres administrations. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, le nombre nécessaire de déclarations d'appui.

*Article 19.**Examen des propositions.*

Toute proposition est soumise à la procédure suivante :

Un délai de six mois est laissé aux administrations pour examiner la proposition et pour faire parvenir au Bureau international, le cas échéant, leurs observations. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux administrations avec invitation de se prononcer pour ou contre. Celles qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de six mois sont considérées comme s'abstenant. Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international.

Si la proposition concerne un arrangement, son règlement ou leurs protocoles finals, seules les administrations ayant adhéré à cet arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées ci-dessus.

*Article 20.**Conditions d'approbation.*

1. Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir :

a) L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des Titres I et II et des articles 32 à 36, 52 à 57, 59 à 61, 63 à 66, 68 à 81 de la convention, de tous les articles de son protocole final, des articles premier, 5, 16, 60, 72 et 93 de son règlement et de tous ceux de son protocole final ;

b) Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles mentionnées à l'alinéa précédent ;

c) La majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la convention, de son règlement et de leurs protocoles finals, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 10.

2. Les arrangements fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'approbation des propositions qui les concernent.

*Article 21.**Notification des résolutions.*

Les additions et les modifications apportées à la convention, aux arrangements et aux protocoles finals de ces actes sont consacrés par une déclaration diplomatique que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre, à la demande du Bureau international, aux gouvernements des pays contractants.

Les additions et les modifications apportées aux règlements et à leurs protocoles finals sont constatées et notifiées aux administrations par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées sous la lettre c) de l'article précédent.

CONVENTION.

The same right is accorded to the Administrations of the countries participating in the Agreements so far as these Agreements, their Detailed Regulations and the Final Protocols are concerned.

In order to be considered, every proposal introduced by an Administration in the interval between meetings must be supported by at least two other Administrations. A proposal lapses when the International Bureau does not receive, at the same time as the proposal, the necessary number of declarations of support.

*Article 19.**Examination of Proposals.*

Every proposal is subject to the following procedure :

A period of six months is allowed to Administrations to examine the proposal and to communicate their observations, if any, to the International Bureau. Amendments are not admitted. The answers are collected by the International Bureau, and communicated to the Administrations, with an invitation to declare themselves for or against. Administrations which have not notified their vote within a period of six months are considered as abstaining. The periods quoted above are calculated from the date of the circulars from the International Bureau.

If the proposal concerns an Agreement, its Detailed Regulations or the Final Protocol of either, only the Administrations which have adhered to that Agreement may take part in the procedure indicated above.

*Article 20.**Conditions of approval.*

1. In order to become binding, the proposals must obtain :

(a) A unanimous vote if they involve the addition of new provisions or the modification of the provisions of Parts I and II, or of Articles 32 to 36, 52 to 57, 59 to 61, 63 to 66, 68 to 81 of the Convention, of any of the Articles of its Final Protocol or of Articles 1, 5, 16, 60, 72 and 93 of its Detailed Regulations or of any of the Articles of their Final Protocol.

(b) A two-thirds vote if they involve a modification of the provisions other than those mentioned in the preceding paragraph ;

(c) A simple majority if they affect the interpretation of the provisions of the Convention, of its Detailed Regulations, or of the Final Protocol of either, except in the case of disagreement to be submitted to arbitration as provided for by Article 10.

2. The conditions to be fulfilled for the approval of proposals concerning the Agreements are fixed by the Agreements themselves..

*Article 21.**Notification of decisions.*

Additions to and modifications of the Convention, the Agreements and the Final Protocols of these Acts are sanctioned by a diplomatic declaration, which the Government of the Swiss Confederation undertakes to prepare and forward at the request of the International Bureau to the Governments of the contracting countries.

Additions to and modifications of the Detailed Regulations and their Final Protocols are drawn up and notified to the Administrations by the International Bureau. The same applies to the interpretations referred to under (c) in the preceding Article.

CONVENTION.

*Article 22.**Exécution des résolutions.*

Toute addition ou modification adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

CHAPITRE IV

DU BUREAU INTERNATIONAL.

*Article 23.**Attributions générales.*

1. Un Office central, fonctionnant à Berne sous la dénomination de Bureau international de l'Union postale universelle, et placé sous la haute surveillance de l'Administration des Postes suisses, sert d'organe de liaison, d'information et de consultation aux pays de l'Union.

Ce bureau est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes ; d'émettre, à la demande des Parties en cause un avis sur les questions litigieuses ; d'instruire les demandes en modification des Actes du Congrès ; de notifier les changements adoptés et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que la convention, les arrangements et leurs règlements lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.

2. Il intervient, à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service international des postes, entre les administrations qui réclament cette intervention.

*Article 24.**Dépenses du Bureau international.*

1. Chaque Congrès arrête le chiffre maximum que peuvent atteindre annuellement les dépenses ordinaires du Bureau international.

Ces dépenses, ainsi que les frais extraordinaires auxquels donne lieu la réunion d'un congrès, d'une conférence ou d'une commission, et les frais que pourraient entraîner des travaux spéciaux confiés à ce bureau sont supportés en commun par tous les Pays de l'Union.

2. Ceux-ci sont divisés, à cet effet, en sept classes dont chacune contribue au payement des dépenses dans la proportion ci-après :

1 ^{re} classe	25 unités	5 ^{me} classe	5 unités
2 ^{me} »	20 »	6 ^{me} »	3 »
3 ^{me} »	15 »	7 ^{me} »	1 unité
4 ^{me} »	10 »		

3. En cas d'adhésion nouvelle, le Gouvernement de la Confédération suisse détermine, d'un commun accord avec le gouvernement du pays intéressé, la classe dans laquelle celui-ci doit être rangé au point de vue de la répartition des frais du Bureau international.

CONVENTION.

*Article 22.**Execution of decisions.*

No addition or modification adopted comes into force until at least three months after its notification.

CHAPTER IV.

INTERNATIONAL BUREAU.

*Article 23.**General Functions.*

1. A central Office, situated at Berne, known as the International Bureau of the Universal Postal Union, and placed under the supervision of the Swiss Postal Administration, serves as a medium of liaison, information and consultation for the countries of the Union.

This Office is entrusted especially with the duty of collecting, collating, publishing and distributing information of every kind which concerns the international postal service ; of giving, at the request of the parties concerned, an opinion upon questions in dispute ; of making known proposals for modifying the Acts of the Congress ; of notifying alterations adopted, and, in general, of taking up such enquiries and work in connection with editing and arranging material as the Convention, the Agreements, and their Detailed Regulations shall assign to it, or as may be entrusted to it in the interest of the Union.

2. It acts as clearing-house for the settlement of accounts of every description relative to the international postal service between the Administrations which claim its assistance.

*Article 24.**Expenses of the International Bureau.*

1. Each Congress fixes the maximum figure for the ordinary annual expenditure of the International Bureau.

These expenses, as well as the special expenditure occasioned by the meetings of a Congress, Conference, or Committee, and the costs which may arise out of special work entrusted to the International Bureau, are borne in common by all the countries of the Union.

2. To this end, the latter are divided into seven classes, each contributing to the payment of the expenses in the following proportion :

1st class	25 units.	5th class	5 units.
2nd	» 20 »	6th	» 3 »
3rd	» 15 »	7th	» 1 unit.
4th	» 10 »		

3. In the case of a new adhesion, the Government of the Swiss Confederation settles, by agreement with the Government of the country concerned, the class in which the country is to be placed for the apportionment of the expenses of the International Bureau.

CONVENTION.

TITRE II

RÈGLES D'ORDRE GÉNÉRAL

CHAPITRE UNIQUE

*Article 25.**Liberté de transit.*

1. La liberté du transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.
2. La liberté du transit des colis postaux est limitée au territoire des pays participant à ce service.

Les envois avec valeur déclarée peuvent transiter en dépêches closes par le territoire des pays qui n'assurent pas le service des envois de l'espèce ou par des services maritimes pour lesquels la responsabilité des valeurs n'est pas acceptée par les pays, mais la responsabilité de ces pays est limitée à celle qui est prévue pour les envois recommandés.

Le transit des petits paquets par les territoires des pays qui n'admettent pas les envois de l'espèce est facultatif.

*Article 26.**Interdiction de taxes non prévues.*

Il est interdit de percevoir des taxes postales, de quelque nature que ce soit, autres que celles prévues par la convention et les arrangements.

*Article 27.**Suspension temporaire de service.*

Lorsque, par suite de circonstances extraordinaires, une administration se voit obligée de suspendre temporairement et d'une manière générale ou partielle l'exécution de services, elle est tenue d'en donner immédiatement avis, au besoin par télégraphe, à l'administration ou aux administrations intéressées.

*Article 28.**Monnaie-type.*

Le franc pris comme unité monétaire dans les dispositions de la convention et des arrangements est le franc-or à 100 centimes d'un poids de 10/31^e de gramme et d'un titre de 0,900.

*Article 29.**Equivalents.*

Dans chaque pays de l'Union, les taxes sont établies d'après une équivalence correspondant aussi exactement que possible, dans la monnaie actuelle de ce pays, à la valeur du franc.

CONVENTION.

PART II.

GENERAL REGULATIONS.

CHAPTER I.

*Article 25.**Freedom of Transit.*

1. Freedom of transit is guaranteed throughout the entire territory of the Union.
2. Freedom of transit for postal parcels is limited to the territory of the countries taking part in this service.

Insured articles may be forwarded in closed mails through the territory of countries which do not undertake the insured letter and box service or by the sea services in respect of which responsibility for insured articles is not accepted by the countries concerned, but the responsibility of these countries is limited to that prescribed for registered articles.

The transit of small packets through the territory of countries which do not accept those articles is optional.

*Article 26.**Prohibition of unauthorised charges.*

It is forbidden to impose any postal charge whatever except those prescribed by the Convention and the Agreements.

*Article 27.**Temporary suspension of service.*

When an Administration finds itself obliged, owing to exceptional circumstances, temporarily to suspend its services, either wholly or in part, it must at once notify the fact, if necessary by telegraph, to the Administration or Administrations concerned.

*Article 28.**Monetary Standard.*

The franc regarded as the monetary unit in the provisions of the Convention and the Agreements is the gold franc of 100 centimes of a weight of 10/31 of a gramme and of a fineness of 0.900.

*Article 29.**Equivalents.*

In each country of the Union, postage rates are fixed at the closest possible equivalent of the value of the franc in the actual currency of the country.

CONVENTION.

*Article 30.**Formules. Langue.*

1. Les formules à l'usage des administrations pour leurs relations réciproques doivent être rédigées en langue française, avec ou sans traduction interlinéaire dans une autre langue, à moins que les administrations intéressées n'en disposent autrement par une entente directe.
2. Les formules à l'usage du public qui ne sont pas imprimées en langue française doivent comporter une traduction interlinéaire en cette langue.
3. Les formules dont il est question aux paragraphes premier et 2 doivent avoir les textes, les couleurs et, autant que possible, les dimensions prescrites par les règlements de la convention et des arrangements.
4. Les administrations peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques.

*Article 31.**Cartes d'identité.*

1. Chaque administration peut délivrer, aux personnes qui en font la demande, des cartes d'identité valables comme pièces justificatives pour toutes les transactions effectuées par les bureaux de poste des pays qui n'auraient pas notifié leur refus de les admettre.
2. L'administration qui fait délivrer une carte d'identité est autorisée à percevoir, de ce chef, une taxe qui ne peut être supérieure à un franc.
3. Les administrations sont dégagées de toute responsabilité lorsqu'il est établi que la livraison d'un envoi postal ou le paiement d'un mandat a eu lieu sur la présentation d'une carte d'identité régulière.
Elles ne sont pas, non plus, responsables des conséquences que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux d'une carte d'identité régulière.
4. La carte d'identité est valable pendant trois ans à partir du jour de son émission.

TITRE III

DISPOSITIONS CONCERNANT LES CORRESPONDANCES POSTALES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

*Article 32.**Objets de correspondance.*

La dénomination d'objets de correspondance s'applique aux lettres, aux cartes postales simples et avec réponse payée, aux papiers d'affaires, aux imprimés de toute nature, y compris les impressions en relief à l'usage des aveugles, aux échantillons de marchandises et aux petits paquets.

Le service des petits paquets est limité aux pays qui conviennent de l'assurer dans leurs relations réciproques ou dans une seule direction.

CONVENTION.

*Article 30.**Forms. Language.*

1. The forms used by the Administrations in their mutual relations must be drawn up in French, with or without an interlinear translation in another language, unless the Administrations concerned arrange otherwise by direct agreement.

2. The forms used by the public which are not printed in French must include an interlinear translation in that language.

3. So far as the forms referred to in paragraphs 1 and 2 are concerned, the wording, colours, and, as far as possible, the dimensions must be those prescribed by the Detailed Regulations of the Convention and of the Agreements.

4. Administrations may by common consent decide upon the language to be used in official correspondence in their reciprocal relations.

*Article 31.**Identity Cards.*

1. Each Administration may issue, to persons who apply for them, identity cards to serve as evidence of identity for all kinds of post office business in the countries which have not notified their refusal to admit them.

2. The Administration which issues an identity card is authorised to make, on this account, a charge which may not exceed 1 franc.

3. Administrations are relieved from all responsibility when it is established that a postal packet was delivered or a money order was paid on presentation of a valid identity card.

Administrations are not responsible for the consequences of the loss, abstraction or fraudulent use of a valid identity card.

4. The identity card is valid for three years from the date of issue.

PART III.

PROVISIONS REGARDING CORRESPONDENCE.

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS.

*Article 32.**Definition of Correspondence.*

The term correspondence covers letters, post-cards, both single and reply-paid, commercial papers, printed papers of every kind, including articles printed in relief for the use of the blind, samples of merchandise and small packets.

The small packet service is limited to those countries which agree to maintain it in their reciprocal relations or in one direction only.

CONVENTION.

Article 33.

Taxes et conditions générales.

1. Les taxes d'affranchissement pour le transport des objets de correspondance dans toute l'étendue de l'Union, y compris leur remise au domicile des destinataires dans les pays où le service de distribution est ou sera organisé, ainsi que les limites de poids et de dimensions sont fixées conformément aux indications du tableau ci-après :

Objets 1	Unités de poids 2	Taxes 3	Limites	
			de poids 4	de dimensions 5
LETTRES : { 1 ^{er} échelon de poids. par échelon supplé- mentaire }	gr. 20	c. 25 15 15	} 2 kg.	{ 45 cm. dans chaque sens. En rouleaux : 75 cm. de longueur et 10 cm. de diamètre.
CARTES POSTALES : { simples . . . avec réponse payée . . .	— —	30			—	{ Maxima : 15 cm. en longueur ; 10,5 cm. en largeur. Minima : 10 cm. en longueur ; 7 cm. en largeur.
PAPIERS D'AFFAIRES Minimum de taxe	50 —	5 25	2 kg. —	{ 45 cm. de chaque côté. En rouleaux : 75 cm. de longueur et 10 cm. de diamètre.
IMPRIMÉS	50	5	} 2 kg. (3 kg. pour les volumes expédiés iso- lément)	{ <i>Les imprimés expédiés à découvert sous forme de cartes pliées ou non pliées sont sou- mis aux mêmes limites mi- nima que les cartes postales.</i>
IMPRESSIIONS EN RELIEF POUR LES AVEUGLES	1000	5			5 kg.
ECHANTILLONS DE MARCHANDISES . Minimum de taxe	50 —	5 10	500 gr. —	{ 45 cm. en longueur ; 20 cm. en largeur ; 10 cm. en épaisseur. En rouleaux : 45 cm. de longueur ; 15 cm. de diamètre.
PETITS PAQUETS Minimum de taxe	50 —	15 50	1 kg. —	

Par dérogation aux disposition du 1^{er} alinéa ci-dessus, les administrations peuvent percevoir, pour la remise aux destinataires des petits paquets, un droit spécial de distribution qui ne doit pas dépasser 25 centimes par objet.

2. Les limites de poids et de dimensions fixées au paragraphe premier du présent article ne s'appliquent pas aux correspondances relatives au service postal, dont il est question au paragraphe premier de l'article 47.

3. Chaque administration a la faculté de concéder, dans ses relations avec les administrations qui ont donné leur consentement, aux journaux et écrits périodiques expédiés directement par les éditeurs ou leurs mandataires, une réduction de 50 % sur le tarif général des imprimés. Sont exclus de cette réduction, quelle que soit la régularité de leur publication, les imprimés commerciaux tels que catalogues, prospectus, prix courants, etc.

CONVENTION.

Article 33. (See Protocol II and IV.)

Rates of Postage and General Conditions.

1. The prepaid rates of postage for the conveyance of correspondence throughout the entire extent of the Union, including delivery at the residence of the addressees in the countries where a delivery is or shall be organised, as well as the limits of weight and dimensions, are fixed as indicated in the following table :

Articles 1	Units of Weight 2	Rates 3	Limits	
			of weight 4	of size 5
LETTERS : { first unit of weight { each succeeding unit }	gr. 20	c. 25 15	{ 2 kg.	{ 45 cm. in each direction. In roll form : 75 cm. in length, and 10 cm. in diameter.
POST-CARDS : { Single { Reply-paid	— —	15 30	— —	{ Maximum : 15 cm. in length ; 10.5 cm. in breadth. Minimum : 10 cm. in length ; 7 cm. in breadth.
COMMERCIAL PAPERS Minimum charge	50 —	5 25	2 kg. —	{ 45 cm. in each direction. In roll form : 75 cm. in length, and 10 cm. in diameter.
PRINTED PAPERS	50	5	2 kg. (3 kg. for volumes sent singly)	{ <i>Printed papers sent unen- closed in the form of cards, whether folded or not, are subject to the same minimum dimensions as post-cards.</i>
BLIND LITERATURE	1000	5	5 kg.	{ 45 cm. in length ; 20 cm. in breadth ; 10 cm. in depth.
SAMPLES OF MERCHANDISE Minimum charge	50 —	5 10	500 gr. —	{ In roll form : 45 cm. in length, and 15 cm. in diameter.
SMALL PACKETS Minimum charge	50 —	15 50	1 kg. —	

As an exception to paragraph 1 above, Administrations may collect, for the delivery of small packets to the addressees, a special delivery fee which must not exceed 25 centimes per article.

2. The limits of weight and size fixed by paragraph 1 of the present Article do not apply to correspondence relating to the postal service, as specified in paragraph 1 of Article 47.

3. Each Administration has the right, in its relations with those Administrations which have so agreed, to allow a reduction of 50 cent. of the ordinary rate for printed papers to newspapers and periodicals posted directly by the publishers or their agents ; but commercial printed papers such as catalogues, prospectuses, price lists, etc., however regularly they are issued, are excluded from this reduction.

CONVENTION.

Les administrations peuvent concéder la même réduction et dans les mêmes relations, quels que soient les expéditeurs, aux livres ainsi qu'aux brochures ou papiers de musique, à l'exclusion de toute publicité ou réclame autre que celle qui figure sur la couverture ou les pages de garde des volumes.

4. Les lettres ne doivent contenir aucune lettre, note ou document, ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, adressé à des personnes autres que le destinataire ou les personnes habitant avec ce dernier.

5. Les papiers d'affaires, les imprimés de toute nature, les échantillons de marchandises et les petits paquets ne doivent contenir aucune lettre, note ou document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ; ils doivent être conditionnés de manière à pouvoir être facilement vérifiés, sauf les exceptions prévues au règlement.

Il est permis d'insérer dans les petits paquets une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, ainsi qu'une simple copie de la suscription de l'objet avec mention de l'adresse de l'expéditeur.

6. La réunion en un seul envoi d'objets de correspondance de catégories différentes (objets groupés) est autorisée dans les conditions fixées par le règlement.

7. Les paquets d'échantillons de marchandises ne peuvent renfermer aucun objet ayant une valeur marchande.

8. Sauf les exceptions prévues par la convention et son règlement, il n'est pas donné cours aux envois qui ne remplissent pas les conditions requises par le présent article et par les articles correspondants du règlement.

Les objets qui auraient été admis à tort peuvent être renvoyés à l'office d'origine. Toutefois, l'office de destination dont les règlements intérieurs ne s'y opposent pas est autorisé à remettre ces envois aux destinataires. Dans ce cas, il doit, s'il y a lieu, leur appliquer les taxes et surtaxes prévues pour la catégorie de correspondances à laquelle ils appartiennent réellement. En ce qui concerne les envois dépassant les limites de poids maxima fixées au paragraphe premier du présent article, ils peuvent être taxés d'après leur poids réel.

*Article 34.**Affranchissement.*

En règle générale, tous les envois désignés à l'article 32 doivent être complètement affranchis par l'expéditeur.

Il n'est pas donné cours aux envois autres que les lettres et les cartes postales simples non ou insuffisamment affranchis, ni aux cartes postales avec réponse payée dont les deux parties ne sont pas entièrement affranchies au moment du dépôt.

*Article 35.**Taxe en cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement.*

En cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement et sauf les exceptions prévues par l'article 45, paragraphes 3, 4 et 5, du règlement pour certaines catégories d'envois réexpédiés, les lettres et les cartes postales simples sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe double du montant de l'affranchissement manquant ou de l'insuffisance, sans que cette taxe puisse être inférieure à 10 centimes.

Le même traitement peut être appliqué, dans les cas précités, aux autres objets de correspondance qui auraient été transmis à tort au pays de destination.

CONVENTION.

Administrations may, in their relations with the same Administrations, allow a similar reduction to books including pamphlets or sheets of music, no matter who is the sender, provided they contain no publicity matter or advertisements other than that appearing on the cover or the fly leaves.

4. Letters must not contain any letter, note or document which has the character of actual and personal correspondence, addressed to persons other than the addressee or persons living with him.

5. Commercial papers, printed papers of every kind, samples of merchandise, and small packets must not contain any letter, note or document which has the character of actual and personal correspondence ; they must be made up in such a manner as to admit of their being easily examined, except in the cases specified in the Detailed Regulations.

In small packets an open invoice reduced to its simplest form may be inserted, as well as a simple copy of the address of the article with mention of the sender's address.

6. The enclosure in one and the same packet of correspondence of different categories (articles grouped together) is authorised under the conditions laid down in the Detailed Regulations.

7. Packets of samples of merchandise may not contain any article having a saleable value.

8. Apart from the exceptions prescribed by the Convention and its Detailed Regulations articles which do not fulfil the conditions laid down in the present Article and the corresponding Articles of the Detailed Regulations are not forwarded.

Articles which have been wrongly accepted may be returned to the Office of origin. But the Office of destination, if its inland regulations so allow, may deliver such articles to the addressees, in which case it must if necessary apply to them the rates of postage and surcharges prescribed for the category of correspondence to which they properly belong. Articles of which the weight exceeds the maximum limits laid down in paragraph 1 of this Article may be taxed according to their actual weight.

*Article 34.**Prepayment.*

As a general rule all the articles mentioned in Article 32 must be fully prepaid by the sender.

Correspondence, other than letters and single post-cards, which is unpaid or insufficiently prepaid, and reply paid post-cards of which the two halves are not fully prepaid at the time of posting, are not forwarded.

*Article 35.**Charge on unpaid or insufficiently prepaid correspondence.*

Apart from the exceptions laid down in Article 45, paragraphs 3, 4 and 5 of the Detailed Regulations for certain classes of redirected articles, letters and single post-cards not prepaid or insufficiently prepaid are liable to a charge equal to double postage or double the amount of the deficiency, to be paid by the addressees ; but that charge may not be less than 10 centimes.

The same treatment may be applied in similar circumstances to other articles of correspondence which have been incorrectly forwarded to the country of destination.

CONVENTION.

*Article 36.**Surtaxes.*

Il peut être perçu, en sus des taxes fixées par l'article 33, pour tout objet transporté par des services extraordinaires donnant lieu à des frais spéciaux, une surtaxe en rapport avec ces frais.

Lorsque le tarif d'affranchissement de la carte postale simple comprend la surtaxe autorisée par l'alinéa précédent, ce même tarif est applicable à chacune des parties de la carte postale avec réponse payée.

*Article 37.**Taxes spéciales.*

1. Les administrations sont autorisées à frapper d'une taxe additionnelle, selon les dispositions de leur législation, les objets remis à leurs services d'expédition en dernière limite d'heure.

2. L'administration du pays de destination est autorisée à percevoir, pour les objets adressés poste restante, une taxe spéciale d'après sa législation.

*Article 38.**Objets passibles de droits de douane.*

Les petits paquets peuvent renfermer des objets passibles de droits de douane.

Il en est de même des lettres lorsque le pays de destination admet l'importation, sous cette forme, d'objets passibles de droits de douane.

*Article 39.**Contrôle douanier.*

L'administration du pays destinataire est autorisée à soumettre au contrôle douanier les envois cités à l'article précédent et, le cas échéant, à les ouvrir d'office.

*Article 40.**Droit de dédouanement.*

Les envois soumis au contrôle douanier dans le pays de destination peuvent être frappés de de chef, au titre postal, d'un droit de dédouanement de 50 centimes au maximum par envoi.

*Article 41.**Droits de douane et autres droits non postaux.*

Les administrations sont autorisées à percevoir sur les destinataires des envois, en dehors des droits postaux, les droits de douane et tous les autres droits éventuels.

*Article 42.**Envois francs de droits.*

1. Dans les relations entre les pays qui se sont déclarés d'accord à cet égard, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge, moyennant déclaration préalable au bureau de départ, la totalité des droits postaux et non postaux dont les envois sont grevés à la livraison.

CONVENTION.

*Article 36.**Surtaxes.*

Over and above the rates fixed by Article 33, a surtax proportionate to the expenses incurred may be levied on every article forwarded by extraordinary services which involve special payment.

When the rate of prepayment for the single post-card comprises the surtax authorised by the preceding paragraph, the same rate is applicable to each half of the reply-paid post-card.

*Article 37.**Special Charges.*

(1) Administrations are authorised to make an additional charge, in accordance with their own legislation, on articles posted after the ordinary hour of collection.

(2) The Administration of the country of destination is authorised to impose a special surcharge in accordance with its legislation, on articles addressed *poste restante*.

*Article 38.**Articles liable to Customs duty.*

Small packets may contain articles liable to customs duty.

The same applies to letters when the country of destination allows the importation of articles liable to customs duty in this manner.

*Article 39.**Customs control.*

The Administration of the country of destination is authorised to submit to the Customs the correspondence mentioned in the preceding Article, and, if necessary, to open it officially.

*Article 40.**Customs clearance fee.*

A customs clearance fee of 50 centimes at most per article may be collected as a postal charge on articles submitted to the Customs in the country of destination.

*Article 41.**Customs and other non-postal charges.*

In addition to the postal fees, Administrations are authorised to collect from the addressees the customs charges and any other charges which may be due.

*Article 42.**Correspondence for delivery free of charges.*

(1) In the relations between those countries which have notified their agreement to that effect the senders may, by means of a previous declaration at the office of despatch, undertake to pay the whole of the postal and non-postal charges which are due to be collected on the delivery of the articles.

CONVENTION.

Dans ce cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par le bureau destinataire et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

L'administration qui fait l'avance de droits pour le compte de l'expéditeur est autorisée à percevoir, de ce chef, un droit de commission qui ne peut dépasser 50 centimes par envoi. Ce droit est indépendant de celui prévu à l'article 40 précédent pour le dédouanement.

2. Toute administration a le droit de limiter le service des envois francs de droits aux objets recommandés.

*Article 43.**Annulation des droits de douane.*

Les administrations s'engagent à intervenir auprès des administrations des douanes respectives pour que les droits de douane soient annulés sur les envois renvoyés au pays d'origine, détruits pour cause d'avarie complète du contenu ou réexpédiés sur un tiers pays.

*Article 44.**Envois exprès.*

1. Les objets de correspondance sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après l'arrivée, dans les pays dont les administrations consentent à se charger de ce service dans leurs relations réciproques.

2. Ces envois, qualifiés « exprès », sont soumis, en sus du port ordinaire, à une taxe spéciale s'élevant au minimum au double de l'affranchissement d'une lettre simple ordinaire et au maximum à un franc. Cette taxe doit être acquittée complètement et à l'avance par l'expéditeur.

3. Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de destination, la remise par exprès peut donner lieu à la perception d'une taxe complémentaire jusqu'à concurrence de celle qui est fixée dans le service interne.

La remise par exprès n'est toutefois pas obligatoire dans ce cas.

4. Les objets exprès non complètement affranchis pour le montant total des taxes payables à l'avance sont distribués par les moyens ordinaires, à moins qu'ils n'aient été traités comme exprès par le bureau d'origine. Dans ce dernier cas, les envois sont taxés d'après les dispositions de l'article 35.

*Article 45.**Interdictions.*

1. Il est interdit d'expédier :

- a) Des objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les correspondances ;
- b) Des matières explosibles, inflammables ou dangereuses ;
- c) Des animaux vivants, à l'exception des abeilles, des sangsues et des vers à soie ;
- d) Des objets passibles de droits de douane, sauf les exceptions prévues à l'article 38, ainsi que des échantillons expédiés en nombre dans le but d'éviter la perception de ces droits.

Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux imprimés passibles de droits de douane ;

- e) De l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants ;
- f) Des objets obscènes ou immoraux ;
- g) Des objets quelconques dont l'entrée ou la circulation sont interdites dans le pays d'origine ou dans le pays de destination.

CONVENTION.

In this case, the senders must undertake to pay the amounts which the office of destination may claim, and, if necessary, pay a sufficient deposit.

The Administration which advances the charges on behalf of the sender is authorised to collect for this service a fee not exceeding 50 centimes per article. This fee is independent of that authorised by Article 40 above for customs clearance.

(2) Any Administration is entitled to limit the service of delivery free of charges to registered articles.

*Article 43.**Cancellation of Customs duty.*

Administrations undertake to request their Customs Administrations to cancel the customs duty on articles returned to the country of origin, destroyed owing to the complete damage of the contents or redirected to a third country.

*Article 44.**Express Packets.*

(1) Correspondence is, at the request of the senders, sent out for delivery by special messenger immediately after arrival, in the countries of which the Administrations agree to undertake this service in their reciprocal relations.

(2) Such correspondence, which is called "express", is subject, in addition to the ordinary postage, to a special charge amounting as a minimum to double the postage on a single rate ordinary letter and as a maximum to one franc. This charge must be fully paid in advance by the sender.

(3) When the addressee's house is situated outside the local delivery zone of the office of destination, a complementary charge not exceeding that prescribed in the inland service may be collected for express delivery.

In this case, however, express delivery is not obligatory.

(4) Express packets, upon which the total amount of the charges payable in advance has not been prepaid, are delivered by the ordinary means, unless they have been treated as express by the office of origin. In the latter case they are taxed according to the provisions of Article 35.

*Article 45.**Prohibitions.*

(1) It is forbidden to send by post :

(a) Articles which, from their nature or by their packing, may expose postal officials to danger, or soil or damage correspondence :

(b) Explosive, inflammable, or dangerous substances ;

(c) Living animals, except bees, leeches and silk-worms ;

(d) Articles liable to Customs duty, apart from the exceptions laid down in Article 38, as well as samples sent in quantities with the intention of avoiding the payment of this duty.

This prohibition does not, however, apply to printed papers liable to Customs duty ;

(e) Opium, morphine, cocaine, and other narcotics ;

(f) Obscene or immoral articles ;

(g) Any articles whatever of which the importation or circulation is forbidden in the country of origin or of destination.

CONVENTION.

Il est, en outre, interdit d'expédier, tant dans les envois non recommandés que dans les petits paquets recommandés ou non, des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturé ou non, des pierreries, des bijoux et d'autres objets précieux.

L'expédition des timbres-poste oblitérés ou non sous enveloppe ouverte est interdite.

2. Les envois tombant sous le coup des interdictions précitées et qui auraient été admis à tort à l'expédition doivent être traités comme suit :

a) Les objets énumérés au paragraphe premier ci-dessus, sous *a)*, *d)*, *e)* et *g)* sont soumis au traitement prescrit par les règlements intérieurs de l'administration qui constate leur présence. Toutefois, les objets contenant de l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants ne sont dans aucun cas ni délivrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine ;

b) Les objets énumérés sous *b)* et *f)* doivent être détruits sur place par la première administration qui en constate la présence ;

c) Les objets énumérés sous *c)*, ainsi qu'aux deux derniers alinéas du paragraphe premier, doivent être renvoyés à l'office d'origine, sauf le cas où l'administration du pays de destination serait disposée à les remettre exceptionnellement aux destinataires.

Dans le cas où des envois admis à tort à l'expédition ne seraient ni renvoyés à l'origine, ni remis au destinataire, l'office expéditeur doit être informé, d'une manière précise, du traitement appliqué à ces envois pour qu'il puisse prendre éventuellement les mesures qui s'imposent.

3. Est d'ailleurs réservé le droit de tout pays de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport en transit à découvert des objets autres que les lettres et les cartes postales, à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays.

Ces objets doivent être renvoyés à l'office d'origine.

*Article 46.**Modalités d'affranchissement.*

1. L'affranchissement est opéré, soit au moyen de timbres-poste valables dans le pays d'origine pour la correspondance des particuliers, soit au moyen d'empreintes de machines à affranchir, officiellement adoptées et fonctionnant sous le contrôle immédiat de l'administration ou, en ce qui concerne les imprimés, au moyen d'empreintes à la presse d'imprimerie ou par un autre procédé lorsqu'un tel système d'impression est autorisé par les règlements intérieurs de l'administration d'origine.

2. Sont considérés comme dûment affranchis : les cartes-réponse portant, imprimés ou collés, des timbres-poste du pays d'émission de ces cartes, les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours et dont le complément de taxe a été acquitté avant leur réexpédition, ainsi que les journaux ou paquets de journaux et écrits périodiques dont la suscription porte la mention « abonnement-poste » et qui sont expédiés en vertu de l'arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques.

3. Les correspondances déposées en pleine mer dans la boîte d'un navire ou entre les mains des agents des postes embarqués ou des commandants de navires peuvent être affranchies, sauf arrangement contraire entre les administrations intéressées, au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du pays auquel appartient ou dont dépend ledit navire. Si le dépôt à bord a lieu pendant le stationnement aux deux points extrêmes du parcours ou dans l'une des escales intermédiaires, l'affranchissement n'est valable qu'autant qu'il est effectué au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du pays dans les eaux duquel se trouve le navire.

CONVENTION.

In addition, it is forbidden to send unregistered, or to enclose in small packets even if registered, coin, bank-notes, currency notes, negotiable instruments payable to bearer, platinum, gold or silver, manufactured or not, precious stones, jewels and other valuable articles.

The transmission of postage stamps, whether obliterated or not, in open packets is forbidden.

(2) Packets falling within the prohibitions mentioned above which have been wrongly admitted to the post must be treated as follows :

(a) The articles enumerated in § 1 above, under (a), (d), (e) and (g) are treated as prescribed by the inland regulations of the Administration which discovers them. Nevertheless, articles containing opium, morphine, cocaine and other narcotics must in no case be delivered to the addressees or returned to origin ;

(b) The articles enumerated under (b) and (f) must be destroyed on the spot by the first Administration which discovers them ;

(c) The articles enumerated under (c), and in the two last sections of paragraph 1, must be returned to origin, unless the Administration of the country of destination is prepared to deliver them exceptionally to the addressees.

If packets wrongly admitted to the post are neither returned to origin nor delivered to the addressee, the despatching Office must be advised exactly how the packets have been treated in order that it may take such steps as are necessary.

(3) The right is, moreover, reserved to every country to refuse to convey à découvert over its territory articles other than letters and post-cards in regard to which the laws, ordinances, or decrees which regulate the conditions of their publication or circulation in that country have not been complied with.

These articles must be returned to the Office of origin.

*Article 46.**Methods of prepayment.*

(1) Prepayment of postage is effected either by means of postage stamps valid in the country of origin for the correspondence of private individuals, or by means of impressions of stamping machines, officially adopted and working under the immediate control of the Administration, or, in the case of printed papers, by means of printed impressions or by any other process when such a system is authorised by the inland regulations of the Administration of origin.

(2) The following are considered as duly prepaid : reply post-cards bearing postage stamps, impressed or affixed, of the country of issue, articles properly prepaid for their first transmission and on which complementary postage has been paid before their redirection, as well as newspapers or packets of newspapers and periodicals with the words "*Abonnement-poste*" which are sent in virtue of the Agreement for subscriptions to newspapers and periodicals.

(3) Correspondence posted on the high seas in the letter box on board a ship or handed to postal officials on board or to the commanders of ships may, in the absence of different arrangements between the Administrations concerned, be prepaid by means of the postage stamps and according to the tariff of the country to which the said ship belongs or by which it is maintained. If the posting on board takes place during the stay at one of the two terminal points of the voyage or at any intermediate port of call, prepayment is valid only if it is effected by means of the postage stamps and according to the tariff of the country in the waters of which the ship happens to be.

CONVENTION.

*Article 47.**Franchise postale.*

1. Sont exonérées de toutes taxes postales les correspondances relatives au service postal échangées entre les administrations des postes, entre ces administrations et le Bureau international, entre les bureaux de poste des pays de l'Union, et entre ces bureaux et les administrations, ainsi que celles dont le transport en franchise est expressément prévu par les dispositions de la convention, des arrangements et de leurs règlements.

2. Les correspondances, à l'exception des envois grevés de remboursement, destinées aux prisonniers de guerre ou expédiées par eux sont également exonérées de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Il en est de même des correspondances concernant les prisonniers de guerre, expédiées ou reçues, soit directement, soit à titre d'intermédiaire, par les bureaux de renseignements qui seraient établis éventuellement pour ces personnes dans des pays belligérants ou dans les pays neutres ayant recueilli des belligérants sur leur territoire.

Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits, en ce qui concerne l'application des dispositions ci-dessus.

*Article 48.**Coupons-réponse.*

Des coupons-réponse sont mis en vente dans les pays de l'Union.

Les prix de vente en est déterminé par les administrations intéressées, mais ne peut être inférieur à 37 ½ centimes ou à l'équivalent de cette somme dans la monnaie du pays de débit.

Chaque coupon est échangeable dans tout pays contre un timbre ou des timbres représentant l'affranchissement d'une lettre simple originaire de ce pays à destination de l'étranger.

Est, en outre, réservée à chaque pays la faculté d'exiger le dépôt simultané des coupons-réponse et des envois de correspondance à affranchir en échange de ces coupons.

*Article 49.**Retrait. Modification d'adresse.*

1. L'expéditeur d'un objet de correspondance peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse, tant que cet objet n'a pas été livré au destinataire.

2. La demande à formuler à cet effet est transmise, par voie postale ou par voie télégraphique, aux frais de l'expéditeur qui doit payer, pour toute demande par voie postale, la taxe applicable à une lettre simple recommandée, et, pour toute demande par voie télégraphique, la taxe du télégramme.

*Article 50.**Réexpédition. Rebut.*

1. En cas de changement de résidence du destinataire, les objets de correspondance lui sont réexpédiés, à moins que l'expéditeur n'ait interdit la réexpédition par une annotation appropriée du côté de la suscription.

2. Les correspondances tombées en rebut pour quelque cause que ce soit doivent être renvoyées immédiatement au pays d'origine.

CONVENTION.

*Article 47.**Exemptions from Postage.*

(1) The following are exempt from all postal charges :

Correspondence on Postal Service exchanged between Postal Administrations, between these Administrations and the International Bureau, between post offices of Union countries, and between these offices and Administrations, as well as correspondence of which the free transmission is expressly provided for in the Convention, the Agreements, and their Detailed Regulations.

(2) With the exception of articles marked with a trade charge, correspondence intended for prisoners of war or despatched by them is also exempt from all postal charges, not only in the countries of origin and destination, but in intermediate countries.

The same privilege is accorded to correspondence concerning prisoners of war, despatched or received, either directly by, or through the agency of, Information Bureaux established on behalf of such persons in belligerent countries or in neutral countries which have received belligerents on their territories.

Belligerents received and interned in a neutral country are treated like prisoners of war, properly so-called, in so far as the application of the above-mentioned rules is concerned.

*Article 48. (See Protocol V.)**Reply Coupons.*

Reply coupons are on sale in the countries of the Union.

The selling price of a reply coupon is fixed by the Administrations concerned, but may not be less than 37 ½ centimes, or the equivalent of this sum in the money of the country of issue.

Each coupon is exchangeable in any country for a stamp or stamps representing the postage on a single-rate letter for abroad originating in that country.

Moreover, any country has the right to demand that reply coupons and the correspondence to be prepaid by means of the stamps received in exchange for these coupons shall be presented at the same time.

*Article 49. (See Protocol I.)**Withdrawal of Correspondence. Alteration of Address.*

(1) The sender of a postal packet can have it withdrawn from the post or have its address altered, so long as the article has not been delivered to the addressee.

(2) The request to this effect is sent by post or by telegraph at the expense of the sender; who must pay, for every request by post, the charge for a registered single-rate letter, and for every request by telegraph, the charge for the telegram.

*Article 50.**Redirection. Undelivered Correspondence.*

(1) If the addressee changes his address, the correspondence is redirected to him, unless the sender has forbidden redirection, by means of a note to that effect on the address side of the correspondence.

(2) Correspondence which is not delivered, from whatever cause, must be returned immediately to the country of origin.

CONVENTION.

3. Le délai de conservation des correspondances gardées en instance à la disposition des destinataires ou adressées « poste restante » est fixé par les règlements du pays de destination. Toutefois, ce délai ne peut dépasser, en règle générale, deux mois, sauf dans des cas particuliers où l'administration de destination juge nécessaire de le prolonger exceptionnellement jusqu'à quatre mois au maximum. Le renvoi au pays d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court, si l'expéditeur l'a demandé par une annotation sur la suscription en une langue connue dans le pays de destination.

4. Les imprimés dénués de valeur ne sont pas renvoyés, sauf si l'expéditeur, par une annotation à l'extérieur de l'envoi, en a demandé le retour. Les imprimés recommandés doivent toujours être renvoyés.

5. La réexpédition d'objets de correspondance de pays à pays ou leur renvoi au pays d'origine ne donne lieu à la perception d'aucun supplément de taxe, sauf les exceptions prévues au règlement.

6. Les objets de correspondance qui sont réexpédiés ou tombés en rebut sont livrés aux destinataires ou aux expéditeurs contre paiement des taxes dont ils ont été grevés au départ, à l'arrivée ou en cours de route par suite de réexpédition au delà du premier parcours, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres frais spéciaux dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation.

7. En cas de réexpédition sur un autre pays ou de non-remise, la taxe de poste restante, le droit de dédouanement, la taxe complémentaire d'express et le droit spécial de remise aux destinataires des petits paquets sont annulés.

*Article 51.**Réclamations.*

1. La réclamation de tout envoi peut donner lieu à la perception d'un droit fixe d'un franc au maximum.

En ce qui concerne les envois recommandés, aucun droit n'est perçu, si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour un avis de réception.

2. Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du dépôt de l'envoi.

3. Chaque office est obligé d'accepter les réclamations concernant des envois déposés sur le territoire d'autres offices. Le droit de réclamation est gardé en entier par l'office qui accepte la réclamation.

4. Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de service, le droit de réclamation est restitué.

CHAPITRE II

ENVOIS RECOMMANDÉS.

*Article 52.**Taxes.*

1. Les objets de correspondance désignés à l'article 32 peuvent être expédiés sous recommandation.

Toutefois, le droit fixe de recommandation afférent à la partie « Réponse » d'une carte postale ne peut être valablement acquitté par l'expéditeur primitif de l'envoi.

CONVENTION.

(3) The period of retention for correspondence held at the disposal of the addressees or addressed "*poste restante*" is fixed by the rules of the country of destination. This period may not, however, exceed two months as a general rule, except in particular cases when the Administration of destination considers it necessary to prolong the period exceptionally up to a maximum of four months. The return to the country of origin must take place within a shorter period if the sender has requested it by a note on the address side in a language known in the country of destination.

(4) Printed papers of no value are not returned to origin, unless the sender, by means of a note on the outside of the article, has asked for their return. Registered printed papers must always be returned.

(5) No supplementary postage is charged for the redirection of correspondence from country to country or its return to the country of origin, apart from the exceptions provided for in the Detailed Regulations.

(6) Correspondence which is redirected or which is undeliverable is delivered to the addressees or senders, against payment of the charges raised on departure or arrival or in course of transmission in consequence of redirection after the first transmission, without prejudice to the repayment of customs duty or other special charges which the country of destination does not cancel.

(7) In case of redirection to another country or of non-delivery, the "*poste restante*" fee, the customs clearance fee, the complementary express fee, and the special fee for delivery of small packets to the addressees are cancelled.

*Article 51.**Enquiries.*

(1) For an enquiry in respect of any postal packet a fixed fee not exceeding one franc may be charged.

As regards registered articles, no fee is charged if the sender has already paid the special fee for an advice of delivery.

(2) An application is only entertained if made within a year, counting from the day following the posting of the article.

(3) Every Office is obliged to accept enquiries concerning articles posted on the territory of other Offices. The whole of the enquiry fee is retained by the Office which accepts the enquiry.

(4) When an enquiry has arisen through a service error, the enquiry fee is repaid.

CHAPITRE II.

REGISTERED ARTICLES.

*Article 52. (See Protocol VI.)**Charges.*

(1) The articles specified in Article 32 may be registered.

The registration fee on the reply half of a reply-paid post-card cannot, however, be validly prepaid by the original sender of the card.

CONVENTION.

2. La taxe de tout envoi recommandé doit être acquittée à l'avance. Elle se compose :
 - a) Du prix d'affranchissement ordinaire de l'envoi, selon sa nature ;
 - b) D'un droit fixe de recommandation de 40 centimes au maximum.
3. Un récépissé doit être délivré gratuitement à l'expéditeur d'un envoi recommandé, au moment du dépôt.
4. Les pays disposés à se charger des risques pouvant dériver du cas de force majeure sont autorisés à percevoir une taxe spéciale de 40 centimes au maximum pour chaque envoi recommandé.
5. Les envois recommandés non ou insuffisamment affranchis qui auraient été transmis à tort au pays de destination sont, en cas de distribution, taxés d'après les dispositions établies pour les envois ordinaires non ou insuffisamment affranchis.

*Article 53.**Avis de réception.*

L'expéditeur d'un envoi recommandé peut obtenir un avis de réception en payant, au moment du dépôt, un droit fixe de 40 centimes au maximum.

L'avis de réception peut être demandé postérieurement au dépôt de l'envoi dans le délai et moyennant la taxe fixée par l'article 51 pour les réclamations.

*Article 54.**Etendue de la responsabilité.*

Sauf les cas prévus à l'article suivant, les administrations répondent de la perte des envois recommandés :

L'expéditeur a droit, de ce chef, à une indemnité dont le montant est fixé à 50 francs par objet.

*Article 55.**Exceptions au principe de la responsabilité.*

Les administrations sont dégagées de toute responsabilité pour la perte d'envois recommandés :

a) En cas de force majeure ; toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'office expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 52, paragraphe 4). Le pays responsable de la perte doit, suivant sa législation intérieure, décider si cette perte est due à des circonstances constituant un cas de force majeure ;

b) Lorsqu'elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;

c) Lorsqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 45, paragraphe premier ;

d) Lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 51.

*Article 56.**Cessation de la responsabilité.*

Les administrations cessent d'être responsables des envois recommandés dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur.

CONVENTION.

- (2) The charge on any registered article must be paid in advance. It is made up of :
- (a) The postage ordinarily prepayable on the packet according to its class ;
 - (b) A fixed registration fee of 40 centimes at most.
- (3) A receipt must be issued free of charge to the sender of a registered article at the time of posting.
- (4) Countries prepared to undertake risks arising from causes beyond control are authorised to collect a special charge of 40 centimes at most for each registered article.
- (5) Unpaid or insufficiently prepaid registered articles which have been incorrectly forwarded to the country of destination are, in case of delivery, charged in accordance with the rules laid down for unregistered articles unpaid or insufficiently prepaid.

*Article 53.**Advice of Delivery.*

The sender of a registered article may obtain an advice of delivery by paying, at the time of posting, a fixed fee of 40 centimes at most.

An advice of delivery may be applied for after the posting of the article within the period and on payment of the fee prescribed for enquiries by Article 51.

*Article 54.**Responsibility.*

Except in the cases provided for in the following Article, Administrations are responsible for the loss of registered articles.

The sender is entitled, in respect of the loss, to compensation, of which the amount is fixed at 50 francs per article.

*Article 55.**Exceptions in respect of Responsibility.*

Administrations are relieved from all responsibility for the loss of registered articles :

(a) In circumstances beyond control ; the responsibility, however, still attaches to the Administration of origin if it has undertaken to cover risks arising from causes beyond control (Article 52, paragraph 4). The country responsible for the loss must decide, according to its internal legislation, if the loss is due to circumstances constituting causes beyond control ;

(b) Which they cannot account for in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control ;

(c) Of which the contents fall within the prohibitions specified in Article 45, paragraph 1 ;

(d) When the sender has not made any application within the period prescribed by Article 51.

*Article 56.**Cessation of Responsibility.*

Administrations cease to be responsible for registered articles which have been delivered under the conditions prescribed by their internal regulations.

CONVENTION.

Pour les envois adressés poste restante ou conservés en instance à la disposition des destinataires, la responsabilité cesse par la délivrance à une personne qui a justifié de son identité suivant les règles en vigueur dans le pays de destination, et dont les noms et qualités sont conformes aux indications de l'adresse.

*Article 57.**Payement de l'indemnité.*

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'office dont relève le bureau expéditeur de l'envoi, sous réserve de son droit de recours contre l'office responsable.

*Article 58.**Délai de payement.*

1. Le payement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois à compter du lendemain de la réclamation. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays éloignés.

L'office expéditeur peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà du délai prévu à l'alinéa précédent, lorsque la question de savoir si la perte de l'envoi est due à un cas de force majeure n'est pas tranchée.

2. L'office d'origine est autorisé à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'office intermédiaire ou destinataire qui, régulièrement saisi, a laissé s'écouler trois mois sans donner de solution à l'affaire ; ce délai est porté à six mois dans les relations avec les pays éloignés.

*Article 59.**Détermination de la responsabilité.*

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité pour la perte d'un envoi recommandé incombe à l'office qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation et étant mis en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'office suivant.

Toutefois, un office intermédiaire ou destinataire est dégagé de toute responsabilité lorsqu'il peut prouver qu'il n'a été saisi de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs à l'envoi recherché, le délai de garde prévu à l'article 78 du règlement étant expiré. Cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

Si la perte a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les offices en cause supportent le dommage par parts égales. Toutefois, l'intégralité de l'indemnité due doit être versée à l'office d'origine par la première administration qui ne peut établir la transmission régulière de l'envoi réclamé au service correspondant. Il appartient à cette administration de récupérer sur les autres offices responsables la quote-part de chacun d'eux dans le dédommagement de l'ayant-droit.

2. Lorsqu'un objet recommandé a été perdu dans des circonstances de force majeure, l'office sur le territoire ou dans le service duquel la perte a eu lieu n'en est responsable envers l'office expéditeur que si les deux pays se chargent des risques dérivant du cas de force majeure.

3. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des administrations responsables de la perte.

4. Par le fait du payement de l'indemnité, l'administration responsable est subrogée jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

CONVENTION.

For articles addressed *poste restante*, or held at the disposal of the addressees, responsibility ceases on delivery to a person who has proved his identity according to the rules in force in the country of destination, and whose name and description correspond to those indicated in the address.

*Article 57.**Payment of Compensation.*

The payment of the compensation must be undertaken by the Office to which the despatching office is subordinate, subject to its right to make a claim on the Office responsible.

*Article 58.**Period for Payment.*

1. The payment of compensation must take place as soon as possible, and at the latest within six months from the day following the date of the application. This period is extended to nine months in relations with distant countries.

The despatching Office may exceptionally postpone settlement of the compensation beyond the period mentioned in the preceding paragraph, when the question whether the loss of the article is due to a cause beyond control has not been decided.

2. The Office of origin is authorised to settle with the sender on account of the Office, whether intermediate or of destination, which, duly informed of the application, has let three months pass without settling the matter ; this period is extended to six months in relations with distant countries.

*Article 59.**Fixing of Responsibility.*

1. Until the contrary is proved, responsibility for the loss of a registered article rests with the Administration which, having received the article without making any observation, and being furnished with all the materials for inquiry prescribed by the regulations, cannot establish delivery to the addressee or regular transfer to the following Office, as the case may be.

Nevertheless, an intermediate Office or Office of destination is relieved of all responsibility when it can prove that it has not received the inquiry until after the destruction of its service documents relating to the article inquired for, the period of retention prescribed by Article 78 of the Detailed Regulations having expired. This reservation does not affect the rights of the claimant.

If the loss has occurred in course of conveyance without its being possible to ascertain on the territory or in the service of which country the loss took place, the Administrations concerned bear the loss in equal shares. Nevertheless, the whole of the compensation due must be paid to the Office of origin by the first Administration which is unable to establish the regular transfer of the article in question to the next Office. It is left to this Administration to recover from the other responsible Offices the share borne by each in compensating the sender.

2. When a registered article has been lost in circumstances beyond control, the office on the territory or in the service of which the loss has occurred is responsible to the Office of origin only when both countries undertake risks arising from causes beyond control.

3. The customs and other charges which cannot be cancelled are borne by the Administrations responsible for the loss.

4. By paying compensation the responsible Administration takes over the rights of the person who has received it, up to the amount of this compensation, in any action which may be taken against the sender, the addressee, or third parties.

CONVENTION.

5. En cas de découverte ultérieure d'un envoi recommandé considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre possession de l'envoi contre restitution du montant de l'indemnité.

*Article 60.**Remboursement de l'indemnité à l'office expéditeur.*

1. L'office responsable ou pour le compte duquel le paiement est effectué en conformité de l'article 58 est tenu de rembourser à l'office expéditeur, dans un délai de trois mois après notification du paiement, le montant de l'indemnité effectivement payée à l'expéditeur.

Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'office créateur, soit au moyen d'un mandat de poste, d'un chèque ou d'une traite payable à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, soit en espèces ayant cours dans ce pays. Passé le délai de trois mois, la somme due à l'office expéditeur est productive d'intérêt, à raison de sept pour cent l'an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

2. L'office d'origine ne peut réclamer le remboursement de l'indemnité à l'office responsable que dans le délai de deux ans, à compter de la date de notification de la perte, ou, s'il y a lieu, du jour de l'expiration du délai prévu à l'article 58, paragraphe 2.

3. L'office dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

4. Les administrations peuvent s'entendre pour liquider périodiquement les indemnités qu'elles ont payées aux expéditeurs et dont elles ont reconnu le bien-fondé.

CHAPITRE III

ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT.

*Article 61.**Taxe et conditions. Liquidation.*

1. Les correspondances recommandées peuvent être expédiées grevées de remboursement dans les relations entre les pays dont les administrations conviennent d'assurer ce service.

Sauf arrangement contraire, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi.

Le maximum du remboursement est égal à celui fixé pour les mandats de poste à destination du pays d'origine de l'envoi.

Les objets contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des envois recommandés.

L'expéditeur paie, en outre, une taxe fixe qui ne peut dépasser 50 centimes par envoi et un droit proportionnel de $\frac{1}{2}$ pour cent au maximum du montant du remboursement.

Chaque administration a la faculté d'adopter pour la perception du droit proportionnel, l'échelle qui répond le mieux à ses convenances de service.

2. Le montant encaissé sur le destinataire est transmis à l'expéditeur au moyen d'un mandat de remboursement qui est émis gratuitement.

CONVENTION.

5. If a registered article considered as lost is subsequently found, the person to whom the compensation has been paid must be advised that he may take possession of the article against repayment of the amount of the compensation.

*Article 60.**Repayment of compensation to the despatching Office.*

1. The Office responsible or on whose account payment is made in accordance with Article 58 is bound to repay to the despatching Office within a period of three months after notice of payment the amount of the compensation actually paid to the sender.

This repayment is made free of cost to the creditor Office, by means of either a money order, a cheque or a draft payable at sight in the capital or a commercial centre in the creditor country, or in coin current in that country. After the period of three months, the sum due to the despatching Office bears interest, at the rate of 7 per cent. per annum, counting from the day of expiry of the said period.

2. The Office of origin may only claim repayment from the Office responsible within a period of two years counting from the date of notification of the loss, or, if the case arises, from the date of expiry of the period prescribed by Article 58, paragraph 2.

3. The Office whose responsibility is duly proved and which has at first declined to pay the compensation must bear all additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

4. Administrations may come to an agreement to liquidate periodically the compensation which they have paid to the senders and which they have agreed to be justified.

CHAPTER III.

CASH ON DELIVERY PACKETS.

*Article 61.**Charges and Conditions. Settlement.*

1. Registered correspondence marked with trade charges to be collected on delivery may be exchanged between countries of which the Administrations agree to provide this service.

In the absence of any contrary arrangement the amount of the trade charge is expressed in the money of the country in which the packet originated.

The maximum trade charge is equal to the maximum amount fixed for money orders addressed to the country in which the article originated.

Packets marked with trade charges are subject to the same regulations and rates as registered articles.

The sender pays, in addition, a fixed charge which must not exceed 50 centimes per packet and a proportional charge not exceeding $\frac{1}{2}$ per cent. of the amount of the trade charge.

Each Administration may adopt, for the collection of the proportional charge, the scale which best suits its service.

2. The amount collected from the addressee is transmitted to the sender by means of a trade charge money order, which is issued free of commission.

CONVENTION.

3. Les administrations peuvent s'entendre sur un autre procédé pour la liquidation des sommes encaissées. Elles peuvent, notamment, se charger de les verser en compte courant postal dans le pays de destination de l'envoi.

Dans ce cas, sauf arrangement contraire, le montant du remboursement doit être indiqué dans la monnaie du pays de destination. Il est perçu sur l'expéditeur, en plus des taxes d'un envoi recommandé, une taxe fixe de 25 centimes au maximum. L'office de destination verse en compte courant, au moyen d'un bulletin de versement du régime intérieur, le montant encaissé sur le destinataire, après déduction d'une taxe fixe de 25 centimes au maximum et de la taxe ordinaire des versements applicables dans son service intérieur.

*Article 62.**Annulation ou réduction du montant du remboursement.*

L'expéditeur d'un envoi recommandé grevé de remboursement peut demander le dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement.

Les demandes de cette nature sont soumises aux mêmes dispositions que les demandes de retrait ou de modification d'adresse.

Si la demande de dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement doit être transmise par voie télégraphique, la taxe du télégramme est augmentée de la taxe applicable à une lettre simple recommandée.

ARTICLE 63.

Responsabilité en cas de perte de l'envoi.

La perte d'un envoi recommandé grevé de remboursement engage la responsabilité du service postal dans des conditions déterminées par les articles 54 et 55.

*Article 64.**Garantie des sommes encaissées régulièrement.*

Les sommes encaissées régulièrement du destinataire, qu'elles aient été ou non converties en mandats de poste ou versées en compte courant postal, sont garanties à l'expéditeur dans les conditions déterminées par l'arrangement concernant les mandats de poste ou par les prescriptions régissant le service des chèques et virements postaux.

*Article 65.**Indemnité en cas de non-encaissement, d'encaissement insuffisant ou frauduleux.*

1. Si l'envoi a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité, pourvu qu'une déclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 51, paragraphe 2, et à moins que le non-encaissement ne soit dû à une faute ou à une négligence de sa part ou que le contenu de l'envoi ne tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 45.

Il en est de même si la somme encaissée du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra dépasser, en aucun cas, le montant du remboursement.

CONVENTION.

3. Administrations may agree upon another method of liquidating the sums collected. They may, for example, undertake to pay them into a postal cheque account in the country of destination of the packet.

In that case, in the absence of arrangement to the contrary, the amount of the trade charge must be indicated in the money of the country of destination. A fixed charge not exceeding 25 centimes is collected from the sender, in addition to the charges for a registered article. The Office of destination pays into the postal cheque account, by means of an inland transfer note, the amount collected from the addressee, after deduction of a fixed charge not exceeding 25 centimes and the ordinary charge for payments applicable in its internal service.

*Article 62.**Cancellation or reduction of the amount of the Trade Charge.*

The sender of a registered article marked with a trade charge can demand the total or partial cancellation of the amount of the trade charge.

Requests of this nature are subject to the same conditions as requests for the withdrawal of correspondence from the post or alteration of address.

If the request for total or partial cancellation of the amount of the trade charge has to be sent by telegraph, the charge for the telegram is added to the charge for a single rate registered letter.

*Article 63.**Responsibility in case of loss of the packet.*

The loss of a registered article marked with a trade charge involves the responsibility of the postal service under the conditions laid down in Articles 54 and 55.

*Article 64.**Sums duly collected : Guarantee.*

The sums duly collected from the addressee, whether or not they have been converted into money orders or paid into a postal cheque account, are guaranteed to the sender under the conditions laid down by the Agreement concerning the Money Order service or by the regulations governing the postal cheque and transfer service.

*Article 65.**Compensation in case of failure to collect, or of insufficient or fraudulent collection.*

1. If the packet has been delivered to the addressee without the collection of the trade charge, the sender is entitled to compensation, provided that application has been made within the period prescribed by Article 51, paragraph 2, and unless the failure to collect the charge is due to fault or negligence on his part, or unless the contents of the packets fall within the prohibitions prescribed by Article 45.

The same rule applies if the amount collected from the addressee is less than the amount of the trade charge indicated or if it has been collected fraudulently.

The compensation may not, in any case, exceed the amount of the trade charge.

CONVENTION.

2. Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration responsable est subrogée jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

*Article 66.**Sommes encaissées régulièrement. Indemnités. Paiement et recours.*

L'obligation de payer les sommes encaissées régulièrement, ainsi que l'indemnité dont il est question à l'article précédent, incombe à l'office dont relève le bureau expéditeur de l'envoi, sous réserve de son droit de recours contre l'office responsable.

*Article 67.**Délai de paiement.*

Les dispositions de l'article 58 concernant les délais de paiement de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé s'appliquent au paiement des sommes encaissées, ou de l'indemnité pour les envois contre remboursement.

*Article 68.**Détermination de la responsabilité.*

Le paiement, par l'office expéditeur, des sommes encaissées régulièrement, ainsi que celui de l'indemnité prévue à l'article 65, se fait pour le compte de l'office destinataire. Celui-ci est responsable, à moins qu'il ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'office expéditeur.

Dans les cas d'encaissement frauduleux à la suite de la disparition, dans le service, d'un envoi contre remboursement, la responsabilité des offices en cause est déterminée selon les règles prévues à l'article 59 pour la perte d'un envoi recommandé ordinaire.

Toutefois, la responsabilité d'un office intermédiaire qui ne participe pas au service des remboursements est limitée à celle qui est prévue aux articles 54 et 55 pour les envois recommandés.

Les autres administrations supportent par parts égales le montant non couvert par cet office.

*Article 69.**Remboursement des sommes avancées.*

L'office destinataire est tenu de rembourser à l'office expéditeur, dans les conditions prévues à l'article 60, les sommes qui ont été avancées pour son compte.

*Article 70.**Mandats de remboursement et bulletins de versement.*

1. Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas été payé au bénéficiaire, n'est pas remboursé à l'office d'émission. Il est tenu à la disposition du bénéficiaire par l'office expéditeur de l'envoi grevé de remboursement et revient définitivement à cet office, après l'expiration du délai légal de prescription.

A tous les autres égards, et sous les réserves prévues au règlement, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'arrangement concernant les mandats de poste.

CONVENTION.

2. By paying compensation, the responsible Administration takes over the rights of the person who has received it up to the amount of the compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or third parties.

*Article 66.**Sums duly collected. Compensation. Payments and Claims.*

Payment of the sums duly collected as well as of the compensation referred to in the preceding Article must be undertaken by the Administration to which the despatching office is subordinate, subject to its rights to make a claim on the Administration responsible.

*Article 67.**Period for Payment.*

The provisions of Article 58 concerning the periods for payment of compensation for the loss of a registered article apply also to the payment of sums collected or of the compensation in respect of packets marked with trade charges.

*Article 68.**Fixing of Responsibility.*

The payment by the Office of origin of sums duly collected, as well as of the compensation prescribed by Article 65, is made on behalf of the Office of destination. The latter is responsible unless it can prove that the fault is due to a breach of the regulations by the Office of origin.

In the case of fraudulent collection following upon the disappearance in the postal service of a trade charge packet, the responsibility of the Offices concerned is fixed in accordance with the provisions of Article 59 for the loss of an ordinary registered article.

Nevertheless, the responsibility of an intermediate Office which does not participate in the cash on delivery service is limited to that prescribed by Articles 54 and 55 for registered articles. The other Administrations bear in equal shares the amount not covered by that Administration.

*Article 69.**Repayment of sums advanced.*

The Administration of destination is bound to repay to the despatching Administration, under the conditions prescribed by Article 60, the sums which have been advanced on its behalf.

*Article 70.**Trade Charge Money Orders and Transfer Notes.*

1. The amount of a trade charge money order which has not been paid to the payee for any reason whatever is not repaid to the Office of issue. It is held at the disposal of the payee by the Office which despatched the trade charge packet and accrues definitely to that Office after the expiry of the legal period of validity.

In all other respects, and with the reservations prescribed by the Detailed Regulations, trade charge money orders are subject to the provisions of the Agreement concerning the Money Order service.

CONVENTION.

2. Lorsque, pour une cause quelconque, un bulletin de versement, émis en conformité des prescriptions de l'article 61, paragraphe 3, ne peut être porté au crédit du bénéficiaire indiqué par l'expéditeur de l'envoi contre remboursement, le montant de ce bulletin doit être mis, par l'office qui l'a encaissé, à la disposition de l'office d'origine pour être payé à l'expéditeur de l'envoi.

Si ce paiement ne peut être effectué, il est procédé comme il est prévu au paragraphe 1 du présent article.

*Article 71.**Bonification de la taxe et du droit de remboursement.*

L'Administration d'origine bonifie à l'administration de destination, dans les conditions prescrites par le règlement, une quote-part fixe de 20 centimes par remboursement, plus un quart pour cent de la somme totale des mandats de remboursement payés.

Les taxes prévues au paragraphe 3 de l'article 61 restent acquises en entier à l'office qui les a perçues.

CHAPITRE IV

ATTRIBUTION DES TAXES. FRAIS DE TRANSIT ET D'ENTREPÔT.

*Article 72.**Attribution des taxes.*

Sauf les cas expressément prévus par la convention, chaque administration garde en entier les sommes qu'elle a perçues.

*Article 73.**Frais de transit.*

1. Les correspondances échangées en dépêches closes entre deux administrations, au moyen des services d'une ou de plusieurs autres administrations (services tiers), sont soumises, au profit de chacun des pays traversés ou dont les services participent au transport, aux frais de transit indiqués dans le tableau suivant :

	Par kilogramme	
	de lettres et de cartes postales	d'autres objets
<i>1° Parcours territoriaux :</i>		
Jusqu'à 1.000 km.	0,75	0,10
Au delà de 1.000 jusqu'à 2.000 km.	1,—	0,15
» 2.000 » 3.000 »	1,50	0,20
» 3.000 » 6.000 »	2,50	0,30
» 6.000 » 9.000 »	3,50	0,40
» 9.000 km.	4,50	0,50
<i>2° Parcours maritimes :</i>		
Jusqu'à 300 milles marins.	0,75	0,10
Au delà de 300 jusqu'à 1500 milles marins	2,—	0,25
Entre l'Europe et l'Amérique du Nord	3,—	0,40
Au delà de 1.500 jusqu'à 6.000 milles marins	4,—	0,50
» 6.000 milles marins	6,—	0,75

CONVENTION.

2. When, for any reason, a transfer note, issued in accordance with the provisions of Article 61, paragraph 3, cannot be carried to the credit of the beneficiary indicated by the sender of the trade charge packet, the amount of this note must be placed, by the Office which has collected it, at the disposal of the Office of origin to be paid to the sender of the packet.

If this payment cannot be effected, the procedure prescribed by paragraph 1 of the present Article is followed.

*Article 71.**Division of the Cash on Delivery Charge and Fee.*

The Administration of origin credits to the Administration of destination, in the conditions prescribed by the Detailed Regulations, a fixed share of 20 centimes for each trade charge packet, plus $\frac{1}{4}$ per cent. of the total amount of the trade charge money orders paid.

The charges prescribed by paragraph 3 of Article 61 are wholly retained by the Office which has collected them.

CHAPTER IV.

ALLOCATIONS OF POSTAGE COLLECTIONS. TRANSIT AND WAREHOUSING CHARGES.

*Article 72.**Allocation of Postage Collections.*

Except in the cases expressly provided for by the Convention, each Administration keeps the whole of the sums which it collects.

*Article 73.**Transit Rates.*

1. Correspondence exchanged in closed mails between two Administrations, by means of the services of one or more other Administrations (third services), is subject to transit charges to be paid to each of the countries traversed or whose services take part in the conveyance, as indicated in the following table :

	Per kilogramme	
	of letters and post-cards	of other articles
<i>1. Land transits :</i>		
Up to 1,000 kilometres	0.75	0.10
Above 1,000 up to 2,000 km.	1.—	0.15
» 2,000 » 3,000 »	1.50	0.20
» 3,000 » 6,000 »	2.50	0.30
» 6,000 » 9,000 »	3.—	0.40
» 9,000 kilometres	4.50	0.50
<i>2. Sea transits :</i>		
Up to 300 nautical miles	0.75	0.10
Above 300 up to 1,500 nautical miles	2.—	0.25
Between Europe and North America	3.—	0.40
Above 1,500 up to 6,000 nautical miles	4.—	0.50
» 6,000 nautical miles	6.—	0.75

CONVENTION.

2. Les frais de transit pour le transport maritime sur un trajet n'excédant pas 300 milles marins sont fixés au tiers des sommes prévues au paragraphe précédent, si l'administration intéressée reçoit déjà, du chef des dépêches transportées, la rémunération afférente au transit territorial.

3. En cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs administrations, les frais du parcours total ne peuvent pas dépasser 6 francs par kg. de lettres et de cartes postales et 0.75 franc par kg. d'autres objets. Lorsque les totaux de ces frais dépassent respectivement 6 francs et 0.75 franc, ils sont répartis entre les administrations participant au transport, au prorata des distances parcourues, sans préjudice des arrangements différents qui peuvent intervenir entre les parties intéressées.

4. Sont considérés comme services tiers, à moins d'arrangement contraire, les transports maritimes effectués directement entre deux pays, au moyen de navires dépendant de l'un d'eux, ainsi que les transports effectués entre deux bureaux d'un même pays, par l'intermédiaire de service dépendant d'un autre pays.

5. Les frais de transit des correspondances échangées à découvert entre deux administrations sont fixés, sans égard au poids ou à la destination, à 5 centimes par objet, quelle qu'en soit la catégorie.

6. Sont considérés comme autres objets, en ce qui concerne le transit en dépêches closes et comme unités en ce qui concerne le transit à découvert, les petits paquets, les journaux ou paquets journaux et écrits périodiques expédiés en vertu de l'arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, ainsi que les boîtes avec valeur déclarée expédiées en vertu de l'arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée.

*Article 74.**Frais d'entrepôt.*

L'entrepôt, dans un port, de dépêches closes apportées par un paquebot et destinées à être reprises par un autre paquebot donne lieu au paiement d'une rémunération fixée à 50 centimes par sac au profit de l'office des postes du lieu d'entrepôt, pourvu que cet office ne reçoive pas de paiement pour un service de transit territorial ou maritime.

*Article 75.**Exemption de frais de transit.*

Sont exempts de tous frais de transit territorial ou maritime, les correspondances en franchise postale mentionnées à l'article 47, les cartes postales-réponse renvoyées au pays d'origine, les envois réexpédiés, les rebuts, les avis de réception, les mandats de poste et tous autres documents relatifs au service postal, notamment les plis concernant les virements postaux.

Les dépêches mal dirigées sont considérées, en ce qui concerne les paiements des frais de transit et d'entrepôt, comme si elles avaient suivi leur voie normale.

*Article 76.**Services extraordinaires.*

Les prix de transit spécifiés à l'article 73 ne s'appliquent pas au transport au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une administration sur la demande d'une ou de plusieurs autres administrations. Les conditions de cette catégorie de transports sont réglées de gré à gré entre les administrations intéressées.

CONVENTION.

2. The transit charges for sea conveyance over a distance not exceeding 300 nautical miles are fixed at one-third of the amounts specified in the foregoing paragraph if the Administration concerned already receives, on account of the mails conveyed, the payment applicable to land transit.

3. In the case of sea conveyance performed by two or more Administrations, the charges paid for the entire transit may not exceed 6 francs per kilogramme of letters and postcards, and 75 centimes per kilogramme of other articles. When the totals of these charges exceed respectively 6 francs and 75 centimes they are shared between the Administrations participating in the service, in proportion to the distances traversed, without prejudice to any other arrangement which may be made between the parties interested.

4. In the absence of any other arrangement, the direct sea conveyance between two countries by means of vessels maintained by one of them is considered as a third service, as well as conveyance between two offices of the same country, by means of services maintained by another country.

5. The transit charges on correspondence exchanged *à découvert* between two Administrations are fixed, irrespective of weight or destination, at 5 centimes per article, whatever its category.

6. Small packets, newspapers or packets of newspapers and periodicals sent in virtue of the Agreement concerning subscriptions to newspapers and periodicals, as well as insured boxes despatched under the Agreement concerning insured letters and boxes, are considered as "other articles" as regards transit in closed mails, and as units as regards transit *à découvert*.

Article 74. (See Protocol X.)

Warehousing Charges.

For the warehousing, in a port, of closed mails brought by one Packet and intended to be taken on by another, a fixed payment of 50 centimes per bag is made to the Postal Administration of the place where the mails are warehoused, provided that that Office does not receive payment for a land or sea transit.

Article 75.

Exemption from Transit Charges.

The correspondence exempt from postage mentioned in Article 47, reply post-cards returned to the country of origin, redirected articles, undelivered articles, advices of delivery, postal money orders, and all other documents relative to the postal service, (*e*) (*g*), communications concerning the postal cheque service, are exempt from all charges for land or sea transit.

Mis-sent mails are regarded, in respect of transit and warehousing charges, as if they had followed their normal route.

Article 76.

Extraordinary Services.

The transit rates specified in Article 73 do not apply to conveyance by means of extraordinary services specially established or maintained by one Administration at the request of one or more other Administrations. The conditions of this class of conveyance are regulated by mutual consent between the Administrations concerned.

CONVENTION.

*Article 77.**Paiement et décomptes.*

1. Les frais de transit et d'entrepôt sont à la charge de l'administration du pays d'origine.
2. Le décompte général de ces frais a lieu d'après les données de relevés statistiques établis, une fois tous les trois ans, pendant une période de quatorze jours. Cette période est portée à vingt-juit jours pour les dépêches échangées moins de six fois par semaine par les services dépendant d'un pays quelconque.
Le règlement détermine la période et la durée d'application des statistiques.
3. Un office est autorisé à soumettre à l'appréciation d'une commission d'arbitres les résultats d'une statistique qui, selon lui, différeraient trop de la réalité. Cet arbitrage est constitué ainsi qu'il est prévu à l'article 10.
Les arbitres ont le droit de fixer en bonne justice le montant des frais de transit à payer.

*Article 78.**Echange de dépêches closes avec des bâtiments de guerre.*

1. Des dépêches closes peuvent être échangées entre les bureaux de poste de l'un des pays contractants et les commandants de divisions navales ou bâtiments de guerre de ce même pays en station à l'étranger, ou entre le commandant d'une de ces divisions navales ou bâtiments de guerre et le commandant d'une autre division ou bâtiment du même pays, par l'intermédiaire des services territoriaux ou maritimes dépendant d'autres pays.
2. Les correspondances de toute nature comprises dans ces dépêches doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des états-majors et des équipages des bâtiments destinataires ou expéditeurs des dépêches ; les tarifs et conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après ses règlements intérieurs, par l'administration des postes du pays auquel appartiennent les bâtiments.
3. Sauf arrangement contraire entre les offices intéressés, l'office postal expéditeur ou destinataire des dépêches dont il s'agit est redevable, envers les offices intermédiaires, de frais de transit calculés conformément aux dispositions de l'article 73.

DISPOSITIONS DIVERSES.

*Article 79.**Inobservation de la liberté de transit.*

Lorsqu'un pays n'observe pas les dispositions de l'article 25 concernant la liberté de transit, les administrations ont le droit de supprimer le service postal avec lui. Elles doivent donner préalablement avis de cette mesure par télégramme aux administrations intéressées.

*Article 80.**Engagements.*

Les pays contractants s'engagent à prendre, ou à proposer à leurs pouvoirs législatifs respectifs, les mesures nécessaires :

- a) Pour punir tant la contrefaçon et l'usage frauduleux des coupons-réponse internationaux que l'emploi frauduleux, pour l'affranchissement d'envois postaux, de timbres-

CONVENTION.

*Article 77.**Payment and Accounting.*

1. The cost of transit and warehousing is borne by the Administration of the country of origin.

2. The general accounting for these expenses is based on data obtained from statistics taken once in every three years, during a period of 14 days. This period is extended to 28 days for mails exchanged less than six times a week by the services maintained by any one country.

The Detailed Regulations fix the period of the statistics and the duration of their application.

3. An Office is authorised to submit for the consideration of a Committee of arbitrators the results of statistics which, in its opinion, differ too much from reality. The arrangements for arbitration are as laid down in Article 10.

The arbitrators are empowered to fix the transit charges proper to be paid.

*Article 78.**Exchange of Closed Mails with Ships of War.*

1. Closed mails may be exchanged between the post offices of any one of the contracting countries and the commanding officers of naval divisions or ships of war of the same country stationed abroad, or between the commanding officer of one of those naval divisions or ships of war and the commanding officer of another division or ship of the same country, through the medium of the land or sea services maintained by other countries.

2. Correspondence of every description enclosed in these mails must consist exclusively of such as is addressed to or sent by the officers and crews of the ships to or from which the mails are forwarded; the rates and conditions of despatch applicable to them are settled according to its internal regulations, by the Postal Administration of the country to which the ships belong.

3. In the absence of any contrary arrangement between the Offices concerned, the Post Office which despatches or receives the mails in question is accountable to the intermediate Offices for transit charges calculated in accordance with the provisions of Article 73.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

*Article 79.**Freedom of Transit: Non-observance.*

When a country does not observe the provisions of Article 25, relating to freedom of transit, Administrations have the right to suppress the postal service with that country. They must give previous notice of this measure, by telegraph, to the Administrations concerned. }

*Article 80.**Undertakings.*

The contracting countries undertake to adopt, or to propose to their respective legislatures, the necessary measures :

(a) For punishing the counterfeiting and the fraudulent use of international reply coupons, the fraudulent use, for the prepayment of correspondence, of counterfeit or

CONVENTION.

poste contrefaits ou ayant déjà servi, ainsi que d'empreintes contrefaites, ou ayant déjà servi, de machines à affranchir ou de presses d'imprimerie ;

b) Pour interdire et réprimer les opérations frauduleuses de fabrication, vente, colportage ou distribution de vignettes et timbres en usage dans le service des postes, contrefaits ou imités de telle manière qu'ils pourraient être confondus avec les vignettes et timbres émis par l'administration d'un des pays adhérents ;

c) Pour punir les opérations frauduleuses de fabrication et de mise en circulation de cartes d'identité postales, ainsi que l'emploi frauduleux de ces cartes ;

d) Pour empêcher et, le cas échéant, punir l'insertion d'opium, de morphine, de cocaïne et autres stupéfiants dans les envois postaux en faveur desquels cette insertion ne serait pas expressément autorisée par la convention et les arrangements de l'Union.

DISPOSITIONS FINALES.

*Article 81.**Mise à exécution et durée de la convention.*

La présente convention sera mise à exécution le 1^{er} juillet 1930 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi les plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés ont signé la présente convention en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Londres, le 28 juin 1929.

Pour l'Afghanistan :

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

J. N. REDELINGHUYS.

D. J. O'KELLY.

Pour l'Albanie :

M. LIBHOVA.

Pour l'Allemagne :

D^r K. SAUTTER.

D^r W. KÜSGEN.

K. ZIEGLER.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour Joseph STEWART :

E. R. WHITE.

Eugène R. WHITE.

Pour l'ensemble des Possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique autres que les Iles Philippines :

Eugène R. WHITE.

Pour les Iles Philippines :

C. E. UNSON.

José TOPACIO.

CONVENTION.

used postage stamps as well as of counterfeit impressions of stamping or printing machines or of impressions already used ;

(b) For prohibiting and suppressing the fraudulent manufacture, sale, hawking, or distribution of impressed and adhesive stamps in use in the postal service, forged or imitated in such a manner that they could be mistaken for the impressed and adhesive stamps issued by the Administration of any one of the contracting countries ;

(c) For punishing the fraudulent manufacture and circulation of postal identity cards, as well as the fraudulent use of these cards ;

(d) For preventing and, if necessary, for punishing the insertion of opium, morphine, cocaine and other narcotics in postal packets, unless their insertion is expressly authorised by the Convention and agreements of the Union.

FINAL PROVISIONS.

*Article 81.**Entry into Force and Duration of the Convention.*

The present Convention shall come into force on the 1st of July, 1930, and shall remain in operation for an indefinite period.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries have signed the present Convention in a single copy which shall remain in the Archives of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of which a copy shall be delivered to each party.

Done at London, the 28th of June, 1929.

(Les signatures ont été ajoutées au texte anglais par le Secrétariat de la Société des Nations.)

(The signatures have been added to the English text by the Secretariat of the League of Nations.)

For Afghanistan :

For the United States of America :

For the Union of South Africa :

For Joseph STEWART :

J. N. REDELINGHUYS.

E. R. WHITE.

D. J. O'KELLY.

Eugène R. WHITE.

For Albania :

For the whole of the island possessions of the United States of America other than the Philippine Islands :

M. LIBHOVA.

Eugène R. WHITE.

For Germany :

For the Philippine Islands :

Dr. K. SAUTTER.

C. E. UNSON.

Dr. W. KÜSGEN.

José TOPACIO.

K. ZIEGLER.

CONVENTION.

Pour la République Argentine :

*Pour le Commonwealth de l'Australie.*¹

M. B. HARRY.

Pour l'Autriche :

Walther STOECKL.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

Hub. KRAINS.

Pour la Colonie du Congo belge :

Halewyck DE HEUSCH.

F. G. TONDEUR.

JAMAR.

Pour la Bolivie :

Zac. BENAVIDES.

Pour le Brésil :

Jm EULALIO.

Pour la Bulgarie :

M. SAVOFF.

N. BOSCHNACOFF.

Pour le Canada :

L. J. GABOURY.

Arthur WEBSTER.

Pour le Chili :

Antonio HUNEEUS.

Miguel A. PARRA.

C. VERNEUIL.

Pour la Chine :

LIU SHU-FAN.

Pour la République de Colombie :

Jorge GARCÉS B.

Pour la République de Costa-Rica :

Percy G. HARRISON.

Pour la République de Cuba :

Guillermo PATTERSON.

Pour le Danemark :

V. HOLMBLAD.

Pour la Ville libre de Dantzig :

Stanisław ŁOŚ.

Victor ZANDER.

Alfred NORDMANN.

Pour la République Dominicaine :

Dr E. R. LLUBERES.

Pour l'Égypte :

H. MAZLOUM.

R. SIDHOM.

Pour l'Équateur :

E. CHACÓN Q.

E. L. ANDRADE.

Pour l'Espagne :

A. GAMACHO.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

A. RAMOS GARCIA.

Pour l'Estonie :

G. JALLAJAS.

Pour l'Éthiopie :

B. MARCOS.

A. BOUSSON.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

¹ Y compris Papoua et les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.

CONVENTION.

For the Argentine Republic :

*For the Commonwealth of Australia.*¹

M. B. HARRY.

For Austria :

Walther STÖCKL.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.

Hub. KRAINS.

For the Belgian Congo :

Halewyck DE HEUSCH.

F. G. TONDEUR.

JAMAR.

For Bolivia :

Zac. BENAVIDES.

For Brazil :

Jm EULALIO.

For Bulgaria :

M. SAVOFF.

N. BOSCHNACOFF.

For Canada :

L. J. GABOURY.

Arthur WEBSTER.

For Chile :

Antonio HUNEEUS.

Miguel A. PARRA.

C. VERNEUIL.

For China :

LIU SHU-FAN.

For the Republic of Colombia :

Jorge GARCÉS B.

For the Republic of Costa-Rica :

Percy G. HARRISON.

For the Republic of Cuba :

Guillermo PATTERSON.

For Denmark :

V. HOLMBLAD.

For the Free City of Danzig :

Stanislaw ŁOŚ.

Victor ZANDER.

Alfred NORDMANN.

For the Dominican Republic :

Dr. E. R. LLUBERES.

For Egypt :

H. MAZLOUM.

R. SIDHOM.

For Ecuador :

E. CHACÓN Q.

E. L. ANDRADE.

For Spain :

A. CAMACHO.

For the whole of the Spanish Colonies :

A. RAMOS GARCIA.

For Estonia :

G. JALLAJAS.

For Abyssinia :

B. MARCOS.

A. BOUSSON.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

¹ Including Papua and the Mandated Territories of New-Guinea and Nauru.

CONVENTION.

Pour la France :

M. LEBON.
L. GENTHON.
BOUSQUIÉ.
MAINGUET.
GRANDSIMON.
DUSSERRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

*Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :**Pour M. RÉGISMANSET :*

J. CASSAGNAC.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :

J. CASSAGNAC.

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :

F. H. WILLIAMSON.
W. G. GILBERT.
F. C. G. TWINN.
F. R. RADICE.
D. O. LUMLEY.

Pour la Grèce :

Th. PENTHÉROUDAKIS.
D. BERNARDOS.

Pour le Guatemala :

José MATOS.

Pour la République d'Haïti :

J. G. DALZELL.

Pour le Royaume de Hedjaz et de Nedjde et Dépendances :

Cheik Hafiz WAHBA.

Pour la République du Honduras :

Humberto BLANCO-FOMBONA.

Pour la Hongrie :

G. Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.

Pour l'Inde britannique :

H. A. SAMS.
G. V. BEWOOR.
L. P. KULKARNI.
P. N. MUKERJI.

Pour l'Irak :

Douglas W. GUMBLEY.

Pour l'Etat libre d'Irlande :

P. S. ÓH-ÉIGEARTAIGH.
R. S. O'CRUIMÍN.
S. S. PUISÉAL.

Pour l'Islande :

V. HOLMBLAD.

Pour l'Italie :

Biagio BORRIELLO.
Pietro TOSTI.
Michele GALDI.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

Riccardo ASTUTO.

Pour le Japon :

H. KAWAI.
Naotaro YAMAMOTO.
J. SHIMIDZU.

Pour le Chosen :

Naotaro YAMAMOTO.
Jingoro HIRAO.

CONVENTION.

For France :

M. LEBON.
L. GENTHON.
BOUSQUIÉ.
MAINGUET.
GRANDSIMON.
DUSSERRE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For the French Colonies and Protectorates in Indo-China :

For M. REGISMANSET :
J. CASSAGNAC.

For the whole of the other French Colonies :

J. CASSAGNAC.

For United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

F. H. WILLIAMSON.
W. G. GILBERT.
F. C. G. TWINN.
F. R. RADICE.
D. O. LUMLEY.

For Greece :

Th. PENTHÉROUDAKIS.
D. BERNARDOS.

For Guatemala :

José MATOS.

For the Republic of Haiti :

J. G. DALZELL.

For the Kingdom of Hejaz, Nejd and Dependencies :

Cheik Hafiz WAHBA.

For the Republic of Honduras :

Humberto BLANCO-FOMBONA.

For Hungary :

G. Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.

For British India :

H. A. SAMS.
G. V. BEWOOR.
L. P. KULKARNI.
P. N. MUKERJI.

For Iraq :

Douglas W. GUMBLEY.

For the Irish Free State :

P. S. ÓH-ÉIGEARTAIGH.
R. S. O'CRUIMÍN.
S. S. PUIRSÉAL.

For Iceland :

V. HOLMBLAD.

For Italy :

Biagio BORRIELLO.
Pietro TOSTI.
Michele GALDI.

For the whole of the Italian Colonies :

Riccardo ASTUTO.

For Japan :

H. KAWAI.
Naotaro YAMAMOTO.
J. SHIMIDZU.

For Chosen :

Naotaro YAMAMOTO.
Jingoro HIRAO.

CONVENTION.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :

H. KAWAI.
Noboru TOMIZU.

Pour la Lettonie :

A. AUZINŠ.

Pour la République de Libéria :

C. W. DRESSELHUYS.

Pour la Lithuanie :

A. SRUOGA.
G. KROLIS.

Pour le Luxembourg :

JAAQUES.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :

Jacques TRUELLE.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. CAMACHO.

Pour le Mexique :

Lino B. ROCHÍN.
José V. CHÁVEZ.

Pour le Nicaragua :

Eduardo PÉREZ-TRIANA.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

Pour la Nouvelle-Zélande :

G. McNAMARA.

Pour la République de Panama :

Carlos A. LÓPEZ G.

Pour le Paraguay :

Pour les Pays-Bas :

DAMME.
DUYNSTEE.

Pour les Indes néerlandaises :

J. VAN DER WERF.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
DOMMISSE.
HOOGWOONING.

Pour les Colonies néerlandaises en Amérique :

W. F. GREDES OOSTERBEEK.
HOOGWOONING.

Pour le Pérou :

M. DE FREYRE Y S.
A. S. SALAZAR.

Pour la Perse :

Hovhannès Khan MOSSAED.
R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne :

ŁOŚ.
D^r Marjan BLACHIER.

Pour le Portugal :

Jose VASCO DE CARVALHO.
Adalberto DA COSTA VEIGA.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

CONVENTION.

For the whole of the other Japanese Dependencies:

H. KAWAI.
Noboru TOMIZU.

For Latvia:

A. AUZIŅŠ.

For the Republic of Liberia:

C. W. DRESSELHUYS.

For Lithuania:

A. SRUOGA.
G. KROLIS.

For Luxemburg:

JAAQUES.

For Morocco (excluding the Spanish Zone):

Jacques TRUELLE.

For Morocco (Spanish Zone):

A. CAMACHO.

For Mexico:

Lino B. ROCHÍN.
José V. CHÁVEZ.

For Nicaragua:

Eduardo PÉREZ-TRIANA.

For Norway:

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

For New-Zealand:

G. McNAMARA.

For the Republic of Panama:

Carlos A. LÓPEZ G.

For Paraguay:

For the Netherlands:

DAMME.
DUYNSTEE.

For the Dutch Indies:

J. VAN DER WERF.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
DOMMISSE.
HOOGWOONING.

For the Dutch Colonies in America:

W. F. GERDES OOSTERBEEK.
HOOGWOONING.

For Peru:

M. de FREYRE Y S.
A. S. SALAZAR.

For Persia:

Hovhannès Khan MOSSAED.
R. ARDJOMENDE.

For Poland:

ŁOŚ.
Dr. Marjan BLACHIER.

For Portugal:

Jose VASCO DE CARVALHO.
Adalberto DA COSTA VEIGA.

For the Portuguese Colonies in Africa:

Mario Corrêa BARATA DA CRUZ.

CONVENTION.

Pour les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie :

Luciano Botelho DA COSTA MARTINS.

Pour la Roumanie :

Général MIHAIL.

I. MANEA.

Pour la République de Saint-Marin :

M. A. JAMIESON.

Giovanni SOVRANI.

Pour la République du Salvador :

Antonio REYES-GUERRA.

Pour le Territoire de la Sarre :

P. COURTILET.

A. AREND.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

G. DIOURITCH.

Pour le Siam :

Phya PRAKIT KOLASASTRA.

Luang BAHIDDHA NUKARA.

Pour la Suède :

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Ft. SANDBERG.

Pour la Suisse :

P. DUBOIS.

C. ROCHES.

L. ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

D^r Otokar RŮŽIČKA.

Josef ZÁBRODSKÝ.

Pour la Tunisie :

Jacques DUMAINE.

DUPONT.

Pour la Turquie :

Ali RAANA.

Yusuf ARIFI.

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes :

D^r Eugène HIRSCHFELD.

M. KHODEEFF.

E. SYREVITCH.

Pour l'Uruguay :

F. A. COSTANZO.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

W. A. S. HEWINS.

Pour les Etats-Unis de Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

E. ARROYO LAMEDA.

CONVENTION.

For the Portuguese Colonies in Asia and Oceania :

Luciano Botelho DA COSTA MARTINS

For Roumania :

Général MIHAIL.

I. MANEA.

For the Republic of San Marino :

M. A. JAMIESON.

Giovanni SOVRANI.

For the Republic of Salvador :

Antonio REYES-GUERRA.

For the Saar Territory :

P. COURTILET.

A. AREND.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

G. DIOURITCH.

For Siam :

Phya PRAKIT KOLASASTRA.

Luang BAHIDDHA NUKARA.

For Sweden :

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Fr. SANDBERG.

For Switzerland :

P. DUBOIS.

C. ROCHES.

L. ROULET.

For Czechoslovakia :

Dr. Otakar RŮŽIČKA.

Josef ZÁBRODSKÝ.

For Tunis :

Jacques DUMAINE.

DUPONT.

For Turkey :

Ali RAANA.

Yusuf ARIFI.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

Dr. Eugène HIRSCHFELD.

M. KHODEEFF.

E. SYREVITCH.

For Uruguay :

F. A. COSTANZO.

For the State of City of the Vatican :

W. A. S. HEWINS.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

E. ARROYO LAMEDA.

CONVENTION — PROTOCOLE FINAL.

PROTOCOLE FINAL DE LA CONVENTION

Au moment de procéder à la signature de la convention postale universelle conclue à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

I.

Retrait. Modification d'adresse.

Les dispositions de l'article 49 de la convention ne s'appliquent pas à la Grande-Bretagne, ni aux Dominions, Colonies et Protectorats britanniques, dont la législation intérieure ne permet pas le retrait ou la modification d'adresse de correspondances à la demande de l'expéditeur.

II.

Equivalents. Limites maxima et minima.

1. Chaque pays a la faculté de majorer de 50 % ou de réduire de 20 % au maximum les taxes prévues à l'article 33, paragraphe premier, conformément aux indications du tableau ci-après :

	Limites inférieures	Limites supérieures
	Centimes	Centimes
Lettres : { Premier échelon	20	37,5
{ Par échelon supplémentaire	12	22,5
Cartes postales : { Simples	12	22,5
{ Avec réponse payée	24	45,-
Papiers d'affaires, par 50 grammes	4	7,5
Minimum de taxe	20	37,5
Imprimés, par 50 grammes	4	7,5
Impressions en relief pour les aveugles, par 1000 grammes	4	7,5
Echantillons de marchandises, par 50 grammes	4	7,5
Minimum de taxe	8	15,-
Petits paquets, par 50 grammes	12	22,5
Minimum de taxe	40	75,-

Les taxes choisies doivent, tant que possible, être entre elles dans les mêmes proportions que les taxes de base, chaque office ayant la faculté d'arrondir ses taxes suivant les convenances de son système monétaire.

2. Il est loisible à chaque pays de réduire à 10 centimes la taxe de la carte postale simple et à 20 centimes celle de la carte postale avec réponse payée.

3. Le tarif adopté par un pays s'applique aux taxes à percevoir à l'arrivée par suite d'absence ou insuffisance d'affranchissement.

III.

Dépôt de correspondances à l'étranger.

Aucun pays n'est tenu d'expédier ni de distribuer aux destinataires les envois que des expéditeurs quelconques domiciliés sur son territoire déposent ou font déposer dans un pays étranger

CONVENTION — FINAL PROTOCOL.

FINAL PROTOCOL OF THE CONVENTION.

At the moment of proceeding to sign the Universal Postal Convention concluded this day, the under-signed Plenipotentiaries have agreed as follows :

I.

Withdrawal of Correspondence. Modification of Address.

The provisions of Article 49 of the Convention do not apply to Great Britain and to the British Dominions, Colonies and Protectorates, whose internal legislation does not permit the withdrawal or the modification of the address of correspondence at the request of the sender.

II.

Equivalents : Maximum and Minimum Limits.

1. Each country has the right to increase up to 50 per cent. or to reduce by as much as 20 per cent. the postage rates prescribed by Article 33, paragraph 1, as indicated in the following table :

	Lower limit (gold value)	Higher limit (gold value)
	Centimes	Centimes
Letters : { First unit	20	37.5
{ Each succeeding unit	12	22.5
Post-cards : { Single	12	22.5
{ Reply-paid	24	45.—
Commercial papers (per 50 grammes)	4	7.5
Minimum charge	20	37.5
Printed papers (per 50 grammes)	4	7.5
Blind literature (per 1,000 grammes)	4	7.5
Samples of merchandise (per 50 grammes)	4	7.5
Minimum charge	8	15.—
Small packets (per 50 grammes)	12	22.5
Minimum charge	40	75.—

The rates adopted must, as far as possible, maintain the same proportions to one another as the basic rates, each Office being empowered to round up its rates to suit its currency.

2. It is open to any country to reduce to 10 centimes the postage on a single post-card and to 20 centimes that on a reply-paid post-card.

3. The rates adopted by a country apply to the charges to be collected on unpaid or insufficiently prepaid inward correspondence.

III.

Posting of Correspondence Abroad.

No country is bound to despatch, nor to deliver to the addressees, correspondence which the senders domiciled in its territory post or cause to be posted in a foreign country with the object

CONVENTION — PROTOCOLE FINAL.

en vue de bénéficier des taxes plus basses qui y sont établies. La règle s'applique sans distinction, soit aux envois préparés dans le pays habité par l'expéditeur et transportés ensuite à travers la frontière, soit aux envois confectionnés dans un pays étranger. L'administration intéressée a le droit, ou de renvoyer les objets en question à l'origine, ou de les frapper de ses taxes intérieures. Les modalités de la perception des taxes sont laissées à son choix.

IV.

Once avoirdupois.

Il est admis, par mesure d'exception, que les pays qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids décimal métrique, ont la faculté d'y substituer l'once avoirdupois (28,3465 grammes) en assimilant une once à 20 grammes pour les lettres et 2 onces à 50 grammes pour les papiers d'affaires, imprimés, échantillons et petits paquets.

V.

Coupons-réponse.

Les administrations ont la faculté de ne pas se charger du débit des coupons-réponse.

IV.

Droit de recommandation.

Les pays qui ne peuvent pas fixer à 40 centimes le droit de recommandation prévu à l'article 52, paragraphe 2, de la convention sont autorisés à percevoir un droit pouvant s'élever jusqu'à 50 centimes ou éventuellement jusqu'au taux fixé pour leur service intérieur.

VII.

Services aériens.

Les dispositions concernant le transport de la poste aux lettres par voie aérienne sont annexées à la convention postale universelle et sont considérées comme faisant partie intégrante de celle-ci et de son règlement.

Toutefois, par dérogation aux dispositions générales de la convention, la modification de ces dispositions peut être envisagée de temps à autre par une conférence comprenant les représentants des administrations directement intéressées.

Cette conférence pourra être convoquée par l'intermédiaire du Bureau international à la demande de trois au moins de ces administrations.

L'ensemble des dispositions proposées par cette conférence devra être soumis, par l'intermédiaire du Bureau international, au vote des pays de l'Union. La décision sera prise à la majorité des voix exprimées.

VIII.

Frais spéciaux de transit par le Transsibérien.

Par dérogation aux dispositions de l'article 73, paragraphe premier (Tableau), l'administration postale de l'Union des Républiques soviétistes socialistes est autorisée à percevoir les frais de transit par la voie du Transsibérien pour les deux directions (Mandchourie ou Vladivostok), à raison de Fr. 4.50 pour les L. C. et de Fr. 0.50 pour les A. O. par kilogramme respectivement pour les distances dépassant 6000 kilomètres.

CONVENTION — FINAL PROTOCOL.

of profiting by the lower rates in force there. The rule is applied without distinction both to correspondence made up in the country where the sender resides and then carried across the frontier, and to correspondence made up in a foreign country. The Administration concerned is empowered either to return to origin the articles in question, or to tax them at its inland rates. The method of collecting the charges is left to its discretion.

IV.

Ounce avoirdupois.

As an exceptional measure, it is agreed that countries which, by reason of their internal regulations, are unable to adopt the decimal-metric system of weight, are empowered to substitute for it the ounce avoirdupois (28.3465 grammes) taking one ounce as equivalent to 20 grammes for letters, and two ounces as equivalent to 50 grammes for commercial papers, printed papers and small packets.

V.

Reply Coupons.

Administrations have the right not to undertake the sale of reply coupons.

VI.

Registration Fee.

Countries which cannot fix at 40 centimes the registration fee prescribed by Article 52, paragraph 2, of the Convention are authorised to charge a fee which may amount to 50 centimes or to charge fixed for their inland service.

VII.

Air Services.

The provisions regarding the conveyance of letter mails by air are annexed to the Universal Postal Convention and are considered as forming an integral part of it and of its Detailed Regulations.

But, notwithstanding the general rules of the Convention, the modification of these provisions may be considered from time to time by a Conference composed of the representatives of the Administrations directly concerned.

This Conference may be summoned by the intermediary of the International Bureau at the request of at least three of these Administrations.

The whole of the provisions proposed by this Conference must be submitted, by the intermediary of the International Bureau, to the vote of the countries of the Union. The decision will be taken by a majority vote.

VIII.

Special Transit Rates by the Trans-Siberian Railway.

In modification of the provisions of Article 73, paragraph 1 (Table), the Postal Administration of the Union of Soviet Socialist Republics is authorised to collect transit rates for the Trans-Siberian Railway for both routes (Manchuria or Vladivostok) at the rate of Fr. 4.50 for L.C. and Fr. 0.50 for A.O. per kilogramme respectively for distances exceeding 6,000 kilometres.

CONVENTION — PROTOCOLE FINAL.

IX.

Frais spéciaux de transit par l'Uruguay.

Exceptionnellement, l'Uruguay est autorisé à percevoir pour toutes les dépêches d'outre-mer débarquées à Montevideo qu'il réachemine par ses propres services sur les pays au delà, les frais de transit territoriaux prévus par l'article 73 de la convention, soit 75 centimes par kilogramme de lettres et de cartes postales et 10 centimes par kilogramme d'autres objets.

X.

Frais d'entrepôt.

Exceptionnellement, l'administration portugaise est autorisée à percevoir pour toutes les dépêches transbordées au port de Lisbonne les frais d'entrepôt prévus à l'article 74 de la convention.

XI.

Protocole laissé ouvert aux pays non représentés.

L'Afghanistan et la République Argentine qui font partie de l'Union postale, ne s'étant pas fait représenter au congrès, le protocole leur reste ouvert pour adhérer à la convention et aux arrangements qui y ont été conclus, ou seulement à l'un ou à l'autre d'entre eux.

Le protocole reste aussi ouvert dans le même but au Paraguay dont le délégué a dû s'absenter avant la signature des actes.

XII.

Protocole laissé ouvert aux pays représentés pour signatures et adhésions.

Le protocole demeure ouvert en faveur des pays dont les représentants n'ont signé aujourd'hui que la convention ou un certain nombre seulement des arrangements arrêtés par le congrès, à l'effet de leur permettre d'adhérer aux autres arrangements signés ce jour, ou à l'un ou à l'autre d'entre eux.

XIII.

Délai pour la notification des adhésions.

Les adhésions prévues aux articles XI et XII ci-dessus devront être notifiées au Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord par les gouvernements respectifs, en la forme diplomatique, et par lui aux Etats de l'Union. Le délai qui leur est accordé pour cette notification expirera le 1^{er} juillet 1930.

XIV.

Commission préparatoire.

1. Une commission composée de quatorze membres, représentant les offices désignés à la majorité des voix par le congrès, et du directeur du Bureau international est chargée de préparer le congrès suivant, en particulier d'étudier les propositions faites en vue de ce congrès, de les comparer, de les coordonner, de donner son avis sur toutes les questions, enfin de présenter un projet et un rapport susceptibles de servir de base aux délibérations du congrès.

CONVENTION — FINAL PROOCOL.

IX.

Special Transit Rates for Uruguay.

Exceptionally, Uruguay is authorised to collect for all over-sea mails landed at Montevideo which it forwards by its own services to countries beyond, the land transit rates prescribed by Article 73 of the Convention, *i.e.*, 75 centimes per kg of letters and post-card and 10 centimes per kilogramme of other articles.

X.

Warehousing Charges.

Exceptionally, the Portuguese Administration is authorised to collect on all the mails transhipped at the port of Lisbon the warehousing charges prescribed by Article 74 of the Convention.

XI.

Protocol left open to the Countries not represented.

As Afghanistan and the Argentine Republic, which form part of the Postal Union, were not represented at the Congress, the Protocol remains open to them in order to adhere to the Convention and the Agreements there concluded, or only to one or other of them.

The Protocol also remains open, with the same object, to Paraguay, of which the delegate was obliged to absent himself before the Acts were signed.

XII.

Protocol left open to the Countries represented for signatures and adhesions.

The Protocol remains open to those countries whose representatives have to-day signed only the Convention, or only a certain number of the Agreements drawn up by the Congress, in order to permit them to adhere to the other Agreements signed this day, or to one or other of them.

XIII.

Period for the notification of adhesions.

The adhesions referred to in Articles XI and XII above must be notified diplomatically to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland by the respective Governments, and by it to the States of the Union. The period allowed for this notification will expire on the 1st of July, 1930.

XIV.

Preparatory Committee.

1. A Committee, composed of fourteen members representing the Offices elected by the majority of the votes of the Congress, and the Director of the International Bureau, is directed to prepare for the next Congress, in particular to consider the proposals made in view of that Congress, to compare them, to co-ordinate them, and to give its opinion on all the questions, finally to present a draft and a report suitable to serve as the basis of discussion at the Congress.

CONVENTION — PROTOCOLE FINAL.

2. La commission préparatoire est convoquée en temps convenable par le Bureau international avant l'ouverture du congrès suivant et le projet et le rapport mentionnés au paragraphe précédent sont distribués à chaque administration quatre mois au moins avant l'ouverture du congrès.

3. Le Bureau international assure les travaux de chancellerie de la commission.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans le texte même de la convention à laquelle il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Londres, le 28 juin 1929.

Pour l'Afghanistan :

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

J. N. REDELINGHUYS.

D. J. O'KELLY.

Pour l'Albanie :

M. LIBOHOVA.

Pour l'Allemagne :

Dr K. SAUTTER.

Dr W. KÜSGEN.

K. ZIEGLER.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour Joseph STEWART :

E. R. WHITE.

Eugène R. WHITE.

Pour l'ensemble des Possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique autres que les Iles Philippines :

Eugène R. WHITE.

Pour les Iles Philippines :

C. E. UNSON.

José TOPACIO.

Pour la République Argentine :

Pour le Commonwealth de l'Australie, y compris Papoua et les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru :

M. B. HARRY.

Pour l'Autriche :

Walther STÖCKL.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

Hub. KRAINS.

Pour la Colonie du Congo belge :

Halewyck DE HEUSCH.

F. G. TONDEUR.

JAMAR.

Pour la Bolivie :

Zac. BENAVIDES.

Pour le Brésil :

Jm EULALIO.

Pour la Bulgarie :

M. SAVOFF.

N. BOSCHNACOFF.

CONVENTION — FINAL PROTOCOL.

2. The Preparatory Committee is summoned by the International Bureau at a suitable time before the opening of the next Congress and the draft and report mentioned in the preceding paragraph are distributed to each Administration at least four months before the opening of the Congress.

3. The International Bureau provides for the secretarial work of the Committee.

In faith whereof the undermentioned Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol, which shall have the same force and validity as if the provisions which it contains were inserted in the text itself of the Convention to which it relates, and they have signed it in a single copy which shall remain in the Archives of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of which a copy shall be delivered to each party.

Done at London, the 28 of June, 1929.

(Les signatures ont été ajoutées au texte anglais par le Secrétariat de la Société des Nations.)

(The signatures have been added to the English text by the Secretariat of the League of Nations.)

For Afghanistan :

For the Argentine Republic :

For the Union of South Africa :

For the Commonwealth of Australia, including Papua and the Mandated Territories of New-Guinea and Nauru :

J. N. REDELINGHUYS.

D. J. O'KELLY.

M. B. HARRY.

For Albania :

For Austria :

M. LIBOHOVA.

Walther STECKL.

For Germany :

For Belgium :

Dr. K. SAUTTER.

Dr. W. KÜSGEN.

K. ZIEGLER.

O. SCHOCKAERT.

Hub. KRAINS.

For the United States of America :

For the Belgian Congo :

For Joseph STEWART :

E. R. WHITE.

Eugène R. WHITE.

Halewyck DE HEUSCH.

F. G. TONDEUR.

JAMAR.

For the whole of the island possessions of the United States of America other than the Philippine Islands :

For Bolivia :

Zac. BENAVIDES.

Eugène R. WHITE.

For Brazil :

Jm EULALIO.

For the Philippine Islands :

C. E. UNSON.

José TOPACIO.

For Bulgaria :

M. SAVOFF.

N. BOSCHNACOFF.

CONVENTION — PROTOCOLE FINAL.

Pour le Canada :

L. J. GABOURY.
Arthur WEBSTER.

Pour le Chili :

Antonio HUNEEUS.
Miguel A. PARRA.
C. VERNEUIL.

Pour la Chine :

LIU SHU-FAN.

Pour la République de Colombie :

Jorge GARCÉS B.

Pour la République de Costa-Rica :

Percy G. HARRISON.

Pour la République de Cuba :

Guillermo PATTERSON.

Pour le Danemark :

V. HOLMBLAD.

Pour la Ville libre de Dantzig :

Stanisław ŁOŚ.
Victor ZANDER.
Alfred NORDMANN.

Pour la République Dominicaine :

D^r E. R. LLUBERES.

Pour l'Égypte :

H. MAZLOUM.
R. SIDHOM.

Pour l'Équateur :

E. CHACÓN Q.
E. L. ANDRADE.

Pour l'Espagne :

A. CAMACHO.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

A. RAMOS GARCIA.

Pour l'Estonie :

G. JALLAJAS.

Pour l'Éthiopie :

B. MARCOS.
A. BOUSSON.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.
L. GENTHON.
BOUSQUIÉ.
MAINGUET.
GRANDSIMON.
DUSSERRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :

Pour M. RÉGISMANSET :

J. CASSAGNAC.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises

J. CASSAGNAC.

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :

F. H. WILLIAMSON.
W. G. GILBERT.
F. C. G. TWINN.
F. R. RADICE.
D. O. LUMLEY.

CONVENTION — FINAL PROTOCOL.

For Canada :

L. J. GABOURY.
Arthur WEBSTER.

For Chile :

Antonio HUNEEUS.
Miguel A. PARRA.
C. VERNEUIL.

For China :

LIU SHU-FAN.

For the Republic of Colombia :

Jorge GARCÉS B.

For the Republic of Costa-Rica :

Percy G. HARRISON.

For the Republic of Cuba :

Guillermo PATTERSON.

For Denmark :

V. HOLMBLAD.

For the Free City of Danzig :

Stanislaw ŁOŚ.
Victor ZANDER.
Alfred NORDMANN.

For the Dominican Republic :

Dr. E. R. LLUBERES.

For Egypt :

H. MAZLOUM.
R. SIDHOM.

For Ecuador :

E. CHACÓN Q.
E. L. ANDRADE.

For Spain :

A. CAMACHO.

For the whole of the Spanish Colonies :

A. RAMOS GARCIA.

For Estonia :

G. JALLAJAS.

For Abyssinia :

B. MARCOS.
A. BOUSSON.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For France :

M. LEBON.
L. GENTHON.
BOUSQUIÉ.
MAINGUET.
GRANDSIMON.
DUSSERRE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For the French Colonies and Protectorates in Indo-China :

For M. REGISMANSET :
J. CASSAGNAC.

For the whole of the other French Colonies :

J. CASSAGNAC.

For United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

F. H. WILLIAMSON.
W. G. GILBERT.
F. C. G. TWINN.
F. R. RADICE.
D. O. LUMLEY.

CONVENTION — PROTOCOLE FINAL.

Pour la Grèce :

Th. PENTHÉROUDAKIS.
D. BERNARDOS.

Pour le Guatemala :

José MATOS.

Pour la République d'Haïti :

J. G. DALZELL.

*Pour le Royaume de Hedjaz et de Nedjde et
Dépendances :*

Cheik Hañz WAHBA.

Pour la République du Honduras :

Humberto BLANCO-FOMBONA.

Pour la Hongrie :

G. Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.

Pour l'Inde britannique :

H. A. SAMS.
G. V. BEWOOR.
L. P. KULKARNI.
P. N. MUKERJI.

Pour l'Irak :

Douglas W. GUMBLEY.

Pour l'Etat libre d'Irlande :

P. S. ÓH-ÉIGEARTAIGH.
R. S. O'CRUIMÍN.
S. S. PUIRSÉAL.

Pour l'Islande :

V. HOLMBLAD.

Pour l'Italie :

Biagio BORRIELLO.
Pietro TOSTI.
Michele GALDI.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

Riccardo ASTUTO.

Pour le Japon :

H. KAWAI.
Naotaro YAMAMOTO.
J. SHIMIDZU.

Pour le Chosen :

Naotaro YAMAMOTO.
Jingoro HIRAO.

*Pour l'ensemble des autres Dépendances
japonaises :*

H. KAWAI.
Noboru TOMIZU.

Pour la Lettonie :

A. AUZINŠ.

Pour la République de Libéria :

C. W. DRESSELHUYS.

Pour la Lithuanie :

A. SRUOGA.
G. KROLIS.

Pour le Luxembourg :

JAAQUES.

*Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone
espagnole) :*

Jacques TRUELLE.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. CAMACHO.

Pour le Mexique :

Lino B. ROCHÍN.
José V. CHÁVEZ.

CONVENTION — FINAL PROTOCOL.

For Greece :

Th. PENTHÉROUDAKIS.
D. BERNARDOS.

For Guatemala :

José MATOS.

For the Republic of Haiti :

J. G. DALZELL.

For the Kingdom of Hejaz, Nejd and Dependencies :

Cheik Hafiz WAHBA.

For the Republic of Honduras :

Humberto BLANCO-FOMBONA.

For Hungary :

G. Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.

For British India :

H. A. SAMS.
G. V. BEWOOR.
L. P. KULKARNI.
P. W. MUKERJI.

For Iraq :

Douglas W. GUMBLEY.

For the Irish Free State :

P. S. ÓH-ÉIGEARTAIGH.
R. S. O'CRUIMÍN.
S. S. PUIRSÉAL.

For Iceland :

V. HOLMBLAD.

For Italy :

Biagio BORRIELLO.
Pietro TOSTI.
Michele GALDI.

For the whole of the Italian Colonies :

Riccardo ASTUTO.

For Japan :

H. KAWAI.
Naotaro YAMAMOTO.
J. SHIMIDZU.

For Chosen :

Naotaro YAMAMOTO.
Jingoro HIRAO.

For the whole of the Japanese Dependencies :

H. KAWAI.
Noboru TOMIZU.

For Latvia :

A. AUZINŠ.

For the Republic of Liberia :

C. W. DRESSELHUYS.

For Lithuania :

A. SRUOGA.
G. KROLIS.

For Luxemburg :

JAAQUES.

For Morocco (excluding the Spanish Zone) :

Jacques TRUELLE.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. CAMACHO.

For Mexico :

Lino B. ROCHÍN.
José V. CHÁVEZ.

CONVENTION — PROTOCOLE FINAL.

Pour le Nicaragua :

Eduardo PÉREZ-TRIANA.

*Pour la Norvège :*Klaus HELSING.
Oskar HOMME.*Pour la Nouvelle-Zélande :*

G. McNAMARA.

Pour la République de Panama :

Carlos A. LÓPEZ G.

*Pour le Paraguay :**Pour les Pays-Bas :*DAMME.
DUYNSTEE.*Pour les Indes néerlandaises :*J. VAN DER WERF.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
DOMMISSE.
HOOGWOONING.*Pour les Colonies néerlandaises en Amérique :*W. F. GREDES OOSTERBEEK.
HOOGWOONING.*Pour le Pérou :*M. DE FREYRE Y S.
A. S. SALAZAR.*Pour la Perse :*Hovhannès Khan MOSSAED.
R. ARDJOMENDE.*Pour la Pologne :*ŁOŚ.
D^r Marjan BLACHIER.*Pour le Portugal :*Jose VASCO DE CARVALHO.
Adalberto DA COSTA VEIGA.*Pour les Colonies portugaises de l'Afrique :*

Mario Corrêa BARATA DA CRUZ.

Pour les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie :

Luciano Botelho DA COSTA MARTINS.

*Pour la Roumanie :*Général MIHAIL.
I. MANEA.*Pour la République de Saint-Marin :*M. A. JAMIESON.
Giovanni SOVRANI.*Pour la République du Salvador :*

Antonio REYES-GUERRA.

*Pour le Territoire de la Sarre :*P. COURTILET.
A. AREND.*Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :*

G. DIOURITCH.

*Pour le Siam :*Phya PRAKIT KOLASASTRA.
Luang BAHIDDHA NUKARA.*Pour la Suède :*Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Fr. SANDBERG.

CONVENTION — FINAL PROTOCOL.

For Nicaragua :

Eduardo PÉREZ-TRIANA.

For Norway :

Klaus HELSING.

Oskar HOMME.

For New-Zealand :

G. McNAMARA.

For the Republic of Panama :

Carlos A. LÓPEZ G.

*For Paraguay :**For the Netherlands :*

DAMME.

DUYNSTEE.

For the Dutch Indies :

J. VAN DER WERF.

W. F. GERDES OOSTERBEEK.

DOMMISSE.

HOOGWOONING.

For the Dutch Colonies in America :

W. F. GERDES OOSTERBEEK.

HOOGWOONING.

For Peru :

M. DE FREYRE Y S.

A. S. SALAZAR.

For Persia :

Hovhannès Khan MOSSAED.

R. ARDJOMENDE.

For Poland

ŁOŚ.

Dr. Marjan BLACHIER.

For Portugal :

Jose VASCO DE CARVALHO.

Adalberto DA COSTA VEIGA.

For the Portuguese Colonies in Africa :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

For the Portuguese Colonies in Asia and Oceania :

Luciano Botelho da COSTA MARTINS.

For Roumania :

Général MIHAIL.

I. MANEA.

For the Republic of San Marino :

M. A. JAMIESON.

Giovanni SOVRANI.

For the Republic of Salvador :

Antonio REYES-GUERRA.

For the Saar Territory :

P. COURTILET.

A. AREND.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

G. DIOURITCH.

For Siam :

Phya PRAKIT KOLOSASTRA,

Luang BAHIDDHA NUKARA.

For Sweden :

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Fr. SANDBERG.

CONVENTION — PROTOCOLE FINAL.

Pour la Suisse :

P. DUBOIS.
C. ROCHES.
L. ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

D^r Otokar RŮŽIČKA.
Josef ZÁBRODSKÝ.

Pour la Tunisie :

Jacques DUMAINE.
DUPONT.

Pour la Turquie :

Ali RAANA.
Yusuf ARIFI.

Pour l'Union des Républiques soviétistes socialistes :

D^r Eugène HIRSCHFELD.
M. KHODEEFF.
E. SYREVITCH.

Pour l'Uruguay :

F. A. COSTANZO.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

W. A. S. HEWINS.

Pour les Etats-Unis de Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.
E. ARROYO LAMEDA.

CONVENTION — FINAL PROTOCOL.

For Switzerland :

P. DUBOIS.
C. ROCHES.
L. ROULET.

For Czechoslovakia :

Dr. Otokar RŮŽIČKA.
Josef ZÁBRODSKÝ.

For Tunis :

Jacques DUMAINE.
DUPONT.

For Turkey :

Ali RAANA.
Yusuf ARIFI.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

Dr. Eugène HIRSCHFELD.
M. KHODEEFF.
E. SYREVITCH.

For Uruguay :

F. A. COSTANZO.

For the State of City of the Vatican :

W. A. S. HEWINS.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.
E. ARROYO LAMEDA.

CONVENTION — RÈGLEMENT — TABLE DES MATIÈRES.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE LA CONVENTION
POSTALE UNIVERSELLE

TABLE DES MATIÈRES

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE UNIQUE.

Art.		Pages
1.	Transit en dépêches closes et transit à découvert	336
2.	Echange en dépêches closes	336
3.	Acheminement des correspondances	336
4.	Pays éloignés	338
5.	Fixation des équivalents	338
6.	Timbres-poste et empreintes d'affranchissement	338

TITRE II

CONDITIONS D'ACCEPTATION DES OBJETS DE CORRESPONDANCE

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUTES LES CATÉGORIES D'ENVOIS.

7.	Conditionnement et adresse	340
8.	Envois poste restante	340
9.	Envois sous enveloppe à panneau transparent	340
10.	Envois soumis au contrôle douanier	342
11.	Envois francs de droits	342

CHAPITRE II

DISPOSITIONS SPÉCIALES APPLICABLES A CHAQUE CATÉGORIE D'ENVOIS.

12.	Lettres	342
13.	Cartes postales simples	342
14.	Cartes postales avec réponse payée	344
15.	Papiers d'affaires	344
16.	Imprimés... ..	346
17.	Objets assimilés aux imprimés	346
18.	Imprimés. Annotations autorisées	346
19.	Imprimés. Conditionnement des envois	348
20.	Echantillons. Annotations autorisées	348
21.	Echantillons. Conditionnement des envois	350
22.	Objets assimilés aux échantillons	350
23.	Objets groupés	352
24.	Petits paquets	352

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS — TABLE OF CONTENTS.

DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION
OF THE UNIVERSAL POSTAL CONVENTION.

TABLE OF CONTENTS.

PART I.

GENERAL PROVISIONS.

CHAPTER I.

Art.	Page
1. Transit in closed mails and à découvert	337
2. Exchange in closed mails	337
3. Routing of mails	337
4. Distant countries	339
5. Fixing of equivalents	339
6. Postage stamps and "postage paid" impressions	339

PART II.

CONDITIONS OF ACCEPTANCE OF CORRESPONDENCE.

CHAPTER I.

REGULATIONS APPLICABLE TO ALL CLASSES OF ARTICLES.

7. Make-up and address	341
8. <i>Poste restante</i>	341
9. Panel envelopes	341
10. Articles subject to Customs control	343
11. Articles free of charges	343

CHAPTER II.

SPECIAL REGULATIONS APPLICABLE TO EACH CLASS OF ARTICLE.

12. Letters	343
13. Single post-cards	343
14. Reply paid post-cards	345
15. Commercial papers	345
16. Printed papers	347
17. Articles specially admitted at printed paper rate	347
18. Printed papers. Authorised annotations... ..	347
19. Printed papers. Make-up	349
20. Samples. Authorised annotations	349
21. Samples. Make-up	351
22. Articles specially admitted at sample rate	351
23. Articles grouped together	353
24. Small packets	353

CONVENTION — RÈGLEMENT — TABLE DES MATIÈRES.

TITRE III

ENVOIS RECOMMANDÉS. AVIS DE RÉCEPTION

CHAPITRE UNIQUE.

Art.	Pages
25. Envois recommandés	354
26. Avis de réception	354
27. Avis de réception demandé postérieurement au dépôt	354

TITRE IV

ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT

CHAPITRE UNIQUE.

28. Indications à porter sur l'envoi	354
29. Etiquette... ..	356
30. Mandat de remboursement... ..	356
31. Versement en compte courant postal	356
32. Conversion du montant du remboursement	356
33. Divergence entre les indications du montant du remboursement	356
34. Délai de payement	358
35. Réduction ou annulation du remboursement... ..	358
36. Réexpédition	358
37. Emission du mandat de remboursement ou du bulletin de versement	358
38. Annulation ou remplacement des formules de mandats de remboursement ou de bulletin de versement	360
39. Mandats de remboursement non délivrés ou non encaissés	360
40. Décompte des mandats de remboursement	360

TITRE V

OPÉRATIONS AU DÉPART ET A L'ARRIVÉE DES ENVOIS

CHAPITRE UNIQUE.

41. Application du timbre à date	360
42. Envois exprès	362
43. Envois non affranchis ou insuffisamment affranchis	362
44. Renvoi des bulletins d'affranchissement. Récupération des droits avancés	362
45. Envois réexpédiés... ..	364
46. Enveloppes de réexpédition	364
47. Envois tombés en rebut	366
48. Retrait. Modification d'adresse... ..	366
49. Simple correction d'adresse... ..	368
50. Réclamations. Envois ordinaires	368
51. Réclamations. Envois recommandés	368
52. Réclamations des envois déposés dans un autre pays... ..	370

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS — TABLE OF CONTENTS.

PART III.

REGISTERED ARTICLES. ADVICE OF DELIVERY.

CHAPTER I.

Art.		Page
25.	Registered articles... ..	353
26.	Advice of delivery	355
27.	Advice of delivery applied for after posting... ..	355

PART IV.

CASH ON DELIVERY PACKETS.

CHAPTER I.

28.	Particulars to be shown on the packet	355
29.	Label	357
30.	Trade charge money order	357
31.	Payment into postal cheque account	357
32.	Conversion of the amount of trade charges	357
33.	Discrepancy between the indications of the amount of the trade charge	357
34.	Period for payment	359
35.	Reduction or cancellation of trade charges	359
36.	Redirection	359
37.	Issue of the trade charge money order or transfer note	359
38.	Trade charge money order forms or transfer notes cancelled or replaced	361
39.	Trade charge money orders undelivered or not cashed	361
40.	Accounting on trade charge money orders	361

PART V.

DESPATCH AND RECEIPT OF CORRESPONDENCE.

CHAPTER I.

41.	Date-stamp impressions	361
42.	Express articles	363
43.	Articles unpaid or insufficiently prepaid	363
44.	Return of franking notes. Recovery of sums advanced	363
45.	Redirected articles	365
46.	Redirection envelopes	365
47.	Undelivered correspondence	367
48.	Withdrawal of correspondence and alteration of address	367
49.	Simple correction of address	369
50.	Applications for ordinary correspondence	369
51.	Applications for registered articles	369
52.	Applications for articles posted in another country	371

CONVENTION — RÈGLEMENT — TABLE DES MATIÈRES.

TITRE VI

ÉCHANGE DES ENVOIS

CHAPITRE UNIQUE.

Art.		Pages
53.	Feuilles d'avis	370
54.	Transmission des envois recommandés	374
55.	Transmission des envois exprès... ..	374
56.	Confection des dépêches	374
57.	Remise des dépêches	376
58.	Vérification des dépêches	376
59.	Renvoi des sacs vides	380

TITRE VII

DISPOSITIONS CONCERNANT LES FRAIS DE TRANSIT ET D'ENTREPOT

CHAPITRE PREMIER.

OPÉRATIONS DE STATISTIQUE.

60.	Statistique des frais de transit	380
61.	Confection et désignation des dépêches closes pendant la période de statistique	382
62.	Constatation du nombre de sacs et du poids des dépêches closes	382
63.	Confection des relevés C 17 des dépêches closes	384
64.	Liste des dépêches closes échangées en transit	384
65.	Dépêches closes échangées avec les bâtiments de guerre	386
66.	Bulletin de transit	386
67.	Statistique des correspondances à découvert	386
68.	Statistique des dépêches entreposées	388
69.	Services extraordinaires	388

CHAPITRE II.

COMPTABILITÉ. RÈGLEMENT DES COMPTES.

70.	Compte des frais de transit	388
71.	Décompte général annuel. Intervention du Bureau international	390
72.	Liquidation des frais de transit	390

TITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES

CHAPITRE UNIQUE.

73.	Coupons-réponse	392
74.	Cartes d'identité	392
75.	Dépêches échangées avec des bâtiments de guerre	394
76.	Bulletins d'affranchissement. Décompte des frais de douane, etc.	396
77.	Formules à l'usage du public	396
78.	Délai de garde des documents	396
79.	Adresse télégraphique	396

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS — TABLE OF CONTENTS.

PART VI.

EXCHANGE OF MAILS.

CHAPTER I.

Art.	Page
53. Letter bills	371
54. Transmission of registered articles	375
55. Transmission of express articles	375
56. Make-up of mails	375
57. Transmission of mails	377
58. Check of mails	377
59. Return of empty bags... ..	381

PART VII.

PROVISIONS CONCERNING TRANSIT AND WAREHOUSING CHARGES.

CHAPTER I.

STATISTICAL OPERATIONS.

60. Transit statistics	381
61. Make-up and description of closed mails during a statistical period	383
62. Establishment of number of bags and weight of closed mails	383
63. Preparation of statements C17 for closed mails	385
64. List of closed transit mails	385
65. Closed mails exchanged with ships of war	387
66. <i>Bulletin de transit</i>	387
67. Statistics of correspondence sent <i>à découvert</i>	387
68. Statistics of mails warehoused	389
69. Extraordinary services	389

CHAPTER II.

ACCOUNTING. SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

70. Accounting for transit charges	389
71. General annual liquidation account. Functions of the International Bureau	391
72. Settlement of Transit Charges	391

PART VIII.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

CHAPTER I.

73. Reply coupons	393
74. Identity cards	393
75. Mails exchanged with ships of war	395
76. Franking notes. Settlement of Customs charges, etc.	397
77. Forms for the use of the public	397
78. Period of retention of documents	397
79. Telegraphic address	397

CONVENTION — RÈGLEMENT — TABLE DES MATIÈRES.

TITRE IX

BUREAU INTERNATIONAL

CHAPITRE UNIQUE.

Art.	Pages
80. Congrès et Conférences... ..	396
81. Renseignements. Demandes de modifications des actes	398
82. Publications	398
83. Rapport annuel	398
84. Langue officielle du Bureau international	398
85. Coupons-réponse. Cartes d'identité. Tableau des équivalents	398
86. Balance et liquidation des comptes	400
87. Etablissement des comptes	400
88. Balance générale	400
89. Payement... ..	402
90. Communications à adresser au Bureau international	402
91. Statistique générale	404
92. Dépenses du Bureau international	404

DISPOSITIONS FINALES.

93. Mise à exécution et durée du règlement	406
---	-----

PROTOCOLE FINAL DU RÈGLEMENT

I. Payement des soldes de frais de transit... ..	414
II. Confection des dépêches	414

ANNEXES

Formules C 1 à C 30	424-502
----------------------------	---------

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS — TABLE OF CONTENTS.

PART IX.

INTERNATIONAL BUREAU.

CHAPTER I.

Art.	Page
80. Congresses and Conferences	397
81. Information. Requests for modification of the Acts	399
82. Publications	399
83. Annual report	399
84. Official language of the International Bureau	399
85. Reply coupons. Identity cards. Table of equivalents	399
86. Balancing and settlement of accounts	401
87. Preparation of accounts	401
88. General balance sheet	401
89. Payment	403
90. Communications to be addressed to the International Bureau	403
91. General statistics	405
92. Expenses of the International Bureau	405

FINAL PROVISIONS.

93. Entry into force and duration of the Regulations	407
---	-----

FINAL PROTOCOL OF THE DETAILED REGULATIONS.

I. Payment of balances of transit charges... ..	415
II. Make-up of mails... ..	415

ANNEXES.

Forms C 1 to C 30	425-503
--------------------------	---------

CONVENTION — RÈGLEMENT.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE LA CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue à Londres le 28 juin 1920, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de ladite convention :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE UNIQUE

*Article premier.**Transit en dépêches closes et transit à découvert.*

Les administrations peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, tant des dépêches closes que des correspondances à découvert, suivant les besoins du trafic et les convenances du service. La transmission des correspondances à découvert à une administration intermédiaire doit se limiter strictement aux cas où la confection de dépêches closes ne se justifie pas.

*Article 2.**Echange en dépêches closes.*

1. L'échange des correspondances en dépêches closes est réglé d'un commun accord entre les administrations intéressées.

Il est obligatoire de former des dépêches closes toutes les fois qu'une des administrations intermédiaires en fait la demande, se basant sur le fait que le nombre de correspondances à découvert est de nature à entraver ses opérations.

2. Les administrations par l'intermédiaire desquelles des dépêches closes sont à expédier doivent être prévenues en temps opportun.

3. En cas de changement dans un service d'échange en dépêches closes établi entre deux administrations par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, l'administration qui a provoqué le changement en donne connaissance aux administrations de ces pays.

*Article 3.**Acheminement des correspondances.*

1. Chaque administration est obligée d'acheminer, par les voies les plus rapides qu'elle emploie pour ses propres envois, les dépêches closes et les correspondances à découvert qui lui sont livrées par une autre administration.

Lorsqu'une dépêche se compose de plusieurs sacs, ceux-ci doivent, autant que possible, rester réunis et être acheminés par le même courrier.

Les objets de toute nature mal dirigés sont, sans aucun délai, réexpédiés par la voie la plus prompte sur leur destination.

2. L'administration du pays d'origine a la faculté d'indiquer la voie à suivre par les dépêches closes qu'elle expédie, pourvu que l'emploi de cette voie n'entraîne pas, pour une administration intermédiaire, des frais spéciaux.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION OF THE UNIVERSAL POSTAL CONVENTION.

The undersigned, having regard to Article 4 of the Universal Postal Convention concluded at London on the 28 of June, 1929, have, in the name of their respective Administrations, settled by mutual consent the following measures for ensuring the execution of the said Convention :

PART I.

GENERAL PROVISIONS.

CHAPTER I.

*Article 1.**Transit in Closed Mails and à découvert.*

Administrations may send reciprocally through the medium of one or more of them, both closed mails and correspondence *à découvert*, according to the needs of the traffic and the requirements of the service. The transmission of correspondence *à découvert* to an intermediate Administration must be strictly limited to cases where the making up of closed mails is not justified.

*Article 2.**Exchange in Closed Mails.*

1. The exchange of correspondence in closed mails is regulated by mutual consent between the Administrations concerned.

The making up of closed mails is obligatory whenever a request to that effect is made by one of the intermediate Administrations on the ground that the amount of correspondence sent *à découvert* is such as to hinder its work.

2. The Administrations through whose services closed mails are to be forwarded must be given suitable notice.

3. In case of alteration in an exchange of closed mails established between two Administrations through the medium of one or more other countries, the Administration which has originated the alteration notifies it to the Administrations of these countries.

*Article 3.**Routing of Mails.*

1. Each Administration is bound to forward, by the most rapid routes that it uses for its own mails, closed mails and correspondence *à découvert* which are delivered to it by another Administration.

When a mail is composed of several bags, these bags must as far as possible be kept together and be forwarded by the same despatch.

Mis-sent correspondence of all kinds is re-forwarded without delay, by the quickest route, to destination.

2. The Administration of the country of origin is entitled to prescribe the route to be followed by the closed mails which it sends, provided that the use of that route does not entail special expense on an intermediate Administration.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

Sous la même réserve, les administrations intervenant dans le transport doivent tenir compte de la voie à suivre portée par l'expéditeur sur les envois qui leur sont transmis à découvert.

3. Les administrations qui usent de la faculté de percevoir des taxes supplémentaires en représentation des frais extraordinaires afférents à certaines voies, sont libres de ne pas diriger par ces voies les correspondances non affranchies ou insuffisamment affranchies.

*Article 4.**Pays éloignés.*

1. Sont considérés comme pays éloignés les pays entre lesquels la durée des transports par la voie de terre ou de mer la plus rapide est de plus de dix jours.

2. Sont assimilés aux pays éloignés, en ce qui concerne la fixation des délais, les pays de très grande étendue ou dont les voies de communication intérieures sont peu développées pour les questions où ces facteurs jouent un rôle prépondérant. Le Bureau international dressera une liste de ces pays.

*Article 5.**Fixation des équivalents.*

1. Les administrations fixent les équivalents des taxes et droits prévus par la convention et les arrangements après entente avec l'Administration des postes suisses, à laquelle il appartient de les faire notifier par l'intermédiaire du Bureau international.

Chaque administration notifie directement au Bureau international l'équivalent fixé par elle pour l'indemnité prévue à l'article 54 de la convention.

Les équivalents ne peuvent entrer en vigueur que le 1^{er} d'un mois et au plus tôt quinze jours après leur notification par le Bureau international.

Ce bureau dresse un tableau indiquant, pour chaque pays, les équivalents des taxes et droits mentionnés au 1^{er} alinéa ci-dessus, et renseignant, le cas échéant, sur le pourcentage de la majoration ou de la réduction de taxe appliquée en vertu de l'article II du protocole final de la Convention.

2. Lorsqu'un changement d'équivalents est jugé nécessaire, l'administration du pays intéressé doit suivre la procédure indiquée au paragraphe précédent.

Les nouveaux équivalents ne peuvent également entrer en vigueur que le 1^{er} d'un mois et au plus tôt quinze jours après leur notification par le Bureau international.

3. Les fractions monétaires résultant du complément de taxe applicable aux correspondances insuffisamment affranchies peuvent être arrondies par les administrations qui en effectuent la perception. La somme à ajouter de ce chef ne peut excéder la valeur d'un vingtième de franc (cinq centimes).

*Article 6.**Timbres-poste et empreintes d'affranchissement.*

1. Les timbres-poste représentant les taxes-types de l'Union ou leur équivalent dans la monnaie de chaque pays sont confectionnés dans les couleurs suivantes :

En bleu foncé, le timbre représentant la taxe d'une lettre simple ;

En rouge, le timbre représentant la taxe d'une carte postale ;

En vert, le timbre représentant la taxe du port simple des imprimés.

Les empreintes produites par les machines à affranchir doivent être de couleur rouge vif, quelle que soit la valeur qu'elles représentent.

2. Les timbres-poste et les empreintes d'affranchissement doivent porter, autant que possible en caractères latins, l'indication du pays d'origine et mentionner leur valeur d'affranchissement d'après le tableau des équivalents adoptés. L'indication du nombre d'unités ou de fractions de l'unité monétaire, servant à exprimer cette valeur, est faite en chiffres arabes. En ce qui concerne les imprimés affranchis au moyen d'empreintes obtenues à la presse d'imprimerie, les indications du pays d'origine et de la

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

Subject to the same reservation, the transmitting Administrations must take account of the route indicated by the sender on articles forwarded to them *à découvert*.

3. Administrations which avail themselves of the power to levy supplementary charges, as representing the extraordinary expenses pertaining to certain routes, are at liberty not to forward unpaid or insufficiently paid correspondence by those routes.

*Article 4.**Distant Countries.*

1. Countries between which the time taken in transmission by the most rapid land or sea route exceeds ten days are considered as distant countries.

2. As regards the fixing of periods, countries of vast extent or those with undeveloped lines of communication in the interior are treated as distant countries for questions in which these factors play a decisive part. The International Bureau will draw up a list of these countries.

*Article 5.**Fixing of Equivalents.*

1. Administrations fix the equivalents of the postage rates and fees laid down by the Convention and Agreements in agreement with the Swiss Postal Administration whose duty it is to notify the equivalents through the International Bureau.

Each Administration notifies directly to the International Bureau the equivalent which it has fixed of the compensation prescribed by Article 54 of the Convention.

The equivalents can only enter into force on the first day of a month and at the soonest 15 days after their notification by the International Bureau.

The International Bureau draws up a table indicating, for each country, the equivalents of the postage rates and fees mentioned in the first paragraph above and showing, if necessary, the percentage increase or decrease of the rate applied in virtue of Article II of the Final Protocol to the Convention.

2. When an alteration of equivalents is considered necessary, the Administration of the country concerned must follow the procedure indicated in the foregoing paragraph.

The new equivalents can only enter into force on the first day of a month and at the soonest 15 days after their notification by the International Bureau.

3. Monetary fractions resulting from the surcharge on insufficiently paid correspondence may be rounded up by the Administrations which collect the charges. The sum to be added on this account may not exceed the value of one-twentieth of a franc (five centimes).

*Article 6.**Postage Stamps and "Postage Paid" Impressions.*

1. The postage stamps representing the basic rates of the Union or their equivalent in the currency of each country are printed in the following colours :

In dark blue, the stamp representing the postage on a single-rate letter ;

In red, the stamp representing the postage on a post-card ;

In green, the stamp representing the postage for a single unit of weight of printed papers.

Impressions produced by postal franking machines must be bright red in colour, whatever the value represented by them.

2. Postage stamps and impressions of postal franking machines must include, as far as possible in Roman characters, an indication of the country of origin and mention their postage value according to the table of equivalents adopted. The number of monetary units or fractions of the unit used to express this value is indicated in Arabic figures. As regards printed papers prepaid by means of impressions obtained from the printing press, the indication of the country of origin and the amount

CONVENTION — RÈGLEMENT.

valeur d'affranchissement peuvent être remplacées par le nom du bureau d'origine et la mention « Taxe perçue », « Port payé » ou une expression analogue.

3. Les timbres-poste commémoratifs ou de charité, pour lesquels un supplément de taxe est à payer indépendamment de la valeur d'affranchissement, doivent être confectionnés de façon à éviter tout doute au sujet de cette valeur.

4. Les timbres-poste peuvent être marqués à l'enporte-pièce de perforations distinctives selon les conditions fixées par l'administration qui les a émis.

TITRE II

CONDITIONS D'ACCEPTATION DES OBJETS DE CORRESPONDANCE

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUTES LES CATÉGORIES D'ENVOIS.

*Article 7.**Conditionnement et adresse.*

1. Les administrations doivent recommander au public :

a) De libeller l'adresse en caractères latins et de la mettre dans le sens de la longueur de façon à ménager la place nécessaire pour les mentions ou étiquettes de service ;

b) D'indiquer l'adresse d'une manière précise et complète, afin que l'acheminement de l'envoi et sa remise au destinataire puissent avoir lieu sans recherches ;

c) D'appliquer les timbres-poste ou les empreintes d'affranchissement à l'angle droit supérieur du côté de la suscription ;

d) D'indiquer le nom et le domicile de l'expéditeur, soit au verso, soit au recto, de façon à ne nuire ni à la clarté de l'adresse, ni à l'application des mentions ou étiquettes de service ;

e) En ce qui concerne les envois expédiés à la taxe réduite, d'indiquer la catégorie à laquelle ils appartiennent.

2. Les timbres non postaux et les vignettes de bienfaisance ou autres, susceptibles d'être confondus avec les timbres-poste, ne peuvent être appliqués du côté de la suscription. Il en est de même des empreintes de timbres qui pourraient être confondues avec les empreintes d'affranchissement.

3. Les correspondances du service postal expédiées en franchise de port doivent porter au recto l'annotation « Service des postes » ou une mention analogue.

*Article 8.**Envois poste restante.*

L'adresse des envois expédiés poste restante doit indiquer le nom du destinataire. L'emploi d'initiales, de chiffres, de simples prénoms, de noms supposés ou de marques conventionnelles quelconques n'est pas admis pour ces envois.

*Article 9.**Envois sous enveloppe à panneau transparent.*

1. Les envois sous enveloppe à panneau transparent sont admis aux conditions suivantes :

a) Le panneau transparent doit être disposé parallèlement à la plus grande dimension, de façon que l'adresse du destinataire apparaisse dans le même sens et que l'application du timbre à date ne soit pas entravée ;

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

prepaid, may be replaced by the name of the office of origin and the mention *Taxe perçue* (Charge collected), *Port Payé* (Postage paid) or a similar expression.

3. Commemorative stamps or charity stamps, for which a supplementary charge is to be paid independently of their postage value, must be produced in such a way as to leave no doubt about the latter.

4. Postage stamps may be specially perforated by means of a punch, subject to the conditions prescribed by the Administration issuing them.

PART II.

CONDITIONS OF ACCEPTANCE OF CORRESPONDENCE.

CHAPTER I.

REGULATIONS APPLICABLE TO ALL CLASSES OF ARTICLES.

*Article 7.**Make up and address.*

1. Administrations must recommend the public :

(a) To address postal packets in Roman characters, parallel to the length of the article in such a manner as to leave the necessary space for the service indications and labels ;

(b) To indicate the address precisely and completely so that transmission and delivery to the addressee can be effected without enquiry ;

(c) To affix postage stamps or the impressions of postal franking machines in the top right-hand corner of the address side ;

(d) To indicate the name and address of the sender either on the back or on the front in such a manner as not to obscure the address nor prevent the application of the service indications or labels ;

(e) As regards articles sent at the reduced rate, to indicate the class to which they belong.

2. Stamps other than postage stamps, stamps in aid of charitable objects, and others which might be mistaken for postage stamps must not be affixed to the address side. The same rule applies to impressions of stamps which might be mistaken for impressions of postal franking machines.

3. Correspondence on postal service sent free of postage must bear on the front the note *Services des postes* (Postal Service) or a similar indication.

*Article 8.**Poste restante.*

The address of articles addressed *poste restante* must give the name of the addressee. The use of initials, figures, Christian names without surnames, fictitious names or conventional marks of any kind is not admitted for these articles.

*Article 9.**Panel Envelopes.*

1. Articles in envelopes with a transparent panel are admitted under the following conditions :

(a) The transparent panel must be parallel to the length of the envelope, so that the address of the addressee appears in the same direction and the application of the date-stamp is not interfered with ;

CONVENTION — RÈGLEMENT.

b) La transparence du panneau doit assurer une parfaite lisibilité de l'adresse, même à la lumière artificielle et ne pas empêcher l'application d'une écriture ;

c) Seuls les noms et adresse du destinataire doivent apparaître à travers le panneau, et le contenu de l'enveloppe doit être plié de façon que l'adresse ne puisse se trouver masquée, en tout ou en partie, par suite de glissement ;

d) L'adresse doit être indiquée, d'une façon bien lisible, à l'encre ou à la machine à écrire. Les envois dont l'adresse est écrite au crayon-encre et au crayon ne sont pas admis.

Les enveloppes à panneau dont la partie vitrifiée provoque des reflets à la lumière artificielle sont exclues du transport.

2. Les envois sous enveloppe entièrement transparente ou à panneau ouvert ne sont pas admis.

Article 10.

Envois soumis au contrôle douanier.

1. Les envois à soumettre au contrôle douanier doivent être revêtus, au recto, d'une étiquette verte, conforme au modèle C 1 ci-annexé ; en ce qui concerne la catégorie des petits paquets, cette disposition est applicable à tous les objets sans exception.

Les envois visés à l'alinéa ci-dessus sont en outre accompagnés, si l'expéditeur le préfère ou si le pays de distribution l'exige, d'une déclaration en douane séparée, conforme au modèle C 2 ci-annexé et reliée extérieurement d'une manière solide à l'envoi par un croisé de ficelle ou insérée dans cet envoi. Dans ce cas, la partie supérieure de l'étiquette C 1 est seule apposée sur l'envoi.

2. Les administrations n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme qu'elles soient faites.

Article 11.

Envois francs de droits.

1. Les envois à remettre aux destinataires francs de tous droits doivent porter sur le recto l'en-tête très apparent « Franc de droits » ou une mention analogue dans la langue du pays d'origine. Ces envois sont pourvus, du côté de la suscription, d'une étiquette de couleur jaune portant également, en gros caractères, l'indication « Franc de droits ».

2. Tout envoi expédié franc de droits est accompagné d'un bulletin d'affranchissement conforme au modèle C 3 ci-annexé, confectionné en carton de couleur jaune et dont le recto est rempli par le bureau expéditeur. Le bulletin d'affranchissement est solidement attaché à l'envoi.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS SPÉCIALES APPLICABLES A CHAQUE CATÉGORIE D'ENVOIS.

Article 12.

Lettres.

En principe, aucune condition de forme ou de fermeture n'est exigée pour les lettres sous réserve de l'observation des prescriptions de l'article 9 précédent. La place nécessaire au recto pour l'affranchissement, l'adresse et les mentions ou étiquettes de service doit être laissée entièrement libre.

Article 13.

Cartes postales simples.

1. Les cartes postales doivent être confectionnées en carton ou en papier assez consistant pour ne pas entraver la manipulation.

Elles doivent porter, en tête du recto, le titre « carte postale » en français ou l'équivalent de ce titre dans une autre langue. Ce titre n'est pas obligatoire pour les cartes postales émanant de l'industrie privée.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

(b) The panel must be sufficiently transparent for the address to be perfectly legible, even in artificial light, and must take writing;

(c) Only the name and address of the addressee must show through the panel, and the contents of the envelope must be folded so that the address cannot be obscured, wholly or partly, through slipping;

(d) The address must be legibly indicated in ink or typewriting. Articles addressed in copying-ink pencil or lead pencil are not admitted.

Panel envelopes of which the transparent portion reflects artificial light are excluded from transmission.

2. Articles in envelopes entirely transparent or in envelopes with an open panel are not admitted.

Article 10.

Articles subject to Customs control.

1. Articles to be submitted to customs control must bear on the front a green label identical with Form C 1 annexed; in the case of small packets, this rule applies to all packets without exception.

The articles referred to in the paragraph above are also accompanied, if the sender prefers or if the country of destination requires, by a separate customs declaration, identical with Form C 2 annexed, either securely fastened to the outside of the article by a string tied crosswise or inserted in the article. In the latter case, only the upper part of the label C 1 is affixed to the article.

2. The Administrations accept no responsibility for the customs declarations, in whatever form they are prepared.

Article 11.

Articles free of charges.

1. Articles to be delivered to the addressees free of all charges must bear clearly on the front the heading *Franc de droits* (Free of charges) or a similar indication in the language of the country of origin. These articles are provided, on the address side, with a yellow label also bearing in large characters the indication *Franc de droits*.

2. Every article sent free of charges is accompanied by a franking note identical with Form C 3 annexed, printed on yellow cardboard and of which the front is filled up by the despatching office. The franking note is securely attached to the article.

CHAPTER II.

SPECIAL REGULATIONS APPLICABLE TO EACH CLASS OF ARTICLE.

Article 12.

Letters.

In principle, no conditions as to form or make-up are prescribed for letters, except that the regulations specified in Article 9 above must be observed. The space on the front necessary for the prepayment, the address and the service indications or labels must be left entirely free.

Article 13.

Single Post-cards.

1. Post-cards must be made of card-board or of paper stout enough to be easily handled.

They must bear on the address side the heading *Carte postale* in French, or the equivalent of this heading in another language. This heading is not obligatory for post-cards of private manufacture.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

2. Les cartes postales doivent être expédiées à découvert, c'est-à-dire sans bande ni enveloppe.
3. La moitié droite au moins du recto est réservée à l'adresse du destinataire et aux mentions ou étiquettes de service. L'expéditeur dispose du verso et de la partie gauche du recto, sous réserve des dispositions du paragraphe suivant.
Les cartes dont tout ou partie du recto a été divisé en plusieurs cases destinées à recevoir des adresses successives sont interdites.
4. Il est interdit au public de joindre ou d'attacher aux cartes postales des échantillons de marchandises ou des objets analogues. Toutefois, des vignettes, des photographies, des timbres de toute espèce, des bandes d'adresse ou des feuilles à replier, des étiquettes et des coupures de toute sorte peuvent y être collés, à condition que ces objets ne soient pas de nature à altérer le caractère des cartes postales, qu'ils consistent en papier ou en une autre matière très mince et qu'ils soient complètement adhérents à la carte. Ces objets ne peuvent être collés que sur le verso ou sur la partie gauche du recto des cartes postales, sauf les bandes ou étiquettes d'adresse qui peuvent occuper tout le recto. Quant aux timbres de toute espèce, susceptibles d'être confondus avec les timbres d'affranchissement, ils ne sont admis qu'au verso.
5. Les cartes postales ne remplissant pas les conditions prescrites pour cette catégorie d'envois sont traitées comme lettres.

Article 14.

Cartes postales avec réponse payée.

1. Les cartes postales avec réponse payée doivent présenter au recto, en langue française, comme titre sur la première partie : « Carte postale avec réponse payée » ; sur la seconde partie : « Carte postale-réponse ». Les deux parties doivent d'ailleurs remplir, chacune, les autres conditions imposées à la carte postale simple ; elles sont repliées l'une sur l'autre de façon que le pli forme le bord supérieur et ne peuvent être fermées d'une manière quelconque.
2. L'adresse de la carte-réponse doit se trouver à l'intérieur de l'envoi.
Il est loisible à l'expéditeur d'indiquer son nom et son adresse au recto de la partie « Réponse », soit par écrit, soit en y collant une étiquette.
L'expéditeur est également autorisé à faire imprimer au verso de la carte-réponse un questionnaire destiné à être rempli par le destinataire.
3. L'affranchissement de la partie « Réponse » au moyen du timbre-poste du pays qui a émis la carte n'est valable que si les deux parties de la carte postale, avec réponse payée sont parvenues adhérentes du pays d'origine et si la partie « Réponse » est expédiée du pays où elle est parvenue par la poste à destination dudit pays d'origine.
Si ces conditions ne sont pas remplies, elle est traitée comme carte postale non affranchie.

Article 15.

Papiers d'affaires.

1. Sont considérés comme papiers d'affaires, toutes les pièces et tous les documents écrits ou dessinés en tout ou partie qui n'ont pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, tels que les lettres ouvertes et les cartes postales de date ancienne qui ont déjà atteint leur but primitif, les pièces de procédure, les actes de tout genre dressés par les officiers ministériels, les lettres de voiture ou connaissances, les factures, certains documents des compagnies d'assurance, les copies ou extraits d'actes sous seing privé écrits sur papier timbré ou non timbré, les partitions ou feuilles de musique manuscrites, les manuscrits d'ouvrages ou de journaux expédiés isolément, les devoirs originaux et corrigés d'élèves, à l'exclusion de toute indication ne se rapportant pas directement à l'exécution du travail.

Ces documents peuvent être accompagnés de fiches de rappel ou bordereaux d'envoi portant les mentions suivantes ou des indications analogues : énumération des pièces composant l'envoi, références à une correspondance échangée entre l'expéditeur et le destinataire, telles que :

« Annexe à notre lettre du à M. Notre référence Références du client ».

2. Les papiers d'affaires sont soumis, en ce qui concerne la forme et le conditionnement, aux dispositions prescrites pour les imprimés (article 19 ci-après).

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

2. Post-cards must be sent unenclosed, that is to say, without wrapper or envelope.
3. The right-hand half at least of the address side is reserved for the address, for indications relating to the postal service and for official labels. The sender may make use of the back and of the left-hand half of the address side, subject to the provisions of paragraph 4 below.
Post-cards of which the whole or a part of the address side has been marked off into several divisions intended to receive successive addresses are prohibited.
4. The public is forbidden to join or attach to post-cards samples of merchandise or similar articles. Nevertheless, illustrations, photographs, stamps of any kind, address labels or slips to fold back for address purposes, labels and cuttings of any kind may be affixed to them, provided that these articles are not of such nature as to alter the character of the post-cards, that they consist of paper or other very thin substance and that they adhere completely to the card. These articles may only be affixed to the back or to the left-hand half of the address side of post-cards, with the exception of address labels or slips, which may occupy the whole of the address side. Stamps of all kinds liable to be mistaken for postage stamps may be affixed only to the back.
5. Post-cards which do not comply with the conditions laid down for this class of correspondence are treated as letters.

*Article 14.**Reply-Paid Post-Cards.*

1. Reply-paid post-cards must bear on the face in French, as heading on the first half, the words *Carte postale avec réponse payée*, on the second half *Carte Postale-réponse*. Each of the two halves must moreover, comply with the other conditions laid down for single post-cards; one half is doubled over the other so that the fold forms the upper edge and they may not be closed in any way.
2. The address of the reply half must be on the inside.
The sender of a reply-paid post-card may indicate his name and address on the face of the reply half, either in writing, or by affixing a label.
The sender is also allowed to print on the back of the reply half a questionnaire to be filled up by the addressee.
3. The prepayment of the reply half by means of the postage stamp of the country which has issued the card is valid only if the two halves of the reply-paid post-card were attached to each other when received from the country of origin, and if the reply half is despatched from the country where it has been received by post to the said country of origin.
If these conditions are not complied with, it is treated as an unpaid post-card.

*Article 15.**Commercial Papers.*

1. The following are considered as Commercial Papers: all papers and all documents, wholly or partly written or drawn, not having the character of an actual and personal correspondence, such as open letters and out-of-date post-cards which have already fulfilled their original purpose, papers of legal procedure, documents of all kinds drawn up by public functionaries, way bills or bills of lading, invoices, certain documents of insurance companies, copies of or extracts from deeds under private seal, written on stamped or unstamped paper, musical scores or sheets of music in manuscript, the manuscripts of works or of newspapers forwarded separately, pupil's exercises in original or with corrections, but without any note which does not relate directly to the execution of the work.

These documents may be accompanied by reference slips or statements showing the following or similar particulars: list of the papers included in the packet, references to correspondence exchanged between the sender and the addressee, such as:

"Annex to our letter of to Mr. Our reference
..... Your reference"

2. Commercial Papers are subject, so far as regards form and make-up, to the regulations laid down for Printed Papers (Article 19 below).

CONVENTION — RÈGLEMENT.

*Article 16.**Imprimés.*

1. Sont considérés comme imprimés les journaux et ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique (à l'exclusion des papiers perforés destinés à être adaptés à des instruments de musique automatiques), les cartes de visite, les cartes-adresse, les épreuves d'imprimerie avec ou sans les manuscrits s'y rapportant, les gravures, les photographies et les albums contenant des photographies, les images, les dessins, plans, cartes géographiques, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, et, en général, toutes les impressions ou reproductions obtenues sur papier, sur parchemin ou sur carton, au moyen de la typographie, de la gravure, de la lithographie et de l'autographie, ou de tout autre procédé mécanique, facile à reconnaître, hormis le décalque, les timbres à caractères mobiles ou non et la machine à écrire.

2. La taxe des imprimés n'est pas applicable aux imprimés qui portent des signes quelconques susceptibles de constituer un langage conventionnel, ni, sauf les exceptions explicitement autorisées par l'article 18, à ceux dont le texte a été modifié après tirage.

3. Les articles de papeterie proprement dits, dès l'instant où il apparaît clairement que la partie imprimée n'est pas l'essentiel de l'objet, ne peuvent être expédiés au tarif des imprimés.

4. Les cartes portant le titre « Carte postale » ou l'équivalent de ce titre dans une langue quelconque sont admises au tarif des imprimés, pourvu qu'elles répondent aux conditions générales applicables aux imprimés. Celles qui ne remplissent pas ces conditions sont traitées comme cartes postales ou éventuellement comme lettres, par application des dispositions de l'article 13, paragraphe 5, du règlement.

*Article 17.**Objets assimilés aux imprimés.*

Les reproductions d'une copie-type faite à la plume ou à la machine à écrire sont assimilées aux imprimés lorsqu'elles sont obtenues par un procédé mécanique de polygraphie, chromographie, etc. ; mais, pour jouir de la modération de taxe, ces reproductions doivent être déposées aux guichets des bureaux de poste et au nombre minimum de vingt envois contenant des exemplaires parfaitement identiques. Ces reproductions peuvent recevoir les annotations autorisées pour les imprimés,

*Article 18.**Imprimés. Annotations autorisées.*

1. Il est permis, à l'extérieur et à l'intérieur de tous les envois d'imprimés :

a) D'indiquer à la main ou par un procédé mécanique les noms, qualité, profession, raison sociale et adresse de l'expéditeur et du destinataire, la date d'expédition, la signature, le numéro d'appel au téléphone, l'adresse et le code télégraphiques, le compte courant postal ou bancaire de l'expéditeur, ainsi qu'un numéro d'ordre ou d'immatriculation se rapportant exclusivement à l'envoi ;

b) De corriger les fautes d'impression ;

c) De biffer, de souligner ou d'encadrer au moyen de traits certains mots ou certaines parties du texte imprimé, à moins que ces opérations ne soient faites dans le but de constituer une correspondance.

2. Il est, en outre, permis d'indiquer ou d'ajouter à la main ou par un procédé mécanique :

a) Sur les avis concernant les départs et les arrivées des navires :

Les dates et heures des départs et arrivées, ainsi que les noms des navires et des ports de départ, d'escale et d'arrivée ;

b) Sur les avis de passage :

Le nom du voyageur, la date, l'heure et le nom de la localité par laquelle il compte passer, ainsi que l'endroit où il descend ;

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

*Article 16.**Printed Papers.*

1. The following are considered as Printed Papers : —Newspapers and periodicals, books, sewn or bound, pamphlets, sheets of music (excluding perforated sheets intended to be used with automatic musical instruments), visiting cards, address cards, proofs of printing with or without the relative manuscript, engravings, photographs and albums containing photographs, pictures, drawings, plans, maps, catalogues, prospectuses, advertisements, and notices of various kinds, printed, engraved, lithographed or mimeographed, and, in general, all impressions or copies obtained upon paper, parchment, or cardboard by means of printing, engraving, lithography, mimeography, or any other mechanical process easy to recognise except the copying-press, hand-stamps, with or without movable type, and the typewriter.

2. The Printed Paper rate is not applicable to printed papers which bear any marks whatever capable of constituting a conventional language, nor, save the exceptions specifically authorised by Article 18, to those of which the text has been modified after printing.

3. Articles of stationery, properly so-called, when it is clearly evident that the printed portion is not the essential part of the article, cannot be sent at the Printed Paper rate.

4. Cards bearing the heading *Carte Postale* or the equivalent of this heading in any language are admitted at the rate for Printed Papers, provided that they conform to the general conditions applicable to Printed Papers. Those which do not fulfil these conditions are treated as post-cards or letters, as the case may be, under the provisions of Article 13, paragraph 5, of the Detailed Regulations.

*Article 17.**Articles specially admitted at Printed Paper Rate.*

Reproductions of a manuscript or typewritten original are treated as Printed Papers, when they are obtained by a mechanical manifolding process such as hectography, etc. ; but, in order to pass at the reduced postage, these reproductions must be handed over the counter of a post office to the number of at least 20 packets containing precisely identical copies. The manuscript additions authorised for Printed Papers may also be made to these reproductions.

*Article 18.**Printed Papers. Authorised Annotations.*

1. It is permissible, outside or inside a packet of Printed Papers :

(a) To indicate by hand or by a mechanical process, the name, position, profession, style, and address of the sender and of the addressee, as well as the date of despatch, the signature, telephone number, telegraphic address and code, the postal cheque or banking account of the sender, as well as a serial or identity number referring solely to the article ;

(b) To correct errors in printing ;

(c) To strike out, to underline, or to enclose by marks, certain words or certain parts of a printed text, unless this is done with the object of constituting correspondence.

2. It is also allowed to indicate or to add by hand or by a mechanical process :

(a) In advices of the departures and arrival of ships :

The dates and times of departures and arrivals, as well as the names of the ships and the ports of departure, call and arrival ;

(b) In travellers' advices :

The name of the traveller, the date, time and place of his intended visit, and the address at which he is staying ;

CONVENTION — RÈGLEMENT.

c) Sur les bulletins de commande et de souscription relatifs à des ouvrages de librairie, livres, journaux, gravures, morceaux de musique :

Les ouvrages demandés ou offerts, le prix de ces ouvrages, le mode de paiement, l'édition et les noms des auteurs et des éditeurs, ainsi que le numéro du catalogue et les mots « broché », « cartonné » ou « relié » ;

d) Sur les cartes illustrées, les cartes de visite imprimées, ainsi que sur les cartes de Noël et de nouvel an :

Des souhaits, félicitations, remerciements, compliments de condoléance ou autres formules de politesse exprimés en cinq mots ou au moyen de cinq initiales conventionnelles, au maximum ;

e) Sur les épreuves d'imprimerie :

Les changements et additions qui se rapportent à la correction, à la forme et à l'impression, ainsi que des mentions telles que « Bon à tirer », « Vu-Bon à tirer » ou toutes autres analogues se rapportant à la confection de l'ouvrage. En cas de manque de place, les additions peuvent être faites sur des feuilles spéciales ;

f) Sur les images de mode, les cartes géographiques, etc. :

Les couleurs ;

g) Sur les listes de prix courants, les offres d'annonces, les cotes de bourse et de marché les circulaires de commerce et les prospectus :

Des chiffres ;

Toutes autres annotations représentant des éléments constitutifs des prix ;

h) Sur les livres, brochures, journaux, photographies, gravures, papiers de musique et, en général, sur toutes productions littéraires ou artistiques imprimées, gravées, lithographiées ou autographiées :

Une dédicace consistant en un simple hommage et, sur les photographies, une légende explicative très succincte ;

i) Sur les passages découpés de journaux et publications périodiques :

Le titre, la date, le numéro et l'adresse de la publication dont l'article est extrait.

3. Il est, enfin, permis de joindre :

a) Aux épreuves d'imprimerie corrigées ou non :

Le manuscrit.

b) Aux envois des catégories mentionnées sous paragraphe 2, lettre h) :

La facture se rapportant à l'objet envoyé.

*Article 19.**Imprimés. Conditionnement des envois.*

1. Les imprimés doivent être, soit placés sous bande, sur rouleau, entre des cartons, dans un étui ouvert des deux côtés ou aux deux extrémités, ou dans une enveloppe non fermée, soit entourés d'une ficelle facile à dénouer.

2. Les imprimés présentant la forme et la consistance d'une carte peuvent être expédiés à découvert sans bande, enveloppe ou lien. Le même mode d'expédition est admis pour les imprimés pliés de façon qu'ils ne puissent se déplier pendant le transport et que d'autres objets ne risquent de s'y fourvoyer.

La moitié droite au moins du recto des imprimés expédiés sous forme de cartes est réservée à l'adresse du destinataire et aux mentions ou étiquettes de service.

*Article 20.**Echantillons. Annotations autorisées.*

Il est permis d'indiquer à la main ou par un procédé mécanique, à l'extérieur ou à l'intérieur des envois d'échantillons, les noms, qualité, profession, raison sociale et adresse de l'expéditeur et du

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

(c) In forms of order or subscription for publications, books, newspapers, engravings, pieces of music :

The works required or offered, the price of these works, the method of payment, the edition and the names of the authors and publishers, as well as the number of the catalogue and the words *broché* (paper covers), *cartonné* (stiff covers) or *relié* (bound) ;

(d) On pictorial cards and printed visiting cards and also on Christmas and New Year cards :

Good wishes, congratulations, thanks, condolences, or other formulas of courtesy, expressed in five words or by means of five conventional initials at most ;

(e) In proofs of printing :

Alterations and additions concerned with corrections, form and printing, and also notes such as *Bon à tirer* (Passed for press), *Vu—Bon à tirer* (Read—Passed for press) or any similar note concerned with the execution of the work. In case of want of space these additions may be made on separate sheets ;

(f) In fashion plates, maps, &c. :

Colours ;

(g) In price-lists, tenders for advertisements, stock and share lists, marked quotations trade circulars and prospectuses ;

Figures ;]

Any other notes representing essential elements of the price ;

(h) On books, pamphlets, newspapers, photographs, engravings, sheets of music, and in general on all literary or artistic productions, printed, engraved, lithographed or mimeographed:

A dedication consisting simply of an expression of regard and, on photographs, a very concise description ;

(i) On cuttings from newspapers and periodicals :

The title, date, number, and address of the publication from which the article is extracted ;

3. It is, moreover, allowed to enclose :

(a) With proofs of printing, whether corrected or not :

The " copy " ;

(b) With articles on the categories mentioned under paragraph 2, (h) :

The relative invoice.

Article 19.

Printed Papers. Make-up.

1. Printed Papers must be either placed in wrappers, upon rollers, between boards, in cases open at both sides or at both ends, or in unclosed envelopes, or secured with a string easy to untie.

2. Printed Papers of the form and substance of a card may be sent unenclosed without band, envelope or fastening. The same method of despatch is allowed for Printed Papers folded in such a way that they cannot become unfolded during transmission, and that there is no risk of their entrapping other articles.

The right-hand half at least of the address side of Printed Papers sent as cards is reserved for the address of the addressee and the service indications or labels.

Article 20.

Samples. Authorised Annotations.

It is permissible to indicate by hand or by a mechanical process, outside or inside packets containing samples, the name, position, profession, firm and address of the sender and of the addressee, as well

CONVENTION — RÈGLEMENT.

destinataire, ainsi que la date d'expédition, la signature, le numéro d'appel au téléphone, l'adresse et le code télégraphiques, le compte courant postal ou bancaire de l'expéditeur, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre, des prix et des indications relatives au poids, au métrage et à la dimension, ainsi qu'à la quantité disponible et celles qui sont nécessaires pour préciser la provenance et la nature de la marchandise.

*Article 21.**Echantillons. Conditionnement des envois.*

1. Les échantillons de marchandises doivent être placés dans des sacs, des boîtes ou des enveloppes mobiles.

2. Les objets en verre ou autres matières fragiles, les envois de liquides, huiles, corps gras, poudres sèches, colorantes ou non, ainsi que les envois d'abeilles vivantes, de sangsues et de graines de vers à soie sont admis au transport comme échantillons de marchandises, pourvu qu'ils soient conditionnés de la manière suivante :

a) Les objets en verre ou autres matières fragiles doivent être emballés solidement (boîtes en métal, en bois ou en carton ondulé de qualité solide), de manière à prévenir tout danger pour les agents et les correspondances ;

b) Les liquides, huiles et corps facilement liquéfiables doivent être insérés dans des récipient, hermétiquement fermés. Chaque récipient doit être placé dans une boîte spéciale en métaux en bois résistant ou en carton ondulé de qualité solide garnie de sciure de bois, de coton ou de matière spongieuse, en quantité suffisante pour absorber le liquide en cas de bris du récipient. Le couvercle de la boîte doit être fixé de manière qu'il ne puisse se détacher facilement ;

c) Les corps gras difficilement liquéfiables, tels que les onguents, le savon mou, les résines, etc., ainsi que les graines de vers à soie, dont le transport offre moins d'inconvénients, doivent être enfermés sous une première enveloppe (boîte, sac en toile, parchemin, etc.), placée elle-même dans une seconde boîte en métal ou en cuir fort et épais ;

d) Les poudres sèches colorantes, telles que l'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes en fer-blanc résistant, placées à leur tour dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux emballages. Les poudres sèches non colorantes doivent être placées dans des boîtes en métal, en bois ou en carton ; ces boîtes doivent être elles-mêmes enfermées dans un sac en toile ou en parchemin ;

e) Les abeilles vivantes et les sangsues doivent être enfermées dans des boîtes disposées de façon à éviter tout danger.

3. Les objets qui se gêneraient, s'ils étaient emballés d'après les règles générales, peuvent exceptionnellement être admis sous un emballage hermétiquement fermé. Dans ce cas, les administrations intéressées peuvent exiger que l'expéditeur ou le destinataire facilite la vérification du contenu, soit en ouvrant quelques-uns des envois désignés par elles, soit d'une autre manière satisfaisante.

4. Il n'est pas exigé d'emballage pour les objets d'une seule pièce, tels que pièces de bois, pièces métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer.

5. L'adresse du destinataire doit être indiquée, autant que possible, sur l'emballage ou sur l'objet lui-même. Si l'emballage ou l'objet ne se prête pas à l'inscription de l'adresse et des indications de service ou à l'application des timbres-poste, il doit être fait usage d'une étiquette volante, de préférence en parchemin, attachée solidement. Il en est de même lorsque le timbrage est susceptible de provoquer la détérioration de l'envoi.

*Article 22.**Objets assimilés aux échantillons.*

Sont admis au tarif des échantillons : les clichés d'imprimerie, les clefs isolées, les fleurs fraîches coupées, les objets d'histoire naturelle (animaux et plantes séchés ou conservés, spécimens géologiques, etc.), tubes de sérum et objets pathologiques rendus inoffensifs par leur mode de préparation et d'emballage. Ces objets, à l'exception des tubes de sérum expédiés dans un intérêt général par les laboratoires ou institutions officiellement reconnus, ne peuvent être envoyés dans un but commercial. Leur emballage doit être conforme aux prescriptions générales concernant les échantillons de marchandises.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

as the date of despatch, the signature, telephone number, telegraphic address and code, postal cheque or banking account of the sender, a manufacturer's or trade mark, numbers, prices and particulars relating to weight, measurement and size, or to the quantity to be disposed of, and such as are necessary to determine the origin and the character of the goods.

*Article 21.**Samples. Make-up.*

1. Samples of merchandise must be placed in bags, boxes or removable covers.
2. Articles of glass or other fragile materials, packets containing liquids, oils, fatty substances, dry powders, whether dyes or not, as well as packets of live bees, leeches, and of silk-worm eggs are transmissible as samples of merchandise, provided that they are packed in the following manner :
 - (a) Articles of glass or other fragile materials must be securely packed (boxes of metal, wood, or strong corrugated cardboard) so as to prevent all danger to postal officers and to correspondence ;
 - (b) Liquids, oils, and substances which easily liquefy must be enclosed in receptacles hermetically sealed. Each receptacle must be placed in a special box of metal, strong wood or strong corrugated cardboard containing sawdust, cotton, or spongy material in sufficient quantity to absorb the liquid in the event of the breakage of the receptacle. The lid of the box must be fixed in such a manner that it cannot easily become detached ;
 - (c) Fatty substances which do not easily liquefy, such as ointments, soft-soap, resin, &c., as well as silk-worm eggs, the transmission of which presents fewer difficulties, must be enclosed in an inner cover (box, bag of linen or parchment, &c.), which must itself be placed in a second box of wood, metal, or stout thick leather ;
 - (d) Dry colouring powders such as aniline, &c., are not admitted unless enclosed in stout tin boxes, placed inside wooden boxes with sawdust between the two covers. Dry non-colouring powders must be placed in boxes of metal, wood, or cardboard ; these boxes must be themselves enclosed in a bag of linen or parchment ;
 - (e) Live bees and leeches must be enclosed in boxes so constructed as to avoid all danger.
3. Articles which would be spoilt if packed according to the general rules may exceptionally be admitted in a cover hermetically sealed. In that case, the Administrations concerned may require the sender or the addressee to assist in the check of the contents, either by opening certain packets indicated by them, or in some other satisfactory manner.
4. Packing is not obligatory for articles consisting of one piece, such as pieces of wood, metal, &c., which it is not the custom of the trade to pack.
5. The address of the addressee must be indicated, as far as possible, on the packing or on the article itself. If the packing or the article is not suitable for the inscription of the address and service indications or for affixing the postage stamps, a tie-on label, preferably of parchment, must be securely attached. The same applies when the date-stamping is likely to injure the article.

*Article 22.**Articles specially admitted at Sample rate.*

Transmission at the sample rate is accorded to printer's blocks, keys sent singly, freshcut flowers, articles of natural history (dried or preserved animals and plants, geological specimens, &c.), tubes of serum and pathological objects rendered harmless by their mode of preparation and packing. These articles, except tubes of serum sent in the general interest by laboratories or institutions officially recognised, may not be sent for a commercial purpose. Their packing must be in accordance with the general regulations concerning samples of merchandise.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

*Article 23.**Objets groupés.*

1. La réunion dans un seul envoi d'objets de correspondance de catégories différentes est limitée aux papiers d'affaires, aux imprimés, à l'exception des impressions en relief à l'usage des aveugles, et aux échantillons de marchandises, sous réserve :

a) Que chaque objet pris isolément ne dépasse pas les limites qui lui sont applicables quant aux poids et aux dimensions ;

b) Que le poids total ne dépasse pas 2 kg. par envoi ;

c) Que la taxe soit au minimum la taxe minimum des papiers d'affaires si l'envoi contient des papiers d'affaires, et la taxe minimum des échantillons s'il se compose d'imprimés et d'échantillons.

2. Ces dispositions ne sont applicables qu'aux objets soumis à la même taxe unitaire. Lorsqu'un office constate la réunion dans un même envoi d'objets passibles de taxes différentes, cet envoi est frappé pour son poids total de la taxe afférente à la catégorie dont le tarif est le plus élevé.

*Article 24.**Petits paquets.*

Les petits paquets sont soumis aux dispositions prescrites pour les échantillons de marchandises en ce qui concerne la forme, le conditionnement et l'emballage.

En outre, les nom et adresse des expéditeurs doivent figurer à l'extérieur des envois.

TITRE III

ENVOIS RECOMMANDÉS. AVIS DE RÉCEPTION

CHAPITRE UNIQUE

*Article 25.**Envois recommandés.*

1. Les envois recommandés doivent porter au recto l'en-tête très apparent « Recommandé » ou une mention analogue dans la langue du pays d'origine. Lorsqu'il s'agit de lettres recommandées, elles ne peuvent présenter aucune trace d'ouverture et de refermeture antérieures au dépôt. Pour le surplus, aucune condition spéciale de forme, de fermeture ou de libellé de l'adresse n'est exigée pour ces envois, sauf les exceptions ci-après.

2. Les objets de correspondance adressés sous des initiales et ceux qui portent une adresse écrite au crayon ne sont pas admis à la recommandation.

Toutefois, l'adresse des envois autres que ceux expédiés sous enveloppe transparente peut être écrite au crayon-encre.

3. Les objets expédiés sous enveloppe transparente ne sont admis que si le panneau fait partie intégrante de l'enveloppe.

4. Les envois recommandés doivent être revêtus, à l'angle gauche supérieur de la suscription, d'une étiquette conforme ou analogue au modèle C 5 ci-annexé, avec l'indication en caractères latin de la lettre « R », du nom du bureau d'origine et du numéro d'ordre sous lequel l'envoi, est inscrit dans le registre de ce bureau.

Toutefois, il est permis aux administrations dont le régime intérieur s'oppose actuellement à l'emploi des étiquettes, d'ajourner la mise à exécution de cette mesure et d'employer pour la désignation des envois recommandés des timbres : « Recommandé » ou « R », à côté desquels doivent figurer l'indication du bureau d'origine et celle du numéro d'ordre. Ces timbres doivent être apposés également à l'angle gauche supérieur de la suscription.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

*Article 23.**Articles grouped together.*

1. The enclosure of different classes of correspondence in one and the same packet is limited to Commercial Papers, Printed Papers, except printed papers intended for the blind, and to Samples of merchandise, subject to the following conditions :

(a) That each article taken singly does not exceed the limits which are applicable to it as regards weight and size ;

(b) That the total weight does not exceed 2 kg. per packet ;

(c) That the charge is at least the minimum charge for Commercial Papers if the packet contains Commercial Papers, and the minimum charge for Samples if it consists of printed matter and Samples.

2. These regulations are applicable solely to articles subject to the same basic rate of postage. When an Administration observes the enclosure in the same packet of articles subject to different postage rates, the packet is charged on its total weight at the rate applicable to the class subject to the highest tariff.

*Article 24.**Small Packets.*

Small packets are subject to the regulations laid down for samples of merchandise as regards their form, make-up and packing.

In addition, the name and address of the sender must be shown on the outside of the packet.

PART III.

REGISTERED ARTICLES. ADVICE OF DELIVERY.

CHAPTER I.

*Article 25.**Registered Articles.*

1. Registered articles must be conspicuously marked *Recommandé* at the head of the address side, or bear a similar indication in the language of the country of origin. Letters to be registered must not show any trace of opening and reclosing before posting. Otherwise, no special condition as to form, make-up or address is prescribed for these articles apart from the exceptions below.

2. Correspondence addressed to initials, or in pencil, is not admitted to registration.

However, the address of articles other than those sent in a transparent envelope may be written in copying-ink pencil.

3. Articles forwarded in transparent envelopes are admitted only if the panel forms an integral part of the envelope.

4. Registered articles must bear in the upper left-hand corner of the address side a label identical with, or similar to, Form C 5 annexed, showing in Roman characters the letter R, the name of the office of origin and the serial number under which the article is entered in the records of that office.

Nevertheless, Administrations whose inland regulations do not at present permit of the use of labels may postpone the introduction of this arrangement, and distinguish registered articles by using stamps *Recommandé* or " R ", by the side of which must appear the name of the office of origin and the serial number. These stamps also must be impressed in the upper left-hand corner of the address side.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

Aucun numéro d'ordre, etc., ne doit être porté au recto des objets recommandés par les Offices intermédiaires, afin d'éviter des confusions avec le numéro d'inscription de l'envoi au bureau d'origine.

*Article 26.**Avis de réception.*

1. Les envois dont l'expéditeur demande un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Avis de réception » ou l'empreinte d'un timbre « A. R. ».
2. Ils sont accompagnés d'une formule de la consistance d'une carte postale, de couleur rouge clair, conforme ou analogue au modèle C 6 ci-annexé ; cette formule est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'office expéditeur et réunie, extérieurement et d'une manière solide, à l'objet auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dresse d'office un nouvel avis de réception.
3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule C 6, la renvoie dans le courrier ordinaire, à découvert et en franchise de port, à l'adresse de l'expéditeur de l'objet.
4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans les délais voulus, il est procédé conformément aux règles tracées à l'article suivant. Dans ce cas, il n'est pas perçu une deuxième taxe et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule C 6 la mention : « Duplicata de l'avis de réception, etc. ».

*Article 27.**Avis de réception demandé postérieurement au dépôt.*

1. Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception d'un envoi recommandé postérieurement au dépôt, le bureau d'origine remplit une formule C 6.
Cette formule est attachée à une réclamation modèle C 13 revêtue d'un timbre-poste représentant la taxe due et traitée selon les prescriptions de l'article 51 ci-après, à cette seule exception que, en cas de distribution régulière de l'envoi, le bureau de destination retire la formule C 13 et renvoie la formule C 6 à l'origine, de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.
2. Les dispositions particulières adoptées par les administrations en vertu de l'article 51 ci-après, pour la transmission des réclamations d'envois recommandés, sont applicables aux demandes d'avis de réception formulées postérieurement au dépôt.

TITRE IV

ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT

CHAPITRE UNIQUE

*Article 28.**Indications à porter sur l'envoi.*

1. Les envois recommandés grevés de remboursement doivent porter sur le recto l'en-tête « Remboursement », écrit ou imprimé d'une manière très apparente, et suivi de l'indication du montant du remboursement en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvées.
2. L'expéditeur doit indiquer au recto de l'envoi son nom et son adresse en caractères latins. Lorsque le montant encaissé est à verser en compte courant postal dans le pays de destination, l'envoi doit porter, en outre, du côté de la suscription, l'annotation suivante libellée en français ou dans une autre langue connue dans le pays de destination :
« A porter au crédit du compte du compte des chèques postaux N°..... de M..... à tenu par le bureau des chèques d..... ».

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

No serial number, etc., may be placed on the address side of a registered article by an intermediate Office, in order to avoid confusion with the number given to the article at the office of origin.

*Article 26.**Advice of Delivery.*

1. Articles for which the sender requires an advice of delivery must be marked conspicuously with the words *Avis de réception*, or be stamped with the letters A. R.

2. They are accompanied by a form of the thickness of a post-card, light red in colour, identical with or similar to Form C 6 annexed ; this form is made out by the office of origin or by any other office which the despatching Office may appoint, and is securely attached to the outside of the article to which it relates. If it does not reach the office of destination, the latter makes out a new advice of delivery,

3. The office of destination, after having duly filled up form C 6, returns it in the ordinary mail unenclosed and free of postage, to the address of the sender of the article.

4. When the sender enquires for an advice of delivery which has not been returned to him after a proper interval, enquiry is instituted in accordance with the rules laid down in the following Article. In this case a second fee is not charged and the office of origin enters at the top of the form C 6 the note *Duplicata de l'avis de réception*, etc.

*Article 27.**Advice of Delivery applied for after posting.*

1. When the sender applies for an advice of delivery of a registered article after the article has been posted, the office of origin fills up a form C 6.

This form is attached to an enquiry form C 13 to which is affixed a postage stamp representing the fee due, and treated as provided in Article 51 hereafter, with the single exception that, in the case of the due delivery of the article, the office of destination withdraws the form C 13 and returns to origin form C 6 in the manner prescribed by paragraph 3 of the preceding Article.

2. The special arrangements adopted by Administrations in virtue of Article 51 hereafter for the transmission of enquiries respecting registered articles are applicable to requests for advices of delivery made after the articles have been posted.

PART IV.

CASH ON DELIVERY PACKETS.

CHAPTER I.

*Article 28.**Particulars to be shown on the packet.*

1. Registered articles marked with trade charges must bear on the address side the heading *Remboursement*, written or printed conspicuously, followed by the amount of the trade charge expressed in words in Roman characters, and in Arabic figures, without erasure or correction, even if certified.

2. The sender must give on the front of the packet, his name and address in Roman characters. When the sum collected is to be paid into a postal cheque account in the country of destination, the packet must bear in addition, on the address side, the following statement in French or in another language known in the country of destination :

" *A porter au crédit du compte des chèques postaux No. de M. à tenu par le bureau des chèques d.....*" (To be placed to the credit of postal cheque account No. of Mr. at kept by the postal cheque office of).

CONVENTION — RÈGLEMENT.

*Article 29.**Étiquette.*

Les envois contre remboursement doivent être revêtus, au recto, d'une étiquette de couleur orange, conforme au modèle C 7 ci-annexé.

*Article 30.**Mandat de remboursement.*

Sauf le cas prévu à l'article 31 ci-après, tout envoi contre remboursement est accompagné d'une formule de mandat de remboursement en carton résistant de couleur vert clair conforme au modèle C 8 ci-annexé. Cette formule doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine et indiquer, en règle générale, l'expéditeur de l'envoi comme bénéficiaire du mandat. Cependant, chaque administration est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des envois, ou à d'autres de ses bureaux, les mandats afférents aux envois originaires de son service. Le coupon du mandat de remboursement doit indiquer le nom et l'adresse du destinataire de l'envoi, ainsi que le lieu et la date de dépôt de cet envoi.

Le mandat est réuni d'une manière solide à l'objet auquel il se rapporte.

*Article 31.**Versement en compte courant postal.*

Tout envoi dont le montant encaissé doit être versé en compte courant postal dans le pays de destination; est accompagné, sauf arrangement contraire, d'un bulletin de versement conforme à la formule prescrite dans le service intérieur de ce pays. Le bulletin doit désigner le titulaire du compte à créditer et contenir toutes les autres indications que comporte le texte de la formule, à l'exception du montant à créditer qui sera inscrit par l'office de destination après encaissement du montant du remboursement. Si le bulletin de versement est pourvu d'un coupon, l'expéditeur y mentionne son nom et son adresse, ainsi que les autres indications qu'il juge nécessaires.

Le bulletin de versement est réuni solidement à l'objet.

*Article 32.**Conversion du montant du remboursement.*

Sauf entente contraire, le montant des remboursements exprimé dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi est converti en monnaie du pays destinataire par les soins de l'administration de ce pays, qui se sert du taux de conversion dont elle fait usage pour la conversion des mandats de poste à destination du pays d'origine des envois.

*Article 33.**Divergence entre les indications du montant du remboursement.*

En cas de divergence entre les indications du montant du remboursement figurant sur l'envoi et sur le mandat, la somme la plus élevée doit être encaissée sur le destinataire.

Si celui-ci refuse de verser cette somme, l'envoi peut être livré, sauf l'exception prévue ci-après, contre paiement de la somme inférieure, mais sous réserve qu'un paiement complémentaire sera effectué, s'il y a lieu, dès réception des renseignements qui seront fournis par l'office expéditeur. Si le destinataire n'accepte pas cette condition, il est sursis à la livraison de l'envoi.

Dans tous les cas, une demande de renseignements est transmise immédiatement à l'office expéditeur qui doit y répondre, dans le plus court délai possible, en précisant le montant exact du remboursement.

Lorsque le destinataire est de passage ou doit s'absenter, le paiement de la somme la plus élevée peut être exigé. En cas de refus, l'envoi n'est livré qu'à la réception de la réponse à la demande de renseignements.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

*Article 29.**Label.*

Articles marked with trade charges must bear on the address side an orange-coloured label corresponding exactly to Form C7 annexed.

*Article 30.**Trade Charge Money Order.*

Except as provided in Article 31 hereafter, every packet marked with a trade charge is accompanied by a trade charge money order form of stout card, light green in colour, identical with or similar to Form C8 annexed. This form must bear a statement of the amount of the trade charge in the currency of the country of origin, and show as a general rule the sender of the packet as payee of the money order. Each Administration is, however, free to have the money orders relating to the packets originating in its service addressed to the offices of origin of the packets or to other of its offices. The counterfoil of the trade charge money order must show the name and address of the addressee of the packet as well as the place and date of posting.

The form is securely attached to the article to which it relates.

*Article 31.**Payment into Postal Cheque Account.*

Every packet on which the amount collected has to be paid into a postal cheque account in the country of destination is accompanied, in the absence of arrangements to the contrary, by a transfer note identical with the form prescribed in the inland service of that country. The note must show the holder of the account to be credited and contain all the other details required by the text of the form, except the amount to be credited which will be entered by the Office of destination after collection of the amount of the trade charge. If the transfer note is provided with a coupon, the sender enters on it his name and address, as well as the other details which he considers necessary.

The transfer note is securely attached to the packet.

*Article 32.**Conversion of the Amount of Trade Charges.*

Unless a different arrangement is made, the amount of the trade charge expressed in the money of the country of origin of the packet is converted into the currency of the country of destination by the Administration of that country, which uses the same rate of conversion as it uses for the conversion of money orders drawn on the country of origin of the packets.

*Article 33.**Discrepancy between the indications of the amount of the Trade Charge.*

In case of discrepancy between the indications of the amount of the trade charge appearing on the packet and on the money order, the higher amount must be collected from the addressee.

If the latter refuses to pay this amount, the packet may be delivered, except as provided hereafter, against payment of the lower amount, but subject to the condition that a complementary payment will be made if necessary on receipt of the information which will be supplied by the despatching Office. If the addressee does not accept this condition, delivery of the packet is suspended.

In any case, a request for information is immediately forwarded to the despatching Office, which must answer as soon as possible stating the exact amount of the trade charge.

When the addressee is travelling or has to go away, payment of the higher amount may be required. In case of refusal, the packet is only delivered on receipt of the answer to the request for information.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

*Article 34.**Délai de paiement.*

Le montant du remboursement doit être payé dans un délai de sept jours à compter du lendemain de l'arrivée de l'envoi au bureau destinataire. Ce délai peut être étendu jusqu'au maximum d'un mois par les administrations auxquelles leur législation en fait une obligation. A l'expiration du délai de garde, l'objet est renvoyé au bureau d'origine. L'expéditeur peut toutefois demander par une annotation le retour immédiat de l'objet, si le destinataire refuse de payer le montant du remboursement lors de la première présentation.

*Article 35.**Réduction ou annulation du remboursement.*

1. Les demandes d'annulation ou de réduction du montant du remboursement sont soumises aux règles et formalités prescrites par l'article 48 ci-après.

S'il s'agit d'une demande télégraphique, celle-ci doit être confirmée, par le premier courrier, par une demande postale accompagnée du *fas-similé* dont il est question à l'article 48, paragraphe premier, et portant en tête l'annotation soulignée au crayon de couleur « Confirmation de la demande télégraphique du »

Dans ce cas, le bureau destinataire se borne à retenir l'envoi à la réception du télégramme et attend la confirmation postale pour faire droit à la demande.

Toutefois, l'office destinataire peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique sans attendre cette confirmation.

2. Excepté le cas prévu à l'article 31, toute demande par voie postale de réduction du montant du remboursement doit être accompagnée d'une nouvelle formule de mandat de remboursement indiquant le montant rectifié.

Lorsqu'il s'agit d'une demande par voie télégraphique, le mandat de remboursement doit être remplacé par le bureau destinataire aux conditions déterminées par l'article 38 ci-après.

*Article 36.**Réexpédition.*

Les envois recommandés grevés de remboursement peuvent être réexpédiés si le pays de la nouvelle destination assure, avec celui d'origine, le service des envois de cette catégorie. Dans ce cas, les envois sont accompagnés des formules de mandats de remboursement établies par le service d'origine. L'office de la nouvelle destination procède à la liquidation des remboursements comme si les envois lui avaient été expédiés directement.

Ne peuvent être réexpédiés, les envois dont le montant encaissé doit être versé en compte courant postal dans le pays de destination primitif.

*Article 37.**Emission du mandat de remboursement ou du bulletin de versement.*

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination, ou tout autre bureau désigné par l'administration destinataire, remplit la partie « Indications de service » du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, le renvoie sans taxe à l'adresse indiquée.

Lorsqu'une demande de renseignements sur le montant exact du remboursement a été adressée à l'office d'origine, il est sursis à l'envoi du mandat jusqu'à la réception de la réponse à cette demande.

Les mandats de remboursement sont payés aux expéditeurs des envois dans les conditions déterminées par chaque administration.

Les bulletins de versement des envois contre remboursement, dont le montant doit être porté à un compte courant postal dans le pays de destination, sont traités d'après le régime intérieur des chèques et virements postaux de ce pays.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

*Article 34.**Period for Payment.*

The amount of the trade charge must be paid within a period of 7 days, reckoning from the day after that of the arrival of the packet at the office of destination. This period may be extended to one month at most by Administrations whose legislation so requires. On the expiration of the period of retention, the article is sent back to the office of origin. The sender may, however, request, by a note, the immediate return of the article if the addressee refuses to pay the amount of the trade charge when the article is first tendered to him.

*Article 35.**Reduction or Cancellation of Trade Charges.*

1. Requests for cancellation or reduction of trade charges are subject to the rules and formalities prescribed by Article 48 below.

In the case of a request by telegraph, the request must be confirmed, by first post, by a postal request accompanied by the facsimile referred to in Article 48, paragraph 1, and bearing at the head the note underlined in coloured pencil "*Confirmation de la demande télégraphique du...*" (Confirmation of the telegraphic request of the...).

In that case the office of destination simply retains the packet on the receipt of the telegram and awaits the postal confirmation before giving effect to the request.

However, the Office of destination may on its own responsibility give effect to a request by telegraph without awaiting that confirmation.

2. Except as provided in Article 31, every postal request for reduction of the amount of a trade charge must be accompanied by a new trade charge money order form indicating the amended amount.

In case of a request by telegraph, the trade charge money order must be replaced by the office of destination under the conditions laid down by Article 38 hereafter.

*Article 36.**Redirection.*

Registered packets marked with trade charges may be redirected if the new country of destination maintains, with that of origin, an exchange of packets of this category. In that case, the packets are accompanied by trade charge money order forms made out by the service of origin. The new Office of destination acts in the settlement of the trade charges as if the packets had been forwarded to it directly.

Packets on which the amount collected has to be paid into a postal cheque account in the original country of destination cannot be redirected.

*Article 37.**Issue of the Trade Charge Money Order or Transfer Note.*

Immediately after collecting the amount of the trade charge, the office of destination or any other office appointed by the Administration of the country of destination, fills in the portion of the trade charge money order headed *Indications de service* and, after impressing it with the date-stamp of the office, returns it free of postage to the address shown.

When a request for information concerning the exact amount of the trade charge has been sent to the Office of origin, the despatch of the money order is suspended until the receipt of the answer to that request.

Trade charge money orders are paid to the senders of the packets under the conditions fixed by each Administration.

The transfer notes relating to trade charge packets of which the amount has to be credited to a postal cheque account in the country of destination are treated according to the inland regulations of that country concerning postal cheques.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

Article 38.

Annulation ou remplacement des formules de mandats de remboursement ou de bulletins de versement.

1. Les formules de mandats de remboursement qui deviennent inutilisables par suite de demandes d'annulation ou de réduction du montant du remboursement, de même que les formules de bulletins de versement devenues inutilisables en cas d'annulation du montant du remboursement (article 35) sont détruites par les soins de l'office destinataire des envois.

2. Les formules afférentes aux envois grevés de remboursement, qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine, doivent être annulées par les soins de l'office qui effectue le renvoi.

3. Lorsque les formules afférentes aux envois grevés de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant l'encaissement du remboursement, le bureau destinataire en établit des duplicata sur formule C 8 ou formule de bulletin de versement, selon le cas.

Article 39.

Mandats de remboursement non délivrés ou non encaissés.

1. Les mandats de remboursement qui n'ont pu être délivrés aux bénéficiaires sont, après avoir été éventuellement soumis à la formalité du visa pour date, quittancés par l'office d'origine des envois que ces titres concernent et portés en compte à l'office qui les a émis.

Il en est de même des mandats de remboursement qui ont été remis aux ayants droit, mais dont le montant n'a pas été encaissé. Toutefois, ces titres doivent, au préalable, être remplacés par des autorisations de paiement dressées par l'office d'origine des mandats.

2. Les visas pour date et les autorisations de paiement des mandats de remboursement sont accordés dans les conditions prévues par l'arrangement des mandats.

Article 40.

Décompte des mandats de remboursement.

1. Sauf entente contraire, le décompte relatif aux mandats de remboursement payés par chaque office pour le compte d'un autre office est effectué au moyen d'annexes aux comptes mensuels des mandats de poste (modèle C 9 ci-annexé).

2. Dans ces annexes, qui sont accompagnées des mandats de remboursement payés et quittancés, es mandats sont inscrits par ordre alphabétique des bureaux d'émission et par ordre numérique de leur inscription aux registres de ces bureaux. L'office qui a établi le compte déduit de la somme totale de sa créance le montant des taxes et droits revenant à l'office correspondant, conformément à l'article 71 de la convention.

3. Le solde du compte C 9 est ajouté, autant que possible, à celui du compte mensuel des mandats de poste établi pour la même période. La vérification et la liquidation de ces comptes sont effectuées selon les règles fixées par le règlement des mandats de poste.

TITRE V

OPÉRATIONS AU DÉPART ET A L'ARRIVÉE DES ENVOIS

CHAPITRE UNIQUE

Article 41.

Application du timbre à date.

1. Les correspondances sont frappées au recto par le bureau d'origine d'un timbre indiquant, autant que possible en caractères latins, le lieu d'origine et la date du dépôt à la poste.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

*Article 38.**Trade Charge Money Order Forms or Transfer Notes cancelled or replaced.*

1. Trade charge money order forms which become useless on account of requests for cancellation or reduction of the amount of the trade charge, as well as transfer notes which become useless in case of cancellation of the amount of the trade charge (Article 35) are destroyed by the Office of destination of the packets.

2. The forms relating to packets marked with trade charges which, for any reason whatsoever, are returned to origin, must be cancelled by the Office which returns the packets.

3. When the forms relating to packets marked with trade charges are mislaid, lost, or destroyed before the collection of the trade charge, the office of destination prepares duplicates on form C8 or the transfer note as the case may be.

*Article 39.**Trade Charge Money Orders undelivered or not cashed.*

1. Trade charge money orders which it has not been possible to deliver to the payees are, after having been subjected if necessary to the formalities prescribed for extending the period of validity, receipted by the Office of origin of the relative packets and claimed from the Office which has issued them.

The same rule applies to trade charge money orders which have been delivered to the payees and not cashed. These orders must, however, be previously replaced by authorities to pay prepared by the Office which has issued the money orders.

2. Authority to extend the period of validity of trade charge money orders and authorities to pay (*autorisations de paiement*) are accorded under the conditions laid down in the Agreement concerning the Money Order service.

*Article 40.**Accounting on Trade Charge Money Orders.*

1. In the absence of agreement to the contrary, the accounting relative to trade charge money orders paid by each Administration on behalf of another Administration is effected by means of supplements (Form C9 annexed) to the monthly Order accounts.

2. In these supplements, which are accompanied by the paid and receipted trade charge money orders, the orders are entered in alphabetical order of the offices of issue and in numerical sequence of their entry in the records of these offices. The Office which has drawn up the account deducts from the total of its credit the amount of the charges and fees accruing to the corresponding Office in conformity with Article 71 of the Convention.

3. The balance of the account C9 is added, as far as possible, to that of the monthly Money Order account for the same period. The check and the settlement of these accounts are effected in accordance with the rules fixed by the Detailed Regulations of the Money Order Agreement.

PART V.

DESPATCH AND RECEIPT OF CORRESPONDENCE.

CHAPTER I.

*Article 41.**Date-stamp Impressions.*

1. Correspondence is impressed on the front by the office of origin with a stamp indicating, as far as possible in Roman characters, the place of origin and the date of posting.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

Dans les localités pourvues de plusieurs bureaux de poste, le timbre doit indiquer quel est le bureau de dépôt.

L'application du timbre prévu aux alinéas précédents n'est pas obligatoire pour les imprimés affranchis au moyen d'empreintes à la presse d'imprimerie ou par d'autres procédés prévus à l'article 46 de la convention.

2. Tous les timbres-poste valables doivent être oblitérés.

Les timbres-poste non oblitérés par suite d'erreur ou d'omission dans le service d'origine doivent être biffés d'un fort trait ou annulés d'une autre manière par le bureau qui constate l'irrégularité, mais ils ne sont pas frappés du timbre à date.

3. Les correspondances mal dirigées doivent être frappées de l'empreinte du timbre à date du bureau auquel elles sont parvenues par erreur. Cette obligation incombe non seulement aux bureaux sédentaires, mais aussi aux bureaux ambulants, dans la mesure du possible.

4. Le timbrage des correspondances déposées sur les navires incombe à l'agent des postes ou à l'officier du bord chargé du service, ou, à leur défaut, au bureau de poste de l'escale auquel ces correspondances sont livrées à découvert. Dans ce cas, le bureau les frappe de son timbre à date et y appose la mention « Navire », « Paquebot » ou toute autre analogue.

*Article 42.**Envois exprès.*

Les envois à remettre par exprès sont pourvus, autant que possible à côté de l'indication du lieu de destination, d'une étiquette imprimée de couleur rouge foncé portant en gros caractères le mot « Exprès ».

*Article 43.**Envois non affranchis ou insuffisamment affranchis.*

1. Les correspondances pour lesquelles une taxe quelconque doit être perçue postérieurement au dépôt, soit du destinataire, soit de l'expéditeur, en cas de mise en rebut, sont frappées du timbre T (taxe à payer) à l'angle droit supérieur du recto ; l'indication en francs et centimes du montant à percevoir est inscrite en chiffres très lisibles, à côté de ce timbre.

2. L'application du timbre T, ainsi que l'indication du montant à percevoir, incombent à l'office d'origine ou, en cas de réexpédition ou de mise en rebut, à l'office réexpéditeur.

Toutefois, s'il s'agit d'envois provenant de pays qui appliquent des taxes réduites dans les relations avec l'office réexpéditeur, le montant à percevoir est indiqué par l'office distributeur.

3. L'office distributeur frappe l'envoi de la taxe à percevoir.

4. Tout envoi ne portant pas le timbre T est considéré comme dûment affranchi et traité en conséquence, sauf erreur évidente.

5. Il n'est pas tenu compte des timbres-poste non valables pour l'affranchissement. Dans ce cas, le chiffre zéro (0) est placé à côté de ces timbres-poste, qui doivent être encadrés au crayon.

*Article 44.**Renvoi des bulletins d'affranchissement. Récupération des droits avancés.*

1. Après la livraison d'un envoi franc de droits au destinataire, le bureau qui a fait l'avance des frais de douane ou autres pour le compte de l'expéditeur complète, en ce qui le concerne, les indications qui figurent au verso du bulletin d'affranchissement et transmet ce dernier, accompagné des pièces justificatives, sous enveloppe fermée, sans indication du contenu, au bureau d'origine de l'envoi.

Toutefois, chaque administration a le droit de faire effectuer, par des bureaux spécialement désignés, le renvoi des bulletins d'affranchissement grevés de frais et de demander que les bulletins soient transmis

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

In localities with several post offices, the obliterating stamp must indicate the office of posting.

The application of the stamp prescribed in the preceding paragraphs is not obligatory for printed papers prepaid by means of printed impressions or by other means prescribed by Article 46 of the Convention.

2. All valid postage stamps must be obliterated.

Postage stamps not cancelled through error or oversight on the part of the office of origin must be struck through with a thick line or cancelled in some other way by the office which detects the irregularity, but they are not stamped with the date-stamp.

3. Mis-sent correspondence must be date-stamped by the office which it has reached by mistake. This obligation is imposed not only on stationary offices, but also on travelling post offices as far as possible.

4. The stamping of correspondence posted on board ships rests with the postal official or the officer on board charged with this duty, or, in their absence, the post office at the port to which the correspondence is handed over *à découvert*. In the latter case this office impresses the correspondence with its date-stamp, and adds the words *Navire, Paquebot*, or some similar note.

*Article 42.**Express Articles.*

Articles to be delivered by express are provided, as far as possible, beside the indication of the place of destination with a printed label, dark red in colour, bearing in large letters the word " Express. "

*Article 43.**Articles Unpaid or insufficiently Prepaid.*

1. Correspondence on which any charge whatever has to be collected after posting, either from the addressee, or in the case of undelivered correspondence, from the sender, is impressed with the stamp T (tax to be paid) in the upper right-hand corner of the address side: the indication in francs and centimes of the amount to be collected is entered in very legible figures beside this stamp.

2. The stamp T should be applied and the amount to be collected should be indicated by the Office of origin, or, in the case of redirection or non-delivery, by the re-transmitting Office.

In the case, however, of correspondence originating in countries which apply reduced rates of postage in relations with the re-transmitting country, the amount to be collected is indicated by the Office of delivery.

3. The delivering Office marks the article with the amount to be collected.

4. Every article which does not bear the stamp T is considered as fully paid and treated accordingly, unless there is an obvious error.

5. Postage stamps not available for prepayment are ignored. In this case, the figure nought (0) is placed by the side of these postage stamps, which must be ringed round in pencil.

*Article 44.**Return of Franking Notes. Recovery of Sums Advanced.*

1. After delivery to the addressee of a packet free of charges, the office which has advanced the customs or other charges on account of the sender completes, as far as it is concerned, the indications which figure on the back of the franking note and transmits the latter, together with the vouchers, in a closed envelope, without indication of the contents, to the office of origin of the packet.

Nevertheless, each Administration has the right to have franking notes on which charges are to be collected sent back by offices specially appointed, and to request that the franking notes be sent to a

CONVENTION — RÈGLEMENT.

à un bureau déterminé. Dans ce dernier cas, le nom du bureau auquel les bulletins doivent être renvoyés est inscrit par le bureau expéditeur de l'envoi au recto du bulletin d'affranchissement.

2. Lorsqu'un envoi qui porte l'étiquette « Franc de droits » parvient au service destinataire sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata du bulletin ; le nom du pays d'origine est substitué à celui de l'office dont il relève et la date du dépôt de l'envoi est, autant que possible, mentionnée. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison de l'envoi, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

3. Les bulletins d'affranchissement afférents aux envois qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine et dont le dédouanement n'a pas encore été effectué par l'office destinataire doivent être annulés par les soins de cet office.

4. A la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par le service destinataire, l'office d'origine convertit le montant de ces frais dans sa propre monnaie à un taux qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du pays correspondant. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et sur le coupon latéral ; il est appuyé de la signature de l'agent qui a opéré la conversion. Après avoir recouvré le montant des frais, le bureau d'origine remet à l'expéditeur le coupon du bulletin et, le cas échéant, les pièces justificatives.

*Article 45.**Envois réexpédiés.*

1. Les correspondances adressées à des destinataires ayant changé de résidence sont considérées comme adressées directement du lieu d'origine au lieu de la nouvelle destination.

2. Les envois non affranchis ou insuffisamment affranchis pour leur premier parcours sont frappés de la taxe applicable aux envois de même nature directement adressés du point d'origine au lieu de la destination nouvelle.

3. Les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours, et dont le complément de taxe afférent au parcours ultérieur n'a pas été acquitté avant leur réexpédition, sont frappés d'une taxe égale à la différence entre le prix d'affranchissement déjà acquitté et celui qui aurait été perçu si les envois avaient été expédiés primitivement sur leur nouvelle destination.

4. Les envois primitivement adressés à l'intérieur d'un pays et dûment affranchis selon le régime intérieur sont considérés comme des envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours.

5. Les envois ayant circulé primitivement en franchise postale dans l'intérieur d'un pays sont frappés de la taxe applicable aux envois affranchis de même nature adressés directement du point d'origine au lieu de la destination nouvelle.

6. Lors de la réexpédition, le bureau destinataire applique, dans tous les cas, son timbre à date au recto des lettres et des cartes postales.

7. Les correspondances ordinaires ou recommandées, qui, portant une adresse incomplète ou erronée, sont renvoyées aux expéditeurs pour qu'ils la complètent ou la rectifient, ne sont pas, quand elles sont remises dans le service avec une suscription complétée ou rectifiée, considérées comme des correspondances réexpédiées, mais bien comme de nouveaux envois et deviennent, par suite, passibles d'une nouvelle taxe.

8. Les droits de douane et les autres droits non postaux dont l'annulation n'a pu être obtenue à la réexpédition ou au renvoi à l'origine (article 47) sont recouvrés, par voie de remboursement, sur l'office de la nouvelle destination. L'office de la destination primitive joint dans ce cas à l'envoi une note explicative et un mandat de remboursement (modèle C 8).

Si le service de remboursement n'existe pas dans les relations entre les administrations intéressées, les droits en cause sont recouvrés par voie de correspondance.

*Article 46.**Enveloppes de réexpédition.*

1. Dans les relations entre les administrations qui se sont déclarées d'accord, les objets de correspondance ordinaires réexpédiés à une même personne ayant changé de résidence peuvent être insérés dans des enveloppes spéciales, conformes au modèle C 10 ci-annexé, fournies par les administrations et sur lesquelles doivent seuls être inscrits le nom et la nouvelle adresse du destinataire.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

specified office. In the latter case, the name of the office to which the franking notes must be sent back is entered on the front of the franking note by the office of origin of the packet.

2. When a packet which bears the label *Franc de droits* reaches the service of destination without a franking note, the office charged with the customs clearance prepares a duplicate note; the name of the country of origin is substituted for that of the Office to which it is itself subordinate and the date of posting is entered if possible. When the franking note is lost after the delivery of the packet, a duplicate is prepared in the same manner.

3. The franking notes relating to packets which, for any reason whatever, are returned to origin and which the Office of destination has not yet cleared through the Customs must be cancelled by that Office.

4. On the receipt of a franking note indicating the charges paid out by the service of destination, the Office of origin converts the total of these charges into its own currency at a rate which must not be higher than the rate fixed for the issue of money orders on the corresponding country. The result of the conversion is indicated in the body of the form and on the coupon at the side; it is supported by the signature of the officer who has made the conversion. After having recovered the amount of the charges, the office of origin delivers to the sender the coupon of the franking note and, if necessary, the vouchers.

*Article 45.**Redirected Articles.*

1. Correspondence addressed to persons who have changed their residence is considered as addressed directly from the place of origin to the place of the new destination.

2. Articles unpaid or insufficiently paid for their first transmission are charged with the rate applicable to articles of the same nature addressed directly from the place of origin to that of the new destination.

3. Articles properly prepaid for their first transmission, but on which the complementary postage appropriate to the further transmission has not been paid before their redirection, are charged with a rate equal to the difference between the amount of postage already prepaid and that which would have been charged if the articles had been despatched in the first instance to the new destination.

4. Articles originally addressed in the inland service of a country and fully prepaid at the inland rate are considered as articles properly prepaid for their first transmission.

5. Articles which have originally circulated free of postage in the inland service of a country are charged with the rate applicable to prepaid articles of the same nature addressed directly from the place of origin to that of the new destination.

6. Upon redirection, the office of destination in all cases impresses its date-stamp on the address side of letters and post-cards.

7. Correspondence, ordinary or registered, which, being wrongly or insufficiently addressed, is returned to the senders in order that they may correct or complete the address, is, when posted with the address completed or corrected, considered not as redirected correspondence, but as freshly posted correspondence; and it is consequently liable to fresh postage.

8. The customs and other non-postal charges which could not be cancelled on redirection or on return to origin (Article 47) are recovered as trade charges from the Office of new destination. The original Office of destination attaches to the article in that case an explanatory note and a trade charge money order (Form C 8).

If there is no cash on delivery service between the Administrations concerned, the charges in question are recovered by correspondence.

*Article 46.**Redirection envelopes.*

1. In the services between Administrations which have notified their agreement, unregistered correspondence redirected to the same person at a different address may be enclosed in special envelopes, identical with Form C 10 annexed, supplied by the Administrations and on which only the name and new address of the addressee must be entered.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

2. Il ne peut être inséré dans les enveloppes de réexpédition des objets dont la forme, le volume et le poids risqueraient d'occasionner des déchirures ; le poids global d'une enveloppe et de son contenu ne doit en aucun cas dépasser 250 grammes.

3. L'enveloppe de réexpédition doit être présentée ouverte au bureau réexpéditeur pour lui permettre de percevoir, s'il y a lieu, les compléments de taxe dont les objets qu'elle contient peuvent être passibles, ou d'indiquer sur ces objets la taxe à percevoir à l'arrivée, lorsque le complément d'affranchissement n'est pas acquitté.

4. A l'arrivée à destination, le contenu des enveloppes de réexpédition est vérifié par les bureaux distributeurs, qui perçoivent, s'il y a lieu, les compléments de taxe non acquittés.

*Article 47.**Envois tombés en rebut.*

1. Avant de renvoyer à l'office d'origine les correspondances non distribuées pour un motif quelconque, le bureau de destination doit indiquer d'une manière claire et concise, en langue française, au verso de ces objets, la cause de la non-remise sous la forme suivante : inconnu, refusé, en voyage, parti, non réclamé, décédé, ou un mot similaire. En ce qui concerne les cartes postales et les imprimés sous forme de cartes, la cause de la non-remise est indiquée sur la moitié droite du recto.

Cette indication est fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Chaque office a la faculté d'ajouter la traduction, dans sa propre langue, de la cause de la non-remise et les autres indications qui lui conviennent.

Le bureau de destination doit biffer le lieu de la première destination et apposer la mention « Retour » à côté de l'empreinte du timbre à date du bureau d'origine. Il doit, en outre, appliquer son timbre à date au verso des lettres et au recto des cartes postales.

2. Le renvoi des correspondances tombées en rebut se fait, soit isolément, soit en une liasse spéciale étiquetée « Rebut ».

Les correspondances recommandées tombées en rebut sont renvoyées au bureau d'échange du pays d'origine comme s'il s'agissait de correspondances recommandées à diriger sur ce pays.

Par exception, deux offices correspondants peuvent, d'un commun accord, adopter un autre mode de renvoi des rebut.

3. Si des correspondances mises à la poste dans un pays et adressées à l'intérieur de ce même pays ont pour expéditeurs des personnes habitant un autre pays et doivent, par suite de mise en rebut, être renvoyées à l'étranger pour être rendues aux expéditeurs, elles deviennent des envois de l'échange international et sont traitées d'après les dispositions concernant la réexpédition.

4. Les correspondances pour les marins et autres personnes, adressées aux soins d'un consul et rendues par celui-ci au bureau de poste local comme non réclamées, doivent être traitées de la manière prescrite pour les rebut en général. Le montant des taxes perçues à la charge du consul sur ces correspondances doit en même temps lui être restitué par le bureau de poste local.

*Article 48.**Retrait. Modification d'adresse.*

1. Les demandes de retrait de correspondances ou de modification d'adresse donnent lieu à l'établissement, par l'expéditeur, d'une formule conforme au modèle C 11 ci-annexé ; une seule formule peut être utilisée pour plusieurs envois remis en même temps au même bureau, par la même expéditeur à l'adresse du même destinataire. En remettant cette demande au bureau de poste, l'expéditeur doit justifier de son identité et produire, s'il y a lieu, le bulletin de dépôt. Après la justification, dont l'administration du pays d'origine assume la responsabilité, il est procédé de la manière suivante :

a) Si la demande est destinée à être transmise par voie postale, la formule, accompagnée d'un fac-similé parfait de l'enveloppe ou de la suscription de l'envoi, est expédiée directement, sous pli recommandé, au bureau destinataire ;

b) Si la demande doit être faite par voie télégraphique, la formule est déposée au service télégraphique chargé d'en transmettre les termes au bureau de poste destinataire. Le télégramme est rédigé en langue française.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

2. Packets which from their shape, dimensions or weight are likely to cause damage to the envelope must not be enclosed in redirection envelopes ; the total weight of an envelope and its contents must in no case exceed 250 grammes.

3. The redirection envelope must be presented open at the redirecting office to enable it to collect, if necessary, the complementary postage to which the articles it contains may be liable or to indicate on these articles the charges to be collected on arrival, when the complementary postage is not paid.

4. On arrival at destination, the contents of the redirection envelopes are verified by the delivering offices, which collect, if necessary, the complementary charges not paid.

*Article 47.**Undelivered Correspondence.*

1. Before returning to the Office of origin correspondence which for any reason has not been delivered, the office of destination must indicate in a clear and concise manner, in the French language, on the back of each article, the cause of the non-delivery in the following form : *inconnu, refusé, en voyage, parti, non réclamé, décédé* (" not known, " " refused, " " travelling, " " gone away, " " not claimed, " " deceased "), or a similar expression. As regards post-cards and printed papers in the form of cards, the reason for non-delivery is indicated on the right-hand half of the address side.

The indication is made by the impression of a stamp or by affixing a label. Each Office has the option of adding a translation, in its own language, of the cause of non-delivery, and any other useful particulars.

The office of destination must then strike out the name of the place of first destination and add the word *Retour* at the side of the date-stamp impression of the office of origin. It must also impress its date-stamp on the back of letters and on the address side of post-cards.

2. Correspondence which is not delivered is returned, either singly, or in a special bundle labelled *Rebuts*.

Undelivered registered correspondence is returned to the office of exchange of the country of origin as if it were registered correspondence addressed to that country.

As an exception, two corresponding Offices may, by mutual consent, adopt a different method of returning undelivered correspondence.

3. If correspondence posted in one country to an address within that country is sent by persons resident in another country, and has, in consequence of non-delivery, to be sent abroad for return to the senders, it enters into the international system, and is treated in accordance with the regulations concerning redirection.

4. Correspondence for seamen and others addressed to the care of a Consul, and returned by him to the local post office as unclaimed, must be treated in the manner prescribed for undelivered correspondence in general. The amount of the charges paid by the Consul on this correspondence must at the same time be repaid to him by the local post office.

*Article 48.**Withdrawal of Correspondence and Alteration of Address.*

1. For requests to have correspondence withdrawn from the post, or to have addresses altered, the sender must use a form identical with Form C 11 annexed ; a single form may be used for several articles posted at the same time at the same office by the same sender to the same addressee. In handing this application to the post office, the sender must prove his identity and produce the certificate of posting, if any. After proof of identity, for which the Administration of the country of origin assumes responsibility, the procedure is as follows :

(a) If the request is meant to be sent by post, the form, together with an exact facsimile of the envelope or address of the packet, is despatched in a registered cover directly to the office of destination ;

(b) If the request is to be made by telegraph, the form is handed over to the telegraph service, which transmits the message to the office of destination. The telegraph is written in French.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

2. A la réception de la formule C 11 ou du télégramme en tenant lieu, le bureau destinataire recherche la correspondance signalée et donne à la demande la suite nécessaire.

Si la recherche est infructueuse, si l'envoi a déjà été remis au destinataire, ou si la demande par voie télégraphique n'est pas assez explicite pour permettre de reconnaître sûrement l'envoi, le fait est signalé immédiatement au bureau d'origine, qui en prévient le réclamant.

3. Toute administration peut exiger, par une notification adressée au Bureau international, que l'échange des demandes, en ce qui la concerne, soit effectué par l'entremise de son administration centrale ou d'un bureau spécialement désigné.

Dans les cas où l'échange des demandes s'effectue par l'entremise des administrations centrales, il doit être tenu compte des demandes expédiées directement par les bureaux d'origine aux bureaux de destination, dans ce sens que les correspondances y relatives sont exclues de la distribution jusqu'à l'arrivée de la demande de l'administration centrale.

Les administrations qui usent de la faculté prévue par le premier alinéa du présent paragraphe prennent à leur charge les frais que peut entraîner la transmission, dans leur service intérieur, par voie postale ou télégraphique, des communications à échanger avec le bureau destinataire.

Le recours à la voie télégraphique est obligatoire lorsque l'expéditeur a lui-même fait usage de cette voie et que le bureau destinataire ne peut pas être prévenu en temps utile par la voie postale.

*Article 49.**Simple correction d'adresse.*

Une simple correction d'adresse (sans modification du nom ou de la qualité du destinataire) peut être demandée directement par l'expéditeur au bureau destinataire, c'est-à-dire sans l'accomplissement des formalités prescrites pour le changement d'adresse proprement dit.

*Article 50.**Réclamations. Envois ordinaires.*

1. Toute réclamation relative à un envoi ordinaire est soumise à la procédure suivante :

a) Le réclamant doit remplir la partie qui le concerne d'une formule conforme au modèle C 12 ci-annexé ;

b) Le bureau où la réclamation s'est produite transmet la formule directement au bureau correspondant. La transmission s'effectue d'office, sans aucune écriture ;

c) Le bureau correspondant fait présenter la formule au destinataire ou à l'expéditeur, selon le cas, pour recueillir les renseignements qu'elle comporte ;

d) La formule dûment complétée est renvoyée d'office au bureau qui l'a dressée ;

e) Si la réclamation est reconnue fondée, elle est transmise à l'administration centrale pour servir de base aux investigations ultérieures.

2. Toute administration peut exiger, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises à son administration centrale ou à un bureau spécialement désigné.

*Article 51.**Réclamations. Envois recommandés.*

1. Toute réclamation relative à un envoi recommandé est établie sur une formule conforme ou analogue au modèle C 13 ci-annexé et transmise en règle générale par le bureau d'origine, directement, au bureau de destination.

Une seule formule peut être utilisée pour plusieurs envois remis en même temps au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire.

2. Les offices d'origine et de destination peuvent, d'un commun accord, faire transmettre la réclamation de bureau à bureau en suivant la même voie d'acheminement que l'envoi.

3. Dans le cas prévu au paragraphe 1^{er} ci-dessus, le bureau destinataire, s'il est en état de fournir les renseignements sur le sort définitif de l'envoi, complète la formule et la retourne au bureau d'origine.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

2. On receipt of Form C 11 or of the telegram taking its place, the office of destination searches for the correspondence in question and takes such steps as may be necessary.

If the search is fruitless, or if the packet has already been delivered to the addressee, or if the request by telegraph is not sufficiently explicit to admit of identification of the article with certainty, the fact is at once communicated to the office of origin, which informs the applicant accordingly.

3. Any Administration may require, by notification addressed to the International Bureau, that so far as it is concerned, requests shall be exchanged through the medium of its central Administration or of an office specially designated.

In cases where requests are exchanged through the medium of the central Administrations, requests sent directly by offices of origin to the offices of destination must be complied with to the extent that the correspondence concerned is withheld from delivery until the arrival of the request from the central Administration.

Administrations which avail themselves of the option accorded by the first paragraph of the present clause bear the charges involved by the transmission, in their inland service, by post or by telegraph, of the communications to be exchanged with the delivering office.

The use of the telegraph service is obligatory when the sender has himself used it and the office of destination cannot be advised in time by post.

*Article 49.**Simple Correction of Address.*

A request for simple correction of address (without modification of the name or description of the addressee) may be addressed directly to the delivery office by the sender, that is to say, without fulfilling the formalities required for an alteration of address properly so called.

*Article 50.**Applications for Ordinary Correspondence.*

1. Every application respecting ordinary correspondence is subject to the following procedure :

(a) The applicant must fill up that part which concerns him, of a form identical with Forms C 12 annexed ;

(b) The office at which the application originates forwards the form directly to the corresponding office. It is forwarded officially without any written communication ;

(c) The corresponding office hands the form to the addressee or sender, as the case may be, in order to obtain the necessary information ;

(d) The form, duly completed, is sent back officially to the office which prepared it ;

(e) If the application proves to be well founded, it is transmitted to the central Administration in order to serve as a basis for further enquiry.

2. Any Administration may demand, by notification addressed to the International Bureau, that applications which concern its service shall be transmitted to its central Administration or to an office specially designated.

*Article 51.**Applications for Registered Articles.*

1. Every application relating to a registered article is prepared on a form identical with or similar to Form C 13 annexed, and forwarded as a general rule by the office of origin directly to the office of destination.

A single form may be used for several articles posted at the same time at the same office by the same sender to the same addressee.

2. The Offices of origin and destination may, by mutual agreement, have the form forwarded from office to office, following the same circulation as the article under enquiry.

3. In the case provided for in paragraph 1 above, if the office of destination is in a position to furnish definite information as to the disposal of the article under enquiry, it completes the form and returns it to the office of origin.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

Lorsque le sort de l'envoi ne peut être immédiatement établi par le bureau de destination, celui-ci constate le fait sur la formule et la réexpédie au bureau d'origine en y ajoutant, autant que possible, une déclaration du destinataire constatant qu'il n'a pas reçu l'envoi. Dans ce cas, l'office d'origine complète la formule en y indiquant les données de la transmission au premier office intermédiaire. Il l'adresse ensuite à ce dernier office, qui y consigne ses observations et la transmet éventuellement à l'office suivant. La réclamation passe ainsi d'office à office jusqu'à ce que le sort de l'envoi réclamé soit établi. L'office qui a effectué la remise au destinataire, ou qui, le cas échéant, ne peut établir ni la remise, ni la transmission régulière à une autre administration, constate le fait sur la formule et la renvoie à l'office d'origine.

4. Dans le cas prévu au paragraphe 2 ci-dessus, les recherches se poursuivent depuis l'office d'origine jusqu'à l'office de destination en observant la procédure visée au paragraphe précédent.

5. La formule C 13 doit indiquer l'adresse complète du destinataire et être accompagnée, autant que possible, d'un fac-similé de l'enveloppe ou de la suscription de l'envoi. Elle est transmise d'office, sans lettre d'envoi, sous enveloppe fermée.

6. Chaque office peut demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises, soit à son administration centrale, soit à un bureau spécialement désigné ou, s'il est seulement intéressé à titre d'intermédiaire, au bureau d'échange auquel l'envoi a été expédié.

La formule C 13 et les pièces y annexées doivent, dans tous les cas, faire retour à l'office d'origine de l'envoi réclamé, dans un délai qui ne peut excéder six mois à partir de la date de la réclamation. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays éloignés.

7. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux cas de spoliation de dépêche, manque de dépêche ou autres cas semblables qui comportent une correspondance plus étendue entre les Administrations.

*Article 52.**Réclamation des envois déposés dans un autre pays.*

Dans le cas prévu à l'article 51, paragraphe 3, de la convention, la formule de réclamation C 12 ou C 13 est transmise à l'administration d'origine. La formule C 13 doit être accompagnée du récépissé de dépôt.

L'office d'origine doit être mis en possession de la formule dans le délai prévu à l'article 51, paragraphe 2, de la convention.

TITRE VI

ÉCHANGE DES ENVOIS

CHAPITRE UNIQUE

*Article 53.**Feuilles d'avis.*

1. Les feuilles d'avis accompagnant des dépêches échangées entre deux bureaux sont conformes au modèle C 14 ci-annexé. Elles sont placées sous des enveloppes de couleur bleue portant en gros caractères l'indication « Feuille d'avis ».

2. En tête de la feuille d'avis doivent être mentionnés :

Le pays d'origine et le pays de destination ;

Les noms des bureaux d'échange d'origine et de destination ;

La date d'expédition de la dépêche.

Une empreinte du timbre à date doit être appliquée à l'endroit désigné.

3. La présence d'envois à faire remettre par exprès est indiquée par l'application du timbre « Exprès » au tableau N° I.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

When the disposal of the article cannot be established immediately by the office of destination this office records the fact on the form and returns it to the office of origin, adding to it, as far as possible, a declaration by the addressee stating that he has not received the article. In this case, the Office of origin completes the form by entering thereon particulars of the despatch of the article to the first intermediate Office. It then transmits the form to that Office, which enters its observations and forwards it to the following Office, if any. The application passes thus from Office to Office until the fate of the article enquired for is ascertained. The Office which has effected delivery to the addressee, or which is unable to furnish proof either of delivery or of regular despatch to another Administration, records the fact on the form and returns it to the Office of origin.

4. In the case provided for in paragraph 2 above, the enquiries are pursued from the Office of origin to the Office of destination, following the procedure indicated in the preceding paragraph.

5. The Form C 13 must give the full address of the addressee, and be accompanied, as far as possible, by a facsimile of the envelope or of the address of the article. It is forwarded officially without covering letter in a closed envelope.

6. Each Office may request, by notification addressed to the International Bureau, that applications concerning its service shall be forwarded to its central Administration, or to an office specially designated or, if it is only concerned as an intermediary, to the office of exchange to which the article was sent.

The Form C 13 and the documents annexed thereto must, in every case, be returned to the Office of origin of the article enquired for within a period which may not exceed six months from the date of the application. This period is extended to nine months in relations with distant countries.

7. The foregoing provisions do not apply to cases of violation of mails, loss of mails, or other similar cases which require a more detailed correspondence between Administrations.

*Article 52.**Applications for Articles posted in another Country.*

In the case provided for in Article 51, paragraph 3, of the Convention, the enquiry Form C 12 or C 13 is forwarded to the Administration of origin. The Form C 13 must be accompanied by the certificate of posting.

The Office of origin must be placed in possession of the form within the period prescribed by Article 51, paragraph 2, of the Convention.

PART VI.

EXCHANGE OF MAILS.

CHAPTER I.

*Article 53.**Letter Bills.*

1. The letter bills which accompany mails exchanged between two offices are identical with Form C 14 annexed. They are placed in blue envelopes bearing in large type the words *Feuille d'avis* ("Letter Bill").

2. At the head of the letter bill must be entered :

- The country of origin and the country of destination;
- The names of the offices of exchange of origin and of destination ;
- The date of despatch of the mail.

An impression of the date-stamp must be made in the space appointed.

3. The presence of articles intended for express delivery is indicated by the impression of the stamp *Exprès* (Express) in Table No. I.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

4. Le tableau N° II sert pour l'indication du numéro d'ordre de la dépêche, du nom du paquebot, de la voie d'acheminement et du nombre des sacs composant la dépêche.

Sauf arrangement contraire, les bureaux expéditeurs numérotent les feuilles d'avis d'après une série annuelle pour chaque bureau de destination. Chaque dépêche prend un numéro distinct, même s'il s'agit d'une dépêche supplémentaire empruntant la même voie ou le même navire que la dépêche ordinaire.

A la première expédition de chaque année, la feuille doit porter, outre le numéro d'ordre de la dépêche, celui de la dernière dépêche de l'année précédente.

Le nom du navire qui emporte la dépêche est indiqué lorsque le bureau expéditeur est à même de le connaître.

Dans le nombre des sacs composant la dépêche, il y a lieu de comprendre aussi les sacs contenant les sacs vides renvoyés.

5. Le tableau N° III doit mentionner :

a) Le nombre total général des envois recommandés inscrits au tableau N° V et, le cas échéant, dans les listes spéciales.

Il peut être fait usage d'une ou de plusieurs listes spéciales conformes au modèle C 15 ci-annexé, soit pour remplacer le tableau N° V, soit pour servir comme feuille d'avis supplémentaire.

L'emploi exclusif de listes spéciales est obligatoire, si l'office de destination en fait la demande.

Lorsque plusieurs listes sont employées, elles doivent être numérotées. Le nombre des envois recommandés qui peuvent être inscrits sur une seule et même liste est limité à 60.

b) Le nombre total des envois avec valeur déclarée inscrits sur la feuille d'envoi.

c) Le nombre, indiqué séparément, des sacs et des paquets contenant les envois recommandés et des sacs et des paquets renfermant les envois avec valeur déclarée.

d) Le nombre de listes spéciales des envois recommandés et le nombre de feuilles d'envoi des objets avec valeur déclarée.

6. Au tableau N° IV sont inscrits, séparément, le nombre des sacs en retour appartenant à l'office destinataire, ainsi que celui des sacs utilisés pour la confection de la dépêche et appartenant à l'office expéditeur, y compris les sacs pour les objets recommandés. Le cas échéant, le nombre des sacs vides appartenant à une administration autre que celle à laquelle la dépêche est adressée doit être mentionné séparément, avec indication de cette administration.

Sont, en outre, mentionnées dans ce tableau, les lettres de services ouvertes et les communications ou recommandations diverses du bureau expéditeur ayant trait au service d'échange.

7. Le tableau N° V est destiné à l'inscription des envois recommandés lorsqu'il n'est pas fait un usage exclusif de feuilles spéciales.

Les envois recommandés sont décrits individuellement avec indication du nom du bureau d'origine et du numéro d'enregistrement à ce bureau, à moins que les offices correspondants ne se soient entendus pour l'inscription globale des envois sur les feuilles d'avis.

Lorsque la dépêche ne contient pas d'envois recommandés, la mention « Néant » est portée en regard de la rubrique correspondante de la feuille d'avis.

8. Au tableau N° VI sont inscrites, avec les détails que ce tableau comporte, les dépêches closes insérées dans l'envoi direct auquel la feuille d'avis se rapporte.

9. Les administrations peuvent s'entendre pour créer d'autres tableaux ou rubriques sur la feuille d'avis, lorsqu'elles le jugent nécessaire. Elles peuvent, notamment, disposer les tableaux N°s V et VI conformément à leurs besoins.

10. Lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun objet à livrer à un bureau correspondant, l'envoi d'une dépêche n'a lieu que si les offices intéressés ont convenu de ne pas numérotter les feuilles d'avis dans leurs échanges réciproques. Dans ce cas, le bureau d'échange doit envoyer, dans la forme ordinaire, une dépêche qui se compose uniquement d'une feuille d'avis négative.

11. Quand les dépêches closes sont confiées par une administration à une autre, pour être transmises au moyen de bâtiments de commerce, le nombre ou le poids des lettres et autres objets doit être indiqué à la feuille d'avis et sur l'adresse de ces dépêches, lorsque l'office chargé d'assurer l'embarquement desdites dépêches le demande.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

4. Table No. II is used for the indication of the serial number of the mail, the name of the Packet the route, and the number of bags composing the mail.

In the absence of other arrangements, the despatching offices number the letter bills in an annual series for each office of destination. Each mail bears a separate number, even if it is a supplementary despatch forwarded by the same route or vessel as the ordinary mail.

In the case of the first despatch of each year, the bill must bear the number of the last despatch of the preceding year, in addition to the serial number of the mail.

The name of the vessel which carries the mail is shown when the despatching office is in a position to know it.

The bags containing returned empty bags must be included in the number of bags composing the mail.

5. Table No. III must indicate :

(a) The grand total of registered articles entered in Table No. V, and on special lists if any.

One or more special lists identical with Form C 15 annexed may be used, either to take the place of Table No. V of the letter bill, or to serve as a supplementary letter bill.

The exclusive use of special lists is obligatory if the Office of destination asks for it.

When two or more lists are used, they must be numbered. The number of registered articles which may be entered on one and the same list is limited to 60.

(b) The total number of the insured articles entered on the despatch-lists.

(c) The numbers, shown separately, of the bags and packets containing registered articles, and the bags and packets containing insured articles.

(d) The number of special lists of registered articles and the number of despatch lists of insured articles.

6. In Table No. IV are entered separately the number of returned bags belonging to the Office of destination, as well as the number used for making up the mail and belonging to the despatching Office, including registered letter bags. If occasion arises, the number of empty bags belonging to an Administration other than that to which the mail is addressed must be shown separately and the name of that Administration indicated.

Open letters on official business and the various communications or notes sent by the despatching office in connexion with the service are also entered in this Table.

7. Table No. V is intended for the entry of registered articles when special lists are not used exclusively.

Registered articles are entered individually with an indication of the name of the office of origin, and the registration number given at that office, unless the Offices concerned have arranged for the bulk advice of the articles on the letter bills.

When the mail does not contain any registered articles the word *Néant* is entered in the appropriate space of the letter bill.

8. In Table No. VI are entered, with such details as the Table requires, the closed mails contained in the direct despatch to which the letter bill relates.

9. Administrations may arrange for other tables or headings in the letter bill when it is considered necessary. They may, in particular, modify Tables V and VI to meet their needs.

10. When an office of exchange has nothing to forward to a corresponding office, a mail is not sent unless the Offices concerned have arranged not to number the letter bills in their mutual relations. In that case the office of exchange must send in the usual form a mail consisting simply of a blank letter bill.

11. When closed mails are sent by one Administration to another, to be conveyed by means of private ships, the number or weight of the letters and other articles must be shown on the letter bill and on the address of the mails if the Office of embarkation requires it.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

*Article 54.**Transmission des envois recommandés.*

1. Les envois recommandés et, s'il y a lieu, les listes spéciales prévues au paragraphe 5 de l'article précédent sont réunis en un ou plusieurs paquets ou sacs distincts, qui doivent être convenablement enveloppés ou fermés et cachetés ou plombés de manière à en préserver le contenu. Les envois recommandés sont classés dans chaque paquet d'après leur ordre d'inscription. Quand on emploie plusieurs listes détachées, chacune d'elles est enliassée avec les objets recommandés auxquels elle se rapporte.

Dans aucun cas, les envois recommandés ne peuvent être confondus avec les correspondances ordinaires.

2. Au paquet d'envois recommandés est attachée extérieurement, par un croisé de ficelle, l'enveloppe spéciale contenant la feuille d'avis ; lorsque les envois recommandés sont renfermés dans un sac, ladite enveloppe est fixée au col de ce sac.

3. S'il y a plus d'un paquet ou sac d'envois recommandés, chacun des paquets ou sacs supplémentaires est muni d'une étiquette indiquant la nature du contenu.

*Article 55.**Transmission des envois exprès.*

1. Les envois exprès ordinaires sont réunis en une liasse spéciale, munie d'une étiquette portant en gros caractères la mention « Exprès » et insérés, par les bureaux d'échange, dans l'enveloppe contenant la feuille d'avis qui accompagne la dépêche.

Toutefois, si cette enveloppe doit être fixée au col du sac des envois recommandés (paragraphe 2 de l'article précédent), la liasse des envois exprès est placée dans le sac extérieur. La présence, dans la dépêche, des correspondances de l'espèce est alors annoncée par une fiche placée dans l'enveloppe contenant la feuille d'avis. La même procédure est suivie lorsque les envois exprès n'ont pu être joints à la feuille d'avis en raison de leur nombre, de leur forme ou de leurs dimensions.

2. Les envois exprès recommandés sont classés, à leur ordre, parmi les autres envois recommandés et la mention « Exprès » est portée dans la colonne « Observations » des feuilles d'avis ou des listes spéciales, en regard de l'inscription de chacun d'eux.

*Article 56.**Confection des dépêches.*

1. En règle générale, les objets sont classés et enliassés par nature de correspondances, les lettres et les cartes postales étant comprises dans la même liasse et les journaux et écrits périodiques devant faire l'objet de liasses distinctes de celles des imprimés ordinaires. Les lettres, cartes postales et imprimés de petites dimensions doivent être disposés dans le sens de l'adresse. Les objets affranchis sont séparés de ceux qui ne le sont pas ou le sont insuffisamment et les étiquettes de liasses d'objets non affranchis ou insuffisamment affranchis sont frappées du timbre T.

Les lettres portant des traces d'ouverture, de détérioration ou d'avarie doivent être munies d'une mention du fait et frappées du timbre à date du bureau qui l'a constaté.

Les mandats de poste expédiés à découvert sont réunis en un paquet distinct.

2. Les dépêches sont renfermées dans des sacs convenablement clos, cachetés ou plombés et étiquetés. Lorsqu'il est fait usage de ficelle, il est prescrit de ne la passer que deux fois autour du col avant de la nouer. Les empreintes des cachets ou des plombs doivent reproduire une inscription en caractères latins et être très lisibles.

Les étiquettes des dépêches doivent être en toile, carton fort, parchemin ou en papier collé sur une planchette ; dans les relations entre bureaux limitrophes, il peut être fait usage d'étiquettes en papier fort. Les étiquettes sont confectionnées dans les couleurs suivantes :

- a) En rouge clair, pour les sacs contenant des envois recommandés ;
- b) En blanc, pour les sacs ne contenant que des lettres et des cartes postales ordinaires ;
- c) En bleu clair, pour les sacs contenant exclusivement d'autres objets ordinaires.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

Article 54.

Transmission of Registered Articles.

1. Registered articles, and, if necessary, the special lists mentioned in paragraph 5 of the preceding Article, are made up in one or more separate packets or bags, which must be suitably wrapped up or closed and sealed with wax or lead so as to preserve the contents. The registered articles are arranged in each packet in the order of their entry in the list. When several separate lists are used, each of them is tied up with the registered articles to which it relates.

In no case may the registered articles be mixed with ordinary correspondence.

2. The special envelope containing the letter bill is attached to the outside of the packet of registered articles by string tied cross-wise; when the registered articles are enclosed in a bag the envelope is attached to the neck of the bag.

3. If there is more than one packet or bag of registered articles, each of the additional packets or bags bears a label indicating the nature of the contents.

Article 55.

Transmission of Express Articles.

1. Ordinary correspondence for express delivery is made up in a special bundle, furnished with a label bearing in large type the indication *Exprès* (Express) and placed, by the offices of exchange, in the envelope containing the letter bill which accompanies the mail.

Nevertheless, if this envelope has to be affixed to the neck of the bag of registered articles (paragraph 2 of the preceding Article), the bundle of express articles is placed in the outer bag. The presence of express correspondence in the mail is then indicated by a label placed in the envelope containing the letter bill. The same procedure is followed when the express articles cannot be attached to the letter bill on account of their number, form or dimensions.

2. Registered correspondence for express delivery is arranged in order among the other registered correspondence, and the note *Exprès* (Express) is made in the column of the letter bills or special lists headed *Observations*, against the relative entry.

Article 56.

Make-up of Mails.

1. As a general rule, articles must be sorted and tied up in bundles according to the nature of the correspondence, letters and post-cards being included in the same bundle, and newspapers and periodicals being made up in bundles separate from ordinary printed papers. Letters, post-cards, and printed papers of small size must be arranged with the addresses facing the same way. Prepaid articles are separated from the unpaid and insufficiently paid; and the labels of bundles of unpaid and insufficiently prepaid articles are, so far as possible, to be impressed with the T stamp.

Letters bearing traces of opening, deterioration or damage must have the fact noted on them and be marked with the date-stamp of the office which discovers it.

Money orders sent *à découvert* are made up in a separate packet,

2. Mails are enclosed in bags properly closed, sealed with wax or lead and labelled. When string is used, it must be passed only twice round the neck before being tied. The impressions of the wax or lead seals must reproduce an inscription in Roman characters and be very legible.

The labels of the bags must be of linen, strong cardboard, parchment, or of paper gummed to a wooden block; in relations between neighbouring offices strong paper labels may be used. The labels are made in the following colours:

- (a) Light red, for bags containing registered articles;
- (b) White for bags containing only unregistered letters and post-cards;
- (c) Light blue, for bags containing exclusively unregistered other articles.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

Les sacs contenant de la correspondance ordinaire mixte (lettres, cartes postales et autres objets) doivent être munis de l'étiquette blanche.

Toutefois, l'emploi des étiquettes de couleur blanche et bleu clair n'est obligatoire que pour les administrations dont le régime intérieur ne s'y oppose pas.

Les étiquettes porteront l'indication imprimée en petits caractères latins du nom du bureau expéditeur et, en caractères latins gras, du nom du bureau destinataire, précédés respectivement des mots « de » et « pour ». Dans les échanges par voie maritime effectués dans des délais indéterminés et, si l'office intéressé le demande, ces indications seront complétées par la mention de la date d'expédition, du numéro de l'envoi et du port de débarquement.

Les sacs doivent indiquer d'une façon lisible, en caractères latins, le bureau ou le pays d'origine, et porter la mention « Postes » ou toute autre analogue les signalant comme dépêches postales.

3. Sauf arrangement contraire, les dépêches peu volumineuses ou négatives sont simplement enveloppées de papier fort de manière à éviter toute détérioration du contenu, puis ficelées et cachetées ou plombées.

En cas de plombage, ces dépêches doivent être conditionnées de telle façon que la ficelle ne puisse pas être détachée. Lorsqu'elles ne contiennent que des correspondances ordinaires, elles peuvent être fermées au moyen de cachets gommés portant l'indication imprimée du bureau ou de l'office expéditeur. Les suscriptions des paquets doivent correspondre, en ce qui concerne les indications imprimées et les couleurs, aux prescriptions prévues au paragraphe 2 précédent pour les étiquettes des sacs de correspondances.

4. Lorsque le nombre ou le volume des envois exige l'emploi de plus d'un sac, des sacs distincts doivent, autant que possible, être utilisés :

a) Pour les lettres et cartes postales ;

b) Pour les autres objets ; le cas échéant, des sacs distincts doivent encore être utilisés pour les petits paquets ; les étiquettes de ces derniers sacs porteront la mention « Petits paquets ».

Le paquet ou sac des envois recommandés, réuni avec la feuille d'avis de la façon prévue à l'article 54, paragraphe 2, est placé dans un des sacs de lettres ou dans un sac spécial ; le sac extérieur doit porter, en tout cas, une étiquette de couleur rouge clair. Lorsqu'il y a plus d'un sac d'envois recommandés, les sacs supplémentaires ne contenant que des objets recommandés autres que des lettres et des cartes postales peuvent être expédiés à découvert munis de l'étiquette rouge clair.

Le sac ou paquet renfermant la feuille d'avis est désigné, en outre, par la lettre F tracée d'une manière apparente sur l'étiquette rouge clair. L'étiquette ainsi marquée est utilisée même si la dépêche est négative.

5. Le poids de chaque sac ne doit pas dépasser 30 kg.

*Article 57.**Remise des dépêches.*

1. La remise des dépêches entre deux bureaux correspondants s'effectue suivant les dispositions prises par les offices intéressés.

Ces offices peuvent s'entendre pour remettre globalement les sacs et paquets autres que ceux qui sont désignés par des étiquettes de couleur rouge.

2. Les dépêches doivent être livrées en bon état. Cependant, une dépêche ne peut pas être refusée pour cause d'avarie.

Lors de la remise, seuls les sacs et paquets signalés par des étiquettes rouges doivent être soumis à une vérification complète de leur fermeture et de leur conditionnement.

3. Lorsqu'une dépêche est reçue en mauvais état par un bureau intermédiaire, elle doit être mise telle quelle sous nouvel emballage. Le bureau qui effectue le remballage doit porter les indications de l'étiquette originale sur la nouvelle étiquette et apposer sur celle-ci une empreinte de son timbre à date, précédée de la mention « Remballé à ... ».

*Article 58.**Vérification des dépêches.*

1. Lorsqu'un bureau intermédiaire doit procéder au remballage d'une dépêche, il en vérifie le contenu s'il y a lieu de penser que celui-ci n'est pas resté intact.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

Bags containing mixed unregistered correspondence (letters, post-cards and other articles) must be furnished with the white label.

Nevertheless, the use of white and light blue labels is obligatory only for Administrations whose internal arrangements are not opposed to it.

The labels bear the name of the despatching office printed in small Roman characters, and the name of the office of destination in large Roman characters, preceded respectively by the words *de* and *pour*. In exchanges by sea at irregular intervals and at the request of the Office concerned these indications are completed by the mention of the date of despatch, the number of the mail, and the port of disembarkation.

The bags must indicate legibly in Roman characters the office or country of origin, and bear the mention *Postes* or some similar expression showing them to be mails.

3. In the absence of an arrangement to the contrary, mails of small size or " Nil " mails are simply wrapped in strong paper so as to prevent damage to the contents, then tied with string and sealed with wax or lead.

If sealed with lead seals, these mails must be made up so that the string cannot be detached. When they contain only unregistered correspondence they may be secured by means of gummed seals bearing the printed indication of the despatching office or Administration. The addresses of the packets must comply, as regards the printed indications and the colours, with the rules laid down in the preceding paragraph 2 for the labels of bags of correspondence.

4. When the number or bulk of the mails necessitates the use of more than one bag, separate bags must, as far as possible, be employed :

(a) For letters and post-cards ;

(b) For other articles ; if necessary separate bags must further be used for small packets ; the labels of these bags bear the words *Petits paquets*.

The packet or bag of registered articles, attached to the letter bill in the manner prescribed by Article 54, paragraph 2, is placed in one of the bags of letters or in a special bag ; the outer bag must in every case bear a light red label. When there is more than one bag of registered articles, the supplementary bags containing only registered articles other than letters and post-cards may be forwarded unenclosed, bearing the light red label.

The bag or packet containing the letter bill is in addition distinguished by the letter F marked plainly on the light red label. The label thus marked is used even if the mail is empty.

5. No bag may exceed 30 kg. in weight.

*Article 57.**Transmission of Mails.*

1. The mails are transmitted between two corresponding offices in accordance with the conditions fixed by the Offices concerned.

These Offices may arrange for the delivery in bulk of the bags and packets other than those distinguished by red labels.

2. The mails must be delivered in good condition. Nevertheless, a mail may not be refused because of damage.

At the time of delivery only the bags and packets distinguished by red labels must be completely examined as to their sealing and make-up.

3. When a mail is received in bad condition by an intermediate office, it must be repacked as it is in fresh packing. The office which has repacked the mail must copy the indications of the original label on the new label and date-stamp the label, adding in front of the impression : *Remballé à...* (Repacked at...).

*Article 58.**Check of Mails.*

1. When an intermediate office is obliged to repack a mail, it verifies the contents, if there is reason to think that they are not intact.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

Il dresse un bulletin de vérification du modèle C 16 ci-annexé en se conformant aux dispositions du paragraphe 3 ci-après. Ce bulletin est envoyé au bureau d'échange d'où la dépêche a été reçue ; une copie en est adressée au bureau d'origine et une autre est insérée dans la dépêche remballée.

2. Le bureau destinataire vérifie si la dépêche est au complet et si les inscriptions de la feuille d'avis et, le cas échéant, des listes spéciales d'envois recommandés sont exactes. En cas de manque d'une dépêche ou d'un ou plusieurs sacs en faisant partie, d'objets recommandés, d'une feuille d'avis, d'une liste spéciale d'envois recommandés, ou lorsqu'il s'agit de toute autre irrégularité, le fait est constaté immédiatement par deux agents. Ceux-ci font les rectifications nécessaires sur les feuilles ou listes en ayant soin de biffer les indications erronées de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives. A moins d'une erreur évidente, les rectifications prévalent sur la déclaration originale.

3. Les faits constatés sont signalés, au moyen d'un bulletin de vérification, au bureau d'origine de la dépêche et, en cas de manquant réel, au dernier bureau intermédiaire, par le premier courrier utilisable après vérification complète de la dépêche.

Les indications de ce bulletin doivent spécifier aussi exactement que possible de quel sac, paquet ou objet il s'agit.

Un duplicata du bulletin de vérification est envoyé, dans les mêmes conditions que l'original, à l'administration dont relève le bureau d'origine de la dépêche, lorsque cette administration l'exige. Lorsqu'il s'agit d'irrégularités importantes permettant de présumer une perte ou une spoliation, le sac ou l'enveloppe et le cachet de fermeture du paquet ou du sac des envois recommandés sont joints au bulletin de vérification destiné au bureau d'origine.

Si le bureau destinataire n'a pas trouvé le paquet ou le sac des objets recommandés et s'il peut désigner avec certitude le sac de lettres qui aurait dû le contenir, il annexe audit bulletin de vérification ce sac, avec la ficelle, l'étiquette et le cachet de fermeture du sac.

Dans l'échange avec les offices qui exigent l'envoi d'un duplicata, les pièces justificatives mentionnées ci-dessus sont annexées au duplicata.

Les bulletins de vérification et les duplicata sont envoyés sous pli recommandé.

Dans les cas prévus aux paragraphes premier et 2 du présent article, le bureau d'origine et, le cas échéant, le dernier bureau d'échange intermédiaire peuvent, en outre, être avisés par télégramme aux frais de l'office qui expédie celui-ci.

Un avis télégraphique doit être émis toutes les fois que la dépêche présente des traces évidentes de spoliation, afin que le bureau expéditeur ou intermédiaire procède sans aucun retard à l'instruction de l'affaire et, le cas échéant, avise également par télégramme l'office précédent pour la continuation de l'enquête.

4. Lorsque l'absence d'une dépêche est le résultat d'un défaut de coïncidence des courriers ou lorsqu'elle est dûment expliquée sur le bordereau de remise, l'établissement du bulletin de vérification prévu aux paragraphes premiers et 3 n'est pas nécessaire, si la dépêche parvient au bureau destinataire par le plus prochain courrier.

L'envoi du duplicata prévu au paragraphe 3 peut être différé, si l'on présume que le manque de la dépêche provient d'un retard ou d'une fausse direction.

Dès la rentrée d'une dépêche dont l'absence avait été signalée au bureau d'origine et, le cas échéant, au dernier bureau d'échange intermédiaire, il y a lieu d'adresser à ces bureaux un second bulletin de vérification annonçant la réception de cette dépêche.

5. Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins prévus au présent article les renvoient le plus promptement possible, après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu.

Toutefois, si ces bulletins ne sont pas renvoyés à l'office d'origine dans le délai de deux mois à compter de la date de leur expédition, ils seront considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme dûment acceptés par les bureaux auxquels ils ont été adressés.

Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays éloignés.

6. Lorsqu'un bureau réceptionnaire auquel la vérification de la dépêche incombait n'a pas fait parvenir au bureau d'origine et, le cas échéant, au dernier bureau d'échange intermédiaire, par le premier courrier utilisable après la vérification, un bulletin constatant des irrégularités quelconques, il est considéré comme ayant reçu la dépêche et son contenu, jusqu'à preuve du contraire. La même présomption existe pour les irrégularités dont la mention a été omise ou signalée d'une manière incomplète dans le bulletin de vérification.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

It prepares a verification note, Form C 16 annexed, in conformity with the provisions of paragraph 3 below. This note is sent to the office of exchange whence the mail has been received ; a copy is forwarded to the office of origin and another is inserted in the repacked mail.

2. The office of destination ascertains whether the mail is complete and whether the entries on the letter bill and on the special lists of registered articles, if any, are in order. In case of loss of a mail, or of one or more bags, of registered articles, of a letter bill, of a special list of registered articles, or in case of any other irregularity, the fact is verified immediately by two officers. These officers make the necessary corrections on the bill or list, taking care to cross out the incorrect entries in such a way as to leave the original entries legible. Except in the case of an obvious error, the corrections are accepted in preference to the original statement.

3. The facts verified are notified by verification note to the office of origin of the mail, and in case of actual loss to the last intermediate office, by the first available post after the complete check of the mail.

This verification note must specify as exactly as possible which bag, packet, or article is in question.

A duplicate of the verification note is sent in the same conditions as the original to the Administration to which the office of origin of the mail is subordinate, when that Administration so requires. In case of important irregularities giving reason for presuming loss or tampering, the bag or envelope and the seal of the packet or bag of registered articles are attached to the verification note for the office of origin.

If the office of destination has not found the packet or bag of registered articles and if it can point out with certainty the bag of letters which should have contained it, the bag, string, label and seal are attached to the verification note.

In relations with Offices which require the sending of a duplicate, the exhibits mentioned above are sent attached to the duplicate.

The verification notes and the duplicates are sent under registered cover.

In the cases referred to in paragraphs 1 and 2 of the present Article, the office of origin and, if necessary, the last intermediate office of exchange may, in addition, be advised by telegram at the expense of the Office which sends the telegram.

An advice must be sent by telegram whenever the mail shows evident traces of having been tampered with, in order that the office of despatch or intermediate office may make inquiry in the matter without delay and, if necessary, advise the preceding Office by telegram for the continuation of the inquiry.

4. When the absence of a mail is the result of a failure of connection or when it is duly explained on the way-bill, the preparation of the verification note prescribed in paragraphs 1 and 3 is not necessary if the mail reaches the office of destination by the next opportunity.

The sending of the duplicate prescribed by paragraph 3 may be deferred if it may be presumed that the absence of the mail arises from delay or wrong circulation.

As soon as a mail which had been reported as missing to the office of origin and, if occasion arises, to the last intermediate office comes to hand, a second verification note must be addressed to these offices announcing the receipt of this mail.

5. The offices to which the verification notes prescribed by the present Article are addressed return them as promptly as possible, after having examined them and made thereon any observations to which they may give rise.

If, however, these notes are not sent back to the Office of origin within two months counting from the date of despatch, they are considered, in the absence of proof to the contrary, as duly accepted by the offices to which they have been addressed.

This period is extended to four months in relations with distant countries.

6. When a receiving office by which a mail should be checked has not sent to the office of origin, and to the last intermediate office of exchange, if any, by the first available post after the checking of the mail, a verification note reporting irregularities of any kind, it is considered as having received the mail and its contents, until proof of the contrary. The same assumption is made in respect of irregularities to which no reference has been made or which have been incompletely reported in the verification note.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

*Article 59.**Renvoi des sacs vides.*

1. Sauf arrangement contraire entre les offices correspondants, les sacs doivent être renvoyés vides, par le prochain courrier, dans une dépêche directe pour le pays expéditeur des sacs. Le nombre des sacs renvoyés par chaque dépêche doit être inscrit sous la rubrique « indications de service » de la feuille d'avis.

Le renvoi est effectué entre les bureaux d'échange désignés à cet effet.

Les sacs vides doivent être enroulés et attachés ensemble en paquets convenables ; le cas échéant, les planchettes à étiquettes doivent être placées à l'intérieur des sacs. Les paquets doivent être revêtus d'une étiquette indiquant le nom du bureau d'échange d'où les sacs ont été reçus, chaque fois qu'ils sont renvoyés par l'intermédiaire d'un autre bureau d'échange.

Si les sacs vides à renvoyer ne sont pas trop nombreux, ils peuvent être placés dans les sacs contenant la correspondance ; dans le cas contraire, ils doivent être placés à part dans des sacs cachetés, étiquetés au nom des bureaux d'échange respectifs. Les étiquettes doivent porter la mention « Sacs vides ».

2. A l'aide des mentions faites sous la rubrique « Indications de service » de la feuille d'avis, chaque administration peut exercer, dans son service, un contrôle sur le renvoi des sacs qui lui appartient. Dans le cas où ce contrôle démontrerait que 10 % du nombre total des sacs utilisés pendant une année pour la confection des dépêches n'ont pas été renvoyés avant la fin de cette année, l'office qui ne peut établir le renvoi des sacs vides est tenu de rembourser à l'office expéditeur la valeur des sacs manquants. Le remboursement doit avoir également lieu si le nombre des sacs manquants n'atteint pas 10 % mais excède 50 unités.

Chaque administration fixe, périodiquement et uniformément pour toutes les espèces de sacs qui sont utilisés par ses bureaux d'échange, une valeur moyenne en francs et la communique aux administrations intéressées par l'intermédiaire du Bureau international.

TITRE VII

DISPOSITIONS CONCERNANT LES FRAIS DE TRANSIT ET D'ENTREPOT

CHAPITRE PREMIER

OPÉRATIONS DE STATISTIQUE.

*Article 60.**Statistique des frais de transit.*

1. Les frais de transit exigibles en exécution des articles 73 et suivants de la convention sont établis sur la base de statistiques dressées une fois tous les trois ans, pendant les 14 ou 28 premiers jours du mois de mai ou pendant les 14 ou 28 premiers jours qui suivent le 14 octobre alternativement.

Les dépêches confectionnées à bord des navires sont comprises dans les statistiques lorsqu'elles sont débarquées pendant la période de statistique.

La statistique sera dressée pendant la deuxième année de chaque période triennale.

La statistique de mai 1929, ainsi que les comptes y relatifs dressés d'après les dispositions de la Convention de Stockholm s'appliqueront à la liquidation des frais de transit jusqu'à la fin de l'année 1931.

La statistique d'octobre-novembre 1933 s'appliquera aux années 1932, 1933, 1934, et ainsi de suite.

2. Les paiements annuels des frais de transit à effectuer en raison de chaque statistique devront être continués, sauf compensation sur la base de la prochaine statistique, jusqu'à ce que les comptes établis d'après cette dernière soient approuvés ou considérés comme admis de plein droit (article 70 ci-après).

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

*Article 59.**Return of Empty Bags.*

1. In the absence of other arrangements between the corresponding Offices, bags must be returned empty by the next mail in a direct despatch to the country of origin. The number of bags returned in each mail must be entered under the heading *Indications de service* on the letter bill.

The return of empty bags is effected between offices of exchange appointed for this purpose.

The empty bags must be rolled up and tied together in suitable bundles, the label blocks, if any, being placed inside the bags. The bundles must bear a label showing the name of the office of exchange, whence the bags have been received whenever they are returned through another office of exchange.

If the bags to be returned are not too numerous, they may be placed in the bags containing correspondence. Otherwise, they must be placed separately in sealed bags, labelled with the names of the respective offices of exchange. The labels must be marked *Sacs vides* (Empty bags).

2. With the aid of the particulars entered under the heading *Indications de service* on the letter bill, each Administration is able to exercise in its service a check upon the return of bags belonging to it. When this check shows that 10 per cent. of the total number of the bags used in one year for the making up of mails have not been returned before the end of that year, the Office which is unable to prove the return of the empty bags is required to reimburse to the Office of despatch the value of the missing bags. Payment must also be made if the number of missing bags does not amount to 10 per cent. but exceeds 50 bags.

Each Administration fixes periodically, and uniformly for all kinds of bags used by its offices of exchange, an average value in francs and notifies it to the Administrations concerned through the medium of the International Bureau.

PART VII.

PROVISIONS CONCERNING TRANSIT AND WAREHOUSING CHARGES.

CHAPTER I.

STATISTICAL OPERATIONS.

*Article 60.**Transit Statistics.*

1. The transit charges payable in execution of Articles 73 *et seq.* of the Convention are based on statistics prepared once in every three years during the first 14 or 28 days of the month of May or during the 14 or 28 days which follow the 14th of October, alternately.

Mails made up on board ships are included in the statistics if they are landed during the statistical period.

The statistics will be taken during the second year of each triennial period.

The statistics of May, 1929, and the relative accounts prepared according to the provisions of the Convention of Stockholm will apply to the liquidation of transit charges up to the end of the year 1931.

The statistics of October-November, 1933, will apply to the years 1932, 1933, 1934 and so on.

2. The annual payments of transit charges to be made under each set of statistics should be continued subject to adjustment on the basis of the next statistics, until the accounts prepared according to the latter are approved or regarded as fully accepted (Article 70 below).

CONVENTION — RÈGLEMENT.

3. Lorsqu'il se produit une modification importante dans l'acheminement des correspondances d'un pays pour un autre et pour autant que cette modification affecte une période ou des périodes s'élevant à un total d'au moins douze mois, chaque office intéressé peut demander une revision des comptes de frais de transit. Dans ce cas, les sommes à payer par les offices expéditeurs sont établies d'après les services intermédiaires réellement employés, mais les poids totaux qui servent de base aux nouveaux comptes doivent normalement être les mêmes que ceux des dépêches expédiées pendant la période de statistique mentionnée au paragraphe premier. Lorsqu'une entente sur le mode de répartition ne peut être obtenue, une statistique spéciale doit être dressée pour régler le partage de ces poids entre les divers services empruntés. Aucune modification dans l'acheminement des correspondances pour un pays déterminé n'est considérée comme importante si elle n'affecte pas de plus de 5000 francs par an les comptes entre l'office d'origine et l'office intermédiaire intéressé. La demande d'une revision des comptes et, le cas échéant, d'une statistique spéciale peut être faite lorsque la modification dans l'acheminement des correspondances dont il s'agit a duré au moins neuf mois. Toutefois, les données de cette statistique ne sont prises en considération que si la période de douze mois est réellement accomplie.

Si, lors d'une statistique spéciale, il est établi que les poids totaux des courriers échangés entre deux offices et transportés par un tiers office ont subi une augmentation de cent pour cent ou une diminution de cinquante pour cent vis-à-vis des données de la dernière statistique périodique et que le compte du tiers office subirait de ce chef une modification de plus de 5000 francs par an, les nouveaux poids constatés serviront de base pour les frais de transit dus à cet office.

De même, lorsqu'une administration intermédiaire constate, dans les six mois qui suivent la statistique, qu'il existe entre les expéditions faites par une autre administration pendant la période de statistique et le trafic normal une différence de vingt pour cent au moins sur les poids totaux du transport, l'office intéressé peut exiger l'établissement d'une nouvelle statistique si les comptes entre deux offices sont affectés d'une modification de plus de 5000 francs par an.

*Article 61.**Confection et désignation des dépêches closes pendant la période de statistique.*

1. Pendant chaque période de statistique, l'échange des correspondances, en dépêches closes entre deux offices, à travers le territoire ou au moyen des services d'un ou de plusieurs autres offices, donne lieu à l'utilisation de sacs distincts pour les « lettres et les cartes postales » et pour les « autres objets ».

2. Par dérogation aux dispositions des articles 54 et 55 ci-dessus, chaque administration a la faculté, pendant la période de statistique, de comprendre les objets recommandés et les envois exprès autres que les lettres et les cartes postales dans un des sacs destinés aux « autres objets », en faisant mention de ce fait sur la feuille d'avis ; mais si, conformément auxdits articles 54 et 55, ces objets sont compris dans un sac de lettres, ils sont traités, en ce qui concerne la statistique, comme faisant partie de l'envoi de lettres.

3. Pendant la période de statistique, toutes les dépêches échangées en transit doivent être munies, en dehors des étiquettes ordinaires, d'une étiquette spéciale portant en gros caractères la mention « Statistique », suivie de l'indication 5 kg., 15 kg. ou 30 kg., selon la catégorie de poids (article 62, paragraphe premier, ci-après).

En ce qui concerne les sacs dont le poids brut ne dépasse pas 2 kg. ou qui ne contiennent que des sacs vides, des correspondances exemptes de tous frais de transit (art. 75 de la Convention) ou une feuille d'avis négative, la mention « Statistique » est suivie du mot « Exempt ».

4. L'étiquette « Statistique » doit porter en outre la mention « L. C. » ou « A. O. », suivant le cas.

*Article 62.**Constatation du nombre de sacs et du poids des dépêches closes.*

1. En ce qui concerne les dépêches qui donnent lieu au paiement de frais de transit, le bureau, d'échange expéditeur inscrit, à la feuille d'avis pour le bureau d'échange destinataire de la dépêche le nombre de sacs en les répartissant, le cas échéant, dans les catégories suivantes :

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

3. When an important modification takes place in the circulation of correspondence from one country to another, and provided that such modification affects a period or periods amounting to a total of 12 months at least, each Office concerned may demand a revision of its transit accounts. In that case the sums to be paid by the despatching Offices are determined according to the use actually made of the intermediate services, but the total weights which are the basis for the new accounts must normally be the same as those of the mails despatched during the statistical period mentioned in paragraph 1. When an agreement cannot be reached as to the method of division, special statistics must be taken to settle the distribution of these weights among the various services used. No modification in the circulation of correspondence for a particular country is considered important unless it affects by more than 5,000 francs per annum the accounts between the Office of origin and the intermediate Office concerned. The request for a revision of the accounts and, if necessary, for special statistics may be made when the modification in the circulation of the correspondence in question has lasted at least nine months. But the results of these statistics are only taken into consideration if the period of 12 months is actually completed.

If, after special statistics, it is shown that the total weights of the mails exchanged between two Offices and carried by a third Office have undergone an increase of 100 per cent. or a reduction of 50 per cent. as compared with the results of the last statistical period and that the accounts of the third Office would show on this head a modification of more than 5,000 francs a year, the new ascertained weights will form the basis of the transit charges due to that Office.

In the same way, when an intermediate Administration ascertains, during the six months which follow the statistics, that between the despatches made by another Administration during the statistical period and the normal traffic there is a difference of 20 per cent. at least in the total weight conveyed, the Office concerned may demand the taking of new statistics if the accounts between two Offices are affected by a modification of more than 5,000 francs a year.

Article 61.*Make-up and Description of Closed Mails during a Statistical Period.*

1. During each statistical period, separate bags for "letters and post-cards" and for "other articles" are used for the exchange of correspondence in closed mails between two Offices across the territory or by means of the services of one or more other Offices.

2. By way of exception to the provisions of Articles 54 and 55 above, each Administration has the option, during the statistical period, of enclosing registered or express articles other than letters and post-cards in one of the bags intended for "other articles", mentioning this fact on the letter bill; but if, in conformity with Articles 54 and 55, these articles are enclosed in a bag of letters, they are treated, so far as the statistics are concerned, as forming part of the letter despatch.

3. During the statistical period, all mails sent in transit must be furnished, in addition to the ordinary labels, with a special label bearing in large type the word *Statistique*, followed by the indication 5 kg., 15 kg. or 30 kg. according to the category of weight (Article 62, paragraph 1, below).

As regards the bags of which the gross weight does not exceed 2 kg., or which contain only empty bags, correspondence exempt from all transit charges (Article 75 of the Convention) or a blank letter bill, the word *Statistique* is followed by the word *Exempt*.

4. The label *Statistique* must bear in addition the mention "L.C." or "A.O." as the case may be.

Article 62.*Establishment of Number of Bags and Weight of Closed Mails.*

1. As regards mails which involve the payment of transit charges, the despatching office of exchange enters the number of bags on the letter bill for the office of exchange of destination, dividing them if necessary into the following classes:

CONVENTION — RÈGLEMENT.

Description du sac	Nombre des sacs dont le poids brut		
	dépasse 2 kg. sans excéder 5 kg. (sacs légers)	dépasse 5 kg. sans excéder 15 kg. (sacs moyens)	dépasse 15 kg. sans excéder 30 kg. (sacs lourds)
I	2	3	4
L. C.			
A. O.			
Exempt de frais de transit	Nombre de sacs :		

Le nombre des sacs exempts de frais de transit à inscrire doit être le total de ceux portant l'indication « Statistique—Exempt », d'après les prescriptions de l'article 61, paragraphe 3, ci-dessus.

2. Les indications des feuilles d'avis sont vérifiées par le bureau d'échange destinataire. Si ce bureau constate une erreur dans les nombres inscrits, il rectifie la feuille et signale immédiatement l'erreur au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification conforme au modèle C 24 ci-annexé. Toutefois, en ce qui concerne le poids d'un sac, l'indication du bureau d'échange expéditeur est tenue pour valable, à moins que le poids réel ne dépasse de plus de 250 grammes le poids maximum de la catégorie dans laquelle ce sac a été inscrit.

*Article 63.**Confection des relevés C 17 des dépêches closes.*

1. Aussitôt que possible après la clôture des opérations de statistique, les bureaux destinataires dressent en autant d'expéditions qu'il y a d'offices intéressés, y compris celui du lieu de départ, des relevés conformes au modèle C 17 ci-annexé et transmettent ces relevés aux bureaux d'échange de l'office expéditeur pour être revêtus de leur acceptation. Ceux-ci, après avoir accepté les relevés, les transmettent à leur tour à l'administration centrale dont ils dépendent en vue de les répartir entre les offices intéressés.

2. Si les relevés C 17 ne sont pas parvenus ou ne sont pas parvenus en nombre suffisant aux bureaux d'échange de l'office expéditeur dans le délai de trois mois (quatre mois dans les échanges avec les pays éloignés), à compter du jour de l'expédition de la dernière dépêche à comprendre dans la statistique, ces bureaux dressent eux-mêmes lesdits relevés, en nombre suffisant, d'après leurs propres indications et en inscrivant sur chacun d'eux la mention : « Les relevés C 17 du bureau destinataire ne sont pas parvenus dans le délai réglementaire ». Ils les transmettent ensuite à l'administration centrale dont ils relèvent pour leur répartition entre les offices en cause.

*Article 64.**Liste des dépêches closes échangées en transit.*

1. Aussitôt que possible et, au plus tard, dans un délai de trois mois après chaque période de statistique, sauf le cas où la voie d'acheminement n'a pu être constatée dans ce délai, les administrations qui ont expédié des dépêches en transit envoient la liste de ces dépêches aux différentes administrations dont elles ont emprunté l'intermédiaire.

2. Si cette liste indique des dépêches en transit qui, d'après les dispositions de l'article 61 ci-dessus, ne donnent pas lieu à l'établissement d'un relevé C 17, on y inscrit une mention explicative, telle que « Poids ne dépasse pas 2 kg. », « Sacs vides », « Correspondances exemptes », « Feuille d'avis négative ».

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

Description of bag.	Number of bags of which the gross weight		
	exceeds 2 kg. but not 5 kg. (light bags)	exceeds 5 kg. but not 15 kg. (medium bags).	exceeds 15 kg. but not 30 kg. (heavy bags).
1	2	3	4
L.C.			
A.O.			
Exempt from transit charges	Number of bags :		

The number of bags exempt from transit charges to be entered must be the total of those bearing the inscription *Statistique—Exempt*, as provided by Article 61, paragraph 3, above.

2. The entries on the letter bills are checked by the office of exchange of destination. If that office finds an error in the numbers entered, it corrects the letter bill and immediately notifies the mistake to the despatching office of exchange by means of a verification note identical with Form C 24 annexed. However, as regards the weight of a bag, the statement of the despatching office of exchange holds good, unless the actual weight exceeds by more than 250 grammes the maximum weight of the class in which this bag was entered.

*Article 63.**Preparation of Statements C 17 for Closed Mails.*

1. As soon as possible after the conclusion of the statistical operations, the offices of destination prepare as many copies of statements, identical with Form C 17 annexed, as there are Offices concerned including the Office of origin, and forward these statements to the offices of exchange of the Office of origin for acceptance. These offices, after having accepted the statements, forward them, in their turn, to their central Administration for distribution among the Offices concerned.

2. If the statements C 17 have not reached the offices of exchange of the Office of origin, or have not been received in sufficient number, within the period of three months (four months in exchanges with distant countries), from the date of despatch of the last mail to be included in the statistics, these offices themselves prepare the statements in sufficient number, in accordance with their own records, adding to each of them the note, *Les relevés C 17 du bureau destinataire ne sont pas parvenus dans le délai réglementaire* (The statements C 17 of the office of destination have not been received within the prescribed period). They then forward them to their central Administration for distribution among the Offices concerned.

*Article 64.**List of Closed transit Mails.*

1. As soon as possible and, at latest, within a period of three months after each statistical period, unless it has not been possible within that period to ascertain the route followed, the Administrations which have despatched mails in transit send the list of these mails to the different Administrations whose services they have used.

2. If this list shows mails in transit, which under the provisions of Article 61 above do not require the preparation of a statement C 17, an explanatory note is added to it, e.g., *Poids ne dépasse pas 2 kg.* (Weight does not exceed 2 kg.), *Sacs vides* (Empty bags), *Correspondances exemptes* (Exempt correspondence), *Feuille d'avis négative* (Blank letter bill).

CONVENTION — RÈGLEMENT.

*Article 65.**Dépêches closes échangées avec les bâtiments de guerre.*

Il incombe aux administrations des pays dont relèvent des bâtiments de guerre de dresser les relevés C 17 relatifs aux dépêches expédiées ou reçues par ces bâtiments. Les dépêches expédiées, pendant la période de statistique, à l'adresse des bâtiments de guerre doivent porter, sur des étiquettes, la date d'expédition.

Dans le cas où ces dépêches sont réexpédiées, l'office réexpéditeur en informe l'office du pays dont le bâtiment relève.

*Article 66.**Bulletin de transit.*

1. Lorsque la route à suivre et les services de transport à utiliser pour les dépêches expédiées pendant la période de statistique sont inconnus ou incertains, l'office d'origine doit, à la demande de l'administration destinataire, préparer pour chaque dépêche un bulletin de couleur verte conforme au modèle C 25 ci-annexé. L'office d'origine peut également expédier ce bulletin sans une demande formelle de l'administration destinataire, si les circonstances paraissent l'exiger.

Les feuilles d'avis des dépêches qui donnent lieu à l'établissement dudit bulletin doivent être revêtues en tête de l'annotation très apparente « Bulletin de transit ». La même mention soulignée au crayon rouge est portée sur les étiquettes spéciales « Statistique » dont il est question à l'article 61.

2. Le bulletin de transit doit être transmis à découvert, avec les dépêches auxquelles il se rapporte, aux différents services qui participent à leur transport. Dans chaque pays intéressé, les bureaux d'échange d'entrée et de sortie, à l'exclusion de tout autre bureau intermédiaire, consignent sur le bulletin les renseignements concernant le transit effectué par eux. Le dernier bureau d'échange intermédiaire doit remettre le bulletin C 25 directement au bureau de destination. Le bulletin est renvoyé ensuite par l'office destinataire au bureau d'origine à l'appui du relevé C 17. Lorsqu'un bulletin de transit dont l'expédition a été demandée ou est annoncée en tête de la feuille d'avis fait défaut, le bureau de destination est tenu de le réclamer sans aucun retard.

*Article 67.**Statistique des correspondances à découvert.*

1. Les correspondances ordinaires et recommandées, ainsi que les lettres et boîtes avec valeur déclarée, provenant du pays même ou des pays au delà, transmises à découvert pendant une période de statistique font l'objet, de la part du bureau d'échange expéditeur, d'une inscription sur la feuille d'avis libellée comme suit :

Nombre de correspondances à découvert. . . .

Les correspondances exemptes de tous frais de transit conformément aux dispositions de l'article 75 de la convention ne sont pas comprises dans ces chiffres.

Pour faciliter la vérification, le bureau d'échange expéditeur doit comprendre les correspondances ordinaires inscrites sur la feuille d'avis dans des liasses spéciales portant la mention « Correspondances à découvert ».

2. A défaut de correspondances à découvert, le bureau expéditeur inscrit en tête de la feuille d'avis la mention :

« Pas de correspondances à découvert ».

3. Les inscriptions aux feuilles d'avis sont vérifiées par le bureau d'échange destinataire. Si ce bureau constate des différences de plus de cinq objets, il rectifie lesdites inscriptions et signale immédiatement l'erreur au bureau expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Si la différence constatée reste dans la limite précitée, les indications du bureau expéditeur sont tenues pour valables.

4. Après avoir terminé les opérations statistiques, le bureau d'échange destinataire dresse, en simple expédition, des relevés (modèle C 19 ci-annexé) qu'il transmet, sans retard, à l'administration centrale dont il relève.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

*Article 65.**Closed Mails exchanged with Ships of War.*

It is the duty of the Administrations of countries to which ships of war belong to prepare statements C 17 relative to the mails sent or received by these ships. The mails sent to ships of war during the statistical period must bear on the labels the date of despatch.

In the event of these mails being re-forwarded, the redirecting Office notifies the fact to the Office of the country to which the ship belongs.

*Article 66.**Bulletin de Transit.*

1. When the route to be followed and the transport services to be used for the mails despatched during the statistical period are unknown or uncertain, the Office of origin must, at the request of the Administration of destination, prepare for each mail a statement, green in colour, in conformity with Form C 25 annexed. The Office of origin may also forward this statement without formal request on the part of the Administration of destination, if circumstances seem to require this to be done.

The letter bills of the mails which involve the preparation of the statement in question must be clearly noted at the head *Bulletin de transit*. The same note underlined in red pencil is made on the special labels *Statistique* referred to in Article 61.

2. The *bulletin de transit* must be forwarded unenclosed, with the mails to which it belongs, to the different services which participate in their carriage. In each country concerned, the inward and outward offices of exchange, to the exclusion of every other intermediate office, enter on the statement particulars concerning the transit which they effect. The last intermediate office of exchange must forward the statement C 25 directly to the office of destination. The statement is then returned by the Office of destination to the office of origin as a voucher for statement C 17. When a *bulletin de transit* of which the despatch has been requested or is announced at the head of the letter bill is missing, the office of destination must inquire for it without delay.

*Article 67.**Statistics of Correspondence sent à découvert.*

1. Ordinary and registered correspondence, as well as insured letters and boxes, originating in the country itself or in other countries, forwarded *à découvert* during a statistical period, are entered on the letter bill by the despatching office of exchange as follows :

Nombre de correspondances à découvert... (Number of articles *à découvert*).

Correspondence exempt from all transit charges in accordance with the terms of Article 75 of the Convention is not included in these figures.

In order to facilitate checking, the despatching office of exchange must make up the ordinary correspondence entered on the letter bill in special bundles labelled *Correspondances à découvert*. (*Correspondence à découvert*.)

2. When no correspondence is sent *à découvert*, the despatching office enters at the head of the letter bill the note :

Pas de correspondances à découvert. (No correspondence *à découvert*.)

3. The entries on the letter bills are checked by the office of exchange of destination. If that office finds differences of more than five articles, it corrects the entries, and notifies the error immediately to the despatching office, by means of a verification note. If the difference ascertained falls within the limit before-mentioned, the entries of the despatching office are accepted as valid.

4. After the termination of the statistical operations, the office of exchange of destination prepares, in a single copy, statements (Form C 19 annexed) which are forwarded without delay to the central Administration to which it is subordinate.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

*Article 68.**Statistique des dépêches entreposées.*

Pour les dépêches dont l'entrepôt dans un port donne lieu, aux termes de l'article 74 de la convention, à une rémunération au profit de l'office entreposeur, cet office établit, par pays d'origine, un relevé journalier conforme au modèle C 21 ci-annexé et où figurent les indications relatives aux dépêches reçues du pays considéré, par l'entrepôt, pendant la période des quatorze ou vingt-huit jours de la statistique des frais de transit, sans égard aux dates d'expédition et de réexpédition desdites dépêches.

Les indications portées sur les relevés journaliers sont récapitulées, pour chaque pays d'origine, sur un état conforme au modèle C 22 ci-annexé et qui est envoyé à l'administration centrale dudit pays, accompagné des relevés modèle C 21 y afférents.

L'état récapitulatif C 22, revêtu de l'acceptation de l'administration du pays expéditeur, est transmis avec les relevés modèle C 21 à l'administration centrale de l'office dont relève l'entrepôt.

*Article 69.**Services extraordinaires.*

Indépendamment des transports aériens sont seuls considérés comme services extraordinaires, donnant lieu à des frais de transit spéciaux, le service entretenu pour le transport territorial accéléré de la Malle dite des Indes et le service spécial automobile Palestine ou Syrie-Iraq.

CHAPITRE II

COMPTABILITÉ. RÈGLEMENT DES COMPTES.

*Article 70.**Compte des frais de transit.*

1. Pour l'établissement des comptes de transit, les sacs légers, moyens et lourds, tels qu'ils sont définis à l'article 62 ci-dessus, sont portés en compte respectivement pour les poids moyens de 4, 12 et 24 kg.

2. Le poids des dépêches closes, le nombre des correspondances transmises à découvert et, le cas échéant, le nombre des sacs entreposés dans un port, sont multipliés par 26, ou 13 selon le cas, et les produits servent de base à des comptes particuliers établissant en francs les sommes annuelles revenant à chaque office.

Dans le cas où le multiplicateur 26 ou 13 ne répond pas au trafic normal échangé par un service, les administrations intéressées s'entendent pour l'adoption d'un autre multiplicateur qui vaut pendant les années auxquelles s'applique la statistique.

Le soin de dresser les comptes incombe à l'office créancier qui les transmet à l'office débiteur.

3. Afin de tenir compte du poids des sacs et de l'emballage, ainsi que des catégories de correspondances exemptes de tous frais de transit en conformité des dispositions de l'article 75 de la convention, le montant total du compte des dépêches closes est réduit de dix pour cent.

4. Les comptes particuliers sont dressés en double expédition sur la base des relevés C 17, C 19 et C 21, et sur les formules C 18, C 20 et C 22. Ils sont transmis à l'office expéditeur aussitôt que possible et, au plus tard, dans un délai de dix mois suivant l'expiration de la période de statistique.

5. Si l'office qui a envoyé le compte particulier n'a reçu aucune observation rectificative dans un intervalle de quatre mois à compter de l'envoi, ce compte est considéré comme admis de plein droit.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

*Article 68.**Statistics of Mails warehoused.*

In respect of mails for the warehousing of which in a port payment is due under Article 74 of the Convention to the Office which warehouses the mails, that Office prepares, for each country of origin, a daily return in accordance with statement C 21 annexed, on which are shown the particulars of the mails received by the warehousing Office from the country in question, during the 14 or 28 days of the statistical period, without regard to the dates of despatch and of onward transmission of the mails in question.

The particulars shown on the daily returns are summarised, for each country of origin, in a return in accordance with statement C 22 annexed, which is forwarded to the central Administration of that country, together with the relative statements C 21.

The summary C 22, after acceptance by the Administration of the country of origin, is forwarded with the statements C 21 to the central Administration of the Office which provides the warehousing.

*Article 69.**Extraordinary Services.*

Apart from Air Mail services, the only services considered as extraordinary services giving rise to special transit charges are that maintained for the accelerated conveyance by land of the Indian Mail and the special motor service Palestine or Syria-Iraq.

CHAPTER II.

ACCOUNTING. SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

*Article 70.**Accounting for Transit Charges.*

1. For the preparation of the transit accounts, the light, medium and heavy bags, as defined in Article 62 above, are reckoned as being of the average weight of 4, 12 and 24 kg. respectively.

2. The weight of the closed mails, the number of articles forwarded *à découvert* and, if necessary, the number of bags warehoused in a port are multiplied by 26 or 13 as the case may be, and the products thus obtained serve as the basis of special accounts determining in francs the yearly payments due to each Office.

In cases where the multiplier 26 or 13 does not correspond to the normal traffic exchanged by a service, the Administrations concerned come to an agreement for the adoption of another multiplier, which holds good during the years to which the statistics apply.

The duty of preparing the accounts devolves on the creditor office, which forwards them to the debtor Office.

3. In order to take into account the weight of the bags and packing and of the classes of correspondence exempt from all transit charges in accordance with the terms of Article 75 of the Convention, the total amount of the account for closed mails is reduced by 10 per cent.

4. The detailed accounts are prepared in duplicate on the basis of the statements C 17, C 19 and C 21 on Forms C 18, C 20 and C 22. They are forwarded to the Office of origin as soon as possible, and, at the latest, within a period of 10 months following the close of the statistical period.

5. If the Office which has sent the detailed account has received no notice of amendments within an interval of 4 months, reckoning from the date of despatch, the account is regarded as fully accepted.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

*Article 71.**Décompte général annuel. Intervention du Bureau international.*

1. Sauf entente contraire entre les administrations intéressées, le décompte général comprenant les frais de transit et d'entrepôt est établi annuellement par le Bureau international.

2. Aussitôt que les comptes particuliers entre deux administrations sont approuvés ou considérés comme admis de plein droit (paragraphe 5 de l'article précédent), chacune de ces administrations transmet, sans retard, au Bureau international, un relevé (modèle C 23 ci-annexé) indiquant les montants totaux de ces comptes. Lors de la réception d'un relevé de la part d'une administration, le Bureau international en avertit l'autre administration intéressée.

Dans le solde, il est fait abandon des centimes.

En cas de différences entre les indications correspondantes fournies par deux administrations, le Bureau international les invite à se mettre d'accord et à lui indiquer les sommes définitivement arrêtées.

Lorsqu'une seulement des administrations a fourni le relevé C 23, les indications de cette administration font foi, à moins que le relevé correspondant de l'administration retardataire ne soit parvenu au Bureau international en temps opportun pour l'établissement du prochain décompte général annuel.

Dans le cas prévu au paragraphe 5 de l'article précédent, les relevés doivent porter la mention « Aucune observation de l'office débiteur n'est parvenue dans le délai réglementaire ».

Si deux administrations se mettent d'accord pour faire un règlement spécial, leurs relevés C 23 portent la mention « Compte réglé à part — à titre d'information » et ne sont pas compris dans le décompte général annuel.

3. Le Bureau international établit, à la fin de chaque année, sur la base des relevés qui lui sont parvenus jusque-là et qui sont considérés comme admis de plein droit, un décompte général annuel des frais de transit. Le cas échéant, il se conforme à la règle fixée à l'article 60, paragraphe 2, pour les paiements annuels.

Le décompte indique :

- a) Le Doit et l'Avoir de chaque office ;
- b) Le solde débiteur ou le solde créditeur de chaque office ;
- c) Les sommes à payer par les offices débiteurs ;
- d) Les sommes à recevoir par les offices créditeurs.

Le Bureau international pourvoit à ce que le nombre des paiements effectués par les offices débiteurs soit restreint dans la mesure du possible.

4. Les décomptes généraux annuels doivent être transmis aux administrations par le Bureau international, aussitôt que possible et, au plus tard, avant l'expiration du premier trimestre de l'année qui suit celle de leur établissement.

*Article 72.**Liquidation des frais de transit.*

1. Sauf entente contraire, le solde résultant d'un décompte général annuel du Bureau international ou des règlements spéciaux, y compris, le cas échéant, la compensation prévue à l'article 60, paragraphe 2, est payé par l'office débiteur à l'office créditeur en or ou au moyen de chèques ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier.

En cas de paiement au moyen de chèques ou de traites, ces titres sont établis en monnaie du pays créancier pour un montant équivalent, au jour de l'achat, à la valeur du solde exprimé en francs. Les frais de paiement sont supportés par l'office débiteur.

Ces chèques ou traites peuvent être également tirés sur un autre pays, à la condition que ces titres représentent le même équivalent et que les frais d'escompte soient à la charge de l'office débiteur.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

Article 71.

General Annual Liquidation Account. Functions of the International Bureau.

1. In the absence of any understanding to the contrary between the Administrations concerned, the general liquidation account, consisting of transit and warehousing charges, is prepared annually by the International Bureau.

2. As soon as the detailed accounts between two Administrations are approved or regarded as fully accepted (paragraph 5 of the preceding Article), each of these Administrations forwards without delay to the International Bureau a statement (Form C 23 annexed) indicating the total amounts of these accounts. On receipt of a statement from an Administration, the International Bureau gives notice of its receipt to the other Administration concerned.

Centimes are ignored in the balance.

In case of difference between the corresponding items furnished by two Administrations, the International Bureau invites them to come to an agreement, and to communicate to it the sums definitely agreed upon.

When one only of the Administrations has furnished the statement C 23, the amounts indicated by this Administration hold good, unless the corresponding statement of the Administration which was in arrear reaches the International Bureau in time for the preparation of the next general annual liquidation account.

In the case provided for in paragraph 5 of the preceding Article, the statements must bear the indication *Aucune observation de l'Office débiteur n'est parvenue dans le délai réglementaire.* (No comment has been received from the debtor Office within the prescribed period.)

If two Administrations agree between themselves to effect a special settlement, their statements C 23 bear the note *Compte réglé à part—à titre d'information* (Account settled separately—for purposes of information), and are not included in the general annual liquidation account.

3. At the end of each year the International Bureau prepares, on the basis of the statements which it has received up to that time and which are regarded as fully accepted, a general annual liquidation account of transit charges. If necessary, it conforms to the rule laid down by Article 60, paragraph 2 for annual payments.

This accounts shows :

- (a) The Debit and Credit of each Office ;
- (b) The debit balance or the credit balance of each Office ;
- (c) The sums to be paid by the debtor Offices ;
- (d) The sums to be received by the creditor Offices.

The International Bureau arranges to limit as far as practicable the number of payments made by the debtor Offices.

4. The general annual liquidation accounts must be forwarded by the International Bureau to the Administrations as early as possible, and, at the latest, before the end of the first quarter of the year following the year of their preparation.

Article 72. (See Protocol I.)

Settlement of Transit Charges.

1. Unless otherwise arranged, the balance resulting from the general annual liquidation account of the International Bureau or from the special settlements, including if necessary the adjustment prescribed by Article 60, paragraph 2, is paid by the debtor Office to the creditor Office in gold, or by means of cheques or drafts payable at sight on the capital or on a commercial centre of the creditor country.

If payment is made by means of cheques or drafts, they are drawn in the currency of the creditor country for an amount equivalent, on the day of purchase, to the value of the balance expressed in francs. The costs of the payment are borne by the debtor Office.

These cheques or drafts may also be drawn on another country on condition that they represent the same equivalent and that the discount charges are paid by the debtor Office.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

2. Le paiement précité doit être effectué dans le plus bref délai possible, et, au plus tard, avant l'expiration d'un délai de quatre mois à partir de la date d'envoi du décompte par le Bureau international ou de l'invitation à payer, adressée par l'office créancier à l'office débiteur, quand il s'agit d'un compte réglé à part. Ce délai peut être porté à cinq mois dans les relations entre pays éloignés.

Passé ces délais, les sommes dues sont productives d'intérêt, à raison de sept pour cent l'an, à compter du jour d'expiration desdits délais.

TITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES

CHAPITRE UNIQUE

Article 73.

Coupons-réponse.

1. Les coupons-réponse sont conformes au modèle C 26 ci-annexé et imprimés par les soins du Bureau international sur papier portant en filigrane les lettres U P U en grands caractères.
 2. Chaque administration a la faculté :
 - a) De donner aux coupons-réponse une perforation distinctive qui ne nuise pas à la lecture du texte et ne soit pas de nature à entraver la vérification de ces valeurs ;
 - b) De modifier, à la main ou au moyen d'un procédé d'impression, le prix de vente indiqué sur les coupons.
 3. Le Bureau international fournit les coupons au prix coûtant.
 4. Sauf entente entre les administrations intéressées, les coupons échangés sont envoyés annuellement aux administrations qui les ont émis avec l'indication globale de leur nombre et de leur valeur.
 5. Aussitôt que deux administrations se sont mises d'accord sur le nombre des coupons échangés dans leurs relations réciproques, un relevé (modèle C 27 ci-annexé), indiquant le solde débiteur ou créditeur, est dressé par chacune des deux administrations et transmis par celles-ci au Bureau international. A défaut d'accord entre deux administrations dans un délai de six mois, l'office créditeur établit son décompte et l'envoie au Bureau international. Pour l'établissement de ce relevé, la valeur du coupon est calculée à 37 1/2 centimes par unité. Le Bureau international comprend le solde dans un décompte annuel.
- Dans le cas où l'une seulement des administrations aurait fourni le relevé (modèle C 27), les indications de cette administration font foi.
6. Lorsque, dans les rapports entre deux offices, le solde annuel ne dépasse pas 25 francs, l'office débiteur est exonéré de tout paiement et le relevé n'est pas dressé.
 7. Dans le cas où deux administrations se sont mises d'accord pour faire un règlement spécial, elles ne transmettent pas de relevé au Bureau international.
 8. Le paiement des soldes a lieu dans les conditions prévues à l'article 72.

Article 74.

Cartes d'identité.

1. Les administrations désignent les bureaux de poste ou les services postaux qui délivrent les cartes d'identité.
2. Ces cartes sont établies sur des formules conformes au modèle C 28 ci-annexé. Ces formules sont fournies, au prix coûtant, par le Bureau international.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

2. The payment above-mentioned must be made with as little delay as possible, and, at the latest, before the end of a period of 4 months from the date of despatch of the liquidation account by the International Bureau, or of the request for payment, addressed by the creditor Office to the debtor Office, in the case of an account settled separately. This period may be extended to 5 months in relations with distant countries.

If these periods are exceeded, the sums due are chargeable with interest, at the rate of 7 per cent. per annum, from the date of the expiration of the periods of grace mentioned.

PART VIII.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

CHAPTER I.

*Article 73.**Reply Coupons.*

1. Reply coupons are identical with Form C 26 annexed, and are printed under the supervision of the International Bureau on paper bearing in watermark the letters U P U in large characters.

2. Each Administration has the option :

(a) Of marking the coupons with a special perforation which does not prevent the reading of the text and is not of such a character as to hinder the checking of the coupons ;

(b) Of modifying, by hand or by a printing process, the selling price indicated on the coupons.

3. The international Bureau supplies the coupons at cost price.

4. In the absence of other arrangements between the Administrations concerned, the coupons exchanged are sent yearly to the Administrations which issued them, with a statement of their total number and value.

5. As soon as two Administrations have agreed on the number of coupons exchanged between them, a statement (Form C 27 annexed) indicating the debit or credit balance is drawn up by each of the two Administrations and forwarded by them to the International Bureau. If two Administrations cannot reach an agreement within a period of six months, the creditor Office prepares its account and sends it to the International Bureau. For the preparation of this statement the value of the coupon is reckoned at 37 ½ centimes. The International Bureau includes the balance in a yearly account.

In the event of one only of the Administrations having furnished the statement (Form C 27) the entries of that Administration hold good.

6. When, in the relations between two Offices, the yearly balance does not exceed 25 francs, the debtor Office is exempt from all payments on this head, and the statement is not prepared.

7. If two Administrations have agreed to effect a special settlement, they do not forward a statement to the International Bureau.

8. The payment of the balances is effected under the conditions laid down in Article 72.

*Article 74.**Identity Cards.*

1. Each Administration appoints the post offices or postal services which issue Identity Cards.

2. These cards are made out in the form indicated in Form C 28 attached. These forms are furnished at cost price by the International Bureau.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

3. Au moment de la demande, le requérant remet sa photographie et justifie de son identité. Les administrations édictent les prescriptions nécessaires pour que les cartes ne soient délivrées qu'après examen minutieux de l'identité du requérant.

L'agent inscrit cette demande dans un registre, remplit à l'encre et en caractères latins toutes les indications que comporte la formule de carte d'identité, colle sur celle-ci la photographie à l'endroit désigné, applique mi-partie sur cette photographie et mi-partie sur la carte un timbre-poste représentant la taxe perçue et annule cette figurine au moyen d'une empreinte bien nette du timbre à date.

Il appose ensuite de nouveau l'empreinte de ce timbre ou de son sceau officiel, de manière qu'elle porte à la fois sur la partie supérieure de la photographie et sur la carte, puis reproduit cette empreinte au recto de la carte, signe celle-ci et la remet à l'intéressé après avoir recueilli sa signature.

4. Lorsque la physionomie du titulaire s'est modifiée au point qu'elle ne réponde plus à la photographie ou au signalement, la carte doit être renouvelée.

5. Chaque pays conserve la faculté de délivrer les cartes d'identité du service international selon les règles appliquées pour les cartes en usage dans son service intérieur.

Article 75.

Dépêches échangées avec des bâtiments de guerre.

1. L'établissement d'un échange, en dépêches closes, entre un office postal et des divisions navales ou bâtiments de guerre de même nationalité, ou entre une division navale ou bâtiment de guerre et une autre de même nationalité, doit être notifié, autant que possible à l'avance, aux offices intermédiaires.

2. La suscription de ces dépêches est rédigée comme suit :

Du bureau de }
 Pour { la division navale (nationalité) de (désignation de la division) à } (Pays).
 { le bâtiment (nationalité) le (nom du bâtiment) à }

ou

De la division navale (nationalité) de (désignation de la division) à }
 Du bâtiment (nationalité) le (nom du bâtiment) à } (Pays).
 Pour le bureau de }

ou

De la division navale (nationalité) de (désignation de la division) à } (Pays).
 Du bâtiment (nationalité) le (nom du bâtiment) à } (Pays).
 Pour { la division navale (nationalité) de (désignation de la division) à } (Pays).
 { le bâtiment (nationalité) le (nom du bâtiment) à } (Pays).

3. Les dépêches à destination ou provenant de divisions navales ou de bâtiments de guerre sont acheminées, sauf indication d'une voie spéciale sur l'adresse, par les voies les plus rapides et dans les mêmes conditions que les dépêches échangées entre bureaux de poste.

Le capitaine d'un paquebot postal qui transporte des dépêches à destination d'une division navale ou d'un bâtiment de guerre les tient à la disposition du commandant de la division ou du bâtiment destinataire pour le cas où celui-ci viendrait lui en demander la livraison en route.

4. Si les bâtiments ne se trouvent pas au lieu de destination quand les dépêches à leur adresse y arrivent, ces dépêches sont conservées au bureau de poste, en attendant leur retrait par le destinataire ou leur réexpédition sur un autre point. La réexpédition peut être demandée, soit par l'office postal d'origine, soit par le commandant de la division navale ou du bâtiment destinataire, soit enfin par un consul de même nationalité.

5. Celles des dépêches dont il s'agit qui portent la mention « Aux soins du Consul d . . . » sont consignées au Consulat du pays d'origine. Elles peuvent être ultérieurement, à la demande du consul, réintégrées dans le service postal et réexpédiées sur le lieu d'origine ou sur une autre destination.

6. Les dépêches à destination d'un bâtiment de guerre sont considérées comme étant en transit jusqu'à leur remise au commandant de ce bâtiment, alors même qu'elles auraient été primitivement adressées aux soins d'un bureau de poste ou à un consul chargé de servir d'agent de transport intermédiaire ; elles ne sont donc pas considérées comme étant parvenues à leur adresse, tant qu'elles n'ont pas été livrées au bâtiment de guerre destinataire.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

3. The applicant must at the time of application, hand in his photograph and prove his identity. Administrations take the necessary measures to ensure that cards shall only be issued after careful enquiry into the identity of the applicant.

The official enters the application in a register, fills up in ink and in Roman characters all the particulars required by the Identity Card, affixes to it the photograph in the space indicated, affixes the postage stamp representing the charge, half on this photograph and half on the card, and cancels it by a clear impression of the date-stamp.

He then makes a fresh impression of this stamp or of this official seal in such a way that it appears partly on the upper portion of the photograph and partly on the card, then repeats this impression on the front of the card, signs the card and delivers it to the applicant after having obtained his signature.

4. When the appearance of the holder is so altered that the photograph or the description are no longer accurate, the card must be renewed.

5. Each country retains the right to issue Identity Cards relative to the international service in accordance with the rules applied to the cards in use in its inland service.

Article 75.

Mails exchanged with Ships of War.

1. The establishment of an exchange of closed mails between a Post Office and naval divisions or ships of war of the same nationality, or between one naval division or ship of war and another of the same nationality, must be notified, as far as possible in advance, to the intermediate Offices.

2. Such mails are addressed in the following form :

From the post office of }
For { the (nationality) naval division of (name of the division) at } (Country)
 { the (nationality) ship (name of the ship) at }

or

From the (nationality) naval division of (name of the division) at }
From the (nationality) ship (name of the ship) at } (Country).
For the post office of }

or

From the (nationality) naval division of (name of the division) at }
For { the (nationality) ship (name of the ship) at } (Country).
 { the (nationality) naval division (name of the division) at }
 { the (nationality) ship (name of the ship) at }

3. Mails addressed to or sent from naval divisions or ships of war are forwarded, unless specially addressed as to route, by the most rapid routes, and in the same conditions as mails exchanged between post offices.

The captain of a mail-packet conveying mails for a naval division or a ship of war holds them at the disposal of the commanding officer of the naval division or ship addressed, in case the latter should require delivery *en route*.

4. If the ships are not at the place of destination when mails addressed to them arrive there, the mails are kept at the post office until fetched away by the addressee or redirected to another place. Redirection may be demanded, either by the Post Office of origin, by the commanding officer of the naval division or the ship addressed, or by a Consul of the same nationality.

5. Such of the mails in question as are addressed *Aux soins du Consul de*..... (Care of the Consul of.....) are delivered at the Consulate of the country of origin. At the request of the Consul they may afterwards be received back into the postal service and redirected to the place of origin or to another address.

6. Mails addressed to a ship of war are regarded as being in transit up to the time of their delivery to the commanding officer of that ship, even when they have been originally addressed to the care of a post office or to a Consul entrusted with the duty of acting as forwarding agent; they are not, therefore, regarded as having arrived at their address so long as they have not been delivered to the ship of war addressed.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

*Article 76.**Bulletins d'affranchissement. Décompte des frais de douane, etc.*

1. Le décompte relatif aux frais de douane, etc., déboursés par chaque office pour le compte d'un autre, est effectué au moyen des comptes particuliers mensuels conformes au modèle C 4 ci-annexé, qui sont établis par l'office débiteur dans la monnaie du pays créditeur. Les bulletins d'affranchissement sont inscrits par ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné.

Si les deux administrations intéressées assurent également le service des colis postaux dans leurs relations réciproques, elles peuvent comprendre, sauf avis contraire, dans les décomptes des bulletins d'affranchissement de ce dernier service, ceux de la poste aux lettres.

2. Le compte particulier, accompagné des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'administration créditrice au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte. Il n'est pas dressé de compte négatif.

3. La vérification des comptes est effectuée d'après les règles fixées par le règlement des mandats de poste.

4. Les décomptes donnent lieu à une liquidation spéciale. Chaque office peut, toutefois, demander que ces comptes soient annexés, soit aux comptes des mandats de poste, soit aux comptes C P 14 ou C P 15 des colis postaux.

*Article 77.**Formules à l'usage du public.*

En vue de l'application des dispositions de l'article 30, paragraphe 2, de la convention, sont considérées comme formules à l'usage du public :

Les formules C 1 (Étiquette de douane), C 2 (Déclaration en douane), C 6 (Avis de réception), C 8 (Mandat de remboursement international), C 10 (Enveloppe de réexpédition), C 11 (Demande de retrait ou de modification d'adresse), C 12 (Renseignements à fournir en cas de réclamation d'un envoi ordinaire), C 13 (Réclamation d'un envoi recommandé).

*Article 78.**Délai de garde des documents.*

Les documents du service international doivent être conservés pendant une période minimum de deux ans.

*Article 79.**Adresse télégraphique.*

Les administrations font usage, pour les communications télégraphiques qu'elles échangent entre elles, de l'adresse télégraphique « Postgen », suivie de l'indication de la ville où se trouve le siège de l'administration centrale.

TITRE IX

BUREAU INTERNATIONAL

CHAPITRE UNIQUE

*Article 80.**Congrès et Conférences.*

Le Bureau international prépare les travaux des congrès ou conférences. Il pourvoit aux impressions et à la distribution des documents nécessaires.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

*Article 76.**Franking Notes. Settlement of Customs Charges, etc.*

1. The settlement concerning customs charges, etc., paid out by each Office on behalf of another is effected by means of special monthly accounts identical with Form C 4 annexed, which are drawn up by the debtor Office in the money of the creditor Office. The franking notes are entered in alphabetical order of the offices which have advanced the amounts and in numerical order.

If the two Administrations concerned also participate in the parcel post service in their mutual relations, they may in the absence of other arrangements include in the settlements relating to parcel post franking notes those relating to the letter post.

2. The special account, accompanied by the franking notes, is forwarded to the creditor Administration not later than the end of the month following that to which it relates. A blank account is not drawn up.

3. The checking of the accounts takes place in accordance with the rules fixed by the Detailed Regulations of the Money Order Agreement.

4. The accounts are settled specially. Each Office may, however, request that these accounts be annexed either to the Money Order accounts or to the accounts C P. 14 or C P. 15 relating to postal parcels.

*Article 77.**Forms for the use of the Public.*

For the purpose of applying the provisions of Articles 30, paragraph 2, of the Convention, the following are considered as forms for the use of the public:

Forms C 1 (Customs label), C 2 (Customs Declaration), C 6 (Advice of Delivery), C 8 (International Trade Charge Money Order), C 10 (Redirection Envelope), C 11 (Request for withdrawal from the post or for modification of address), C 12 (Particulars to be furnished in case of enquiry for an ordinary article), C 13 (Enquiry for a registered article).

*Article 78.**Period of retention of Documents.*

Documents relating to the international service must be preserved for a minimum period of two years.

*Article 79.**Telegraphic Address.*

For telegraphic communications exchanged between them, Administrations use the telegraphic address "Postgen" followed by the name of the city in which the central Administration is situated.

PART IX.

INTERNATIONAL BUREAU.

CHAPTER I.

*Article 80.**Congresses and Conferences.*

The International Bureau prepares the business to be submitted to Congresses or Conferences. It undertakes the printing and distribution of the necessary documents.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

Le directeur de ce bureau assiste aux séances des congrès ou conférences et prend part aux discussions, sans voix délibérative.

*Article 81.**Renseignements. Demandes de modifications des actes.*

Le Bureau international doit se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service, les renseignements dont ils pourraient avoir besoin.

Il instruit les demandes de modifications ou d'interprétation des dispositions qui régissent l'Union et notifie les résultats des consultations.

*Article 82.**Publications.*

1. Le Bureau international rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, un journal spécial en langues allemande, anglaise, espagnole et française.

2. Il publie, d'après les informations fournies en vertu des prescriptions de l'article 90 ci-après, un recueil officiel de tous les renseignements d'intérêt général concernant l'exécution de la convention et du règlement dans chaque pays. Les modifications ultérieures sont notifiées par circulaires.

Des recueils analogues concernant l'exécution des arrangements sont publiés sur la demande des administrations participant à ces arrangements.

3. Les documents publiés par le Bureau international sont distribués aux administrations dans la proportion du nombre d'unités contributives assignées à chacune d'elles par l'article 24 de la convention.

Les exemplaires supplémentaires de ces documents qui seraient réclamés par les administrations sont payés à part, d'après leur prix de revient.

4. Le Bureau international est chargé de publier un dictionnaire alphabétique de tous les bureaux de poste du monde, avec une mention spéciale pour ceux de ces bureaux chargés de services qui ne sont pas encore généralisés. Ce dictionnaire est tenu au courant au moyen de suppléments ou de toute autre manière que le Bureau international juge convenable.

Le dictionnaire est distribué aux administrations à raison de 10 exemplaires par unité contributive assignée à chacune d'elles par l'article 24 de la convention. Les exemplaires supplémentaires demandés par les administrations sont payés à part, d'après leur prix de revient.

*Article 83.**Rapport annuel.*

Le Bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à toutes les administrations.

*Article 84.**Langue officielle du Bureau international.*

La langue officielle du Bureau international est la langue française.

*Article 85.**Coupons-réponse. Cartes d'identité. Tableau des équivalents.*

Le Bureau international est chargé de la confection et de l'approvisionnement des coupons-réponse et des cartes d'identité, ainsi que de l'établissement et de la distribution du tableau des équivalents prévu à l'article 5 ci-dessus.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

The Director of the International Bureau attends the sittings of Congresses or Conferences, and takes part in the discussions, but without the right of vote.

*Article 81.**Information. Requests for modification of the Acts.*

The International Bureau must hold itself always at the disposal of members of the Union for the purpose of furnishing them with any information they may require upon questions relating to the service. It prepares a statement of the case whenever a request is made for modification or interpretation of the regulations which govern the Union, and notifies the results of consultations.

*Article 82.**Publications.*

1. The International Bureau publishes, with the assistance of the documents which are put at its disposal, a special journal in the German, English, Spanish, and French languages.

2. It publishes, in accordance with information furnished under the provisions of Article 90 below, an official summary of all information of general interest concerning the carrying out of the Convention and the Regulations in each country. Subsequent modifications are notified by means of circulars.

Similar summaries concerning the execution of the Agreements are published at the request of the Administrations participating in those Agreements.

3. The documents published by the International Bureau are distributed to the Administrations, in proportion to the number of units of contribution assigned to each by Article 24 of the Convention. Any additional copies of these documents which may be applied for by Administrations are paid for separately at cost price.

4. The International Bureau undertakes the publication of an alphabetical dictionary of all the post offices in the world, with special indication of such of those offices as undertake services which have not yet become general. This dictionary is kept up to date by means of supplements or in any other manner which the International Bureau considers suitable.

The dictionary is distributed to the Administrations in the proportion of 10 copies to each unit of contribution assigned to each by Article 24 of the Convention. Any additional copies required by Administrations are paid for separately at cost price.

*Article 83.**Annual Report.*

The International Bureau makes an annual Report on its work which is communicated to all the Administrations.

*Article 84.**Official Language of the International Bureau.*

The official language of the International Bureau is French.

*Article 85.**Reply Coupons. Identity Cards. Table of Equivalents.*

The International Bureau undertakes the manufacture and supply of reply coupons and identity cards, as well as the preparation and distribution of the table of equivalents referred to in Article 5 above.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

*Article 86.**Balance et liquidation des comptes.*

1. Le Bureau international est chargé d'opérer la balance et la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service international des postes entre les administrations qui déclarent vouloir emprunter son intermédiaire. Celles-ci se concertent, à cet effet, entre elles et avec ce Bureau.

2. Sur la demande des administrations intéressées, les décomptes télégraphiques peuvent aussi être indiqués au Bureau international pour entrer dans la compensation des soldes.

3. Chaque administration conserve le droit d'établir à son choix des décomptes spéciaux pour diverses branches du service et d'en opérer à son convenance le règlement avec ses correspondants, sans employer l'intermédiaire du Bureau international, auquel elle se borne à indiquer pour quelles branches de service et pour quels pays elle réclame ses offices.

4. Les administrations qui auront emprunté l'intermédiaire du Bureau international pour la balance et la liquidation des décomptes peuvent cesser d'user de cet intermédiaire trois mois après en avoir donné avis.

*Article 87.**Etablissement des comptes.*

1. Lorsque les comptes particuliers ont été débattus et arrêtés d'un commun accord, les offices débiteurs transmettent aux offices créditeurs, pour chaque nature d'opérations, une reconnaissance, établies en francs et centimes, du montant de la balance des deux comptes particuliers, avec l'indication de l'objet de la créance et de la période à laquelle elle se rapporte.

Sauf entente contraire, l'office qui désirerait, pour sa comptabilité intérieure, avoir des comptes généraux, aurait à les établir lui-même et à les soumettre à l'acceptation de l'office correspondant.

Les offices peuvent s'entendre pour pratiquer un autre système dans leurs relations.

2. Chaque office adresse au Bureau international mensuellement ou trimestriellement, si des circonstances spéciales le rendent désirable, un tableau indiquant son avoir du chef des décomptes particuliers, ainsi que le total des sommes dont il est créateur envers chacun des offices contractants; chaque créance figurant dans ce tableau doit être justifiée par une reconnaissance de l'office débiteur.

Ce tableau doit parvenir au Bureau international le 19 de chaque mois ou du premier mois de chaque trimestre au plus tard. A défaut, il n'est compris que dans la liquidation du mois ou du trimestre suivant.

3. Le Bureau international constate, en rapprochant les reconnaissances, si les tableaux sont exacts. Toute rectification nécessaire est notifiée aux offices intéressés.

Le doit de chaque office envers un autre est reporté dans un tableau récapitulatif; afin d'établir le total dont chaque office est débiteur, il suffit d'additionner les diverses colonnes de ce tableau récapitulatif le total dont chaque office est débiteur, il suffit d'additionner les diverses colonnes de ce tableau récapitulatif.

*Article 88.**Balance générale.*

1. Le Bureau international réunit les tableaux et les récapitulations en une balance générale indiquant :

- a) Le total du doit et de l'avoir de chaque office ;
- b) Le solde débiteur ou le solde créditeur de chaque office ;
- c) Les sommes à payer par les offices débiteurs et la répartition de ces sommes entre les offices créditeurs.

Il veille, dans la mesure du possible, à ce que chaque office n'ait à effectuer, pour se libérer, qu'un ou deux paiements distincts.

Toutefois, l'office qui se trouve habituellement à découvert vis-à-vis d'un autre office pour une somme supérieure à 50.000 francs a le droit de réclamer des acomptes.

Ces acomptes sont inscrits, tant par l'office créditeur que par l'office débiteur, au bas des tableaux à adresser au Bureau international.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

*Article 86.**Balancing and Settlement of Accounts.*

1. The International Bureau undertakes the balancing and settlement of accounts of every description relative to the international postal service between the Administrations which express their desire to avail themselves of its services. They arrange accordingly with each other and with the Bureau.

2. At the request of the Administrations concerned, telegraph accounts may also be notified to the International Bureau to be included in arriving at the balances due.

3. Each Administration retains the right to prepare at its discretion special accounts for different branches of the service, and to settle them as it thinks fit with the corresponding Administrations, without employing the medium of the International Bureau, to which it simply indicates for what branches of the service and in respect of what countries it desires the services of the Bureau.

4. Administrations which avail themselves of the services of the International Bureau for the balancing and liquidation of accounts may cease to use those services three months after giving notice to that effect.

*Article 87.**Preparation of Accounts.*

1. When the individual accounts have been checked and agreed upon, the debtor Offices forward to the creditor Offices, for each class of operations, an acknowledgment, made out in francs and centimes, of the amount of the balance of the two individual accounts, indicating the subject of the credit and the period to which it relates.

In the absence of any understanding to the contrary, an Office which desires, for its own accounting purposes, to have general accounts, must prepare them itself and submit them to the corresponding Office for acceptance.

Offices may agree to apply another system in their relations with one another.

2. Each Office forwards to the International Bureau, monthly or quarterly, if special circumstances render it desirable, a statement showing the total Credit due to it on the individual accounts as well as the total of the sums which are due to it from each of the contracting Offices; each credit appearing in this table must be supported by an acknowledgment from the debtor Office.

This statement must reach the International Bureau not later than the 19 of each month or of the first month of each quarter. Failing this, it is included in the settlement of the month or the quarter following.

3. The International Bureau checks the correctness of the statements by comparing the acknowledgements. Any correction that may be necessary is notified to the Offices concerned.

The debit of each Office to another is carried forward into a summary; and in order to arrive at the total amount due from each Office, it is only necessary to add up the different columns of this summary.

*Article 88.**General Balance Sheet.*

1. The International Bureau combines the tables and the summaries in one general balance sheet showing:

- (a) The total of the Debit and of the Credit of each Office;
- (b) The debit or credit balance of each Office;
- (c) The sums to be paid by the debtor Offices and the division of the sums among the creditor Offices.

As far as possible, it takes care that each Office, in order to settle its debts, shall have to make only one or two distinct payments.

Nevertheless, an Office which habitually finds a sum exceeding 50,000 francs owing to it from another has the right to claim remittances on account.

These remittances on account are entered, both by the creditor Office and by the debtor Office, at the foot of the statements to be forwarded to the International Bureau.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

2. Les reconnaissances transmises au Bureau international avec les tableaux sont classées par office.

Elles servent de base pour l'établissement de la liquidation des comptes de chacun des offices intéressés. Dans cette liquidation doivent figurer :

- a) Les sommes afférentes aux comptes spéciaux portant sur les divers échanges ;
- b) Le total des sommes résultant de tous les comptes spéciaux par rapport à chacun des offices intéressés ;
- c) Les totaux des sommes dues à tous les offices créditeurs pour chaque branche du service, ainsi que leur total général.

Ce total doit être égal au total du doit qui figure dans la récapitulation.

Au bas du bordereau de liquidation, la balance est établie entre le doit et l'avoir résultant des tableaux adressés par les offices au Bureau international. Le montant net du doit et de l'avoir doit être égal au solde débiteur ou au solde créditeur porté dans la balance générale. En outre, le bordereau indique les offices en faveur desquels le paiement doit être effectué par l'office débiteur.

Les bordereaux de liquidation doivent être transmis aux offices intéressés par le Bureau international au plus le 22 de chaque mois.

*Article 89.**Paiement.*

Le paiement des sommes dues, en vertu d'une liquidation, par un office à un autre office, doit être effectué aussitôt que possible et au plus tard quinze jours après la réception du bordereau de liquidation par l'office débiteur. Quant aux autres conditions de paiement, les dispositions du paragraphe premier de l'article 72 sont applicables. Les dispositions du paragraphe 2 dudit article font règle en cas de non-paiement du solde dans le délai fixé.

Les soldes débiteurs ou créditeurs n'exédant pas 500 francs peuvent être reportés à la liquidation du mois suivant, à la condition toutefois que les offices intéressés soient en rapport mensuel avec le Bureau international. Il est fait mention de ce report dans les récapitulations et dans les liquidations pour les offices créditeurs et débiteurs. L'office débiteur fait parvenir, le cas échéant, à l'office créditeur, une reconnaissance de la somme due, pour être portée au prochain tableau.

*Article 90.**Communications à adresser au Bureau international.*

1. Les administrations doivent se communiquer notamment par l'intermédiaire du Bureau international :

- a) L'indication des surtaxes qu'elles perçoivent pour frais de transport extraordinaire en vertu des articles 36 et 76 de la convention, ainsi que la nomenclature des pays auxquels s'appliquent ces surtaxes, et, s'il y a lieu, la désignation des services qui en motivent la perception ;
- b) La collection en trois exemplaires de leurs timbres-poste et des impressions-types de leurs machines à affranchir, avec indication de la date à partir de laquelle les timbres-poste des émissions antérieures cesseraient d'avoir cours ;
- c) Leur décision au sujet de la faculté d'appliquer ou non certaines dispositions générales de la convention et du règlement ;
- d) Les taxes modérées qu'elles ont adoptées, en vertu de l'article 5 de la convention, et l'indication des relations auxquelles ces taxes sont applicables ;
- e) Tous les renseignements utiles concernant les prescriptions douanières ou autres, ainsi que les interdictions ou restrictions réglant l'importation et le transit des envois postaux dans leurs services respectifs ;
- f) La liste des distances kilométriques pour les parcours territoriaux suivis par les dépêches en transit ;
- g) La liste des lignes de paquebots en partance de leurs ports et utilisées pour le transport des dépêches avec indication des parcours, des distances et des durées de parcours entre le

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

2. The acknowledgments forwarded to the International Bureau with the tables are classified by Offices.

They serve as the basis for settling the accounts of each of the Offices concerned. In this settlement there must appear :

- (a) The sums relating to the special accounts concerning the different services ;
- (b) The total of the sums resulting from all the special accounts relating to each of the Offices concerned ;
- (c) The totals of the sums due to all the creditor Offices on account of each branch of the service, as well as their general total.

This total must be equal to the total of the Debit which appears in the summary.

At the foot of the settlement account, a balance is struck between the Debit and the Credit resulting from the statements forwarded by the Offices to the International Bureau. The net amount of the Debit or of the Credit must be equal to the debit balance or to the credit balance carried into the general balance sheet. Moreover, the settlement account indicates the Offices to which payment must be made by the debtor Office.

The settlement accounts must be forwarded by the International Bureau to the Offices concerned not later than the 22 of each month.

*Article 89.**Payment.*

Payment of the sums due, under a settlement account, from one Office to another, must be made as soon as possible and at the latest a fortnight after receipt of the settlement account by the debtor Office. As regards other conditions of payment the provisions of paragraph 1 of Article 72 are applicable. The provisions of paragraph 2 of that Article are applicable to cases of non-payment of the balance within the fixed period.

Debit or credit balances not exceeding 500 francs may be carried forward to the settlement of the following month, provided, however, that the Offices concerned are in monthly communication with the International Bureau. The amount brought forward is entered in the summaries and in the settlement accounts for the creditor and debtor Offices. In such a case, the debtor Office forwards to the creditor Office an acknowledgment of the sum due, to be carried into the next statement.

*Article 90.**Communications to be addressed to the International Bureau.*

1. Administrations must in particular communicate to each other through the medium of the International Bureau :

(a) Particulars of the surtaxes which, by virtue of Articles 36 and 76 of the Convention, they collect to cover the cost of extraordinary services, as well as a list of the countries in respect of which these surtaxes are collected, and, if necessary, particulars of the services on which surtaxes are due ;

(b) Three complete sets of their postage stamps and of impressions of their franking machines, with an indication of the date on which postage stamps of previous issues cease to be valid ;

(c) Their decision as regards the option to apply or not certain general provisions of the Convention and of the Regulations ;

(d) The reduced rates which they have adopted by virtue of Article 5 of the Convention, and a statement of the services to which these rates are applicable ;

(e) Full information concerning customs or other regulations, as well as the prohibitions or restrictions governing the entry and transit of postal articles in their respective services ;

(f) A list of kilometric distances concerning land routes followed by transit mails ;

(g) A list of the lines of Packets leaving their ports which are used for the conveyance of mails, indicating the routes, the distance and the duration of the voyage between the port

CONVENTION — RÈGLEMENT.

port d'embarquement et chacun des ports d'escale successifs, de la périodicité du service et des pays auxquels les frais de transit maritime, en cas d'utilisation des paquebots, doivent être payés ;

h) L'indication qu'elles admettent ou non, dans les envois affranchis au tarif des lettres, des objets passibles de droits de douane ;

i) Leurs taxes postales intérieures,

2. Toute modification apportée ultérieurement, à l'égard de l'un ou l'autre des points ci-dessus mentionnés, doit être notifiée sans retard.

3. Les administrations doivent fournir au Bureau international deux exemplaires des documents qu'elles publient, tant sur le service intérieur que sur le service international.

Article 91.

Statistique générale.

1. Le Bureau international dresse une statistique générale pour chaque année.

A cet effet, les administrations lui font parvenir une série aussi complète que possible de renseignements statistiques sous forme de tableau à dresser conformément aux modèles C 29 et C 30 ci-annexés. Le tableau C 29 est transmis à la fin du mois de juillet de chaque année mais les renseignements compris dans les parties I, II et IV de ce tableau ne sont fournis que tous les trois ans ; le tableau C 30 est également transmis tous les trois ans, à la même date. Les renseignements fournis se rapportent toujours à l'année précédente.

2. Les opérations de service qui donnent lieu à enregistrement font l'objet de relevés périodiques, d'après les écritures effectuées.

3. Pour toutes les autres opérations, il est procédé chaque année à un comptage des objets de toute nature, sans distinction entre les lettres, cartes postales, papiers d'affaires, imprimés, échantillons de marchandises et petits paquets, et, au moins tous les trois ans, à un dénombrement des différentes catégories de correspondances.

Chaque administration fixe elle-même l'époque et la durée de ces comptages.

4. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les statistiques spéciales, le dénombrement des différentes catégories est fait d'après les chiffres proportionnels tirés de la précédente statistique spéciale.

5. Le Bureau international fait imprimer et distribue les formules de statistique à remplir par chaque administration. Il fournit aux administrations qui en font la demande toutes les indications nécessaires sur les règles à suivre pour assurer l'uniformité des opérations de statistique.

Article 92.

Dépenses du Bureau international.

1. Les dépenses ordinaires du Bureau international ne doivent pas dépasser, par année, la somme de 350.000 francs suisses.

2. L'Administration des Postes suisses surveille les dépenses du Bureau international, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel qui est communiqué aux autres administrations.

3. Les sommes avancées par l'Administration des Postes suisses, suivant le paragraphe 2 de cet article, doivent être remboursées par les offices débiteurs dans le plus bref délai possible, et au plus tard avant le 31 décembre de l'année d'envoi du compte. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêt au profit de ladite administration, à raison de sept pour cent l'an, à compter du jour d'expiration dudit délai.

4. Les pays de l'Union sont classés ainsi qu'il suit en vue de la répartition des frais :

1^{re} classe : Union de l'Afrique du Sud, Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Commonwealth de l'Australie, Canada, Chine, France, Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, Inde britannique, Etat libre d'Irlande, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Turquie, Union des Républiques soviétistes socialistes ;

2^e classe : Espagne, Mexique ;

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

of departure and each of the successive ports of call, the frequency of the service, and the countries to which the rates for sea transit must be paid if the Packets are used ;

(h) Information whether or not they admit articles liable to customs duty in correspondence prepaid at the letter rate ;

(i) Their inland postage rates.

2. Every modification subsequently introduced, in regard to one or other of the points above-mentioned, must be notified without delay.

3. Administrations must furnish the International Bureau with two copies of all the documents which they publish, whether relating to the inland service or to the international service.

*Article 91.**General Statistics.*

1. The International Bureau compiles general statistics for each year.

To this end, Administrations send to it a series as complete as possible of statistical returns in tabular form to be compiled in accordance with the annexed forms C 29 and C 30. Table C 29 is forwarded at the end of the month of July in each year ; but the particulars included in Parts I, II and IV of this table are furnished once only every three years ; Table C 30 is also forwarded every three years, on the same date. The particulars furnished relate in every case to the preceding year.

2. Transactions which are recorded in detail are embodied in periodical statements based upon the actual records.

3. With regard to all other transactions, correspondence of all kinds is counted annually without distinction between letters, post-cards, commercial papers, printed papers, samples and small packets, and every three years, at least, the different classes of correspondence are counted.

Each Administration fixes the time and duration of its counts.

4. In the interval which elapses between the special statistics, the numbers of the different classes are estimated in accordance with the proportions given by the last special statistics.

5. The International Bureau prints and distributes the statistical forms to be filled up by each Administration. It furnishes to Administrations on application all necessary information as to the rules to be followed, in order to ensure uniformity of practice in taking the statistics.

*Article 92.**Expenses of the International Bureau.*

1. The ordinary expenses of the International Bureau must not exceed the sum of 350,000 Swiss francs annually.

2. The Swiss Postal Administration supervises the expenditure of the International Bureau, makes the necessary advances, and prepares the annual account, which is communicated to other Administrations.

3. The sums advanced by the Swiss Postal Administration, in accordance with paragraph 2 of this Article, must be repaid by the debtor Offices with as little delay as possible, and at latest before the 31 of December of the year of despatch of the account. If this period is exceeded, the sums due are chargeable with interest in favour of that Administration at the rate of seven per cent. per annum from the date of the expiration of the period mentioned.

4. The countries of the Union are classified as follows, for the division of expenses :

1st class : Union of South Africa, Germany, United States of America, Argentine Republic, Commonwealth of Australia, Canada, China, France, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, British India, Irish Free State, Italy, Japan, New Zealand, Turkey, Union of Soviet Socialist Republics ;

2nd class : Spain, Mexico ;

CONVENTION — RÈGLEMENT.

3^e Classe : Ensemble des Possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique autres que les Iles Philippines, Belgique, Brésil, Egypte, Algérie, Colonies et Protectorats français de l'Indochine, Ensemble des autres Colonies françaises, Grèce, Pays-Bas, Indes néerlandaises, Pologne, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie ;

4^e classe : Autriche, Danemark, Finlande, Hongrie, Chosen, Norvège, Portugal, Colonies portugaises de l'Afrique, Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie ;

5^e classe : Bulgarie, Chili, République de Colombie, Estonie, Lettonie, Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole), Marco (Zone espagnole), Pérou, Perse, Tunisie ;

6^e classe : Afghanistan, Albanie, Bolivie, République de Costa-Rica, République de Cuba, Ville libre de Dantzig, République Dominicaine, Equateur, Ethiopie, Guatémala, République d'Haïti, République du Honduras, Lituanie, Luxembourg, Nicaragua, République de Panama, Paraguay, Colonies néerlandaises en Amérique, République du Salvador, Territoire de la Sarre, Siam, Uruguay, Etats-Unis de Venezuela ;

7^e classe : Iles Philippines, Colonies du Congo belge, Ensemble des Colonies espagnoles, Royaume de Hedjaz et de Nedjde et Dépendances, Iraq, Islande, Ensemble des Colonies italiennes, Ensemble des Dépendances japonaises autres que le Chosen, République de Libéria, République de Saint-Marin, Etat de la Cité du Vatican.

DISPOSITIONS FINALES.

*Article 93.**Mise à exécution et durée du règlement.*

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de la Convention postale universelle. Il aura la même durée que cette convention, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Londres, le 28 juin 1929.

Pour l'Afghanistan :

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

J. N. REDELINGHUYS.
D. J. O'KELLY.

Pour l'Albanie :

M. LIBOHOVA.

Pour l'Allemagne :

Dr K. SAUTTER.
Dr W. KÜSGEN.
K. ZIEGLER.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour Joseph STEWART :

E. R. WHITE.
Eugène R. WHITE.

Pour l'ensemble des Possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique autres que les Iles Philippines :

Eugène R. WHITE.

Pour les Iles Philippines :

C. E. UNSON.
José TOFACIO.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

3rd class : the whole of the island possessions of the United States of America other than the Philippine Islands, Belgium, Brazil, Egypt, Algeria, French Colonies and Protectorates in Indo-China, the whole of the other French Colonies, Greece, Netherlands, Dutch East Indies, Poland, Roumania, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, Sweden, Switzerland, Czechoslovakia :

4th class : Austria, Denmark, Finland, Hungary, Chosen (Korea), Norway, Portugal, Portuguese Colonies in Africa, Portuguese Colonies in Asia and Oceania ;

5th class : Bulgaria, Chile, Republic of Colombia, Estonia, Latvia, Morocco (except Spanish Zone), Morocco (Spanish Zone), Peru, Persia, Tunis ,

6th class : Afghanistan, Albania, Bolivia, Republic of Costa Rica, Republic of Cuba, Danzig (Free City), Dominican Republic, Ecuador, Ethiopia, Guatemala, Republic of Haiti, Republic of Honduras, Lithuania, Luxemburg, Nicaragua, Republic of Panama, Paraguay, Dutch Colonies in America, Republic of Salvador, Territory of the Sarre, Uruguay, United States of Venezuela ;

7th class : Philippine Islands, Colony of the Belgian Congo, the whole of the Spanish Colonies, Kingdom of Hejaz and Nejd and Dependencies, Iraq, Iceland, the whole of the Italian Colonies, the whole of the Japanese Dependencies other than Chosen, Republic of Liberia, Republic of San Marino, State of the City of the Vatican.

FINAL PROVISIONS.

*Article 93.**Entry into Force and Duration of the Regulations.*

The present Regulations shall come into force on the day on which the Universal Postal Convention comes into operation. They shall have the same duration as that Convention, unless they are renewed by common consent between the parties concerned.

Done at London, the 28 of June, 1929.

(Les signatures ont été ajoutées au texte anglais par le Secrétariat de la Société des Nations.)

(The signatures have been added to the English text by the Secretariat of the League of Nations.)

For Afghanistan :

For the United States of America :

For the Union of South Africa :

For Joseph STEWART :

J. N. REDELINGHUYS.

E. R. WHITE.

D. J. O'KELLY.

Eugène R. WHITE.

For Albania :

For the whole of the island possessions of the United States of America other than the Philippine Islands :

M. LIBOHOVA,

Eugène R. WHITE.

For Germany :

For the Philippine Islands :

Dr K. SAUTTER.

C. E. UNSON.

Dr W. KÜSGEN.

K. ZIEGLER.

José TOPACIO.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

- Pour la République Argentine :*
- Pour le Commonwealth de l'Australie*¹ :
- M. B. HARRY.
- Pour l'Autriche :*
- Walther STOECKL.
- Pour la Belgique :*
- O. SCHOCKAERT.
Hub. KRAINS.
- Pour la Colonie du Congo belge :*
- HALEWYCK DE HEUSCH.
F. G. TONDEUR.
JAMAR.
- Pour la Bolivie :*
- Zac. BENAVIDES.
- Pour le Brésil :*
- Jim EULALIO.
- Pour la Bulgarie :*
- M. SAVOFF.
N. BOSCHNACOFF.
- Pour le Canada :*
- L. J. GABOURY.
Arthur WEBSTER.
- Pour le Chili :*
- Antonio HUNEEUS.
Miguel A. PARRA.
C. VERNEUIL.
- Pour la Chine :*
- LIU SHU-FAN.
- Pour la République de Colombie :*
- Jorge GARCÉS B.
- Pour la République de Costa-Rica :*
- Percy G. HARRISON.
- Pour la République de Cuba :*
- Guillermo PATTERSON.
- Pour le Danemark :*
- V. HOLMBLAD.
- Pour la Ville libre de Dantzig :*
- Victor ZANDER.
Alfred NORDMANN.
- Pour la République Dominicaine :*
- Dr E. R. LLUBERES.
- Pour l'Égypte :*
- H. MAZLOUM.
R. SIDHOM.
- Pour l'Équateur :*
- E. CHACÓN Q.
E. L. ANDRADE.
- Pour l'Espagne :*
- A. CAMACHO.
- Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :*
- A. RAMOS GARCIA.
- Pour l'Estonie :*
- G. JALLAJAS.
- Pour l'Éthiopie :*
- B. MARCOS.
A. BOUSSON.
- Pour la Finlande :*
- G. E. F. ALBRECHT.
- Pour la France :*
- M. LEBON.
L. GENTHON.
BOUSQUIÉ.
MAINGUET.
GRANDSIMON.
DUSSEY.
- Pour l'Algérie :*
- E. HUGUENIN.
- Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :*
- Pour* M. RÉGISMANSET :
J. CASSAGNAC.
- Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :*
- J. CASSAGNAC.

¹ Y compris Papoua et les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

- For the Argentine Republic :*
- For the Commonwealth of Australia*¹ :
- M. B. HARRY.
- For Austria :*
- Walther STOECKL.
- For Belgium :*
- O. SCHOCKAERT.
Hub. KRAINS.
- For the Belgian Congo :*
- HALEWYCK DE HEUSCH.
F. G. TONDEUR.
JAMAR.
- For Bolivia :*
- Zac. BENAVIDES.
- For Brazil :*
- Jm EULALIO.
- For Bulgaria :*
- M. SAVOFF.
N. BOSCHNACOFF.
- For Canada :*
- L. J. GABOURY.
Arthur WEBSTER.
- For Chile :*
- Antonio HUNEEUS.
Miguel A. PARRA.
C. VERNEUIL.
- For China :*
- LIU SHU-FAN.
- For the Republic of Colombia :*
- Jorge GARCÉS B.
- For the Republic of Costa-Rica :*
- Percy G. HARRISON.
- For the Republic of Cuba :*
- Guillermo PATTERSON.
- For Denmark :*
- V. HOLMBLAD.
- For the Free City of Danzig :*
- Victor ZANDER.
Alfred NORDMANN.
- For the Dominican Republic :*
- Dr E. R. LLUBERES.
- For Egypt :*
- H. MAZLOUM.
R. SIDHOM.
- For Ecuador :*
- E. CHACÓN Q.
E. L. ANDRADE.
- For Spain :*
- A. CAMACHO.
- For the whole of the Spanish Colonies:*
- A. RAMOS GARCIA.
- For Estonia :*
- G. JALLAJAS.
- For Abyssinia :*
- B. MARCOS.
A. BOUSSON.
- For Finland :*
- G. E. F. ALBRECHT.
- For France :*
- M. LEBON.
L. GENTHON.
BOUSQUIÉ.
MAINGUET.
GRANDSIMON.
DUSSERRE.
- For Algeria :*
- E. HUGUENIN.
- For the French Colonies and Protectorates in Indo-China :*
- For M. REGISMANSET :*
- J. CASSAGNAC.
- For the whole of the other French Colonies :*
- J. CASSAGNAC.

¹ Including Papua and the Mandated Territories of New Guinea and Nauru.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

*Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne
et de l'Irlande du Nord :*

F. H. WILLIAMSON.
W. G. GILBERT.
F. C. G. TWINN.
F. R. RADICE.
D. O. LUMLEY.

Pour la Grèce :

Th. PENTHÉROUDAKIS.
D. BERNARDOS.

Pour le Guatemala :

José MATOS.

Pour la République d'Haïti :

J. G. DALZEIL.

*Pour le Royaume de Hedjaz et de Nedjde et
Dépendances :*

Cheik Hafiz WAHBA.

Pour la République du Honduras :

Humberto BLANCO-FOMBONA.

Pour la Hongrie :

G. Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.

Pour l'Inde britannique :

H. A. SAMS.
G. V. BEWOOR.
L. P. KULKARNI.
P. N. MUKERJI.

Pour l'Irak :

Douglas W. GUMBLEY.

Pour l'Etat libre d'Irlande :

P. S. ÓH-ÉIGEARTAIGH.
R. S. O'CRUIMÍN.
S. S. PUIRSÉAL.

Pour l'Islande :

V. HOLMBLAD.

Pour l'Italie :

Biagio BORRIELLO.
Pietro TOSTI.
Michele GALDI.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

Riccardo ASTUTO.

Pour le Japon :

H. KAWAI.
Naotaro YAMAMOTO.
J. SHIMIDZU.

Pour le Chosen :

Naotaro YAMAMOTO.
Jingoro HIRAO.

*Pour l'ensemble des autres Dépendances
japonaises :*

H. KAWAI.
Noboru TOMIZU.

Pour la Lettonie :

A. AUZINS.

Pour la République de Libéria :

C. W. DRESSELHUYS.

Pour la Lithuanie :

A. SRUOGA.
G. KROLIS.

Pour le Luxembourg :

JAAQUES.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :

Jacques TRUELLE.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. CAMACHO.

Pour le Mexique :

Lino B. ROCHÍN.
José V. CHÁVEZ.

Pour le Nicaragua :

Eduardo PÉREZ-TRIANA.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

Pour la Nouvelle-Zélande :

G. McNAMARA.

Pour la République de Panama :

Carlos A. LÓPEZ G.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

For United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

F. H. WILLIAMSON.
W. G. GILBERT.
F. C. G. TWINN.
F. R. RADICE.
D. O. LUMLEY.

For Greece :

Th. PENTHÉROUDAKIS.
D. BERNARDOS.

For Guatemala :

José MATOS.

For the Republic of Haiti :

J. G. DALZELL.

For the Kingdom of Hejaz, Nejd and Dependences :

Cheik Hafiz WAHBA.

For the Republic of Honduras :

Humberto BLANCO-FOMBONA.

For Hungary :

G. Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.

For British India :

H. A. SAMS.
G. V. BEWOOR.
L. P. KULKARNI.
P. N. MUKERJI.

For Iraq :

Douglas W. GUMBLEY.

For the Irish Free State :

P. S. ÓH-ÉIGEARTAIGH.
R. S. O' CRUIMÍN.
S. S. PUIRSÉAL.

For Iceland :

V. HOLMBLAD.

For Italy :

Biagio BORRIELLO.
Pietro TOSTI.
Michele GALDI.

For the whole of the Italian Colonies :

Riccardo ASTUTO.

For Japan :

H. KAWAI.
Naotaro YAMAMOTO.
J. SHIMIDZU.

For Chosen :

Naotaro YAMAMOTO.
Jingoro HIRAO.

For the whole of the other Japanese Dependencies :

H. KAWAI.
Noboru TOMIZU.

For Latvia :

A. AUZINŠ.

For the Republic of Liberia :

C. W. DRESSELHUYS.

For Lithuania :

A. SRUOGA.
G. KROLIS.

For Luxemburg :

JAAQUES.

For Morocco (excluding the Spanish Zone) :

Jacques TRUELLE.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. CAMACHO.

For Mexico :

Lino B. ROCHÍN.
José V. CHÁVEZ.

For Nicaragua :

Eduardo PÉREZ-TRIANA.

For Norway :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

For New-Zealand :

G. McNAMARA.

For the Republic of Panama :

Carlos A. LÓPEZ G.

CONVENTION — RÈGLEMENT.

Pour le Paraguay :

Pour les Pays-Bas :

DAMME.
DUYNSTEE.

Pour les Indes néerlandaises :

J. VAN DER WERF.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
DOMMISSE.
HOOGWOONING.

Pour les Colonies néerlandaises en Amérique :

W. F. GERDES OOSTERBEEK.
HOOGWOONING.

Pour le Pérou :

M. DE FREYRE Y S.
A. S. SALAZAR.

Pour la Perse :

Hovhannès Khan MOSSAED.
R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne :

D^r Marjan BLACHIER.

Pour le Portugal :

JOSE VASCO DE CARVALHO.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique :

MARIO CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie :

LUCIANO BOTELHO DA COSTA MARTINS.

Pour la Roumanie :

Général MIHAIL.
I. MANEA.

Pour la République de Saint-Marin :

M. A. JAMIESON.
GIOVANNI SOVRANI.

Pour la République du Salvador :

ANTONIO REYES-GUERRA.

Pour le Territoire de la Sarre :

P. COURTILET.
A. AREND.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

G. DIOURITCH.

Pour le Siam :

PHYA PRAKIT KOLASASTRA.
LUANG BAHIDDHA NUKARA.

Pour la Suède :

ANDERS ÖRNE.
GUNNAR LAGER.
FR. SANDBERG.

Pour la Suisse :

P. DUBOIS.
C. ROCHES.
L. ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

DR OTOKAR RŮŽIČKA.
JOSEF ZÁBRODSKÝ.

Pour la Tunisie :

JACQUES DUMAINE.
DUPONT.

Pour la Turquie :

ALI RAANA.
YUSUF ARIFI.

Pour l'Union des Républiques soviétistes socialistes :

DR EUGÈNE HIRSCHFELD.
M. KHODEEFF.
E. SYREVITCH.

Pour l'Uruguay :

F. A. COSTANZO.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

W. A. S. HEWINS.

Pour les Etats-Unis de Venezuela :

LUIS ALEJANDRO AGUILAR.
E. ARROYO LAMEDA.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

For Paraguay :

For the Netherlands :

DAMME.
DUYNSTEE.

For the Dutch Indies :

J. VAN DER WERF.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
DOMMISSE.
HOOGWOONING.

For the Dutch Colonies in America :

W. F. GERDES OOSTERBEEK.
HOOGWOONING.

For Peru :

M. DE FREYRE Y S.
A. S. SALAZAR.

For Persia :

Hovhannès Khan MOSSAED.
R. ARDJOMENDE.

For Poland :

Dr Marjan BLACHIER.

For Portugal :

Jose VASCO DE CARVALHO.
Adalberto DA COSTA VEIGA.

For the Portuguese Colonies in Africa :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

For the Portuguese Colonies in Asia and Oceania :

Luciano Botelho da COSTA MARTINS.

For Roumania :

Général MIHAIL.
I. MANEA.

For the Republic of San Marino :

M. A. JAMIESON.
Giovanni SOVRANI.

For the Republic of Salvador :

Antonio REYES-GUERRA.

For the Saar Territory :

P. COURTILET.
A. AREND.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

G. DIOURITCH.

For Siam :

Phya PRAKIT KOLASASTRA.
Luang BAHIDDHA NUKARA.

For Sweden :

Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Fr. SANDBERG.

For Switzerland :

P. DUBOIS.
C. ROCHES.
L. ROULET.

For Czechoslovakia :

Dr Otokar RŮŽIČKA.
Josef ZÁBRODSKÝ.

For Tunis :

Jacques DUMAINE.
DUPONT.

For Turkey :

Ali RAANA.
Yusuf ARIFI.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

Dr Eugène HIRSCHFELD.
M. KHODEEFF.
E. SYREVITCH.

For Uruguay :

F. A. COSTANZO.

For the State of City of the Vatican :

W. A. S. HEWINS.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.
E. ARROYO LAMEDA.

CONVENTION — RÈGLEMENT — PROTOCOLE FINAL.

PROTOCOLE FINAL DU RÈGLEMENT

Au moment de procéder à la signature du règlement d'exécution de la convention arrêté par le Congrès postal universel de Londres, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

I

Payement des soldes de frais de transit.

1. En cas de payement au moyen de chèques ou traites du solde prévu à l'article 72, ces chèques ou traites sont exprimés en monnaie d'un pays où la banque centrale d'émission ou une autre institution officielle d'émission achète et vend de l'or ou des devises-or contre la monnaie nationale à des taux fixes déterminés par la loi ou en vertu d'un arrangement avec le gouvernement.

Si les monnaies de plusieurs pays répondent à ces conditions, c'est au pays créateur de désigner la monnaie qui lui convient. La conversion se fait au pair des monnaies d'or.

2. Les chèques ou traites peuvent être exprimés aussi en monnaie du pays créateur, si les deux pays se sont mis d'accord à ce sujet. Dans ce cas, le solde est converti au pair des monnaies d'or en monnaie d'un pays répondant aux conditions prévues au paragraphe précédent. Le résultat obtenu est ensuite converti dans la monnaie du pays débiteur et de celle-ci dans la monnaie du pays créateur au cours de la bourse de la capitale ou d'une place commerciale du pays débiteur au jour de la remise de l'ordre d'achat du chèque ou de la traite.

II.

Confection des dépêches.

L'Administration des Etats-Unis d'Amérique a la faculté d'insérer la feuille d'avis dans un sac contenant des lettres ordinaires, pourvu que l'indice F figure clairement sur l'étiquette de ce sac.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans le texte même règlement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Londres, le 28 juin 1929.

Pour l'Afghanistan :

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

J. N. REDELINGHUYS.
D. J. O'KELLY.

Pour l'Albanie :

M. LIBHOVA.

Pour l'Allemagne :

Dr K. SAUTTER.
Dr W. KÜSGEN.
K. ZIEGLER.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour Joseph STEWART :

E. R. WHITE.
Eugène R. WHITE.

Pour l'ensemble des Possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique autres que les Iles Philippines :

Eugène R. WHITE.

Pour les Iles Philippines :

C. E. UNSON.
José TOPACIO.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS — FINAL PROTOCOL.

FINAL PROTOCOL OF THE DETAILED REGULATIONS.

At the moment of proceeding to sign the Detailed Regulations of the Convention drawn up by the Universal Postal Congress of London, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

I.

Payment of Balances of transit Charges.

1. In case of payment by means of cheques or drafts of the balance referred to in Article 72, these cheques or drafts are expressed in the money of a country where the central issuing bank or other official issuing office buys and sells gold or gold currency for the national money at fixed rates determined by law or in virtue of an agreement with the Government.

If the currencies of several countries fulfil these conditions, the creditor country indicates the currency which is convenient to it. The conversion is effected at the gold par rate.

2. Cheques or drafts may also be drawn in the currency of the creditor country if the two countries have come to an agreement on this subject. In that case, the balance is converted at the gold par rate into the currency of a country fulfilling the conditions prescribed in the preceding paragraph. The result arrived at is then converted into the currency of the debtor country and from this into the currency of the creditor country at the rate of exchange in the capital or at a commercial centre of the debtor country on the day of delivery of the order of purchase of the cheque or draft.

II.

Make-up of Mails.

The Post Office of the United States of America has the option of enclosing the letter bill in a bag containing ordinary letters, provided that the letter F is clearly shown on the label of the bag.

In faith whereof the under-mentioned Plenipotentiaries have drawn up the present Final Protocol, which shall have the same force and validity as if its provisions were inserted in the actual text of the Regulations to which it relates, and they have signed it in one copy which shall remain in the Archives of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and of which one copy shall be delivered to each party.

Done at London, the 28 of June, 1929.

(Les signatures ont été ajoutées au texte anglais par le Secrétariat de la Société des Nations.)

(The signatures have been added to the English text by the Secretariat of the League of Nations.)

For Afghanistan :

For the United States of America :

For the Union of South Africa :

For Joseph STEWART :

J. N. REDELINGHUYNS.

E. R. WHITE.

D. J. O'KELLY.

Eugène R. WHITE.

For Albania :

For the whole of the island possessions of the United States of America other than the Philippine Islands :

M. LIBOHOVA,

Eugène R. WHITE.

For Germany :

Dr K. SAUTTER.

For the Philippine Islands :

Dr W. KÜSGEN.

C. E. UNSON.

K. ZIEGLER.

José TOPACIO.

CONVENTION — RÈGLEMENT — PROTOCOLE FINAL.

Pour la République Argentine :

Pour le Commonwealth de l'Australie¹ :

M. B. HARRY.

Pour l'Autriche :

Walther STOECKL.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.
Hub. KRAINS.

Pour la Colonie du Congo belge :

HALEWYCK DE HEUSCH.
F. G. TONDEUR.
JAMAR.

Pour la Bolivie :

Zac. BENAVIDES.

Pour le Brésil :

Jm EULALIO.

Pour la Bulgarie :

M. SAVOFF.
N. BOSCHNACOFF.

Pour le Canada :

L. J. GABOURY.
Arthur WEBSTER.

Pour le Chili :

Antonio HUNEEUS.
Miguel A. PARRA.
C. VERNEUIL.

Pour la Chine :

LIU SHU-FAN.

Pour la République de Colombie :

Jorge GARCÉS B.

Pour la République de Costa-Rica :

Percy G. HARRISON.

Pour la République de Cuba :

Guillermo PATTERSON.

Pour le Danemark :

V. HOLMBLAD.

Pour la Ville libre de Dantzig :

Victor ZANDER.
Alfred NORDMANN.

Pour la République Dominicaine :

D^r E. R. LLUBERES.

Pour l'Égypte :

H. MAZLOUM.
R. SIDHOM.

Pour l'Équateur :

E. CHACÓN Q.
E. L. ANDRADE.

Pour l'Espagne :

A. CAMACHO.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

A. RAMOS GARCIA.

Pour l'Estonie :

G. JALLAJAS.

Pour l'Éthiopie :

B. MARCOS.
A. BOUSSON.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.
L. GENTHON.
BOUSQUIÉ.
MAINGUET.
GRANDSIMON.
DUSSERRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :

Pour M. RÉGISMANSET :
J. CASSAGNAC.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :

J. CASSAGNAC.

¹ Y compris Papoua et les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS — FINAL PROTOCOL.

For the Argentine Republic :

*For the Commonwealth of Australia*¹ :

M. B. HARRY.

For Austria :

Walther STOECKL.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.

Hub. KRAINS.

For the Belgian Congo :

HALEWYCK DE HEUSCH.

F. G. TONDEUR.

JAMAR.

For Bolivia :

Zac. BENAVIDES.

For Brazil :

Jm EULALIO.

For Bulgaria :

M. SAVOFF.

N. BOSCHNACOFF.

For Canada :

L. J. GABOURY.

Arthur WEBSTER.

For Chile :

Antonio HUNEEUS.

Miguel A. PARRA.

C. VERNEUIL.

For China :

LIU SHU-FAN.

For the Republic of Colombia :

Jorge GARCÉS B.

For the Republic of Costa-Rica :

Percy G. HARRISON.

For the Republic of Cuba :

Guillermo PATTERSON.

For Denmark :

V. HOLMBLAD.

For the Free City of Danzig :

Victor ZANDER.

Alfred NORDMANN.

For the Dominican Republic :

Dr E. R. LLUBERES.

For Egypt :

H. MAZLOUM.

R. SIDHOM.

For Ecuador :

E. CHACÓN Q.

E. L. ANDRADE.

For Spain :

A. CAMACHO.

For the whole of the Spanish Colonies :

A. RAMOS GARCIA.

For Estonia :

G. JALLAJAS.

For Abyssinia :

B. MARCOS.

A. BOUSSON.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

BOUSQUIÉ.

MAINGUET.

GRANDSIMON.

DUSSERRE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For the French Colonies and Protectorates in Indo-China :

For M. REGISMANSET :

J. CASSAGNAC.

For the whole of the other French Colonies :

J. CASSAGNAC.

¹ Including Papua and the Mandated Territories of New-Guinea and Nauru.

CONVENTION — RÈGLEMENT — PROTOCOLE FINAL.

*Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne
et de l'Irlande du Nord :*

F. H. WILLIAMSON.
W. G. GILBERT.
F. C. G. TWINN.
F. R. RADICE.
D. O. LUMLEY.

Pour la Grèce :

Th. PENTHÉROUDAKIS.
D. BERNARDOS.

Pour le Guatemala :

José MATOS.

Pour la République d'Haïti :

J. G. DALZELL.

*Pour le Royaume de Hedjaz et de Nedjde et
Dépendances :*

Cheik Hafiz WAHBA.

Pour la République du Honduras :

Humberto BLANCO-FOMBONA.

Pour la Hongrie :

G. Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.

Pour l'Inde britannique :

H. A. SAMS.
G. V. BEWOOR.
L. P. KULKARNI.
P. N. MUKERJI.

Pour l'Irak :

Douglas W. GUMBLEY.

Pour l'Etat libre d'Irlande :

P. S. ÓH-ÉIGEARTAIGH.
R. S. O'CRUIMÍN.
S. S. PUIRSÉAL.

Pour l'Islande :

V. HOLMBLAD.

Pour l'Italie :

Biagio BORRIELLO.
Pietro TOSTI.
Michele GALDI.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

Riccardo ASTUTO.

Pour le Japon :

H. KAWAI.
Naotaro YAMAMOTO.
J. SHIMIDZU.

Pour le Chosen :

Naotaro YAMAMOTO.
Jingoro HIRAO.

*Pour l'ensemble des autres Dépendances
japonaises :*

H. KAWAI.
Noboru TOMIZU.

Pour la Lettonie :

A. AUZINŠ.

Pour la République de Libéria :

C. W. DRESSELHUYS.

Pour la Lituanie :

A. SRUOGA.
G. KROLIS.

Pour le Luxembourg :

JAAQUES.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :

Jacques TRUELLE.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. CAMACHO.

Pour le Mexique :

Lino B. ROCHÍN.
José V. CHÁVEZ.

Pour le Nicaragua :

Eduardo PÉREZ-TRIANA.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

Pour la Nouvelle-Zélande :

G. McNAMARA.

Pour la République de Panama :

Carlos A. LÓPEZ G.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS — FINAL PROTOCOL.

For United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

F. H. WILLIAMSON.
W. G. GILBERT.
F. C. G. TWINN.
F. R. RADICE.
D. O. LUMLEY.

For Greece :

Th. PENTHÉROUDAKIS.
D. BERNARDOS.

For Guatemala :

José MATOS.

For the Republic of Haiti :

J. G. DALZELL.

For the Kingdom of Hejaz, Nejd and Dependences :

Cheik Hafiz WAHBA.

For the Republic of Honduras :

Humberto BLANCO-FOMBONA.

For Hungary :

G. Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.

For British India :

H. A. SAMS.
G. V. BEWOOR.
L. P. KULKARNI.
P. N. MUKERJI.

For Iraq :

Douglas W. GUMBLEY.

For the Irish Free State :

P. S. ÓH-ÉIGEARTAIGH.
R. S. O'CRUIMÍN.
S. S. PUIRSÉAL.

For Iceland :

V. HOLMBLAD.

For Italy :

Biagio BORRIELLO.
Pietro TOSTI.
Michele GALDI.

For the whole of the Italian Colonies :

Riccardo ASTUTO.

For Japan :

H. KAWAI.
Naotaro YAMAMOTO.
J. SHIMIDZU.

For Chosen :

Naotaro YAMAMOTO.
Jingoro HIRAO.

For the whole of the other Japanese Dependences :

H. KAWAI.
Noboru TOMIZU.

For Latvia :

A. AUZIŅŠ.

For the Republic of Lib

C. W. DRESSELHUYS.

For Lithuania :

A. SRUOGA.
G. KROLIS.

For Luxemburg :

JAAQUES.

For Morocco (excluding the Spanish Zone) :

Jacques TRUELLE.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. CAMACHO.

For Mexico :

Lino B. ROCHÍN.
José V. CHÁVEZ.

For Nicaragua :

Eduardo PÉREZ-TRIANA.

For Norway :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

For New-Zealand :

G. McNAMARA.

For the Republic of Panama :

Carlos A. LÓPEZ G.

CONVENTION — RÈGLEMENT — PROTOCOLE FINAL.

Pour le Paraguay :

Pour les Pays-Bas :

DAMME.
DUYNSTEE.

Pour les Indes néerlandaises :

J. VAN DER WERF.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
DOMMISSE.
HOOGWOONING.

Pour les Colonies néerlandaises en Amérique :

W. F. GERDES OOSTERBEEK.
HOOGWOONING.

Pour le Pérou :

M. DE FREYRE Y S.
A. S. SALAZAR.

Pour la Perse :

Hovhannès Khan MOSSAED.
R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne :

D^r Marjan BLACHIER.

Pour le Portugal :

JOSE VASCO DE CARVALHO.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique :

MARIO COITÊA BARATA DA CRUZ.

Pour les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie :

LUCIANO BOTELHO DA COSTA MARTINS.

Pour la Roumanie :

Général MIHAIL.
I. MANEA.

Pour la République de Saint-Marin :

M. A. JAMIESON.
GIOVANNI SOVRANI.

Pour la République du Salvador :

ANTONIO REYES-GUERRA.

Pour le Territoire de la Sarre :

P. COURTILET.
A. AREND.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

G. DIOURITCH.

Pour le Siam :

Phya PRAKIT KOLASASTRA.
Luang BAHIDDHA NUKARA.

Pour la Suède :

Anders ÖRNE.
GUNNAR LAGER.
FR. SANDBERG.

Pour la Suisse :

P. DUBOIS.
C. ROCHES.
L. ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Dr Otokar RŮŽIČKA.
Josef ZÁBRODSKÝ.

Pour la Tunisie :

Jacques DUMAINE.
DUPONT.

Pour la Turquie :

Ali RAANA.
YUSUF ARIFI.

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes :

Dr Eugène HIRSCHFELD.
M. KHODBEFF.
E. SYREVITCH.

Pour l'Uruguay :

F. A. COSTANZO.

Pour l'Etat de la cité du Vatican :

W. A. S. HEWINS.

Pour les Etats-Unis de Vénézuëla :

Luis Alejandro AGUILAR.
E. ARROYO LAMEDA.

CONVENTION — DETAILED REGULATIONS.

*For Paraguay :**For the Netherlands :*

DAMME.
DUYNSTEE.

For the Dutch Indies :

J. VAN DER WERF.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
DOMMISSE.
HOOGWOONING.

For the Dutch Colonies in America :

W. F. GERDES OOSTERBEEK.
HOOGWOONING.

For Peru :

M. DE FREYRE Y S.
A. S. SALAZAR.

For Persia :

Hovhannès Khan MOSSAED.
R. ARDJOMENDE.

For Poland :

Dr Marjan BLACHIER.

For Portugal :

Jose VASCO DE CARVALHO.
Adalberto DA COSTA VEIGA.

For the Portuguese Colonies in Africa :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

For the Portuguese Colonies in Asia and Oceania :

Luciano Botelho DA COSTA MARTINS.

For Roumania :

Général MIHAIL.
I. MANEA.

For the Republic of San Marino :

M. A. JAMIESON.
Giovanni SOVRANI.

For the Republic of Salvador :

Antonio REYES-GUERRA.

For the Saar Territory :

P. COURTILET.
A. AREND.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

G. DIOURITCH.

For Siam :

Phya PRAKIT KOLASASTRA.
Luang BAHIDDHA NUKARA.

For Sweden :

Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Fr. SANDBERG.

For Switzerland :

P. DUBOIS.
C. ROCHES.
L. ROULET.

For Czechoslovakia :

Dr Otokar RŮŽIČKA.
Josef ZÁBRODSKÝ.

For Tunis :

Jacques DUMAINE.
DUPONT.

For Turkey :

Ali RAANA.
Yusuŕ ARIPI.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

Dr Eugène HIRSCHFELD.
M. KHODEEFF.
E. SYREVITCH.

For Uruguay :

F. A. COSTANZO.

For the State of City of the Vatican :

W. A. S. HEWINS.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.
E. ARROYO LAMEDA.

ANNEXES

CONVENTION — FORMULES.

C I
(Règl., art. 10, § 1)

DOUANE

(peut être ouvert d'office).

.....
A remplir seulement en cas d'absence de
déclaration séparée ; sinon à détacher.

Nature de la marchandise :

.....

Poids :

Valeur :

.....

(Dimensions : 44 × 62 mm., couleur verte)

CONVENTION — FORMS.

C I
(D.R., art. 10, § 1)

CUSTOMS

(may be opened officially)

.....
To be filled in only in case of the absence of a
separate declaration ; otherwise to be detached.

Nature of the goods :

.....

Weight :

Value :

.....

(Dimensions : 44 × 62 mm., green colour)

CONVENTION — FORMULES.

C 2

(Règl., art. 10, § 1)

LIEU D'EXPÉDITION

LIEU DE DESTINATION

.....

.....

ADMINISTRATION DES POSTES d

DÉCLARATION EN DOUANE

M

ENVOIS		DÉSIGNATION DU CONTENU	VALEUR avec indication précise de l'unité monétaire employée	POIDS		OBSERVATIONS
Nombre	Espèce			Brut	Net	
1	2			Grammes	Grammes	
		3	4	5	6	7
Pays d'origine ou de fabrication de la marchandise :						
.....						

L'expéditeur :

.....

(Dimensions : 125 × 176 ou 148 × 210 mm.)

CONVENTION — FORMS.

C 2.
(D.R., art. 10, § 1.)

PLACE OF DESPATCH

PLACE OF DESTINATION

.....

.....

POSTAL ADMINISTRATION OF

CUSTOMS DECLARATION

Mr.

ARTICLES		STATEMENT OF CONTENTS	VALUE with precise indication of the monetary unit employed	WEIGHT		OBSERVATIONS
Number	Kind			Gross	Net	
1	2			Grammes	Grammes	
		3	4	5	6	7
Country of origin or of manufacture of the goods :						
.....						

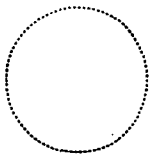
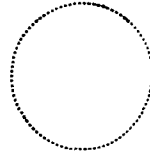
Sender :

.....

(Dimensions : 125 × 176 or 148 × 210 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

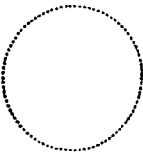
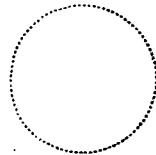
C 3 (Recto)
(Règl., art. II, § 2)

<p style="text-align: center;">COUPON</p> <p>Timbre du bureau d'origine :</p> <div style="text-align: center;">  </div> <p>L'expéditeur d..... *) N° avec valeur déclarée de déposé à pour M. à a payé les droits indiqués au verso.</p>	<p style="text-align: right;">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: right;">  </div> <p>PAYS D'ORIGINE</p> <p style="text-align: center;">BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT</p> <p>L..... *) N° de avec valeur déclarée de Fr., expédié..... par à à l'adresse de à (Lieu de destination) (Rue et numéro)</p> <p>doit être remis franc..... de tous droits.</p> <p style="text-align: right;">..... (Signature de l'expéditeur)</p> <hr/> <p>A renvoyer au bureau d</p> <p>(Indiquer le nom du bureau chargé du recouvrement des frais ou, le cas échéant, celui du bureau d'échange.) *) Indiquer la nature de l'objet.</p>
---	--

(Dimensions : 105 x 148 mm., couleur jaune.)

CONVENTION — FORMS.

C 3 (Front).
(D.R., art. 11, § 2.)

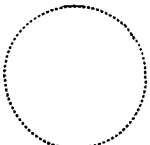
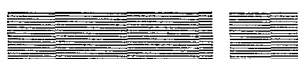
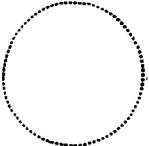
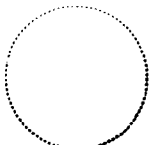
<p style="text-align: center;">COUPON</p> <p>Stamp of Office of origin :</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div> <p>The sender of *) No. insured for posted at for Mr..... at has paid the charges indicated overleaf.</p>	<div style="text-align: right; margin-bottom: 10px;"> <p>Stamp of Office of origin</p> <div style="text-align: center; margin: 0 auto;">  </div> </div> <p>COUNTRY OF ORIGIN</p> <p style="text-align: center;">FRANKING NOTE</p> <p>The *) No. from insured for Fr., despatched..... by at o the address of at <i>(Place of destination) (Street and number)</i> should be delivered free of all charges.</p> <p style="text-align: right; margin-right: 50px;">..... <i>(Signature of sender)</i></p> <hr style="width: 80%; margin: 10px auto;"/> <p>To be returned to the office of</p> <p>(Indicate the name of the office charged with the recovery of the charges or, if occasion arises, that of the office of exchange.) *) Indicate the nature of the article.</p>
---	--

(Dimensions : 105 × 148 mm., yellow colour.)

CONVENTION — FORMULES.

C 3 (Verso).

(Doit être imprimé en sens inverse du recto.)

<p>DÉTAIL DES DROITS DUS (dans la monnaie du pays destinataire).</p> <table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 80%;">Droit de commission</td> <td style="width: 10%;"></td> <td style="width: 10%;"></td> </tr> <tr> <td>Droits de douane</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Droit de dédouanement</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Autres frais</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	Droit de commission			Droits de douane			Droit de dédouanement			Autres frais			Total			<p style="text-align: right;">Timbre du bureau qui a fait l'avance des frais</p> <p style="text-align: center;">TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS (Voir le détail sur le coupon.)</p> 			<p style="text-align: center;">Soit </p> <p style="text-align: center;">(à convertir par l'Office d'origine de l'envoi)</p>
Droit de commission																			
Droits de douane																			
Droit de dédouanement																			
Autres frais																			
Total																			
<p>soit *)</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'origine de l'envoi</p>  <p style="text-align: center;">*) Dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi.</p>	<p style="text-align: center;">Date de l'avance</p>	<p style="text-align: center;">N° du registre</p>	<p style="text-align: center;">Bureau qui a fait l'avance</p>	<p style="text-align: center;">Signature de l'agent</p>															
<p style="text-align: center;">Registre d'arrivée</p> <p style="text-align: center;">N°</p>		<p style="text-align: center;">Converti par (nom de l'agent)</p>	<p style="text-align: center;">Timbre du bureau recouvrant</p> 																

CONVENTION — FORMS.

C 3 (Back).

(Must be printed in the contrary direction to the front.)

<p>DETAILS OF CHARGES DUE (in the money of the country of destination).</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 80%;">Commission fee</td> <td style="width: 10%;"></td> <td style="width: 10%;"></td> </tr> <tr> <td>Customs duty</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Customs clearance fee</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Other charges</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>To a</td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	Commission fee			Customs duty			Customs clearance fee			Other charges			To a			<p style="text-align: right;">Stamp of the Office which has advanced the charges</p> <p style="text-align: center;">TOTAL OF THE CHARGES EXPENDED (See details on the coupon.)</p> <div style="text-align: right; border: 1px solid black; border-radius: 50%; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div> <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center; margin-top: 10px;"> <div style="text-align: center;"> </div> <div style="text-align: center;"> </div> </div> <p style="text-align: center;">(in the money of the country of destination of the article)</p> <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center; margin-top: 10px;"> <div style="text-align: center;"> <p>Or</p> </div> <div style="text-align: center;"> </div> </div> <p style="text-align: center;">(to be converted by the Office of origin of the article)</p>
Commission fee																
Customs duty																
Customs clearance fee																
Other charges																
To a																
<p>or *)</p> <p style="text-align: center;">Stamp of Office of origin of the article</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;"> </div> <p style="font-size: small;">*) In the money of the country of origin of the article.</p>	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 20%; text-align: center; vertical-align: middle;">Date of the advance</td> <td style="width: 20%; text-align: center; vertical-align: middle;">No. of the register</td> <td style="width: 20%; text-align: center; vertical-align: middle;">Office which has made the advance</td> <td style="width: 40%; text-align: center; vertical-align: middle;">Signature of the official</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center; vertical-align: middle;">Register of arrival No.</td> <td style="text-align: center; vertical-align: middle;">Converted by (Name of the official)</td> <td style="text-align: center; vertical-align: middle;">Stamp of the recovering Office</td> </tr> </table> <div style="text-align: right; margin-top: 10px;"> </div>	Date of the advance	No. of the register	Office which has made the advance	Signature of the official	Register of arrival No.		Converted by (Name of the official)	Stamp of the recovering Office							
Date of the advance	No. of the register	Office which has made the advance	Signature of the official													
Register of arrival No.		Converted by (Name of the official)	Stamp of the recovering Office													

CONVENTION — FORMS.

C 4
(D. R., art. 76, § 1.)

POSTAL ADMINISTRATION
of.....

ACCOUNT.

of the charges paid by the Office of.....
on behalf of the Office of.....
Month of..... 19.....

No. 1	Date of the advances 2	Number of the note 3	OFFICE which has made the advance 4	Amount of each note 5	Observations 6
				TOTAL	

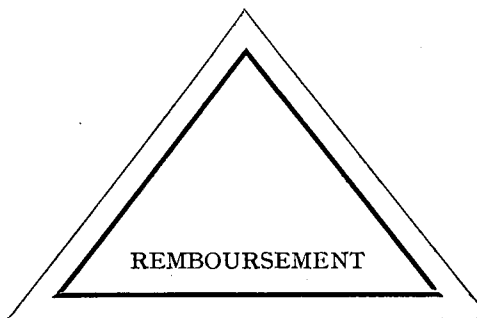
(Dimensions : 210 X 297 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

C 5
(Règl., art. 25, § 4.)



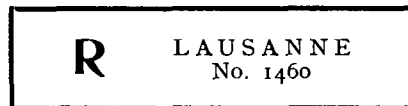
C 7
(Règl., art. 29.)



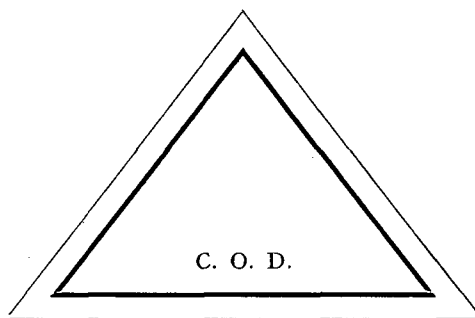
(Couleur orange)

CONVENTION — FORMS.

C 5
(D. R., art. 25, § 4.)



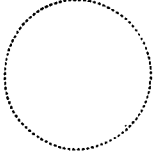
C 7
(D. R., art. 29.)



(Orange colour)

CONVENTION — FORMULES.

C 6 (Recto)
(Règl., art. 26, § 2)

<p style="text-align: center;">ADMINISTRATION DES POSTES</p> <p style="text-align: center;">d.....</p> <p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">(A remplir par le bureau d'origine)</p> <p>Envoi recommandé (.....) ⁽¹⁾</p> <p>Lettre—Boîte—Colis</p> <p>avec valeur déclarée de</p> <p>Mandat de poste de</p> <p>enregistré au bureau de poste de</p> <p>.....</p> <p>le sous le N°</p> <p>expédié par M</p> <p>et adressé à M</p> <p>à</p> <p>⁽¹⁾ Indiquer dans la parenthèse la nature de l'envoi (lettre, imprimé, etc.).</p>	<p style="text-align: right;">Timbre du bureau expéditeur de l'avis.</p> <p style="text-align: center;">AVIS DE } RÉCEPTION PAYEMENT</p> <div style="text-align: right; margin-right: 20px;">  </div> <p>(A remplir par l'expéditeur)</p> <p>A</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>(Lieu de destination)</p> <p>.....</p> <p>(Rue et numéro)</p> <p>Service des postes</p> <p style="text-align: right;">(Pays de destination)</p>
--	---

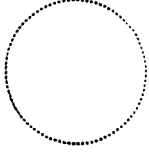
(Dimensions : 105 × 148 mm., couleur rouge clair)

C 6 (Verso)

Le soussigné déclare que $\frac{\text{l'envoi}}{\text{le mandat}}$ mentionné d'autre part

a été dûment $\frac{\text{livré}}{\text{payé}}$ le..... 19.....

Timbre du bureau destinataire.



du destinataire :

.....

Signature ¹⁾

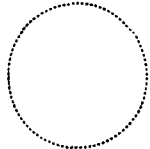
de l'agent du bureau destinataire :

.....

¹⁾ Cet avis doit être signé par le destinataire ou, si les règlements du pays de destination le comportent, par l'agent du bureau destinataire et renvoyé par le premier courrier directement à l'expéditeur.

CONVENTION — FORMS.

C 6 (Front)
(D. R., art. 26, § 2)

<p style="text-align: center;">POSTAL ADMINISTRATION</p> <p style="text-align: center;">of</p> <p style="text-align: center;">(To be filled in by the office of origin)</p> <p>Registered article (.....) ⁽¹⁾</p> <p>Letter—Box—Parcel</p> <p>insured for</p> <p>Postal money order for.....</p> <p>registered at the office of</p> <p>.....</p> <p>on under No.</p> <p>sent by M.....</p> <p>and addressed to M.....</p> <p>at</p> <p>⁽¹⁾ Indicate in parenthesis the nature of the article (letter, printed paper, etc.).</p>	<p style="text-align: right;">Stamp of the office forwarding the advice.</p> <p style="text-align: center;">ADVICE OF { DELIVERY } PAYMENT</p> <div style="text-align: right; margin-right: 20px;">  </div> <p>(To be filled in by the sender)</p> <p>To</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Place of destination)</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Street and number)</p> <p>Postal Service</p> <p style="text-align: center;">(Country of destination)</p>
--	---

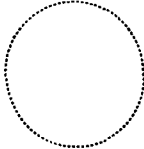
(Dimensions : 105 × 148 mm., light red colour)

C 6 (Back)

The undersigned states that the article mentioned overleaf
money order

was duly delivered on the..... 19.....
paid

Stamp of delivering office. Signature ¹⁾

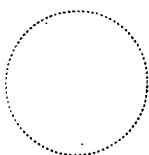

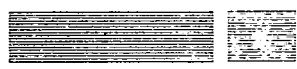
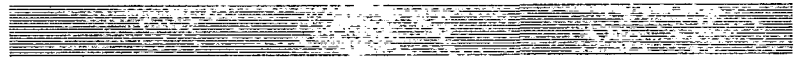

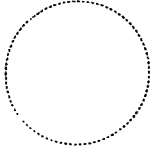

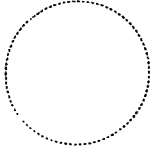

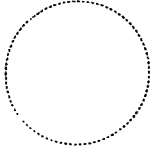
 of the addressee : of the official of the office of destination :

.....

¹⁾ This advice must be signed by the addressee or, if the postal regulations of the country of destination so provide, by the official of the delivering office and then sent by first mail directly to the sender.

CONVENTION — FORMULES.

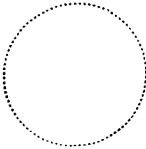
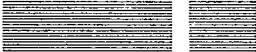
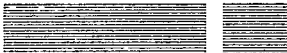
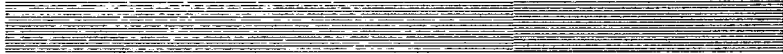
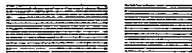
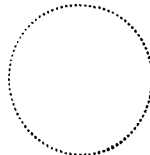
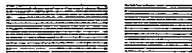
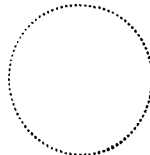
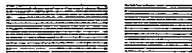
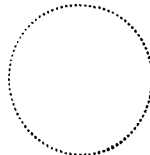
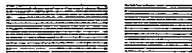
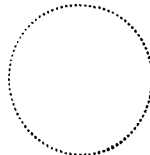
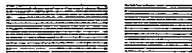
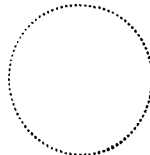
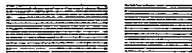
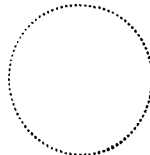
C 8 (Recto)
(Règl., art. 30)

<p style="text-align: center;">COUPON</p> <p>Peut être détaché par le destinataire du mandat.</p> <p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Timbre du bureau d'émission.</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div> <p style="text-align: center;">Montant du remboursement en chiffres.</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div> <p>pour l'envoi N°</p> <p>déposé le..... 19.....</p> <p>à</p> <p>par M</p> <p>à l'adresse de.....</p> <p>.....</p> <p>à</p>	<p>Pays de destination de l'envoi grevé de remboursement</p> <p style="text-align: center;">Service des objets de correspondance</p> <p style="text-align: center;">MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL</p> <p style="text-align: center;">de la somme de </p> <p style="text-align: center;">(en chiffres arabes)</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div> <p style="text-align: center;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins)</p> <p>pour l'envoi N°..... expédié le</p> <p>payable à M</p> <p>Lieu de destination</p> <p>Rue et numéro</p> <p>Pays de destination</p>								
<p>INDICATIONS DE SERVICE ¹⁾</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 30%; vertical-align: top;"> <p>Numéro }</p> <p>Date }</p> <p>Bureau }</p> <p>Pays }</p> </td> <td style="width: 30%; vertical-align: top;"> <p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">d'émission</p> </td> <td style="width: 20%; vertical-align: top; text-align: center;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 0 auto;"> <p>Somme versée</p> <div style="text-align: center; margin: 5px 0;">  </div> <p>(Monnaie du pays destinataire de l'envoi grevé de remboursement)</p> </div> </td> <td style="width: 20%; vertical-align: top; text-align: center;"> <p>Timbre du bureau d'émission.</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div> </td> </tr> <tr> <td colspan="4" style="padding-top: 10px;"> <p>Signature de l'agent qui a dressé le mandat : _____</p> </td> </tr> </table> <p>¹⁾ Indications à remplir par l'Office destinataire de l'envoi après encaissement du montant du remboursement.</p>		<p>Numéro }</p> <p>Date }</p> <p>Bureau }</p> <p>Pays }</p>	<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">d'émission</p>	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 0 auto;"> <p>Somme versée</p> <div style="text-align: center; margin: 5px 0;">  </div> <p>(Monnaie du pays destinataire de l'envoi grevé de remboursement)</p> </div>	<p>Timbre du bureau d'émission.</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div>	<p>Signature de l'agent qui a dressé le mandat : _____</p>			
<p>Numéro }</p> <p>Date }</p> <p>Bureau }</p> <p>Pays }</p>	<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">d'émission</p>	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 0 auto;"> <p>Somme versée</p> <div style="text-align: center; margin: 5px 0;">  </div> <p>(Monnaie du pays destinataire de l'envoi grevé de remboursement)</p> </div>	<p>Timbre du bureau d'émission.</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div>						
<p>Signature de l'agent qui a dressé le mandat : _____</p>									

(Dimensions : 114 × 162 ou 105 × 148 mm., couleur vert clair.)

CONVENTION — FORMS.

C 8 (Front)
(D. R., art. 30)

<p style="text-align: center;">COUPON</p> <p>May be detached by the addressee of the money order</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div> <p style="text-align: center;">Amount of the trade charge in figures</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div> <p>for the article No.....</p> <p>posted on the..... 19.....</p> <p>at</p> <p>by Mr</p> <p>to the address of</p> <p>.....</p> <p>at</p>	<p>Country of destination of the article marked with a trade charge.....</p> <p style="text-align: center;">Letter service</p> <p style="text-align: center;">INTERNATIONAL TRADE CHARGE MONEY ORDER</p> <p style="text-align: center;">for the sum of </p> <p style="text-align: center;">(in Arabic figures)</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div> <p style="text-align: center;">(the units in letters in Roman characters)</p> <p>for article No..... despatched on the</p> <p>payable to Mr.</p> <p>Place of destination</p> <p>Street and number</p> <p>Country of destination</p> <hr/> <p style="text-align: center;">SERVICE PARTICULARS ¹⁾</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 30%; vertical-align: top;"> <table style="border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding-right: 5px;">Number</td> <td style="border-left: 1px solid black; padding-left: 5px;">.....</td> </tr> <tr> <td style="padding-right: 5px;">Date</td> <td style="border-left: 1px solid black; padding-left: 5px;">.....</td> </tr> <tr> <td style="padding-right: 5px;">Office</td> <td style="border-left: 1px solid black; padding-left: 5px;">.....</td> </tr> <tr> <td style="padding-right: 5px;">Country</td> <td style="border-left: 1px solid black; padding-left: 5px;">.....</td> </tr> </table> </td> <td style="width: 40%; vertical-align: top; text-align: center;"> <table border="1" style="margin: auto; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding: 5px;"> <p>Sum collected</p> <div style="text-align: center; margin: 5px 0;">  </div> <p>(Money of the country of destination of the article marked with a trade charge.)</p> </td> <td style="width: 20%; vertical-align: middle; text-align: center;"> <p>Stamp of office of issue.</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div> </td> </tr> </table> </td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="padding-top: 10px;"> <p>Signature of the official preparing the money order : _____</p> </td> </tr> </table> <p>¹⁾ Particulars to be filled in by the Office of destination of the article after collection of the amount of the trade charge.</p>	<table style="border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding-right: 5px;">Number</td> <td style="border-left: 1px solid black; padding-left: 5px;">.....</td> </tr> <tr> <td style="padding-right: 5px;">Date</td> <td style="border-left: 1px solid black; padding-left: 5px;">.....</td> </tr> <tr> <td style="padding-right: 5px;">Office</td> <td style="border-left: 1px solid black; padding-left: 5px;">.....</td> </tr> <tr> <td style="padding-right: 5px;">Country</td> <td style="border-left: 1px solid black; padding-left: 5px;">.....</td> </tr> </table>	Number	Date	Office	Country	<table border="1" style="margin: auto; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding: 5px;"> <p>Sum collected</p> <div style="text-align: center; margin: 5px 0;">  </div> <p>(Money of the country of destination of the article marked with a trade charge.)</p> </td> <td style="width: 20%; vertical-align: middle; text-align: center;"> <p>Stamp of office of issue.</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div> </td> </tr> </table>	<p>Sum collected</p> <div style="text-align: center; margin: 5px 0;">  </div> <p>(Money of the country of destination of the article marked with a trade charge.)</p>	<p>Stamp of office of issue.</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div>	<p>Signature of the official preparing the money order : _____</p>	
<table style="border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding-right: 5px;">Number</td> <td style="border-left: 1px solid black; padding-left: 5px;">.....</td> </tr> <tr> <td style="padding-right: 5px;">Date</td> <td style="border-left: 1px solid black; padding-left: 5px;">.....</td> </tr> <tr> <td style="padding-right: 5px;">Office</td> <td style="border-left: 1px solid black; padding-left: 5px;">.....</td> </tr> <tr> <td style="padding-right: 5px;">Country</td> <td style="border-left: 1px solid black; padding-left: 5px;">.....</td> </tr> </table>	Number	Date	Office	Country	<table border="1" style="margin: auto; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding: 5px;"> <p>Sum collected</p> <div style="text-align: center; margin: 5px 0;">  </div> <p>(Money of the country of destination of the article marked with a trade charge.)</p> </td> <td style="width: 20%; vertical-align: middle; text-align: center;"> <p>Stamp of office of issue.</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div> </td> </tr> </table>	<p>Sum collected</p> <div style="text-align: center; margin: 5px 0;">  </div> <p>(Money of the country of destination of the article marked with a trade charge.)</p>	<p>Stamp of office of issue.</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div>				
Number														
Date														
Office														
Country														
<p>Sum collected</p> <div style="text-align: center; margin: 5px 0;">  </div> <p>(Money of the country of destination of the article marked with a trade charge.)</p>	<p>Stamp of office of issue.</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div>														
<p>Signature of the official preparing the money order : _____</p>															

(Dimensions : 114 × 162 or 105 × 148 mm., light green colour.)

C 8 (Verso)

(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)

QUITTANCE DU DESTINATAIRE

Reçu la somme indiquée d'autre part

Lieu

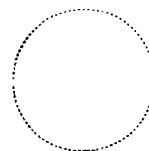
Le..... 19.....

Signature du destinataire :

.....

Registre
d'arrivée

Timbre du bureau
payeur.



N°

(Reserved for endorsements, if any)

RECEIPT BY THE ADRESSEE

Received the sum indicated overleaf

Place.....

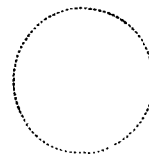
On the 19.....

Signature of the addressee :

.....

Register
of arrival

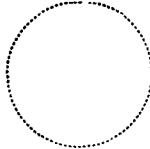
Stamp of
paying office.



No.....

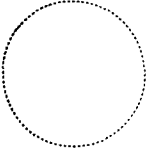
CONVENTION — FORMULES.

C 10 (Recto)
(Règl., art. 46, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES	Montant des taxes à percevoir
d.....	Timbre du bureau réexpéditeur
SERVICE DES POSTES	
	
M.:..... (nom et adresse du destinataire)	
à (bureau de destination)	
..... (Pays de destination)	

(Dimensions : 162 × 229 mm.)

C 10 (Verso)

Patte à refermer	Timbre du bureau de destination
	

CONVENTION — FORMS

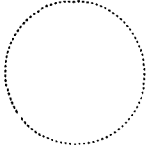
C 10 (Front)
(D. R., art. 46. § 1)

POSTAL ADMINISTRATION
of

Total of charges to be collected

Stamp of
despatching office

POSTAL SERVICE



Mr..... (name and address of the addressee)
..... (office of destination)

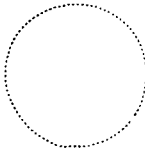
.....
(Country of destination)

(Dimensions : 162 x 229 mm.)

C 10 (Back)

Flap to be closed

Stamp of office
of destination



CONVENTION — FORMULES.

C II (Recto)
(Règl., art. 48, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

BUREAU d.....

DEMANDE DE RETRAIT OU DE MODIFICATION D'ADRESSE ¹

RÉCLAMATION PAR VOIE POSTALE

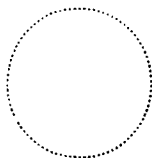
(Note à transmettre sous pli recommandé et aux frais du réclamant)

I. DEMANDE DE RETRAIT

Prière de renvoyer au bureau d..... (*d'origine*)
pour être remis à l'expéditeur l..... (*nature de l'objet*)
numéro..... adressé à votre bureau le 19..... et
dont la suscription est conforme au fac-similé ci-joint.

....., le 19.....

Timbre du bureau



Signature :

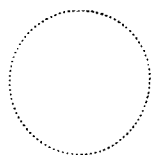
.....

II. DEMANDE DE MODIFICATION D'ADRESSE

Prière de substituer (*telle indication*)
à (*telle autre indication*) sur la suscription
de l..... (*nature de l'objet*) numéro adressé à votre bureau
le 19..... du bureau d..... et dont la suscription est
conforme au fac-similé ci-joint.

....., le 19.....

Timbre du bureau



Signature :

.....

¹ Biffer le recto ou le verso, suivant le cas.

CONVENTION — FORMS.

C 11 (Front)
(D. R., art. 48, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION
of.....

OFFICE of.....

REQUEST FOR THE WITHDRAWAL OF CORRESPONDENCE OR THE
MODIFICATION OF ADDRESS¹.

REQUEST BY POST

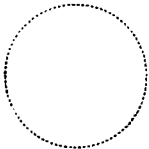
(Note to be sent in a registered cover and at the expense of the applicant)

I. REQUEST FOR WITHDRAWAL OF CORRESPONDENCE

Please return to the office of (of origin)
to be delivered to the sender the (kind of article)
number addressed..... to your office on the 19..... and
the address of which agrees with the facsimile attached.

....., the 19.....

Office Stamp



Signature :

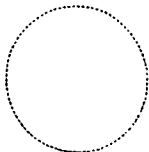
.....

II. REQUEST FOR ALTERATION OF ADDRESS

Please substitute (such particulars)
for (such other particulars) in the address
of the (kind of article) number addressed to your office
on the 19..... from the office of and the address of
which agrees with the facsimile attached.

....., the 19.....

Office stamp



Signature :

.....

¹ Strike out the front or the back of the form, as the case may be.

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMULES

C II (Verso)
(Règl., art. 48, § 1)

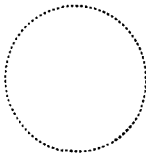
RÉCLAMATION PAR VOIE TÉLÉGRAPHIQUE
(Télégramme aux frais du réclamant)

I. DEMANDE DE RETRAIT

Renvoyer (tel objet) (numéro) adressé (ce jour
ou le) à (adresse exacte du destinataire)

(Description : Indication éventuelle de l'expéditeur, format et couleur de l'envoi, cachet éventuel
annotations et signes de toute nature).....

Timbre du bureau



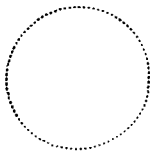
Postes
(Sans signature)

II. DEMANDE DE MODIFICATION D'ADRESSE OU DE REMBOURSEMENT ¹

2 { Substituer (telle indication) à (telle autre indication,
Annuler remboursement
Réduire à remboursement
..... sur (nature de l'objet, bordereau d'un envoi
avec valeurs à recouvrer)
(numéro) adressé (ce jour ou le)
à (adresse exacte du destinataire)

(Description : Indication éventuelle de l'expéditeur, format et couleur de l'envoi, cachet éventuel
annotations et signes de toute nature)

Timbre du bureau



Postes
(Sans signature)

¹ Il ne peut être satisfait, le cas échéant, à cette demande qu'après réception du fac-similé
par la poste.

² Biffer s'il y a lieu.

CONVENTION — FORMS.

C 11 (Back)
(D. R., art. 48, § 1)

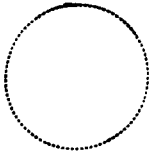
REQUEST BY TELEGRAPH
(Telegram at the expense of the applicant)

I. REQUEST FOR WITHDRAWAL OF CORRESPONDENCE.

Return (such an article) ... (number) ... addressed ... (to-day or on the ...) ... to (exact address of the addressee)

(Description : Particulars of the sender, form and colour of the packet, seal (if any), annotations and signs of every kind)

Office stamp



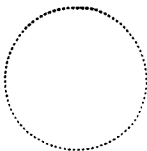
Post Office
(Without signature)

II. REQUEST FOR THE ALTERATION OF ADDRESS OR OF TRADE CHARGE 1

Substitutue (particulars) ... for (other particulars)
Cancel the trade charge
Reduce to ... the trade charge ... on (kind of article, list relating to an article with money to be collected) ... (number) ... addressed (to-day or on the ...) ... to (exact address of addressee)

(Description : Particulars of the sender, form and colour of the packet, seal (if any), annotation and signs of every kind)

Office stamp



Post Office
(Without signature)

1 This request may only be complied with, if occasion arises, after receipt of the facsimile by post.

2 Strike out as required.

CONVENTION — FORMULES.

C. 12 (Recto)
(Règl., art. 50, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

BUREAU d.....

Timbre du
bureau
expéditeurRENSEIGNEMENTS A FOURNIR EN CAS DE RÉCLAMATION D'UN ENVOI
ORDINAIRE NON PARVENU

I. PAR LE RÉCLAMANT (EXPÉDITEUR OU DESTINATAIRE)

Demandes 1	Réponses 2
a) Nature de l'envoi (lettre, carte postale, papiers d'affaires, journal ou autre imprimé, échantillon ou petit paquet).
b) Adresse portée sur l'envoi.
c) Quelle est l'adresse exacte du destinataire ?
d) L'envoi était-il volumineux ?
e) Que renfermait-il ? (Signalement aussi exact et complet que possible).
f) Date précise ou approximative du dépôt à la poste.
g) Nom et domicile de l'expéditeur.
h) En cas de recherches fructueuses, à qui, de l'expéditeur ou du destinataire, doit-on faire parvenir l'envoi réclamé ?

II. PAR L'EXPÉDITEUR

i) L'envoi était-il affranchi et, dans l'affirmative, quelle était la valeur des timbres-poste apposés ?	.....
j) Date et heure du dépôt à la poste.	.....
k) Le dépôt a-t-il eu lieu au guichet ou à la boîte ? Dans ce dernier cas, à quelle boîte ?	.....
l) Le dépôt a-t-il été effectué par l'expéditeur lui-même ou par un tiers ? Dans ce dernier cas, par quelle personne ?	.....
m) Renseignements particuliers du bureau d'origine.	.....
n) Renseignements du 1 ^{er} bureau intermédiaire.	.....
o) Renseignements du 2 ^m e bureau intermédiaire.	.....
La présente formule doit être renvoyée à	

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMS.

C. 12 (Front)
(D.R., art. 50, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION

of.....

OFFICE of



PARTICULARS TO BE FURNISHED WHEN APPLICATION IS MADE FOR A MISSING UNREGISTERED POSTAL PACKET.

I. BY THE APPLICANT (SENDER OR ADDRESSEE)

Questions 1	Answers 2
(a) Nature of the article (letter, post-card, commercial papers, newspaper or other paper, sample or small packet).
(b) Address on the postal packet.
(c) What is the exact address of the addressee?
(d) Was the postal packet bulky ?
(e) What were the contents ? (They should be described as fully as possible).
(f) Exact or approximate date of posting.
(g) Name and address of the sender.
(h) If found, should the postal packet be sent to the sender or to the addressee ?

II. BY THE SENDER

(i) Was the postage prepaid on the packet and, if so, what was the value of the stamps affixed ?	.....
(j) Date and hour of posting.	.....
(k) Was it handed over the counter or posted in a letter-box ? In the latter case, in what box ?	.....
(l) Was the posting effected by the sender himself or by another person ? If by another person, by whom ?	.....
(m) Special information from the office of origin.	.....
(n) Information from the 1st intermediate office.	.....
(o) Information from the 2nd intermediate office.	.....

This form must be returned to.....

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

C 12 (Verso)
(Règl., art. 50, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

BUREAU d.....

Timbre du
bureau
expéditeurIII. RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR LE DESTINATAIRE EN CAS DE
RÉCLAMATION D'UN ENVOI ORDINAIRE NON PARVENU

Demandes 1	Réponses 2
p) L'envoi est-il parvenu au destinataire ?	
q) Les correspondances sont-elles d'ordinaire retirées au bureau de poste ou distribuées à domicile ?	
r) A qui sont-elles confiées dans le premier cas ?	
s) Dans le second cas, sont-elles remises directement au destinataire ou à une personne attachée à son service, ou bien déposées dans une boîte particulière ? Le cas échéant, cette boîte est-elle fermée et régulièrement levée ?	
t) La perte de correspondances s'est-elle déjà produite souvent ? Dans l'affirmative, indiquer la provenance des correspondances perdues.	
u) Renseignements particuliers du bureau de destination.	
La présente formule doit être renvoyée à	

CONVENTION — FORMS.

C. 12 (Back)
(D.R., art. 50, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION

of.....

OFFICE of.....



III. PARTICULARS TO BE FURNISHED BY THE ADDRESSEE WHEN APPLICATION IS MADE FOR A MISSING UNREGISTERED POSTAL PACKET

Questions 1	Answers 2
(p) Has the postal packet reached the addressee ?
(q) Are the addressee's letters generally called for at a Post Office, or delivered at his house ?
(r)) In the former case, to whom are they handed ?
(s) In the latter case, are they delivered directly to the addressee or to a person in his service, or are they delivered into a letter-box ? If into a box, is the box a locked one and regularly cleared ?
(t) Are the losses of the addressee's letters of frequent occurrence ? If so, indicate the origin of the missing correspondence.
(u) Special information from the office of destination.

This form must be returned to

CONVENTION — FORMULES.

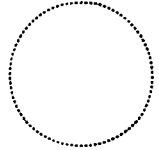
ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

BUREAU d.....

C. 13 (Recto)
(Règl., art. 51, § 1)

Timbre du bureau
d'origine



RÉCLAMATION

A remplir dans le service
d'origine

d'un envoi recommandé (.....) (a) remboursement (.....)
ou d'un envoi de valeur déclarée de (.....) (b) remboursement (.....)
contenant (.....) (c)
déposé par M..... le
sous le N° au bureau de à l'adresse suivante :
.....
..... (d)
et faisant l'objet d'une demande d'avis de réception (e)

A remplir dans le service de destination

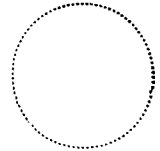
en cas de distribution

Le soussigné déclare que l'envoi susmentionné a été dûment livré à
l'ayant droit le

Le Chef du bureau distributeur :

.....

Timbre du bureau
distributeur



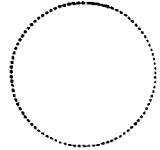
en cas de non-distribution

Le soussigné déclare que l'envoi susmentionné.....
est encore en instance au bureau de
a été renvoyé au bureau d'origine le
a été réexpédié le à (f)
n'est pas parvenu au bureau de destination.

Le Chef du bureau distributeur :

.....

Timbre du bureau
distributeur



- (a) Lettre, imprimé, échantillon, etc.
- (b) Lettre ou boîte.
- (c) Description du contenu, autant que possible.
- (d) Cadre à remplir par l'expéditeur ou, à défaut, par le bureau d'origine.
- (e) Biffer, le cas échéant.
- (f) Indiquer l'adresse exacte et complète.

(Dimensions : 210 x 297 mm.)

CONVENTION — FORMS.

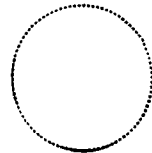
POSTAL ADMINISTRATION

of

OFFICE of

C. 13 (Front)
(D.R., art. 51, § 1)

Stamp of the office
of origin



ENQUIRY

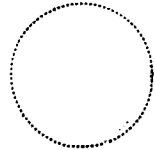
To be filled up in the service of the country of origin {
 for a registered (.....) (a) trade charge (.....)
 or of an article insured for (.....) (b) trade charge (.....)
 containing (.....) (c)
 posted by Mr. on the
 under No. at the office of to the following address :

 (d)
 and in respect of which an advice of delivery was applied for (e)

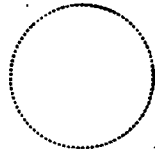
To be filled up in the service of the country of destination {
 in case of delivery {
 The undersigned declares that the article mentioned above was
 duly delivered to the proper person on the
 Official in charge of the delivering office

 ..
 in case of non-delivery {
 The undersigned declares that the article mentioned above
 is still lying undelivered at the office of
 was returned to the office of origin on the
 was redirected on the to (f)
 has not been received at the office of destination.

Stamp of the office
of delivery



Stamp of the
delivering office



- (a) Letter, printed paper, sample, etc.
- (b) Letter or box.
- (c) Description of the contents, as far as possible.
- (d) To be filled in by the sender or, if omitted by him, by the office of origin.
- (e) Strike out if this does not apply to the case.
- (f) Indicate exact and full address.

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

C 13 (Verso)
(Règl., art. 51, § 1)

A REMPLIR SEULEMENT DANS LE CAS OU LE SORT DE L'ENVOI N'A PU ÊTRE ÉTABLI
PAR LES RECHERCHES PRÉVUES AU RECTO

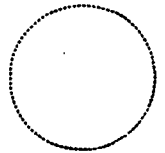
A remplir dans le service
d'origine

L'envoi désigné d'autre part a été inséré dans la dépêche du bureau d'échange d.....
du..... 19..... (.....^e envoi) pour le bureau d'échange d.....

Timbre du bureau

Il a été inscrit sous le N^o..... du tableau V de la feuille d'avis ou de la liste spéciale.
de la feuille d'envoi.

Signature :

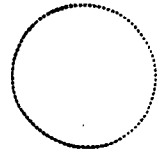


L'envoi désigné d'autre part a été inséré dans la dépêche du bureau d'échange d.....
du 19..... (.....^e envoi) pour le bureau d'échange d.....

Timbre du bureau

Il a été inscrit sous le N^o..... du tableau V de la feuille d'avis ou de la liste spéciale.
de la feuille d'envoi.

Signature :

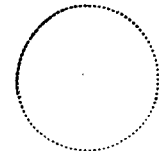


L'envoi désigné d'autre part a été inséré dans la dépêche du bureau d'échange d.....
du 19..... (.....^e envoi) pour le bureau d'échange d.....

Timbre du bureau

Il a été inscrit sous le N^o..... du tableau V de la feuille d'avis ou de la liste spéciale.
de la feuille d'envoi.

Signature :

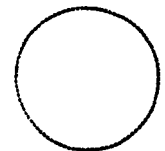


L'envoi désigné d'autre part a été inséré dans la dépêche du bureau d'échange d.....
du 19..... (.....^e envoi) pour le bureau d'échange d.....

Timbre du bureau

Il a été inscrit sous le N^o..... du tableau V de la feuille d'avis ou de la liste spéciale.
de la feuille d'envoi.

Signature :



RÉPONSE DÉFINITIVE

de l'Office de destination ou, le cas échéant, de l'Office intermédiaire qui ne peut établir la transmission régulière de l'envoi réclamé à l'Office suivant.

CONVENTION — FORMS.

C 13 (Back)
(D.R., art. 51, § 1)

TO BE FILLED IN ONLY WHEN THE DISPOSAL OF THE ARTICLE CANNOT BE ESTABLISHED BY THE ENQUIRIES INDICATED ON THE OTHER SIDE.

To be filled up in the service of the country of origin

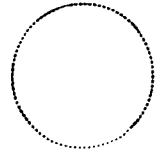
The article described on the other side was included in the mail from the office of exchange of..... of the 19... (.....despatch) for the office of exchange of

Office stamp

It was entered under No..... on table V of the letter bill or on the special list.
on the despatch list.

Signature :

.....



To be filled up in the services of intermediate countries.

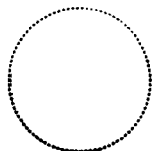
The article described on the other side was included in the mail from the office of exchange of..... of the 19... (.....despatch) for the office of exchange of

Office stamp

It was entered under No..... on table V of the letter bill or on the special list.
on the despatch list.

Signature :

.....



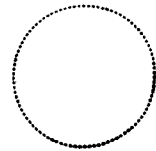
The article described on the other side was included in the mail from the office of exchange of..... of the 19... (.....despatch) for the office of exchange of

Office stamp

It was entered under No..... on table V of the letter bill or on the special list.
on the despatch list.

Signature :

.....



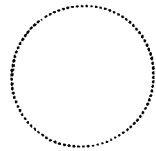
The article described on the other side was included in the mail from the office of exchange of..... of the 19..... (.....despatch) for the office of exchange of

Office stamp

It was entered under No..... on table V of the letter bill or on the special list.
on the despatch list.

Signature :

.....



FINAL REPLY

of the Office of destination or, as the case may be, of the intermediate Office which cannot establish the regular transmission of the article under enquiry to the next Administration.

CONVENTION — FORMULES.

C 14
(Règl., art. 53, § 1)

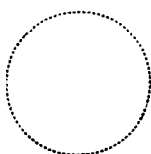
PAYS D'ORIGINE

PAYS DE DESTINATION

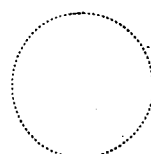
Timbre du bureau expéditeur

FEUILLE D'AVIS

Timbre du bureau destinataire



Dépêche ...^e envoi) du bureau d'échange d.....
pour le bureau d'échange d.....
expédiée le 19....., à.....h. m.
arrivée le 19....., à.....h. m.



I. — ENVOIS EXPRESS		V. — LISTE DES ENVOIS RECOMMANDÉS			
Application éventuelle du timbre « Express »		N ^o d'ordre	Bureau d'origine	Numéro d'inscription	Observations
		1	2	3	4
II. — NUMÉRO DE LA DÉPÊCHE ET NOMBRE DES SACS.		I			
Numéro d'ordre de la dépêche		2			
Paquebot		3			
Via		4			
Nombre des sacs composant la dépêche (y compris les sacs contenant les sacs vides).....		5			
		6			
		7			
		8			
III. — RÉCAPITULATION DES ENVOIS INSCRITS		9			
		10			
Sacs } contenant des envois recom-		11			
Paquets } mandés		12			
Listes spéciales		13			
Total des envois recommandés		14			
Sacs } contenant des envois avec va-		15			
Paquets } leur déclarée		16			
Feuilles d'envoi		17			
Total des envois avec valeur déclarée...		18			
		19			
		20			
IV. — INDICATIONS DE SERVICE		VI. — DÉPÊCHES CLOSES INSÉRÉES DANS LA PRÉSENTE DÉPÊCHE			
Sacs utilisés pour la confection de la dépêche appartenant à l'Office EXPÉDITEUR		Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre des sacs	
Sacs en retour appartenant à l'Office DESTINATAIRE		1	2	3	

L'agent du bureau d'échange expéditeur :

L'agent du bureau d'échange destinataire :

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMS.

C 14
(D.R., art. 53. § 1)

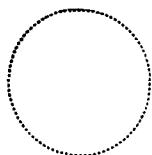
COUNTRY OF ORIGIN

COUNTRY OF DESTINATION

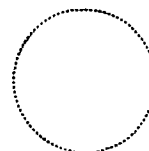
Stamp of the
despatching office

LETTER BILL.

Stamp of the
receiving office



Mail (.....despatch) from the office of exchange of
for the office of exchange of
despatched on.....19....., at h..... m.
arrived on 19....., at h..... m.



I. — EXPRESS ARTICLES		V. — LIST OF REGISTERED ARTICLES.			
Impression of Express stamp, if required.		No.	Office of origin	Registration No.	Observations
II. — NUMBER OF THE MAIL AND NUMBER OF BAGS.		I	2	3	4
Serial number of the mail		1	.....	.....	.....
Ship		2	.....	.....	.....
Via		3	.....	.....	.....
Number of bags composing the mail (including the bags containing empty bags).....		4	.....	.....	.....
III. — SUMMARY OF REGISTERED AND INSURED ARTICLES.		5	.....	.....	.....
Bags	} containing registered articles	6	.....	.....	.....
Packets		7	.....	.....	.....
Separate registered lists		8	.....	.....	.....
Total of registered articles		9	.....	.....	.....
Bags	} containing insured articles...	10	.....	.....	.....
Packets		11	.....	.....	.....
Despatch lists		12	.....	.....	.....
Total of insured articles		13	.....	.....	.....
IV. — OFFICIAL NOTES.		14	.....	.....	.....
Bags used for making up the mail belonging to the Office of origin	Number	15	.....	.....	.....
Bags returned empty belonging to the Office of DESTINATION .....	.....	16	.....	.....	.....
.....		17	.....	.....	.....
.....		18	.....	.....	.....
.....		19	.....	.....	.....
.....		20	.....	.....	.....
.....		VI. — CLOSED MAILS INCLUDED IN THIS MAIL.			
.....		Office of origin	Office of destination	No. of bags	
.....		I	2	3	
.....		
.....		
.....		

Despatching officer :

Receiving officer :

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

C 15
(Règl., art. 53, § 5)

PAYS D'ORIGINE

PAYS DE DESTINATION

Timbre du bureau expéditeur

Timbre du bureau destinataire

LISTE SPÉCIALE N°

des envois recommandés de la dépêche N°.....(.....envoi)
d..... pour

N° d'ordre 1	Bureau d'origine 2	Numéro d'inscription 3	Observations 4	N° d'ordre 1	Bureau d'origine 2	Numéro d'inscription 3	Observations 4
1				31			
2				32			
3				33			
4				34			
5				35			
6				36			
7				37			
8				38			
9				39			
10				40			
11				41			
12				42			
13				43			
14				44			
15				45			
16				46			
17				47			
18				48			
19				49			
20				50			
21				51			
22				52			
23				53			
24				54			
25				55			
26				56			
27				57			
28				58			
29				59			
30				60			

L'agent du bureau d'échange expéditeur :

L'agent du bureau d'échange destinataire :

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMS.

C 15
(D.R., art. 53, § 5)

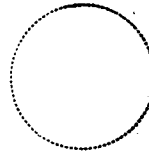
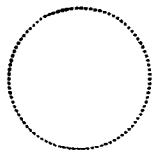
COUNTRY OF ORIGIN

COUNTRY OF DESTINATION

Stamp of
despatching office

Stamp of
receiving office

SPECIAL LIST No.



of registered articles included in the mail No. (... despatch)
from for

No.	Office of posting	Registration No.	Observations	No.	Office of posting	Registration No.	Observations
I	2	3	4	I	2	3	4
1				31			
2				32			
3				33			
4				34			
5				35			
6				36			
7				37			
8				38			
9				39			
10				40			
11				41			
12				42			
13				43			
14				44			
15				45			
16				46			
17				47			
18				48			
19				49			
20				50			
21				51			
22				52			
23				53			
24				54			
25				55			
26				56			
27				57			
28				58			
29				59			
30				60			

Despatching officer :

Receiving officer :

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

C 16

(Règl., art. 58, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

CORRESPONDANCE AVEC L'OFFICE

d.....

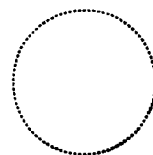
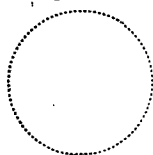
d.....

BUREAU d.....

BULLETIN DE VÉRIFICATION

Timbre du bureau expéditeur

Timbre du bureau destinataire



pour la constatation et la rectification des erreurs et irrégularités de toute nature reconnues dans la dépêche N°..... du bureau d'échange d..... pour le bureau d'échange d.....

.....e expédition du..... 19..... à..... h.....

ERREURS OU IRRÉGULARITÉS DIVERSES

(Manque de la dépêche, manque d'envois recommandés ou de la feuille d'avis, dépêche spoliée, sac déchiré ou en mauvais état, etc.)

....., le 19....., le..... 19.....

Les agents du bureau d'échange destinataire :

Vu et accepté : Le Chef du bureau d'échange expéditeur :

(Dimensions : 148 x 210 mm.)

CONVENTION — FORMS.

C 16
(D.R., art. 58, § 1)

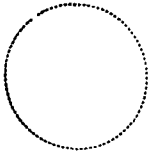
POSTAL ADMINISTRATION
of.....
OFFICE of

CORRESPONDENCE WITH THE POST OFFICE
of.....

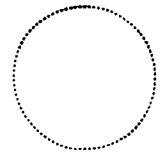
VERIFICATION NOTE.

Stamp of the
despatching office

Stamp of the
receiving office



for the verification and correction of errors and irregularities of all
kinds observed in the mail No.....
from the office of exchange of
for the office of exchange of



..... despatch of the 19..... at

ERRORS OR IRREGULARITIES

(Non-receipt of the mail, non-receipt of registered articles or of the letter bill, mail tampered with,
bag torn or in bad condition, etc.)

....., the 19....., the 19.....

Receiving officers :

Seen and accepted :
The Chief of the despatching office :

(Dimensions : 148 × 210 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

ADMINISTRATION DES POSTES

C 17
(Règl., art. 63, § 1).

d.....

BUREAU d.....

Office expéditeur :

Office destinataire :

.....

.....

TRANSIT EN DÉPÊCHES CLOSES

Dépêches du bureau d'échange d.....

pour le bureau d'échange d.....

expédiées par l'intermédiaire d.....

et par des paquebots d.....

Date	Première dépêche expédiée à h. du						Deuxième dépêche expédiée à h. du.....					
	Lettres et cartes postales			Autres objets			Lettres et cartes postales			Autres objets		
	Nombre de sacs						Nombre de sacs					
	jusqu'à 5 kg.	de plus de 5 jusqu'à 15 kg.	de plus de 15 kg.	jusqu'à 5 kg.	de plus de 5 jusqu'à 15 kg.	de plus de 15 kg.	jusqu'à 5 kg.	de plus de 5 jusqu'à 15 kg.	de plus de 15 kg.	jusqu'à 5 kg.	de plus de 5 jusqu'à 15 kg.	de plus de 15 kg.
	Sacs légers	Sacs moyens	Sacs lourds	Sacs légers	Sacs moyens	Sacs lourds	Sacs légers	Sacs moyens	Sacs lourds	Sacs légers	Sacs moyens	Sacs lourds
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Totaux												

....., le 19....

Le Chef du bureau d'échange destinataire :

Vu et accepté :
Le Chef du bureau d'échange expéditeur :

.....

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMS.

POSTAL ADMINISTRATION
of.....

C 17
(D.R., art. 63, § 1)

OFFICE of.....

Despatching office :

Receiving office :

TRANSIT IN CLOSED MAILS.

Mails from the office of exchange of
for the office of exchange of.....
despatched by the intermediary of.....
and by the ships of.....

Date	First mail despatched at						Second mail despatched at					
	Letters and post-cards			Other articles			Letters and post-cards			Other articles		
	Number of bags						Number of bags					
	up to 5 kg.	over 5 and up to 15 kg.	over 15 kg.	up to 5 kg.	over 5 and up to 15 kg.	over 15 kg.	up to 5 kg.	over 5 and up to 15 kg.	over 15 kg.	up to 5 kg.	over 5 and up to 15 kg.	over 15 kg.
	Light bags	Medium bags	Heavy bags	Light bags	Medium bags	Heavy bags	Light bags	Medium bags	Heavy bags	Light bags	Medium bags	Heavy bags
I	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Totals												

....., the19.....

The Chief of the receiving office of exchange : Seen and accepted :
The Chief of the despatching office of exchange :

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

ADMINISTRATION DES POSTES

C 18

(Règl., art. 70, § 4)

d.....

TRANSIT EN DÉPÊCHES CLOSES

Compte des sommes dues à l'office d..... pour le transport des dépêches closes expédiées par l'office d..... en transit par les services pendant l'année 19.....

Bureau d'origine 1	Bureau de destination 2	Dépêches expédiées pendant la période de la statistique												Observations 15				
		Lettres et cartes postales						Autres objets										
		Nombre des sacs du poids moyen de			Poids totaux 6	Prix de transit par kg. 7	Avoir de 8		Nombre des sacs du poids moyen de			Poids totaux 12	Prix de transit par kg. 13		Avoir de 14			
		4 kg. 3	12 kg. 4	24 kg. 5			4 kg. 9	12 kg. 10	24 kg. 11	Fr.	c.				Fr.	c.		
					kg.	Fr.	c.	Fr.	c.				kg.	c.	Fr.	c.		
Total des lettres et des cartes postales						Total des autres objets												
Report du total des lettres et cartes postales																		
Total																		
Multiplié par 26 (ou 13)																		
A déduire 10 %																		
Total à reporter au relevé (Formule C 23)																		

....., le 19.....

....., le 19.....

Vu et accepté :

.....

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

N° 2368

CONVENTION — FORMS.

POSTAL ADMINISTRATION
of.....

C 18
(D.R., art. 70, § 4)

TRANSIT IN CLOSED MAILS.

Account of the sums due to the Office of.....for the transport of closed mails
despatched by the Office of..... in transit by the services during 19.....

Office of origin 1	Office of destina- tion 2	Mails despatched during the statistical period												Observa- tions 15			
		Letters and post-cards						Other articles									
		Number of bags of the average weight of			Total weights 6	Transit rate per kg. 7	Credit of 8	Number of bags of the average weight of			Total weights 12	Transit rate per kg. 13	Credit of 14				
		4 kg. 3	12 kg. 4	24 kg. 5				4 kg. 9	12 kg. 10	24 kg. 11							
					kg.	Fr.	c.	Fr.	c.				kg.	c.	Fr.	c.	
Total of letters and post cards						Total of other articles											
Total of letters and post cards brought forward																	
Total																	
Multiplied by 26 (or 13)																	
Deduct 10 %																	
Total to be carried forward to the statement (Form C 23)																	

....., the 19.....

Seen and accepted:

.....

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

C 19
(Règl., art. 67, § 4)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

BUREAU d.....

Office expéditeur :

Office destinataire réexpéditeur :

.....

.....

TRANSIT A DÉCOUVERT

Relevé des correspondances transmises à découvert dans les dépêches du bureau d.....
pour le bureau expédiées pendant la période de la statistique du 19.....
au 19.....

Date 1	Nombre de correspondances à découvert 2
Total	

....., le 19.....

Le Chef du bureau d'échange destinataire :

.....

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

N° 2368

CONVENTION — FORMS.

C 19
(D.R., art. 67, § 4)

POSTAL ADMINISTRATION

of.....

OFFICE of

Despatching office :

Re-forwarding office of destination :

TRANSIT A DÉCOUVERT.

Statement of correspondence sent *à découvert* in the mails from the office of
for the office of despatched during the statistical period from the 19.....
to the 19.....

Date 1	Number of articles <i>à découvert</i> 2
Total	

....., the 19..... The Chief of the office of exchange of destination :

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

C 20
(Règl., art. 70, § 4)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

Office expéditeur :

Office destinataire réexpéditeur :

TRANSIT A DÉCOUVERT

Compte des sommes dues à l'office d..... pour le transit des correspondances transmises à découvert par l'office pendant l'année 19.....

Bureaux d'origine 1	Bureaux destinataires réexpéditeurs 2	Nombre de correspondances à découvert 3
Total		
Multiplié par 26 (ou 13)		
à 5 ct. par objet		Fr. c. *)
* A reporter au relevé (Formule C 23).		

....., le 19....., le 19.....

Vu et accepté :

(Dimensions : 148 × 210 ou 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

ADMINISTRATION DES POSTES

C 22
(Règl., art. 68, 2^o al.)

d.....

Office entreposeur :

Office expéditeur :

.....

.....

DÉPÊCHES EN ENTREPOT

Compte des sommes dues à l'office d..... pour l'entrepôt des dépêches closes
expédiées par l'Office d..... pendant l'année 19.....

Entrepôt de 1	Date 2	Nombre des sacs entreposés pendant la statistique 3
<p style="text-align: right;">Total Multiplié par 26 (ou 13) à 50 centimes</p> <p>1 A reporter au relevé (Formule 3 23).</p>		<p style="text-align: right;">Fr. c. 1</p>

....., le 19.....

....., le 19...

Vu et accepté :

.....

(Dimensions : 148 × 210 ou 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMS.

POSTAL ADMINISTRATION

C 22
(D.R., art. 68, 2nd para.)

of.....

Warehousing office :

Despatching office :

MAILS WAREHOUSED.

Account of the sums due to the Office of for warehousing closed mails despatched by the Office of during the year 19.....

Warehousing office of 1	Date 2	Number of bags warehoused during the statistical period 3
<p style="text-align: right;">Total</p> <p style="text-align: center;">Multiplied by 26 (or 13)</p> <p style="text-align: center;">at 50 centimes</p> <p>¹ To be carried to the statement (Form C 23).</p>		<p style="text-align: center;">Fr. C. ¹</p>

....., the 19.....

....., the 19.....

Seen and accepted :

(Dimensions : 148 × 210 or 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

C 23
(Règl., art. 71, § 2)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

FRAIS DE TRANSIT ORDINAIRES

RELEVÉ

indiquant les montants totaux des comptes particuliers réciproques entre les administrations des postes d..... et d.....

Sommes dues pour chacune des années sur la base de la statistique d..... I	Avoir de l'Office	
	d..... 2	d..... 3
	Fr.	Fr.
CORRESPONDANCES A DÉCOUVERT		
Envois d.....		
Envois d.....		
DÉPÊCHES CLOSES		
Envois d.....		
Envois d.....		
DÉPÊCHES EN ENTREPOT		
Envois d.....		
Envois d.....		
Totaux		
Déduction		
Solde au crédit de l'office d.....		

....., le 19.....

Signature :

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMS.

C 23
(D.R., art. 71, § 2)

POSTAL ADMINISTRATION

of

ORDINARY TRANSIT CHARGES.

STATEMENT

indicating the total amounts of the reciprocal detailed accounts between the Postal Administrations of and

Sums due for each of the years..... on the basis of the statistics of I	Credit of the Office	
	of..... 2	of..... 3
	Fr.	Fr.
CORRESPONDENCE A DÉCOUVERT		
Mails from		
Mails from		
CLOSED MAILS		
Mails from		
Mails from		
MAILS WAREHOUSED		
Mails from		
Mails from		
Totals		
Deduction		
Balance to the credit of the Office of		

....., the 19.....

Signature :

.....

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

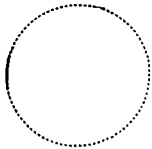
ADMINISTRATION DES POSTES

d

C 24
(Règl., art. 62, § 2)

BUREAU d

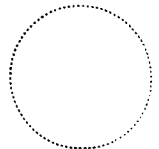
Timbre du bureau expéditeur



STATISTIQUE DE TRANSIT

BULLETIN DE VÉRIFICATION

Timbre du bureau destinataire



pour la constatation et la rectification des erreurs et irrégularités reconnues dans la dépêche
du bureau d'échange d.....
pour le bureau d'échange d.....
.....^e expédition du 19..... à..... h.

	Nombre des sacs	
	d'après la déclaration du bureau expéditeur 1	d'après la constatation du bureau destinataire 2
1. Transit en dépêches closes.		
a) L. C. Sacs légers		
Sacs moyens		
Sacs lourds		
b) A. O. Sacs légers		
Sacs moyens		
Sacs lourds		
c) Sacs exempts de tous frais de transit		
	Nombre d'envois	
	d'après la déclaration du bureau expéditeur	d'après la constatation du bureau destinataire ¹⁾
2. Transit à découvert		

¹⁾ Nota. Seules les différences de plus de 5 objets donnent lieu à une rectification des indications du bureau expéditeur.

OBSERVATIONS

Prière de renvoyer le bulletin après examen et acceptation au bureau de poste d.....

....., le..... 19....., le..... 19.....

Vu et accepté :

Les agents du bureau d'échange destinataire :

Le Chef du bureau d'échange expéditeur :

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — FORMS.

POSTAL ADMINISTRATION
of.....

C 24
(D. R., art. 62, § 2)

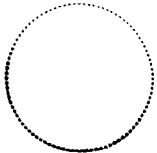
OFFICE of

Stamp of the
despatching office

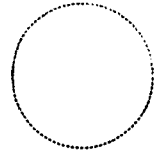
TRANSIT STATISTICS.

Stamp of the office
of destination

VERIFICATION NOTE



for the verification and correction of errors and irregularities
observed in the mail
from the office of exchange of
for the office of exchange of
..... despatch of the 19..... at



	Number of bags	
	according to the declaration of the despatching office 1	according to the verification of the office of destination 2
1. Transit in closed mails.		
a) L. C. Light bags
Medium bags
Heavy bags
b) A. O. Light bags
Medium bags
Heavy bags
c) Bags exempt from all transit charges
	Number of articles	
	according to the declaration of the despatching office	according to the verification of the office of destination ¹⁾
2. Transit à découvert

¹⁾ Note. Only differences of more than 5 articles call for corrections of the entries of the despatching office.

OBSERVATIONS

Please return the Note after examination and acceptance to the post office of

....., the..... 19....., the..... 19.....

Officials of the office of exchange of destination : Seen and accepted :
The Chief of the despatching office of exchange :

(Dimensions : 210 x 297 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

C 25
(Règl., art. 66, § 1)

AVIS. — A transporter à découvert simultanément avec la dépêche à laquelle ce bulletin se rapporte et à remplir avant la remise.

Office expéditeur :

Office destinataire :

.....

.....

BULLETIN DE TRANSIT DES DÉPÊCHES

Bureau d'origine :

Bureau de destination :

.....

.....

Date de l'expédition :

Nombre de sacs :

Attention !

Chaque Office ne dispose que d'une seule ligne pour les indications concernant le transit territorial et d'une seule autre ligne pour le transit maritime éventuel. Les renseignements concernant le transit doivent être indiqués successivement par le bureau d'échange d'entrée et le bureau d'échange de sortie de chaque Office participant au transport des dépêches, à l'exclusion de tout autre bureau intermédiaire, en commençant par le premier bureau d'échange étranger. Le dernier bureau d'échange intermédiaire doit remettre le bulletin directement au bureau de destination qui le renvoie au bureau d'origine joint au relevé C 17 respectif.

	Date d'arrivée	Timbre du bureau d'échange d'entrée	Date d'expédition	Timbre du bureau d'échange de sortie	Services utilisés (En cas de transit territorial, indiquer T. t., et la route suivie. En cas de transit maritime, indiquer T. m., la route suivie et le nom et la nationalité du paquebot)	Pays auquel revient le transit
1	2	3	4	5	6	7
Premier parcours						
Deuxième parcours						
Troisième parcours						
Quatrième parcours						
Cinquième parcours						
Sixième parcours						
Septième parcours						
Huitième parcours						
Neuvième parcours						
Dixième parcours						

(Dimensions : 210 × 297 mm., couleur verte)

CONVENTION — FORMS.

C 25

(D. R., art. 66, § 1)

NOTICE. — To be forwarded *à découvert* simultaneously with the mail to which this note refers and to be filled in before delivery.

Despatching Office :

Office of destination :

.....

.....

ENQUIRY AS TO THE ROUTE FOLLOWED BY THE MAILED.

Office of origin :

Office of destination :

.....

.....

Date of despatch :

Number of bags :

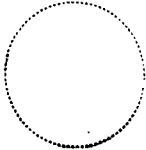
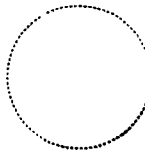
Notice. — Each Office uses only one line for entries concerning land transit and only one other line for sea transit, if any.

The information concerning the transit must be indicated successively by the inward office of exchange and the outward office of exchange of each Administration participating in the transport of the mails, to the exclusion of every other intermediate office, beginning with the first office of exchange abroad. The last intermediate office of exchange must forward the statement directly to the office of destination which returns it to the office of origin attached to the respective statement C 17.

	Date of arrival	Stamp of the inward office of exchange	Date of despatch	Stamp of the outward office of exchange	Services used (In the case of land transit, indicate T. t., and the route followed. In the case of sea transit, indicate T. m., the route followed and the name and nationality of the Packet)	Country to which the transit payment accrues
1	2	3	4	5	6	7
First transit						
Second transit						
Third transit						
Fourth transit						
Fifth transit						
Sixth transit						
Seventh transit						
Eighth transit						
Ninth transit						
Tenth transit						

(Dimensions : 210 × 297 mm., green colour)

C 26
(Règl., art. 73, § 1)

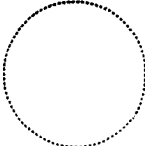
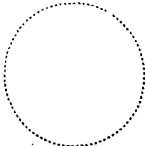
COUPON-RÉPONSE INTERNATIONAL	
a)	
b)	
c)	
	(Dessin)
Timbre du bureau d'origine	
Timbre du bureau d'échange	
d) Ce coupon est échangeable dans tous les pays de l'Union contre un timbre-poste ou des timbres-poste représentant le montant de l'affranchissement d'une lettre simple à destination de l'étranger.	
(Nom du pays d'émission)	

- a) Traduction de l'en-tête dans la langue du pays d'émission.
 b) Cet espace est occupé par une traduction du texte d) dans la langue du pays d'émission.
 c) Prix de vente dans le pays d'émission.
 d) Cette explication est répétée au verso dans les langues de plusieurs pays.

(Dimensions : 74 × 105 mm.)

CONVENTION — FORMS.

C 26
(D. R., art. 73, § 1)

INTERNATIONAL REPLY COUPON.		
<i>a)</i>		
<i>b)</i>		
	<i>c)</i>	
	(Design)	
Stamp of the office of origin		Stamp of the office of exchange
<i>d)</i> This coupon may be exchanged in any country of the Postal Union for a postage stamp or postage stamps representing the postage on a single-rate foreign letter.		
(Name of country of issue)		

- a)* Translation of heading in the language of the country of issue.
b) This space is occupied by a translation of the text (*d*) in the language of the country of issue.
c) Selling price in the country of issue.
d) This explanation is repeated on the back in the languages of several countries.

(Dimensions : 74 × 105 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

C 27
(Règl., art. 73, § 5)

ADMINISTRATION DES POSTES

d

COUPONS-RÉPONSE

RELEVÉ

des coupons échangés dans les relations réciproques entre les Offices d.....
et d..... pendant

1	3	
	2	3
	Nombre	Valeur calculée à 37½ c. par unité
		Fr. c.
Coupons émis par		
et échangés contre des timbres-poste d		
.....		
Coupons émis par		
et échangés contre des timbres-poste d		
.....		
Solde au { crédit débit} de l'Office d.....		

....., le..... 19.....

.....

(Dimensions : 148 × 210 mm.)

CONVENTION — FORMS.

C 27
(D. R., art. 73, § 5)

POSTAL ADMINISTRATION
of.....

REPLY COUPONS.

STATEMENT

of the coupons exchanged in the reciprocal relations between the Offices of
and during


1	2	3	
	Number	Value calculated at 37½ c. per coupon	
		Fr.	c.
Coupons issued by and exchanged for postage stamps of			
Coupons issued by and exchanged for postage stamps of			
Balance to the {credit} of the Office of {debit}			

..... the..... 19.....
.....

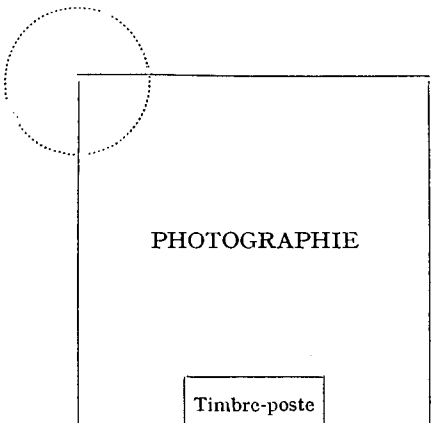
(Dimensions : 148 × 210 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

C 28
(Règl., art. 74, § 2)

<p style="text-align: center;">4</p> <p style="text-align: center;">OBSERVATIONS</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Cette carte est reconnue comme pièce justificative d'identité pour les opérations postales. 2. Les cartes d'identité, valables pendant trois ans, sont délivrées par les bureaux ou services postaux, pourvu que le demandeur soit connu notoirement à la poste ou qu'il soit à même de justifier de son identité d'une manière irréfutable. Les cartes doivent être libellées en caractères latins. 3. Si, pendant la validité de la carte, la physiologie du titulaire s'est modifiée au point qu'elle ne réponde plus à la photographie ou au signalement, la carte doit être renouvelée. 4. Les Administrations des Postes ne sont pas responsables des conséquences que peut entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux de la présente carte. 	<p style="text-align: center;">I</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 5px auto; width: 90%;"> <p style="text-align: center;">UNION POSTALE UNIVERSELLE Administration des Postes</p> <p>d.....</p> <p style="text-align: center;">CARTE D'IDENTITÉ N°</p> <p>valable jusqu'au</p> <p>Titulaire { Nom :</p> <p style="margin-left: 15px;">Prénoms :</p> <p style="margin-left: 15px;">Profession :</p> <p style="margin-left: 15px;">Domicile :</p> <p style="text-align: right; margin-top: 10px;">Délivrée par le bureau ou le service</p> <p style="text-align: right;">d.....</p> <p style="text-align: right;">le 19.....</p> <p style="text-align: right;">Le Chef de service :</p> </div> <div style="text-align: center; margin-top: 10px;">  <p>Timbre à date ou sceau officiel</p> </div>
--	---

(Dimensions : 105 × 148 mm.)

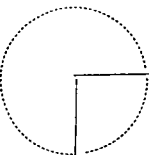
<p style="text-align: center;">2</p> <div style="text-align: center; margin: 20px auto; width: 80%;">  <p style="text-align: center;">PHOTOGRAPHIE</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; width: 80px; margin: 5px auto; text-align: center;">Timbre-poste</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; width: 100px; margin: 5px auto; text-align: center;">(La moitié sur la photographie)</div> </div> <p style="text-align: center;">Signature du titulaire :</p>	<p style="text-align: center;">3</p> <p style="text-align: center;">SIGNALEMENT ¹</p> <p style="text-align: center;">-----</p> <p>Année de naissance :</p> <p>Lieu de naissance :</p> <p>Taille :</p> <p>Cheveux :</p> <p>Yeux :</p> <p>Marques particulières :</p> <p style="text-align: center;">-----</p> <p>¹ Les indications du signalement doivent, le cas échéant, porter une traduction interlinéaire en langue française.</p>
---	---

CONVENTION — FORMS.

C 28
(D. R., art. 74, § 2)

<p style="text-align: center;">4</p> <p style="text-align: center; font-weight: bold;">OBSERVATIONS</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. This card is recognised as evidence of identity for post office business. 2. Identity cards, valid for three years, are issued by offices or postal services, provided that the applicant is well-known at the post office or that he is able to prove his identity beyond doubt. The cards must be drawn up in Roman characters. 3. If, during the validity of the card, the appearance of the holder is so altered that the photograph or the description is no longer accurate, the card must be renewed. 4. Postal Administrations are not responsible for the consequences of the loss, abstraction or fraudulent use of this card. 	<p style="text-align: center;">I</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 5px auto; width: 80%;"> <p style="text-align: center; font-weight: bold;">UNIVERSAL POSTAL UNION</p> <p style="text-align: center;">Postal Administration</p> <p>of</p> <p style="text-align: center;">IDENTITY CARD No.</p> <p>valid until</p> <p>Holder { Name :</p> <p style="margin-left: 15px;">Christian names :</p> <p style="margin-left: 15px;">Profession :</p> <p style="margin-left: 15px;">Address :</p> <p style="text-align: right; margin-top: 10px;">Issued by the office or service</p> <div style="border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 5px auto;"> <p style="font-size: 8px; text-align: center;">Date-stamp or official seal</p> </div> <p style="text-align: right;">of on the 19..... Chief of the service :</p> </div>
--	--

(Dimensions : 105 × 148 mm.)

<p style="text-align: center;">2</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin: 10px auto; width: 80%;">  <p style="text-align: center; font-weight: bold; margin-top: 20px;">PHOTOGRAPH</p> <div style="border: 1px solid black; width: 60px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center; font-size: 8px;">Postage stamp</div> <div style="border: 1px solid black; width: 60px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center; font-size: 8px;">(Half on the photograph)</div> <p style="text-align: center; margin-top: 10px;">Signature of the holder :</p> </div>	<p style="text-align: center;">3</p> <p style="text-align: center; font-weight: bold;">DESCRIPTION¹</p> <hr style="width: 20%; margin: 5px auto;"/> <p>Year of birth :</p> <p>Place of birth :</p> <p>Height :</p> <p>Hair :</p> <p>Eyes :</p> <p>Special marks :</p> <hr style="width: 20%; margin: 5px auto;"/> <p>¹ The particulars of the description must have an interlinear translation in French if occasion arises.</p>
---	--

CONVENTION — FORMULES.

C 29
(Règl., art. 91, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES d

TABLEAU STATISTIQUE

DU SERVICE POSTAL EN

ANNÉE 19.....

(Dimensions : 210 × 297 ou 420 × 594 mm.)

N° 2368

CONVENTION — FORMS.

C 29
(D.R., art. 91, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION of

STATISTICAL TABLE

OF THE POSTAL SERVICE IN

YEAR 19.....

—————

(Dimensions : 210 × 297 or 420 × 594 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

I. — GÉNÉRALITÉS

Colonne		Colonne	
	Année :	6	Nombre, par habitant, des lettres et cartes postales soumises à la taxe dans le service intérieur et des mêmes objets pour l'étranger
1	Pays :		
2	Superficie en kilomètres carrés	7	Nombre, par habitant, des autres objets de correspondance soumis à la taxe dans le service intérieur et des mêmes objets pour l'étranger
3	Nombre d'habitants		
4	Nombre de kilomètres carrés par bureau de poste		
5	Nombre d'habitants par bureau de poste		

II. — ORGANISATION DES POSTES

Colonne		Colonne	
	Nombre des bureaux de poste :		Nombre des fonctionnaires, employés, etc. :
8	à l'intérieur	14	Service de l'Administration centrale et des Administrations régionales
	a) Bureaux chargés de la réception et de la distribution des envois postaux de toute nature	15	Service des bureaux de poste
	b) Bureaux dont les attributions de réception et de distribution d'envois postaux sont restreintes	16	Total du personnel
	c) Bureaux ambulants (Nombre de services fonctionnant tant à l'aller qu'au retour)	17	Nombre des entrepreneurs du transport des malles
9	à l'étranger	18	Nombre des relais de la poste aux chevaux de l'Etat et privés
10	Total des bureaux de poste ...	19	Nombre des chevaux de trait, etc., de l'Etat et privés (Services gratuits et services subventionnés)
11	Nombre des Administrations des Postes régionales	20	Nombre des voitures (à l'exception des automobiles) et des traîneaux de l'Etat et privés (Services gratuits et services subventionnés)
12	Nombre des boîtes aux lettres à l'usage du public	21	Nombre des automobiles et des motocyclettes de l'Etat et privés (Services gratuits et services subventionnés)
13	Nombre des machines à affranchir en usage	22	Nombre des vélocipèdes (tricycles et bicycles)

CONVENTION — FORMS.

I — GENERAL.

Column		Column	
	Year :		
1	Country :	6	Number, per inhabitants, of letters and post-cards liable to postage in the inland service and for abroad
2	Area in square kilometres		
3	Number of inhabitants		
4	Number of square kilometres per post office	7	Number, per inhabitant, of other articles of correspondence liable to postage in the inland service and for abroad
5	Number of inhabitants per post office		

II. — ORGANISATION.

Column		Column	
	Number of post offices :		Number of officials, employees, etc. :
8	Inland	14	Service of the central Administration and of regional Administrations
	(a) Post offices authorised to accept and deliver postal packets of all kinds	15	Service of post offices
	(b) Post offices at which the acceptance and delivery of postal packets is restricted	16	Total of staff
	(c) Travelling post offices (number of services—out and home)	17	Number of contractors for the conveyance of mails
9	abroad	18	Number of relays on coaching services, State and private...
10	Total number of post offices ...	19	Number of coach horses, etc., State and private (free and subsidised services)
	-----	20	Number of carriages (except motor-cars) and sleighs, State and private (free and subsidised services)
11	Number of regional Administrative offices	21	Number of motor-cars and motor-cycles, State and private (free and subsidised services)
12	Number of public posting boxes	22	Number of cycles (tricycles and bicycles)
13	Number of franking machines in use		

CONVENTION — FORMULES.

III. — SERVICE POSTAL

	Service intérieur		Service international						
			Réception		Expédition		Transit		
	Colonne		Colonne		Colonne		Colonne		
<i>Objets de la poste aux lettres ordinaires et recommandés :</i>									
Envois soumis à la taxe (Nombre) :									
Lettres affranchies	23	.....	57	.....	89	.....	119*	.....
Lettres non affranchies	24	.....	58	.....	90	.....	120*	.....
Cartes postales (simples et avec réponse payée)	25	.....	59	.....	91	.....	121*	.....
Papiers d'affaires	26	.....	60	.....	92	.....	122*	.....
Imprimés	27	.....	61	.....	93	.....	123*	.....
Echantillons de marchandises	28	.....	62	.....	94	.....	124*	.....
Petits paquets	29	.....	63	.....	95	.....	125*	.....
Envois admis à la franchise de port (Nombre)									
	30	.....	64	.....	96	.....	126*	.....
Totaux des envois inscrits aux colonnes 23-30, 57-64, 89-96 et 119 à 126 (Nombre)									
	31	.....	65	.....	97	.....	127*	.....
Envois recommandés trouvés parmi les correspondances inscrites aux colonnes 31, 65, 97 et 127 (Nombre)									
	32	.....	66	.....	98	.....	128*	.....
Envois « par avion » trouvés parmi les correspondances inscrites aux colonnes 31, 65, 97 et 127 (Nombre)									
	33	.....	67	.....	99	.....	129*	.....
<i>Lettres et boîtes avec déclaration de valeur :</i>									
Nombre									
	34	.....	68	.....	100	.....	130*	.....
Valeur (Francs)									
	35	.....	69	.....	101	.....	131*	.....
Envois « par avion » trouvés parmi les envois inscrits aux colonnes 34, 68, 100 et 130 (Nombre)									
	36	.....	70	.....	102	.....	132*	.....
<i>Colis :</i>									
Colis ordinaires (Nombre)									
	37	.....	71	.....	103	.....	133*	.....
<i>Colis avec valeur déclarée :</i>									
Nombre									
	38	.....	72	.....	104	.....	134*	.....
Valeur (Francs)									
	39	.....	73	.....	105	.....	135*	.....
Colis « par avion » trouvés parmi les envois inscrits aux colonnes 37, 71, 103, 133 et 38, 72, 104, 134 (Nombre)									
	40	.....	74	.....	106	.....	136*	.....
<i>Remboursements :</i>									
Objets de correspondance (Nombre)									
	41	.....	75	.....	107	.....	—	—
Montant des remboursements (Francs)									
	42	.....	76	.....	108	.....	—	—
Colis (Nombre)									
	43	.....	77	.....	109	.....	—	—
Montant des remboursements (Francs)									
	44	.....	78	.....	110	.....	—	—
Remboursements non recouverts (Nombre)									
	45	.....	79	.....	111	.....	—	—

* Les chiffres à indiquer dans les colonnes 119 à 136 ne doivent se rapporter qu'au transit à découvert.

CONVENTION — FORMS.

III. — POSTAL SERVICE.

	Inland Service		Service with countries abroad				
			Received		Despatched		Conveyed in transit
	Column		Column		Column		Column
<i>Ordinary and registered letter post articles :</i>							
Articles liable to postage (Number):							
Prepaid letters	23	57	89	119*			
Unpaid letters	24	58	90	120*			
Post-cards (single and reply)	25	59	91	121*			
Commercial papers	26	60	92	122*			
Printed papers	27	61	93	123*			
Samples	28	62	94	124*			
Small packets	29	63	95	125*			
Postal packets admitted post free (Number)	30	64	96	126*			
Total of postal packets entered in columns 23-30, 57-64, 89-96 and 119 to 126 (Number)	31	65	97	127*			
Registered articles included among the correspondence entered in columns 31, 65, 97 and 127 (Number)	32	66	98	128*			
Air-mail articles included among the correspondence entered in columns 31, 65, 97 and 127 (Number)	33	67	99	129*			
<i>Insured letters and boxes :</i>							
Number	34	68	100	130*			
Value (francs)	35	69	101	131*			
Air-mail articles included among the articles entered in columns 34, 68, 100 and 130 (Number)	36	70	102	132*			
<i>Parcels :</i>							
Ordinary parcels (Number)	37	71	103	133*			
<i>Insured parcels :</i>							
Number	38	72	104	134*			
Value (francs)	39	73	105	135*			
Air-mail parcels included among the parcels entered in columns 37, 71, 103, 133 and 38, 72, 104, 134 (Number)	40	74	106	136*			
<i>Trade charges :</i>							
Postal packets (Number)	41	75	107	—	—		
Amount of trade charges (francs)	42	76	108	—	—		
Parcels (Number)	43	77	109	—	—		
Amount of trade charges (francs)	44	78	110	—	—		
Trade charges not collected (Number)	45	79	111	—	—		

* The figures to be entered in columns 119 to 136 must refer to transit à découvert only.

CONVENTION — FORMULES.

III. — SERVICE POSTAL (Suite).

	Service intérieur		Service international						
			Réception		Expédition		Transit		
	Colonne		Colonne		Colonne		Colonne		
<i>Mandats de poste :</i>									
Nombre	46		80		112		—	—	
Valeur (Francs)	47		81		113		—	—	
<i>Recouvrements :</i>									
Nombre	48		82		114		—	—	
Valeurs à encaisser (Francs)	49		83		—		—	—	
Non encaissés (Nombre)	50		84		—		—	—	
<i>Chèques et virements postaux :</i>									
Nombre de comptes	51		—		—		—	—	
Opérations (versements, remboursements et virements — Service intérieur) — Nombre	52		—		—		—	—	
Montant (Francs)	53		—		—		—	—	
Virements dans le service international — Nombre	—		85		115		—	—	
Montant (Francs)	—		86		116		—	—	
<i>Journaux et écrits périodiques servis par abonnement :</i>									
Nombre des abonnements	54		87		117		—	—	
Nombre des numéros	55		88		118		—	—	
Nombre des voyageurs transportés	56		—		—		—	—	
Nombre des dépêches closes en transit ...	—		—		—		137	.....

IV. — CORRESPONDANCES-REBUT. Service intérieur.

	Colonne	Correspondances ordinaires et recommandées tombées en rebut (Nombre)	Colonne	Correspondance en rebut qui ont pu être remises en distribution ou renvoyées aux expéditeurs	Colonne	Correspondances restées en souffrance
Lettres et cartes postales ordinaires et recommandées	138		140		142	.....
Papiers d'affaires, imprimés, échantillons et petits paquets ordinaires et recommandés	139		141		143	.....

CONVENTION — FORMS.

III. — POSTAL SERVICE (*Continued*).

	Inland service		Service with countries abroad			
	Column		Column		Column	Column
<i>Money orders :</i>						
Number	46	80	112	—	—	—
Value (francs)	47	81	113	—	—	—
<i>Collection of bills, drafts, etc. :</i>						
Number	48	82	114	—	—	—
Bills, drafts, etc., collected (francs)	49	83	—	—	—	—
Not collected (Number)	50	84	—	—	—	—
<i>Transfers to and from postal cheque accounts :</i>						
Number of accounts	51	—	—	—	—	—
Transactions (deposits, withdrawals and transfers—Inland service)—Number	52	—	—	—	—	—
Amount (francs)	53	—	—	—	—	—
Transfers in the international service—						
Number	—	85	115	—	—	—
Amount (francs)	—	86	116	—	—	—
<i>Newspapers and periodicals supplied to subscribers :</i>						
Number of subscriptions	54	87	117	—	—	—
Number of copies	55	88	118	—	—	—
Number of travellers conveyed	56	—	—	—	—	—
Number of closed mails in transit	—	—	—	—	—	137

IV. — UNDELIVERED CORRESPONDENCE. Inland service.

	Column	Undelivered ordinary and registered correspondence (Number)	Column	Undelivered correspondence ultimately delivered or returned to the senders	Column	Correspondence neither delivered nor returned
Ordinary and registered letters and post-cards	138	—	140	—	142	—
Commercial papers, printed papers, samples and small packets, ordinary and registered	139	—	141	—	143	—

CONVENTION — FORMULES.

IV. — CORRESPONDANCES-REBUT. Service international.

	Colonne	Correspondances de l'intérieur pour l'étranger qui sont rentrées au bureau des rebuts	Colonne	Correspondances en rebut renvoyées de l'étranger et qui ont pu être placées	Colonne	Correspondances renvoyées de l'étranger qui sont restées en souffrance	Colonne	Correspondances de l'étranger tombées en rebut et renvoyées au pays d'origine
Lettres et cartes postales ordinaires et recommandées	144	.....	146	.....	148	.....	150	.....
Papiers d'affaires, imprimés, échantillons et petits paquets ordinaires et recommandés	145	.....	147	.....	149	.....	151	.....

V. — RÉSULTAT FINANCIER

Colonne		Francs	Colonne		Francs
	RECETTES.			DÉPENSES.	
152	Produit de la vente des timbres-poste et autres formules d'affranchissement .....	.....	157	Traitements et émoluments :	
153	Recettes effectuées en numéraire (y compris les machines à affranchir) .....	.....		a) Des fonctionnaires et employés .....	.....
154	Taxes perçues pour le transport des voyageurs et pour surpoids de bagages et autres recettes diverses.....	.....	158	b) Des facteurs et autres agents subalternes .....	.....
155	Bonifications reçues des administrations étrangères .....	.....	159	Achat et entretien des bâtiments et du matériel des Postes, frais de location de chauffage et d'éclairage, fournitures de bureau et autres menus frais...	.....
156	Total des recettes .....	.....		Frais de transport par les voies ferrées, pavées, macadamisées, maritimes, fluviales et aériennes (y compris les frais de construction et d'entretien des voitures postales, ainsi que les subventions aux entrepreneurs de relais de poste).....	.....
			160	Indemnités pour perte et avarie d'envois postaux .....	.....
			161	Subventions aux compagnies de navigation .....	.....
			162	Bonifications payées aux administrations étrangères .....	.....
			163	Autres dépenses diverses.....	.....
			164	Total des dépenses .....	.....
			—	Total des recettes .....	.....
			165	Excédent des recettes .....	.....
			166	Excédent des dépenses .....	.....

CONVENTION — FORMS.

IV. — UNDELIVERED CORRESPONDENCE. International service.

	Column	Correspondence for abroad returned to the Returned Letter Office as undeliverable	Column	Undeliverable correspondence returned from abroad which it has been possible to dispose of	Column	Correspondence returned from abroad which remains undeliverable	Column	Undeliverable correspondence from abroad returned to the country of origin
Ordinary and registered letters and post-cards	144	.....	146	.....	148	.....	150	.....
Commercial papers, printed papers samples and small packets, ordinary and registered	145	.....	147	.....	149	.....	151	.....

V. — FINANCIAL RESULT.

Column		Francs	Column		Francs
	RECEIPTS.			EXPENSES.	
152	Proceeds from the sale of postage stamps and other forms for payment of postage		157	Salaries and emoluments :	
				(a) of officials and employees	
153	Receipts from prepayment in cash (including franking machines)			(b) of postmen and other subordinate officers	
154	Charges collected for the conveyance of passengers, for excess luggage and various other receipts		158	Purchase and maintenance of buildings and postal plant, rent, cost of heating and lighting, office furniture and other incidental expenses	
155	Receipts from foreign Administrations		159	Cost of conveyance by railway, by paved and macadam roads, by sea, river and air (including the cost of construction and maintenance of postal vehicles as well as the subsidies paid to contractors for road conveyance)	
156	Total receipts				
			160	Indemnities for the loss or damage of articles sent by post ...	
			161	Subsidies to shipping companies	
			162	Payments to foreign Administrations	
			163	Various other expenses	
			164	Total expenses	
			—	Total receipts	
			165	Excess of receipts	
			166	Excess of expenses	

CONVENTION — FORMULES.

C 30
(Règl., art. 91, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

TABLEAU STATISTIQUE

DU

SERVICE INTERNATIONAL (EXPÉDITION)

POUR L'ANNÉE 19.....

(Dimensions : 210 × 297 ou 420 × 594 mm.)

CONVENTION — FORMS.

C 30
(D.R., art. 91, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION of

STATISTICAL TABLE
OF THE
INTERNATIONAL SERVICE (OUTWARD)
FOR THE YEAR 19.....

(Dimensions : 210 × 297 or 420 × 594 mm.)

CONVENTION — FORMULES.

Pays	Objets de la poste aux lettres ordinaires et recommandés :							Envois admis à la franchise de port	Totaux des envois inscrits aux colonnes 2-9	Envois recommandés trouvés parmi les correspondances inscrites aux colonnes 2-9	Envois « par avion » trouvés parmi les correspondances inscrites aux colonnes 2-9
	Lettres		Cartes postales simples et avec réponse payée	Papiers d'affaires	Imprimés	Echantillons de marchandises	Petits paquets				
	affranchies	non affranchies									
I	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. EUROPE											
.....											
II. AFRIQUE											
.....											
III. AMÉRIQUE											
.....											
IV. ASIE											
.....											
V. AUSTRALIE et OCÉANIE											
.....											
TOTAUX											

CONVENTION — FORMS.

Lettres et boîtes avec déclaration de valeur		Colis			Remboursements				Mandants de poste		Recouvrements		Virements postaux		Journaux, etc., servis par abonnement	
Nombre	Valeur	ordinaires	avec valeur déclarée		Objets de correspondance	Montant des remboursements	Colis	Montant des remboursements	Nombre	Valeur	Nombre	Montant	Nombre	Montant		
Fr.	Nombre		Nombre	Valeur Francs											Nombre	Francs
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29

CONVENTION — FORMULES

Country	Ordinary and registered letter post articles : Articles liable to postage :							Postal Packets admitted post free	Totals of articles entered in columns 2-9	Registered articles included among the correspondence entered in columns 2-9	Air mail articles included among the correspondence entered in columns 2-9
	Letters		Single and reply post-cards	Commercial Papers	Printed Papers	Samples	Small Packets				
	prepaid	unpaid									
I	Number 2	Number 3	Number 4	Number 5	Number 6	Number 7	Number 8	Number 9	Number 10	Number 11	Number 12
I. EUROPE											
.....											
.....											
II. AFRICA											
.....											
.....											
III. AMERICA											
.....											
.....											
IV. ASIA											
.....											
.....											
V. AUSTRALIA and OCEANIA											
.....											
.....											
TOTALS											

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE — TABLE DES MATIÈRES.

DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DE LA POSTE
AUX LETTRES PAR VOIE AÉRIENNE

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art.		Pages
1.	Objets de correspondance admis au transport aérien	508
2.	Liberté de transit	508
3.	Taxes et conditions générales d'admission des correspondances-avion	508
4.	Correspondances-avion non affranchies ou insuffisamment affranchies	510
5.	Distribution des correspondances-avion	510
6.	Réexpédition et renvoi des correspondances-avion	510

CHAPITRE II.

ENVOIS RECOMMANDÉS OU AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

I. *Envois recommandés.*

7.	Envois recommandés	512
8.	Responsabilité	512

II. *Envois avec valeur déclarée.*

9.	Envois avec valeur déclarée	512
----	------------------------------------	-----

CHAPITRE III.

ATTRIBUTION DES SURTAXES AÉRIENNES. FRAIS DE TRANSPORT.

10.	Attribution des surtaxes	512
11.	Frais de transport aérien des dépêches closes	512
12.	Frais de transport des correspondances-avion à découvert	516
13.	Calcul des distances entre deux pays reliés par plusieurs lignes aériennes	516

CHAPITRE IV.

BUREAU INTERNATIONAL.

14.	Communications à adresser au Bureau international	516
-----	--	-----

CONVENTION — AIR MAIL — TABLE OF CONTENTS.

PROVISIONS REGARDING THE CONVEYANCE OF LETTER
MAILS BY AIR.

TABLE OF CONTENTS

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS.

Art.		Page
1.	Classes of correspondence admitted in the air mails	509
2.	Freedom of transit	509
3.	Rates of postage and general conditions for the acceptance of air mail correspondence ...	509
4.	Unpaid or insufficiently prepaid air mail correspondence	511
5.	Delivery of air mail correspondence... ..	511
6.	Redirection and return of air mail correspondence	511

CHAPTER II.

REGISTERED ARTICLES AND INSURED ARTICLES.

I. *Registered articles.*

7.	Registered articles... ..	513
8.	Responsibility... ..	513

II. *Insured articles.*

9.	Insured articles	513
----	-------------------------	-----

CHAPTER III.

ALLOCATION OF AIR MAIL FEES. RATES FOR CONVEYANCE.

10.	Allocation of air mail fees	513
11.	Rates for air conveyance of closed mails	513
12.	Rates for conveyance <i>à découvert</i> of air mail correspondence	517
13.	Calculation of distances between two countries connected by several air lines	517

CHAPTER IV.

INTERNATIONAL BUREAU.

14.	Communications to be addressed to the International Bureau... ..	517
-----	--	-----

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE — TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE V.

RÈGLEMENT DE COMPTE.

Art.		Pages
15.	Statistique de décompte	518
16.	Confection des dépêches ordinaires ou des dépêches-avion pendant les périodes de statistique des frais de transport aérien	518
17.	Constatation du poids des correspondances-avion... ..	520
18.	Liste des dépêches-avion closes	520
19.	Etablissement des relevés A V 3 et A V 4 des dépêches-avion.	520
20.	Compte des frais de transport aérien	522
21.	Décompte général	522

CHAPITRE VI.

DISPOSITIONS DIVERSES.

22.	Signalisation des correspondances-avion	522
23.	Acheminement par la voie aérienne sur une partie seulement du parcours	522
24.	Mode d'expédition des correspondances-avion dans les dépêches ordinaires	524
25.	Annotations à porter sur les feuilles d'avis et d'envoi et sur les étiquettes des dépêches contenant des correspondances-avion	524
26.	Acheminement des correspondances-avion	524
27.	Dédouanement des correspondances passibles de droits de douane	524
28.	Application des dispositions de la convention et des arrangements... ..	524
29.	Mise à exécution et durée des dispositions adoptées	526

PROTOCOLE FINAL DES DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DE LA
POSTE AUX LETTRES PAR VOIE AÉRIENNE

ARTICLE UNIQUE.

Frais de transport aérien des dépêches closes	534
--	-----

ANNEXES.

Formules A V 1 à A V 4	546-552
-------------------------------	---------

CONVENTION — AIR MAIL — TABLE OF CONTENTS.

CHAPTER V.

ACCOUNTING REGULATIONS.

Art.	Page
15. Statistics	519
16. Make-up of ordinary or air mails during air mail statistical periods	519
17. Establishment of the weight of air mails	521
18. List of closed air mails	521
19. Preparation of statements AV 3 and AV 4 for air mails	521
20. Accounting for air transport charges	523
21. General account	523

CHAPTER VI.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

22. Special marking of air mail correspondence	523
23. Partial transmission by air	523
24. Method of despatching air mail correspondence in ordinary mails	525
25. Notes to be made on the letter bills and despatch lists and labels of mails containing air mail correspondence	525
26. Routing of air mail correspondence	525
27. Customs clearance of correspondence liable to Customs duty	525
28. Application of the provisions of the Convention and Agreements	525
29. Entry into force and duration	527

FINAL PROTOCOL TO THE PROVISIONS REGARDING THE CONVEYANCE
OF LETTER MAILS BY AIR.

1. Air transport charges for closed mails	535
--	-----

ANNEXES.

Forms AV 1 to AV 4	547-553
---------------------------	---------

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE.

DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DE LA POSTE AUX LETTRES
PAR VOIE AÉRIENNE

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

*Article premier.**Objets de correspondance admis au transport aérien.*

1. Sont admis au transport aérien, sur tout ou partie du parcours, tous les objets désignés à l'article 32 de la Convention postale universelle, savoir : les lettres, cartes postales simples ou avec réponse payée, papiers d'affaires, imprimés de toute nature (y compris les imprimés en relief à l'usage des aveugles), échantillons de marchandises, petits paquets, ainsi que les mandats de poste et les abonnements-poste. Ces envois prennent, dans ce cas, la dénomination de « Correspondance-avion ».

2. Les objets mentionnés à l'article 32 de la convention peuvent être soumis à la formalité de la recommandation.

3. Les envois avec valeur déclarée — lettres et boîtes — peuvent être également admis au transport aérien dans les relations entre pays qui conviennent d'échanger des objets de l'espèce par la voie de l'air.

*Article 2.**Liberté de transit.*

La liberté de transit prévue à l'article 25 de la Convention postale universelle est garantie aux correspondances-avion dans le territoire entier de l'Union, que les administrations intermédiaires prennent part ou non au réacheminement des correspondances.

*Article 3.**Taxes et conditions générales d'admission des correspondances-avion.*

1. Les objets à transmettre par voie aérienne acquittent, en sus des taxes postales réglementaires une taxe spéciale de transport aérien dont il appartient à l'administration du pays d'origine de fixer le montant ; cette surtaxe ne doit pas dépasser 25 centimes-or par 20 grammes et par 1000 kilomètres de parcours aérien.

2. En ce qui concerne les cartes postales et les mandats de poste, la surtaxe est de 25 centimes-or au maximum par pièce et par 1000 kilomètres de parcours aérien.

3. La surtaxe des cartes postales avec réponse payée est perçue pour chaque partie séparément au point de départ de chacune de ces parties.

4. Les surtaxes mentionnées aux paragraphes premier, 2 et 3 du présent article s'appliquent seulement aux services auxquels le tarif prévu à l'article II, paragraphe 10, est applicable. Elles doivent être uniformes pour chaque pays de destination.

5. La surtaxe des correspondances-avion transportées par les services extraordinaires (article II, paragraphe II) peut être majorée, compte tenu des frais extraordinaires que l'utilisation de ces services occasionne.

CONVENTION — AIR MAIL.

PROVISIONS REGARDING THE CONVEYANCE OF LETTER MAILED BY AIR.

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS.

*Article 1.**Classes of correspondence admitted in the Air Mails.*

1. All the classes of correspondence indicated in Article 32 of the Universal Postal Convention are admitted to air conveyance, for the whole or part of the journey, viz., lettres, single or reply paid post-cards, commercial papers, printed papers of every kind (including matter printed in relief for the use of the blind), samples of merchandise, small packets, as well as postal money orders and subscribers' newspapers (*abonnements-poste*). In that case the articles are called *Correspondances-avion* (Air Mail Correspondence).

2. The articles mentioned in Article 32 of the Convention may be registered.

3. Insured articles—letters and boxes—may also be admitted to air conveyance in the relations between countries which agree to the exchange of such articles by air.

*Article 2.**Freedom of Transit.*

The freedom of transit prescribed by Article 25 of the Universal Postal Convention is guaranteed for Air Mail correspondence throughout the entire territory of the Union, whether or not the intermediate Administrations take part in re-transmitting the correspondence.

*Article 3.**Rates of Postage and General Conditions for the acceptance of Air Mail Correspondence.*

1. Articles for transmission by Air Mail are prepaid, in addition to the ordinary postal charges, with a special Air Mail fee, the amount of which is fixed by the Administration of the country of origin; this fee must not exceed 25 centimes gold per 20 grammes per 1000 kilometres of air conveyance.

2. On post-cards and money orders the maximum fee is 25 centimes gold per article per 1000 kilometres of air conveyance.

3. The fee for reply-paid post-cards is collected for each half separately at the point of departure of each of these halves.

4. The fees mentioned in paragraphs 1, 2 and 3 of the present Article apply only to the services to which the tariff prescribed in Article 11, paragraph 10, is applicable. They must be uniform for each country of destination.

5. The fee on Air Mail correspondence conveyed by extraordinary services (Article 11, paragraph 11) may be increased, having regard to the extraordinary expenditure which the use of these services occasions.

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE.

6. Les surtaxes doivent être acquittées obligatoirement au départ. Sauf dans les cas prévus à l'article 6, elles ne peuvent être perçues sur le destinataire.

7. Les correspondances-avion sont affranchies dans les conditions prévues par l'article 46 de la Convention postale universelle. Toutefois, et sans égard à la nature de ces correspondances, l'affranchissement peut être représenté par une mention manuscrite, en chiffres, de la somme perçue, exprimée en monnaie du pays d'origine sous la forme :

Affranchissement perçu : Fr. c.

Cette mention peut, soit figurer dans une griffe spéciale ou sur une figurine ou étiquette spéciale, soit encore être simplement inscrite sur l'enveloppe de l'objet par un procédé quelconque. Dans tous les cas, la mention doit être appuyée du timbre à date du bureau d'origine.

*Article 4.**Correspondances-avion non affranchies ou insuffisamment affranchies.*

1. En cas d'absence totale d'affranchissement, les correspondances-avion sont traitées conformément aux dispositions des articles 34 et 35 de la Convention postale universelle. Les objets dont l'affranchissement postal n'est pas obligatoire au départ sont transmis par les voies ordinaires.

2. En cas d'insuffisance d'affranchissement, les correspondances-avion sont transmises par la voie de l'air, lorsque les taxes acquittées représentent au moins le montant de la surtaxe aérienne. Les dispositions de l'article 35 de la Convention postale universelle sont applicables en ce qui concerne la perception des taxes postales non acquittées au départ.

3. Lors de la transmission de ces envois par voie ordinaire, le bureau de dépôt ou le bureau d'échange doit biffer toute annotation relative au transport aérien.

*Article 5.**Distribution des correspondances-avion.*

1. Les correspondances-avion sont distribuées dans les meilleures conditions de rapidité possibles et doivent au moins être comprises dans la première distribution qui suit leur arrivée au bureau de distribution.

2. Les expéditeurs ont la faculté de demander la remise à domicile par porteur spécial immédiatement après l'arrivée, en acquittant la taxe spéciale d'express prévue par l'article 44 de la Convention postale universelle. Cette faculté n'existe que dans les relations entre pays qui ont organisé le service des envois express dans leurs relations réciproques.

3. Moyennant rémunération supplémentaire, les administrations pourront, après entente entre elles, procéder à la remise à domicile par des moyens spéciaux, notamment par utilisation des tubes pneumatiques.

*Article 6.**Réexpédition et renvoi des correspondances-avion.*

1. Les correspondances-avion adressées à des destinataires ayant changé de résidence sont réexpédiées sur la nouvelle destination par les moyens de transport ordinaires, à moins que le destinataire n'ait demandé expressément la réexpédition par la voie aérienne et n'ait payé d'avance au bureau réexpéditeur la surtaxe aérienne du nouveau parcours. Les correspondances tombées en rebut sont renvoyées à l'origine par la voie ordinaire.

2. Si la réexpédition ou le renvoi a lieu par les moyens ordinaires de la poste, l'étiquette « Par avion » et toute annotation se rapportant à la transmission par la voie aérienne doivent être barrées d'office au moyen de deux forts traits transversaux.

CONVENTION — AIR MAIL.

6. The fees must be paid before despatch. Except in the cases prescribed in Article 6, they may not be collected from the addressee.

7. Air Mail correspondence is prepaid in the manner laid down in Article 46 of the Universal Postal Convention. However, without regard to the class of correspondence, the prepayment may be represented by a manuscript note, in figures, of the amount collected, expressed in the currency of the country of origin in the form :

Affranchissement perçu : Fr. c. (Amount collected : Fr. c.).

This indication may either appear in a special stamp impression or on an adhesive stamp or special label, or simply be inscribed on the envelope of the article by any method whatever. In all cases the indication must be supported by the date-stamp of the office of origin.

*Article 4.**Unpaid or insufficiently prepaid Air Mail Correspondence.*

1. In the case of entire absence of prepayment, Air Mail correspondence is treated in conformity with the provisions of Articles 34 and 35 of the Universal Postal Convention. Articles on which the prepayment of postage is not compulsory before despatch are transmitted by ordinary routes.

2. In the case of insufficient prepayment, Air Mail correspondence is transmitted by Air Mail if the charges prepaid represent at least the amount of the Air Mail fee. The provisions of Article 35 of the Universal Postal Convention apply as regards the collection of postal charges not prepaid at the time of despatch.

3. When these articles are transmitted by ordinary route, the office of posting or the office of exchange must strike out all annotations relative to transmission by Air Mail.

*Article 5.**Delivery of Air Mail Correspondence.*

1. Air Mail correspondence is delivered with the utmost rapidity possible and must at least be included in the first delivery which follows its arrival at the office of delivery.

2. The senders have the right to request delivery by special messenger, immediately after arrival, on prepayment of the special express delivery fee prescribed by Article 44 of the Universal Postal Convention. This right exists only in relations between countries which have organised the express delivery service in their reciprocal relations.

3. On payment of a supplementary charge, Administrations may, after agreement between themselves, effect delivery by special means, in particular by the use of pneumatic tubes.

*Article 6.**Redirection and Return of Air Mail Correspondence.*

1. Air Mail correspondence addressed to persons who have changed their address is forwarded to the new address by ordinary means of conveyance, unless the addressee has expressly asked for redirection by Air Mail and has paid in advance to the redirecting office the Air Mail fee for the new transmission. Undeliverable correspondence is returned to origin by ordinary route.

2. If redirection or return takes place through ordinary postal channels, the Air Mail label *Par Avion* and all annotations relative to transmission by Air Mail must be struck through officially by means of two thick transverse strokes.

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE.

CHAPITRE II

ENVOIS RECOMMANDÉS OU AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

I. ENVOIS RECOMMANDÉS.

*Article 7.**Envois recommandés.*

Les envois recommandés sont soumis aux taxes postales et conditions générales d'admission prévues par la Convention postale universelle. Ils acquittent, en outre, les mêmes surtaxes aériennes que les envois ordinaires.

*Article 8.**Responsabilité.*

Les administrations assument à l'égard des envois recommandés acheminés par voie aérienne la même responsabilité que pour les autres envois recommandés.

II. ENVOIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

*Article 9.**Envois avec valeur déclarée.*

1. Les administrations qui admettent les envois avec valeur déclarée au transport aérien sont autorisées à percevoir du chef de ces envois un droit spécial d'assurance dont elles fixent le montant.

Le total du droit d'assurance ordinaire et du droit spécial devra rester dans les limites fixées par l'article 3, lettre c), de l'arrangement concernant les lettres et boîtes avec valeur déclarée.

2. En ce qui concerne les envois avec valeur déclarée qui transitent en dépêches closes par le territoire de pays non adhérents à l'arrangement concernant les envois de l'espèce ou qui transitent par des services aériens pour lesquels les pays en cause n'acceptent pas la responsabilité des valeurs, la responsabilité de ces pays est limitée à celle qui est prévue pour les envois recommandés.

CHAPITRE III

ATTRIBUTION DES SURTAXES AÉRIENNES. FRAIS DE TRANSPORT.

*Article 10.**Attribution des surtaxes.*

Chaque administration garde en entier les sommes qu'elle a perçues au titre des surtaxes aériennes de toute nature.

*Article 11.**Frais de transport aérien des dépêches closes.*

1. Les frais de transit prévus à l'article 73 de la Convention postale universelle ne s'appliquent pas aux services aériens.

CONVENTION — AIR MAIL.

CHAPTER II.

REGISTERED ARTICLES AND INSURED ARTICLES.

I.—REGISTERED ARTICLES.

*Article 7.**Registered Articles.*

Registered articles are subject to the postage charges and general conditions of acceptance prescribed by the Universal Postal Convention. They must be prepaid, in addition, with the same Air Mail fees as ordinary articles.

*Article 8.**Responsibility.*

Postal Administrations accept, for registered articles sent by Air Mail, the same responsibility as for other registered articles.

II.—INSURED ARTICLES.

*Article 9.**Insured Articles.*

1. Administrations which admit insured articles to conveyance by Air Mail are authorised to collect on account of those articles a special insurance fee of which they fix the amount.

The total of the ordinary insurance fee and of the special fee must remain within the limits fixed by Article 3, letter c, of the Agreement concerning insured letters and boxes.

2. So far as concerns insured articles sent in closed mails through the territory of countries which are not parties to the Agreement concerning insured articles or transmitted by Air Services for which the countries in question do not accept responsibility for insured articles, the responsibility of these countries is limited to that prescribed for registered articles.

CHAPTER III.

ALLOCATION OF AIR MAIL FEES. RATES FOR CONVEYANCE.

*Article 10.**Allocation of Air Mail Fees.*

Each Administration keeps the whole of the sums which it collects in respect of Air Mail fees of all kinds.

*Article 11.**Rates for Air Conveyance of Closed Mails.*

1. The transit rates prescribed by Article 73 of the Universal Postal Convention do not apply to air services.

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE.

2. Par dérogation aux dispositions de la convention, les pays de destination qui assurent le réacheminement des correspondances-avion par la voie aérienne dans leur réseau interne ont droit à la bonification des frais de transport à l'intérieur. Cette bonification doit être uniforme pour tous les parcours du réseau d'un même pays.

3. Les frais de transport afférents à un même parcours aérien sont uniformes pour toutes les administrations qui font emploi de ce service sans participer aux frais d'exploitation.

4. Sauf les exceptions prévues aux paragraphes 5 et 6 ci-après, les frais de transport aérien sont payables à l'administration des postes du pays où se trouve l'aéroport dans lequel les correspondances ont été prises en charge par le service aérien.

5. L'office qui remet à une entreprise de transport aérien des dépêches destinées à emprunter successivement plusieurs services aériens distincts peut, s'il est d'accord avec les offices intermédiaires, régler directement avec cette entreprise les frais de transport pour la totalité du parcours. Les offices intermédiaires ont, de leur côté, le droit de demander l'application pure et simple des dispositions du paragraphe 4.

6. Par dérogation aux stipulations des paragraphes 4 et 5 ci-dessus, est réservé à chaque administration dont dépend un service aérien, le droit de percevoir directement de chaque administration qui utilise ce service les frais de transport afférents à la totalité du parcours.

7. Les frais du transport aérien des correspondances-avion expédiées en dépêches closes sont à la charge de l'administration du pays d'origine ; les frais du transport aérien des correspondances expédiées à découvert sont à la charge de l'administration qui les remet à découvert à une autre administration.

8. Sauf entente contraire entre les administrations des postes intéressées, le transbordement en cours de routes dans un même aéroport des dépêches qui empruntent successivement plusieurs services aériens distincts se fait obligatoirement par l'intermédiaire de l'administration des postes du pays où a lieu le transbordement. Cette règle ne s'applique pas lorsque ce transbordement a lieu entre des appareils assurant les sections successives d'un même service.

9. Il n'est pas perçu de frais d'entrepôt pour les dépêches-avion.

Toutefois, dans le cas où, pour des circonstances exceptionnelles, des frais considérables doivent être supportés du fait de cet entrepôt, les administrations sont autorisées à percevoir les frais d'entrepôt prévus à l'article 74 de la convention.

10. Comme mesure temporaire, le tarif de base à appliquer aux règlements des comptes entre les administrations du chef des transports aériens est fixé à 6 centimes de franc-or par fraction indivisible de 100 grammes de poids brut et de 100 kilomètres. Toutes fractions de 100 grammes et de 100 kilomètres sont arrondies respectivement aux 100 grammes et aux 100 kilomètres supérieurs et cela séparément pour chaque dépêche qui fait l'objet de la statistique-avion. Les dépêches aériennes transportées en service intérieur sont soumises aux mêmes règles.

11. Les prix de transport spécifiés ci-dessus ne s'appliquent pas aux transports à longue distance effectués au moyen de services dont la création et l'entretien nécessitent des frais extraordinaires. Les conditions de l'utilisation de ces services sont réglées de gré à gré entre les administrations intéressées ; elles doivent être uniformes pour toutes les administrations empruntant ces services.

12. Les frais de transport précités sont dus aussi pour les correspondances exemptes de frais de transit ainsi que pour les dépêches ou correspondances mal dirigées, dans le cas où elles sont acheminées par la voie aérienne.

13. En dehors des frais éventuels d'entrepôt (paragraphe 9 ci-dessus), les administrations des pays survolés n'ont droit à aucune rémunération pour les dépêches transportées par voie aérienne au-dessus de leur territoire.

CONVENTION — AIR MAIL.

2. By way of exception to the provisions of the Convention, the countries of destination which undertake the retransmission of Air Mail correspondence by air in their internal service are entitled to be credited with the rates for internal conveyance. This credit must be uniform for all the services of the internal system of the same country.

3. The rates for conveyance applicable to the same air service are uniform for Administrations which use this service without sharing in the working expenses.

4. Apart from the exceptions allowed in paragraphs 5 and 6 below, the rates for air conveyance are payable to the postal Administration of the country in which is situated the aerodrome at which the correspondence is taken over by the air service.

5. The Office which hands to an air transport undertaking mails intended for conveyance successively by several distinct air services may, if it has agreed with the intermediate Offices, pay directly to that undertaking the rates for conveyance for the whole route. The intermediate Offices have, for their part, the right to demand the application pure and simple of the provisions of paragraph 4.

6. As an exception to the provisions of paragraphs 4 and 5 above, each Administration which maintains an air service retains the right to collect direct from each Administration which uses that service the rates for conveyance applicable to the whole of the route.

7. The rates for air conveyance of Air Mail correspondence despatched in closed mails are borne by the Administration of the country of origin : the rates for air conveyance of correspondence despatched *à découvert* are borne by the Administration which hands it *à découvert* to another Administration.

8. In the absence of agreement to the contrary between the postal Administrations concerned, the transfer in the same aerodrome, in course of transmission, of mails conveyed successively by several distinct air services must be performed by the postal Administration of the country in which the transfer takes place. This rule does not apply when the transfer takes place between machines performing successive stages of the same service.

9. Warehousing charges are not collected in respect of Air Mails.

However, in cases where on account of exceptional circumstances considerable expense has to be incurred by such warehousing, Administrations are authorised to collect the warehousing charges laid down by Article 74 of the Convention.

10. As a temporary measure, the basic tariff to be applied to the settlement of accounts between Administrations in respect of air transport is fixed at 6 centimes of a gold franc per indivisible fraction of 100 grammes gross weight per 100 kilometres. All fractions of 100 grammes or of 100 kilometres are rounded up to the next 100 grammes or 100 kilometres respectively, separately for each mail included in the air mail statistics. Air Mails conveyed in the internal service are subject to the same rules.

11. The charges for conveyance specified above do not apply to conveyance for long distances by means of services of which the establishment and maintenance entail extraordinary expenditure. The conditions under which these services may be used are regulated by mutual agreement between the Administrations concerned ; they must be uniform for all Administrations making use of these services.

12. The rates for conveyance mentioned above are due also for correspondence exempt from transit rates, as well as for mails or correspondence mis-sent, in cases where these are despatched by air.

13. With the exception of any warehousing charges which may be due (paragraph 9 above), the Administrations of the countries flown over have no right to payment for mails conveyed by air over their territory.

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE.

*Article 12.**Frais de transport des correspondances-avion à découvert.*

1. Les correspondances-avion peuvent être échangées à découvert entre deux administrations par la voie aérienne.

2. Les frais de transport aérien sont payés en entier à l'administration des postes du pays auquel les correspondances sont adressées à découvert en vue de leur réexpédition par voie aérienne ; cette administration peut exiger la formation de liasses distinctes pour les destinations qu'elle indiquera.

3. Pour déterminer les frais de transport, le poids net des correspondances-avion transmises à découvert est majoré de 25 % pour tenir compte des dépenses afférentes aux travaux de tri. Toutefois, la majoration des frais de transport aérien qui en résulte en faveur d'un pays de transit ne peut dépasser 1 franc 50 centimes par 100 grammes de poids net.

*Article 13.**Calcul des distances entre deux pays reliés par plusieurs lignes aériennes.*

Si deux pays sont reliés par plusieurs lignes aériennes, les frais de transport sont calculés d'après la distance moyenne de ces parcours et leur importance pour le trafic international.

CHAPITRE IV

BUREAU INTERNATIONAL.

*Article 14.**Communications à adresser au Bureau international.*

1. Les administrations doivent se communiquer par l'intermédiaire du Bureau international :

a) L'indication des surtaxes aériennes qu'elles perçoivent pour des correspondances-avion tant à l'intérieur qu'à destination d'autres pays ;

b) L'indication si elles admettent ou non des lettres et boîtes avec valeur déclarée au transport aérien ;

c) La liste des lignes aériennes nationales ou étrangères qu'elles utilisent pour le transport des correspondances-avion, soit que ces lignes fonctionnent à l'intérieur du pays, soit qu'elles partent de ses aéroports vers les pays étrangers ; ces dernières lignes doivent figurer dans la liste avec le parcours pour lequel l'administration qui les utilise assume la responsabilité du chef des correspondances qu'elle leur confie. La liste doit indiquer, notamment, pour chaque ligne, la distance et la durée du parcours à partir du port de départ jusqu'aux différents ports d'escale, la périodicité du service, le pays auquel les frais de transport aérien sur la ligne doivent être payés et les conditions ou restrictions spéciales auxquelles l'utilisation de cette ligne est subordonnée. A la fin des indications concernant les lignes intérieures, chaque administration doit indiquer la distance moyenne qu'elle a adoptée pour la bonification du transport aérien des correspondances-avion destinées à l'intérieur de son pays ;

CONVENTION — AIR MAIL.

Article 12.

Rates for Conveyance à découvert of Air Mail Correspondence.

1. Air Mail correspondence may be exchanged *à découvert* between two Administrations by air.

2. The charges for air conveyance are paid wholly to the postal Administration of the country to which the correspondence is sent *à découvert* for re-transmission by air ; that Administration may require separate bundles to be made up for the destination which it may specify.

3. To arrive at the charges for conveyance, the net weight of Air Mail correspondence transmitted *à découvert* is increased by 25 per cent. to take into account the expenditure applicable to sorting. Nevertheless, the increase in the charges for air mail conveyance resulting in favour of a country of transit must not exceed 1 franc 50 centimes per 100 grammes net weight.

Article 13.

Calculation of distances between two Countries connected by several Air Lines.

If two countries are connected by several air lines, the rates for conveyance are calculated according to the mean distance of these routes and their importance for international traffic.

CHAPTER IV.

INTERNATIONAL BUREAU.

Article 14.

Communications to be addressed to the International Bureau.

1. Administrations must communicate to each other through the medium of the International Bureau :

(a) Particulars of the Air Mail fees which they collect on Air Mail correspondence — in the internal service as well as for destination in other countries ;

(b) Information whether or not they admit insured letters and boxes to transmission by air ;

(c) A list of the air lines, national or foreign, which they use for the conveyance of Air Mail correspondence, whether those lines operate in the interior of the country or leave its aerodromes for foreign countries ; these latter lines must appear in the list with the distance for which the Administration which uses them assumes responsibility for the correspondence which it entrusts to them. The list must show in particular, for each line, the distance and duration of the flight from the aerodrome of departure to the different ports of call (aerodromes), the frequency of the service, the country to which the charges for conveyance by air by the line must be paid and the special conditions or restrictions to which the use of that line is subject. At the end of the particulars relating to internal lines, each Administration must show the mean distance adopted in calculating the credit for air conveyance of the Air Mail correspondence addressed to the interior of its country ;

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE.

d) La liste des pays à destination desquels elles assument la réexpédition des correspondances-avion par la voie aérienne, pour tout ou partie du parcours, avec indication des voies par lesquelles la réexpédition a lieu, des distances du parcours aérien et des frais de transport y afférents.

Ces renseignements sont consignés sur une formule du modèle A V 1 ci-annexé.

2. Les communications sous *c*) et *d*) doivent être envoyées régulièrement deux fois par an, un mois avant le commencement du service d'été et un mois avant celui du service d'hiver. Toute modification apportée ultérieurement doit être notifiée sans retard.

3. Le Bureau international dresse, d'après les communications qui lui parviennent, un Recueil de renseignements concernant le service postal aérien, y compris l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, une liste générale des lignes postales aériennes et une liste générale des pays desservis par des lignes aériennes. Ces documents sont répartis sans délai entre les administrations. La liste générale à établir par le Bureau international doit correspondre au modèle A V 1 ci-annexé.

Le Bureau international est chargé également de dresser une carte mondiale indiquant les lignes postales de communications internationales aériennes, ainsi que des cartes supplémentaires donnant les lignes intérieures de chaque continent.

4. A titre de renseignement provisoire, une copie des communications sous *c*) et *d*) sera transmise directement par chaque administration à tous les autres offices qui en exprimeront le désir.

5. Les administrations communiqueront, en outre, régulièrement, à tous les offices qui en feront la demande, les horaires des lignes aériennes de leurs réseaux intérieur et international avec indication, pour chaque port d'escale, des heures d'arrivée et de départ des avions.

CHAPITRE V

RÈGLEMENT DE COMPTE.

*Article 15.**Statistique de décompte.*

1. Le décompte général des frais de transport aérien a lieu d'après des relevés statistiques établis dans les sept jours qui suivent le 14 juin et le 14 novembre de chaque année. Les données de la statistique de juin forment la base des bonifications dues pour le service d'été; celles de novembre comptent pour le service d'hiver.

2. Les statistiques concernant des services qui ne fonctionnent pas pendant les mois de juin et novembre seront établies après entente entre les administrations intéressées.

3. Par mesure transitoire, tout office a la faculté de demander que les règlements de compte aient lieu trimestriellement sur la base du poids brut des envois réellement transportés pendant le trimestre précédent. Dans ce cas, une entente intervient entre les offices intéressés sur la procédure à suivre.

*Article 16.**Confection des dépêches ordinaires ou des dépêches-avion pendant les périodes de statistique des frais de transport aérien.*

Les dispositions de l'article 61 du règlement d'exécution de la Convention postale universelle ne s'appliquent pas aux statistiques bi-annuelles pour l'évaluation des frais du transport aérien.

CONVENTION — AIR MAIL.

(d) A list of countries to which they undertake the re-transmission of Air Mail correspondence by air for the whole or part of the distance, with particulars of the routes by which re-forwarding takes place, the distances by air and the charges for conveyance applicable to them.

These particulars are entered on form AV 1 annexed.

2. The communications under (c) and (d) must be sent regularly twice a year, a month before the commencement of the summer service and a month before the commencement of the winter service. Every subsequent modification must be notified without delay.

3. The International Bureau draws up, in accordance with the communications which it receives, a Summary (*Recueil*) of information concerning the Air Mail Service, including the exchange of insured letters and boxes, a general list of postal air lines and a general list of countries served by air lines. These documents are distributed to the Administrations without delay. The general list to be prepared by the International Bureau must conform to the annexed Form AV 1.

The International Bureau is also entrusted with the preparation of a map of the world showing postal lines of international air communication, as well as supplementary maps showing the lines in the interior of each continent.

4. For provisional information, a copy of the communications under (c) and (d) shall be sent directly by each Administration to all the other Offices which notify their desire to receive them.

5. Administrations shall, in addition, communicate regularly to all the Offices which ask for them the time-tables of the air lines in their internal and international systems with particulars, for each aerodrome, of the times of arrival and departure of the aeroplanes.

CHAPTER V.

ACCOUNTING REGULATIONS.

*Article 15.**Statistics.*

1. The general accounting for the charges for air conveyance is based on statistical returns taken in the seven days which follow the 14th of June and the 14th of November in each year. The data obtained from the June statistics form the basis for the payments due for the summer service ; those from the November statistics form the basis in regard to the winter service.

2. The statistics relating to service which are not in operation during the months of June and November are taken after agreement between the Administrations concerned.

3. As a temporary measure, every Office has the right to demand that the settlement of accounts shall take place quarterly on the basis of the gross weight of the mails actually conveyed during the preceding quarter. In this case, the procedure to be followed must be agreed between the Administrations concerned.

*Article 16.**Make-up of Ordinary or Air Mails during Air Mail Statistical Periods.*

The provisions of Article 61 of the Detailed Regulations of the Universal Postal Convention are not applicable to the half-yearly statistics for calculating the charges for conveyance by air.

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE.

Toutefois, pendant la période ces statistiques, les étiquettes ou suscriptions de dépêches qui contiennent des correspondances-avion doivent porter, d'une manière apparente, la mention « Statistique-avion ».

*Article 17.**Constatation du poids des correspondances-avion.*

1. Pendant les périodes de statistique, la date d'expédition et le poids brut de la dépêche sont indiqués sur l'étiquette ou sur la suscription extérieure de la dépêche. L'insertion de dépêches-avion entrantes dans une autre dépêche de même nature est interdite.

2. Dans le cas où des correspondances à découvert destinées à être réacheminées par voie aérienne sont comprises dans une dépêche ordinaire ou dans une dépêche-avion, le poids doit être indiqué séparément sur la feuille d'avis pour chaque pays auquel les correspondances-avion sont destinées. Au besoin, les indications de poids peuvent être faites sur un bordereau spécial correspondant au modèle A V 2 ci-après et qui est annexé à la feuille d'avis.

3. Ces indications sont vérifiées par le bureau d'échange destinataire. Si ce bureau constate que le poids réel indiqué diffère de plus de 20 grammes du poids annoncé, il rectifie la feuille d'avis ou l'étiquette et signale immédiatement l'erreur au bureau d'échange expéditeur par bulletin de vérification ; une copie de ce bulletin est adressée, le cas échéant, à chaque office intermédiaire. Si les différences de poids constatées restent dans les limites précitées, les indications du bureau expéditeur sont tenues pour valables.

*Article 18.**Liste des dépêches-avion closes.*

Aussitôt que possible, et, en tout cas, dans un délai de quinze jours après chaque période de statistique, les administrations qui ont expédié des dépêches-avion closes envoient la liste de ces dépêches aux différentes administrations dont elles ont emprunté les services aériens, y compris, le cas échéant, celle de destination.

*Article 19.**Etablissement des relevés A V 3 et A V 4 des dépêches-avion.*

1. Pendant les périodes de statistique, les administrations intermédiaires prennent note, dans un relevé conforme au modèle A V 3 ci-annexé, des poids indiqués sur les étiquettes ou suscriptions extérieures des dépêches-avion qu'elles ont réacheminées par la voie aérienne au delà des frontières de leurs pays. Il est dressé un relevé pour chaque bureau d'échange expéditeur de dépêches-avion.

2. Les administrations de réception des dépêches-avion qui assurent, par la voie aérienne, le réacheminement des correspondances-avion qu'elles contiennent, soit dans leur réseau interne, soit au delà des frontières de leurs pays, dressent un relevé conforme au modèle A V 4 ci-annexé, d'après les indications figurant dans les feuilles d'avis. Il est procédé de la même manière en ce qui concerne les correspondances-avion contenues dans les dépêches ordinaires.

3. Aussitôt que possible, et, au plus tard, un mois après la clôture des opérations de statistique, les relevés A V 3 et A V 4 sont transmis aux bureaux d'échanges expéditeurs pour être revêtus de leur acceptation. Ces bureaux, après avoir accepté les relevés, les transmettent à leur tour à leur administration centrale qui les fait parvenir à l'administration centrale de l'office créditeur.

CONVENTION — AIR MAIL.

However, during these statistical periods, the labels or addresses of mails containing Air Mail correspondence must be conspicuously marked *Statistique-avion*.

*Article 17.**Establishment of the Weight of Air Mails.*

1. During the statistical periods, the date of despatch and the gross weight of the mail are entered on the label or outer address of the mail. The enclosure of one Air Mail in another mail of the same kind is forbidden.

2. If correspondence *à découvert* intended for onward transmission by air is included in an ordinary or Air Mail, the weight must be entered separately on the letter bill for each country to which the air correspondence is addressed. If necessary, the particulars of the weights may be entered upon a special list similar to the annexed Form A V 2 which is attached to the letter bill.

3. These entries are checked by the office of exchange of destination. If that office finds that the actual weight indicated differs by more than 20 grammes from the weight advised it corrects the letter bill or the label and notifies the error immediately to the despatching office of exchange by means of a verification note ; a copy of this verification note is sent, if necessary, to each intermediate Office. If the differences in weight ascertained are within the above-mentioned limits, the entries of the office of despatch are accepted as valid.

*Article 18.**List of Closed Air Mails.*

As soon as possible, and in every case, within a period of 15 days after each statistical period, the Administrations which have despatched closed Air Mails send a list of these mails to the different Administrations whose air services they have used, including if necessary, the Administration of destination.

*Article 19.**Preparation of Statement A V 3 and A V 4 for Air Mails.*

1. During the statistical periods, the intermediate Administrations take note, in a statement in accordance with Form AV 3 annexed, of the weights shown on the labels or outer addresses of the Air Mails that they have re-forwarded by air beyond the frontier of their countries. A statement is prepared for each office of exchange despatching Air Mails.

2. The Administrations receiving Air Mails which undertake the re-transmission by air of the Air Mail correspondence contained therein, either in their internal service or beyond the frontiers of their countries, prepare a statement, in accordance with Form AV 4 annexed, from the particulars given on the letter bills. The same procedure applies as regards Air Mail correspondence contained in ordinary mails.

3. As soon as possible, and, at the latest, one month after the close of the statistical operations, the statements AV 3 and AV 4 are forwarded to the despatching offices of exchange for acceptance. These offices, after having accepted the statements, forward them, in their turn, to their central Administration which returns them to the central Administration of the creditor Office.

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE.

4. Si l'office créditeur n'a reçu aucune observation rectificative dans un intervalle de trois mois à compter de l'envoi, les relevés sont considérés comme admis de plein droit. En cas de circonstances extraordinaires (longue distance, etc.), ces délais peuvent être prolongés d'un commun accord entre les offices intéressés.

*Article 20.**Compte des frais de transport aérien.*

1. Les poids bruts ou nets des correspondances-avion figurant dans les relevés A V 3 ou A V 4 sont multipliés par un chiffre établi d'après la fréquence des services d'été et d'hiver, et les produits ainsi obtenus servent de base à des comptes particuliers établissant en francs les prix de transport revenant à chaque office pour le semestre en cours.

2. Le soin de dresser ces comptes incombe à l'office créditeur qui les transmet à l'office débiteur.

3. Les comptes particuliers sont dressés en double expédition et transmis aussitôt que possible à l'office débiteur. Si l'office créditeur n'a reçu aucune observation rectificative dans un intervalle de trois mois à compter de l'envoi, ce compte est considéré comme admis de plein droit.

*Article 21.**Décompte général.*

Sauf entente contraire entre les administrations intéressées, le décompte général des frais du transport aérien est établi deux fois par an par le Bureau international d'après les règles fixées pour le décompte des frais de transit.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES.

*Article 22.**Signalisation des correspondances-avion.*

Les correspondances-avion sont revêtues au départ d'une étiquette spéciale ou d'une empreinte de couleur bleue comportant les mots « Par avion » avec traduction dans la langue du pays d'origine.

*Article 23.**Acheminement par la voie aérienne sur une partie seulement du parcours.*

Si l'expéditeur désire que sa correspondance soit expédiée par la voie aérienne sur une partie du parcours aérien seulement, il doit en faire mention. A la fin de la transmission aérienne de ces correspondances, la mention et l'étiquette « Par avion », ainsi que l'annotation spéciale, doivent être barrées d'office par deux forts traits transversaux.

CONVENTION — AIR MAIL.

4. If the creditor Office has received no notice of amendments within an interval of 3 months reckoning from the date of despatch, the statements are regarded as fully accepted. In the case of extraordinary circumstances (long distance, etc.), these periods may be extended by mutual agreement between the Offices concerned.

*Article 20.**Accounting for Air Transport Charges.*

1. The gross or net weights of the Air Mail correspondence shown in Statements AV 3 or AV 4 are multiplied by a figure corresponding to the frequency of the summer and winter services, and the products thus obtained serve as the basis of special accounts determining in francs the transport payments accruing to each Office for the current half year.

2. The duty of preparing these accounts devolves on the creditor Office which forwards them to the debtor Office.

3. The special accounts are prepared in duplicate and forwarded to the debtor Office as soon as possible. If the creditor Office has received no notice of amendments within an interval of 3 months reckoning from the date of despatch, this account is regarded as fully accepted.

*Article 21.**General Account.*

In the absence of any understanding to the contrary between the Administrations concerned, the general account of air transport charges is prepared twice a year by the International Bureau in accordance with the regulations fixed for the account relating to transit charges.

CHAPTER VI.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

*Article 22.**Special marking of Air Mail correspondence.*

Air Mail correspondence has affixed on despatch a special blue label or stamp impression bearing the words *Par avion* (By Air Mail) with a translation in the language of the country of origin.

*Article 23.**Partial Transmission by Air.*

If the sender desires that his correspondence shall be forwarded by air for part of the air route only, he must indicate this fact. At the end of the air transmission of this correspondence, the instruction and the Air Mail label *Par Avion* as well as the special annotation must be struck through officially by means of two thick transverse strokes.

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE.

*Article 24.**Mode d'expédition des correspondances-avion dans les dépêches ordinaires.*

Le mode d'expédition prescrit à l'article 55 du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle pour les envois exprès s'applique également aux correspondances-avion insérées dans des dépêches ordinaires, à cette exception près que le mot « Exprès » sur l'étiquette des liasses et dans la colonne « Observations » des feuilles d'avis doit être remplacé par les mots « Par avion ».

*Article 25.**Annotations à porter sur les feuilles d'avis et d'envoi et sur les étiquettes des dépêches contenant des correspondances-avion.*

1. La présence de correspondances-avion dans les dépêches ordinaires est indiquée par les mots « Par avion » au tableau N° I de la feuille d'avis et la feuille d'envoi, dont la contexture sera modifiée en conséquence.

2. Les feuilles d'avis accompagnant des dépêches-avion doivent être revêtues dans leur en-tête de l'étiquette « Par avion ». La même étiquette « Par avion » est appliquée sur les étiquettes ou suscriptions de ces dépêches.

*Article 26.**Acheminement des correspondances-avion.*

1. Les administrations qui se servent des communications aériennes pour le transport de leurs propres correspondances sont tenues d'acheminer, par ces mêmes communications, les correspondances-avion qui leur parviennent des autres administrations.

2. Les administrations qui ne disposent pas d'un service aérien acheminent les correspondances-avion par les voies les plus rapides utilisées par la poste.

Il en est de même si, pour une raison quelconque, l'acheminement par ces autres voies offre des avantages sur une voie aérienne existante.

*Article 27.**Dédouanement des correspondances passibles de droits de douane.*

Les administrations prennent des mesures pour accélérer autant que possible le dédouanement des correspondances-avion passibles de droits de douane.

*Article 28.**Application des dispositions de la convention et des arrangements.*

Les dispositions de la convention et des arrangements, ainsi que de leurs règlements respectifs, exception faite de l'arrangement des colis postaux et de son règlement, sont applicables en tout ce qui n'est pas expressément réglé par les articles précédents.

CONVENTION — AIR MAIL.

*Article 24.**Method of despatching Air Mail Correspondence in Ordinary Mails.*

The method of despatch prescribed for Express articles by Article 55 of the Detailed Regulations of the Universal Postal Convention applies equally to Air Mail correspondence included in ordinary mails, with this exception that the word *Exprès* on the label of the bundles and in the column of the letter bills headed " Observations " must be replaced by the words *Par avion* (By Air Mail).

*Article 25.**Notes to be made on the Letter Bills and Despatch Lists and Labels of Mails containing Air Mail Correspondence.*

1. The presence of Air Mail correspondence in ordinary mails is indicated by the words *Par avion* in Table No. 1 of the letter bill and on the despatch list, of which the make-up must be modified accordingly.

2. The letter bills which accompany Air Mails must bear an Air Mail label *Par avion* at the head. The same label *Par avion* is affixed to the labels and addresses of these mails.

*Article 26.**Routing of Air Mail Correspondence.*

1. The Administrations which use air communications for the conveyance of their own correspondence are bound to forward, by the same means, the Air Mail correspondence which reaches them from other Administrations.

2. Administrations which have no air service forward Air Mail correspondence by the most rapid routes used for mails.

The same regulation applies if, for any reason whatever, transmission by these other routes offers advantages over an existing air route.

*Article 27.**Customs Clearance of Correspondence liable to Customs Duty.*

¶¶ The Administrations take steps to accelerate as much as possible the clearance through the Customs of Air Mail correspondence liable to Customs duty.

*Article 28.**Application of the provisions of the Convention and Agreements.*

The provisions of the Convention and Agreements, and their respective Detailed Regulations, except the Parcel Post Agreement and its Detailed Regulations, are applicable as regards everything which is not expressly provided for in the preceding Articles.

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE.

Article 29.

Mise à exécution et durée des dispositions adoptées.

Les présentes dispositions seront exécutoires à partir du jour de la mise en vigueur de la Convention postale universelle. Elles auront la même durée que cette convention, à moins qu'elles ne soient renouvelées d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Londres, le 28 juin 1929.

Pour l'Afghanistan :

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

J. N. REDELINGHUYS.

D. J. O'KELLY.

Pour l'Albanie :

M. LIBHOVA.

Pour l'Allemagne :

D^r K. SAUTTER.

D^r W. KÜSGEN.

K. ZIEGLER.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour Joseph STEWART :

E. R. WHITE.

Eugène R. WHITE.

Pour l'ensemble des Possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique autres que les Iles Philippines :

Eugène R. WHITE.

Pour les Iles Philippines :

C. E. UNSON.

José TOPACIO.

Pour la République Argentine :

Pour le Commonwealth de l'Australie :

M. B. HARRY.

Pour l'Autriche :

Walther STOECKL.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

Hub. KRAINS.

Pour la Colonie du Congo belge :

Halewyck DE HEUSCH.

F. G. TONDEUR.

JAMAR.

Pour la Bolivie :

Zac. BENAVIDES.

Pour le Brésil :

Jm EULALIO.

Pour la Bulgarie :

M. SAVOFF.

N. BOSCHNACOFF.

Pour le Canada :

L. J. GABOURY.

Arthur WEBSTER.

CONVENTION — AIR MAIL.

*Article 29.**Entry into Force and Duration.*

The present provisions shall come into force on the day on which the Universal Postal Convention comes into operation. They shall have the same duration as that Convention, unless they are renewed by common consent between the parties concerned.

Done at London, the 28th of June, 1929.

(Les signatures ont été ajoutées au texte anglais par le Secrétariat de la Société des Nations.)

(The signatures have been added to the English text by the Secretariat of the League of Nations.)

For Afghanistan :

For the Commonwealth of Australia :

M. B. HARRY.

For the Union of South Africa :

For Austria :

J. N. REDELINGHUYS.

D. J. O'KELLY.

Walther STÖCKL.

For Albania :

For Belgium :

M. LIBHOVA.

O. SCHOCKAERT.

Hub. KRAINS.

For Germany :

For the Belgian Congo :

Dr. K. SAUTTER.

Dr. W. KÜSGEN.

K. ZIEGLER.

Halewyck DE HEUSCH.

F. G. TONDEUR.

JAMAR.

For the United States of America :

For Bolivia :

For Joseph STEWART :

E. R. WHITE.

Eugène R. WHITE.

Zac. BENAVIDES.

For the whole of the island possessions of the United States of America other than the Philippine Islands :

For Brazil :

Eugène R. WHITE.

Jm EULALIO.

For the Philippine Islands :

For Bulgaria :

C. E. UNSON.

José TOPACIO.

M. SAVOFF.

N. BOSCHNACOFF.

For the Argentine Republic :

For Canada :

L. J. GABOURY.

Arthur WEBSTER.

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE.

Pour le Chili :

Antonio HUNEEUS.
Miguel A. PARRA.
C. VERNEUIL.

Pour la Chine :

LIU SHU-FAN.

Pour la République de Colombie :

Jorge GARCÉS B.

Pour la République de Costa-Rica :

Percy G. HARRISON.

Pour la République de Cuba :

Guillermo PATTERSON.

Pour le Danemark :

V. HOLMBLAD.

Pour la Ville libre de Dantzig :

Stanislaw ŁOŚ.
Victor ZANDER.
Alfred NORDMANN.

Pour la République Dominicaine :

D^r E. R. LLUBERES.

Pour l'Égypte :

H. MAZLOUM.
R. SIDHOM.

Pour l'Équateur :

E. CHACÓN Q.
E. L. ANDRADE.

Pour l'Espagne :

A. CAMACHO.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

A. RAMOS GARCIA.

Pour l'Estonie :

G. JALLAJAS.

Pour l'Éthiopie :

B. MARCOS.
A. BOUSSON.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.
L. GENTHON.
BOUSQUIÉ.
MAINGUET.
GRANDSIMON.
DUSSERRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

*Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :**Pour M. RÉGISMANSET :*

J. CASSAGNAC.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :

J. CASSAGNAC.

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :

F. H. WILLIAMSON.
W. G. GILBERT.
F. C. G. TWINN.
F. R. RADICE.
D. O. LUMLEY.

Pour la Grèce :

Th. PENTHÉROUDAKIS.
D. BERNARDOS.

CONVENTION — AIR MAIL.

For Chile :

Antonio HUNEEUS.
Miguel A. PARRA.
C. VERNEUIL.

For China :

LIU SHU-FAN.

For the Republic of Colombia :

Jorge GARCÉS B.

For the Republic of Costa-Rica :

Percy G. HARRISON.

For the Republic of Cuba :

Guillermo PATTERSON.

For Denmark :

V. HOLMBLAD.

For the Free City of Danzig :

Stanisław ŁOŚ.
Victor ZANDER.
Alfred NORDMANN.

For the Dominican Republic :

Dr. E. R. LLUBERES.

For Egypt :

H. MAZLOUM.
R. SIDHOM.

For Ecuador :

E. CHACÓN Q.
E. L. ANDRADE.

For Spain :

A. CAMACHO.

For the whole of the Spanish Colonies :

A. RAMOS GARCIA.

For Estonia :

G. JALLAJAS.

For Abyssinia :

B. MARCOS.
A. BOUSSON.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For France :

M. LEBON.
L. GENTHON.
BOUSQUIÉ.
MAINGUET.
GRANDSIMON.
DUSSERE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For the French Colonies and Protectorates in Indo-China :

For M. RÉGISMANSET :
J. CASSAGNAC.

For the whole of the other French Colonies :

J. CASSAGNAC.

For United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

F. H. WILLIAMSON.
W. G. GILBERT.
F. C. G. TWINN.
F. R. RADICE.
D. O. LUMLEY.

For Greece :

Th. PENTHÉROUDAKIS.
D. BERNARDOS.

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE.

Pour le Guatemala :

José MATOS.

Pour la République d'Haïti :

J. G. DALZELL.

*Pour le Royaume de Hedjaz et de Nedjde et
Dépendances :*

Cheik Hafiz WAHBA.

Pour la République du Honduras :

Humberto BLANCO-FOMBONA.

*Pour la Hongrie :*G. Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.*Pour l'Inde britannique :*H. A. SAMS.
G. V. BEWOOR.
L. P. KULKARNI.
P. N. MUKERJI.*Pour l'Irak :*

Douglas W. GUMBLEY.

*Pour l'Etat libre d'Irlande :*P. S. ÓH-ÉIGEARTAIGH.
R. S. O'CRUIMÍN.
S. S. PUIRSÉAL.*Pour l'Islande :*

V. HOLMBLAD.

*Pour l'Italie :*Biagio BORRIELLO.
Pietro TOSTI.
Michele GALDI.*Pour l'ensemble des Colonies italiennes :*

Riccardo ASTUTO.

*Pour le Japon :*H. KAWAI.
Naotaro YAMAMOTO.
J. SHIMIDZU.*Pour le Chosen :*Naotaro YAMAMOTO.
Jingoro HIRAO.*Pour l'ensemble des autres Dépendances japo-
naises :*H. KAWAI.
Noboru TOMIZU.*Pour la Lettonie :*

A. AUZINŠ.

Pour la République de Libéria :

C. W. DRESSELHUYS.

*Pour la Lithuanie :*A. SRUOGA.
G. KROLIS.*Pour le Luxembourg :*

JAAQUES.

*Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone
espagnole) :*

Jacques TRUELLE.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. CAMACHO.

*Pour le Mexique :*Lino B. ROCHÍN.
José V. CHÁVEZ.*Pour le Nicaragua :*

Eduardo PÉREZ-TRIANA.

CONVENTION — AIR MAIL.

For Guatemala :

José MATOS.

For the Republic of Haiti :

J. G. DALZELL.

For the Kingdom of Hejaz, Nejd and Dependencies :

Cheik Hafiz WAHBA.

For the Republic of Honduras :

Humberto BLANCO-FOMBONA.

For Hungary :

G. Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.

For British India :

H. A. SAMS.
G. V. BEWOOR.
L. P. KULKARNI.
P. N. MUKERJI.

For Iraq :

Douglas W. GUMBLEY.

For the Irish Free State :

P. S. ÓH-ÉIGEARTAIGH.
R. S. O'CRUIMÍN.
S. S. PUIRSÉAL.

For Iceland :

V. HOLMBLAD.

For Italy :

Biagio BORRIELLO.
Pietro TOSTI.
Michele GALDI.

For the whole of the Italian Colonies :

Riccardo ASTUTO.

For Japan :

H. KAWAI.
Naotaro YAMAMOTO.
J. SHIMIDZU.

For Chosen :

Naotaro YAMAMOTO.
Jingoro HIRAO.

For the whole of the other Japanese Dependencies :

H. KAWAI.
Noboru TOMIZU.

For Latvia :

A. AUZINŠ.

For the Republic of Liberia :

C. W. DRESSÉLHUYŠ.

For Lithuania :

A. SRUOGA.
G. KROLIS.

For Luxemburg :

JAAQUES.

For Morocco (excluding the Spanish Zone) :

Jacques TRUELLE.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. CAMACHO.

For Mexico :

Lino B. ROCHÍN.
José V. CHAVEZ.

For Nicaragua :

Eduardo PÉREZ-TRIANA.

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

Pour la Nouvelle-Zélande :

G. McNAMARA.

Pour la République de Panama :

Carlos A. LÓPEZ G.

*Pour le Paraguay :**Pour les Pays-Bas :*

DAMME.
DUYNSTEE.

Pour les Indes néerlandaises :

J. VAN DER WERF.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
DOMMISSE.
HOOGWOONING.

Pour les Colonies néerlandaises en Amérique :

W. F. GERDES OOSTERBEEK.
HOOGWOONING.

Pour le Pérou :

M. DE FREYRE Y S.
A. S. SALAZAR.

Pour la Perse :

Hovhannès Khan MOSSAED.
R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne :

Łoś.
D^r Marjan BLACHIER.

Pour le Portugal :

Jose VASCO DE CARVALHO.
Adalberto DA COSTA VEIGA.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique :

Mario Corrêa BARATA DA CRUZ.

Pour les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie :

Luciano Botelho DA COSTA MARTINS.

Pour la Roumanie :

Général MIHAIL.
I. MANEA.

Pour la République de Saint-Marin :

M. A. JAMIESON.
Giovanni SOVRANI.

Pour la République du Salvador :

Antonio REYES-GUERRA.

Pour le Territoire de la Sarre :

P. COURTILET.
A. AREND.

*Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slo-
vènes :*

G. DIOURITCH.

Pour le Siam :

Phya PRAKIT KOLASASTRA.
Luang BAHIDDHA NUKARA.

Pour la Suède :

Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Fr. SANDBERG.

Pour la Suisse :

P. DUBOIS.
C. ROCHES.
L. ROULET.

CONVENTION — AIR MAIL.

For Norway :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

For New-Zealand :

G. McNAMARA.

For the Republic of Panama :

Carlos A. LÓPEZ G.

*For Paraguay :**For the Netherlands :*

DAMME.
DUYNSTEE.

For the Dutch Indies :

J. VAN DER WERF.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
DOMMISSE.
HOOGWOONING.

For the Dutch Colonies in America :

W. F. GERDES OOSTERBEEK.
HOOGWOONING.

For Peru :

M. DE FREYRE Y S.
A. S. SALAZAR.

For Persia :

Hovhannès Khan MOSSAED.
R. ARDJOMENDE.

For Poland

ŁOŚ.
Dr. Marjan BLACHIER.

For Portugal :

Jose VASCO DE CARVALHO.
Adalberto DA COSTA VEIGA.

For the Portuguese Colonies in Africa :

Mario CORTÊA BARATA DA CRUZ.

For the Portuguese Colonies in Asia and Oceania :

Luciano Botelho DA COSTA MARTINS.

For Roumania :

Général MIHAIL.
I. MANEA.

For the Republic of San Marino :

M. A. JAMIESON.
Giovanni SOVRANI.

For the Republic of Salvador :

Antonio REYES-GUERRA.

For the Saar Territory :

P. COURTILET.
A. AREND.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

G. DIOURITCH.

For Siam :

Phya PRAKIT KOLASASTRA,
Luang BAHIDDHA NUKARA.

For Sweden :

Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Fr. SANDBERG.

For Switzerland :

P. DUBOIS.
C. ROCHES.
L. ROULET.

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE — PROTOCOLE FINAL.

Pour la Tchécoslovaquie :

D^r Otokar RŮŽIČKA.
Josef ZÁBRODSKÝ.

Pour la Tunisie :

Jacques DUMAINE.
DUPONT.

Pour la Turquie :

Ali RAANA.
Yusuf ARIFI.

Pour l'Union des Républiques soviétistes socialistes :

D^r Eugène HIRSCHFELD.
M. KHODEEFF.
E. SYREVITCH.

Pour l'Uruguay :

F. A. COSTANZO.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

W. A. S. HEWINS.

Pour les Etats-Unis de Venezuela :

Luis Alejandri AGUILAR.
E. ARROYO LAMEDA.

PROTOCOLE FINAL DES DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DE LA POSTE
AUX LETTRES PAR VOIE AÉRIENNE

*Article unique.**Frais de transport aérien des dépêches closes.*

Les administrations de l'Inde britannique et de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ont la faculté de percevoir des frais de transport prévus à l'article II des dispositions concernant le transport de la poste aux lettres par voie aérienne pour chaque parcours de leur réseau aérien interne.

Fait à Londres, le 28 juin 1929.

*Pour l'Afghanistan :**Pour l'Union de l'Afrique du Sud :*

J. N. REDELINGHUYS.
D. J. O'KELLY.

Pour l'Albanie :

M. LIBOHOVA.

Pour l'Allemagne :

D^r K. SAUTTER.
D^r W. KÜSGEN.
K. ZIEGLER.

*Pour les Etats-Unis d'Amérique :**Pour Joseph STEWART :*

E. R. WHITE.
Eugène R. WHITE.

CONVENTION — AIR MAIL — FINAL PROTOCOL.

For Czechoslovakia :

Dr. Otakar RŮŽIČKA.
Josef ZÁBRODSKÝ.

For Tunis :

Jacques DUMAINE.
DUPONT.

For Turkey :

Ali RAANA.
Yusuf ARIFI.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

Dr. Eugène HIRSCHFELD.
M. KHODEEFF.
E. SYREVITCH.

For Uruguay :

F. A. COSTANZO.

For the State of City of the Vatican :

W. A. S. HEWINS.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.
E. ARROYO LAMEDA.

FINAL PROTOCOL TO THE PROVISIONS REGARDING THE CONVEYANCE OF LETTER
MAILS BY AIR.*Article I.**Air Transport Charges for Closed Mails.*

The Administrations of British India and of the Union of Soviet Socialist Republics have the option of collecting the transport charges prescribed by Article II of the Provisions regarding the Conveyance of letter mails by air for each section of their inland air service.

Done at London, the 28th of June, 1929.

*(Les signatures ont été ajoutées au texte anglais
par le Secrétariat de la Société des Nations.)*

*(The signatures have been added to the English
text by the Secretariat of the League of Nations.)*

*For Afghanistan :**For the Union of South Africa :*

J. N. REDELINGHUYS.
D. J. O'KELLY.

For Albania :

M. LIBOHOVA.

For Germany :

Dr. K. SAUTTER.
Dr. W. KÜSGEN.
K. ZIEGLER.

For the United States of America :

For Joseph STEWART .
E. R. WHITE.
Eugène R. WHITE.

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE — PROTOCOLE FINAL.

*Pour l'ensemble des Possessions insulaires des
Etats-Unis d'Amérique autres que les Iles
Philippines :*

Eugène R. WHITE.

Pour les Iles Philippines :

C. E. UNSON.

José TOPACIO.

Pour la République Argentine :

Pour le Commonwealth de l'Australie :

M. B. HARRY.

Pour l'Autriche :

Walther STOECKL.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

Hub. KRAINS.

Pour la Colonie du Congo belge :

Halewyck DE HEUSCH.

F. G. TONDEUR.

JAMAR.

Pour la Bolivie :

Zac. BENAVIDES.

Pour le Brésil :

Jm EULALIO.

Pour la Bulgarie :

M. SAVOFF.

N. BOSCHNACOFF.

Pour le Canada :

L. J. GABOURY.

Arthur WEBSTER.

Pour le Chili :

Antonio HUNEEUS.

Miguel A. PARRA.

C. VERNEUIL.

Pour la Chine :

LIU SHU-FAN.

Pour la République de Colombie :

Jorge GARCÉS B.

Pour la République de Costa-Rica :

Percy G. HARRISON.

Pour la République de Cuba :

Guillermo PATTERSON.

Pour le Danemark :

V. HOLMBLAD.

Pour la Ville libre de Dantzig :

Stanisław ŁOŚ.

Victor ZANDER.

Alfred NORDMANN.

Pour la République Dominicaine :

D^r E. R. LLUBERES.

Pour l'Égypte :

H. MAZLOUM.

R. SIDHOM.

Pour l'Équateur :

E. CHACÓN Q.

E. L. ANDRADE.

Pour l'Espagne :

A. CAMACHO.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

A. RAMOS GARCIA.

CONVENTION — AIR MAIL — FINAL PROTOCOL.

For the whole of the island possessions of the United States of America other than the Philippine Islands :

Eugène R. WHITE.

For the Philippine Islands :

C. E. UNSON.

José TOPACIO.

For the Argentine Republic :

For the Commonwealth of Australia :

M. B. HARRY.

For Austria :

Walther STÖCKL.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.

Hub. KRAINS.

For the Belgian Congo :

Halewyck DE HEUSCH.

F. G. TONDEUR.

JAMAR.

For Bolivia :

Zac. BENAVIDES.

For Brazil :

Jm EULALIO.

For Bulgaria :

M. SAVOFF.

N. BOSCHNACOFF.

For Canada :

L. J. GABOURY.

Arthur WEBSTER.

For Chile :

Antonio HUNEEUS.

Miguel A. PARRA.

C. VERNEUIL.

For China :

LIU SHU-FAN.

For the Republic of Colombia :

Jorge GARCÉS B.

For the Republic of Costa-Rica :

Percy G. HARRISON.

For the Republic of Cuba :

Guillermo PATTERSON.

For Denmark :

V. HOLMBLAD.

For the Free City of Danzig :

Stanislaw ŁOŚ.

Victor ZANDER.

Alfred NORDMANN.

For the Dominican Republic :

Dr. E. R. LLUBERES.

For Egypt :

H. MAZLOUM.

R. SIDHOM.

For Ecuador :

E. CHACÓN Q.

E. L. ANDRADE.

For Spain :

A. CAMACHO.

For the whole of the Spanish Colonies :

A. RAMOS GARCIA.

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE — PROTOCOLE FINAL.

Pour l'Estonie :

G. JALLAJAS.

*Pour l'Ethiopie :*B. MARCOS.
A. BOUSSON.*Pour la Finlande :*

G. E. F. ALBRECHT.

*Pour la France :*M. LEBON.
L. GENTHON.
BOUSQUIÉ.
MAINGUET.
GRANDSIMON.
DUSSERRE.*Pour l'Algérie :*

E. HUGUENIN.

*Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :**Pour* M. RÉGISMANSET :
J. CASSAGNAC.*Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :*

J. CASSAGNAC.

*Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :*F. H. WILLIAMSON.
W. G. GILBERT.
F. C. G. TWINN.
F. R. RADICE.
D. O. LUMLEY.*Pour la Grèce :*Th. PENTHÉROUDAKIS.
D. BERNARDOS.*Pour le Guatemala :*

José MATOS.

Pour la République d'Haïti :

J. G. DALZELL.

Pour le Royaume de Hedjaz et de Nedjde et Dépendances :

Cheik Hafiz WAHBA.

Pour la République du Honduras :

Humberto BLANCO-FOMBONA.

*Pour la Hongrie :*G. Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.*Pour l'Inde britannique :*H. A. SAMS.
G. V. BEWOOR.
L. P. KULKARNI.
P. N. MUKERJI.*Pour l'Irak :*

Douglas W. GUMBLEY.

*Pour l'Etat libre d'Irlande :*P. S. ÓH-ÉIGEARTAIGH.
R. S. O'CRUIMÍN.
S. S. PUIRSÉAL.*Pour l'Islande :*

V. HOLMBLAD.

*Pour l'Italie :*Biagio BORRIELLO.
Pietro TOSTI.
Michele GALDI.*Pour l'ensemble des Colonies italiennes :*

Riccardo ASTUTO.

CONVENTION — AIR MAIL — FINAL PROTOCOL.

For Estonia :

G. JALLAJAS.

*For Abyssinia :*B. MARCOS.
A. BOUSSON.*For Finland :*

G. E. F. ALBRECHT.

*For France :*M. LEBON.
L. GENTHON.
BOUSQUIÉ.
MAINGUET.
GRANDSIMON.
DUSSERRE.*For Algeria :*

E. HUGUENIN.

*For the French Colonies and Protectorates in Indo-China :**For M. REGISMANSET .*
J. CASSAGNAC.*For the whole of the other French Colonies :*

J. CASSAGNAC.

*For United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :*F. H. WILLIAMSON.
W. G. GILBERT.
F. C. G. TWINN.
F. R. RADICE.
D. O. LUMLEY.*For Greece :*Th. PENTHÉROUDAKIS.
D. BERNARDOS.*For Guatemala :*

José MATOS.

For the Republic of Haiti :

J. G. DALZELL.

For the Kingdom of Hejaz, Nejd and Dependencies :

Chaik Hafiz WAHBA.

For the Republic of Honduras :

Humberto BLANCO-FOMBONA.

*For Hungary :*G. Baron SZALAY.
Charles DE FORSTER.*For British India :*H. A. SAMS.
G. V. BEWOOR.
L. P. KULKARNI.
P. N. MUKERJI.*For Iraq :*

Douglas W. GUMBLEY.

*For the Irish Free State :*P. S. ÓH-ÉIGEARTAIGH.
R. S. O'CRUIMÍN.
S. S. PUIRSÉAL.*For Iceland :*

V. HOLMBLAD.

*For Italy :*Biagio BORRIELLO.
Pietro TOSTI.
Michele GALDI.*For the whole of the Italian Colonies :*

Riccardo ASTUTO.

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE — PROTOCOLE FINAL.

Pour le Japon :

H. KAWAI.
Naotaro YAMAMOTO.
J. SHIMIDZU.

Pour le Chosen :

Naotaro YAMAMOTO.
Jingoro HIRAO.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :

H. KAWAI.
Noboru TOMIZU.

Pour la Lettonie :

A. AUZINŠ.

Pour la République de Libéria :

C. W. DRESSELHUY.

Pour la Lithuanie :

A. SRUOGA.
G. KROLIS.

Pour le Luxembourg :

JAAQUES.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :

Jacques TRUELLE.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. CAMACHO.

Pour le Mexique :

Lino B. ROCHÍN.
José V. CHÁVEZ.

Pour le Nicaragua :

Eduardo PÉREZ-TRIANA.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

Pour la Nouvelle-Zélande :

G. MCNAMARA.

Pour la République de Panama :

Carlos A. LÓPEZ G.

*Pour le Paraguay :**Pour les Pays-Bas :*

DAMME.
DUYNSTEE.

Pour les Indes néerlandaises :

J. VAN DER WERF.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
DOMMISSE.
HOOGWOONING.

Pour les Colonies néerlandaises en Amérique :

W. F. GERDES OOSTERBEEK.
HOOGWOONING.

Pour le Pérou :

M. DE FREYRE Y S.
A. S. SALAZAR.

Pour la Perse :

Hovhannès Khan MOSSAED.
R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne :

ŁÓŚ.
Dr Marjan BLACHIER.

Pour le Portugal :

Jose VASCO DE CARVALHO.
Adalberto DA COSTA VEIGA.

CONVENTION — AIR MAIL — FINAL PROTOCOL.

For Japan :

H. KAWAI.
Naotaro YAMAMOTO.
J. SHIMIDZU.

For Chosen :

Naotaro YAMAMOTO.
Jingoro HIRAO.

For the whole of the other Japanese Dependencies :

H. KAWAI.
Noboru TOMIZU.

For Latvia :

A. AUZINŠ.

For the Republic of Liberia :

C. W. DRESSELHUYS.

For Lithuania :

A. SRUOGA.
G. KROLIS.

For Luxemburg :

JAAQUES.

For Morocco (excluding the Spanish Zone) :

Jacques TRUELLE.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. CAMACHO.

For Mexico :

Lino B. ROCHÍN.
José V. CHAVEZ.

For Nicaragua :

Eduardo PEREZ-TRIANA.

For Norway :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

For New-Zealand :

G. McNAMARA.

For the Republic of Panama :

Carlos A. LÓPEZ G.

*For Paraguay :**For the Netherlands :*

DAMME.
DUYNSTEE.

For the Dutch Indies :

J. VAN DER WERF.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
DOMMISSE.
HOOGWOONING.

For the Dutch Colonies in America :

W. F. GERDES OOSTERBEEK.
HOOGWOONING.

For Peru :

M. DE FREYRE Y S.
A. S. SALAZAR.

For Persia :

Hovhannès Khan MOSSAED.
R. ARDJOMENDE.

For Poland

ŁOŚ.
Dr. Marjan BLACHIER.

For Portugal :

Jose VASCO DE CARVALHO.
Adalberto DA COSTA VEIGA.

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE — PROTOCOLE FINAL.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie :

Luciano Botelho DA COSTA MARTINS.

Pour la Roumanie :

Général MIHAIL.

I. MANEA.

Pour la République de Saint-Marin :

M. A. JAMIESON.

Giovanni SOVRANI.

Pour la République du Salvador :

Antonio REYES-GUERRA.

Pour le Territoire de la Sarre :

P. COURTILET.

A. AREND.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

G. DIOURITCH.

Pour le Siam :

Phya PRAKIT KOLASASTRA.

Luang BAHIDDHA NUKARA.

Pour la Suède :

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Fr. SANDBERG.

Pour la Suisse :

P. DUBOIS.

C. ROCHES.

L. ROULET.

*Pour la Tchécoslovaquie :*D^r Otokar RŮŽIČKA.

Josef ZÁBRODSKÝ.

Pour la Tunisie :

Jacques DUMAINE.

DUPONT.

Pour la Turquie :

Ali RAANA.

Yusuf ARIFI.

*Pour l'Union des Républiques soviétistes socialistes :*D^r Eugène HIRSCHFELD.

M. KHODEEFF.

E. SYREVITCH.

Pour l'Uruguay :

F. A. COSTANZO.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

W. A. S. HÉWINS.

Pour les Etats-Unis de Vénézuëla :

Luis Alejandro AGUILAR.

E. ARROYO LAMEDA.

CONVENTION — AIR MAIL — FINAL PROTOCOL.

For the Portuguese Colonies in Africa :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

For the Portuguese Colonies in Asia and Oceania :

Luciano Botelho DA COSTA MARTINS

For Roumania :

Général MIHAIL.

I. MANEA.

For the Republic of San Marino :

M. A. JAMIESON.

Giovanni SOVRANI.

For the Republic of Salvador :

Antonio REYES-GUERRA.

For the Saar Territory :

P. COURTILET.

A. AREND.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

G. DIOURITCH.

For Siam :

Phya PRAKIT KOLASASTRA,

Luang BAHIDDHA NUKARA.

For Sweden :

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Fr. SANDBERG.

For Switzerland :

P. DUBOIS.

C. ROCHES.

L. ROULET.

For Czechoslovakia :

Dr. Otokar RŮŽIČKA.

Josef ZÁBRODSKÝ.

For Tunis :

Jacques DUMAINE.

DUPONT.

For Turkey :

Ali RAANA.

Yusuf ARIFI.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

Dr. Eugène HIRSCHFELD.

M. KHODEEFF.

E. SYREVITCH.

For Uruguay :

F. A. COSTANZO.

For the Staté of City of the Vatican :

W. A. S. HEWINS.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

E. ARROYO LAMEDA.

ANNEXES

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE — FORMULES.

AV I
(art. 14, § 1)

LISTES DES LIGNES AÉRIENNES, DES PAYS DESSERVIS ET DES SURTAXES AÉRIENNES

N° d'ordre	Noms des pays desservis par voie aérienne	1° Parcours		Longueur réelle de la ligne et classement des services (km.)	Durée du trajet (heures)	Périodicité du service	Prix de transport pour le parcours aérien		Pays auquel les frais de transport aérien doivent être payés	Surtaxe aérienne perçue	Observations
		2° Nom de la Compagnie	jusqu'au pays de destination (francs-or)				dans le pays de destination même (francs-or)				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	

(Dimensions : 210 X 297 mm.)

CONVENTION — AIR MAIL — FORMS.

A V I
(art. 14, § 1)

LIST OF AIR LINES, COUNTRIES SERVED AND AIR MAIL FEES.

No.	Names of the countries served by air	1. Route		Actual length of the line and classification of services (km.)	Duration of journey (hours)	Frequency of the service	Transport charge for the air service		Country to which the air transport charges must be paid	Air mail fee collected	Observations
		2. Name of the Company					as far as the country of destination (gold francs)	within the country of destination itself (gold francs)			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	

(Dimensions : 210 x 297 mm.)

CONVENTION — POSTE AÉRIENNE — FORMULES.

AV 2
(art. 17, § 2)Office expéditeur de la dépêche :
.....Office destinataire de la dépêche :
.....

BORDEREAU

des poids des correspondances-avion

contenues dans la dépêche $\frac{\text{ordinaire}}{\text{-avion}}$

du bureau d'échange d.....

pour le bureau d'échange d.....

expédiée le 19..... à..... h..... m.

arrivée le 19..... à..... h..... m.

Numéro d'ordre 1	Noms des pays de destination des correspondances-avion 2	Poids net Grammes 3	Observations 4

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — AIR MAIL — FORMS.

A V 2
(art. 17, § 2)

Office despatching the mail :

Office of destination of the mail :

.....

.....

STATEMENT

of the weights of air mail correspondence

included in the ordinary
air mail

from the office of exchange of

for the office of exchange of

despatched on the 19..... at

arrived on the 19..... at

No. 1	Names of the countries of destination of the air mail correspondence 2	Net weight Grammes 3	Observations 4

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — AIR MAIL — FORMS.

A V 3
(art. 19, § 1)

Office despatching the mail :

Office re-forwarding the mail :

CONVEYANCE BY AIR OF CLOSED AIR MAILS.

Statement of the gross weights of air mails re-forwarded by the office of exchange of..... during the statistical period from the to the

No. 1	Date of despatch from the office of origin 2	Office of origin of the mail 3	Office of destination 4	The mail has been re-forwarded by air from to 5	Gross weight of the mail Grammes 6	Distance in kilo- metres 7	Charges for conveyance by air appertaining to the mail		Observations 9
							Fr. 8	c. 8	
				Totals					

....., the 19...
....., the 19...

The Chief of the transit office :

Seen and accepted :
The Chief of the office of origin :

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

CONVENTION — AIR MAIL — FORMS.

A V 4
(art. 19, § 2)

Office despatching the mail :

Office of destination of the mail :

CONVEYANCE BY AIR OF AIR MAIL CORRESPONDENCE.

Statement of the net weight of air mail correspondence included in the ordinary mails air from the office of exchange of for the office of exchange ofdespatched during the statistical period from the to the

No.	Date of despatch from the office of origin	Weight of air mail correspondence destined for the country receiving the mail ¹ (mean of the inland air service km.) ¹ gr.	Net weight of air mail correspondence destined for other countries											Country of destination	Observations
			Intermediate air services					Mean of the air transit in the country of destination ¹							
			with increased charge			without increased charge									
			km. gr.	km. gr.	km. gr.	km. gr.	km.	km. gr.	km. gr.	km. gr.	km. gr.	km. gr.	km. gr.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
		Totals . .													

¹ Columns 3 and 9 to 13 are only filled up if the country of destination of the air mail correspondence undertakes to reforward it by air in the interior of its territory. Air mail correspondence destined for the locality of the air-port receiving an air mail does not enter into the calculation of weight.

....., the 19.....
 the 10.....
 The Chief of the transit office :

 Seen and accepted :
 The Chief of the office of origin :

(Dimensions : 210 × 297 mm.)

